



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

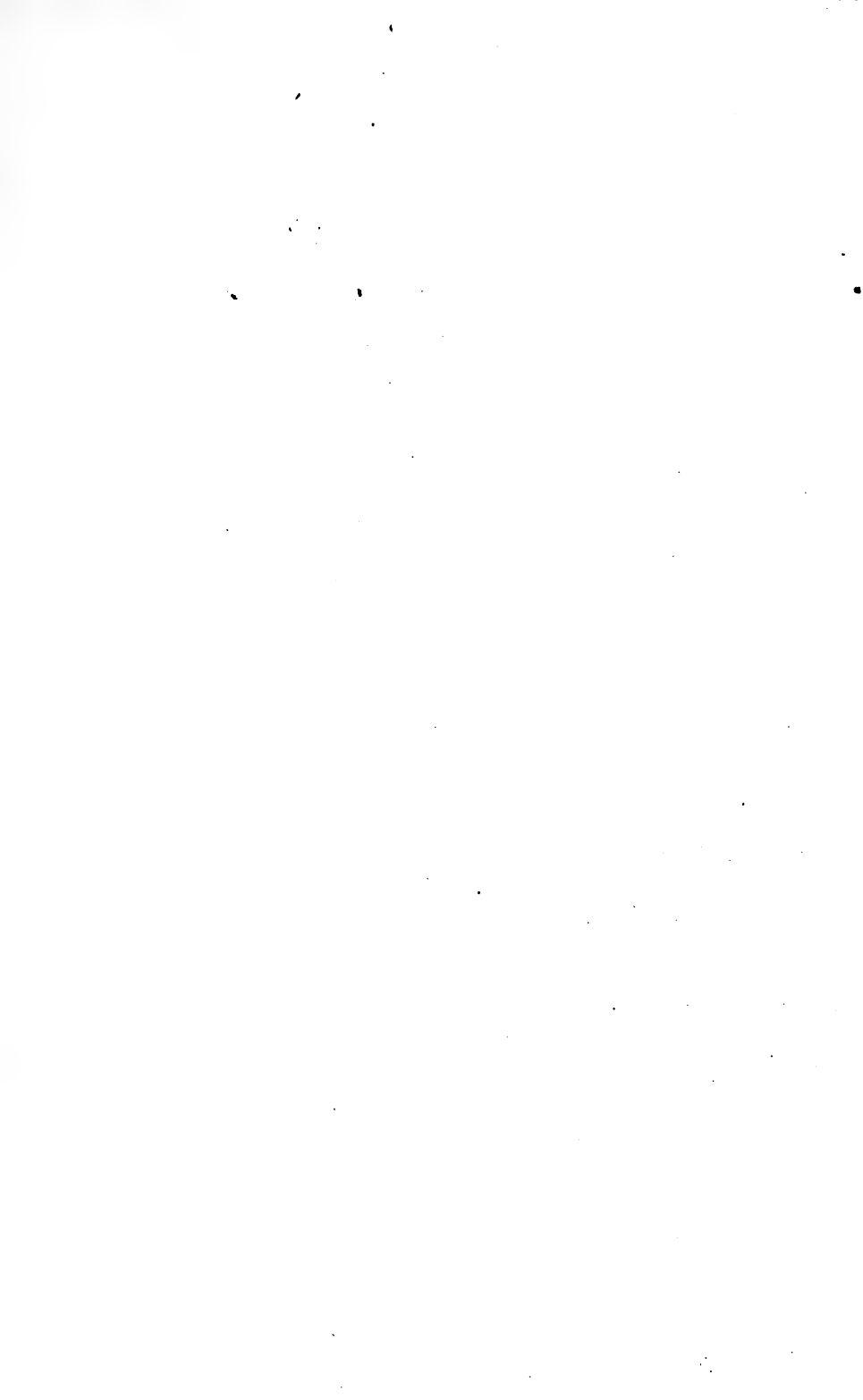


Library of the University of Michigan
Bought with the income
of the
Ford - Messer
Bequest



E. F. FARRER





AS

242

H893

H9



COMPTE RENDU

DES SÉANCES DE LA

COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE,

OU

RECUEIL DE SES BULLETINS.



COMPTE RENDU

DES SÉANCES DE LA

COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE,

OU

RECUEIL DE SES BULLETINS.

Troisième Série.

TOME TROISIÈME.



BRUXELLES,

M. HAYEZ, IMPRIMEUR DE LA COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE.

1862.



COMPTE RENDU DES SÉANCES
DE LA
COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE,
OU
RECUEIL DE SES BULLETINS.

TROISIÈME SÉRIE.

TOME TROISIÈME. — 1^{er} BULLETIN.

Séance du 7 janvier 1901.

Présents : MM. le baron de GERLACHE, président; GACHARD, secrétaire; de RAM, BORMANS.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance du 20 octobre, qui est approuvé.

CORRESPONDANCE.

Il est pris connaissance de plusieurs dépêches ministérielles concernant des matières de comptabilité et des affaires intérieures.

TOME III^{me}, 5^{me} SÉRIE.

1

— M. le marquis de Rodès, questeur du Sénat, envoie, pour les membres de la Commission, des cartes permanentes d'entrée à la tribune réservée de cette Chambre pendant la session de 1860-1861.

Les remerciements de la Commission lui seront adressés.

— M. A. Teulet, archiviste aux Archives de l'Empire, à Paris, à qui l'on doit la publication des œuvres d'Eginhard, d'un recueil de papiers d'État relatifs à l'histoire de l'Écosse au seizième siècle, en trois volumes in-quarto, et des correspondances des ambassadeurs français en Angleterre et en Écosse à la même époque, sept volumes in-octavo, écrit au secrétaire qu'il est à la veille de faire paraître le *Trésor des chartes des rois de France*. Cette collection de plus de seize mille documents formera dix à douze gros volumes in-quarto, à deux colonnes. « Je ne » doute pas, dit M. Teulet, que vous n'attachiez du prix à » une publication qui, dès les premiers volumes, renferme » des pièces de la plus grande importance pour l'histoire » de votre pays. Les tomes I et II, qui vont jusqu'à l'avé- » nement de saint Louis, verront très-certainement le jour » avant la fin de l'année 1862. »

La Commission reçoit, avec beaucoup d'intérêt, l'annonce de la publication projetée. Elle fait des vœux pour la réalisation, aussi prompte que possible, d'une entreprise qui mérite, à un haut degré, les sympathies du monde savant.

— Dans la séance précédente, il a été résolu d'écrire à M. Enschedé, archiviste de la ville de Harlem, pour le prier de donner à la Commission des renseignements plus détaillés sur trois des manuscrits signalés par lui comme existants dans la bibliothèque particulière de sa famille,

savoir : 1° *Intogt van Karel V binnen Bruggen* ; 2° *Généalogie des ducs de Bourgogne*, écrite en 1468; 3° *Liber de comitibus Flandriæ*.

M. Enschedé répond ainsi qu'il suit :

« Le manuscrit porté au catalogue sous le titre de *Intogt van Karel V binnen Bruggen* a pour titre : *L'entrée de Charles-Quint à Bruges, et le mariage de Charles, duc de Bourgogne, et les tournois, fêtes et grandeurs*, etc. Si le rédacteur du catalogue avait tourné le feuillet, il aurait vu qu'il s'agissait de l'entrée de Charles le Téméraire à Bruges et de son mariage avec Marguerite d'York. L'ouvrage ne vous en paraîtra peut-être pas moins intéressant pour la Collection des voyages des souverains de la Belgique.

» La *Généalogie des ducs de Bourgogne* et le *Liber de comitibus Flandriæ* sont reliés ensemble. Ce volume, ainsi que celui de Charles le Téméraire, portent la preuve qu'ils proviennent d'une même bibliothèque; dans les deux ouvrages se trouve la devise : *Selon fortune*, COLYNS. Ils sont depuis 1780 à Harlem. Sur le premier feuillet se lit :

« Livre de J. Van Gruythuyse, prince de Steenhuyse.

» A M. comte de Saint-Amour. »

» La *Généalogie des ducs de Bourgogne* commence ainsi :

» Extrait d'aucuns anciens registres et aultres enseignemens trouvés en la trésorie de Poulegny et ailleurs,
 » touchant aucuns rois, prinches et aultres saintes personnes yssus de la très-noble et très-ancienne maison
 » de Bourgoigne. » La date de 1468 est écrite postérieurement; mais je la crois vraie, vu le papier et l'écriture. La généalogie commence en l'an 14., et va jusqu'à Charles le Hardi. Le manuscrit a douze pages et contient de temps en temps les principaux faits et gestes. Suit une épitaphe en vers de Philippe le Hardi écrite de la même main que

le manuscrit, en cinq pages. Les premiers vers sont ainsi conçus :

Philippe le Hardy
Frère, oncle et fils de roy,
Engendra Jan sans peur
Dont la mort fit desroy.
De Jan sans peur nous vint
Le vaillant Quiquenhogne,
Philippe l'asseuré,
Puissant duc de Bourgogne.

» Suivent encore deux autres épitaphes en vers; avec la précédente, elles forment dix pages.

» Après on lit : « S'ensieut en brief la déclaration de
» tous les haulx fais et glorieuses adventures du duc
» Phelippe de Bourgoigne, celui qui se nomme le Duc et
» le grant Lyon; et en après s'ensieut la vive description
» de son personage du hault jusques au bas, ensemble
» toutes ses meurs et condicions et ses vertus et vices » :
en tout vingt-neuf pages.

» Le *Liber de comitibus Flandriæ* porte : « Escript l'an
» 1383 »; et à en juger par le papier et l'écriture, je crois
qu'il est bien du quatorzième siècle. Il commence ainsi :
« Anno Domini 1206, obiit Guido Remensis archiepisco-
» pus Gandavi in monasterio Sⁱ Bavonis Gandavensis, ante
» majus altare in choro sepelitus, de quo refertur quod
» odiosus fuerit Remensibus, unde audita ejus morte vehe-
» menter letati sunt, et hos versus inde dixisse memo-
» rantur :

Grandis Gandavo debetur honor quia Bavo
Sanctus prostravit illum quem nullus amavit.

» Suivent quelques annotations pour l'histoire de Gand;
puis : *De castro Gandavensi quod Cayus Julius construxit*,
une page; *De origine castri Gandavensis constructi a Cayo*

Julio anno ante nativitatem Domini et oppidi quod situm est infra Scaldem et Legiam flumina, et de injuria monasterio Sancti Bavonis illata, deux pages. Alors vient la généalogie proprement dite; elle commence : « Anno » ab incarnatione Domini septingentesimo nonagesimo » secundo Didricus Harlebeccensis comes videns Flan- » driam vacuum et incultam et nemorosam occupavit » eam; hic genuit Inghelramum. » Suit la généalogie avec les principaux faits et gestes, et elle s'arrête à : « Ludo- » vicus junior filius Ludovici predicti, dictus Maleanus. » La généalogie occupe six pages.

» L'entrée de Charles le Téméraire commence ainsi : *Anno 1468. De blyde Incompste van vrouwe Margriete van Yorck trauwende met hertoghe Carel van Bourgondiën, grave van Vlaenderen, met de bruylofts spelen en tournoyen binnen de stadt van Brugghe*. Le manuscrit commence avec l'arrivée de la duchesse à l'Écluse, et contient une description fort détaillée de toutes les fêtes, même des costumes de chaque personnage. Il se termine par ces paroles :

Margriete van Iorc Chaerle
Derde wyf was.
Nach drie te Brugghe
Vreugde harde styff was.

Explicit. A. ROOVERE, 1468.

» Les manuscrits sont bien conservés; ils n'ont jamais été publiés, à moins qu'il n'en existe des copies : ce qui me paraît peu probable, leur existence ayant été cachée, par le fait qu'on ne visite jamais cette collection, et qu'on ne vient que pour visiter les reliques de Coster. Au cas que la Commission royale d'histoire désirât publier ces manuscrits, je puis vous en garantir la permission, et vous assurer qu'on ne ferait aucune difficulté de les envoyer à Bruxelles. »

Le secrétaire est chargé de remercier M. Enschedé, au nom de la Commission.

SITUATION DU FONDS DES CHRONIQUES.

Le secrétaire-trésorier présente l'état de situation du fonds des chroniques à la date du 31 décembre 1860.

Cet état est approuvé. Il sera transmis à M. le Ministre de l'intérieur.

EXPLORATION DES ARCHIVES ET DES BIBLIOTHÈQUES D'ANGLETERRE.

M. Ernest Van Bruyssel, de retour d'Angleterre, fait parvenir à la Commission :

a) Une suite à son rapport sur la bibliothèque de sir Thomas Phillipps;

b) Copie d'une quarantaine de pièces tirées des manuscrits du Musée britannique, et notamment de lettres de Henri IV d'Angleterre à Jean sans peur, duc de Bourgogne, et à la duchesse, sa femme; de lettres de François I^{er} à Henri VIII, au cardinal Wolsey et à divers autres personnages; de lettres de l'archiduchesse Marguerite d'Autriche à Henri VIII et à Wolsey.

M. Gachard est chargé d'examiner ces pièces et d'en faire rapport.

RAPPORTS.

M. le chanoine de Smet, à qui a été renvoyée l'Étude bibliographique sur les chroniqueurs anglais, écossais et irlandais présentée à la Commission par M. Van Bruyssel, transmet le rapport suivant :

« J'ai examiné les notices de M. Van Bruyssel, qui semblent sortir du cercle des recherches dont la Commission

a chargé l'auteur, mais qui rentrent, à mon avis, dans celui de nos travaux. Pour l'Écosse, il est vrai, elles nous sont peu utiles, car nous n'avons eu que de rares relations avec ce royaume; il en est de même pour l'Irlande, si l'on excepte le sixième et le septième siècle, sous le rapport de notre histoire ecclésiastique. Mais M. Van Bruyssel a parfaitement raison pour l'Angleterre, en relation continue avec la Flandre, surtout au moyen âge; l'étude de ses historiens nous est indispensable. Ajoutons que ces chroniqueurs, la plupart moines, ne se bornent pas à raconter les événements de leur pays, mais font de fréquentes excursions sur le continent, dont ils apprenaient les vicissitudes par leur correspondance avec les religieux du même ordre établis en d'autres pays.

» Les notices me semblent faites avec beaucoup d'exactitude. J'ai seulement remarqué que M. Van Bruyssel, qui parle de l'édition que J. Giles a donnée de l'histoire du vénérable Bède, passe sous silence la belle édition des œuvres complètes de cet écrivain que nous devons au même savant.

» Il a encore omis quelques petites chroniques qui ont vu le jour dans ces dernières années, telles que le *Chronicon Jocelini de Brakelonda*, où l'on trouve de curieux détails sur une expédition de troupes flamandes envoyées en Angleterre contre le roi Henri II.

» Je pense que ces notices méritent une place dans le Bulletin. »

Les conclusions du rapporteur sont adoptées.

COLLECTION DES CHRONIQUES.

M. de Ram dépose sur le bureau la première partie du tome I^{er} de la Chronique des ducs de Brabant, d'Edmond

de Dynter, avec l'ancienne traduction française de Jehan Wauquelin.

Cette première partie complète la publication, en quatre volumes, de la chronique. Elle renferme :

a) L'introduction de l'éditeur, traitant de la famille et de la vie d'Edmond de Dynter; des sources et d'un aperçu analytique de sa chronique; des actes qui y sont insérés textuellement ou par extrait; des manuscrits anciens et modernes qu'on en possède; de l'usage qui a été fait de la chronique avant qu'elle fût imprimée; de la traduction française de Jehan Wauquelin; de la vie et des écrits du traducteur; de divers opuscules de de Dynter; de la table analytique des matières, ainsi que de quelques corrections à apporter au texte latin de cette édition;

b) Les opuscules connus de de Dynter;

c) La table analytique des matières de la chronique, rédigée par M. Louis Galesloot, chef de section aux Archives générales du royaume.

Le volume déposé sera distribué immédiatement.

COMMUNICATIONS.

M. Gachard communique une notice sur la Collection dite *des Archives de Simancas*, qui est conservée aux Archives de l'Empire, à Paris;

M. de Ram, des lettres adressées par Lævinus Torrentius à Ernest de Bavière, prince évêque de Liège, pour faire suite à celles du même personnage dont il a donné connaissance dans plusieurs des séances précédentes.

Ces deux communications seront insérées dans le Bulletin.

COMMUNICATIONS.

I.

*Notice sur la Collection dite des ARCHIVES DE SIMANCAS,
qui est conservée aux Archives de l'Empire, à Paris.*

(Par M. GACHARD, membre de la Commission.)

I.

Dans la notice que j'ai donnée, il y a douze ans, sur les Archives royales de Simancas (1), j'ai raconté comment, après l'invasion de l'Espagne, l'empereur Napoléon I^{er} ordonna l'enlèvement et le transport à Paris des pièces historiques et diplomatiques renfermées dans ce célèbre dépôt; j'ai dit aussi que, à la suite de la paix de 1814, la cour de Madrid réclama la restitution de ces pièces, et que, après bien des négociations, le gouvernement de Louis XVIII consentit à les rendre, mais non toutefois sans retenir trois cents liasses environ, renfermant les traités conclus par l'Espagne avec la France dans le quinzième, le seizième et le dix-septième siècle; les correspondances de ses sou-

(1) *Correspondance de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas*, t. I, pp. 1-176.

verains avec leurs ambassadeurs à Paris, depuis 1540 jusqu'au commencement du règne de Charles II; les consultes du conseil et des juntes d'État de Philippe III, Philippe IV et Charles II, relatives aux affaires de France; des correspondances de Charles-Quint et de Philippe II avec les vice-rois d'Aragon et de Catalogne; les dépêches adressées à Philippe II et à Philippe III par leurs ambassadeurs à Venise, etc., etc.

Cette collection, considérée à juste titre comme l'une des plus précieuses qui composent les Archives de l'Empire, est d'un haut intérêt, surtout pour l'histoire des troubles religieux et politiques dont la France fut le théâtre sous les règnes de Charles IX, de Henri III et de Henri IV. Personne n'ignore les emprunts que lui ont faits M. Capefigue, M. Mignet, M. Ranke, et il n'est aucun écrivain, s'occupant d'une époque ou d'un épisode quelconque de ces troubles, qui puisse se dispenser d'y recourir.

Pour notre histoire nationale aussi, la collection de Simancas a une grande valeur. Les ambassadeurs d'Espagne à Paris étaient en relations suivies avec les gouverneurs généraux des Pays-Bas et les agents espagnols qui y résidaient; ils étaient par là informés de tout ce qui se passait de notable dans ces provinces, et ils ne manquaient pas d'en rendre compte au roi. Pendant la révolution du seizième siècle, ils eurent spécialement à surveiller les démarches des chefs du mouvement révolutionnaire, auprès du gouvernement français, et leurs intelligences avec des personnages principaux du royaume. J'ajouterai que, soit par inadvertance, soit autrement, bien des pièces relatives aux Pays-Bas, et qui auraient dû conséquemment être rangées, à Simancas, dans le *Negociado de Flandes*, furent confondues avec le *Negociado de Francia*.

C'est là ce qui m'a principalement engagé à coordonner, dans la notice que j'ai l'honneur de présenter à la Commission, les renseignements que j'ai recueillis sur la collection de Simancas, dans différentes visites faites aux Archives de l'Empire, quelque imparfaits qu'ils soient à bien des égards.

II.

M. Guiter, qui fut chargé, en 1810, de l'enlèvement des Archives de Simancas, et qui était, à cette époque, chef de la commission allemande établie aux Archives de l'Empire pour le classement des trois mille caisses de documents enlevés des chancelleries de Vienne (1), devint, sous la restauration, chef de section aux Archives du royaume.

Il entreprit de dresser l'inventaire des papiers espagnols que le gouvernement français avait retenus, et qu'il distribua (ou trouva distribués) en quatorze séries différentes, marquées des lettres A, B, C, D, E, F, G, K, M, N, O, P, Q, R.

De la série A, composée de quatre-vingt et une liasses, il inventoria avec détail les soixante-quatre premières (2). Il se contenta d'énumérer sommairement les pièces renfermées dans les autres séries.

Les indications que je vais donner sont tirées de l'ouvrage de M. Guiter, excepté pour la série B, dont j'ai parcouru et analysé moi-même les liasses 1-76.

(1) *Notice historique et descriptive des Archives de Simancas*, l. c.

(2) Cette partie de son travail comprend plus de 600 pages d'une écriture serrée.

A.

N° 1. Pièces de l'année 1660. Quarante-cinq numéros.

31. Prétentions du comte de Furstenberg à la coadjutorerie de l'évêché de Liège.

33. Le roi très-chrétien déclare pour ses alliés l'évêque et le pays de Liège.

38. Affaires de Liège : Sa Majesté Catholique s'en réfère au traité de Tirlémont. — Seigneurie de Kerpen. — Le comte de Furstenberg demande le collier de la Toison d'or.

N° 2. Pièces de l'année 1662. Cent vingt-trois numéros.

52. Rapport du conseil d'État du 19 février, relatif à la désorganisation de l'armée de Flandre, dont les chefs ne sont pas d'accord, et concluant à ce qu'il soit pris des mesures pour rétablir et assurer l'ordre dans ce gouvernement.

N° 3. Pièces de l'année 1663 (rapports du conseil d'État). Quatre-vingt-neuf numéros.

64. Pièces relatives aux vues de la cour de France sur le pays de Liège.

N° 4. Rapports du conseil d'État sur des points de la correspondance du marquis de la Fuente, ambassadeur de Sa Majesté Catholique à Paris, année 1664. Cent et un numéros.

86. Lettre du marquis de la Fuente, du 25 janvier, rendant compte des mouvements que se donne en France le comte de Furstenberg, pour que cette cour prenne sous sa protection les Liégeois.

N° 5. Rapports et dépêches sur les négociations avec la cour de France pendant l'année 1665. Quatre-vingt-onze numéros.

16. Rapport du 19 février, avec un autre du conseil de Flandre, relatif au rétablissement du prince d'Épinoy dans les biens que son père possédait en Flandre.

33. Vingt-deux pièces, formant ensemble un dossier de lettres et rapports relatifs au passage de troupes allemandes par la Flandre.

51. Rapport du 4 juillet sur de nouveaux ordres donnés au marquis de la Fuente, relativement au passage de deux mille Italiens par la Flandre.

56. Rapport du 2 août, avec deux pièces à l'appui, sur la levée de deux mille Italiens pour la Flandre.

75. Rapport du 28 novembre, avec sept pièces à l'appui, sur les droits prétendus du roi très-chrétien à la province de Brabant, sur les soins qu'il fallait donner aux affaires de France et d'Italie, sur l'augmentation et la marche vers Limbourg des troupes françaises sous le commandement de Turenne. — Rapport du 22 novembre, avec sept pièces à l'appui, dans lesquelles le marquis de la Fuente rend compte du passage de troupes françaises par la Flandre.

76. Rapport du 19 novembre, avec deux pièces à l'appui, sur la résolution prise par le marquis de Castel-Rodrigo, relativement au passage par la Flandre de troupes françaises.

79. Rapport du 17 novembre sur le passage de troupes françaises par les Pays-Bas. •

N° 6. Rapports sur les dépêches du marquis de la Fuente, ambassadeur en France, de l'année 1666. Quarante et un numéros.

22. Rapport du 2 mars sur la nécessité de mettre la Flandre en état de défense.

N° 7. Rapports originaux sur les affaires diplomatiques concernant la France, pendant les six derniers mois de l'année 1666. Quarante-trois numéros.

24. Rapport du 20 novembre, avec trois pièces à l'appui,

sur la répression que demande la cour de France des abus introduits à Ostende et en d'autres villes de Flandre, contrairement à leurs intérêts et aux traités.

N° 8. Rapports concernant la France et le Portugal, de l'année 1667. Cinquante-cinq numéros.

29. Rapport du 22 avril, avec trois pièces à l'appui, dans lesquelles le marquis de la Fuente rend compte des avis qu'il a donnés au marquis de Castel-Rodrigo sur diverses entreprises méditées par les Français contre la Flandre.

31. Rapport du 21 juin, avec cinq pièces à l'appui, sur les mesures à prendre, notamment à l'égard de l'Empereur, contre les projets de la cour de France, et sur une faute commise par le marquis de Castel-Rodrigo, en écrivant au roi très-chrétien.

32. Rapport du 23 juin, avec vingt-deux pièces à l'appui, sur les prétentions de la France relatives au Brabant, et sur sa résolution de donner aux diverses cours de l'Empire, d'Angleterre et de Hollande, connaissance du mouvement de ses troupes.

33. Rapport du 24 juin, avec dix pièces à l'appui, dans lesquelles le marquis de la Fuente rend compte d'un petit fait concernant Colbert et un Flamand. Celui-ci était venu en France pour réclamer la restitution de quelques navires; et comme Colbert s'aperçut qu'il connaissait les lois de son pays, il lui mit entre les mains le livre des droits du roi sur le Brabant, et exigea que le Flamand s'expliquât, le livre en main : ce que le Flamand ayant fait, Colbert, qui n'en fut pas satisfait, lui dit qu'il ne le comprenait pas. Une des pièces à l'appui contient une proclamation du roi de France aux Brabançons, dont il se déclare le légitime souverain, attendu les droits qui appartiennent à la reine très-chrétienne.

35. Rapport du 16 juillet, avec quinze pièces à l'appui, sur les opérations des ennemis dans la Flandre, et sur la retraite

du marquis de la Fuente de la cour de France, près laquelle il laisse un secrétaire de légation.

36. Rapport du 30 juillet, avec six pièces à l'appui, sur la prise de Tournay par les Français, etc.

37. Décret de Sa Majesté du 21 juillet, et rapport fait en conséquence, sur les prétendus droits des Français au pays de Flandre.

38. Rapport du 24 mai, relatif à l'entrée des troupes françaises en Flandre et aux mesures à prendre en cette conjoncture : elles consistent à ouvrir des négociations avec la Hollande, avec les princes de l'Empire et de l'Italie, etc.

40. Rapport du 31 août, avec dix pièces justificatives, sur les questions et opinions suivantes : 1° s'il est préférable pour la France d'avoir les Anglais pour ennemis, en s'emparant de la Flandre, ou de les avoir pour amis, en leur offrant les places d'Ostende et de Nieuport; 2°.....; 3°.....; 4° sur les intentions des Français d'assiéger Mons ou Bruxelles; 5°.....; 6°...

42. Rapport du 25 novembre, avec deux pièces à l'appui, sur les mesures à prendre pour conjurer l'orage qui menace les deux branches de la maison d'Autriche.

43. Rapport du 5 mai, avec deux pièces à l'appui, sur une ouverture faite au marquis de la Fuente, par l'ambassadeur de Hollande, d'une négociation ayant pour objet d'écarter les périls qui menaçaient les États de Flandre.

52. Représentation du conseil d'État, en date du 27 mai, relative aux prétentions de la maison de France sur les Pays-Bas, conformément aux remontrances et serments du traité des Pyrénées.

53. Note sur le même sujet.

55. Ordre de Sa Majesté Catholique pour qu'il soit répondu à l'ambassadeur de France sur les prétendus droits de son gouvernement à certains États des Pays-Bas, et pour que don Francisco Ramos réponde au manifeste donné par le même ambassadeur.

N° 9. Rapports et documents relatifs aux négociations avec les Français pendant les années 1668, 1669 et 1670. Quarante-quatre numéros.

N° 10. Rapports et documents relatifs aux négociations entre les cours de France et d'Espagne pendant l'année 1669. Cinquante-huit numéros.

4. Rapport du 26 mai, sur les excès commis par les Français en Flandre.

26. Rapport du 26 janvier, avec trois pièces à l'appui, sur la prise de Marimont, sur la mésintelligence entre le roi très-chrétien et le duc de Lorraine, sur la désertion des troupes espagnoles envoyées en Flandre, désertion qui a eu pour cause le dénûment et la faim, etc.

30. Trois rapports, en date des 4, 5 et 7 septembre, avec dix-neuf pièces à l'appui, concernant l'arrestation des courriers expédiés de Flandre.

31. Rapport du 23 septembre, avec six pièces à l'appui, sur le même objet : on y voit que la mesure prise par les Français d'arrêter les courriers qui allaient dans les Pays-Bas, ou qui en venaient, avait pour but de faire diminuer les droits imposés par l'Espagne sur le charbon de terre.

32. Rapport du 23 septembre, avec une pièce à l'appui, sur le même objet.

39, 40. Rapports des 2 et 5 novembre sur les moyens de communiquer avec la Flandre.

43, 49, 51, 54. Rapports des 30 novembre, 17, 28 et 30 décembre, avec plusieurs pièces à l'appui, touchant le libre passage des courriers pour la Flandre.

52. Rapport du 28 décembre, avec une pièce à l'appui, sur un mouvement général des troupes françaises vers les frontières de Flandre, par ordre de M. Le Tellier, etc.

N° 11. Rapports et lettres relatifs aux négociations avec

la cour de France, de l'année 1670. Quatre-vingt-neuf numéros.

21, 24. Rapports du 30 juillet et du 10 août, sur le mécontentement manifesté par le roi de France de la nomination faite, par le roi d'Espagne, des Hollandais en qualité de troisième arbitre, pour décider les différends entre les deux cours relativement à la Flandre.

42. Rapport du 7 janvier, avec une pièce à l'appui, sur les desseins du gouvernement français contre les États de Flandre.

52, 54. Rapports du 23 mai et du 6 avril, avec diverses pièces, donnant des détails sur le voyage du roi très-chrétien dans les places qu'il possédait en Flandre et sur les desseins qu'on lui prêtait.

89. Ordre du roi, du 15 avril, avec une pièce incluse, par laquelle le marquis de la Fuente rend compte du voyage du roi très-chrétien en Flandre.

N° 12. Rapports, lettres et documents de 1662, 1665, 1670, 1671, 1672, concernant les intérêts du prince de Condé, réglés par le traité des Pyrénées. Quarante-huit numéros.

N° 13. Rapports, lettres et documents relatifs à l'ambassade du secrétaire Iturrietta en France, en l'année 1671. Quatre-vingt-deux numéros.

1. Rapport du 30 janvier, avec une lettre de Iturrietta relative à l'arbitrage pour le règlement des affaires de Flandre.

3. Rapport du 30 janvier, avec une lettre de Iturrietta, sur le voyage en Flandre du roi de France, et sur les levées qu'il faisait pour renforcer son armée.

7. Rapport du 14 janvier, avec une lettre de Iturrietta, rendant compte du voyage en Flandre du roi très-chrétien.

11. Rapport du 12 février, avec une lettre de Iturrietta, sur

le consentement donné par le roi très-chrétien à la prolongation d'une année pour terminer, par voie d'arbitrage, les affaires de Flandre.

N° 14. Rapports sur des avis et documents concernant les affaires de France, transmis à don Diego de la Torre par le marquis de la Fuente, par le secrétaire Iturrietta et surtout par le comte de Molina, pendant les six premiers mois de 1672. Cinquante-trois numéros.

13. Rapport du 5 février, avec trois pièces à l'appui, sur les résultats de l'arbitrage relatif aux démêlés de la Flandre.

16. Rapport du 16 mai, avec une lettre à l'appui, sur la publication à Paris du traité de paix conclu entre l'Espagne et la Hollande, et les menaces de guerre contre l'Espagne que faisait à ce sujet la cour de France.

17. Rapport du 13 mars, avec une pièce à l'appui, sur le village dans lequel on devait rendre le jugement d'arbitrage relatif aux démêlés concernant la Flandre.

N° 15. Minutes de dépêches adressées, au nom de Sa Majesté Catholique, aux ministres de France (1). Ces dépêches étaient expédiées à la suite de rapports présentés à Sa Majesté par le conseil d'État; elles comprennent toute l'année 1672. Deux cent trente numéros.

1. Du 6 janvier au comte de Monterey, sur l'envoi en Flandre de l'infanterie sarde et italienne.

2. De même date au même, sur l'arbitrage.

3. De même date au même, sur la suffisante quantité de cavalerie qui est sous ses ordres.

(1) Ceci est une erreur de M. Guiter. Les dépêches sont adressées au comte de Monterey, gouverneur général des Pays-Bas, et à quelques autres ministres espagnols dans ces provinces.

4. Du 6 janvier au comte de Monterey, sur les secours à donner à Cologne en cas d'invasion.

5. Du id. à id., sur la prohibition des vins de France et des objets manufacturés de ce pays.

6. Du id. à id., sur l'exemption de paiement des droits prétendus sur les Français relativement aux munitions de guerre, etc., qu'ils font passer par le territoire de la couronne d'Espagne.

7. Du 20 janvier au même, sur quelques points dépendant de la négociation qui avait actuellement lieu à la Haye.

8. Du id. à id., sur la permission demandée par le gouverneur de Charlemont d'épouser une Française.

9. Du id. à id., sur des documents venus d'Angleterre.

10. Du id. à id., sur la formation d'une escadre de dix à douze vaisseaux, pour mettre en sûreté les côtes de France.

11. Du id. à id., sur la fuite de douze porte-enseignes et sergents réformés.

12. Du id. à id., sur le défaut d'ingénieurs en Flandro.

13. Du id. à don Manuel de Lira, sur un acte de secours réciproques entre Hollandais et Espagnols, ratifié par Sa Majesté Catholique.

14. Du id. au comte de Monterey, sur le même objet.

15. Du 31 janvier au même, sur des levées d'Espagnols et d'Allemands.

16. Du id. à id., sur la nomination d'un général des armées de l'Empire.

17. Du id. à id., sur le moyen de correspondre par chiffres.

18. Du id. à id., sur la non-comparution à Lille du commissaire français.

19. Du id. à id., sur les affaires de Cologne.

20. Du id. à id., sur les affaires du prince de Vaudemont, fils du duc de Lorraine, et sur la Bourgogne.

21. Du id. à id., sur le traité de la Haye.

22. Du 31 janvier au comte de Monterey, sur le dessein des Français d'introduire des troupes dans l'électorat de Cologne

23. Du 23 février au même, sur l'information à donner à l'inspecteur général de tous les achats faits pour le service de l'artillerie.

24. Du id. à id., sur la forme de communication et de transmission des actes ou transactions politiques, et de leur ratification.

25. Du id. à l'inspecteur général de Flandre, sur des patentes de sergent général de bataille données aux gouverneurs d'Aire et de Nieuport.

26. Du id. au comte de Monterey, sur l'envoi et le passage en Flandre de deux chirurgiens.

27. Du id. à id., sur le titre de sergent général de bataille conféré au mestre de camp Drouot (?), gouverneur d'Aire, et à don Antonio de Nudrano (?), gouverneur de Nieuport.

28. Du id. à don Pedro de Medrano, sur la levée de Napolitains pour la Flandre.

29. Du id. au comte de Monterey, sur la fortification des places de l'électeur de Trèves.

30. Du 11 février au même, sur des secours en hommes et en argent.

31. Du id. à id., sur les affaires de Cologne.

32. Du id. à id., sur les armements maritimes des Français et des Hollandais.

33. Du id. à id., sur les affaires de Cologne.

34. Du id. à id., sur les secours à donner à Gueldre et sur des levées d'Espagnols.

35. Du 17 février à id., sur les prétentions du comte de Cartanexeta (?) à être employé dans les armées navales de Flandre.

36. Du 29 février à id., sur l'agréation du convoi d'Ostende aux flottes de l'Océan.

37. Du id. à id., sur la provision des abbayes et bénéfices ecclésiastiques de Flandre.

38. Du 29 février au comte de Monterey, sur l'envoi et le passage de deux chirurgiens en Flandre.

39. Du 20 janvier, sur l'envoi de la ratification d'un acte fait avec les Hollandais.

40. Du 2 mars au comte de Monterey, sur le renvoi au conseil des finances des documents de don Henriquez de Castro.

41. Du id. à id., sur l'envoi en Danemark du comte Philippe de Hornes, et la disposition des troupes sardes et italiennes débarquées à Ostende.

42. Du id. à id., sur les coadjutoreries de Trèves et de Cologne.

43. Du id. à id. et aux autres ministres du Nord, sur l'armement des Français en Italie.

44. Du id. à id., sur l'arbitrage.

45. Du id. à id., sur des contraventions faites par les Français aux traités.

46. Du id. à id., sur l'arrivée à Bruxelles des commissaires hollandais.

47. Du id. à l'inspecteur général de Flandre, sur la patente de sergent général de bataille donnée à don Antonio de Nudrano.

48. Du id. au comte de Monterey, sur l'envoi et le passage en Flandre de deux chirurgiens de l'ordre de Saint-Jean de Dieu, fray Juan Moreno et fray Juan de San Bernardo (Cachacho).

49. Du 10 mars au connétable de Castille, sur une récompense à donner au comte de Salazar.

50. Du 15 mars au comte de Monterey, sur le payement des courriers de dépêches.

51. Du 16 mars au même, avec deux pièces incluses, sur l'envoi de

52. Du 17 mars au même, sur les affaires du duc de Lorraine et le passage de son fils en Flandre.

53. Du 17 mars au comte de Monterey, sur le dessein des Français et sur le défaut d'officiers supérieurs.

54. Du id. à id., sur les secours à donner aux Pays-Bas.

55. Du id. à id., sur les secours réciproques de Hollande et d'Espagne, et sur la prohibition des vins de France.

56. Du id. à Balthazar Pantoxa, sur le payement des courriers porteurs des dépêches de Flandre.

57. Du 30 mars au comte de Monterey, sur les affaires particulières du baron de Hermal.

58. Du id. à id., sur des propos, et des plaintes contre ces propos.

59. Du id. à id., sur le peu de confiance qu'inspire le duc de Lorraine.

60. Du id. à id., sur les affaires de l'électeur de Trèves et un secours aux Pays-Bas.

61. Du id. à id., sur une affaire particulière du président Errembaut.

62. Du 13 avril, à l'inspecteur général de Flandre, sur la cumulation de deux traitements au profit du capitaine Pierre Catrice.

63. Du id. au comte de Monterey, sur les résultats d'une conférence entre le connétable et le ministre de l'électeur de Cologne.

64. Du id. à id. Sans importance.

65. Du id. à id., pour défendre la cumulation des deux traitements du capitaine Catrice.

66. Du id. à id., sur les affaires de France et d'Angleterre.

67. Du id. à id., sur les affaires de France et d'Angleterre.

68. Du id. à id., sur les affaires de France et d'Angleterre.

69. Du id. à id., sur le complément du secours en hommes de la part des Hollandais.

70. Du id. à id., sur les approvisionnements des armées et des places.

71. Du id. à id., sur la coadjutorerie de Cologne et l'archevêque de Strasbourg.

72. Du 27 avril au comte de Monterey, sur un mémoire du nonce portant plainte de ce que les Hollandais entrés dans les Pays-Bas professent et exercent leur religion.

73. Du id. à id., sur les fortifications des places et du château de Vilvorde.

74. Du id. à id., sur la manière dont il doit se conduire dans les accidents que fait naître l'état de la guerre entre la France et la Hollande.

75. Du id. à id., sur les secours à accorder aux Hollandais dans le cas d'anticipation de leur part à se déclarer contre la France.

76. Du id. à id., sur le même objet.

77. De don Diego de la Torre au prince de Chimay, du 27 avril, sur les bonnes dispositions de Sa Majesté Catholique à l'égard de ce dernier.

78. Du 30 avril, au comte de Monterey, sur l'armement des troupes de Flandre.

79. Du 27 avril au même, sur les intérêts particuliers de l'électeur de Cologne.

80. Du 11 mai au comte de Monterey, sur des plaintes faites, au nom du gouvernement français, contre les gouverneurs de Namur et de Nieuport.

81. Du id. à id., sur la cession du château d'Argenteau et la réparation du bastion d'Ypres.

82. Du id. à id., sur le dépôt à Anvers de l'acte convenu et signé à la Haye, touchant les plaintes faites, au nom du gouvernement français, de ce que l'on empêchait le passage sur la Meuse des barques chargées de grains pour Liège.

83. Du id. à id., sur des secours en hommes.

84. Du id. aux ministres du Nord, sur des notes données par les ambassadeurs et sur les réponses à ces notes.

85. Du id. au comte de Monterey, sur les prétentions de l'évêque de

86. Du id. à id., sur un mouvement des troupes stationnées en Bourgogne.

87. Du 11 mai au comte de Monterey, sur les secours respectifs en hommes de la part des Hollandais et des Espagnols.

88. Du id. à id., avec deux pièces incluses, sur les intérêts particuliers du prince de Chimay.

89. Du 12 mai au prince de Chimay, sur le même sujet.

90. Du 21 mai à don Fernandez del Campo, sur le payement à faire à don Balthazar Pantoxa des frais et salaires des courriers.

91. Du id. au nonce de Sa Sainteté, sur des places à donner dans le conseil privé de Flandre à des ecclésiastiques de ce pays.

92. Du 25 mai au comte de Monterey, sur les provisions d'abbayes et bénéfices ecclésiastiques.

93. Du id. à id., sur les infractions commises par les Français et sur la prohibition des marchandises de Milan.

94. Du id. à id., sur la dépense pour les fortifications de Bruxelles.

95. Du id. à id., sur le retour du comte de Hornes de Danemark.

96. Du id. à id., sur les dangers auxquels est exposée la Flandre, en sus des secours en argent.

97. Du id. à id., sur les projets des Français relativement à l'Italie.

98. Du id. à id., sur la remonte de la cavalerie.

99. Du id. à l'inspecteur général de Flandre, sur la transaction relative au régiment du prince de Vaudemont.

100. Du 2 juin à don Pedro Medrano (?), pour mettre don Manuel de Portugal à la tête de deux compagnies de cavalerie.

101. Du 8 juin au comte de Monterey, sur les coadjutories de Cologne et de Liège.

102. Du id. à id., sur les dispositions arrêtées, de la part de l'Empereur et des puissances du Nord, en faveur des Hollandais.

103. Du 8 juin au comte de Monterey, sur des secours en argent.

104. Du id. à id., sur les conférences tenues par le comte de Monterey et les Hollandais à Anvers.

105. Du id. à id., sur la faculté accordée à Charles Gallar (?) de résigner sa place de secrétaire du conseil privé.

106. Du id. à id., sur affaires particulières de don Marcos de Oñate.

107. Du id. à id., sur la demande faite, par le roi très-chrétien, du passage de ses troupes pour aller porter la guerre en Hollande.

108. Du id. à id., sur les affaires de Cologne et de Liège.

109. Du 14 juin à don Pedro Medrano, sur le même objet.

110. Du 22 juin au comte de Monterey, sur le passage des troupes françaises par les domaines de Sa Majesté Catholique.

111. Du id. à id., sur le nombre des troupes qui sont à sa disposition.

112. Du id. à id., sur l'envoi fait par le roi très-chrétien d'une personne pour examiner les fortifications de Charleroi.

113. Du 22 juin au comte de Monterey, sur des plaintes formées par le roi très-chrétien et la réponse qui y fut faite.

114. Du 25 juin au marquis de la Fuente, sur le même objet (avec deux pièces incluses).

115. Du 22 juin au comte de Monterey, sur les desseins des Français et les bons procédés des habitants de Bruxelles et de Namur.

116. Du id. à id., sur les affaires de Cologne.

117. Du id. à id., sur le mariage du duc d'York avec l'archiduchesse d'Inspruck.

118. Du id. à id., sur une somme de quinze mille écus à compter à l'électeur de Trèves pour fortification de ses places.

119. Du 3 juillet au marquis de Castel Rodrigo, sur ce qu'il a à faire à l'égard du nonce, par rapport à l'exercice du culte des Hollandais en Flandre.

120. Du 5 juillet au comte de Monterey, pour qu'il conserve la bonne harmonie avec la cour d'Angleterre.

121. Du 6 juillet au même, sur les secours accordés aux Hollandais en hommes et en argent.

122. Du id. à id., sur l'irrésolution de l'Empereur et de ses ministres relativement au traité de paix avec la Hollande.

123. Du id. à id., sur ce qui se passa avec le ministre de l'électeur de Brandebourg.

124. Du id. à id., sur les instances faites par les Anglais relativement à la neutralité.

125. Du id. à id., sur les coadjutoreries de Liège et de Cologne.

126. Du id. à id., sur l'assemblée à Londres de vingt-six pairs, à l'occasion des dangers auxquels était exposé leur pays.

127. Du id. à id., sur l'établissement d'un consul d'Angleterre à Ostende.

128. Du id. à id., sur la demande faite par le comte de Monterey d'armes de la fabrique de Biscaye.

129. Du 20 juillet au même, sur le titre de consul espagnol à Hambourg, réclamé par Alfonso Diaz Pimentel.

130. Du id. à id., sur le soulagement à accorder au pays de Waes au sujet des logements militaires.

131. Du id. à id., sur la retraite ou sortie de Londres de Marc-Albert de Oñate.

132. Du id. à id., sur les moyens de faire mettre en mouvement les troupes d'Allemagne vers le voisinage de Flandre.

133. Du id. à id., sur des succès militaires, et des secours à envoyer au comte de Monterey.

134. Du id. à id., sur les affaires particulières de l'électeur de Cologne.

135. Du id. à id., sur les succès des Français contre les Hollandais.

136. Du 30 juillet au marquis de la Fuente, sur la manière

de satisfaire le marquis de Villars relativement aux plaintes que celui-ci avait portées contre le comte de Monterey.

137. Du 31 juillet au duc d'Albuquerque, sur une négociation à entamer avec le comte de Peting, relativement à une représentation faite au comte de Monterey par le ministre de l'électeur de Brandebourg.

138. Du 3 août au comte de Peñaranda, sur la conduite à tenir à l'égard de l'ambassadeur d'Angleterre dont le roi avait séparé ses intérêts de ceux du roi de France.

139. Du id. au marquis de Castel-Rodrigo, sur une négociation avec le comte de Peting relative aux affaires de Hollande, et sur la conclusion de celle qui était entamée avec l'Empereur.

140. Du id. au comte de Monterey, sur la manière de répondre aux plaintes portées par le marquis de Villars.

141. Du id. à id., sur la retraite du sieur Oñate de la cour de Londres.

142. Du id. à id., sur le passage de troupes demandé par le roi très-chrétien.

143. De id. à id., sur ce que celui-ci n'avait pas envoyé un agent auprès de l'électeur de Cologne.

144. Du id. à id., sur ce qui avait eu lieu avec les ambassadeurs de Hollande, de la part des rois d'Angleterre et de France.

145. Du 3 août au comte de Monterey, sur l'état des affaires de Hollande.

146. Du id. à id., sur la remonte des cavaliers envoyés d'Espagne.

147. Du 4 août à id., sur le secret à exiger des courriers des dépêches.

148. Du 14 septembre à id., sur le paiement d'une somme de quatre-vingt mille écus.

149. Du id. à id., sur une réponse qu'il fit à une note de M. de Louvois.

150. Du 15 août au comte de Monterey, sur la contribution des ordres mendiants aux charges des provinces de Flandre.

151. Du 16 août à don Pedro Medrano, sur le même sujet.

152. Du 17 août au comte de Monterey, sur un secours en argent accordé à l'électeur de Trèves.

153. Du id. à id., sur l'envoi d'un agent à l'électeur de Cologne.

154. Du id. à id., sur une commission de théologiens relative à une taxe sur les provisions ecclésiastiques.

155. Du id. à id., sur l'assistance du sergent de bataille Louvignies près la personne du prince d'Orange.

156. Du id. à id., sur les places menacées du pays de Gueldre.

157. Du id. à id., sur la possession de l'office de secrétaire du conseil de Brabant donnée à doña Helena Crat (?).

158. Du id. à id., sur le concours forcé des ordres mendiants au paiement des charges des provinces.

159. Du 31 août à id., sur des secours qu'il demandait.

160. Du id. à id., pour qu'il corresponde avec le marquis du Fresne.

161. Du id. à id., pour qu'il maintienne les Hollandais dans la confiance.

162. Du id. à id., sur divers objets, entre autres sur des projets des Français contre les États de Flandre.

163. Du id. à id., sur les moyens de secourir Cologne, au cas que cette place fût menacée par les Français.

164. Du id. à id., sur l'emploi de don Manuel de Goysi dans l'administration de l'inspection générale.

165. Du id. à l'inspecteur général de Flandre don Pedro de Oreytia (?), sur le traitement de don Manuel de Goysi.

166. Du id. au comte de Monterey, sur une conférence de celui-ci avec le ministre de l'électeur de Brandebourg.

167. Du id. à id., sur les affaires particulières de Louis de Errembaut, président.

168. Du 14 septembre au comte de Monterey, sur ce qui s'était passé dans le pays de Waes.

169. Du id. à id., sur la ville de Liège.

170. Du id. à id., sur ce qu'il fit relativement à l'électeur de Cologne.

171. Du id. à id., sur diverses nouvelles et avis, et sur des secours.

172. Du id. à id., sur la retraite du sieur Oñate de la cour de Londres.

173. Du id. à id., sur des projets exécutés avec le comte d'Egmont.

174. Du 28 septembre à id., sur affaires particulières du porte-enseigne Pedro de Palma Castillo.

175. Du id. à id., sur une ligue avec l'Empire.

176. Du id. à id., sur des avis, fortifications et secours.

177. Du id. à id., sur le maintien de la bonne intelligence avec la cour de Londres.

178. Du 9 octobre au marquis de la Fuente, sur les excès commis par les troupes françaises en Flandre.

179. Du 12 octobre au comte de Monterey, sur des plaintes réciproques des rois catholique et très-chrétien.

180. Du id. à id., sur des plaintes des Français.

181. Du id. à id., sur les preuves à faire de leurs qualités par les fils du comte de Puertollano.

182. Du id. à id. et à don Manuel de Lira, pour qu'ils s'entendent avec le marquis du Fresne.

183. Du id. au comte de Monterey, sur des plaintes des Anglais et sur les prétentions du comte de Castelhaben (?).

184. Du 12 novembre à id., pour qu'il dirige sur l'Espagne le vaisseau le San Carlos.

185. Du 12 octobre à id., sur le paiement de la somme de quatre-vingt mille écus de crédit sur Dominique Grillo, et sur une transaction de huit cent mille écus.

186. Du id. à id., sur la ligue de l'Empire et sur des secours à donner à l'Empereur.

187. Du 12 octobre au comte de Monterey, sur les desseins des Français et des Anglais.

188. Du id. à id., sur les secours à donner par Louvignies au prince d'Orange.

189. Du 26 octobre à id., sur des secours à accorder à Cologne.

190. Du id. à id., sur une ligue conclue entre l'Empereur et l'électeur de Brandebourg.

191. Du id. à id., sur des affaires particulières du président Errembaut.

192. Du id. à id., sur les droits de succession à percevoir sur un office ou emploi occupé par l'auditeur de Blitersvich (?).

193. Du id. à l'inspecteur général de Flandre, sur le même sujet.

194. Du id. au comte de Monterey, pour qu'il évite toute occasion de donner lieu à des plaintes de la part des Hollandais.

195. Du 25 octobre à id., sur la marche des armées française et impériale.

196. Du 25 octobre à don Pedro de Medrano, sur des levées d'Italiens et d'Allemands.

197. Du id. à don Pedro Fernandez del Campo, sur des levées de Flamands et de Catalans.

198. Du 20 septembre au comte de Monterey, sur des provisions du décanat d'Anvers et du prévôt de Gand.

199. Du 3 novembre à don Pedro Fernandez del Campo, sur des secours à envoyer en Flandre.

200. Du 9 novembre au comte de Monterey, sur les affaires de Hollande.

201. Du id. à id., sur affaires particulières du baron de Lisola.

202. Du 9 novembre à id., sur l'exécution de certain ordre.

203. Du id. à id et au comte de Molina, pour empêcher que les Hollandais ne traitent avec l'Angleterre et la France séparément de l'Espagne.

204. Du 15 novembre au comte de Monterey, sur une lettre au comte de Montecuculli et sur la manière de secourir, en qualité d'auxiliaires, les troupes impériales.

205. Du 23 novembre à id., sur le même sujet.

206. Du id. à id., sur les contributions que le prince d'Orange se proposait de frapper sur le pays de Liège.

207. Du id. à id., sur les affaires de Hollande et les secours à donner à l'Empereur.

208. Du id. à id., pour aider l'Empereur et se ranger sous sa bannière.

209. Du 30 novembre à don Pedro de Medrano, avec l'original d'une pièce à l'appui, sur l'exercice du culte des Hollandais en Flandre.

210. Du 7 décembre au comte de Monterey, sur les prétentions de l'archevêque de Malines à une place vacante au conseil d'État de Flandre.

211. Du id. à id., pour qu'il n'apporte aucun empêchement aux informations faites au nom du président des ordres.

212. Du id. à id., sur des négociations faites pour la paix et des propositions faites à ce sujet par le prince d'Orange.

213. Du id. à id., sur l'apprêt à Ostende des trois vaisseaux qui doivent porter en Flandre les troupes levées dans les Canaries.

214. Du id. à id., sur l'envoi en Espagne des comptes de don Enriquez de Castro.

215. Du id. à id., sur affaires particulières du comte de Castelhaben.

216. Du id. à id., sur les mêmes affaires.

217. Du id. à id., sur la situation mensuelle de l'armée de Flandre.

218. Du id. à id., sur les secours à accorder à Cologne et à envoyer en Flandre.

219. Du id. à id., sur la retraite du sieur Oñate de la cour de Londres.

220. Du 7 décembre au comte de Monterey, sur les secours à envoyer en Flandre.

221. De id. à id., sur les secours à donner par Louvignies au prince d'Orange.

222. Du 21 décembre au comte de Monterey, sur les formes à observer pour toucher des fonds à la caisse du payeur général de Flandre.

223. Du id. à l'inspecteur général de Flandre, sur le même sujet.

224. Du id. au comte de Monterey, sur le passage demandé par le prince d'Orange pour ses troupes.

225. Du id. à id., sur les projets des Français et des Anglais contre les galions.

226. Du id. à id., sur une ligue à négocier avec l'électeur de Brandebourg.

227. Du id. à id., sur la diète de Ratisbonne.

228. Du id. à l'abbé Octavio Falcorrien (?), sur son élection en qualité de nonce de Sa Sainteté.

229. De id. au comte de Monterey, touchant l'armement de trois vaisseaux pour le transport en France des troupes levés dans les Canaries.

230. Du 24 décembre à id., sur les artifices et manœuvres des Français.

N° 16. Rapport du conseil d'État sur les affaires de France pendant les six premiers mois de 1673, le comte de Molina étant ambassadeur à Paris. Soixante-seize numéros.

3. Rapport du 10 janvier, avec une pièce à l'appui, sur le siège de Charleroi, le chagrin qu'éprouva à cette occasion le roi très-chrétien, sa dissimulation et son départ pour Compiègne.

5. Rapport du 11 janvier, avec une pièce à l'appui, sur les désordres commis par les troupes françaises dans la Gueldre et sur la restitution des navires d'Ostende et de Bruges.

6. Rapport du 29 janvier, sur une réponse de l'ambassadeur de France aux plaintes du marquis de la Fuente relatives au siège de Charleroi.

8. Rapport du 13 janvier, avec une pièce à l'appui, sur la levée du siège de Charleroi.

13. Rapport du 25 janvier, avec une pièce à l'appui, sur un propos du roi très-chrétien relativement au siège de Charleroi.

45. Rapport du 19 avril, avec cinq pièces incluses, sur la misère de la province de Hainaut, la destruction de la forêt de Mormal, et les plaintes faites à ce sujet à la cour de France.

N° 17. Rapports du conseil d'État, des mois de juillet, août, septembre, octobre et novembre 1673, sur les négociations avec la cour de France, le comte de Molina étant ambassadeur près cette cour, avec une collection de lettres écrites pour la plupart par le même comte de Molina en 1673. Quatre-vingt-quatorze numéros.

N° 18. Rapports du conseil d'État sur les négociations avec la cour de France, années 1674-1677. Vingt numéros.

N° 19. Lettres et dépêches de Sa Majesté Catholique à divers agents et autres personnes, relativement à la négociation entamée et suivie à Bordeaux par don Fernando Arias de Saavedra, général d'artillerie : année 1653. Cinquante-sept numéros.

N° 20. Lettres et actes de Sa Majesté Catholique pour divers ministres et agents de France, et notamment pour le comte de Fuensaldaña, en 1660. Quatre-vingt-trois numéros.

36. Au comte de Fuensaldaña, du 21 août, sur un échange avec l'évêque de Liège des terres entre Sambre et Meuse, et de la place de Bouillon.

49. Au même, 7 octobre, sur le même sujet.

N° 21. Correspondance de Sa Majesté Catholique avec

diverses personnes, et notamment avec le marquis de la Fuente, sur les affaires de France, 1662. Cent cinquante-cinq numéros.

93. Dossier de sept pièces, de diverses dates, concernant le voyage de Louis XIV à la frontière de la Flandre. Le roi d'Espagne, afin d'abréger la route que devait faire le premier, lui accorda le passage par ses États, et nomma pour son ambassadeur près Sa Majesté Très-Chrétienne le prince de Ligne, capitaine général de la cavalerie légère.

111. Au marquis de la Fuente, 10 septembre, sur les limites de la Flandre.

N° 22. Correspondance de Sa Majesté Catholique avec divers agents et personnes distinguées sur les affaires de France, pendant l'année 1663. Cent huit numéros.

N° 23. Minutes de dépêches de Sa Majesté Catholique, de l'année 1664, la plupart au marquis de la Fuente, son ambassadeur près la cour de France. Cent soixante et un numéros.

N° 24. Minutes de dépêches d'office pour les ministres de Sa Majesté Catholique en France, des années 1665 et 1666. Deux cent six numéros : de 1 à 115, année 1665; de 116 à 206, année 1666.

18. Au marquis de la Fuente, 25 février 1665, sur les moyens de faciliter le passage de deux mille hommes de troupes italiennes envoyées en Flandre.

34. Au même, 23 mars 1665, sur le passage des troupes allemandes par la Flandre.

49. Au même, 20 mai 1665, sur le passage des troupes italiennes et espagnoles pour aller en Flandre.

72. Au même, 14 juillet 1665, sur le passage de deux mille Italiens envoyés en Flandre.

79. Au même, 12 août 1665, sur le même sujet.

82. Au marquis de la Fuente, 26 août 1665, sur le passage par la Flandre des troupes françaises destinées à agir en faveur des Hollandais contre l'évêque de Munster.

N° 25. Dépêches de Sa Majesté Catholique pour ses ministres en France, des années 1667 et 1669. Cent cinquante-sept numéros.

23. Au marquis de la Fuente, 24 juillet 1667, sur les opérations des ennemis en Flandre.

24. Au même, 11 juillet 1667, sur la prétention du roi très-chrétien au duché de Brabant.

32. Au même, 23 mai 1667, sur un mémoire contenant les motifs de la prétention du roi très-chrétien à quelques provinces des Pays-Bas.

124. A Iturrietta, 3 août 1669, sur l'extraction du charbon de terre par les Français.

134. Au connétable de Castille, 8 septembre 1669, sur l'arrestation du courrier de Flandre à Paris. (*N. B.* Il paraît que ce cas se présentait fréquemment. Il y a dans la liasse beaucoup de lettres sur le même sujet.)

N° 26. Dépêches de Sa Majesté pour ses ministres près la cour de France et sur des affaires avec cette cour, des années 1670, 1671 et 1672. Deux cent quatre-vingt-neuf numéros.

51. À Iturrietta, 9 juillet 1670, sur le voyage du roi très-chrétien en Flandre, et sur la conférence tenue avec des habitants de Gand et de Valenciennes.

59. Au même, 20 août 1670, sur la nomination du troisième arbitre pour terminer les différends entre les deux couronnes relativement aux limites de la Flandre, et sur ce dont le ministre anglais lui donna connaissance à ce sujet.

68. Au même, 17 septembre 1670, sur le refus du roi très-chrétien d'accéder à la nomination du troisième arbitre relativement à la détermination des limites de la Flandre.

77. A Iturricetta, 10 décembre 1670, sur l'arbitrage relatif aux limites de la Flandre, sur l'occupation par les Français d'une partie de la châtellenie d'Ypres, etc.

89. Au même, 4 février 1671, sur l'affaire de l'arbitrage concernant les limites de Flandre.

97. Au même, 18 mars 1671, pour lui donner connaissance de sa promotion à l'emploi de secrétaire d'État et de guerre de Flandre, et lui enjoindre d'attendre à son poste l'arrivée du comte de Molina.

158. Au même, 23 décembre 1671, sur la prorogation d'une année de l'arbitrage relatif aux limites de la Flandre.

206. Au comte de Molina, ministre à Paris, 22 juin 1672, sur la plainte portée par M. Le Tellier contre M. de Monterey, qui permettait aux Hollandais de commettre des hostilités en Flandre.

210. Au comte de Monterey, 8 juin 1672, sur une note transmise à la cour de Madrid par le marquis de Villars, relativement aux hostilités que commettaient les Hollandais en Flandre.

232. Au comte de Molina, 17 août 1672, sur la nomination du prince d'Orange en qualité de gouverneur de Hollande. Le comte de Monterey a été chargé d'envoyer une personne près de ce prince.

N° 27. Minutes de dépêches de Sa Majesté Catholique à ses ministres sur les affaires de France : elles sont dès onze premiers mois de 1673. Cent vingt-deux numéros.

7. Au comte de Molina, 19 janvier, sur la satisfaction à donner au roi de France, relativement à la plainte qu'il fit faire de ce que, au siège de Charleroi, les troupes espagnoles se joignirent contre la France à celles du prince d'Orange.

8. Au même, 2 janvier, sur les suites de la retraite du prince d'Orange de devant Charleroi, dont il fut obligé de lever le siège.

9, 10. Au comte de Molina, 19 janvier, sur le siège de Charleroi.

17. Au marquis de la Fuente, 15 février, sur les plaintes des Français relativement au siège de Charleroi.

29. Au conseil d'État, 14 mars, sur l'imputation de contravention à la paix, de la part de l'Espagne contre la France, au siège de Charleroi.

39. Aux ministres du Nord, 15 mars, sur des plaintes réitérées relativement à la conduite des Espagnols lors du siège de Charleroi.

55. Au comte de Molina, 26 avril, sur les vexations commises par les Français dans la province de Hainaut.

66. Au marquis de la Fuente, 16 mai, sur l'affaire de Charleroi, dans laquelle la France soutenait qu'il y avait, de la part de l'Espagne, contravention à la paix.

78. Au comte de Molina, 7 juin, sur la restitution des biens des sujets de Sa Majesté Catholique saisis par la France, pour avoir secouru la Hollande.

79. Au même, même date, sur la vraisemblance d'une rupture entre les deux couronnes de France et d'Espagne.

109. Au même, 26 septembre, sur la réparation des dommages causés par les Français dans la forêt de Mormal et dans le Hainaut.

N° 28. Rapports faits à Sa Majesté Catholique par le conseil d'État sur les affaires de France pendant les années 1630, 1631 et 1632. Soixante-dix-huit numéros.

N° 29. Rapports du conseil d'État et lettres sur les affaires relatives à la France, et particulièrement aux troubles domestiques de la famille du roi, pendant les années 1633-1635. Quatre-vingt-dix-neuf numéros.

28. Consulte du conseil d'État, faite au Buen Retiro, à Madrid, le 8 décembre 1633, sur des dépêches de l'infante, du marquis d'Aytona, de l'abbé Scaglia, et deux papiers : l'un

concernant la conjuration des provinces catholiques de Flandre, et l'autre relatif aux demandes du duc d'Orléans (1).

Les dépêches citées étaient datées du 29 octobre au 14 novembre.

L'un des deux papiers portait la signature du duc d'Orléans, et avait été remis par lui à l'infante.

« El otro — dit le conseil dans sa consulte du 8 décembre — es de la persona confidente que V. M. sabe, en que se descubre, con algunas particulares circunstancias, la conjuracion que han hecho las provincias cathólicas ovedientes para librarse del dominio de V. M., y hechar de sí á los Españoles.

Le conseil s'explique d'abord sur les dispositions à faire relativement à l'armée, au duc de Friedland, etc., etc. Il continue ainsi :

» A la serenísima infanta y al marqués de Aitona se les scriba de nuevo que se procure en todo caso despedir la junta de los estados de las provincias, executándolo con el resguardo que conviene, pero considerando que quanto mas se acercare la primavera, menos se podrá executar, y que al mismo tiempo que se despidiere, se dé publicamente noticia en forma que no se pueda dudar que se desea y se tratará la tregua en nombre de V. M.

» El presidente Roose sirve muy bien á V. M., y conviene honralle y animalle mucho, mostrando V. M. la satisfacion que tiene de su persona, y agradeciéndole lo que trabaja, y encomendándole mucho á la serenísima infanta y al marqués de Aitona.

» Al abbad Scaglia se le deben das gracias de lo que ha hecho en ésta ocasion, y dezirle que V. M. le hará merced, y se queda pensando en lo que convendrá hazer después de los avisos que embia del amigo á quien podrá dar gracias, en nombre de

(1) L'analyse de ce numéro n'est pas tirée de l'inventaire de M. Guiter ; je l'ai faite moi-même, après examen des pièces.

V. M. y de todos, de la devocion que muestra, diziéndole tambien que la conjura ha sido avisada por muchas partes, y el mismo rey de Inglaterra dixo, muchos mese ha, á Juan de Nocolalde que la havia, y acá se spera lo individual de las personas que son movedores y complices en ella, con que obligará á V. M. á que se le hagan mayores mercedes. Podráse le embiar el papel que pide de seguridad, ordenando al abbad que no se le entregue, hasta que aya declarado esto y lo demás que sabe; asegurándole que del servicio hecho puede sperar quantas mercedes V. M. pudiere hazer á persona de su estado; y el abbad le podrá dezir que V. M. acepta lo que ofrece para la negociacion de la tregua, debajo de mano con el príncipe de Oranje. »

Le roi a écrit en marge : *Como parece*, avec une assez longue addition.

Nº 30. Rapports, dépêches et mémoires relatifs aux affaires particulières de la princesse de Carignan pendant les années 1636, 1637, 1638. Soixante-huit numéros.

Nº 31. Rapports du conseil d'État, des années 1637, 1638, 1639 et 1640, sur divers objets. Cinquante-six numéros.

Nº 32. Papiers relatifs aux négociations entre les gouvernements français et espagnol pendant le ministère de don Gaspard de Guzman, comte d'Olivarès, duc de San Lucar, des années 1639 à 1652, l'année 1649 exceptée. Soixante-six numéros.

Nº 33. Rapports du conseil d'État, des années 1630-1633, sur les négociations entre les couronnes de France et d'Espagne. Soixante-six numéros.

Nº 34. Rapports et avis du conseil d'État, des années 1634 et 1635, sur les affaires de France. Trente-huit numéros.

N° 35. Papiers des années 1631, 1632 et 1633, qui consistent principalement dans des lettres du roi. Cent quatorze numéros.

4. Deux lettres : l'une du 25 janvier 1633 adressée à l'infante, l'autre du 20 janvier même année, adressée au marquis d'Aytona, sur les affaires du duc d'Orléans, et sur les conditions de la trêve avec les Hollandais.

N. B. Il y a plusieurs autres lettres du roi à l'infante, et de l'infante au roi, relativement aux affaires du duc d'Orléans et de la reine mère.

N° 36. Minutes de dépêches du roi pour son ministre près la cour de France, pendant les années 1633, 1634, 1635. Cent soixante numéros.

110. Lettre du secrétaire Juan Osvaldo de Brito, pour rechercher s'il existe des exemples que la cour de France ait eu un résident en Flandre.

113-124. Douze lettres à don Christophe de Benavente, des mois de février, mai, juin, août, septembre, octobre et décembre 1634, sur la prétention de la France d'avoir un résident en Flandre, etc.

N° 37. Rapports du conseil d'État, des années 1600, 1601, 1602, 1603, 1605, 1606, 1607 et 1608. Cent cinq numéros.

N° 38. Rapports du conseil d'État et quelques autres pièces, des années 1610, 1611, 1612. Soixante et onze numéros.

14. Rapport du 18 février 1610, sur une lettre du roi de France concernant la retraite du prince de Condé en Flandre.

25. Rapport du 25 mai 1619, avec une pièce de dix pages intitulée : « Instructions aux ambassadeurs de Sa Majesté Catholique auprès des divers princes près lesquels ils résident, au sujet des mouvements de guerre qu'il y a en France. »

Cette pièce est une espèce de manifeste contre le roi de France, qui demandait avec instance à celui d'Espagne qu'il lui livrât le prince de Condé, lequel s'était retiré dans ses États de Flandre.

N° 39. Rapports du conseil d'État sur les dépêches de don Yñigo de Cardenas, ambassadeur en France, pendant les années 1613 et 1614. Trente-neuf numéros.

N° 40. Rapports du conseil d'État, de l'année 1615, sur les affaires de France, et principalement sur la négociation du double mariage entre les deux maisons souveraines. Trente numéros.

N° 41. Rapports du conseil d'État, des années 1615, 1616 et 1617, sur les dépêches du duc de Monteleone, ambassadeur en France. Cinquante-neuf numéros.

40. Rapport du 29 juillet 1616, pour enjoindre aux ambassadeurs de rendre, à la fin de leur mission, les lettres que leur a écrites Sa Majesté.

N° 42. Rapports du conseil d'État, des années 1618, 1619, 1620 et 1621, sur des affaires diverses, mais principalement relatives à la Flandre. Quatre-vingt-douze numéros.

N° 43. Rapports du conseil d'État et de la junte ministérielle, et quelques lettres, presque tous des années 1623 et 1624. Soixante-dix-sept numéros.

N° 44. Rapports du conseil d'État, des années 1625 et 1626. Soixante-sept numéros.

N° 45. Rapports du conseil d'État et de diverses junes, principalement à l'occasion des représailles exercées contre les Français, de l'année 1627. Cent vingt et un numéros.

N° 46. Rapports du conseil d'État et autres pièces de l'année 1628. Cinquante-neuf numéros.

N° 47. Rapports du conseil d'État et de diverses juntas, de l'année 1629. Quarante-neuf numéros.

7. Une pièce du 16 juillet, contenant l'opinion d'une junta sur divers points, et entre autres sur l'envoi de Rubens en Angleterre.

(Dans une lettre du 21 juin, le marquis de Mirabel, ambassadeur en France, donne avis qu'il a reçu un courrier de Rubens l'informant qu'il a été bien reçu du roi d'Angleterre, à sa première audience.)

N° 48. Rapports du conseil d'État, des années 1621 et 1622. Cinquante numéros.

N° 49. Rapports du conseil d'État et autres pièces, des années 1623, 1624, 1625. Soixante-trois numéros.

N° 50. Rapports du conseil d'État et autres pièces, de l'année 1626. Quarante et un numéros.

N° 51. Rapports du conseil d'État et de diverses juntas, des années 1625, 1626, 1627 et 1628. Cent douze numéros.

N° 52. Rapports du conseil d'État et de diverses juntas, de l'année 1627. Cent six numéros.

N° 53. Rapports du conseil d'État et d'une junta de ministres, de l'année 1628. Cinquante-neuf numéros.

N° 54. Rapports du conseil d'État, d'une junta particulière, et autres pièces, de l'année 1629. Quarante-trois numéros.

32. Rapport du 6 juillet 1629 concernant, entre autres, Rubens. (C'est la minute du rapport mentionné à la liasse n° 47.)

N° 55. Minutes et dépêches de Sa Majesté Catholique à ses divers ministres et agents près la cour de France, dans les années 1580-1583. Cent quatre-vingt-quatre numéros.

13-19. Sept lettres à don Juan de Vargas Mexia, de mai,

juin et juillet 1580, sur les objets suivants : Négociations de cinq Flamands avec le duc d'Alençon; surveillance des pas et démarches d'un agent envoyé pour obtenir la mise en liberté du comte d'Egmont; levées faites par Casimir; remerciements à faire au duc de Guise, pour les services rendus par lui; négociations entre ce duc et le prince de Parme.

20-24. Cinq lettres à Diego Maldonado, des mois d'août et de novembre 1580, sur la mort de don Juan de Vargas et son remplacement par Jean-Baptiste de Tassis; sur quelque entreprise de la France contre la Flandre; sur des inquiétudes au sujet du duc d'Alençon.....

27. Lettre à Jean-Baptiste de Tassis, du 19 novembre 1581, avec deux pièces, le tout relatif à l'invasion des Pays-Bas par le duc d'Alençon, et une proposition de mariage de ce prince.

28. Autre au même, du 22 novembre 1581, pour s'assurer si le mariage que propose le roi de France du duc d'Alençon, son frère, avec l'infante Catherine, fille de Philippe II, est bien au pouvoir dudit roi.

29. Lettre au roi et à la reine mère de France, du 19 novembre 1580, contenant créance sur Jean-Baptiste de Tassis.

30-33. Quatre lettres à Jean-Baptiste de Tassis, des mois de mars et avril 1581, sur les plaintes portées à la cour de France, relativement à la conduite du duc d'Alençon, ... aux préparatifs contre la Flandre, etc.

35-69. Trente-cinq lettres à Jean-Baptiste de Tassis, des mois d'avril, mai, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre et décembre 1581. L'objet de ces lettres est : Affaires de Flandre, et projets du duc d'Alençon et de la reine mère; mariage du duc d'Alençon en Angleterre.....

94-112. Dix-neuf lettres, dont dix-huit à don Bernardino de Mendoza, ambassadeur en Angleterre, des mois de janvier, février, avril, mai, août, septembre, novembre et décembre 1582. L'objet en est : Rupture du mariage du duc d'Alençon avec la reine d'Angleterre; représentations à la reine

Élisabeth au sujet de l'occupation des Pays-Bas par les Français, qui entoureront ainsi ses États et les mettront en danger ; autorisation d'employer quarante à cinquante mille ducats pour corrompre le ministère anglais.

158. Lettre à don Bernardino de Mendoza, du 6 juin 1583, sur l'accord de Catherine de Médicis avec le duc d'Alençon relativement aux États de Flandre.

159. Autre au même, du 5 mai 1583, sur les affaires de l'Écosse et des Pays-Bas.

160. Autre au même, du 12 septembre 1583, sur les mêmes objets, etc.

161. Autre au même, du 10 décembre 1583, sur les affaires des Pays-Bas, etc.

169. Lettres au même, des 1^{re} et 21 décembre 1583, sur le duc d'Alençon et les affaires des Pays-Bas. Le duc de Guise, qui, dans beaucoup de dépêches, est indiqué par le nom d'*Hercule*, est appelé ici *Mucius*.

170. Trois lettres au même, du 12 septembre 1583, sur la proposition du mariage d'une infante avec le duc d'Alençon.

178. Deux pièces : 1^o une lettre de Philippe II à B. Charretier, secrétaire du duc d'Alençon, du 15 juillet 1583, pour le remercier du désir qu'il a témoigné de le servir, et lui promettre une récompense proportionnée à ses services ; 2^o une lettre à Jean-Baptiste de Tassis, du 26 juillet 1583, sur l'entreprise de Dunkerque et la sortie du duc d'Alençon, etc.

N^o 56. Lettres du roi à J. B. de Tassis, ambassadeur en France, et à don Bernardino de Mendoza, ambassadeur en Angleterre, des années 1584, 1586, 1587 et 1588. Cent quatre-vingt-dix numéros.

8. Lettre à Jean-Baptiste de Tassis, du 29 mai 1584, sur les négociations de Bruges et de Gand ; demande de la restitution de Cambray, dans le cas de la mort du duc d'Alençon, etc.

16. Lettre au prince de Parme, du 29 mai 1584, sur la construction d'une redoute pour réduire la ville d'Ypres avec moins de dommage; sur les négociations de Bruges et de Gand.

156. Lettre à don Bernardino de Mendoça, du 25 janvier 1588. (On voit bien, par cette lettre, que Philippe les lisait toutes, puisqu'il fait une observation sur le mot *Mucio*, qu'il croit devoir être changé contre celui de *nuncio*.) (1)

187. Sept pièces intitulées *Minutes des dépêches portées par le capitaine Alexandre Constantin, à son départ de Saint-Laurent, le .. mai 1588, signées le 12 mai*. Dans une de ces pièces, on trouve l'indication des personnes auxquelles des noms romains étaient donnés dans la correspondance diplomatique. Ainsi on désignait par

Fabius, le roi d'Espagne;
Camille, le roi de France;
Hortensius, la reine mère;
Julius, le duc de Savoie;
Furius, le duc de Montmorency;
Lepidus, la duchesse de Montmorency;
Ascanius, le fils de Montmorency;
Mucius, le duc de Guise;
Tullius, le prince de Béarn;
Pyrrhus, le vice-roi de Catalogne;
Publius, le capitaine Alexandre;
Metellus, Lercaro;
Marcus, Ferrante.

N° 57. Lettres du roi à Jean-Baptiste de Tassis, à don Bernardino de Mendoça, au duc de Feria, à don Diego de Ibarra et à d'autres agents du roi en France, ainsi qu'à

(1) Cette observation, comme les analyses dont nous donnons des extraits, appartient à M. Guiter.

divers seigneurs français, des années 1589-1592. Deux cent neuf numéros.

108. Lettre au duc de Pastraña, du 6 janvier 1590, pour lui annoncer qu'il l'a promu à la charge de capitaine général de la cavalerie légère de Flandre.

109. Dossier de six pièces, parmi lesquelles deux instructions pour le duc de Parme, datées du 18 novembre 1590.

(A la suite de l'analyse de quinze lettres qui sont rangées sous le n° 209, M. Guiter a placé les observations suivantes :

« Je saisis cette occasion, pour faire la remarque que Philippe II me paraît d'une sévère franchise dans ses négociations : ce qu'il promet, il le tient; ce qu'il pense ne pouvoir tenir, non-seulement il ne le promet pas, non-seulement il ne fait pas insinuer qu'il pourra le faire, mais il recommande à ses agents de détromper ceux qui pourraient l'espérer. Il n'y a qu'à lire la première des lettres comprises sous ce numéro, pour s'en convaincre.

» Une autre remarque sur le caractère de Philippe, c'est que je n'ai vu qu'une fois qu'il ait blâmé les opérations de ses agents. C'est un capitaine de marine à qui il a écrit de manière à lui faire entendre qu'il craignait qu'il n'eût quelque tort. Partout ailleurs il loue le zèle, la dextérité de ses agents; il les engage à continuer, et leur assure des récompenses.

» Enfin une troisième observation, c'est que Philippe ne se montre, dans sa correspondance, ni fin ni méchant : c'est un homme qui avait à lui seul plus d'argent que tous les souverains de l'Europe. Cette circonstance lui donnait, avec la réputation du plus grand monarque, le ton du monarque le plus puissant. Il répandait l'argent comme il le recevait, et c'est sur cette profusion d'argent qu'il comptait pour le succès de ses négociations. »)

N° 58. Minutes de lettres de Sa Majesté Catholique à ses ministres en France, dans les années 1600-1606. Cent quarante numéros.

N° 59. Minutes des dépêches de Sa Majesté Catholique pour ses ministres en France, pendant les années 1607-1614. Trois cent quatre-vingt-dix numéros.

20. A don Pedro de Tolède, 9 octobre 1608, sur la négociation de la trêve entre les Hollandais et l'archiduc Albert, négociation dans laquelle les premiers firent éclater beaucoup de prétentions, tandis que les députés espagnols furent dupes de leur confiance dans le président Jeannin, qui conseilla, à ce qu'il paraît, aux Hollandais de demander d'être reconnus souverains indépendants.

36. Au même, 15 juillet 1608, sur les moyens d'amener les Hollandais à la paix ou à une trêve. Le marquis d'Aytona est chargé d'exhorter le pape à intervenir dans cette affaire.

57. Au même, 29 janvier 1609, sur la trêve de douze ans que le roi avait signée, en reconnaissant la souveraineté de la Hollande. Il eût préféré continuer la guerre; mais, n'en ayant pas les moyens, il a dû subir la loi de la nécessité, sans renoncer d'intention à ses droits sur ces provinces, qu'il reconnaissait toutefois comme souveraines.

(Il y a, dans cette liasse, plusieurs autres pièces qui concernent la négociation de la trêve avec les Hollandais, et l'influence qu'y exerça Henri IV.)

58. A don Yñigo de Cardenas, du 26 décembre 1609, sur la demande, faite par le roi de France, de l'extradition du prince de Condé, qui s'était retiré avec sa femme à Bruxelles, et sur le refus que le roi veut qu'on oppose à une telle prétention, etc.

72. Au même, du 17 juillet 1610, sur les secours donnés par la France aux protestants de Clèves, la résolution du roi catholique de s'en rapporter pour cette affaire à l'Empereur, et d'envoyer, en cas de refus de conciliation, des troupes de Flandre dans ce pays contre le marquis de Brandebourg, etc.

80. Au même, du 27 janvier 1610, sur la retraite du prince de Condé en Flandre, avec l'autorisation et sous la protection du roi d'Espagne, qui parut croire que Henri IV voulait at-

tenter à l'honneur du prince. Le portrait que Philippe III fait de Henri IV dans cette lettre n'est pas d'un ami : d'autre part, le prince de Condé était résolu à ne retourner en France qu'après la mort de Henri, aux promesses duquel il ne se fait pas.

87. A don Yñigo de Cardenas, du 21 février 1610. Lettre curieuse concernant principalement le prince de Condé, qui, brouillé avec Henri IV, avait quitté la France pour se retirer aux Pays-Bas. Extradition de ce prince, demandée et refusée.

113. Au même, du 22 décembre 1611, sur la ligue de la France avec la Hollande, faite contrairement au traité de Vervins.

114. Au même, du 7 décembre 1611, sur la cession faite par l'Angleterre à la France de sa créance sur la Zélande.

195. A don Balthazar de Cúñiga, ambassadeur en Allemagne, du 8 mai 1612, en approbation du projet de faire élire le roi de Hongrie en qualité d'empereur, et l'archiduc Albert en qualité de roi des Romains.

198. Au même, du 5 mai 1612, sur l'élection de l'Empereur et du roi des Romains, et l'opinion générale qui désigne pour la première place le roi de Hongrie, et pour la seconde l'archiduc Albert.

113. Au même, du 10 février 1612, pour qu'il favorise de tout son pouvoir l'élection du roi Mathias au titre de roi des Romains; mais, s'il voit clairement qu'elle ne puisse avoir lieu, alors il doit s'attacher à faire prévaloir celle de l'archiduc Albert.

N° 60. Minutes de lettres de Sa Majesté Catholique pour ses ministres de France et autres, pendant les années 1615 et 1616. Cent cinquante-six numéros.

Le 25 octobre 1615, Philippe écrit au roi de France qu'il a remplacé don Yñigo de Cardenas, son ambassadeur, par le duc de Monteleone.

Il y a une lettre du 13 décembre 1616 à don Yñigo de Cardenas, pour lui enjoindre de faire la remise des papiers de son ambassade.

N° 61. Minutes de lettres écrites par ou au nom de Sa Majesté Catholique sur les affaires de France, pendant les années 1618, 1619, 1620. Cent soixante-cinq numéros.

132. Lettre au duc de Monteleone, ambassadeur en France, du 28 juin 1618, pour lui donner avis de la nomination du marquis de Bedmar à l'ambassade de Flandre.

N° 62. Minutes de lettres écrites par ou au nom de Sa Majesté Catholique à ses ministres en France, pendant les années 1621-1626. Cinq cent vingt-quatre numéros.

17, 18. Au marquis de Mirabel, ambassadeur en France, du 8 mars 1621, sur une prorogation de la trêve avec les Hollandais.

(Dans cette liasse et dans plusieurs des précédentes, il y a des lettres adressées à des princes d'Allemagne.)

N° 63. Minutes de lettres écrites par ou au nom de Sa Majesté Catholique, pendant l'année 1627, sur les affaires de France et d'Allemagne. Cent soixante numéros.

76. Dossier de seize pièces formant la collection des dépêches délivrées à don Diego Mexia (marquis de Leganez), envoyé en France, pour assurer le roi très-chrétien des dispositions de l'Espagne à exécuter le traité d'union contre les Anglais, et aux Pays-Bas, pour maintenir dans l'obéissance les provinces restées fidèles. Ces pièces sont du mois de juin 1627.

N° 64. Minutes de lettres écrites par ou au nom de Sa Majesté Catholique à ses ministres en France et en Allemagne, et relatives spécialement aux affaires de France, 1628 et 1629. Cent soixante-six numéros.

35. Au marquis d'Aytona, du 2 mars 1628, sur la rupture

de l'Empereur avec les Hollandais, et sur l'obligation de comprendre l'Espagne et la Hollande dans la paix de la ligue catholique en Allemagne : moyennant quoi, l'Espagne fournira à l'Empereur un secours de six cent mille thalers par an.

56. Au marquis d'Aytona, du 2 mars 1628. Mémoire contenant les conditions auxquelles Sa Majesté Catholique consentira à traiter avec les Hollandais.

58, 59. Au même, du 11 mars 1628, pour lui annoncer l'envoi de six cent mille écus en lettres de change, et lui rappeler que la paix doit être générale, même avec la Hollande, aux conditions néanmoins mentionnées au n° 56.

62. Au même, du 12 avril 1628, sur les demandes faites par les ministres de l'Empereur et le duc de Friedland pour se déclarer contre les Hollandais.

66. Au même, du 1^{er} mars 1628, sur les concessions à faire aux électeurs et autres princes de l'Empire, pour qu'ils se déclarent contre les Hollandais.

67. 68. Lettres au duc de Friedland et au marquis d'Aytona, du 1^{er} mai 1628, sur le recrutement de l'armée de Flandre.

96. Au duc de Friedland, du 24 octobre 1628, pour qu'il rompe avec les Hollandais.

108. Au comte de Castro, du 24 décembre 1628, sur les conditions auxquelles Sa Majesté Catholique entend entrer en négociation avec les Hollandais.

109. Au marquis d'Aytona, même date, sur une négociation tendante à faire prononcer la rupture de l'Empereur avec les Hollandais, et sur les conditions auxquelles Sa Majesté Catholique consent à entrer en négociation avec eux.

(Les liasses suivantes n'ont pas été inventoriées par M. Guiter.)

N° 65. Lettres de don Diego de Irarragua, ambassadeur à Paris, au roi, 1605, 1606, 1607.

N° 66. Lettres du même et de son successeur, le marquis don Pedro de Tolède, au roi, 1608.

N° 67. Lettres de don Yñigo de Cardenas, ambassadeur à Paris, 1609.

N° 68. Lettres du même, 1610.

N° 69. Lettres du même, 1611.

N° 70. Lettres du même, 1612.

N° 71. Lettres du même, 1613.

N° 72. Lettres du même, 1614.

N° 73. Billets, quittances et autres pièces insignifiantes, de différentes années.

N° 74. Lettres du duc de Monteleone, ambassadeur à Paris, 1616.

N° 75. Lettres du même, 1617.

N° 76. Lettres du même, 1618.

N° 77. Lettres de divers ministres et agents, 1619-1620.

N° 78. Lettres du marquis de Mirabel, ambassadeur à Paris, 1621.

N° 79. Lettres du même, 1622, 1623, 1624.

N° 80. Lettres du même, 1624, 1625, 1626.

N° 81. Lettres du même, 1628, 1629.

B.

N° 1. Lettres de Charles VI, des ducs de Berry, de Bourbon, d'Orléans, de Bourgogne, au roi de Castille. Quelques-unes de celles de Charles VI sont en espagnol.

Deux lettres de Louis de Praet à l'impératrice, épouse de Charles-Quint.

N° 2. Quelques lettres du président de Bourgogne à

l'impératrice touchant le mariage de la reine, épouse de François I^{er}, 1530.

N^o 3. Lettre de quatorze pages écrite de Bologne, le 21 février 1529, par l'Empereur à M. de Praet, ambassadeur en France. Elle roule sur les affaires générales de l'Europe, mais principalement sur le traité avec le roi de France pour la délivrance de ses enfants.

Lettres relatives au passage de Charles-Quint par la France en 1539, savoir :

Lettre de François I^{er} à l'Empereur (1), sans date (*autographe*);

Lettre de François I^{er} au seigneur de Granvelle, du 7 octobre 1539;

Lettre de François I^{er} au grand commandeur de Léon, de la même date, à peu près de la même teneur;

Lettre du dauphin, Henri, à l'Empereur, du 7 octobre 1539;

Lettre de Charles, duc d'Orléans, à l'Empereur, du 7 octobre 1539;

Lettres de Henri, roi de Navarre, et de Marguerite, sœur de François I^{er}, sans date;

Lettre du connétable de Montmorency à l'Empereur, du 7 octobre 1539;

Lettre du même à M. de Granvelle, même date;

Lettre du même au grand commandeur de Léon, même date;

Lettre du cardinal de Lorraine à l'Empereur, sans date;

Lettre du dauphin à l'Empereur, du 17 octobre.

(1) Nous avons inséré les lettres de François I^{er} à l'Empereur et au seigneur de Granvelle, ainsi que celles du dauphin, du connétable de Montmorency et du cardinal de Lorraine à l'Empereur, dans la *Relation des troubles de Gand sous Charles-Quint*, 1840, in-4^o, pp. 258, 259, 260, 261, 273.

N° 4. Lettres écrites en 1545 par Jean de Saint-Mauris, ambassadeur en France, à l'Empereur, à la reine de Hongrie, au roi des Romains, au prince Philippe et au grand commandeur de Léon, Francisco de los Covos. Elles sont en français, avec des traductions en espagnol.

Pièces diverses des années 1540-44, parmi lesquelles quelques lettres du prédécesseur de Saint-Mauris, aussi en français.

N° 5. Lettres de l'ambassadeur en France, Jean de Saint-Mauris, écrites en 1546 au prince d'Espagne, qu'il traite de *Sire*, *Votre Altesse*, et au grand commandeur de Léon. Ces lettres sont en français, avec une traduction espagnole.

N° 6. Correspondance de Jean de Saint-Mauris, ambassadeur en France, avec le prince d'Espagne et le grand commandeur de Léon, en 1547, toujours en français, avec traduction.

(L'ambassadeur envoie quelquefois au prince copie de ses lettres à l'Empereur et au roi des Romains.

A une lettre de la reine Marie au prince d'Espagne, écrite de Gand, le 3 mai 1547, est jointe copie d'une dépêche qu'elle avait reçue de l'Empereur en date du 25 avril, et qui contenait un bulletin détaillé de la victoire qu'il venait de remporter sur le « jadis duc électeur de Saxe. »)

N° 7. Lettres de Jean de Saint-Mauris au prince d'Espagne, en 1548, et de Simon Renard, en 1549, à l'archiduc d'Autriche, depuis roi de Bohême, gouverneur des Espagnes.

N° 8. Lettres écrites en Espagne par l'ambassadeur en France, de 1550 à 1555, et quelques pièces de 1556. Cette correspondance paraît incomplète. Il n'y a d'ailleurs qu'un

petit nombre de lettres originales. Les autres sont des traductions.

N° 9. Pièces de 1557. Quelques lettres de Simon Renard, ambassadeur à Paris, écrites en Espagne.

Lettres du duc de Savoie au secrétaire Francisco de Eraso (en espagnol).

Correspondance du même prince avec Philippe II pendant la campagne de 1557.

Relation de la bataille de Saint-Quentin (en espagnol).

Deux lettres autographes du roi à l'Empereur, écrites de Saint-Quentin. (Je les ai publiées dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 2^{me} série, t. XI, p. 235.)

N° 10. Lettres du duc de Savoie, gouverneur général des Pays-Bas, écrites au roi en 1558 (en espagnol).

Réponses du roi.

Lettres du duc de Savoie au secrétaire Eraso, 1558.

Lettres du duc d'Albe et de Ruy Gomez, envoyés en France en 1559, après la paix.

Lettres de Thomas Perrenot, seigneur de Chantonay, ambassadeur en France, des derniers mois de 1559. Elles sont en espagnol. Il y en a une en français où il s'excuse de se servir de cette langue, ayant envoyé en mission ses secrétaires espagnols.

N° 11. Lettres du seigneur de Chantonay, ambassadeur en France, au roi, 1560 (en espagnol).

Réponses du roi.

Lettres de Catherine de Médicis et de plusieurs princes et grands seigneurs à Philippe II.

N° 12-14. Correspondance du seigneur de Chantonay, 1561.

N° 15. Correspondance du seigneur de Chantonay, 1562.

N° 16. Lettres du seigneur de Chantonay, 1563.

Lettres de la famille royale et de plusieurs grands personnages de France, même date.

N° 17. Lettres du seigneur de Chantonay et quelques autres pièces, 1563.

N° 18. Lettres du seigneur de Chantonay et de don Francés de Alava, son successeur. L'instruction de ce dernier est du 12 janvier 1564.

Lettres autographes de Catherine de Médicis, de Charles IX et d'autres princes et seigneurs, 1564.

N° 19. Lettres de don Francés de Alava, ambassadeur en France.

Lettres du roi à don Francés.

Lettres du duc d'Albe et de don Juan de Manrique, qui avaient été aux conférences de Bayonne, et quelques autres, 1565.

Il y a une pièce en français, contenant les points sur lesquels les deux rois devaient s'entendre à Bayonne, au sujet de la religion.

N° 20. Lettres de don Francés de Alava au roi, et réponses du roi, pendant l'année 1566. La plupart concernent les affaires des Pays-Bas.

N° 21. Lettres de don Francés de Alava au roi et du roi à don Francés.

Il y a, dans ce paquet, beaucoup de lettres écrites à don Francés, de Flandre, en 1566 et 1567, nommément par Alonso de Armenteros; elles sont en espagnol.

N° 22. Lettres de don Francés de Alava au roi, au secrétaire Çayas et au duc d'Albe, en 1568.

N° 23. Lettres de don Francés de Alava au roi, au secrétaire Çayas et au duc d'Albe, en 1568.

Lettres du roi à don Francés.

N° 24. Lettres de don Francés de Alava au roi, au secrétaire Çayas et au duc d'Albe, avec beaucoup de lettres de la reine mère, du roi très-chrétien et de princes français, 1569.

N° 25. Lettres de don Francés aux mêmes, avec les réponses du roi, 1569.

N° 26. Suite aux deux numéros précédents.

N° 27. Lettres de don Francés de Alava au roi, au secrétaire Çayas et au duc d'Albe, en 1570.

Quelques lettres du comte de Mansfelt, qui avait été envoyé au secours du roi de France.

N° 28. Lettres de don Francés de Alava au roi, aux secrétaires Çayas et au duc d'Albe, avec les réponses du roi, 1570.

Mission donnée à Pedro Henriquez, pour féliciter le roi de France de la victoire remportée sur ses rebelles.

N° 29. Lettres de don Francés de Alava au roi, au secrétaire Çayas et au duc d'Albe, 1571.

Lettres du roi et de la reine mère de France.

N° 30. Lettres et pièces de la même nature et de la même année.

N° 31. Lettres de don Francés de Alava et du secrétaire Aguilon, son successeur intérimaire, au roi, au secrétaire Çayas et au duc d'Albe, 1571.

Lettres du roi à don Francés.

N° 32. Lettres du secrétaire Aguilon, envoyé intérimaire en France, au roi, au secrétaire Çayas et au duc d'Albe, 1572.

Pièces diverses concernant les affaires de France.

N° 33. Lettres du roi et de la reine mère et pièces diverses, de 1572. On y trouve :

1^o Copie de la patente de conseiller d'État pour le duc d'Arschot, donnée au bois de Ségovic, le 17 octobre 1565;

2^o Une lettre du prince d'Orange au sieur Beaulieu, écrite de Rotterdam le 8 janvier 1576, pour l'exciter à incendier les bateaux de guerre étant dans les ports de Dunkerque et d'Anvers;

3^o Copie d'une lettre du prince d'Orange au duc d'Arschot, écrite de Middelbourg, le 26 septembre 1576, pour l'engager à provoquer une résolution énergique des états généraux, promettant, sur sa conscience, qu'il ne prétend à aucune innovation dans l'État ni dans la religion;

4^o Un mémoire adressé à Philippe II, sans date ni signature, et qui contient de judicieux avis pour pacifier les Pays-Bas : un des moyens y indiqués est la révocation du duc d'Albe.

N° 34. Instructions pour don Diego de Cúñiga, envoyé à la cour de France comme ambassadeur du roi catholique, 31 mars 1572.

Lettres de don Diego au roi et au duc d'Albe, et lettres du roi à don Diego, 1572.

Lettres du roi et de la reine mère de France.

Instructions au marquis d'Ayamonte, chargé de complimenter Charles IX sur la mort de Coligny.

Instructions au comte d'Arenberg, pour complimenter le même monarque sur la naissance d'une fille.

N° 35. Lettres de don Diego de Cúñiga au roi, au secrétaire Çayas et au duc d'Albe, et lettres du roi à don Diego, 1573.

Pièces diverses.

Copie d'une remontrance faite au roi par le comte Lu-

dovic de Nassau, le 1^{er} juin 1575, touchant les moyens de remédier aux troubles du royaume.

(Beaucoup de pièces regardent l'élection du duc d'Anjou au trône de Pologne.)

N^{os} 36-37. Lettres de don Diego de Cũniga et du secrétaire Aguilon au roi et au secrétaire Çayas, 1574.

Lettres du roi et de la reine mère de France.

N^{os} 38-39. Lettres de don Diego de Cũniga au roi, en 1575.

Lettres du roi et de la reine mère de France.

N^o 40. Lettres de don Diego de Cũniga au roi et au secrétaire Çayas, 1576.

N^o 41. Quelques lettres du même aux mêmes, en 1576.

Pièces diverses, parmi lesquelles sont plusieurs lettres de la duchesse de Lorraine au roi touchant les affaires des Pays-Bas, et les démarches qu'elle avait faites pour y apaiser les troubles (en italien).

Il s'y trouve aussi :

Une lettre des états généraux des Pays-Bas, écrite de Bruxelles, le 7 octobre 1576, à la duchesse de Lorraine, pour lui envoyer copie de celle adressée par eux à l'Empereur et aux princes du saint-empire sur les événements récemment arrivés aux Pays-Bas (*orig.*);

Copie de la réponse de la duchesse, en date du 27 octobre : elle les y exhorte à suspendre toutes levées de troupes pour chasser les Espagnols, jusqu'à la réception de la résolution du roi, leur promettant d'être leur médiatrice auprès de ce monarque; elle y rappelle aux états qu'elle a toujours désiré et procuré de tout son pouvoir le repos et la félicité des Pays-Bas, « tant parce que, pour avoir esté nourrye et eslevée en » iceulx, elle se répute d'estre, comme chascun d'eux, du » mesme pays, que pour avoir tousjours congneu leur très- » grande bonté, foy et loyauté; »

Une lettre autographe de Charles-Philippe de Croy, marquis d'Havré, écrite de Bruxelles, le 20 octobre 1576, à la même duchesse, par laquelle il lui annonce qu'il dépêche vers elle son écuyer, pour l'informer de tout ce qui s'est passé aux Pays-Bas. Il ajoute que l'assemblée des états généraux s'avance fort; que ceux de Brabant, Flandre, Artois, Hainaut, Namur, Lille, Douay et Orchies, Valenciennes, Malines, Gueldre, Tournay et Tournaisis y sont réunis; que leurs députés confèrent à Gand avec ceux du prince d'Orange et des états de Hollande et Zélande; que les états généraux ont choisi le duc d'Arschot pour capitaine général, et lui-même pour général de toute la cavalerie. Il aurait désiré, dit-il, que l'on n'eût agi que d'accord avec le roi; mais les exactions exécrables, les meurtres et les actes d'hostilité commis par les Espagnols ont soulevé la nation. Il a envoyé cinq courriers exprès au roi, pour que Sa Majesté y apportât remède; mais il n'a obtenu aucune réponse.

Nº 42. Lettres de don Diego de Cũniga et de don Juan de Vargas Mexia, son successeur, au roi, 1577.

Lettres de Maximilien de Longueval, seigneur de Vaulx, envoyé de don Juan d'Autriche à Paris, au roi, 1577 (en espagnol).

Lettres du roi et de la reine mère de France au roi, 1577.

Lettres de l'ambassadeur de France en Espagne au roi, 1577.

Par une lettre du 8 août 1577, don Diego de Cũniga envoie au roi copie d'une lettre que don Juan d'Autriche lui a écrite du château de Namur, le 29 juillet, et à laquelle est jointe copie de celle que ce prince avait adressée aux états généraux le 27 juillet. Dans sa dépêche à l'ambassadeur, don Juan ne mentionne d'autres motifs de sa retraite au château de Namur, que le projet formé de mettre la main sur lui et sur les personnes de sa suite, ainsi que les choses séditeuses et tumultueuses semées au desservice du roi.

Plusieurs des dépêches des deux ambassadeurs d'Espagne à Paris concernent les affaires de Flandre.

N° 43. Lettres de don Juan de Vargas Mexia, du seigneur de Vaulx et de quelques autres agents espagnols, 1578.

N° 44. Lettres de don Juan de Vargas Mexia, du seigneur de Vaulx, etc., 1578.

Ces lettres concernent principalement les affaires de Flandre. Voici quelques pièces qui y sont jointes :

Requête présentée aux états généraux et au conseil d'État par les habitants des Pays-Bas professant la religion réformée (au n° 45, il y en a un exemplaire imprimé);

Avis des villes aux états de Hainaut tenus le 25 et le 26 juillet 1578, contraire à cette requête;

Lettre des députés des états de Hainaut aux états généraux, sur le même sujet, 18 juillet 1578;

Manifeste de Jean-Casimir, comte palatin, contre les Espagnols, 22 juin 1578;

Accord et alliance entre les états généraux et le duc d'Anjou, ratifié par le duc le 20 août 1578;

Déclaration de guerre du duc d'Anjou contre don Juan et les Espagnols, donnée à Mons, le 9 septembre 1578.

N° 45. Suite des mêmes correspondances pour 1578.

La plupart concernent encore les affaires de Flandre. On y trouve jointes, entre autres, les pièces suivantes :

Lettre de l'archiduc Mathias aux états généraux, écrite d'Anvers, le 28 décembre 1577, pour que, mettant fin à leurs divisions, ils le reçoivent au gouvernement des Pays-Bas;

Articles et conditions auxquels les états généraux ont élu l'archiduc Mathias, 8 décembre 1577;

Lettre du prince d'Orange à l'abbé de Sainte-Gertrude, écrite d'Anvers, le 25 décembre 1577, pour qu'on maintienne dans le

conseil d'État de l'archiduc le seigneur de Sainte-Aldegonde, ainsi que cela avait été précédemment résolu : la majorité dans les états généraux ne voulait pas l'admettre;

Lettre écrite aux états d'Artois par un de leurs députés à Bruxelles, le 31 décembre 1577, qui donne des détails intéressants sur ce qui se passa à ce sujet aux états généraux : il y avait été résolu de remplacer le seigneur de Sainte-Aldegonde, mais les bourgeois de Bruxelles s'y opposèrent.

Lettre des ambassadeurs de la reine d'Angleterre à don Juan d'Autriche, 31 juillet;

Déclaration de don Juan sur la proposition du comte de Schwartzenberg, ambassadeur de l'Empereur, 6 août 1578;

Réponse de don Juan, 6 août;

Lettre du comte de Schwartzenberg à don Juan, d'Anvers, le 13 août 1578;

Réponse des états généraux au comte de Schwartzenberg, donnée à Anvers, le 14 août 1578;

N° 46. Lettres de don Juan de Vargas Mexia au roi, 1578.

N° 47. Lettres de don Juan de Vargas Mexia au roi; lettres du roi à don Juan de Vargas, 1578.

N° 48. Lettres de don Juan de Vargas Mexia au roi; lettres du roi et de la reine mère de France, 1579.

N° 49. Lettres de don Juan de Vargas Mexia au roi, 1579.

Elles concernent principalement les affaires de Flandre. Beaucoup de lettres des Pays-Bas, originales, ou en copie, y sont jointes. Voici les principales :

Lettre de l'évêque d'Arras, du baron de Selles et du seigneur de Walhuon, à don Juan de Vargas, d'Arras, le 8 avril 1579, sur les négociations entamées avec le prince de Parme, et le mauvais vouloir que montraient le marquis d'Havré, le comte de Lalaing et le seigneur d'Inchy. (*Orig.*)

Lettre de l'évêque d'Arras, du baron de Selles et du seigneur de Walhuon à don Juan de Vargas, sur les négociations entamées avec le prince de Parme, 23 avril 1579.

Traité de réconciliation fait à Arras le 17 mai 1579, éclairci et publié à Mons le 13 septembre; imprimé à Douay chez Jean Bogard.

Lettres de Louis de Berlaymont, archevêque de Cambray, à don Juan de Vargas, des 15 et 19 juin. (Cop.)

Lettre de Valentin de Pardieu, seigneur de la Motte, écrite au roi, de Gravelines, le 25 juin 1579, sur le besoin d'argent où il est pour satisfaire à l'accord fait avec le baron de Montigny, et sur les dispositions de celui-ci pour présenter la bataille au seigneur de la Noue. (Orig.)

Lettre du prince d'Orange aux provinces et villes demeurées en l'union, touchant le traité fait par les provinces désunies avec le prince de Parme, 1579. (Elle a été publiée dans la *Correspondance de Guillaume le Taciturne*, t. IV, p. 167.)

Lettres du seigneur de la Motte, de Jean Six, pénitencier de Saint-Omer, de l'archevêque de Cambray et de plusieurs autres, principalement relatives aux affaires des provinces réconciliées.

Relation de l'entreprise du prince d'Épinoy sur Valenciennes, faite le 6 octobre 1579.

Lettre de l'archevêque de Cambray à don Juan de Vargas, du 13 octobre, touchant l'entreprise manquée du prince d'Épinoy sur Valenciennes, et l'état de Cambray. (Orig.)

Lettre de Guillaume Le Vasseur, seigneur de Walhuon, à don Juan de Vargas, du 28 octobre 1579, sur la publication du traité fait avec le prince de Parme, sur la surprise tentée par le prince d'Épinoy contre Valenciennes, et sur d'autres affaires du Hainaut. On y lit ce passage : « La femme dudict prince » (d'Épinoy), à une salve que faisoit la garde du chasteau » dudict Tournay, passant devant elle, a receu ung coup de » balle au bras, quy l'a touchée jusques à l'och : c'est un maul- » vais présage. » (Orig.)

Lettre de l'archevêque de Cambrai à don Juan de Vargas, du 12 novembre 1579, touchant la nomination du seigneur d'Abancourt au gouvernement de Landrecies. (*Orig.*)

Lettre du même au même, du 14 novembre, touchant une entreprise manquée du prince d'Épinoy sur la ville de Valenciennes. (*Orig.*)

Deux autres lettres de l'archevêque de Cambrai, du 2 décembre 1579, sur l'oppression dans laquelle le seigneur d'Inchy tenait cette ville, et sur la nomination à faire du seigneur d'Abancourt comme gouverneur de Landrecies. (*Orig.*)

N° 50. Lettres de don Juan de Vargas Mexia au roi et à Antonio Perez; lettres du roi à cet ambassadeur, 1579. Trois cent dix-huit pièces.

Parmi les pièces jointes sont les suivantes :

Lettre du seigneur de Moncheaux à don Juan de Vargas, écrite de Dourlens, le 7 janvier 1579, contenant de curieux détails sur ce qui se pratiquait en Artois, pour amener la réconciliation avec le roi; sur la conduite, dans ces circonstances, des seigneurs de Capres, vicomte de Gand, comte de Laing, etc. (*Orig.*)

Lettres du seigneur de Vaulx, du pénitencier de Saint-Omer et de quelques autres partisans de l'Espagne.

Procès-verbal de l'assemblée des états réconciliés tenue à Mons le 4 février 1579. (*Copie authent.*)

Lettre de Louis de Berlaymont, archevêque de Cambrai, du 20 février 1579.

Lettre du seigneur de Rassenghien, écrite à don Juan de Vargas, de Lille, le 6 juillet 1579, pour l'informer qu'il est parvenu à s'échapper de sa prison de Gand, et qu'il a repris le gouvernement de Lille, Douay et Orchies. (*Copie.*)

N° 51. Lettres de don Juan de Vargas Mexia et de don Diego Maldonado, secrétaire, son successeur, après sa mort, 1580. Trois cent quarante-huit pièces.

J'ai noté, parmi les pièces jointes :

Lettre de Guillaume Le Vasseur, seigneur de Walhuon, du 17 décembre 1579, sur les affaires militaires du temps. (*Orig.*)

Lettre du même, 29 décembre 1579. (*Orig.*)

Remontrance faite aux députés des états généraux par monseigneur le prince d'Orange, le 9 janvier 1580. (Elle est imprimée dans la *Correspondance de Guillaume le Taciturne*, t. IV, p. 196.)

Lettre du seigneur d'Abancourt, du 11 janvier 1580, à l'ambassadeur, sur la prise de Mortagne et de Saint-Amand par le comte de Mansfelt.

Lettre de Guillaume Le Vasseur, du 10 février 1580, sur diverses choses. (*Orig.*)

Lettres du même, sur la prise de Courtray, le bon espoir de la réconciliation d'Audenarde, etc., 1^{re} et 3 mars 1580. (*Orig.*)

Plusieurs lettres de l'archevêque de Cambrai. (Dans l'une de ces lettres, datée du 2 juin 1580, il dit qu'il appartient au roi, comme comte d'Alost, de prendre le titre de *protecteur des églises de Cambrai et du pays et comté de Cambrasis.*)

Lettres du comte de Mansfelt à l'ambassadeur. (*Orig.*)

Id. du seigneur de Helfault et du pénitencier de Saint-Omer. (*Orig.*)

N° 52. Lettres de Jean-Baptiste de Tassis, ambassadeur en France, écrites au roi en 1581. Trois cents pièces environ.

Ce ne sont pas les lettres originales, mais le déchiffrement de celles-ci.

N° 53. Lettres de Jean-Baptiste de Tassis au roi, 1582; lettres originales de don Bernardino de Mendoça au roi, 1585. Deux cent vingt-deux pièces.

Les lettres de Tassis sont des déchiffrements, comme au n° 52.

N° 54. Lettres de Jean-Baptiste de Tassis au roi et à don Juan d'Idiaquez, secrétaire d'État, 1583. Deux cent trente pièces environ.

Les lettres au roi sont le déchiffrement des lettres originales.

A une lettre du 13 février, écrite par Tassis au secrétaire d'État, est jointe une relation de l'entreprise du duc d'Anjou sur Anvers, ainsi qu'une liste des principaux personnages de l'armée du duc tués ou prisonniers.

N° 55. Lettres de Jean-Baptiste de Tassis (originales) au roi, 1583. Deux cent dix-huit pièces.

N° 56. Quelques lettres de Jean-Baptiste de Tassis au roi, en 1584 et en 1585.

Lettres (déchiffrées) de don Bernardino de Mendoça au roi, en 1585.

N° 57-64. Suite de la correspondance de don Bernardino de Mendoça, 1586-1590.

N° 65-76. Lettres de divers ministres et agents espagnols, ainsi que de plusieurs grands personnages de France, 1590-1593.

N° 77. Lettres (en espagnol) du comte Charles de Mansfelt, qui entra avec l'armée royale en France, à la place du duc de Parme, 1593.

Lettres de Jean-Baptiste de Tassis, de don Yñigo de Mendoça et de don Diego Brochero.

N° 78. Lettres de don Diego de Ibarra, du duc de Mayenne et d'autres, 1593.

N° 79. Lettres du duc de Feria, de don Diego de Ibarra et de Jean-Baptiste de Tassis, 1593.

N° 80. Lettres de divers agents du roi catholique envoyés au duc de Mercœur, 1594.

N° 81. Lettres de divers agents espagnols en France, 1594.

N° 82. Pièces concernant les droits de l'infante Isabelle à la couronne de France et au duché de Bretagne, 1594.

N° 83. Lettres de divers agents espagnols en France, 1595.

N° 84. Lettres du duc de Feria et d'autres agents espagnols en France, 1596.

N° 85. Pièces concernant les négociations avec le duc de Mercœur; lettres d'agents espagnols en France, 1597.

N° 86. Lettres de Jean-Baptiste de Tassis et d'autres envoyés espagnols en France, 1598-1600.

N° 87. Lettres de Jean-Baptiste de Tassis, ambassadeur en France, 1601-1602.

N° 88. Lettres de Jean-Baptiste de Tassis et de don Balthazar de Cúñiga sur les affaires de France, 1603-1604.

N° 89. Suite de la correspondance de France, 1605-1606.

N° 90. Rapports, lettres et papiers de la négociation de France, depuis 1607 jusqu'en 1611, concernant, entre autres, la retraite du prince de Condé en Flandre, et ce qui fut proposé et délibéré à ce sujet.

N° 91. Pièces concernant les affaires de France, 1612-1614.

N° 92. Pièces concernant les affaires de France, 1615-1616.

N° 93. Pièces concernant les affaires de France, 1617-1620.

C.

N° 1. Carton renfermant des traités originaux et en copie : celui de Munster avec les villes hanséatiques, celui des Pyrénées, celui d'Aix-la-Chapelle, celui de 1668. entre l'Espagne et le Portugal.

N° 2. Correspondance avec les ministres du roi en France, 1611-1625.

N° 3. Différents papiers et notices générales; ratification de la paix et traités avec la France, de 1668 et 1684.

N° 4. Papiers touchant le mariage de l'infante Anne d'Autriche avec le roi Louis XIII, et de la princesse Élisabeth de France avec Philippe IV.

N° 5. Consultes originales du conseil et de la junte d'État, de l'année 1659, sur la paix avec la France.

N° 6. Minutes des consultes du conseil et de la junte d'État, de l'année 1659.

N° 7. Pouvoirs et instructions donnés aux ambassadeurs chargés de traiter la paix avec la France, 1659.

N° 8. Lettres de don Antonio Pimentel, de don Luis de Haro et de don Fernando de Contreras sur le traité de paix avec la France.

N° 9. Minutes des lettres de don Fernando de Contreras à don Luis de Haro, sur le traité de paix avec la France, 1659.

N° 10. Lettres de don Luis de Haro à don Fernando de Contreras, de l'année 1659.

N° 11. Minutes des dépêches du roi à don Luis de Haro touchant la paix avec la France, 1659.

N° 12. Lettres de don Luis de Haro au roi et à don Fernando de Contreras, en 1659.

N° 13. Lettres de don Antonio Pimentel, de novembre et décembre 1658, sur la paix avec la France.

N° 14. Minutes des lettres de don Luis de Haro et de don Fernando de Contreras à don Antonio Pimentel, de 1659.

N° 15. Lettres du roi très-chrétien et de la reine mère au roi catholique, et réponses du roi catholique, 1659-1660.

N° 16. Correspondance de don Luis de Haro avec don Fernando de Contreras, de 1660.

N° 17. Même correspondance, même année.

N° 18. Minutes des dépêches de Sa Majesté de l'année 1660, sur le traité de paix avec la France.

(Les n°s 19-31 ont été mis dans les cartons réservés.)

N° 32. Acte original du serment prêté par le roi Charles VIII pour l'observation de la paix avec les rois catholiques Ferdinand et Isabelle, de 1493.

N° 33. Papiers divers du règne de Philippe IV.

N° 34. Papiers divers, principalement relatifs aux traités avec la France, de 1673-1684.

Traité imprimés.

N° 35. Très-grosse liasse de dépêches concernant le royaume d'Aragon, en 1542.

N° 36. Dépêches du duc de Sessa, ambassadeur à Rome, au roi, 1601.

N° 37. Dépêches du duc de Sessa, de 1602.

N° 38. Lettres du vice-roi de Naples, écrites à l'Empereur, 1536.

N° 39. Lettres de don Çapata de Cardenas, ambassadeur en Savoie, écrites à l'Empereur, 1537.

Lettres du marquis del Guasto, commandant en chef de l'armée impériale dans le Milanais, écrites à l'Empereur, 1537.

N° 40. Ratification originale du roi Louis XIII, de l'accord fait avec Sa Majesté Catholique touchant la Valtelline, à Fontainebleau, le 12 mai 1626.

N° 41. Ratification originale, donnée par Louis XIII, le 12 novembre 1612, du traité de mariage entre lui et l'infante doña Anna, fille de Philippe III, conclu à Madrid, le 22 août précédent.

N° 42. Plein pouvoir original donné par la reine régente au duc de Mayenne, le 19 juillet 1612, pour traiter du mariage de son fils Louis XIII avec l'infante doña Anna.

N° 43. Même plein pouvoir donné par Louis XIII, le 17 juillet 1612.

N° 44. Dispenses du pape pour le mariage de Philippe IV avec Isabelle de Bourbon.

N° 45. Ratification originale, donnée par Louis XIII, de la convention relative aux frontières de la Navarre, à Paris, le 5 décembre 1614.

N° 46. Convention entre les rois de France et d'Espagne, relative à la bonne correspondance entre la Navarre et la France, conclue à Paris, le 5 décembre 1614.

N° 47. Copie de la convention faite en 1615, pour ajuster les différends relatifs à la Navarre, avec l'entérinement d'icelle et la ratification originale du roi.

N° 48. Pouvoir original donné par Louis XIII au duc de Lerma, pour célébrer son mariage avec l'infante doña Anna, 13 octobre 1615.

N° 49. Lettres originales de Louis XIII au roi d'Espa-

gne et au duc de Lerma, touchant le choix de celui-ci pour célébrer son mariage avec l'infante, 11 octobre 1615.

N° 50. Instrument original de l'acte de mariage de la princesse Isabelle avec Philippe IV, le 18 octobre 1615.

N° 51. Lettres originales de la reine Marie de Médicis, en date du 19 octobre 1615, qui nomment le duc de Guise pour accompagner jusqu'aux frontières d'Espagne la princesse Élisabeth, sa fille, mariée le 18 au prince Philippe, fils de Philippe III.

N° 52. Lettres originales de Louis XIII, du 20 octobre 1615, donnant commission au même duc de recevoir à la frontière de France l'infante doña Anna, dont le mariage avec lui a été célébré à Burgos.

N° 53. Lettres originales de Louis XIII, du 19 octobre 1615, donnant la même commission au duc.

N° 54. Ratifications, données par Louis XIII et la reine sa mère, à Paris, le 13 juillet 1611, des traités patents et secrets conclus avec Philippe III, pour le mariage de Louis XIII avec l'infante doña Anna, et du prince Philippe avec la princesse Élisabeth, sœur du roi de France.

D.

N° 1. Une seule pièce. (*Copie*).

N° 2. Quinze pièces, la plupart originales, étant des traités entre la France et la Castille, du quatorzième et du quinzième siècle. (Le traité d'Arras, original, en faisait partie; il a été déposé dans l'armoire de fer.)

N° 3. Une quarantaine de traités, la plupart originaux, entre l'Espagne et la France, de 1501 à 1517, avec plu-

sieurs autres pièces, et notamment deux instructions originales données à Burgos, le 25 mai 1524.

N° 4. Traités originaux et en copie entre la France et l'Espagne, 1524 à 1533.

N° 5. Traités (en copie) entre la France et l'Espagne, avec des instructions et autres pièces y relatives, 1536 à 1544.

N° 6. Traités entre l'Espagne et la France (en copie), de 1555 à 1612, avec quelques pièces y relatives.

N° 7. Un paquet de lettres et pièces diverses, la plupart sans date d'année, d'autres écrites en 1530. Les lettres sont adressées à l'Empereur.

N° 8. Une seule pièce.

N° 9. Consultes du conseil d'État et quelques autres pièces, des années 1634 à 1674, avec lacunes, sur les affaires avec la France.

N° 10. Consultes du conseil d'État sur les négociations avec la France, en 1679.

N° 11. Consultes du conseil d'État, de 1680.

N° 12. Consultes du conseil d'État, de 1681.

N° 13. Consultes du conseil d'État, de 1682.

N° 14. Consultes du conseil d'État touchant les négociations avec la France, en 1683 et 1684.

N° 15. Consultes du conseil d'État, de 1685.

N° 16. Consultes du conseil d'État, de 1686.

N° 17. Consultes du conseil d'État, de 1687 (avec une liasse d'actes de 1697.)

N° 18. Consultes du conseil d'État, de 1688.

N° 19. Consultes du conseil d'État, de 1689.

N° 20. Consultes du conseil d'État, de 1698.

N° 21. Consultes du conseil d'État, de 1699.

N° 22. Dix-sept consultes originales, des années 1667 et 1668, avec pièces jointes, touchant la paix d'Aix-la-Chapelle.

N° 23. Consultes du conseil d'État et pièces jointes, de l'année 1675.

N° 24. Consultes du conseil d'État et autres pièces de l'année 1634, touchant l'entreprise sur Marseille.

N° 25. Consultes du conseil d'État touchant les comptes du marquis de la Fuente de son ambassade en Allemagne, 1664-1674.

N° 26. Instructions aux ambassadeurs envoyés en France, de 1603 à 1667.

Minutes de dépêches de diverses années, depuis 1616 jusqu'à 1674.

N° 27. Dépêches du roi à ses ambassadeurs en France, de 1679 et 1680.

N° 28. Minutes des dépêches aux ambassadeurs en France, de 1681-1685.

N° 29. Minutes des dépêches aux ambassadeurs en France, 1686-1689.

N° 30. Minutes des dépêches aux ambassadeurs, de 1698 et 1699.

E.

N° 1. Décrets et dépêches relatifs aux différends entre Fontarabie et Andaye, 1664. Cent quarante-six pièces.

F.

N° 1. Papiers concernant les représailles exercées sur les biens des Français en 1635, 1665, 1667, 1683, 1684, 1689.

G.

N° 1. Lettres de l'ambassadeur d'Espagne à Venise, écrites à Philippe II en 1579.

N° 2. Lettres du même au même, 1582.

N° 3. Lettres du même au même, 1589-1590.

N° 4. Lettres du même au même, 1591-1592.

N° 5. Lettres du même au même et à Philippe III, 1597-1599.

N° 6. Lettres du même à Philippe III, 1600-1601.

N° 7. Lettres du même au même, 1608-1609.

H.

N° 1. Petite liasse de pièces concernant la reine Éléonore et ses mariages avec les rois de Portugal et de France.

K.

N° 1. Renonciation originale de Philippe V à la couronne de France, donnée le 5 novembre 1712.

Deux autres pièces. (*Copies.*)

M.

N° 1. Consultes originales du conseil d'État touchant

les affaires du comté de Bourgogne, pendant les années 1660-1668.

N° 2. Pareilles consultes pour 1669.

N° 3. Pareilles consultes pour 1670.

N° 4. Pareilles consultes pour 1671.

N° 5. Pareilles consultes pour 1672.

N.

N° 1. Copies, traduites en espagnol, du testament et des codicilles de la reine Éléonore de France.

(Ces pièces étaient aussi en original dans la liasse; on les en a extraites, pour les placer dans l'armoire de fer.)

O.

N° 1. Consultes et dépêches relatives aux affaires du duc Charles de Lorraine et à sa détention, de 1654 à 1657.

N° 2. Minutes de dépêches du roi et des ministres, de 1658, parmi lesquelles il y en a plusieurs adressées au marquis de Caracena et à don Esteban de Gamarra, ambassadeur à la Haye. (Une partie de ces dépêches concerne les affaires des Pays-Bas.)

N° 3. Consultes originales, dépêches du roi et de différents ministres, concernant le duc Charles de Lorraine, 1659.

N° 4. Pièces de la même nature, 1656 et 1657.

P.

N° 1. Volumineuse liasse contenant des lettres, rela-

tions et autres pièces, de l'année 1536, concernant des affaires de la couronne d'Aragon.

N° 2. Lettres écrites à l'Empereur, en 1537, de Perpignan, Barcelone et autres lieux de Catalogne, concernant les affaires de ces pays.

N° 3. Lettres écrites à l'Empereur, en 1538, par le vice-roi de Catalogne, le commandant de Perpignan et d'autres ministres et officiers, touchant les affaires de cette province.

(Il s'y trouvait cinq lettres originales de Charles-Quint à l'impératrice; elles ont été déposées en l'armoire de fer.)

N° 4. Lettres des mêmes pour 1539.

N° 5. Lettres des mêmes pour 1540.

N° 6. Lettres des mêmes pour 1541.

N° 7. Lettres du vice-roi d'Aragon et d'autres ministres et officiers, 1541.

N° 8. Lettres des mêmes pour 1542.

N° 9. Lettres des mêmes pour 1543.

N° 10. Lettres des mêmes pour 1544.

N° 11. Lettres des mêmes pour 1545.

N° 12. Lettres de Philippe II, prince d'Espagne, et des vice-rois d'Aragon, de Valence et de Catalogne, écrites à l'Empereur en Flandre.

Lettres de Philippe auxdits vice-rois et à d'autres ministres, 1546.

N° 13. Lettres des vice-rois d'Aragon, de Valence et de Catalogne au prince Philippe, etc., 1548.

N° 14. Lettres écrites, en 1590, 1591, 1592, au roi et à ses ministres, par ses officiers à Perpignan et Tarragone.

N° 15. Quelques consultes du conseil d'Aragon, de 1640 et 1641.

Q.

N° 1. Pièces diverses, parmi lesquelles il y a plusieurs lettres de don Francisco de Vargas, ambassadeur à Rome, écrites en 1562, sur les affaires du concile de Trente, et une lettre de l'empereur Ferdinand à Philippe II, du 12 août 1563, sur le même sujet.

R.

N° 1. Énorme volume, contenant un recueil d'actes du concile de Bâle, écriture du temps.

III.

La dernière fois que j'ai compulsé la collection de Simancas (c'était en 1857), elle était encore dans l'ordre où l'avait rangée M. Guiter, et il n'en existait d'autre inventaire que le sien. Il est probable que rien n'a été changé depuis à cet état des choses.

En 1850, un des employés les plus instruits de la section historique des Archives, M. Douët d'Arcq, fit, sur la Collection de Simancas, un rapport qui n'a pas été, que je sache, livré à la publicité. On apprend, par ce rapport, que M. Guiter avait retiré de la Collection, pour les placer dans la salle du Trésor des chartes, dont elles occupent encore aujourd'hui le dix-septième tiroir, quarante-neuf lettres autographes de souverains et de princes, parmi lesquelles il y en avait quatre de Charles-Quint.

On voit, dans le même rapport, que, outre les deux

cent quatre-vingt-quatre liasses dont j'ai donné l'énumération, le fonds de Simancas comprend deux cartons de PIÈCES RÉSERVÉES.

Le premier est intitulé : *Archives de Simancas; actes réservés pour les Archives du royaume de France*. Il renferme :

1. Traité du 8 mai 1463 entre Louis XI et Henri IV de Castille.

2. Traité de 1505 entre Louis XII et Ferdinand le Catholique. Soixante pièces.

3. Lettres de Louis XII du 27 mai 1504 et du 12 octobre 1505, concernant les confédérés qui devaient être compris dans la trêve avec l'Espagne.

4. Cinq pièces relatives au mariage de Ferdinand le Catholique avec Germaine de Foix, 1505.

5. Lettre de la reine Marie, régente des Pays-Bas, du 18 juillet 1536.

6. Lettres de Philippe II, du . . décembre 1583 et du 22 mai 1593.

7-19. Traité des Pyrénées de 1659, avec les pleins pouvoirs des ambassadeurs et autres instruments relatifs à ce traité.

20. Pouvoirs de Charles II d'Angleterre pour traiter avec l'Espagne, 9 juillet 1680.

21. Testament de Charles II d'Espagne, du 1^{er} novembre 1700.

L'autre carton, intitulé : *Archives de François I^{er} trouvées à Simancas*, contient :

1. Quittance de vingt-cinq mille écus d'or donnée par l'empereur Maximilien à Ferdinand le Catholique, 1510.

2. Lettre de la reine Claude, femme de François I^{er}, à Ferdinand le Catholique, 1515.

3. Liasse de quatre pièces où se trouve l'original de la renonciation de Philippe V au trône d'Espagne, du 5 septembre 1712.

4. Vingt-quatre pièces originales concernant le royaume de Naples. Ces pièces furent remises par François I^{er} à Charles-Quint, suivant un état y joint et revêtu de la signature de François I^{er}.

En terminant cette notice, qu'il me soit permis de me rendre l'organe d'un vœu que j'ai plus d'une fois entendu exprimer : c'est que les pièces dont se compose la Collection de Simancas, et spécialement les correspondances diplomatiques, soient rangées chronologiquement et reliées. Cet arrangement, conforme d'ailleurs à celui qui de tout temps a été mis en pratique aux Archives des Affaires étrangères, faciliterait beaucoup les recherches; il assurerait en même temps la bonne conservation des pièces; il empêcherait enfin que le désordre n'y fût introduit par les personnes qui les consultent. Ce sont là des motifs qui ne sauraient être indifférents à une administration éclairée, et il suffit de savoir que les Archives de l'Empire ont à leur tête M. le comte Léon de Laborde, pour avoir la certitude qu'ils seront pris en considération.

II.

Étude bibliographique sur les chroniqueurs anglais, écossais et irlandais, depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'invention de l'imprimerie.

(Par M. ERNEST VAN BRUYSEL.)

Les relations politiques et commerciales entre les provinces belges, l'Angleterre, l'Irlande et l'Écosse, ont été si multipliées durant le moyen âge, que les annales de nos voisins d'outre-mer ne sauraient être étudiées avec trop d'attention par tous ceux qui s'occupent de l'histoire de notre pays. Les chroniques anglo-saxonnes complètent, en effet, par de précieux détails, les tableaux tracés par nos anciens écrivains, dont elles servent, en maintes circonstances, à corroborer l'exactitude et la véracité. Nos travaux d'exploration dans les archives et les bibliothèques d'Angleterre présenteraient une véritable lacune, si nous n'examinions ces sources historiques dont l'importance a été si souvent appréciée. Il nous a semblé que la publication de quelques notes bibliographiques, sur les chroniqueurs de la Grande-Bretagne, de l'Écosse et de l'Irlande, serait d'autant plus utile qu'il n'existe pas, que nous sachions, de notice détaillée sur l'ensemble de leurs ouvrages. On en a publié récemment, d'ailleurs, d'excellentes éditions, que nous serions heureux de contribuer à faire connaître sur le con-

minent. Notre travail contient, en outre, quelques détails sur plusieurs écrivains dont les œuvres sont encore inédites, et dont nous signalons les principaux manuscrits.

GILDAS. On a conservé sous le nom de ce personnage, dont la vie et l'origine ont fait l'objet de nombreuses discussions, une lettre sur la conquête de la Grande-Bretagne, *Epistola de excidio et conquestu Britanniae*. Ce traité, dont on connaît deux manuscrits dans la bibliothèque de Cambridge, a été publié pour la première fois par Polydore Vergile, in-8°, Londres, 1525; réimprimé à Augsbourg, 1534, in-8°; Bâle, 1541; Londres, 1563, in-8°; Londres, 1568, in-12; Bâle, 1568, in-12; Paris, 1576, in-12, et édité par Jos. Stevenson (publication de la Société anglaise d'histoire) à Londres, en 1838, in-8°. On le trouve aussi dans le recueil des « *Orthodoxographi* » et dans les collections suivantes : « *Rerum Britannicarum scriptores vetustiores et praecipui*, in-fol., Heidelbergae, 1587; — *Historiae Britannicae scriptores XV, ex vetustis codd. MSS. editi opera Thomae Gale*, Oxford, 1691, in-fol., t. I^{er}, p. 1; — *Britannicarum Gentium Historiae antiquae scriptores tres*, Copenhague, 1757, in-8°; — Ricardus Corinensis, Gildas Badonicus, Neunius Banchorensis, recens. Car. Bertramus, in-8°, Hauniae, 1757; — *Materials for the History of Britain*, édité par M. Petrie, sous les auspices de la commission des Records; — Leland, *Collectanea*, vol. III, pp. 61-72. » Il existe deux traductions anglaises du *De Excidio*; savoir : « *The epistle of Gildas* », by Thomas Habington, in-8°; Londres, 1638, in-12; Londres, 1641, in-12; Londres, 1652, et Gildas, by rev^d. J.-A. Giles, in-8°; Londres, 1841; réimprimée en 1848 dans l'*Antiquarian library* de Bohn.

NENNIUS, abbé de Bangor. Quelques biographes supposent qu'il écrivit vers 620 et qu'il se réfugia à Chester après la ruine de son monastère. On lui attribue un *Eulogium Britanniae, sive Historia Britonum*, allant de 796 à 994. Il existe dans la bibliothèque Cottonienne, au Musée britannique, un manuscrit latin de cet ouvrage. Il a été publié, avec une version anglaise et des notes, par le rév. W. Gunn, in-8°, Lond., 1819; puis édité par Jos. Stevenson (publication de la Société anglaise d'histoire), in-8°, Londres, 1838, et par Gale « *Historiae Britannicae scriptores XV* », pp. 93-139. Le rév. J.-A. Giles en a donné une traduction anglaise, qui a été publiée avec celle de Gildas.

TYSILIO, évêque gallois. La chronique, qui fut traduite par Geoffroi de Monmouth (très-incorrectement d'après le « *Cambrian Register* », 1 vol., pp. 348 et suiv., in-8°; Lond., 1796), du gallois en latin, est attribuée à Tysilio. Elle est imprimée dans Owen « *Myvyrian archaology of Wales* »; 3 vol. in-8°; Lond., 1801-7. Une version anglaise en fut publiée par le rév. Peter Roberts, dans la « *Collectanea Cambrica* »; Lond., 1811, in-4°.

RALPH DE DICETO, doyen de Saint-Paul, à Londres, en 1210, est l'auteur d'un travail sur l'histoire d'Angleterre avant la conquête, *Historia compendiosa de Regibus Britonum usque ad saec. VII*. On le trouvera dans les recueils des « *Scriptores Anglici* », édités par Twysden et par Gale. Plusieurs des ouvrages du même auteur sont restés inédits (1).

(1) Voir Dom Bouquet, *Recueil des historiens des Gaules*, tom. XIII, XVII, et les MSS de la Bibl. Cottonienne Tib. A. IX. 23 b; — Claud. E. III. 1 b; — Faust. A. VIII. 104.

PIERRE LANGTOFT. Il était chanoine à Bridlington, dans le Yorkshire, et écrivit, en vers français, une chronique qui comprend l'histoire légendaire de l'Angleterre, de Brute à Cadwallader. Il en existe un manuscrit à la bibliothèque Cottonienne, MS. Julius A. v., et un autre dans les collections appartenant à la cathédrale de Lincoln. Ce poème, qui n'est qu'un abrégé de la chronique de Geoffroi de Moumouth, paraît encore inédit. Il commence par ces vers :

Deus. le tot pussaunt, ke ceel e terre créa,
Adam, nostre père. homme de terre fourma;
Naturaument puruyst, quant il ordina
Ke homme de terre venuz en terre revertira...

Et se termine par ceux-ci :

Peres de Langetoft, trové n'ent plus que dit,
K'il n'ad complý e mys en tel escryt;
Les troubles ad lessé, à iriter se prist;
Nul autre trovera homme ke le lyst
Qui noun li latymers en sun latyn mentist.

BÈDE. Il naquit en 673, dans un village du Northumberland, et mourut, suivant les meilleures autorités, le 26 mai 735, moine au couvent de Saint-Pierre, dans le diocèse de Durham. Son principal ouvrage a pour titre : *Historia ecclesiastica gentis Anglorum*, en cinq livres, et fut imprimé pour la première fois par Hen. Eggesteyn, vers 1473; il en existe une autre édition due à Conrad Fyner d'Essling, de 1474. On le réimprima avec Eusèbe, in-fol., Argent., en 1500; puis seul, en 1506; de nouveau avec Eusèbe, en 1514. Il en existe plusieurs éditions belges : celle d'Anvers, in-fol., 1550; celle de Louvain, in-12, 1566. On trouve encore l'*Historia ecclesiastica* dans le recueil

de Renatus Laurentius « *Historia christiana veterum Patrum* » in-fol., Par., 1583; dans les « *Rerum Britannicarum scriptorum vetustiores ac praecipui*, » de Jérôme Commenlinus, in-fol., Heidelb., 1587, et dans les réimpressions d'Heidelb., 1587, in-12; Col. Agr. 1601, in-12; de Chifflet, in-4°, Par., 1681; de John Smith, in-fol., Cant., 1722; de Jos. Stevenson (publ. de la Société anglaise d'histoire) in-8°; Lond., 1838. Leland, dans son recueil « *Collectanea* », vol. III, pp. 118-157, en a donné des extraits. La plus récente de toutes ces éditions est celle de Giles, Lond. 1847, in-8°. Le roi Alfred le Grand traduisit l'ouvrage de Bède en anglosaxon; cette version, accompagnée de l'original latin, fut imprimée à Cambridge en 1644, par Wheloe, un vol in-fol. Il en existe une version anglaise par J. Stapleton, in-4° Anvers, 1565, et in-8° S'-Omer, 1622; une autre par John Stevens, in-8°, Lond. 1723; une troisième par le Rév. W^m Hurst, in-8°, Lond., 1814.

On possède encore un autre ouvrage de Bède, souvent imprimé séparément *De temporibus, sive de sex aetatibus hujus seculi liber*, de la création jusqu'en 724, in-4°, Venet., 1505; in-4°, Paris, 1507.

Il existe différentes éditions des œuvres complètes du saint moine anglais : celle de Bade en huit vol. in-fol., 1563; celle de Col. Agr., 1612 et 1688. On porte ordinairement le nombre des écrits authentiques ou supposés de Bède à cent quarante-cinq. Ce sont, pour la plupart, des commentaires sur l'Écriture sainte, ou des extraits des pères de l'Église, dont Wharton entreprit la publication, d'après la bibliothèque du palais archiépiscopal, à Lambeth. La Bibl. Cotton. contient un Évangile latin, avec glose anglosaxonne, écrit avant 720, et qui paraît avoir appartenu au vénérable Bède lui-même.

ASSER, prélat anglais du neuvième siècle, né dans le pays de Galles. Après avoir passé quelque temps chez les bénédictins de Saint-David, il vint à la cour du roi Alfred, dont il fut le compagnon et l'ami et dont il écrivit la vie *Aelfredi regis res gestae*. Cet ouvrage fut publié pour la première fois, à la fin de l'histoire de Walsingham, en 1574, par l'archevêque Parker. Il fut remis en lumière par Camden, en 1603, et réimprimé à Oxford en 1722. Asser mourut vers 910. Un autre travail, le *Chronicon fani sancti Neoti*, ainsi appelé pour avoir été découvert dans le monastère de saint Néot, lui est également attribué, mais sans apparence de fondement (1). On peut le lire dans Gale « Hist. Brit. scriptores XV. »

ETHELWERD vivait au onzième siècle. La chronique latine qui porte son nom est divisée en quatre livres et finit au règne du roi Edgar. Elle fait partie du recueil de Savile « *Rerum Anglicarum scriptores* » et de la compilation éditée par la commission des Records « *Materials for the history of Britain*. »

EALRED, abbé de Revesby, dans le comté de Lincoln, naquit en 1109, et fut élevé en Écosse. *Vita regis Edwardi confessoris*. Voir cet ouvrage dans Twysden. « *Historiae Anglicanae scriptores X*; » — Bollandus, « *Acta Sanctorum*. » in-folio, Anvers, 1643, 5 janv., vol. I, p. 293; — Surius, « *Vitae Sanctorum*. » 6 vol. in-folio; — Cap-

(1) Le *Chronicon fani sancti Neoti* s'étend de l'invasion de Jules César à 914, et la chronique saxonne place la mort d'Asser en 910, d'autres même en 883. Voy. Balus, *de Script. Brit.*; Pitseus, *de Script. angl.*; Godwin, *de Episcop. Sarisbur.*; Vossius, *de Hist. lat.*

grave, « Nova Legenda Anglie. » in-folio; Lond., imprimé par Wynkyn de Worde, 1516.

JEAN FORDUN, né à Fordun, village du comté de Mearns, dans la première partie du quatorzième siècle, mort vers 1386. *Scoti-chronicon, sive Scotorum historia*. Imprimée dans les « *Historiae Britannicae, Saxonicae, etc.*, scriptores XV » de Gale; Oxford, 1691, in-folio, p. 563-701. La première édition complète de cette histoire parut par les soins de Hearne, sous le titre de « *Joannis de Fordun, Scoti, chronicon*; Oxford, 1722, 5 vol. in-8°. Walter Goodall en donna une édition plus complète et plus soignée, intitulée : « *Joannis Fordun, Scoti-chronicon, cum supplementis et continuatione Walteri Boweri*; » Edimb., 1759; 2 vol. in-folio (1).

MARIANUS SCOTUS. Il nous apprend qu'il naquit en 1028; il se retira en 1059 dans l'abbaye de Fulde, et mourut à Mayence en 1086. Il était parent du vénérable Bède. On a de lui une chronique : *Chronicon universale a creatione mundi, libris tribus, per aetates sex usque ad annum Christi 1083*. Cet ouvrage a été continué jusqu'à l'an 1200 par Dodechin, abbé de Saint-Désibod, au diocèse de Trèves, et publié à Bâle, en 1559, in-folio, par Basile-Jean Herold, qui y joignit d'autres chroniques. Voir aussi le premier volume des « *Rerum Germanicarum scriptores* » de J. Pistorius, in-folio, Franc., 1601, et le 1^{er} vol. p. 441 de la même collection, éditée par Struvius, in-folio; Ratis-

(1) Walter Bower fut l'auteur de cette partie de la chronique qui s'étend de 1086 à 1460.

bonne, 1723. Il s'en trouve également quelques extraits dans le recueil de Leland « *Collectanea* », vol. III, pp. 276-289.

TIGERNACH. Il était abbé de Cloyne, dans le comté de Cork. On lui doit les *Annales Hibernici*, qui commencent 305 avant J. C., et furent continuées jusqu'à la mort de l'auteur. Ces annales sont imprimées dans O'Conor « *Rerum Hibernicarum scriptores* », vol. II, pp. 1-314.

INGULPH, secrétaire de Guillaume le Conquérant, naquit vers 1030, et mourut en 1109. Il fut nommé abbé de Croyland, dans le comté de Lincoln, et gouverna ce monastère pendant près de trente-cinq ans. On lui attribue une histoire de cette abbaye, *Historia monasterii Croylandensis*; mais plusieurs critiques habiles, parmi lesquels Henri Warton, Hicks, sir Francis Palgrave et autres, ont émis des doutes sur l'authenticité de ce monument, qui pourrait avoir été composé par quelque moine au treizième ou au quatorzième siècle, d'après des notes émanant de l'abbé Ingulph. L'histoire de Croyland, de 664 à 1091, est publiée dans Saville « *Rerum Anglicarum scriptores* » pp. 850-914, et avec une continuation par Pierre de Blois, doyen de Londres, dans Fulman « *Scriptores* », pp. 1-132.

ANNALES INISFALENSIS. Les annales de l'abbaye d'Inisfallen, comté de Kerry, province de Munster, sont très-estimées par ceux qui se sont occupés de l'histoire de l'Irlande. Voir Nicolson « *The english, scotch and irish historical libraries*; » Lond., 1736, in-folio, pp. 17-21.

FLORENCE DE WORCESTER, moine bénédictin dans la

cité de ce nom. On suppose qu'il mourut vers 1119; son ouvrage, *Chronicon ex chronicis*, qu'il termina jusqu'en 1118, fut continué par un moine du même monastère, jusqu'en 1141, in-4°, Londres, 1592, et dans les « *Materials for the history of Britain.* » de la commission des Records.

EADMER, savant bénédictin anglais, de la congrégation de Cluni. Il vivait vers la fin du onzième et au commencement du douzième siècle; il mourut, selon Fabricius, l'an 1137. On lui doit une histoire de son temps, *Historia novorum*, publiée avec des notes par Selden, Londres, 1623, in-folio, et réimprimée en 1675 avec les œuvres de S. Anselme, par le bénédictin Gerberon. Voir aussi Leland « *Collectanea,* » pp. 220-223.

ORDERICUS VITALIS. Il était d'origine française, et naquit en Angleterre, en 1075. Il entreprit, par ordre de Roger, abbé de Saint-Évroul, une *Historia ecclesiastica*, divisée en trois parties, dont la première contient deux livres, la seconde quatre et la troisième sept. Elle se trouve dans Du Chesne « *Historiae Normannorum scriptores antiqui,* » (p. 319), in-folio, Lut. Par., 1619, et fut éditée par Aug. le Prevost, sous les auspices de la Société de l'histoire de France, volumes 1 et 2 de la collection. Une partie de l'œuvre d'Ordéric Vital, savoir, de 1066 à 1070, est imprimée p. 173 du travail du baron François Masère « *Historiae Anglicanae circa tempus conquestus Angliae selecta monumenta* »; in-4°, Lond., 1807.

GUILLAUME SOMMERSET DE MALMESBURY, bénédictin anglais, florissait dans le douzième siècle. On cite de lui :

Regalium, sive de rebus gestis regum Anglorum, libr. V. Cette histoire commence à l'époque de la première invasion des Saxons (vers 449) et finit à la douzième année du règne de Henri I^{er}. Il a laissé un autre ouvrage : *de Historia novella* libri II, qui va de 1127 à 1143. Il en existe une édition par T. D. Hardy (publ. de la Soc. ang. d'histoire), in-8°, Lond., 1840. Voir aussi Saville « *Rerum Anglicarum Scriptores* » (p. 5); Leland, vol. I, p. 136-151, et vol. III, pp. 234-243. Les écrits de Malmesbury furent traduits en anglais par le rév. John Sharpe, in-4°, Lond., 1815.

ALURED DE BEVERLY. Il était chanoine et trésorier de l'église de Beverley. Vossius place la date de sa mort en 1126, mais Pits la recule jusqu'en 1136. *Annales, sive historia de gestis regum Britanniae*, édité par Th. Hearne, in-8°, Oxon. 1716. On en trouve des extraits dans Leland, déjà cité, vol. III, pp. 223-229. Bale (Scriptor.) et d'autres critiques la prennent pour une compilation extraite de l'ouvrage de Geoffroy de Monmouth, « *Deflorationes Galfredi* » V. aussi Tanner, « *Biograph. Britan. Hib.* »

SIMÉON DE DURHAM, moine bénédictin de cette ville. *De gestis regum Anglorum ab anno 616 usque ad an. 1130, cum continuatione usque ad 1156 per Joannem priorem Hagustaldensem*. Il mourut probablement vers 1130. L'histoire des rois d'Angleterre, ainsi que l'ouvrage que Siméon a consacré à l'église de Durham, ont été imprimés parmi les « *Decem scriptores* » de Twysden. Thomas Bedford a donné, en 1732, une édition du dernier travail de Siméon en 1 vol. in-8°. Voyez D. Bouquet, « *Recueil des historiens des Gaules, etc.*, » tom. XIII, 1738, etc., in-fol. et une

traduction des œuvres de Siméon dans la collection dite des « Church historians of England, vol. IV, part. 2, sous ce titre : « The historical works of Simeon of Durham, translated from the original latin, with preface and notes by the reverend J. Stevenson. »

ANNALES ULTONIENSES. La chronique connue sous le nom d'« Annales d'Ulster » s'étend de 431 à 1131. On la trouve dans le vol. IV de la collection d'O'Connor « Rerum Hibernicarum scriptores. » Il existe une version de ces annales, moitié anglaise, moitié latine, dans un MS. du Musée Britannique, n° 4795 du catalogue Ayscough, et qui va jusqu'en 1305.

RICHARD DE DEVIZES, moine bénédictin de Winchester. Il écrivit : 1° *Tempora regis Ricardi I*; 2° *Epitome rerum Britannicarum*. Ce dernier ouvrage commence par la légende de Brute et se termine avec le règne d'Étienne; l'autre fut mis au jour par la Société anglaise d'histoire, grâce aux soins de Jos. Stevenson, in-8°, Lond., 1838, et traduit par le révérend J.-A. Giles, in-8°, Lond., 1841.

RALPH DE DICETO, déjà cité plus haut pour son *Historia compendiosa de regibus Britonum*, produisit encore divers autres ouvrages, savoir : 1° *Abbreviationes chronicorum ab initio mundi ad 1147*, dont la dernière partie, à partir du pontificat de Grégoire le Grand, est dans Twysden « Decem scriptores; » 2° *Imagines historiarum*, de 1148 à 1200, également dans Twysden.

GESTA STEPHANI. Cette chronique anonyme, connue sous le titre de *Gesta Stephani regis Anglorum et ducis Nor-*

mannorum, est imprimée dans Du Chesne « *Historiae Normannorum scriptores*, » pp. 927-975, in-fol., Paris, 1619.

HENRI DE HUNTINGDON, chanoine de Lincoln, doyen de Huntingdon, en Angleterre. *De rebus gestis regum Angliae libri octo*, depuis la conquête de l'île par Jules César, jusqu'à la mort du roi Étienne. Voir Savile « *Rerum Anglicarum scriptores* » et quelques extraits dans Leland « *Collectanea*, » vol. I^{er}, pp. 189-199, et vol. III, pp. 289-306; — Bouquet, « *Recueil des historiens des Gaules, etc.* » tom. XI, 13, 1738, in-fol.; — Migne (J.-P.) « *Patrologiae cursus completus, etc.*, » tom. 195, 1844, in-4°. La chronique de H. de Huntingdon a été traduite, en anglais, par F. Forester, dans la collection éditée par H.-G. Bohn « *Antiquarian Library*, » 1847, in-8°.

RICHARD DE HEXHAM, chroniqueur anglais du douzième siècle, prieur de l'abbaye de Hexham dans le Northumberland. 1. *De gestis regis Stephani*. On peut consulter cet ouvrage dans Twysden « *Historiae Anglicanae scriptores X.* » 2. *Gesta regis Henrici II*. Il existe au Coll. corp. Chr. à Cambridge, une *Chronica brevis a principio mundi ad Henricum V imperatorem* (n° CXXXIX), mais dans le catalogue des MSS. angl. et Hib., on lui donne le nom de *Chronica Adonis*. Le révérend J. Stevenson a fait une traduction anglaise de l'histoire du roi Étienne « *The acts of king Stephen and the battle of the Standard*, » qui a été imprimée dans la collection des « *Church historians of England*, » vol. IV, part. I, 1853, in-8°.

CHRONIQUE SAXONNE. La chronique saxonne comprend les événements qui se sont écoulés depuis la naissance du

Christ jusqu'à la mort du roi Étienne. Une partie de cette compilation a été mise au jour par Abr. Wheloc, en même temps que l'histoire ecclésiastique de Bède; elle a été publiée également par Edm. Gibson, avec une version latine, in-4°, Oxon., 1692; par le révérend James Ingram, avec une version anglaise, in-4°, Lond., 1823. Miss Gurney en fit imprimer une traduction à Norwich, in-8°, 1819, mais sans en permettre la vente, et à un petit nombre d'exemplaires.

CARADOC, historien gallois, né vers la fin du onzième siècle, mort vers l'an 1156. *Brut y Tywysogion*, histoire des rois de Galles, depuis la mort de Cadwallader jusqu'au milieu du douzième siècle. Elle fut écrite primitivement en latin, mais l'original en est perdu, et l'on ne possède plus que la traduction galloise dont nous venons de donner le titre. On peut lire cette dernière dans Owen « Myvyrian Archaeology of Wales, » 3 vol. in-8°, Lond., 1801-7. Il en existe également une version anglaise : « The historie of Cambria, now called Walls, a part of the most famous yland of Brytaine, written in the Brytish language above two hundreth yeares past, translated into English by H. Lhoyd, gentleman, corrected, augmented and continued (de 1156 à 1282) by David Powel » in-4°, Lond. Elle fut revue par R. Newberie et H. Denham, en 1584; augmentée par W. Wynne, in-8°, Lond., 1697 et 1702.

RALPH NIGER, du comté de Suffolk, fut banni par Henri II. On a de lui : 1° *Chronicon succinctum de vitis imperatorum et tam Franciae quam Angliae regum, a Christo incarnato usque ad annum 1206*. MS. Bib. Reg. Brit. Mus. 13 A. XII; 2° *Chronicon a condito mundi*, jus-

qu'en 1161 ; continuée jusqu'en 1178, dans le MS. Cotton. Vespasian. D. X; jusqu'en 1192, dans le MS. Cleop. C. X., et jusqu'en 1168 par Ralph de Coggeshal, dans le MS. n° XI de la collection des Hérauts; 3° *De regibus Angliæ a Gulielmo primo*; 4° *Initia regis Henrici tertii*.

Voir une publication de la société Caxton, de Londres, « The chronicles of Ralph Niger new first edited by.... R. Antruther. » Lond., 1850, in-8°.

CHRONICON COENOBII SANCTÆ CRUCIS EDINBURGENSIS. Cette chronique commence à l'arrivée de Jules César sur le sol britannique, et va jusqu'en 1163, en présentant simplement un résumé de Bède jusqu'en 734. La plus importante partie de l'ouvrage se trouve dans « l'Anglia sacra » de Wharton, vol. I, pp. 152-162, in-folio, Lond., 1691.

MAURICE REGAN, secrétaire et interprète de Dermot Mac-Murrough, roi de Leinster. Il écrivit une *Histoire d'Irlande*, en irlandais, dont il ne reste aucun fragment, de 1167 à 1173. On la traduisit en vers français, et, d'après cette traduction française, en anglais. La version anglaise fut imprimée par Walter Harris, pp. 1-22 de son « *Hibernica*, » in-folio, Dubl., 1757, et in-8°, 1770.

GÉRALD BARRY, appelé aussi Giraldus Cambrensis, né au château de Manorbears, vers l'an 1146. On a de lui : 1° *Topographia Hiberniæ*, en 3 livres; 2° *Historia Vaticinalis de expugnatione Hiberniæ*, en 2 livres. Ces deux ouvrages ont été publiés par Camden, à Francfort, en 1602. « L'*Historia vaticinalis* » a été traduite en anglais par John Hooker, d'Exeter, et publiée dans les chroniques d'Angleterre, d'Irlande et d'Écosse, de Holinshed; 3° *De*

Illaudabilibus Walliae; 4° *Itinerarium Cambriae*, en deux livres, donnant de curieux détails sur les croisades. Ce livre est suivi de la *Cambriae Descriptio*, du même auteur, et a été traduit en anglais, en 1806, par Colt Hoare.

RALPH DE COGGESHAL, religieux de l'ordre de Cîteaux, vivait à la fin du douzième et au commencement du treizième siècle. On suppose qu'il mourut vers 1228. Il a laissé : *Chronicon Anglicanum*, de 1066 à 1200, imprimée dans la coll. de Martene et Durand « *Veterum Scriptorum collectio* », vol. V, in-fol., Paris 1719; 2° *Libellus de motibus Anglicanis sub Johanne rege*, de 1213 à 1216, imprimé dans la même coll., ut supra; 3° *Chronicon terrae sanctae*, de 1187 à 1191. Cette chronique est d'autant plus précieuse que l'auteur a été témoin oculaire des faits qu'il rapporte (Voy. encore D. Martene, ut supra); 4° *Chronicon breve*, de 1114 à 1158. MS. collège des Heraults, xi.

BENEDICT DE PETERBOROUGH, abbé du couvent de ce nom. Il mourut, d'après Hearne, en 1194. Son ouvrage : *De vita et gestis Henrici II et Ricardi I*, a été édité par Hearne, 2 tomes, Oxon, 1755, in-8°, d'après un MS. de la bibl. Harl. Voy. aussi D. Bouquet, Recueil des hist. des Gaules, t. XIII, 1758, fol.

GEOFFROI DE VINESAUF, l'un des poètes les plus distingués du treizième siècle, accompagna le roi Richard en Orient. On lui doit : 1° *Historia seu itinerarium Ricardi Anglorum regis in Terram sanctam ab anno 1177 ad 1190*. Elle a été imprimée d'après un MS. très-défectueux dans les « *Gesta Dei per Francos* » de Bongars, et ensuite sur

une meilleure copie dans les « Script. hist. Angl. » de Th. Gale. 2° *Historia captionis Damietae*, de 1218 à 1217. Cet ouvrage se trouve également dans Gale, pp. 435-452. Voy. aussi Michaud, Bibl. des Croisades.

GUILLAUME DE NEUBRIDGE, né en 1136, à Bredlington dans le comté d'York, devint chanoine régulier de l'ordre de Saint-Augustin, dans le monastère de Neubourg (Newbury), d'où lui est venu, par corruption, le surnom de Neubrige. Son *Historia Angliae* a été publiée d'abord à Anvers, en 1567, in-8°, par les soins de Silvius, puis à Heidelberg, en 1587, in-fol., par Commelinus, dans ses « *Rerum Britannicarum scriptores vetustiores ac praecipui* », mais d'une manière plus complète à Paris, en 1610, in-8°, par Jean Picard. En 1719, Thomas Hearne en donna une nouvelle édition à Oxford, in-8°, avec de nombreuses corrections, les notes de Jean Picard, et trois homélies de Guillaume de Neubridge, qui étaient restées inédites. Voy. aussi quelques extraits dans Leland « *Collectanea* » pp. 226-230, vol. I^{er}. Il en existe une traduction, par J. Stevenson, dans les « *Church historians of England* », vol. IV, p. 2, 1853, in-8°.

JEAN BROMPTON vivait au seizième siècle. Il était bénédictin et abbé de Jorevall, dans le comté d'York. Une chronique qui porte son nom et qui s'étend de 588 à 1198, se trouve dans Twysden « *Decem Scriptores* ».

GERVAIS DE CANTORBÉRY, connu aussi sous le nom de « *Gervasius Dorobernensis* » était moine bénédictin. Sa chronique, *Chronicon rerum in Anglia gestarum ab anno MCXXII ad MCXCIX*, se trouve dans Twysden « *Decem*

Scriptores », col., 1334. Voy. aussi D. Bouquet, Recueil des historiens des Gaules, tomes XIII, XVII, in-fol.

ROGER DE HOVEDEN naquit à York, de parents nobles, et vécut jusque vers 1204, mais on ne connaît point l'époque exacte de sa naissance ou de sa mort. Ses *Annales* commencent en 731, époque à laquelle Bède cessa d'écrire, et s'étendent jusqu'à la 3^{me} année du règne du roi Jean, c'est-à-dire en 1202. Les « *Annales* » furent publiées pour la première fois par Savile, parmi les « *Historici Anglici* », en 1595, et réimprimées à Francfort en 1601, in-fol., en deux livres. Roger de Hoveden écrivit également, paraît-il, une « *vie de Thomas Becket* », ainsi qu'une « *Histoire des rois Northumbriens* », mais ces ouvrages sont perdus. Leland a imprimé quelques extraits des « *Annales* », vol. I^{er}, pp. 123-136, et vol. III, pp. 171-212, et H. T. Riley en a publié une traduction complète, avec notes et commentaires, dans « *l'Antiquarian library* » de Bohn, 1847, in-8°.

JEAN PIKE. Il écrivit une histoire qu'il intitula : *Suppletio historiae regum Angliae quantum ad reges Saxonum, Danorum et Normannorum*, et qui va jusqu'à la mort du roi Jean. Il en existe un MS. dans la bibl. Arundel, au Musée brit., n° 220; un autre MS. dans la bibl. Harl., même dépôt, n° 685. Le plus complet se trouve dans la bibl. Cotton., sous le n° Jul. D. VI.

WALTER DE COVENTRY, moine bénédictin de cette ville : 1° *Chronicon Britonum*; 2° *Anglo-Saxonum chronicon*; 3° *Annales Angliae vel Memoriale*, jusqu'en 1225. Il s'est beaucoup servi de Geoffroi de Montmouth, de Hoveden et

de Huntingdon, mais il les a complétés par quelques renseignements nouveaux. Le MS. Bodl. 355 renferme le premier de ses ouvrages, et tous trois se trouvent dans le MS. 175, bibl. du Coll. corp. Christi à Cambridge. Voy. aussi le MS. 110, même bibl., et le MS. Harl. 639. Quelques extraits des Annales ont été imprimés par Leland.

ANNALES DE MARGAN. C'est la chronique d'un monastère du Glamorgan, dans le pays de Galles, fondé par Robert, comte de Gloucester, en 1147. Elle commence en l'année 1066 et a été continuée jusqu'en 1232. Voy. Gale, « Hist. anglic. scriptores quinque », pp. 1-21.

TH. RUDBURN, junior, moine bénédictin de Winchester. *Breviarium chronicorum*, de Brute à 1234. Quelques extraits de cet ouvrage ont été imprimés dans le vol. II, pp. 404-430 de la « Collectanea » de Leland. Il existe un MS. de l'ouvrage de Rudburn dans la bibl. Cotton, Nero, A. XVII. La bibl. Harl., n° 156, renferme une chronique de Rudburn (Th.), en anglais, que l'on attribue à tort au moine de Winchester, car elle commence en 1316 et va jusqu'en 1418. Elle est l'œuvre d'un autre Th. Rudburn qui naquit dans le Wiltshire, fut doyen de Sudbury en 1413 et évêque de Saint-David en 1432.

ROGER DE WENDOVER, moine à l'abbaye de Saint-Alban, a laissé une *Chronica, sive flores historiarum*. Il en a été donné une édition par le rév. H. Coxe, en 4 vol. in-8°, Lond., 1841-42, sous les auspices de la Société anglaise d'histoire. L'ouvrage est divisé en deux parts; la première s'étendant de la création du monde à l'incarnation du Christ, et la seconde depuis cette époque jusqu'en 1235.

M. Coxe n'a pas publié la première partie, qui n'est autre chose qu'une compilation de la Bible, de Josèphe, de Méthodius, etc., ainsi que le commencement de la seconde partie (446 ans). Nicholson suppose que Matthieu Paris et Matthieu de Westminster se servirent largement de cette chronique, et lui firent des emprunts considérables. L'ouvrage de Roger de Wendover fut traduit en anglais par J.-A. Giles, sous le titre « Roger de Wendover, flowers of history »; Lond., 1849, in-8°.

ANNALES BUELLIANI, de 420 à 1245, font partie de la collection publiée par O'Conor; voy. vol. II.

ALEXANDRE D'ASBY, prieur du monastère d'Asby dans le Northamptonshire, vers l'an 1200 de J. C. Tanner, dans sa « Bibliotheca Britannico-Hibernica », donne la liste de ses ouvrages manuscrits. Parmi les écrits d'Alexandre, on remarque : 1° *Historiae Britanniae epitome*, dont il existe un MS. dans la bibl. du coll. du Corps du Christ, à Cambridge, n° CXXXVIII; 2° *De fastis seu sacris diebus*, cité par Fuller, « Church history », tome II.

RICHARD WALLINGFORD, né dans la ville de ce nom, sur les bords de la Tamise, devint moine dans le couvent des bénédictins de Saint-Albani. *Chronica de rebus Anglicis, ab ann. Chr. 449 ad 1035*, insérée dans les « Histor. Anglic. scriptor. », 1691, de Thom. Gale.

MATTHIEU PARIS naquit au commencement du treizième siècle, et prit, en 1217, l'habit religieux au monastère de Saint-Alban, ordre de Cluny. Il mourut en 1259. 1° *Historia major Angliae, a Gulielmo Normanno usque ad 1259*,

libris octo. Le manuscrit présenté autrefois par l'auteur à Henri III est conservé au Musée brit., sous le n° 14 C. VII, king's library. Cette chronique a été publiée par Matth. Parker, archevêque de Cantorbéry; Lond., 1571, in-fol.; in-fol. Zurich, 1589; in-fol. Zurich, 1606. Guill. Wats en a donné une meilleure édition, Lond., 1640, in-fol.; réimprimée à Paris, 1644, et à Londres, 1684, même format. A. Huillard-Breholles en publia une traduction française accompagnée d'une préface du duc de Luynes, qui parut à Paris en neuf vol. in-8°, 1840-1. L'« *Historia major* » de Matthieu Paris, jusqu'en 1235, consiste en des extraits et des passages de Roger de Wendover; 2° *Additamenta chroniconum*, de 1218 à 1258. Wats a publié cet écrit dans son édition de l'« *Historia major* »; 3° *Historia minor*. C'est un épitome de la grande histoire. On a encore de lui des Vies de plusieurs abbés du monastère de Saint-Alban. (Voir Oudin, « *Scriptor. eccles.* », tome III, 204-17, et les MSS. n° 56 « *Corp. Chr. coll. Camb.* » et Claudius D. VI de la bibl. Cotton.)

JOHN DE PETERBOROUGH. Il était, d'après Pits et Vossius, abbé de Peterborough, en 1340. On lui attribue un *Chronicon Angliae*, de 654 à 1259, continué jusqu'en 1568 par Robert de Boston.

L'évêque Patrick, dans son appendix à l'histoire de l'Église de Peterborough, due à Symon Guirton (in-fol. Lond., 1686, p. 312), réclame le *Chronicon Angliae* au nom de l'abbé Jean de Caletto, qui vivait en 1262, assertion combattue par Sparke, qui prétend que l'auteur de cet ouvrage est Jean Deeping, qui mourut en 1439. Il est démontré, au reste, qu'il n'existait pas d'abbé Jean de Peterborough en 1340.

Voyez cette chronique dans Sparke « *Historiae Anglicanae scriptores varii*, » in-fol., Lond., 1723.

ANNALES MONASTERII BURTONENSIS. Les annales de ce monastère, dans le comté de Stafford, s'étendent de 1004 à 1263. Elles sont très-incomplètes jusqu'au règne de Richard I^{er}, époque à partir de laquelle elles présentent une narration assez détaillée. Ces annales ont été imprimées dans l'ouvrage de Fulman. « *Rerum Anglicarum scriptores*, » pp. 246-448.

JEAN DE TAXTER. Il était moine à Bury, vers 1267, ainsi qu'il résulte des notes qui accompagnent sa chronique, dont on a conservé un MS. dans la bibl. Cotton., Jul. A. I. *Chronicon ab orbe condito ad Edwardum I Angliae regem.* Il en existe également un MS. dans la Bibl. des Hérauts, n° 6, MSS. de Norfolk.

CHRONICA DE MELROSE. Cette chronique s'étend de 735 à 1270. On la trouve dans la collection de Fulman « *Rerum Anglicarum scriptores*, » pp. 135-244, et elle a été imprimée sous les auspices du Bannatyne Club, in-4°, Edinb., 1835. Le révérend Stevenson en a donné une traduction anglaise, avec une préface et des notes; voy. le IV^{me} vol. de la coll. dite des « *Church historians of England*, » p. 1, 1853, in-8°.

ELIAS DE TRICKINGHAM, moine bénédictin de Peterborough; le Dr Pegge suppose qu'il était de Ramsey, dans le comté d'Huntingdon. On lui doit des *Annales*, allant de 626 à 1269. Samuel Pegge en a donné une édition en 1535; in-4°, Lond., 1789.

U. 10. 14

ROBERT DE GLOCESTER. On croit qu'il prit l'habit religieux dans l'abbaye de ce nom, et qu'il vivait à l'époque de la bataille d'Evesham. Il a laissé une chronique rimée, qui commence dès les premiers temps et se prolonge jusqu'à la mort de sir Henry d'Almaine (1271). Elle est écrite en anglo-saxon, et se compose de plus de 10,000 vers. Les meilleurs MSS. que l'on en connaisse sont conservés dans les bibl. Harl., Cotton. et Bodléienne. Il en existe également un exemplaire MS. dans la bibl. du coll. des Hérauts. Cet ouvrage fut publié, en 1724, par Hearne, avec traduction, en 2 vol. in-8°, dont on fit une réimpression en 1810. Le MS. 2027, bibl. Sloane, Brit. Mus., diffère de la version imprimée par Hearne.

HENRI SILEGRAVE, abbé de Ramsey, mourut, d'après Elias de Trickingham, en 1268. *Chronicon Angliae*, de l'arrivée des Saxons jusqu'au règne d'Henri III. Il en existe un MS. dans la bibl. Cottonienne, Cleop. A. XII, divisé en trois parties :

- (a) De primo adventu Anglorum in Angliam.
- (b) De divisione Angliae in septem regna.
- (c) De regibus Anglorum, ad regem Henricum III.

THOMAS SPROTT. Il était moine à l'abbaye de Saint-Augustin, à Cantorbéry. Sa *Chronica*, de la création jusqu'en 1272, fut continuée jusqu'en 1377. Cet ouvrage a été publié par Hearne, in-8°, Oxford, 1719. Voir le MS. Vitel. E. XIV, 243. Bibl. Cotton.

ANNALES WAVERLEIENSES. Waverley était un monastère du comté de Surrey, fondé en 1128. Les annales que nous citons ici vont de 1066 à 1291, et sont imprimées dans le

RECEIVED

recueil de Gale « *Historiae Anglicanae scriptores quinque* » pp. 129-243.

Voyez aussi dom Bouquet, Recueil des historiens des Gaules, tom. XVIII, fol. 1738, et le MS. Vesp. A. XVI, 21, bibl. Cotton.

JEAN DE OXENEDES. Il existe dans la bibl. Cotton. Nero D. II, un MS. de cet auteur, sous ce titre : *Chronica Johannis de Oxenedes monachi S. Benedicti de Hulmo* (dans le comté de Lancastre), *ab adventu Horsae et Hengisti in Britanniam, ad A. D. 1293, multis de fundatione et dotatione istius monasterii praemissis.*

GUILLAUME RISHAUGER, moine bénédictin de Saint-Alban, et historiographe d'Édouard I. Ses ouvrages sont : 1° *Opus chronicorum*, de 1263 à 1265; voyez le MS. Claud. D. VI, bibl. Cotton., fol. 97; 2° *Annales regni Edwardi I*, bibl. reg. MS. 14, C. I., Mus. Brit.; 3° *Appendix, seu continuatio Matthaei Paris*, de 1259 à 1322. On n'en connaît point de copie complète, mais il en existe des MSS. imparfaits, savoir : dans la bibl. Bodl. le MS. 462, qui s'étend jusqu'en 1272; dans la bibl. Roy. Brit. illus. le MS. 14. C. VII, qui va également jusqu'en 1272; dans la coll. Cotton., les MSS. Faust. B. IX, dont l'un s'étend jusqu'en 1306, et l'autre, Claud. E. III, jusqu'en 1297; dans la bibl. Corp. Chr. coll. camb., le MS. n° 56 allant jusqu'en 1272. La première partie de cet « Appendix » a été imprimé par Wats, à la fin de son édition de Matth. Paris, et le reste de l'ouvrage se trouve dans la chronique de Walsingham. IV. De *Bellis Lewes et Evesham*, édité par J. O. Halliwell pour la « Camden Society » sous le titre de « The Chronicle of William de Rishauger of the Barons' wars, in-4°, Lond.,

1840. V. *Annales regni Scotiae*. Cet écrit traite principalement des disputes relatives à la succession du trône d'Écosse, sous le règne d'Édouard I^{er}, et de l'invasion de l'Écosse par ce monarque. Voy. MS. Cotton. Claud. D. VI.

Guillaume de Rishauger, né en 1250, mourut vers 1322.

BARTHÉLEMY COLTON. Il existe un MS. de cet écrivain dans la Bibl. Cotton., Nero, C. V., sous ce titre : *Bartholom. de Colton, monachi Norwicensis, Historia anglicana, seu liber secundus de regibus Anglis, Dacis et Normannis*, ad A°. 1298. Voy. aussi quelques extraits du même ouvrage dans le MS. James 29, Bibl. Bodl. Conf. encore Wharton (H.) « *Anglia sacra* » I. part. in-folio, 1691.

WALTER DE HEMMINGFORD, qu'on appelle aussi Walter de Gisburne, parce qu'il était chanoine à l'abbaye de Gisburne ou Gisborough, dans le Yorkshire. Il vivait sous le règne d'Édouard III, et écrivit une histoire d'Angleterre, qui s'étend de 1066 à 1308. Elle a été publiée par Gale, dans ses « *Veteres scriptores* » et par Hearne, en 1731, Oxford, 2 vol. in-8°. L'auteur, qu'on nomme aussi Hennisburgh, mourut à Gisborough en 1347. Voy. le MS. Harl., 691 ; le MS. Cotton., Tiberius, B. IV ; le MS. Cotton., Nero D. II ; le MS. 53 de la bibl. de Magd. Coll., à Oxford.

THOMAS WIKES, chanoine régulier de l'abbaye d'Osney, près d'Oxford. *Chronica compendiosa ab 1066 ad 1304*. Publiée dans Gale « *Hist. Anglic. scriptores quinque*, » pp. 21-128. Il y en a quelques extraits dans le recueil de Leland, vol. III, pp. 414-420, et dans Boehmer (J. F.) « *Fontes rerum Germanicarum*, » B^d 2, 1843, etc., in-8°.

HENRI LE MÉNESTREL, poète écossais, vivait vers la fin du quinzième siècle. Il composa un poème en onze livres sur les aventures de Wallace, intitulé : *Ye actis and deidis of the illuster aud vailzeand Campioun schir William Wallace*. Le seul MS. qui soit connu de cet ouvrage, se trouve dans la bibliothèque des avocats, à Édimbourg; il date de 1488. Ce poème a été imprimé pour la première fois à Édimbourg, en 1570; la meilleure édition qui en fut publiée est celle de Morisons de Perth, 1790, 3 vol. in-12.

JEAN CASTOR. « Qui etiam Fiber et vulgo Bever dicitur, » (Pits, p. 390); moine bénédictin de Westminster. *Chronicon*, à partir du fabuleux Brute jusqu'en 1306. Bibl. Cotton., MS. Vitel. E. XVII; Bibl. Harl. MS. 641. Le MS. de la bibl. Cotton., cité plus haut, un in-4°, a été endommagé par le feu.

NICOLAS TRIVET, moine dominicain, naquit à Norfolk vers 1258; il est l'auteur des *Annales sex regum Angliae*, publiées par Ant. Hall, de Queen's college, Oxford, en 1719, deux vol. in-8°. Trivet vécut sous Édouard I, Édouard II et Édouard III, et mourut en 1328. Ses annales ont encore été publiées par Luc d'Achery « *Spicilegium, sive collectio veterum aliquot scriptorum*, » vol. VIII, p. 411. On doit encore à Trivet les *Annalium continuatio*, qu'il amena jusqu'en 1318. Cet ouvrage parut avec « *Adami Murimnthisensis Chronicon, cum ejusdem continuatione*. Quibus accedunt Joannis Bostoni Speculum coenobitarum, et Edmundi Boltoni Hypercritica. Ed. Ant. Hall, in-8°, 1722. *Les Gestes des Apostoiles* (i. e. des papes), *empereurs, è rois*, jusqu'en 1313, sont également attribués à N. Trivet. Une partie des « Gestes » furent mis au jour

par Spelman, dans son « *Concilia Cambritannica*, in-folio. Lond., 1639, pp. 111-112, vol. I.

MATTHIEU DE WESTMINSTER. Certains auteurs prétendent qu'il vécut jusqu'en 1377, opinion combattue par Nicholson, qui place l'époque de la mort de Matthieu de Westminster vers 1307. Il était moine bénédictin à l'abbaye de Westminster, et reçoit quelquefois le nom de « *Florilegus* » à cause du titre qu'il donna à son travail : *Flores Historiarum per Matth. Westmon. collecti, praecipue de rebus Britannicis, ab exordio Mundi, usque ad annum 1307*. Ce livre fut publié à Londres, en 1567, et à Francfort, en 1601, in-folio.

ROGER DE CHESTER, bénédictin, de l'église de Saint-Werburgh. 1° *Polycratica temporum, a mundi origine ad 1314*. Voy. MSS. Harl., 1707 (jusqu'au commencement du règne d'Édouard III), 1728-29 (contenant jusqu'en 1398) et 1751 (jusqu'en 1322); compris avec les MSS. Cotton., Julius, E. VIII; Lambeth, 112 (jusqu'en 1326), Corp. Chr. coll. Camb. 259. 2° *Additiones XXV annorum*. Corp. Chr. coll. Camb. MS. 259.

JEAN DE LONDRES, moine à Cantorbéry. *Chronica de rebus Anglicis a conquestu ad 1317*, écrite par ordre de la reine Marguerite, femme d'Édouard I, à laquelle l'ouvrage est dédié. On le trouve parmi les MSS. du coll. des Hérauts, n° 20.

JEAN DE TROKELOW. Il existe un MS. de sa chronique dans la Bibl. Cotton, au Musée britannique, Claudius D. VI : *Annales R. Edwardi II-ab anno 1307 ad annum*

1323. Ces annales ont été publiées par Hearne, en même temps que la chronique de Henri de Blanford « *Chronica de treugis inter Scotos et Anglos*, » in-8°, Oxf., 1729.

JEAN DE MERYLYNCH. On connaît fort peu de choses sur son compte, sinon qu'il était moine à Glastonbury. On lui attribue, sans trop de fondement, paraît-il, un ouvrage qui se trouve dans la Bibl. Harl., MS. 644, et qui est intitulé : *Additiones ad chronica Martini Poloni, in quibus pars historiae regni R. Edw. I et integra pene regni R. Edw. II chronica continentur*.

PIERRE ICKHAM. Il existe dans la Bibl. Cotton., Domitianus III, un MS. qui porte ce titre : *Chronica de regibus Angliae successive regnantibus, a tempore Bruti usque ad A. D. 1301, auctore Petro de Icham monacho Cantuar*. La Bibl. Bodl. renferme un autre MS. de la même chronique (laud. MS. 730), qui ne va que jusqu'en 1272, tandis qu'il en existe un autre, dans la Coll. des Hérauts (Arundel MS. 5), dont la narration s'étend jusqu'en 1471. Celui de la Bibl. Cotton., cité plus haut, s'arrête en 1301.

SIR THOMAS DE LA MOORE. Cet écrivain a laissé une chronique, écrite en français, sur le règne d'Édouard II. Le MS. Vitellius E. V. Bibl. Cotton. renferme, folio 127 b., quelques extraits de l'œuvre de sir Th. de la Moore « *Scholies and other notes out of sir Thom. de la Moore's life of king Edw. II.* » On trouve aussi dans le même MS., folio 261 : « *Vita et mors R. Edwardi II, Gallice; conscripta a Th. de la Moore, latine versa, et a Laur. Noelo transcripta.* » Une traduction latine de la vie d'Édouard III a été faite par Baker, et publiée par Camden.

JEAN BARBOUR. Il naquit vers 1316 et mourut à Aberdeen vers 1398. Il obtint l'archidiaconat de cette ville par le roi David Bruce, et devint ensuite chapelain de ce monarque. Il remplit plusieurs missions en Angleterre (1), et voyagea en France. Il laissa *The Bruce, or the history of Robert I, king of Scotland*. La meilleure édition de ce poëme, qui a une véritable valeur historique, a été publiée à Édimbourg, par le Dr Jamieson, en 1820. Un autre poëme attribué à Barbour, relatif à l'histoire d'Écosse, est perdu.

✓ **JEAN EVERISDEN**, moine bénédictin à l'abbaye de Bury-Saint-Edmond. *Series temporum, sive chronicon*, à partir de la création jusqu'en 1334. (Voir le MS. Arundel 30 au collège des Hérauts et le MS. James 7 dans la bibl. Bodléienne.) Jean Everisden mourut vers 1336.

ROBERT DE AVESBURY. On a peu de détails sur la vie de cet écrivain, qui se donne à lui-même le titre de « Gardien des archives de la cour de Cantorbéry ». *De Gestis Edwardi III*. Cette histoire du règne d'Édouard III s'arrête en l'année 1356, époque à laquelle on place généralement la mort de Robert de Avesbury. Son travail fut imprimé à Oxford, par Hearne, en 1720, d'après un MS. appartenant à sir Th. Seabright, sous le titre de « Roberti de Avesbury historia de mirabilibus gestis Edvardi III » in-8°.

JEAN DE TYNEMOUTH. Il fut d'abord vicaire dans le village de ce nom, et entra ensuite à l'abbaye de Saint-Alban.

(1) Voir un sauf-conduit qui lui est délivré en novembre 1364. *Rotuli Scotiae*.

Son *Historia aurea* commence à la création et va jusqu'en 1347. Elle fut continuée par un anonyme jusqu'en 1377. (Voir dans la bibl. Lambeth les MSS. 10, 11, 12, et les MSS. 5 et 6 de la bibl. du coll. du Corp. Christi à Cambridge.)

✓RICHARD DE CIRENCESTER. Il prit l'habit religieux au monastère bénédictin de Saint-Pierre, Westminster, en 1350. Il composa différents ouvrages : 1° *Historia ab Hengista ad ann. 1348* (voir le MS. de la bibl. de Cambridge Ff., 1, 28; MS. Bodl. Rawl. B, 193); 2° *Tractatus super symbolum majus et minus*; 3° *Liber de Officiis ecclesiasticis*; 4° *De situ Britanniae*. C'est ce dernier ouvrage qui a servi à le faire connaître. Ce livre resta en MS. jusqu'en 1747, époque à laquelle il fut découvert par Charles-Julius Bertram, à Copenhague. Le D^r Stukeley en publia une analyse, avec un itinéraire, en 1757. L'original fut édité vers le même temps, à Copenhague, par Bertram, en même temps que Gildas et Nennius, sous le titre de « *Britannicarum gentium historiae antiquae scriptores tres, Ricardus Corenensis, Gildas Badonicus, Nennius Baucho-rensis* », etc.; in-8°. En 1809, on en publia une édition à Londres, intitulée : « *The description of Britain, translated from Ricardus of Cirencester, with the original treatise, de situ Britanniae* », avec une carte et un fac-simile du MS. Le rév. J.-A. Giles en fit également la traduction, qui parut à Londres en 1841, in-8°.

✓JEAN CLYNN. Il était moine franciscain à Kilkenny, dans la province de Leinster, en Irlande. *Annalium chronicon*. Cet ouvrage commence à la création et s'étend jusqu'en 1349. Il est intéressant pour l'histoire de l'Irlande, particulièrement de 1315 à 1349. (Voy. un MS. au Mus. brit., portant le n° 4789, cat. Ayscough, 1 vol., p. 325.)

GEOFFROI BAKER. Cet écrivain était chanoine régulier à Osney, dans le comté d'Oxford. Son livre *Chroniculum* va de 1303 à 1356, MS. Bodl. 761. On en trouve des extraits dans le MS. Bodl. James 19.

RALPH HIGDEN. Il était bénédictin au monastère de Saint-Werberg, dans le comté de Chester, où il mourut vers 1360, à un âge assez avancé. Son *Polychronicon* est peu estimé. Le D^r Gale en publia ce qui se rapporte aux Bretons et aux Saxons, parmi ses « *Quindecim scriptores* », etc. Un fait qui contribua beaucoup à appeler l'attention sur Ralph Higden est qu'une traduction de son ouvrage, écrite par Jean de Trevisa, fut imprimée par Caxton en 1482, in-fol., en sept livres, et complétée d'un huitième livre par Caxton lui-même. Il existe un grand nombre de MSS. du *Polychronicon* dans diverses bibliothèques d'Angleterre. Wynkyn de Worde réimprima la traduction de Jean de Trevisa, en 1495, Westminster.

ÉTIENNE BYRCHINGTON, trésorier d'un monastère à Cantorbéry. D'après Wharton (*Ang. sacr.*, 1 vol., p. xx), il serait l'auteur non-seulement des *Vitae archiepiscoporum cantuariensium*, mais aussi d'un MS. qui est conservé dans la bibl. Lambeth, n° 99, et qui porte ce titre : « Brutus, sive de gestis Anglorum historia ab ipsis gentis incunabulis ad A. 1367; Historiae pontificum Romanorum a S. Petro ad Urbanum VI (1378); Historia imperatorum Romanorum a J. Caesare ad Carolum IV^m (1378). (Voy. aussi le MS. Harl., 4321). Il est douteux, cependant, que ces ouvrages aient jamais été écrits par Byrchington. Le critique que nous avons cité plus haut ne cite d'autre preuve, à l'appui de son allégation, que les rapports qu'il croit remarquer entre le

style de ces diverses chroniques et celui des « *Vitae archiepiscoporum cantuarensium*. »

JACQUES GRACE. La Société irlandaise d'archéologie a publié les *Annales Hiberniae* de cet auteur, qui vivait au prieuré de Saint-Jean, à Kilkenny. Les annales vont de 1074 à 1370, et ont été traduites par le rév. Rich. Butler, in-4°, Dublin, 1842.

GUILLAUME SHEPESHEVED. On attribue à cet auteur, dont nous ne connaissons probablement que le surnom (1), les *Annales de rebus Anglicis*, commençant en 1066 et continuées par divers moines jusqu'en 1374. (Voy. bibl. Cotton., Faust. B. VI.)

ADAM MERIMUTH. Il continua la chronique de Nietrivet, de 1323 à 1346. (Voy. les MSS. de la bibl. Cott., Nero D, X, 114; — Claud. E, VIII, 237; — Cleop. A, XVI, 67). Il fut chanoine et prébendier de Saint-Paul, chanoine d'Exeter et prébendier de Lincoln.

ADAM MERIMUTH. Cet auteur, qu'il ne faut pas confondre avec le précédent, exerça une influence politique assez importante sous Édouard II et Édouard III, rois d'Angleterre. Il a laissé une histoire de son temps : *Chronicon, sive res gestae sui temporis quibus ipse interfuit, res Romanas et Gallicas Anglicanis intertexens, ab anno 1302 ad 1343*. Cette chronique, dont la première partie s'étend de 1303 à 1336, et la seconde de 1336 à 1380, est conservée en

(1) *Sheep shaved*, mouton rasé. Le chroniqueur dont nous parlons était chartreux.

MS. dans la bibl. Cottonienne. Th. Hearne en publia quelques fragments, de 1326 à 1377, sous le titre de « *Anonymis Historia Edwardi tertii* », p. 387, vol. II de l'ouvrage de Walter Hemmingford.

✓ **GUILLAUME DE PACKINGTON.** Il était secrétaire et trésorier du prince de Galles, et devint doyen de Cantorbéry en 1381. Il écrivit deux ouvrages en français, dont l'un est une chronique qui s'étend de 1208 à 1380, et l'autre une vie du prince Noir, son patron. Une partie de la chronique de Guillaume de Packington, ou Pachenton, a été traduite par Leland, « *Collectanea* », vol. II, pp. 455-470.

THOMAS DE ELMHAM. Cet historien florissait au quinzième siècle. Il prit l'habit religieux à l'abbaye de Saint-Augustin, à Cantorbéry, et devint, en 1414, prieur du couvent de Lenton, dans le comté de Nottingham. 1° *Annales regum Britonum, Saxonum et Anglorum a Bruto ad 1389.* Voy. le MS. de la bibl. Cotton., Claudius E. iv. 2° *Vita et gesta Henrici quinti Anglorum regis.* Il a paru à Oxford, en 1727, une édition de cet ouvrage, publiée par Hearne, in-8°. Voy. aussi Fabricius, « *Bibliotheca latina medii aevi* », t. VI, p. 708; Henry « *History of England* », t. V, p. 220. Sir Harris Nicolas, dans son Histoire de la bataille d'Azincourt, a traduit le récit qui en a été donné par Thomas de Elmham.

HENRI KNIGHTON. Ce chroniqueur était chanoine régulier de l'abbaye de Leicester, et florissait vers la fin du quatorzième siècle, sous le règne de Richard II. Il écrivit en latin une chronique intitulée : *Compilatio de eventibus Angliae a tempore regis Edgari usque ad mortem regis*

Ricardi secundi. Cette relation, divisée en cinq livres, depuis la conquête jusqu'en 1395, a été insérée par Twysden dans les « Decem Scriptores », Londres, 1652, in-fol. Selden a publié la biographie de Knighton.

ANDRÉ WYNTOWN. Cet auteur, né en Écosse, devint chanoine régulier de Saint-André, et prieur du monastère de Saint-Serf. Il mourut vers 1420, laissant une chronique d'Écosse : *Orygynall Chronykill of Scotland*, en vers anglais. Elle fut publiée à Londres, en 1795, in-8°, avec des notes de M. David Macpherson.

JEAN CAPGRAVE, théologien anglais, mort le 12 août 1474 ou 1484. Il était de l'ordre des Augustins et a laissé : *Nova legenda Angliae*, publiée à Londres en 1546, in-fol., et une chronique, qui s'étend depuis la création jusqu'en 1417 : *Chronicon ab orbe condito ad Edvardum*. On lui attribue aussi un autre ouvrage : *De nobilibus Henricis*, contenant la vie de six rois d'Angleterre, de six empereurs d'Allemagne et de quelques autres personnages célèbres de ce nom. Voy. bibl. Cotton., MS. Tiberius, A. VIII ; bibl. Corp. Chr. Camb. MS. CCCCVIII. La vie de Henri le Spenser, évêque de Norwich, écrite par Capgrave, a été publiée par Wharton « *Anglia sacra* », vol. II, page 359-361. Hingeston a donné, en 1858, dans les « *Rerum Brit. medii aevi scriptores* », in-8°, une traduction de la chronique de Jean Capgrave.

THOMAS WALSINGHAM. Il naquit à Norfolk, vers la fin du quatorzième siècle, et devint moine bénédictin à Saint-Alban. Il fut nommé historiographe, vers 1440, et écrivit une histoire d'Angleterre (qui comprend les événements

qui prirent place de 1273 jusqu'à la mort de Henri V) sous le titre de *Historia brevis Angliae*. On possède encore, du même auteur, une histoire de Normandie : *Hypodigma Neustriae*. Ces deux ouvrages furent publiés à Londres, par l'archevêque Parker, en 1574, in-fol.

THOMAS OTTERBOURNE. Cet écrivain vivait au quinzième siècle, et appartenait à l'ordre des Franciscains. On conserve dans la bibl. Cotton., MS. Vitellius, F. IX., un vol. portant pour titre : *Chronica regum Angliae, per Th. Otterburn, a prima origine gentis ad tempora R. Henrici V.* Il fut publié par Th. Hearne, en même temps que l'ouvrage de Jean Whetamstede, sous le titre de « Duo rerum Anglicarum scriptores, viz. T. O. et J.W. ab origine gentis Britannicae usque ad Edvardum IV », 2 vol. in-8°, Oxford, 1732.

HENRI DE MARLBOROUGH. Il naquit dans le comté de Wilts, et fut vicaire de Ballyscadan dans le diocèse de Dublin. Il écrivit une *Cronica excerpta de medulla diversorum cronicorum, praecipue Ranulphi Cestrensis, una cum quibusdam capitulis de cronicis Hiberniae*, de la naissance du Christ en 1421. Une partie de cet ouvrage a été imprimé dans le « Britannia » de Camden, pp. 829-836, in-fol., Londres, 1607. Sir James Ware en a imprimé une traduction, à partir de 1285, à Dublin, in-fol., 1633, réimprimée à Dublin, in-8°, 1809. On en trouve aussi des extraits dans Holinshed, déjà cité. La chronique de Henri de Marlborough existe en MS. au Musée Brit., Bibl. Cotton., n° Vitellius E. V., et il en existe un autre exemplaire dans la bibl. du collège de la Trinité, à Dublin.

GUILLAUME ELPHINSTON. Il naquit à Glasgow, en 1431

d'après les uns, et d'après quelques autres en 1437. Il devint doyen d'Argyle, en 1479, puis évêque de Ross, et enfin évêque d'Aberdeen en 1484. *Historia et antiquitates Scotorum*. Elle commence dès les premiers temps et se divise en cinq livres. Grem. Domate en fit une traduction française, qui se trouve actuellement à la bibliothèque Sainte-Geneviève à Paris. Le manuscrit original laissé par G. Elphinston est conservé dans la bibl. Bodl., parmi les manuscrits Fairfax; cet écrivain mourut le 25 octobre 1484.

WILLIAM CAXTON, célèbre typographe anglais, né vers 1412, mort en 1491. Il fut d'abord mercier à Londres, puis se rendit en Flandre et remplit, à Bruges, les fonctions de maître et gouverneur des marchands de la nation anglaise. Il habita les Pays-Bas durant trente ans, et y obtint un emploi dans la maison de Marguerite d'York, sœur d'Édouard IV, roi d'Angleterre et femme de Charles le Téméraire. Celle-ci le chargea de traduire le « Recueil des histoires de Troyes » de Raoul le Fevre, travail que Caxton commença, à Bruges, en 1468, et qu'il termina, à Cologne, en 1471. Ce livre, qui parut en un volume in-folio, est le premier qui ait été imprimé en anglais. Caxton continua l'ouvrage de Higden, et mit au jour, en 1480, une chronique d'Angleterre, dont il n'est pas l'auteur, mais dont il modifia le style. Les *Cronicles* furent réimprimées à Anvers, en 1493, par Gérard de Leeuw; à Westminster, in-fol. par Wynkyn de Worde, en 1497; à Londres « in Flete strete in the syne of the sonne » en 1502. Julian Notary en donna deux éditions nouvelles en 1504 et 1515, in-fol.; puis elles furent publiées par Rich. Pynson « in Flete

strete, in the sygne of the George, in-fol., 1510; et par Wynkyn de Worde, en 1515, 1520 et 1528.

JEAN DE WHETHAMSTEDE, abbé de Saint-Alban, reçut la prêtrise en 1382, et mourut en 1464, âgé de plus de cent ans. Il écrivit une chronique qui commence en 1441 et va jusqu'en 1461. Elle contient beaucoup de documents diplomatiques, et présente un récit assez détaillé des deux batailles qui se livrèrent à Saint-Alban. Il chargea Lydgate, vers 1430, de traduire en vers anglais la vie de Saint-Alban. La chronique, qui porte son nom, fut publiée par Hearne, ainsi que nous l'avons déjà dit, en parlant de Th. Otterbourne.

HECTOR BOETHIUS. Il naquit vers 1470, à Dundee, dans le comté d'Angus, et mourut vers 1550. Il devint chanoine à Aberdeen, et principal du collège établi en cette ville. Ses principaux ouvrages sont : 1° *Vitae episcoporum Murthlancensium et Aberdonensium*; Paris, 1522, in-4°; 2° *Catalogus Scotiae regum*, dans le tome III du « *Chronicon chronicorum ecclesiastico-politicon* » de Jean Gruter; 3° *Liber de Navigationibus*; 4° *Historia Scotorum ab illius gentis origine*; publié, à Paris, par Badius Ascensius, 1526, in-fol. Cette édition contient dix-sept livres, dont le dernier s'arrête à la mort de Jacques I^{er}, en 1437. Jean Ferrerius en donna une nouvelle édition, Paris, 1574, réimprimée en 1575 et 1577, qui contient deux livres supplémentaires, avec un appendice de trente-cinq pages. L'ouvrage de Boethius fut traduit en écossais par Bellenden, vers 1536, époque à laquelle parut son livre, imprimé à Édimbourg, par Th. Davison, réimprimé en 1541 et en 1821, 22.

JEAN HARDING. Né en 1378, il fut admis à l'âge de 12 ans dans la maison de sir Henri Percy, dont il fut plus tard le compagnon d'armes, combattant à ses côtés à Homildon et Cokelawe. On suppose qu'il termina la première ébauche de sa chronique vers la fin de la minorité du roi Henri VI. La première partie de cet ouvrage fut composée en vers « *The Chronicle of John Hardyng, in metre, from the firste begynning of Englande unto the reigne of Edward IV,* et la fin du récit est en prose.

Grafton s'en fit l'éditeur en 1543, et le continua jusqu'à la trente-quatrième année du règne d'Henri VIII. Sir Henri Ellis en publia une excellente édition en 1812, avec notes biographiques et philologiques. Il existe dans la bibl. Lansdowne, au Musée Brit., un manuscrit de la chronique de Jean Harding, d'une belle exécution, et dont le texte présente des variantes assez importantes avec la version imprimée, dont nous avons parlé plus haut.

GUILLAUME DE WORCESTER. Cet écrivain, dont le véritable nom est Botoner ou Buttoner, naquit à Bristol, et fut élevé à Oxford, grâce au patronage de sir Jean Falstolf, dont il fut plus tard le médecin. On a de lui les *Annales rerum Anglicarum*, qui s'étendent de 1324 à 1491. Il est probable néanmoins qu'il termina sa chronique en 1468, et que les quelques pages qui suivent, présentant un récit extrêmement abrégé, ont été ajoutées plus tard. On suppose qu'il mourut vers 1480. Son travail a été imprimé à Oxford, en 1728 : « *Liber niger Scaccarii e codice calamo* » exarato... descripsit et edidit J. Hearnius qui et cum » duobus aliis codicibus MSS. contulit Wilhelmiq. etiam » Worcestrii annales rerum anglicarum, ante hac ineditos,

- » subjectit : catalogus tenentium terras per hundredas in
- » comitatu sine tempore Henrici II; Wilhelmi Wyrcester
- » *avandeton* quaedam alia historica; etc. »

SCOLA MUNDI. Une chronique portant ce titre, s'étendant de la création à 1470, avec des notes chronologiques jusqu'en 1619 se trouve dans la bibl. épiscop. de Lambeth, n° 22; au coll. de la Trinité à Cambridge, MS. R. IV. 12; au coll. des Hérauts, MS., n° 5 et au coll. du corps du Chr. MS., 194.

JEAN WARKWORTH vivait durant le quinzième siècle, et fut recteur de Wisbeach. *Chronicle of the first thirteen years of king Edward the fourth's reign.* Cette chronique a été éditée par Halliwell, et imprimée sous les auspices de la « Camden Society » en 1839, in-4°, Londres. On en trouve quelques extraits dans Leland « Collectanea » vol. II, pp. 471-499.

JEAN MAJOR. Il naquit en 1469, à Gleghorn, dans le Lothian. Il se rendit, à Paris, vers 1493, obtint le titre de docteur de la Sorbonne en 1505, et ne retourna en Angleterre qu'en 1519. Il mourut en 1547. *De historia gentis Scotorum, seu historia Majoris Britanniae.* Cet ouvrage, divisé en six livres, commence dès les temps les plus reculés, et va jusqu'au mariage de Jacques III, en 1495. On en publia une bonne édition à Édimbourg, en 1740, in-4°; il avait été imprimé précédemment à Paris, en 1521, par Badius Ascensius.

SIR THOMAS MORE. Il était fils de sir John More, juge du Banc de la Reine, et naquit à Londres en 1480. Il fut suc-

cessivement juge à la cour du shérif, chancelier de l'Échiquier, président de la chambre des communes, chancelier du duché de Lancastre, et, en 1530, lord chancelier du royaume. Nous ne parlerons pas ici de ses nombreux traités contre la réformation, de ses épîtres à Érasme et de son « Utopia » nous contentant de signaler ses ouvrages historiques. Il écrivit :

1° *Historie of the pitifull life and unfortunate death of Edward the fifth*, édit. par W. Sheares, in-12°. Lond., 1641 ; par J. Cawood, en 1557, fol. Lond., et par Kennet, dans sa « Complete history of England » in-fol., Lond. 1706 et 1719, 1^{er} vol. On la trouve aussi dans les publications de Stow, de Speed, de Holinshed, etc., et il en a été publié une version latine à Louvain, en 1566, in-fol., et une version française en 1689.

2° *History of Richard the third*. Cet ouvrage fut imprimé avec le précédent à Chiswick, en 1821, in-8°. Le manuscrit original, de la main même de sir Th. More, est conservé dans la collection du coll. des Hérauts, sous le n° 43.

JEAN RASTELL, né à Londres, fit ses études à l'université d'Oxford, et revint dans sa ville natale, où il établit une imprimerie. Il mourut à Londres, en 1536. On lui doit *The pastyme of people; the cronycles of diverse realmys, and most specyally of the realme of England*, in-fol. Lond., imprimé par l'auteur en 1529 et édité par le révérend T.-F. Dibdin, en 1811, Lond., in-4°.

JEAN ROSS. Il naquit à Warwick, fit ses études à Baliol-College, Oxford, et obtint un canonicat à Osney. Il mourut

en 1491, après avoir longtemps voyagé en Angleterre, afin de recueillir des matériaux pour ses deux ouvrages, dont l'un se rapporte aux antiquités du comté de Warwick et dont l'autre, sous le titre de *Historia regum Angliae*, présente un intérêt plus général. Hearne les publia en 1719, Oxford, in-8°, et il en parut une nouvelle édition en 1745.

III.

La bibliothèque de sir Th. Phillipps, Bar^e.

(Par M. ERNEST VAN BRUYSEL.)

PREMIER ARTICLE.

Dans une des parties les plus riantes du Worcestershire, non loin de la petite ville d'Évesham, se présente une chaîne de collines assez hautes, qui surplombent le hameau de Broadway, et offrent l'aspect le plus pittoresque. Une belle maison de campagne, construite à mi-côte, s'élève entre de sombres massifs de verdure et domine toute la contrée, jusqu'aux montagnes de Morvan dans le pays de Galles. Le propriétaire de ce beau domaine, sir Thomas Phillipps, a consacré sa vie entière aux sciences et aux lettres. On lui doit la conservation d'une foule de manuscrits précieux, qu'il a sauvés de la destruction après la suppression des maisons religieuses, et durant les guerres qui éclatèrent au commencement du dix-neuvième siècle. Il a fait connaître un grand nombre de documents inédits relatifs à l'Angleterre, et publia, en 1849, une étude historique qui obtint un véritable succès (1). Sa biblio-

(1) *Wales, the language, social condition, moral character and religious opinions of the people, considered in their relation to education*; London, 1849, in-8°.

thèque, l'une des plus remarquables de la Grande-Bretagne, mérite d'autant plus de fixer l'attention de la Commission royale d'histoire qu'elle s'est formée en partie des collections, autrefois si célèbres, conservées dans les abbayes d'Alne, de Beaupré, de Bonne-Espérance, de Cambron, de Saint-Ghislain et de Tongerlo. Sir Th. Philipps a fait également de précieuses acquisitions à la vente des livres de M. Lammens, de Gand, ainsi qu'à l'ancienne librairie Verbeyst, et le chiffre de ses manuscrits, qui monte déjà à un total de dix-huit mille numéros, s'accroît chaque jour par de nouveaux achats. Ces monuments littéraires, dont l'emménagement méthodique ne pourrait se faire que dans un vaste local, sont conservés actuellement dans des caisses en bois, fermées à clefs, qui garnissent toute la maison, et au sein desquelles les recherches sont parfois assez pénibles. Cette circonstance, qui résulte d'une situation qu'il serait difficile de changer, me servira d'excuse si, dans le cours de ce travail, je me vois forcé de présenter, sans même essayer d'en faire la classification, mes notes sur les manuscrits dont j'ai fait l'examen. Sir Th. Phillipps a publié, il est vrai, à un petit nombre d'exemplaires, un catalogue de sa bibliothèque de manuscrits comprenant douze mille cent vingt-trois numéros; mais ce catalogue, incomplet d'ailleurs, n'est évidemment qu'un travail d'élaboration qui devra être révisé. L'emménagement présent des collections ne permet guère, au reste, d'y avoir recours et, en présence de tant de caisses, pleines jusqu'aux bords, on éprouve (qu'il nous soit permis de le dire), l'embarras des richesses. Cette belle bibliothèque, que sir Th. Phillipps met avec bienveillance à la disposition des gens de lettres, a été l'objet d'une notice de dom Pitra, et a été visitée par M. Pertz,

qui y fit des découvertes importantes, ainsi que par plusieurs autres savants. Le travail dont j'ai l'honneur de présenter la première partie à la Commission royale d'histoire, comprendra un catalogue, aussi complet que possible, des manuscrits relatifs à l'histoire de Belgique qui sont en la possession de l'honorable baronnet. J'y joindrai en outre quelques notes sur certains ouvrages rares et précieux, qui, bien que ne se rapportant point à nos annales, offrent cependant un véritable intérêt littéraire. J'indiquerai les manuscrits dont je m'occuperai par deux numéros, dont le premier se rapportera à la place qu'il remplit dans cette notice, tandis que l'autre représentera le chiffre qui lui a été assigné par sir Th. Phillipps. Ces explications une fois données, commençons notre inventaire.

N° 1. — 80.

**CARTULAIRE DU COUVENT DE SAINTE-ÉLISABETH,
A BRUXELLES.**

Sept volumes in-folio, vélin, dix-septième siècle; relié en bois, avec fermoirs de cuivre.

Ce cartulaire, qui renferme beaucoup de pièces inédites, présente de curieux détails sur l'histoire de la ville de Bruxelles. Il est divisé en trois parties, dont la première se rapporte aux biens-fonds appartenant au monastère, la seconde aux rentes et privilèges dont il jouit, et la dernière à diverses autres fondations. Le premier volume commence par un aperçu historique sur la fondation du couvent, dont voici un passage :

In den naem des Vaders, des Soens ende des Heylighen Gheests, der gebenedyden moeder Gods Maghet Maria, was

gesticht een capelle oft Cluyse te Brusselse, besloten ront omme tusschen vele huizen ende erven, des bisdoms van Cameryck, int patronaet van Sinte Goedelen, op ten gront van den edelen geslechte van Hinckaerts, commende met eenen weghe uuyt op Sinte Laureys Kerchoff; ende een goet devoet priester geheeten her Aert van Rincvelt, omtrint den jare XIII^{II}·XX (1), heeft vercregen, van den voerschreve Hinckaerts, allet ende toeseppen dat zy hadden totter voerschreve plaetsen.....

Le premier volume comprend cinq chapitres :

1° *Van der plaetse daer Sinte Lysbette Godshuys op staet, Sinte Laureys strate, oude Munte, Orssendal, Zavel strate;*

2° *Blyenkeer, Quackel strate, Poelken, Savoren, Schoenbeke;*

3° *Laken steweck, Blauwen Torren, Vogelkensdal, Egghevoert, Elsene, Overmoelen Noede;*

4° *Schaerbeek, Anderlecht, Laken;*

5° *Jette, Haecht.*

Il se termine par une note relative au bombardement de Bruxelles :

Hoe wy ons huys in de Stofstraet genoodshaecht geweest hebben op te maecken, anno 1696, dat van de fransche, anno 1698, afgebombardeert was; wy en mochte die eerst niet vercoopen oft ons quyt maecken, want de armeesters van Sinte Gorick hebben daer recht toe. Hier volght het accort om t'huys op te maecken (Bruxelles, 30 janvier 1696).....

Le deuxième volume comprend dix chapitres relatifs aux biens-fonds possédés par le couvent dans les environs

(1) D'après Miræus, t. IV, p. 118, édit. Foppens, la fondation du couvent remonterait à l'an 1402.

de la ville, à Gaesbeek, à Itterbeek, à Alsenberg, à Molenbeek, etc. J'y trouve, au folio X, quelques observations relatives à la formation du cartulaire :

Desen registre oft vergaderinghen van den goede ende beschede des cloosters van Sinte Elisabeth in den berch van Syon, binnen der stadt van Bruesele, was voleyndt ende voldaan onder den alder eerweerdichsten heere Maximiliaen van Berghen, bisschop van Camerycke, ende gecomponeert alst Godshuys gestaen hadde omtrent CXXIII-jaren, doer veel vermanens van den eerweerdigen here heeren Huybrecht de Wyse, prior van Rooden Cloostere, onsen geminden commissaris ten tyde des rettoers heer Joos Heyms, onder de eerweerdige priorinne suster Anna van Lathem, alsmen screef XLVII, was desen boeck volscreven van suster Lysbeth van Elderen, arck sustere, ende heeft tot haerder hulpen genomen den eersamigen ende getrouwen vrient van onsen Godshuys Magnus Sweerts, scepen te Lenneke, die oock brueder es van den eerweerdigen prior van Rooden Clooster, onsen geminden commissaris, die desen boeck getrouwelyck gescreven heeft...

Le volume III, composé de deux cent quinze feuillets, commence par un testament de Wouters van Kaerloot et de demoiselle van Bygaerden, daté du 17 février 1499, et comprend huit chapitres. Il se termine par l'acte de vente d'une pièce de terre située à Capelle Saint-Ulric, conclu entre Cornelis Van der Borch et Gillis Verhasselt, en 1639.

J'y remarque, folio XLVII, un document concernant Jean van Ruysbroeck, l'habile architecte, qui travailla, comme on le sait, à l'hôtel de ville de Bruxelles, ainsi qu'à l'église Sainte-Gudule :

Allen den ghenen die dese letteren selen sien oft hoiren

lesen, Peter ghcheeten Brau, ende Merten gheheeten Spysken, scepenen te Bruessele, saluyt, met kennissen der waerheit alsoe Jan van Scaffler, sone wylen Claes van Scaffler, ghecocht ende vercregen heeft ieghen Janne van Ruysbroeck, gheheeten van den Berghe, sone Jans van Ruysbroeck, geheeten van den Berghe, meester werckman van der metselryen des coninx van Vranckerycke, dyen hy hadde van Annen Merts, synen wyve, was twee mudde rogs der maten van Bruessele, ende aldair te leveren jairlycx ende erfspachts altoes te kermisse te betalen, die den voirscreve Janne van den Berghe in ceure lotingen die voir scepenen te Bruessel gheschiet tusschen hen, ende synen mede consorten, op den vieren twintichsten dach van meye int jair sessen tachtentich lest leden, onder d'andere tot synen deele viel te hebbene ende te heffene.....

L'acte est daté du 13 décembre 1491.

Les volumes IV et V contiennent sept chapitres, renfermant des actes relatifs aux droits du couvent à Bruxelles, Malines, Vilvorde, ainsi qu'un grand nombre de testaments.

Les tomes VI et VII renferment des chartes consacrant de nombreux privilèges; des testaments, la description des joyaux appartenant au monastère et des notes relatives à différentes affaires litigieuses. Le volume VI, qui est orné des armoiries de la communauté, contient en outre une carte géographique, comprenant une partie du pays de Waes, le marquisat d'Anvers, et le duché de Brabant; elle est de la fin du seizième siècle. Chaque village y est représenté par une église, et ce travail paraît avoir été fait avec assez de soin.

CARTULARIUM PRIORATUS RUBEAE VALLIS.

Un volume in-folio, vélin, de deux cent soixante-huit feuillets, quinzième siècle, relié en cuir de Russie.

Ce cartulaire, divisé en six chapitres, s'étend jusqu'en l'année 1435.

1^{re} *Dola*. Actes relatifs aux droits de propriété acquis par le couvent dans la ville de Bruxelles, classés d'après l'ordre alphabétique des rues où les biens-fonds sont situés.

2^{de} *Dola*. Donations faites au couvent dans les communes de Molenbeek, Hoeseyck, Anderlecht, Vlesenbeek, Pedé, Dielbeek, Eclegghem, Yseringhem, Wommel, Ophem, Steenhuffele, Aelst, Evere, Itterbeek, Boendael, Watermael-Boitsfort, Auderghem, ten Roedekene, Stockele, Craynhem, Bemelghem, Woluwe, Wesenbeke, Sterrebeke, Rullendale, Vredelosch, ter Vueren, Overrysche, ter Lanen, Leefdael.

3^{de} *Dola*. Documents du même genre concernant Berchem, Eversberghe, Meerbeke, Erps, Winczele, Velthem, Campenhout, Louvain et Holsenbeke.

4^{de} *Dola*. Ce chapitre, consacré à Vilvorde, est assez curieux. On a suivi, comme dans celui qui se rapporte à Bruxelles, l'ordre alphabétique des rues.

La 5^{de} *Dola* se rapporte à Malines, et la 6^{de} *Dola* à Anvers.

Il serait intéressant de comparer ce manuscrit avec celui qui se trouve dans la bibliothèque de Bruges. « *Primordiale monasterii canonicorum regularium Rubeae Vallis in zonia* » qui a déjà été signalé à la Commission.

N° 3. — 81.

FRAGMENT D'UN CARTULAIRE DE L'ÉGLISE SAINTE-
CATHERINE.

Ce fragment, qui a été relié avec le manuscrit que nous venons de décrire, se compose d'une feuille de parchemin, et date du quinzième siècle. Il commence par ces mots :

XVIII. Een lettere hoe dat wy gecocht hebben ieghen t' cloester van Antwerpen XXI grotsen, ende es beset op een gheleeghe t' Aelst, gheleghe in de Sone strate.

Cet acte est daté du 18 octobre 1411.

Nous y trouvons ensuite :

Een missie van de off. van Camerike, hoe dat Jan Struve cochte VI breenders en 1 dach erfs, ieghen Gheerde Van de Capellen ende Margriete syn wyf.

1330. Sabbato ante festum divisionis bonorum Apostolorum.

N° 4. — 81.

FRAGMENT D'UN CARTULAIRE DE L'ÉGLISE SAINT-VAAST,
D'ARRAS.

Ce fragment, qu'on a réuni au précédent, commence par une donation faite au Chapitre par Simon Coteriaus, le 5 mai 1270. Il contient encore des détails sur la saisie d'un fief, appartenant à Froissart, de Bailleul, que nous transcrivons ci-après :

..... Nombres. Lequel fief dessusdict et tout le droit d'icellui, si comme il siet, s'estent et compront dedens toutes

appendances et appartenances, li dit vendeur werppirent, rapportèrent et misent en le main de nostre dict bailli comme en main de seigneur, présent nos hommes de fief dessus nommez, pour saisir, advestir et ahireter le dit Robert, pour lui et pour ses hoirs hiretalement et privelment à tousjours, et ce fait nostres dis baillis convira vos hommes de fief dessus nommés que il li desissent, et par jugement, ce parmi ce que fait avoit esté du dit fief, li dessus nommé vendeur en estoient bien dessaisi et deshurté, pour saisir et ahireter le dit Robert pour lui et pour ses hoirs hiretalement et perpétuellement à tousjours, liquel nostre homme de fief dessus nommé disent, et par loyal jugement non debatue, que li dis Froissart et le dicte demiselle Ysabiaus, et cascuns d'eux pour tant que il li pooit touquer, estoient bien dessaisi et à loy du dit fief..... etc. Du darrein jour du mois de juillet, l'an de grâce, mil trois chens sixante et six.

Comment le main du roi assise au dit fief fu levée au profit de l'église Saint-Vaast.

A tous ceulx qui ces présentes lettres verront ou orront, Jehan Barreau, seigneur de Saint Morisse seur Loir, chev^r, conseiller du roy nostre sire, maistre des requestes de sen hostel et gouverneur du bailliage d'Amiens, salut. Comme jà pièça, à la requeste du receveur et procureur du roy nostre sire ou dit bailliage, le main du roy, nostre dit seigneur, eust esté mise et assise à un chiertain fief et as pourffis et revenu d'icellui, situé en le ville ou terroir de Viarch Saint Vaast, jadis appartenans à Froissart, de Baillœuil, et depuis à feu Robert de le Planque, et ad présent as religieux de l'église Saint-Vaast d'Arras, pour une amende de quarante livres parisis, en quoy on disoit jà piecha le dit Froissart avoir esté condempné par nous envers le roy nostre sire..... etc.

Le même fragment contient encore les lettres de Jean, duc de Bourgogne et comte d'Artois, par lesquelles il

révoque le don perpétuel des menus tonlieux, fait autrefois à la ville d'Arras.

Données à Lille, le 27 janvier 1416.

N° 5. — 83.

CARTULAIRE DU COUVENT SAINTE-CLAIRE, A BRUXELLES.

Un fragment sur vélin, composé d'un feuillet, quinzième siècle, texte incomplet.

N° 6. — 84.

**CARTULAIRE DE L'ÉGLISE SAINT-JEAN-BAPTISTE,
A LAEKEN.**

Un volume in-folio, vélin, dix-huitième siècle, deux cent quatre-vingt-seize feuillets.

En voici le titre :

Registrum cleri et ecclesiae Sⁿⁱ Jo^{is} Baptistae ad Lacum, Bruxellis collectum presertim ex archivis ecclesiae colleg. Divorum Michaelis et Gudulae, anno Domini 1718, in quo jus capellanorum in lucem fertur, tam quo ad officium divinum ibidem peragendum, quam quo ad fructus et emolumenta ab illis recipienda ex priorum Christi fidelium foundationibus contra quoscumque odientes veritatem ad quos.

*Qui velit invident se que hoc moerore futiget
Ut solet in lymphis sole nitente canis.*

La plupart des actes qu'il contient ont été imprimés par *Miræus*, in *codice priarum donationum*. J'y remarque aussi des extraits de l'*Histoire ecclésiastique*, de *Gazet*, et de la *Bruxella septenaria*, de *Gramaye*.

Le manuscrit se termine par la note suivante :

Anniversaria hospitalis SS. Johannis Bapt. et Joannis Evangelistae ad Lacum Bruxel.

Anniv. R. D. Henrici Cammaert, 5 januarii vigiliae et anniv. R. adm. D. Nicolai Spallaert X aprilis.

Anniv. Gerardi Elseviers, 24 maii.....

N° 7. — 217.

CHRONIQUE DE GÈNES, PAR ALEX. SAUVAGE.

Un volume in-folio, vélin, seizième siècle, quatre-vingt-huit feuillets.

Croniques de Gennes, faites et compousées en françoys, par Alex. Sauvage, de nacion gennevoise, à la requeste du sire de Champdenier, pour lhors gouverneur du dit Gennes, soultz très-hault, très-puissant et très-excellent prince Loys XII^m, roy de France.

Ce manuscrit, qui comprend vingt-six chapitres, commence par ces mots :

La Ligurie est une province en Ytalie, laquelle est contenue par la description des anciens géographes, de la rivière du Var.....

Et se termine par ceux-ci :

..... Si aigrement fut féru que de tout à plain furent deffaictz.

N° 8. — 237.

HISTORIA TREVIRORUM.

Un volume in-folio, vélin, treizième siècle.

Ce manuscrit me paraît digne d'examen. L'histoire des

TOME III^m, 3^me SÉRIE.

Tréviriens commence le volume et va jusqu'au folio 82, entrant ainsi en matière :

Anno ante urbem Romam conditam millesimo trecentesimo, Ninus rex Assiriorum primus ut hystorici volunt...

Et se terminant par ces mots :

..... Qua dissensione per continuum annum protracta, tandem jussu apost. et imperis regali sedata, altero Pascha inthronisatus est Albero, anno millesimo centesimo tricesimo secundo.

Folio 82 verso, nous trouvons un autre fragment :

Incipiunt Gesta Iherosolimorum modernis temporibus facta, authore Pucherio Carnotensi in illa expeditione Hierosolimitana Capellum Balduini fratr. Godefridi ducis Lotharingiae.

Anno ab incarnatione Dⁿⁱ nostri Jesu Christi millesimo nonagesimo sexto, Heynrico imperatore regnante in Alemania..... etc.

Le même manuscrit contient encore une partie de l'*Historia britannorum*, de G. de Malmesbury.

N° 9. — 382.

DESCRIPTIO DESTRUCTIONIS PRIORATUS DE RUBEA VALLE.

Un volume in-folio, papier, commencement du dix-neuvième siècle, deux cent quatre-vingt treize feuillets.

Ce récit est l'œuvre de François van der Hauwera, qui était moine en ce monastère, et devint plus tard curé de Saint-Gilles. Il expose d'abord, en quelques mots, les raisons qui l'ont déterminé à prendre la plume :

Ik hebbe dickwels aenzoeght geweest van den eerwecrdigen heer Petrus Germanus ter Laeken, van Thienen, prior

van het Roode Klooster, om ons opvolgers eenige voldoeninge achter te laeten van het gene in onze tyde voorgevallen is..... etc.

Après avoir tracé rapidement son autobiographie, l'auteur donne le nom des moines qui habitaient le prieuré en 1781, et commence sa narration, qu'il accompagne de nombreuses pièces à l'appui. Il s'arrête en 1805, au moment où Napoléon I^{er} se faisait couronner à Milan, et donne des détails intéressants sur l'état de la Belgique à cette époque.

N^o 10. — 1119.

JOHANNIS RODOLPHI SENTENTIAE LATAE IN BRUXELLA.

Un volume in-folio, vélin, dix-huitième siècle, deux cent quatre-vingt seize feuillets.

Ce manuscrit, qui a été acheté chez le libraire Bayne, de Londres, et se trouve porté dans son catalogue sous le n^o 9711, porte ce titre :

Liber sententiarum per egregium et circumspectum virum magistrum Johannem Rodolphi, alias Flamingi, utriusque doctorem, officialem cameracensem in Bruxella.

C'est un recueil d'arrêts, concernant diverses affaires litigieuses entre les familles Geerts, van Gragem, van Glustere, Bruyne, Rynkens, Marissus, van de Winckele, van der Eyken, Crieke, Joes, Verhavert, Mertens, Sbontem, etc., de 1448 à 1459.

CRONICON GANDENSE.

Un volume in-folio, sur papier, fin du seizième siècle, quatre cent vingt-six feuillets.

Cet ouvrage renferme les noms des échevins de Gand, à partir de la chute des Trente-neuf jusqu'en 1624 :

Voor reden van de gheschiedenissen in Vlaenderen ende meer te Ghendt, naer dat de stadt van Ghendt ende de inghesetenen van hier voortyts gheregeert syn geweest by xxxix, geschieden in dry ordenen ende partyen, dan of d'een xiii, als eerste orden, waeren schepenen van der Keure, ende d'ander xiii raedt ende schepenen van ghedeele.....

Le dernier échevin cité est Josse Triest, seigneur de Lovendeghem.

Ces listes sont accompagnées de notes historiques, sur les événements du temps. Je remarque entre autres choses, folio 144 :

Eenighē aenwysinghe raeckende de gheboorte van onsen doorluchtighen Keyser Carolus den vyfden, van hoogh loffelycker memorien, binnen deser stede van Ghendt, als mede de ceremonien ende de groote magnificentien gheschiet in synen doop..... etc.

Au folio cent soixante-cinq commence l'histoire des troubles de religion, ce que l'auteur indique lui-même par une note : « Van hier begint de Geuserye. » Cette partie va jusqu'au folio quatre cent trois. Le reste du volume renferme des formules de serments prêtés par les magistrats de la cité à leur entrée en fonctions.

N° 12. — 1265.

NOTE SUR LA SUPPRESSION DES MAISONS RELIGIEUSES,
A BRUGES.

Fragment, quelques feuillets de papier, dix-huitième siècle.

Cette note, qui a été jointe au manuscrit dont il a été parlé précédemment, paraît être un extrait de l'ouvrage de Zegher van Maele « Des deirlicke lamentatie ende beclagh der stede van Brugghe, » dont il existe un exemplaire à la bibliothèque royale, fonds Van Hulthem, n° six cent trente-huit. Nous donnerons, au reste, le fragment tout entier :

De minne broeders gezegt ten freren, met den vicaris en de geheelen hoop van de broers uytgejaegt ende gebannen uyt haer couvent, de kerke capellen onwergeworpen ende verkogt met den stok, als de capelle van de natie van de Bosschayen; de capelle van den naem Jesus die heeft doen stegten d'heer Bertraem Haeghe d'Aude, met Jouffrouw Anne van Stakenburgh, zyne huysvrouwe, met alle de ornamenten daer toe dinende, de capelle van onze vrouwe van Droogenboom, S^r Sebastiaen capelle die de archiers hielden; aldaer Timmerlieden capelle, Lynewevers ende nog andere, hebben deze al geruineert, ende de materiaelen verkogt tot hunnen profyt; voorts den rifter, ommegangen, cappittel, dormter, camerren, keuken, fermerye, vangenisse, gebroken ende verkogt met den stok; voort binnen gelokene van den convente een bleekerye gemaekt ende verhuert, ende het land verhuert aen eenen hovenier, ende daer de kerke plogt te staen hebben de Geusen daer van de Hautmerkt gemaekt.

Aengaende het couvent van Brugge, twelk aen niet een en moeste wyken, nog in schoonheyd van binnen, nog in het sierael van de kerke, nog in de meubelen van dat huys, wat

dat geleden heeft staet aengeteekeut op des stadsboeken van Brugge met deze woorden :

In t' jaer 1578, op den 25 september, weert van de ketteren gestelt dat men zoude overleveren den gouden en zilveren van alle de kerken, kloosters ende gasthuyzen, ende dat men uuyt alle kerke zoude weg haelen alle statuen, beelden ende ornamenten. Op den eersten october van het zelve jaer wiert wederom geordonneert dat aen de religieusen van de biddende ordens, de augustynen predikheeren, carmelieten (de minder broeders waeren al reets uytgejaegt), de stad zouden ruymen, t' welk in werk geleyt wiert op den agsten october ende 2^{de} november, en alle de overgebleven liggende goederen der voorzeyde conventen wierden verkogt. Op 1^{ste} januarii 1579 wierden de sleutels van het convent der carmelieten geleverd in de handen van de Geusen minister; op den 25 april in het jaer 1580, is besloten geweest de kloosters te verkoopen. Het klooster van de Coletten zusters, by de Cathalyne poorte, die zyn in hun klooster ende convent gebleven, woonende ongemolesteert mirakeleuselyk, met zynner grooter gratie ende genaede, alzoo dat wel gebleken is by d'experientie, want een deel mannen van den raed ende hoofden, de nieuwe gezinde van de Geusen, die quaemen tot het voorzeyde klooster om de zusterkens uyt te doen gaen, ende voorts met het klooster hunnen wille te doen, want zy gedwongen hebben de zusterkens de binnen poorte van hun habitacie open te doen, om dat zy in de binnens te woonstede van de zusterkens komen zouden; ende aldaer te visiteren wat hun te doen stont, die zusterkens deden en stelden de poorte open, volgende heurlieden begeerte, heel open, maer alle die zusterkens religieusen stonden al van binnen in goede order, aldaer verwagende de Geusen komste, ende als die nieuwe gezinde geusen binnen de poorte quaemen, ziende de religieusen met haere habytten zoo ootmoedelyck staen in ordine, ende hunlieden met vriendelyke ende goddelyke woorden waeren toe sprekende, biddende hun om in het convent met

malkanderen te blyven woonen, ende van malkanderen niet te scheyden, de nieuwe gezinde weerden als doen seer verbaest, ende in hun zelve beroert ende verschríkt, gelyk al of zy Gods engelen gezien hadden met een klaerheyd, ende gingen terstondt van daer, zonder voorder binnen te gaen, ende verlieten terstondt dat klooster, vreezende oft de hand Gods van straffe op hun zoude gekomen hebben, ende alzoo zyn de zusterkens religieusen tot dezen daige toe by elkanderen in peys ende accorde gebleven, lovende ende dankende God almaghtigh van zyne groote gratie, dat zy van hem bevryt zyn geweest van de heretyken.

Het klooster van de zusters van S^{te} Clara, by de Vlaminckdam, die zyn al uyt, haer schoone kerke áfgebroken, ende het geheel convent gedistrueert ende gebroken ende te niet gedaen, ende al de materiaelen, als loot, yzer, metael, haut, steen, tegels, ende de Geusen hebben hun profyt daer mede gedaen, ende van het klooster een weverye ende bleckerye gemaekt. De zusterkens van het Heylighe Geestshuys, woonende achter S^t Salvators kerke, zyn uyt haer convent gezonden by laste van myn heeren van de wet, die op dien tyd waeren, ende waeren gestelt te woonen by S^t Obbrecht, by de zusterkens in de Lange strate, ende haer H. Gheestshuys is geapliceert om het hospitaal van S^t Jans huys, ende te sologeren van de peste, ende een huys van peste daer van te maeken, die in dien tyd zeer regneerde, ende dat S^t Jans huys alle de menigte van de zieken niet en kost logeren. De Grauwe zusters, in den Audenzak, zyn uyt haer convent gezonden, de kerke ende al het klooster arbiteraige van de zusteren zyn bewoont met diversche drappiers van wollen, laeken van belle, die daer binnen het convent vrogten.

De zusters van de Annunciaten, gezeyt de roode zusters, liggende neffens de stede van Brugge, buyten de Ezel poorte, aen de vesten, de welke mevrouwe Margarita, die den konink van Spaignien zuster was, den keyzer Carels V vader, gouvernante, van de stad van Mechelen de welke dede komen,

in de jaere 1517, zes roode zusters van fatsoene van Savoyen tot Brugge, ende met de zusters die woonder in de Ezel straete aldaer nu de aerne maegdekens woonen, alzo wieden die voornoemde zusterkens altemael gezonden te woonen int voornaemde klooster, by ordonnantie van mevrouwe Margarita ende magistraet van Brugge, twelk klooster ydel stont, want de minder broeders aldaer uyt gegaen waeren, ende gestelt in de stad van Brugge, daer zy nog tegenwoordig zyn, alst blykt by consent van de wet ende magistraet van Brugge, by den welken op dezen tyd de voornoemde religieusen geboden is haer kerke, met de capellen, de huysingen, woonste van de paters ende zusters aftebreken om alle zyde, ende het heel bevank van dien te rumeren ende tot den fondament uyt te doen, ende alle de materiaelen ende stoffe daer afkomende zullen zy verkoopen, en al het gelt ontfangen tot haer profyt, om binnen dezer stede aldaer een ander klooster ende bequaemen plaetze te vinde ende maekende, daer toe dat myn heeren van het magistraet van Brugge daer toe gegeven hebben twaelf hondert guldens, zyn II^e L. gr. vlaemsche.

Concordat cum suo originali, quod attestor,

F. FAUSTINUS NYS,

NOT. APOST. ORD.

N^o 13. — 1564.

HERONIS PHILOSOPHI COLLECTIO EX DIVERSIS QUAE DICTA
EST FLORILEGIUM.

Un volume in-quarto, texte grec, relié en parchemin.

Ce beau manuscrit, exécuté avec soin, provient de la bibliothèque des jésuites, à Paris. Il porte ces mots sur la première page : « Paraphé au désir de l'arrest du 5 juillet 1763, MESNIL. »

N° 14. — 1597.

ANONYMI GRAMMATICA, DE ACCENCIBUS, FIGURIS
ET PRAEPOSITIONIBUS.

Un volume in-quarto, texte grec, sur papier, cent treize feuillets.

Cet ouvrage, qui vient de la même bibliothèque, serait intéressant à consulter pour l'histoire littéraire du moyen âge.

N° 15. — 1718.

Un volume in-quarto, sur papier, cartonné, dix-huitième siècle.

Nous y trouvons d'abord la correspondance latine de quelques pères jésuites au sujet de diverses questions littéraires, puis au folio quatre-vingt-dix-sept, les statuts du diocèse de Cambrai, « ex Cod. MS. S. Genovevie Parisiensis. »

N° 16. — 1755.

CARTULARIUM SENONENSE.

Un volume in-folio, papier, fin du dix-septième siècle.

Ce recueil, composé par plusieurs compilateurs, ne paraît contenir que des extraits d'ouvrages déjà publiés.

N° 17 — 1758.

TAXARUM ECCLESIAE ET MONASTERIORUM REGNI FRANCIAE.

Un volume in-folio, vélin, quatorzième siècle.

Nous en extrayons, pages 6, 20 et 21, les passages qui

se rapportent aux églises de l'Artois et du diocèse de Cambrai.

Folio vi. Attrebaten.

	fl.
Vedasti Attrebaten. Ordinis S. B.	III ^m .
Montis Sancti Eligii. Ord. S. Aug.	III ^m III ^e .
Nicolai in Anosia. Ord. S. Aug.	V ^e .
Aquilmen. Ord. S. B.	III ^m .
Virginalen. Ygumaten. Ord. S. Aug.	L.
Vitomen. Ord. Premon.	V ^e .
Petri Binomen. Seu Harmen. vel Marien. Ord.	
S. B.	II ^m .
Rictondis de Marcherii. Ord. S. B.	V ^e .
Marie de Aqua Novia. Ord. S. Aug.	CXXXIII.

Folio xx et xxi. Cameracen. . . . VI^m.

Sepulchr. Cameracen. Ord. S. B.	II ^e XXXIII.
Auberti Cameracen. Ord. S. B.	III ^e LXXX.
Andree de Castello. Ord. S. B.	MII ^e L.
Gislerii de Cella. Ord. S. B.	CII.
Landerien. de Vesperino alias de Crespino . .	III ^e LXXXIII.
Loci Sancti Bernardi prope Seakum. Ord. Cis .	VIII ^e LXXX.
Vallis fossine. Ord. S. B.	III ^e .
Dionisii de Brageriae. Ord. S. B.	V ^e .
Marie de Camberonne. Ord. Cister.	VII ^e .
Valcellis. Ord. Cister	V ^e .
Petri Lesciens. Ord. S. B.	III ^e .
Johannis Vallencens. Ord. S. Aug.	LXVI.
Salvatoris Vallencen. Ord. Bened.	CL.
Petri de Alto Monte. Ord. S. B.	CXX.
Petri de Gambergen. Ord. Premon.	III ^e .
Petri Hunocurten. Or. S. B.	XXXIII.
Cornelii. Ord. Premon.	II ^e L.
Humberti de Marcellis. Ord. S. B.	C.

	n.
Huberti Licien. Ord. S. B.	CCXXXVIII.
Maaie Tongectre. Ord. Premon.	III ^e .
Petri Affligen. Ord. S. B.	IX.
Adriani Etralmoten. Ord. S. B.	III ^e .
Michaelis Antverpien. Ord. Premon.	II ^e .
Bernardi Cameracen. Ord.	VIII ^e LXXX.

N° 18. — 1856.

HISTORIA DINTERI.

Un volume in-folio, papier, écriture du seizième siècle, neuf cents et dix-huit feuillets.

L'origine de ce manuscrit est parfaitement établie, comme on le verra par les deux passages suivants :

Chronicon nobilissimorum ducum Lotharingiae, Brabantiae et regum francorum, auctore illustri viro D. Edmundo de Dinter, quatuor ducibus e burgundica stirpe oriundis Antonio I, Joanni IV, Philippo I et II cognomento bono, a consiliis legationibus et secretis, Corsendoncensis coenobii (quod ex juxta Turnhoutam) bibliotheca, opus ante ducentos, quod excurrit annos Seren^{tu} principis Philippi Boni Burgundiae et Brabantiae ducis scriptum jussu.

Et folio verso :

Renovatus juxta primam copiam anno ab incarnatione Dⁿⁱ MDCLXXVI, ex mandato et in usum illustris viri domini Francisci Kinschotii, comitis S. Petris... etc.

L'ouvrage entier est divisé en six livres, dont le premier comprend vingt-trois chapitres; le second, trente et un chapitres; le troisième, treize chapitres; le quatrième, quatorze chapitres; le cinquième, quarante-trois chapitres.

Le quarante-troisième chapitre du cinquième livre est celui-ci :

De obitu Joannis III, ducis Brabantie et eius sepultura.

Le livre six contient deux cent cinquante-six chapitres, dont voici le dernier :

Qualiter mortuo Alberto rege, Fredericus dux Austrie filius Ernesti quondam ducis Austrie eligitur in regem Romanorum in imperatorem promovendum.

Il existe aussi, dans la bibliothèque de Sir Th. Philipps, une traduction de l'ouvrage de de Dynter, sous le numéro trois mille deux cent vingt-cinq, mais je n'ai pu la voir jusqu'à présent.

N° 19. — 1860.

Un volume in-folio, papier, légèrement taché, trois cent dix-sept feuillets, écrit à diverses époques.

Ce manuscrit contient la chronique de Worp Van Thabar, qui a fait l'objet d'une savante étude de M. J. G. Ottema, en 1843.

Le premier livre commence par ces mots :

De situ et qualitate terre Phrisie, caput primum et renferme huit chapitres; le livre deux est de trente-quatre chapitres.

Je remarque au folio 53 verso une liste des évêques d'Utrecht, suivie, folio 55 verso, d'une table généalogique des comtes de Hollande. Puis nous arrivons au troisième livre, *de Exordio comitatus Hollandie, caput primum*, qui se termine au quarante-troisième chapitre. Le quatrième livre, qui est en hollandais, s'ouvre au folio 109 :

Hier begint dat vierde boeck der chronycken van Vries-

landt, tracterende die gesten die geschiet zyn in Oostergo, Westergo en de Seven-Wolden, van die tyt dat hartoch Albert van Beyerens, grave van Hollandt, etc., uyt Vrieslandt worde verdreven, anno 1399, tot dat hertoch Albert van Saxen weder in Vrieslandt worde gehuldicht, anno duysent vier hondert acht ende negentich.

Ce quatrième livre renferme un grand nombre de documents diplomatiques.

N° 20. — 1889.

Un volume in-folio, papier, écriture fin du dix-septième siècle, cartonné.

Ce manuscrit, de plusieurs mains, contient : *Chronicae et generationes comitum et principum de Flandria* dont voici le commencement :

Quidam dixerant de Flandria quod anno Domini DC et XXI, tempore Eraclii et Lotharii regis Franciae qui fuit quartus rex Christianus, fuit potens baro nomine Lidericus....

Ce résumé généalogique, qui va jusqu'au règne de Maximilien, se compose de dix-huit feuillets.

Je remarque ensuite :

Folio 19. *Lettres de Florent, comte de Hollande, en faveur de Guillaume de Brederode et autres, données à Middelbourg, en 1252.*

Folio 20. *Dialogus inter Romanum et Gelrensem milites super ducatu Gelriae, Juliae et comitatu Zutphaniae.*

Folio 49. *Hic incipit Cronica Brabantie : Tempore Mauricii imperatoris et Lotharii regis Franciae, anno Do-*

mini IXC, fuit magnus princeps in Haspagouwen in Brabancia, nomine Karlemannus., etc.

Cette chronique a été continuée jusqu'en 1476.

Folio 75. *Cronica de Gelre.*

Commençant ainsi qu'il suit :

Anno DCCC et LXXVIII, cum Carolus Calvus esset imperator Romanorum.

Et se prolongeant jusqu'en 1496. Elle prend fin par ces mots :

Adolphus ex uxore sua Katherina habuit unum filium nomine Karolum, qui regnavit in Gelria post mortem Karoli ducis Burgundiae et habuit unicam filiam, quam nuptum habuit dux Lotharingiae, Catherina, mortua ann. 1496, sepulta Aquis Grani.

Folio 91. *Cronica terrae Clivensis ac principum ejus. Anno Domini DCC et XI, cum Justinianus II romano... etc.*

Elle se termine vers 1444, sous le règne de Jean II, duc de Clèves.

Folio 106 à 154. Quelques autres documents, la plupart des extraits, relatifs à l'histoire de la Gueldre.

N° 21. — 1912.

Un volume in-folio, vélin.

Cartes marines de tout l'univers, écrites et dessinées, en 1536, par Guyon de Sardière.

Ce manuscrit renferme treize cartes, coloriées et dorées, portant la signature de l'auteur, et d'une belle exécution.

N° 22. — 1916.

STATUTS DE LA VILLE DE FLESSINGUE.

Un volume in-folio, papier, écriture du seizième siècle, cartonné.

En voici le titre :

Costumen, ordonnantien ende statuten der steede van Vlissinge: eerst, van officien jurisdictien ende administratie van justitie., etc.

La fin du volume contient des formules des serments prêtés par les divers fonctionnaires et magistrats de la cité.

N° 23. — 1925.

SERMONES GALLICI.

Un volume in-quarto, vélin, cinq cent et vingt-quatre feuillets, avec capitales ornées, relié en parchemin, quatorzième siècle.

Ce manuscrit, qui provient de la bibliothèque des Jésuites à Paris, présente un certain intérêt au point de vue philologique. Il contient divers sermons sur David et Goliath; les cinq pains; l'orgueil et l'humilité; la parole de l'apôtre, etc.

N° 24. — 1950.

DOCUMENTS RELATIFS A L'HISTOIRE DES ÉGLISES RÉFORMÉES
DANS LES PAYS-BAS.

Un volume in-folio, papier, deux cent et quatre-vingt-neuf feuillets, relié en veau, dix-septième siècle.

Ce recueil commence par un acte de l'année 1578, et va jusqu'en 1644. En voici le titre :

Korte begryp ofte uytreksel der classikale, synodale en

alle kerklyke vergaderingen der seven vereenigde provincien, en eenige gereformeerde nabueren, behelsende meest alle kerkelyke saken.

Il renferme les procès-verbaux de différents synodes tenus par les églises protestantes, ainsi que diverses décisions prises par lesdites églises sur un grand nombre de questions théologiques.

N° 25. — 1950.

CARTULAIRE DU KENNEMERLAND.

Un volume in-folio, papier, deux cent soixante et dix-sept feuillets, relié en parchemin, fin du dix-septième siècle.

Une note, qui se trouve au commencement du volume, explique l'origine du manuscrit, et donne des détails sur son contenu :

Het tegenwoordighe quoyer van Kennemereren, geteyckent met A is by heer Adriaen Pauw, heere van Heemstede, etc., gedaen schryven, nae seecher autenticq quoyer voormaels in den jaere XVI•VII by consent van de camere van reckeninge voor de dorpen van Kennemerlandt, ter leen caemer laten extraheren ende geauthentiseert by Louvens van der Goes, ten selven tyde griffier van de leenen, waervan een autenticq exemplaeur berust in de dorpe van Nytgeest, naet welke het volgende quoyer is geschreven, etc.

Ce cartulaire se rapporte donc, comme on le voit à la ville de Haarlem et aux villages voisins. Il commence par un acte de Florent, comte de Hollande, daté de 1291, et finit par un diplôme des états de Hollande remontant à l'année 1648.

N° 26. — 1953.

CARTULAIRE DE LA VILLE D'ALKMAAR.

Un volume in-folio, papier, fin du dix-septième siècle.

Recueil des privilèges accordés à différentes époques à la ville d'Alkmaar. Le compilateur de ce volume commence dans une préface assez longue, par exposer l'utilité de semblables travaux, puis il divise son ouvrage en deux parties; la première, composée de trente-sept chapitres, se rapporte aux droits et aux devoirs des bourgeois, et renferme un exposé de la législation à cet égard, jusqu'en 1655. La seconde partie, qui est consacrée aux « *ordonnantie van de vierschare der stad Alkmaar*, » commence par une ordonnance émanant des états, et datant de 1580.

N° 27. — 1967.

**RECUEIL DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES RELATIFS A L'HISTOIRE
DES PAYS-BAS.**

Un volume in-folio, cinq cent soixante et seize feuillets, relié en vélin, dix-huitième siècle.

En voici le titre :

Copien der secreete resolutien, brieven en andere stukken daer toe relatief, betrekkelyk de onlusten in de Oostenryksche Nederlanden, 1790-1791. J'y remarque d'abord un chapitre relatif aux acquisitions faites par les Français, en Allemagne et dans les Pays-Bas, à différentes époques, puis un résumé des traités relatifs aux Pays-Bas, de 1598 à 1736.

Il contient en outre la copie de plusieurs dépêches écrites

par divers personnages , et dont quelques-unes sont assez curieuses. Nous citerons , par exemple , la lettre suivante , signée par le roi de Prusse , et datée de Potsdam , le 26 décembre 1785 :

Je profite de cet ordinaire , quoique je sois sans dépêche de votre part , pour vous dire que j'ai eu des nouvelles de différents endroits de l'Empire , d'où l'on m'apprent que l'empereur ayant été obligé d'abandonner le projet de l'ouverture de l'Escaut , qu'il avait formé en faisant querelle aux Hollandois , avait résolu de prendre une autre voye pour parvenir à ses fins. Cet expédient consiste à faire tirer un canal d'Ostende à Gand , afin que les effets qui viendront par mer à Ostende puissent se transporter à Gand et plus loin dans le pays ; si l'empereur exécute ce qu'il a résolu , ce sera un bon moment pour l'Angleterre , où elle pourra profiter de la sensation qu'une pareille nouvelle fera sur l'esprit des Hollandois , et alors on pourra leur faire sentir combien les François les ont abusés , en leur conservant à la vérité le commerce de l'Escaut , mais en leur faisant perdre la même partie du commerce qu'ils ont voulu conserver par là , si tôt que le canal que l'empereur projette sera achevé. Je crois , si ces choses arrivent comme on me le fait prévoir , que cette occasion fournira aux Anglois le moyen de se rapprocher des Hollandois , parce que l'intérêt de leur commerce l'emporte sur toute autre chose.

N° 28. — 1981.

VOYAGE EN ORIENT, PAR JEAN VOET.

Un volume in-quarto, papier, vingt et un feuillets, cartonné,
dix-septième siècle.

Ce manuscrit , écrit en hollandais , commence par ces mots :

In den jaer ons heeren MCCC ende XCVIII , iek , heer Johan

Voet, van Utrecht, heb geweest tot Jherusalem in den mey ,
omme daer te visiteren die heilige stede...

Il paraît avoir été copié fort négligemment , ainsi qu'on
peut en juger par les lignes suivantes , qui terminent le ma-
nuscrit , et d'après lesquelles l'auteur aurait fait le récit de
son voyage , avant de l'avoir commencé :

Item, beschreven ende geeyndet vermits... van Rhemen, in
den jare unses heeren MCCCLXXIII.

N° 29. — 2257.

REGISTRUM MONASTERII DE MOERSA.

Un volume, partie en parchemin, partie en papier, écrit à différentes
époques.

C'est un cartulaire, assez incomplet, de l'abbaye de
Meurs, dans le diocèse de Cologne. Il contient l'acte de
fondation du couvent, daté de 1404, et diverses chartes
accordées à la dite maison religieuse, jusqu'en 1435. Ces
documents sont en latin, en flamand et en allemand.

N° 30. — 2832.

Un volume in-quarto, relié en veau, deux cent trente et un feuillets,
dix-huitième siècle.

*Armorial des maisons de chevalerie et de l'ancienne no-
blesse des duchés de Lorraine, de Bar et des évêchés de
Metz, Toul et Verdun, tant celles qui sont originaires de
ces pays que celles qui sont venues s'y établir, avec les
armes, blasons et filiations, etc.*

Ce recueil généalogique est exécuté avec soin, et ren-
ferme de nombreuses armoiries.

N° 31. — 2832 bis.

Un volume in-quarto, relié en veau, dix-huitième siècle.

Armorial de la province de Picardie dressé sur des preuves fournies et les jugements rendus par les commissaires du roi, lors de la recherche des nobles, en l'année 1697.

Ce manuscrit est fort complet; il contient, indépendamment des pièces dont il vient d'être question, une table onomastique, et trente-cinq planches d'armoiries dessinées à la plume.

N° 32. — 3197.

Trois volumes grand in-folio, sur fort papier, reliés en parchemin, dix-huitième siècle.

Les deux premiers tomes de cet ouvrage contiennent les noms des bourgmestres, échevins, trésoriers, receveurs et conseillers de la ville de Bruxelles, de l'an 1339 à l'an 1794 inclusivement. On y trouve également une liste des intendants et receveurs du Canal; plus de deux mille neuf cents armoiries coloriées sont intercalées dans le texte.

Le troisième volume renferme une table générale, sous ce titre :

Generaelen index van alle de heeren, soo uyt de seven geslachten als uyt de negen natien, die t'sedert den jaere 1339 tot ten jaere 1794 incluses gedient hebben in de magistraet der stadt Brussele.

N° 33. — 3198.

Trois volumes in-folio, papier, dix-huitième siècle.

Discours historique sur l'ancien, respectable et souverain état et conseil de Brabant, contenant son origine, ses prérogatives, autorité dans l'empire, etc.; suivi de tous les noms des chanceliers et conseillers, l'époque de leur création, alliance, éloge, blason enluminé et épitaphe depuis l'année 1326 jusqu'à 1794.

Le premier volume, composé de trois cent et soixante-huit feuillets, est consacré aux chanceliers; le second, de cinq cent soixante-huit feuillets, contient la liste des membres du conseil, depuis son établissement jusqu'en 1639, et le troisième volume, de neuf cent soixante-huit feuillets complète la série jusqu'en 1794, et se termine par une table générale.

N° 34. — 3234.

TENORES FUNDATIONUM VICARIARUM ECCLESIAE PAROCHIALIS
IN GROENLO.

Un volume in-folio, papier, cinquante-six feuillets, dix-huitième siècle.

Ce manuscrit commence par ces mots :

Ita majusculis literis titulis se habebat in codice manuscripto membranaceo in folio inde haec descripta sunt. Constatbat codex ex 14 foliis, sive 28 paginis, circa medium seculi XVI scriptus, quique hodie adservatur in bibliotheca Jansenistarum Trajectensium Archiepiscopali.

La plupart des copies qu'il renferme sont incomplètes,

et la date des documents originaux est presque toujours supprimée dans ces extraits.

N° 35. — 3235.

Un volume in-quarto, papier, seizième siècle.

COLLECTION DE DOCUMENTS RELATIFS A L'HISTOIRE DES
PAYS-BAS, RÉUNIE PAR ROMBAUT LOETS.

« Lettres de Philippe, roi de France, relatives à la nomination des échevins de Gand, novembre 1301. » Folio 1.

« Traité conclu à Arras entre le roi de France et le duc de Bourgogne, le 21 septembre 1430. » Folio 6.

« Traité entre Philippe duc de Bourgogne et les Gantois, du 23 juillet 1453. » Folio 26.

« Traité de Conflans, 5 octobre 1465. » Folio 39.

« Pardon accordé par le duc Charles de Bourgogne aux Gantois, Bruxelles 1467. » Folio 48.

« Traité de Péronne, 1468, entre le roi de France et le duc de Bourgogne. » Folio 53.

« Privilèges donnés par le duc Charles à ceux de Gand pour renouvellement de la Loi. » Folio 75.

« Lettres de pardon à ceux de Gand par Maximilien d'Autriche, 1485. » Folio 83.

« Traité fait le 29 juillet 1492, entre ceux de Gand et Albert, duc de Saxe. » Folio 89.

« Traité fait par l'empereur Charles à Paris, le 24 mars 1525. » Folio 107.

« Promesse de Charles, archiduc et prince d'Espagne, d'épouser Renée de France, 24 juin 1515. » Folio 128.

« Traité fait à Noyon, le 13 août 1516. » Folio 146.

« Traité fait à Madrid, le 7 octobre 1529. » Folio 167.

« Traité fait à Cambrai, le 5 août 1539. » Folio 195.

Nous trouvons ensuite, dans le même manuscrit, à partir du folio 220, le texte d'une chronique de Flandre, incomplète, mais qui semble être la même, sauf quelques variantes, que celle qui fut publiée à Lyon, en 1562, par Sauvage.

Elle commence par ces mots :

... Un jeudi devant la pentecoste, et arivèrent au Dam, ly issirent des grans neifs et entrèrent en bateaulx, puis coururent sur l'estoire du roy de France qu'ils y trouvèrent; si les desconfirent et gaignerent IIII^e neifs. Après alèrent assalir les grans neifs qui estoient plus près de la ville du Dam.

Puis commence le 38^e chapitre; il y en a deux cent vingt-six au total.

Le dernier se termine ainsi :

... Trayoient tant sur les Anglois que plusieurs en moururent, et les autres délaissierent le isles; une nuyt traioient les Anglois en la ville une manière de sagettes ardans, mais ils n'en porent arder la ville, après...

Le reste du chapitre manque dans le manuscrit.

N° 36. — 3278.

Un volume relié en parchemin, papier, cinq cent trente-deux feuillets, écrit à diverses époques.

Ce manuscrit, qui est intitulé *Liber literarum patriae*, est incomplet, comme le précédent. Il commence, au livre II, par un cartulaire de l'église Sainte-Marie, à Utrecht :

« Repertorium statutorum ecclesie nostre de solvendis statutis sive denariis vini.

« Statutum de solvendo karratam vini in receptione ad canonicatum et prebendam aut pro ea XXX lib. nigror. MIII^c XXXI. »

La plupart des pièces qu'il renferme sont des copies authentiquées, certifiées conformes aux originaux par Jean de Amerongh, notaire.

Il se termine, au folio 532, par un acte de Gerrit Van Couwenhoven, Jans et Egbert Jaspers, échevins de Schoonhoven, daté du 6 novembre 1560.

N^o 37. — 4494.

Un volume in-folio, sur papier, cinq cent sept feuillets, cartonné, dix-huitième siècle.

Ce manuscrit contient : *L'inventaire des papiers et titres du comté de Charlois, qui sont tant en la chambre des comptes de Dijon qu'en celle de Dolles et au château de Charolles, fait en 1718.*

Une note, qui se trouve au commencement du volume, nous apprend qu'il fut composé pour M. le marquis de la Guiche, auquel il coûta cent écus.

Il est divisé en trois parties, dont la première se rapporte aux actes des comtes de Charolais de la maison d'Armagnac, et comprend cent et un feuillets. Elle commence par les lettres de Vidimus d'un traité conclu entre Jean, comte de Châlons et l'abbé de Saint-Martin d'Autun, au sujet du prieuré de Bragny, datées de l'an 1232. J'y remarque, page 61, la mention suivante :

Acquets fait par le S^r du Charollois, de messire Geoffroy Comine, chevalier, de la terre de Vilers, dans les paroisses de Genelay et Ciry, en terres, prés, bois, maisons, étangs,

hommes, censives, etc., pour le prix de cent francs d'or. Du 24 mai 1366.

La deuxième partie, consacrée aux actes des princes de la maison de Bourgogne, s'ouvre par une procuration donnée par Bernard d'Armagnac à M. Jean, comte d'Armagnac et de Comminges, qui autorise ce dernier à procéder à la vente du comté de Charolais. Elle est datée du 28 septembre 1389. Cette deuxième partie, moins complète que la première, comprend l'analyse de trois cent neuf documents, tandis que l'autre fait mention de cinq cent soixante pièces diverses.

La troisième partie, composée de dix-neuf feuillets, se rapporte à l'époque où le comté appartient aux membres de la Maison d'Autriche.

Elle ne contient plus guère que des comptes, émanant des officiers chargés de la recette des revenus de la seigneurie. Le premier de ces actes porte la signature de Hugues Grasset, auquel ces fonctions avaient été confiées en 1494, et ils se suivent jusqu'en 1619.

Le manuscrit se termine par un travail séparé, assez curieux, intitulé : « Inventaire des pièces et titres qui sont au château de Charolles » et qui complète les précédents.

N° 38. — 8520.

CARTULAIRE DE LA CHÂTELLENIE DE LILLE.

Un volume in-folio, parchemin, provenant de la bibliothèque Payne, écrit au quinzième siècle.

Ce manuscrit, composé de cent cinquante-six feuillets, et que nous désignons sous le titre qui lui a été donné, contient

les comptes de Jean de le Haye, receveur de la Châtellenie de Lille, avec quelques pièces à l'appui. Ils sont au nombre de vingt-cinq et commencent en 1476. Ces comptes sont rendus en monnaie de Flandre : le franc y est évalué à trente-trois gros, la livre à vingt gros, etc.

N° 39. — 11,377.

Un volume in-octavo sur papier, écriture du seizième siècle.

Cet ouvrage, acheté par sir Th. Phillipps à M. Bright, renferme quelques particularités intéressantes relatives à l'histoire du Hainaut. En voici quelques extraits :

L'an mille trois cent trente, le seizième jour du mois de juing, par ung dimence, fut une fieste fait ens un marquiet de Valenciennes, et premiers de par Jehan Beerniers, adont prevost dé par monseigneur de Hainaut à ce jour, et donna un paon à la plus biellé et noble compagnie. Si y vinrent moult noblement chieus de le Lormerie, à cheval et à biaux parement, et demiselles avecq eulx qui les menoient à ung fil d'or, et ung grant castel devant eulx, allant par engien moult richement, et par deseure y avoit quatre angeles de mii jones enfans, et par deseure le dieux d'amour; et chieus de le Cauchie y vinrent ossi moult noblement à pied à ung castiel devant eux dont il issoit ung hamitte et sept fees à ung engien deseure le castel, et jectoit oisiaux tous vif à toutes roles, Et chil de le rue de le Sauch y vinrent xxii hommes viesti en guise de chevaliers, les esdus et les armes à leurs cols, des plus preus de la maynsie le roy Alexandre, et cœur en leur poitrine ferut parmy d'un arc, et otant de demiselles en cote de bougrant, le menu vere par les espales. Ceulx de cest dicte rue eurent le paon, et fit-on une trarolle si grande que le bieffroy en fut enclos, allant jusques à Mascamps, et fut li carolle toute uide

fors de ceux qui le wardoient, et eut le pris de celui fieste, Jaquemé, bourgeois de Saint-Quentin.

En l'an mil III^e et XXX, le jour Nostre-Dame en my Aoust, alèrent pluseurs bourgeois de Valenciennes à une ronde table, qui fut faict à Paris : premiers y fut Jehan Biernier, fil Jehan, adonc prevost de par le très noble et puissant le boin comte Willaume de Haynnaut, cui Dieu pardoinst, à Valenciennes. Si ala le dict Jehan Biernier devant nommet, baneres, et mena avec lui Jehan Biernier son fil, et Pieron de Barale. Item, y ala Jacquemmes Gouces, et mena avec lui Jehan de Courouble et Lotart son frère, liquel bourgeois devant dit ysirent de Valenciennes a clokaïtes et ensaule des armes de Haynnaut, et a xxxvi compagnons de leur amistet, tout viestis d'une semblance de wardecors de draps entailliés d'une manière, et eut le pris d'icelui fieste Simon de Saint-Omer, bourgeois de Compiengne. Chy après porés sçavoir lez princes pour qui li boin comte Willaume requiste à Jehan Biernier, fil sire Biernier d'Anensnez, adont son prevost à Valenciennes, qu'il fesist apareiller à se maison pour donner à souper et fiestier les seigneurs qui estoient venit à Valenchiennes parlementer à lui pour chou qu'il gisoit au lit de mau de goutes, et qu'il eust des bourgoise de le ville de Valenciennes, pour rechepvoir et fiestier lez signeurs chi après nommés, ses cousins et amis. Et fut ci soupers fait au pont Saint Pol, en le maison dou dit signeur Jehan Biernier, là où est de présent, comme on dit, édifié l'Hostel-Dieu. Et fut lan mil m^{re}xxxiii, environ le candeler, m ans devant chou qu'il fust escachiés du pays de Haynnaut, et ensi que ly princes et les demisielles isisent à table et les mes et vins de quoy ils furent servis.

Et premier à la première table : Monseigneur Henri de Flandres, comte de Lodes, et demisielle Marie dou Noumoin, femme Jehan Biernier, prevost dessus dict; monseigneur Jehan de Luxembourg, adont roi de Behaigne et demisielle Cateline de le Croix, femme Pieron le Poivre; Phelippe de Evreus,

adont roy de Navarre et demisielle Izabiau de Bayssy, femme signeur Simon du Gardin ; l'évesque de Liège qui fut de ceulx de la Marche et demisielle Yzabel de Baralles, femme Amoury de le Vigne; monseigneur Lois, adont comte de Flandres, et demisielle Maigne de Prouville, femme de Jehan de Quarouble; monseigneur le comte de Ghelre et demisielle Maigne à le Taque, femme Jacquemon Ghouces.

Seconde table : Monseigneur le comte Guillaume, comte de Jullers, et demisielle Marie Biernière, dame de Lechielle, femme Jacquemon Dansart; monseigneur le comte Jehan de Namur et demisielle Ysabelle de Braffe, femme Jehan Biernier le moyen; monseigneur Jehan de Haynnaut, seigneur de Biaumont et comte de Soissons et demisielle Maigne de Hesque, femme Jehan de Baissy; monseigneur le comte de Vasco et demisielle Marie de Baissy, femme Jehan Partit; nonseigneur le comte de Grantpret et demisielle Maigne Creste, femme Jacquemon le Cochon.

Tierce table : Guillaume de Haynnaut, adont un damisiel de Haynnaut et demisielle Izabel de Saint-Saulve; monseigneur de Vornes et demisielle Ysabel de le Sauch, femme Waultier de Hesques; monseigneur d'Ainghien et demisielle Willehaut du Gardin, femme Jehan Biernier, adonc le maisnet; monseigneur de Boussies et demisielle Margueritte de Coudec, femme Nichaise de le Sauch; monseigneur Henri d'Antoing et demisielle Izabel le Villaine, femme Robiert-Partit; monseigneur de Gistielle et demisielle Izabel de Hesque, femme de Thiery de Sommaing; monseigneur d'Angimont et demisielle Agnies de Landas, femme Jehan du Gardin.

Quarte table : Monseigneur d'Ecclo et demisielle Izabel du Gardin, femme de Pierron de Baralles; monseigneur de Barbechon et demisielle Marie de le Cauchie, femme Jacquemon le Vilain; monseigneur de Prache et demisielle Phelippe du Gardin, femme Jehan le Cochon; monseigneur de Fagnoelles et demisielle Maigne Brocheur, du chastielle Saint-Jehan; mon-

seigneur de Hamestede et demisielle Maigne Polle, fille de Jehan Polle; monseigneur de Havrecq et demisielle Isabiel, fille Jacquemon le Cangeur; monseigneur de Hornes et demisielle Izabiel Brocquette, femme Jehan de Werchin, maistre monseigneur Guillaume de Haynnaut.

Le cinquième table : Monseigneur Jacques d'Angimont; monseigneur de Gommegnies; Monseigneur Oliffart de Gistielle; monseigneur Henri de Liedekierke; monseigneur Henri de Brederodes; monseigneur de Mastaing; monseigneur de Pottes; monseigneur Jehan de Lisseroelles.

Le sixième table : Monseigneur Amouri de le Vigne; Jehan de Courouble; Alart du Gardin; Jehan de le Sauch; Jacquemon Ghoucet; Jehan Polle; Jehan de Baissy; Jacquemon le Cangeur; Pieron le Poivre; Jehan Partit.

Folio xi. Chy après sont dénommez par escript les mes et li entremes et li vin dont on servi les princes et seigneurs et lez demisielles dessusdict :

Premiers mes d'azise grevée et venoison de chierf et d'entremes lamproies semées de claux de gerouffle et sausse appartenant à celui entremes. Et avoit envoiet les lamproies Nicolas Mucheu, bourgeois de Paris, poissonier au roy de Franche, à Jehan Biernier devant nommet. Second mes d'asize le roste de paon, de Limoges; de pietris, de hairons, de butois et de conins, et sausse appartenant a tels mes, et d'entremes. Tierch mes d'un blanc mengier et d'un vremeil en une esquielle, le blanc semet de chucre et de grains de puns de Grevache, et le vremeil de chucre et d'amandes frites en miel, et d'entremes gellés de pluseurs poissons. Quatriesme mes, asize de loques frites au verd, et d'entremes pastés de sirot et pastés d'anguilles. Le V^e mes, asize de prickes en galentine, et d'entremes friture de pipe farse et cresse, et sur cel entremes paons eslevés, hairons et limoges. Le VI^e mes asize d'escreveches et d'entremes tiest de senglet entiers en friture que on decopa par trenques pour mettre devant lez seigneurs et sausse appartenant à telz entremes.

Et puis après figues et nesples de Saint-Liévin, et tantost après le claret et le mestier, et puis après on servi d'ypocras, et furent li seigneurs servit de VI maniers de vin, que sire Jehan Biernier devant nommet avoit à se hostel de pourvision, c'est assavoir vin de Saint-Poursain, vin de Saint-Jehan, vin d'Aussoire, vin de Brave, vin de Ria et vin de Tuviane, de quoy on servi avec le premiers mes, et en avoit Sire Jehan Bierniers le fust d'une pipe de Rin toute pleine de tubiane qu'il avoit gardé plusieurs années.

Et servit les seigneurs devant dict et asist les esquiellles devant les princes, Jehan Biernier, filz Jehan Biernier, qu'il eut de demisielle Yzabel de Braffe.

Et tantost que li seigneurs eurent souper, mesire ly roys Phelippe de Navarre desquendi à l'hostel au Chinne ou marquet de Valenchiennes; si le sçeut Jehan Biernier li ainsnés, sy que messire Olifart de Gistiellles et messire Jehan de Floremille, et Jehan Biernier li ainsnet alèrent viers le roy devant dit, lui prier qu'il lui pleuist avenir fiestyer avecques lez seigneurs, et s'y fit-il, et le festia Jehan Biernier ainsi qu'il appartenoit au seigneur, et fist, puis se di, ly rois de Navarre moult d'honneur au dict Jehan Biernier pour chou que sy honnourablement l'avoit receut et fiestiet. Et tous lez seigneurs devant dis siervi Jehan Biernier ly jones à table, et assist lez escuiellles ainsy qu'il appartenoit as princes devant dict, et fist Jehan Biernier ce souper environ le Candeler, l'an mil III^e XXXIII, pour l'honneur et révérence du roi devant nommet est ce mis en route en ce souper. »

Nous lisons ensuite, au folio 14 verso :

Coment le comte Guillaume de Haynnaut, fils au bon comte Guillaume, luy estant à la Salle en Valenchiennes, commanda à certains bourgeois de tenir prison à Mons, avec Jehan Biernier laisnet et son premier filz, Jehan Bernier et l'outraige que on leur fist, sans cause et par enuit.

Puis, au folio 33 verso :

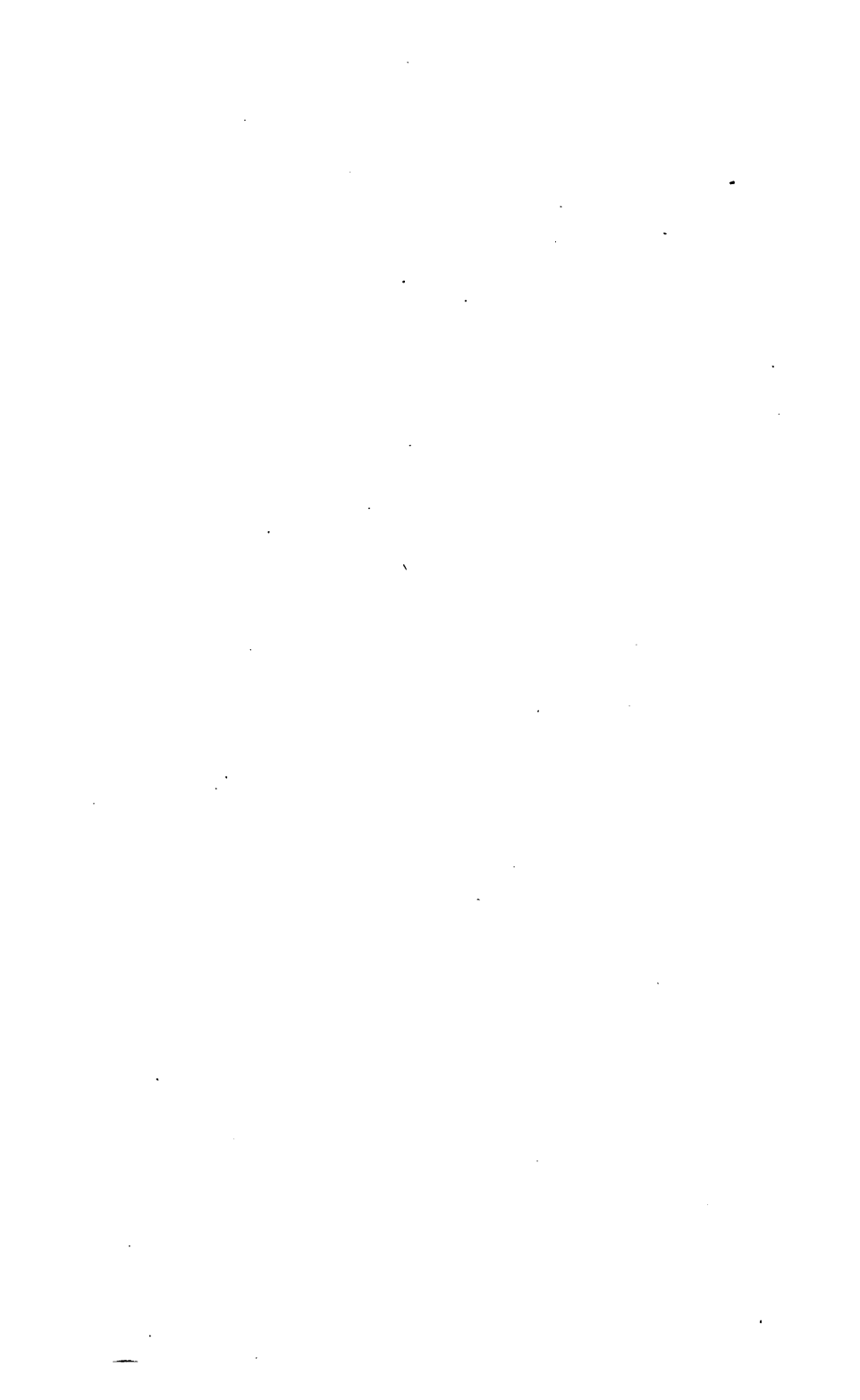
Comment après avoir perdu Jehan Biernier tout son bien, et avoir honte et scandalle, il fut fugitif hors du pays de Haynnaut et le roy de France Philippe VI^e de ce nom le rechupt.

Folio 38 verso :

Cy après s'enssuit le lettre qui fait mention du jour que li rois Philippe de France establi Jehan Biernier a estre l'ung des maistres des enquestes en la cité de Paris.

Folio 39.

Comment le comte Willaume se repentit et fut mary d'avoir creu si legierment lez maldisans et envieux qui estoient contre Jehan Biernier, et comment il vint au monastère de Saint-Saulve, là où estoit le dict Jehan Biernier, et des parolles qu'il luy dit et de sa mort, et il trespasa et fut enterré au dit monastère en grande et honeste pompe funèbre et des prélas crestians presens, etc.



COMPTE RENDU DES SÉANCES

DE LA

COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE,

OU

RECUEIL DE SES BULLETINS.

TROISIÈME SÉRIE.

TOME TROISIÈME. — II^{me} BULLETIN.

Séance du 14 mai 1861.

Présents : MM. le baron DE GERLACHE, président; GACHARD, secrétaire; DE RAM, le chanoine DE SMET, BORMANS, BORGNET.

Le procès-verbal de la séance du 7 janvier est lu et adopté.

Le secrétaire dépose sur le bureau le troisième cahier du tome II et le premier cahier du tome III des Bulletins, renfermant le compte rendu des séances du 20 octobre et du 7 janvier, avec les différentes communications faites à la Commission.

TOME III^{me}, 3^{me} SÉRIE.

11

CORRESPONDANCE.

Dans la séance du 2 juillet dernier (*Bulletins*, t. II, p. 112), la Commission a résolu d'exprimer à M. le ministre de l'intérieur le vœu que le gouvernement tâchât d'obtenir à Vienne la restitution de la correspondance qui eut lieu, lors de l'insurrection des Gantois sous Charles-Quint, entre la reine Marie, régente des Pays-Bas, et l'Empereur, ainsi que son premier conseiller d'État et garde des sceaux, Nicolas Perrenot de Granvelle.

M. le ministre a accueilli ce vœu. Des démarches ont été faites auprès du gouvernement autrichien; elles ont été couronnées de succès : M. le ministre, par une dépêche du 17 janvier, a transmis à la Commission trois dossiers, composés d'autant de séries de pièces, et renfermant, savoir : le premier, la correspondance de la reine Marie avec l'Empereur et le seigneur de Granvelle, du 17 juillet au 6 décembre 1539; le deuxième, la minute originale de la sentence contre la ville de Gand, du 30 avril 1540, et des pièces relatives à la conspiration de 1542; le troisième, des pièces des années 1537, 1538 et 1539, relatives principalement au procès intenté par les Gantois, devant les échevins de Bruxelles, à Renier Van Uffelghem.

La Commission, appréciant l'importance historique de ces documents, décide de témoigner sa gratitude à M. le ministre; mais elle lui fera remarquer en même temps que l'insurrection des Gantois prit son origine dans la demande qui se fit aux états généraux, assemblés à Bruxelles, au mois d'avril 1537, et qu'il serait d'un grand intérêt de

posséder la correspondance de la reine Marie avec l'Empereur et le seigneur de Granvelle, à partir de cette époque.

— Plusieurs autres dépêches de M. le Ministre de l'intérieur sont communiquées. Elles concernent la distribution ou l'échange des publications de la Commission.

— La Société historique pour la Franconie inférieure et Aschaffembourg, établie à Wurzburg, fait parvenir les deuxième et troisième livraisons du tome XV de ses *Archives*.

— La Société pour la recherche et la conservation des monuments historiques du grand-duché de Luxembourg envoie le tome XV de ses publications.

BUREAU PALÉOGRAPHIQUE.

M. le Ministre de l'intérieur, par une dépêche du 18 février, transmet expédition de deux arrêtés royaux du 28 décembre 1860 : l'un portant réorganisation du bureau paléographique; l'autre nommant chef de ce bureau M. Ernest Van Bruyssel. Ces arrêtés sont ainsi conçus :

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, salut.

Revu notre arrêté du 30 janvier 1847 décrétant la création d'un bureau paléographique;

Considérant que l'expérience a démontré la nécessité de modifier les dispositions dudit arrêté;

Sur la proposition de notre Ministre de l'intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ART. 1^{er}. Il est annexé à la Commission royale d'histoire, et sous la haute direction de celle-ci, un bureau paléographique.

ART. 2. Ce bureau est chargé : 1° de seconder la Commission dans ses travaux ; 2° de satisfaire aux demandes qui ont pour objet des transcriptions, des vérifications, des extraits et des analyses de documents manuscrits renfermés, soit dans les archives, soit dans les bibliothèques publiques, en se conformant aux règlements de ces établissements.

ART. 3. Le personnel se compose d'un chef et de deux attachés.

ART. 4. Le chef est nommé par nous ; son traitement est fixé par l'arrêté de sa nomination.

ART. 5. Les attachés sont nommés par le Ministre de l'intérieur, sur la proposition de la Commission royale d'histoire ; ils doivent être au moins candidats en philosophie et lettres.

Ils ne jouissent d'aucun traitement ; mais, après deux années d'exercice, il peut leur être accordé des indemnités, sur la proposition de ladite Commission.

ART. 6. Le chef du bureau exerce les attachés à la lecture et à l'interprétation des manuscrits, à leur transcription, et généralement à tout ce qui tient à la paléographie et à la diplomatique.

ART. 7. Le bureau paléographique fait gratuitement tous les travaux et les recherches dont il est chargé par la commission royale d'histoire, ou qui sont demandés par les départements ministériels, pour le service de l'administration.

Les copies et les recherches qui sont exécutées pour des particuliers, ou pour des institutions littéraires ou scientifiques, sont payées au bureau paléographique suivant un tarif à établir.

ART. 8. Notre arrêté du 30 janvier 1847 est rapporté.

ART. 9. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 28 décembre 1860.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

CH. ROGIER.

Pour expédition conforme :

Le secrétaire général du Ministère de l'Intérieur,

ED. STEVENS.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, salut.

Vu notre arrêté de ce jour concernant le bureau paléographique ;

Sur la proposition de notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ART. 1^{er}. Le sieur Van Bruyssel, précédemment attaché au bureau paléographique, est nommé chef de ce bureau.

ART. 2. Il jouira, en cette qualité, d'un traitement annuel de 2,400 francs.

ART. 3. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 28 décembre 1860.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

CH. ROGIER.

Pour expédition conforme :

Le secrétaire général du Ministère de l'Intérieur,

ED. STEVENS.

Après avoir pris connaissance de ces actes, la Commission charge MM. le baron de Gerlache et Gachard d'examiner le règlement du bureau paléographique en date du 9 août 1847, et de lui faire rapport, à sa prochaine séance, sur les modifications qu'il y aurait lieu d'y apporter.

— M. Ernest Van Bruyssel écrit qu'en attendant les instructions que la Commission jugera à propos de lui donner, il s'est occupé, depuis son retour de Londres, à mettre en ordre des documents qu'il a recueillis dans les archives et les bibliothèques d'Angleterre, et qu'il fait parvenir à la Commission; parmi ces documents, au nombre de trois cents environ, il cite plusieurs lettres inédites d'Ortelius et une grande partie de la correspondance du comte de Leycester, concernant son séjour dans les Provinces-Unies et ses démêlés avec les états. Il a, en outre, entrepris le dépouillement de toutes les publications périodiques faites en Belgique depuis 1830, ainsi que celui des bulletins des sociétés savantes du pays, afin de réunir les éléments d'une description bibliographique, aussi complète que possible, des mémoires, dissertations et notices historiques qui sont disséminés dans ces divers recueils; il espère que cet ouvrage, dont le but est d'épargner aux hommes de lettres des investigations souvent inutiles, et de donner de la cohésion à une foule de travaux intéressants, trop peu consultés, parce qu'ils ne sont pas assez connus, méritera l'approbation de la Commission, à qui il compte le présenter lors de sa prochaine séance. Il exprime le désir de pouvoir continuer, à la bibliothèque de Bourgogne, les explorations qu'il a commencées au Musée britannique, car il pense qu'on y découvrirait des manuscrits précieux, dont la publica-

tion serait aussi désirable qu'utile. Il fait enfin diverses observations relatives à l'organisation du bureau paléographique.

La Commission renvoie à l'examen de M. Gachard les nouveaux documents communiqués par M. Van Bruyssel, et détermine le sens dans lequel il lui sera répondu sur les autres points de sa lettre.

TABLE CHRONOLOGIQUE DES CHARTES ET DIPLÔMES IMPRIMÉS
CONCERNANT L'HISTOIRE DE LA BELGIQUE.

M. Alph. Wauters, chargé de la publication de la *Table chronologique des chartes et diplômes*, adresse à la Commission le rapport suivant :

« Bruxelles, le 14 mai 1881.

» MESSIEURS,

« Différentes circonstances, qui n'avaient pas été prévues, ayant retardé jusque vers le commencement de cette année l'impression de la *Table chronologique des diplômes concernant l'histoire de la Belgique*, j'ai pu aborder à temps l'analyse de quelques grands recueils d'une haute importance, et, ce retard s'étant prolongé, il m'a été permis de donner au travail dont vous m'avez chargé un développement plus considérable que celui qu'il comportait d'abord.

» Un nouvel examen de la période de notre histoire, antérieurement au douzième siècle, a été entrepris. Des sources précieuses ont été explorées, et tous les bulletins, sans exception, ont subi une vérification soigneuse. Un seul fait vous prouvera à quel point cette opération était

nécessaire : tous les bulletins provenant de l'ouvrage de Brasseur, intitulé : *Origines omnium Hannoniae coenobiorum*, ont été rejetés, sauf trois, qui seront utilisés pour le quinzième siècle. Les autres se rapportent à des chartes dont Brasseur n'a donné qu'un fragment écourté, et dont un texte meilleur se retrouve ailleurs. Pour la même cause, il a fallu mettre au rebut les analyses extraites du *Glossaire* de Du Cange et des *Œuvres* de Raepsaet.

» La période romaine avait été complètement négligée par mes devanciers. Pour remplir cette lacune, j'ai puisé aux deux grandes sources de l'ancienne législation impériale : le *Code Théodosien* et le *Code Justinien*. Là, au milieu d'une multitude de décrets datés de Trèves et des autres cités de la Gaule belgique, on en rencontre sept, tous appartenant à l'année 372, et qui sont datés de la bourgade, aujourd'hui peu connue et peu importante, de Nassogne. Le long séjour qu'y fit alors l'empereur Valentinien I^{er}, autorise à ranger cette localité parmi celles qui étaient parvenues, à cette époque, à un certain degré de prospérité, et cette circonstance n'est pas sans intérêt pour l'histoire primitive du Luxembourg belge, où l'on rencontre si fréquemment des débris qui appartiennent aux temps des Césars.

» A l'aide du bel ouvrage du père Boucher (*Belgium romanum*), j'ai franchi l'intervalle, peu riche en faits et en documents, qui sépare la fin de la domination romaine en Belgique du règne de Clovis. Avec l'avènement de ce prince s'ouvre une ère nouvelle, et les données s'accroissent et varient considérablement.

» Les capitulaires des rois francs, déjà étudiés dans

Baluze, dans Pertz, dans les *Diplomata* de Bréquigny, réédités par Pardessus (1), l'ont encore été dans le *Corpus juris Germanici antiqui*, de Georgisch; dans les *Constitutiones imperiales*, de Goldast, où l'authentique est si singulièrement mélangé de faux; dans l'immense recueil de Lünig, intitulé : *Teutsches Reichs Archif*.

» Les actes des conciles et synodes, dont la connaissance est essentielle pour cette époque, remplissent une foule de publications colossales. Faute de temps, j'ai dû me borner à trois collections : le précieux recueil de Sirmond (*Concilia antiqua Galliae*), avec le supplément par Delalande; celui des pères Labbe et Cossart (*Sacrosancta concilia*), et celui de Hartzheim (*Concilia Germaniae*), ce dernier plus spécial à la Belgique et à l'Allemagne.

» Pour les lettres adressées aux rois des Francs (et plus spécialement aux rois d'Austrasie et de Lotharingie), ou émanées de leur chancellerie, et pour les diplômes de toute nature, j'ai trouvé de nouvelles lumières dans les *Historiae Francorum scriptores*, de Du Chesne, les *Annales ecclesiastici Francorum*, de Le Cointe, et le recueil de dom Bouquet. Pour ce dernier, la première analyse a été entièrement refaite.

» Les vies des saints et les excellents commentaires dont elles ont été l'objet, ne pouvaient être négligés. Les nombreux in-folio des *Acta Sanctorum*, les *Acta Sanctorum Belgii*, dont la continuation et l'achèvement sont désirés par tous ceux qui, en Belgique, s'occupent sérieu-

(1) Voyez ma lettre du 31 mars de l'année dernière, dans les *Bulletins*, tome II de la troisième série, pages 4 à 9.

sement d'histoire; les *Acta Sanctorum ordinis S. Benedicti*, de Mabillon, ont été également fouillés. En arrivant au septième siècle, je ne pouvais négliger les publications d'Henschenius, de ce savant de premier ordre, dont les beaux travaux ont débrouillé le chaos de la chronologie mérovingienne, et égalent, s'ils ne surpassent, ce qui s'est fait de mieux dans le domaine de l'érudition, en Allemagne et en France.

» Un grand nombre de monographies figuraient dans la liste des ouvrages dont le dépouillement avait été exécuté, lorsque vous m'avez remis le travail préparatoire de la *Table chronologique*. J'ai pu cependant en explorer quelques autres, soit anciennes, telles que l'*Histoire de la Lorraine*, par dom Calmet (deuxième édition), la *Chronique de Lobbes*, par Waulde, les travaux sur les grandes abbayes de Fulde, de Lorsch, de Saint-Maximin; soit nouvelles, telles que les *Urkunden zur Geschichte des Niederrheins*, de Ritz, source abondante pour le monastère de Stavelot; l'*Urkundenbuch zur Geschichte des Niederreins*, de Lacomblet, les *Archives de la ville de Reims*, par Varin, et une publication toute récente, et spécialement consacrée à la vallée de la Moselle, par Beyer, l'archiviste de Coblenz.

» Je n'ai pas négligé les correspondances des souverains pontifes, de saint Boniface, d'Alcuin, de Hincmar; j'ai eu également soin de comparer les publications de Miraeus : les *Diplomata Belgica*, le *Codex donationum piarum*, les *Donationes Belgicae*, etc., avec le grand recueil des *Opera diplomatica*, auquel j'ai attaché les noms des deux écrivains qui y ont successivement travaillé : Miraeus, le premier éditeur, et son continuateur Foppens.

» A la date de ce jour, dix feuilles de la *Table* sont com-

posées, et si rien ne vient nous arrêter, nous pourrons terminer vers la fin de l'année le premier volume de cette publication.

» J'ose espérer que les efforts que j'ai faits pour répondre à votre confiance obtiendront votre approbation, et, dans cette attente, je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mon dévouement.

» ALPHONSE WAUTERS. »

La commission applaudit au zèle que M. Wauters apporte dans l'accomplissement de la tâche qui lui a été confiée, et décide que son rapport sera inséré dans le *Bulletin*.

RAPPORTS.

M. Gachard fait le rapport dont il a été chargé à la dernière séance, sur les pièces dont M. Van Bruyssel a transmis des copies à la commission. Il s'exprime ainsi :

« J'ai examiné les pièces que M. Van Bruyssel nous a fait parvenir, et dont les originaux sont conservés, les uns au *British Musæum*, les autres au *State Paper Office*.

» Parmi ces pièces, il y a des lettres du roi d'Angleterre Henri IV au duc de Bourgogne Jean sans Peur et à la duchesse sa femme; des actes de la même époque concernant les traités d'entrecours conclus entre la Flandre et l'Angleterre; des lettres de l'archiduchesse Marguerite, régente des Pays-Bas, à Henri VIII et au cardinal Wolsey; du connétable de Bourbon aux mêmes; d'Adrien de Croy, seigneur de Beaurain, au roi d'Angleterre; de Charles-Quint à Édouard VI et à Marie Tudor; de Philippe II à

Élisabeth; du comte d'Egmont aux seigneurs d'Audregnies et de Lumbres. Ces divers documents, au nombre d'une trentaine environ, ne présentent pas tous un égal intérêt; je pense néanmoins qu'ils peuvent indistinctement être insérés dans le *Bulletin*.

» Le plus grand nombre des copies de M. Van Bruyssel consistent en des lettres de François I^{er} écrites à Henri VIII, au cardinal Wolsey, au cardinal de Lorraine, à l'évêque de Bayonne et à d'autres personnes. Le sujet de ces lettres ne se rapportant point à notre histoire, et leur contenu n'étant que d'une importance secondaire, j'estime qu'il y a lieu seulement de les déposer dans les archives de la commission, ou de les rendre à M. Van Bruyssel, s'il le désire.»

— Ces conclusions sont adoptées.

ACTES DES ÉTATS GÉNÉRAUX DES PAYS-BAS, DE 1576 A 1585.

M. Gachard annonce que le 1^{er} volume de sa Notice chronologique et analytique des actes des états généraux de 1576 à 1585, paraîtra dans le courant du mois de juin; vingt-cinq feuilles de ce volume sont déjà imprimées.

Il fait connaître que, depuis la communication des résultats de ses recherches pour les années 1576, 1577, 1578, 1579 (*Bulletins*, II, 209), ils se sont augmentés de plus de cinq cents nouvelles pièces. Il a trouvé ces documents dans deux registres appartenant aux archives de la ville de Gand; dans les manuscrits 5884-5925, 7199, 7223, 9238 de la bibliothèque royale; dans un recueil, en quatre volumes, formé par Louis Alegambe, prévôt de Tournai et

député de cette ville aux états de 1576, recueil dont les Archives du royaume se sont récemment enrichies ; enfin dans diverses liasses des papiers d'État transportées à Vienne en 1794, et que le gouvernement autrichien a rendues à la Belgique.

On peut dès à présent supposer, dit-il, que la notice des actes des états généraux de 1576 à 1585 comprendra de trois mille cinq cents à quatre mille pièces.

COLLECTION DES CHRONIQUES.

M. Borgnet, éditeur du Recueil des chroniques de Liège, annonce que l'impression du premier volume de ce recueil, comprenant la chronique de Jean de Stavelot, est achevée, sauf l'introduction, dont il s'occupe, et un court glossaire qu'il se propose de joindre au texte.

M. Borgnet ajoute qu'il a remis à l'imprimeur le manuscrit du premier volume de la chronique de Jean d'Outremeuse, et que déjà plusieurs feuilles en sont composées.

— M. de Ram, qui termine en ce moment l'édition de l'ouvrage de Molanus, *Historiae Lovaniensium libri XIV*, avec appendices, en deux volumes in-4°, annonce qu'il va mettre sous presse le cartulaire de l'abbaye de Cambron, lequel est destiné à former le tome II du Recueil des *Monuments pour servir à l'histoire des provinces de Namur, de Hainaut et de Luxembourg*, entrepris par feu M. de Reiffenberg.

M. Borgnet dit qu'il commencera prochainement aussi l'impression du tome III du même Recueil, dont les huit volumes seront de la sorte complétés.

COMMUNICATIONS.

M. Gachard donne lecture d'une note sur un cartulaire
du chapitre de l'église collégiale de Sainte-Croix, à Liège.
Insertion dans le *Bulletin*.

COMMUNICATIONS.

I.

*Documents tirés des archives et des bibliothèques
d'Angleterre.*

(Par M. ERNEST VAN BRUYSEL, chef du Bureau paléographique.)

I.

HENRI IV, ROI D'ANGLETERRE, A JEAN, DUC DE BOURGOGNE.

Il se plaint de certaines infractions à la trêve conclue entre eux, et notamment de la saisie de quelques marchandises, faite à l'Écluse, au préjudice de Thomas Fauconer, bourgeois de Londres. — Il demande la restitution des biens confisqués.

29 juin 1404.

Henri, par la grâce de Dieu, roy d'Engleterre, de Ffrance, et seigneur d'Irlande, à haut et puissant prince Jehan duc de Bourgoigne, conte de Fflandres, d'Artoys et de Burgoigne, nostre très-cher et très-amé cousin, salut et entière dileccion. Haut et puissant prince, nostre très-cher cousin, ainsi come il vient à nostre mémoire, le second jour du moys de marz, l'an de grâce mille quatre centz et second, par entre le counsail de nostre très-cher seigneur et père, que Dieux perdoint, d'une part, et messires Simon de Ffremelles et Nichol Scorbyn,

messagés pur la partie de Fflandres d'autre part, après ce que mesmes les messagés avoient exposez et démonstrez audit conseil certains griefs et damages supposez avoir esté faitz à ceux de Fflandres par aucuns des liges et subjez de nostre dit seigneur et pière, endroit ce pur anames causes et mocions que y feurent touchées de leur mutuel assent et accort, prorogacion feut faite de la busoigne jusques au primer jour du moys de juillet prochain ensuant, quelle prorogacion durante en livroit as marchans et autres de l'une et l'autre coustée converser et marchander ensemble sanz revogacion de damage de nulle part par vertue de marque, représaille, n'autrement. Et depuis à Calays le vynt et noefisme jour du moys d'augst, l'an mille quatre centz et treuz, par entre aucuns commissaires pur les parties d'Engleterre et de Fflandres audit lieu de Caley assemblez, feut fait certain tretié, en quel entre autres choses feut appointée et accordée que les biens des Engloys arrestez en l'Escluces deussent entièrement estre gardez sauvement et seurement sanz empeecement jusques au disme jour de novembre prochain ensuant, auquel jour deussent les ambassiatours desdites parties avant toutes choses cognoistre sur ledit arrest et ent faire exécucion, ou au meins relester l'arrest desdits biens et les restituer sur sufficeante seureté à prendre en la ville de Bruges de certaine somme à paier le susdit disme jour de novembre par les marchans as queux feurent lesdits biens, ainsi come l'en puvroit convenir avec les officers as queux il appartenoit, s'il aviendroit de justice ladite arrestment estre relesez ycellui disme jour de novembre; et en cas que lesditz biens arrestuz feussent le moien temps empeirez, les quatre membres de Fflandres serroient tenuz dent responndre et satisfaire, par ensi que à celle mesme temps réparation semble se ferroit des damages faites de chascune coustée, purveu toutesfoiz que des biens en l'Esclus arrestez come dessus serroit faite restitution, si come en les susdites prorogacion, appointment et accort est contenuz plus au plein. Mais,

pur venir au propos, nostre amé lige Thomas Ffauconer, citein et alderman de nostre citée de Lonndres, nous ad demonstré coment venredy aorez deinz le temps ainsi prorogez come dessus, pluseurs ses biens et marchandises de la value de deux centz quarante et one livres, dys souldz et noef deniers d'esterlings, esteantz en deux bales signez de tiel marche ·ð· chargez en deux niefs de Wys Jacobson et Martin Creek en port de la ville de l'Esclus, estoient arrestuz et depuis amesnez deinz le chastel illoecqs par le capitein de mesme la ville et le baillif del eawe et port illecques, sanz cause juste ou resonable, et tout expressement contre le tenur et effett de les appointment et accort susditz, desqueux biens et marchandises l'avantdit Thomas ne poet approucher restitution par nulle voye, jassoit que à ce ait il fait bien souvent par ses procureurs instance et poursuite envers les quatre membres de Fflandres. Par quoy, haut et puissant prince, nostre très-cher cousin, nous vous prions et requerons le plus acertes que nous povons que à l'avantdit Thomas ou à son procurour sufficeant venant devers vous pour demander et avoir restitution desditz biens et marchandises ou de la vraye value d'icelles, mander et commander vuillez ycelle restitution ou satisfaction estre faite selonc l'effett et contenue de les appointment et accords susditz, ensemblement avec coustages resonables pur ses missions, damages, et expenses, ainsi et par tiele manière come vous voudriez que nous faisons à les vostres à nous pursuantz ou poursuivre vuillantz d'avoir remede et redresse en cas semblable s'il aviegne.

Don souz nostre prive seal à nostre palloys de Westmonster, le xxix jour de jung l'an de nostre règne second (1404).

Suscription : à haut et puissant prince Johan duc de Bourgoigne, conte de Fflandres, d'Artoys et de Bourgoigne, nostre très-cher et très-amé cousin.

Musée Brit. Bibl. addit. MS. 14,820 A.

II.

HENRI IV, ROI D'ANGLETERRE, A LA DUCHESSE DE BOURGOGNE.

Il vient d'apprendre que des marins flamands, armés en course contre les Anglais, se sont emparés d'un navire à bord duquel se trouvait frère Robert Maskall, son ancien confesseur. Il demande la mise en liberté de ce dernier, sans rançon.

10 septembre 1404.

Henri par la grâce de Dieu , roi d'Angleterre et de Ffrance, seigneur d'Irlande, à haulte et puissante princesse la duchesse de Bourgoyne, comtesse de Fflandres, salut et très-entière dileccion. Haulte et puissante princesse, savoir veuillez qu'il est venuz à nostre notice par relacionn à nous faite par dignes de foy, que voz subgitz de Fflandres gisantz en agait sur la mer, pour faire le mal qu'ils pourroient à noz liges , pristrent ja tard une nief en laquelle nostre très-cher en Dieu frère Robert Maskall, nadgaires nostre confesseur, estoit en venant hors de Middelburgh par devers nostre roiaume; et après que voz ditz subgitz avoient gettez touz ses serviteurs hors de la nief en la meer, ils amesnèrent le dit frère Robert à Donkirk, deinz vostre ditte seigneurie, et là ils detiegnent mesme celui Robert come leur prisoner et ne lui volont deliverer hors de leur garde sanz lui mettre à finance et rannceon à finaile destruction de son povre estat, à ce qu'est dit, dont nous avons grande cause de nous merveiller, puisque à grande instance et désir de les marchantz de vostre dicte seigneurie et meesment de les trois villes de vostre pays de Fflandres et à l'excitacionn de voz amyables lettres nadgaires envoyées tant à nous come à noz messagez lors esteanntz à nostre ville de Calais, traictié se prist d'entre les messagés de vous et de nous qu'ore et pen-

dannt, dont on espoire que Dieu deunt bonne conclusionn se fera, en cas que tieles mesprisions et attemptatz ne soient en cause de la conntraire et de rumpure d'icel, si vous prionns très-chèrement et requérons, haulte et puissante princesse, que commander veuillez voz ditz subgitz de mettre ledit Robert à delivre sanz luy rannceoner ou autre damage faire ainsi come vous desirez que nous ferons à les voz en cas semblable, car vraiment, haulte et puissante princesse, nous ne pourrons ne ne volons tieles horribles faitz longement endurer; haulte et puissante princesse, certifier nous veuillez à plustost que vous pourrez bonnement, ce que vous pensez faire à la révérence de nous en celle partie, et nostre Seigneur vous vueille tousiours avoir en sa seincte garde.

Donné soubz nostre signet à nostre chastel de Tuttebury le x^{me} jour de septembre 1404.

Suscription : A haulte et puissante princesse la duchesse de Bourgoyne, conntesse de Fflandres.

Musée Brit. Bibl. add. MS. 14,820 B.

III.

LES AGENTS ANGLAIS AUX MANDATAIRES DU DUC DE BOURGOGNE.

Notification faite par les commissaires anglais, séant à Calais, de la proclamation d'un traité de commerce entre l'Angleterre et la Flandre.

14 juin 1407.

A très-honoré et puissant seigneur, messire Pierre sire de la Vieffville, chevalier, maistres Johan de Toisy archidiacre

d'Ostervans, Thierry Gherbode et Thierry de Henechin, escuyers, commis du duc de Bourgoigne de par luy au traité entre Engleterre et Flandres, et à chascun d'eulx.

Très-honoré et puissant seigneur, comme par l'appointement derreniement par entre nous prins nous avons chescun de son costé de certiffier l'un à l'autre dedens le xv^{me} jours de juing se la proclamacion de la generale seurté par entre vous et nous accordez tant par terre que par mer soit faite, vuilliez savoir que au jour duy nous sont venues lettres du roy nostre très-souverain seigneur soubz son privé scel contenant que prestement et deuement ladite publicacion fut faite en la cité de Londres, après ce que nous luy eusmes envoyé la dicte appointment et par apprés en toutes lez parties du royaume, par tous les pors et hables d'icelles et aussi ès isles et aillours où il estoit affaire, par vertu dez lettres du roy nostre seigneur, adreschantes as gardes des dites pors et hables et autres sez officiers, ainssi que au plesir de Dieu en nostre partie n'aura nulle manière de deffault de bien garder et loyalement tenir la dicte seurté selon l'entent et tenour des ditz traictié et appointment. Ce sache lui tout puissant Dieu qui vous ait en sa sainte garde.

Escript à Caleis, ce mardy le xiiii^{me} jour de juing l'an de grâce mill quatre cens et sept, soubz les scelx de nous les ditz Richard Aston, lieutenant, et de Perin le loharent.

Et Richard Oldyngton pur tous nous, après laquelle sigillacion, je, ledit William Hoo, qui pour certaines causes estoie adonques absent, ay semblablement à ce mys mon scell.

Richard Aston, lieutenant de Caleis. William Hoo, chevalier. Perrin le loharent. Richard Oldyngton, escuyer. Ambassadeurs pour la partie d'Engleterre au traictié entre Engleterre et Flandres.

IV.

JEHAN BOURGHOP ET AUTRES AUX AGENTS DU DUC DE
BOURGOGNE.

Notification envoyée par les commissaires anglais à Jean de Toessy et autres, délégués du duc de Bourgogne, concernant la publication, faite en Angleterre, d'un traité de commerce avec la Flandre. Ils réclament l'adoption de mesures analogues dans ce pays.

29 avril 1409.

A très-honnourables et puissans seigneurs, maistre Johan de Toessy, prevost de Saint Ame de Douay, maistre Thirry Gherbode et Thierry de Houchain, escuyers, commis de par excellent et puissant prince le duc de Bourgoigne, conte de Fflandres, au traité de la comune marchandise faire avoir cours entre Engleterre et le dite pais de Fflandres, Johan Bourghop, Perin le loharent escuyers de par le roy d'Engleterre et de Ffrance nostre très-souverain, par ordenance et commis ambassatours et messagés sur le fait du dit traité salut.

Plese vous savoir que en acomplissant la tenour et entente de l'appointement par entre vous en nom que dessus d'une part et honnouré et puissant seigneur Richard Astonn, lieutenant de Caleis, nostre co-ambassadeur et moy ledit loharent en nom dessus descléré d'autre, au derrain assembler que nous feismes à Caleis sur la prinse et acceptacion de la generale seurté sur la mer, par entre les hables de Wynchilsey et Saint Valery et dilecqz en avant partout ès parties de l'Est et du North a duré par l'espace de III ans, à compter et commencer le xv^e jour de jung dernier passé, nous avons fait si dilligente pourssuite que la dicte seurté, par commandement du

roy nostre dit seigneur, a généralement et solempnement esté crié en la cyté de Londres en si deu et souffisant temps come le dit appointment le requiert, et que oncques ce prestement ont esté envoyés certains sergens d'armes avecques mandemens et commissions à ce nécessaire par tout les partie du royalme où telles publicacions et cris ont esté et sont accoustumés à estre fais, pour mesmes la seurté y faire publier et solempnisier en fourme deue, puissi que deuent jusques à ore nous avons fait et accompli tout ce à quoy ledit appointment nous obligeoit et que tenus estions à faire. Et ce nous vous eussions par la tenour de ces présentes nos lettres asquelles vous plesse adjouster foy et credence. Donné en tesmoing de ce audit lieu de Londres soubz le scel de honnorable et discrete personn Richard Whytington, maire de l'estaple de Caleis, en l'absence du scel de moy Jehan Bourghop dessus dit, et soulz le propre scel de moy ledit Perrin le loharent, le XXIX jour du moys d'avril, l'an de grâce mil CCCC et IX.

Musée Brit. Bibl. addit. MS. 14,820 E.

V.

MARGUERITE D'AUTRICHE, GOUVERNANTE DES PAYS-BAS, A
HENRI VIII, ROI D'ANGLETERRE.

Elle a reçu les lettres du roi, lui présente des remerciements, et proteste de son dévouement envers sa Majesté.

12 janvier 1516.

Très hault, très excellent et très puissant prince, très honoré seigneur et cousin, le plus humblement que je puis à

vostre bonne grâce me recommande. Plaise vous sçavoir que j'ay reçu voz bonnes et très cordiales lettres du 3^e de ce présent mois, desquelles, et du bon vouloir que continuellement avez à moy, ne vous scauroye assez n'y souffisamment remercier; et vous povez tenir tout asseuré que tant que je vivray me trouverez vostre loyalle et humble cousine, et preste à vous faire le service que me sera possible, comme j'espère vous songnoistrez brief par effet, à l'ayde de Dieu, auquel je pryé, très hault, très excellent et très puissant prince, très honoré seigneur et cousin, vous donner bonne vye et longue.

Esript à Bruxelles, le XII^e de janvier 1516.

Vostre humble cousine,

MARGUERITE.

Orig. au *Record Office*, papiers relatifs au règne d'Henri VIII, 7^e année.

VI.

MARGUERITE D'AUTRICHE, GOUVERNANTE DES PAYS-BAS, AU
CARDINAL WOLSEY.

Elle lui annonce la prochaine arrivée en Angleterre du cardinal de Sion, chargé d'une mission particulière et sollicite les bons offices du primate en faveur dudit cardinal de Sion.

8 octobre 1516.

Monsieur le cardinal. L'Empereur, mon seigneur et père, envoie présentement à diligence monseigneur le cardinal de

Syon, un bon et léal amy et serviteur porteur de cestes, devers le roy mon seigneur et cousin, pour les causes que de luy entendrés. Si vous prie, Monsieur le Cardinal, le vouloir entièrement assister à ce qu'il puist avoir bonne et brieve depesche, ce que suis seure ferés, en continuant au bon vouloir qu'avés à mon dit seigneur et père, qui le reconnoistra quelque jour envers vous, vous disant sur ce l'à Dieu, Monsieur le Cardinal, qui soit garde de vous.

Esript à Bruxelles, ce VIII d'octobre, anno XVI.

La bien vostre,

MARGUERITE.

*Record Office, Collections des papiers d'État
relatifs au règne d'Henri VIII.*

VII.

CHARLES DE MONTPENSIER, DUC DE BOURBON, AU CARDINAL
WOLSEY.

Il lui demande ses bons offices pour M. de Chateaufort, qu'il charge de remplir certaine mission à la cour de Sa Majesté Britannique.

12 mai. ... (1523?)

Monsieur le légat. J'envoye Monsieur de Chateaufort, mon conseiller et intendant de par-della, pour les raisons que je luy ay chargé vous dire; si vous prie le croire pour ceste foys comme moy-mesme et par luy me mander si choses voullés que je puisse, et je le feray de très-bon cuer, après m'estre recommandé beaucoup de foys à vous, priant nostre seigneur

(185)

qui vous doint, Monsieur le légat, ce que plus désirés. D'Annessy, le xii^{me} de may.

Vostre bon cousin,

CHARLES.

Suscription : Monsieur le légat d'Angleterre, mon cousin.

Musée britannique, Bibl. Cotton., MS. Vitellius B., V., fol. 184^b.

VIII.

CHARLES DE MONTPENSIER, DUC DE BOURBON, A HENRI VIII.

Il a reçu, par M. de Beaurain, sa nomination en qualité de lieutenant général des troupes impériales. — Il espère que l'intervention active de Sa Majesté Britannique ne fera pas défaut, en cas de besoin, et proteste de son dévouement à la cause qu'il a embrassée.

18 janvier..... (1524).

.
. . . (1) que savez de pieza et atandant tens propice pour achever mon voyage, est survenu mon cousin, le sieur de Beaurains, qui m'a aporté letres et créance avec la myssion de l'Empereur, pour demourer par-deça son lyeutenant général. Monsieur, et bien que l'affection me sollicitoit fort d'aler voir la bonne et préceyeuse campagne de par-della, ce néanmoins, voyant les afayres qui sont icy, désire faire de tout mon pouvoyr service à mondict seigneur l'Empereur et à vous, qui est

(1) Le commencement de la lettre a été détruit.

la chouse du monde que plus je désyre, ay volentiers accepté ladicte charge, me fyant, Monseigneur, que de vostre part ferés marcher vostres, et qu'il sera cause de fayre venyr nostre annemy à la rayson, soyt par amour ou par force, comme j'ay escript à mondict seigneur l'Empereur, qui, comme je me fye, ne fauldra fayre le semblable de son cousté, et de ma part, à l'ayde de Dieu, et des gans de byen qui sont ycy, je mestray poyne d'en fayre mon devoyr, aynsi que j'y suis tenu, veu les bons proupoz que j'ay amplement antandus par mondict cousin de Beaurayns, ausquelz j'ay toutelle fianse.

Monseigneur, après le plus humblement que m'est possible, estre recommandé à vostre bonne grâce, vais pryer nostre Seigneur vous vouloyr donner très-bonne vye et longue.

Escript à Gennes, le XVIII^e de janvyer et de la mayn de

Votre très-humble, très-houbéissant
serviteur et cousin,

CHARLES.

Suscription : Au roy d'Angleterre, mon très-redoubté seigneur.

Musée Brit. Bibl. Cotton. MS. Vitellius B. VII.
fol. 26^b.

IX.

CHARLES DE MONTPENSIER, DUC DE BOURBON, AU COMTE
DE PENTHIÈVRE.

Il lui annonce l'arrivée de M. de Beaurain, porteur d'excellentes nouvelles. — Propositions de l'Empereur. — Le duc de Bourbon accepte les fonctions de lieutenant général. — Plan de campagne. — Il compte sur les bons offices du comte de Penthievre. — Il lui envoie certaines lettres apportées par M. de Beaurain.

18 janvier..... (1824?)

Mon bon cousin. Je vous ay par cy devant escript mon arrivée et la cause de mon séjour en ce lieu; estant sur mon partement, est arrivé mon cousin le sieur de Beaurains avec l'envoy, qui nous apporte toutes bonnes nouvelles, tant par lettres que de bouche, telles que moy et vous pourrions désirer, c'est assavoir que sy je voulois aller parachever l'affaire que scavés, je serois le très-bien venu par della et que mondict cousin de Beaurains estoit chargé me y faire compagnie, ou si je voulois demourer, monseigneur l'Empereur m'envoyoit commission d'estre son lieutenant général par deça avec pouvoir de mener l'armée de terre et de mer, sinon seulement pour la protection de l'Ytallie, mais là où il me plaira, qu'est, comme bien entendez, grosse déclaration de son bon vouloir. Mon bon cousin, j'ay très-volentiers accepté ceste charge, espérant faire service à l'Empereur, et que pour mon devoir et en récompense de son bon vouloir ay deslibéré faire jusques au bout de ma vie; reste que de votre cousté sollicitez le Roy, pour faire que son armée se mette aux champs, seichant en ce faisant que notre ennemy ne pourroit mettre en gens pour y résister, s'il ne veult desfournir ses frontières, ou sans faire retirer en Fransse pour la secourir l'armée qu'il a par deça, et j'espère, moiennant l'aide de Dieu, s'ilz se re-

tyrent, les suyvre de si près que leur feray de l'ennuy; et, si d'avanture le roy de France estoit si obstiné qu'il ne mandast ses gens qui sont par deça, et que l'Empereur face tirer avant l'armée qu'est en Guyenne, et le Roy la sienne en le pays de Picardie, ce sera moyen de faire venyr. nostre dict ennemy à la raison; j'ay bien parfaicte fianse que vous y emploierez de vostre pouvoir, dont, mon bon cousin, je vous prie bien fort, aussi de me faire entendre souvent des nouvelles de par dellà, et je vous feray entendre de celles de ce cartier, à l'ayde de nostre Seigneur, lequel je prie vous donner le meilleur de vos désirs. Escript de Gennes, le XVIII^e jour de janvier.

Mon bon cousin, l'Empereur vous a escript par mondict cousin de Beaurrains; j'ay veu les lettres, lesquelles je vous envoie.

Vostre bon cousin et amy,

CHARLES.

Suscription : A mon bon cousin, Monsieur le conte de Pen-thièvre et de Bloys.

Musée Brit. Bibl. Cotton, MS. Nero B., VII,
fol. 52.

X.

ADRIEN DE CROY A HENRI VIII.

Arrivée de M. Richard Pace auprès du duc de Bourbon. — Départ de ce prince, qui se consacre entièrement au service de l'Empereur et de Sa Majesté Britannique, et tiendra toutes ses promesses.

16 juin (1524).

Monseigneur, mestre Richart Pace est arrivé vers Monseigneur de Bourbon, lequel est parti pour entrer en Fransse au

service de l'Empereur et de vous, comme ledit mestre Richart vous porra advertir; et, oultre ce, devés estre seur que monseigneur de Bourbon tiendra tout ce qu'il a promis. Et pour ce que mestre Richart vous escript bien au long, feray fin à ma lettre, vous suppliant ne point perdre une si bonne occasion que avés de mettre le comung ennemy à la raison, lequel ce sera tost, s'il plaist à Dieu, auquel je prie de bon ceur, donner à vous, Sire, bonne et longue vie.

De Montcalier, le xvi^e de juing.

Vostre très-humble et très-obéissant
serviteur,

ADRIEN DE CROY.

Musée Britannique. Bibl. Cotton. MS. Vitellius
B., VI, fol. 82.

XI.

CHARLES DE MONTPENSIER, DUC DE BOURBON, AU ROI
D'ANGLETERRE.

Il a reçu les lettres confiées à M. Russell. — Il se réjouit des succès obtenus par le roi. — M. Russell est chargé de faire certaines communications à Sa Majesté.

10 mars (1525).

Monseigneur, j'ay reçu les lettres qu'il vous a pleu m'escripre par messire Roussel, vostre ambassadeur, du xv^e janvier, et oy ce qu'il m'a dit de par vous, merciant tousiours très-humblement de la bonne volonté qu'avez aux communs affaires et aux miens particuliers.

Monseigneur, depuis vos dictes lettres escriptes, il nous est

advenu la bonne fortune et victoire qu'il a pleu à Nostre Seigneur nous donner contre noz ennemys, de laquelle vous ay adverty; vous et votre bon conseil pouvez assez entendre ce qui est nécessaire faire pour le parachèvement desdits communs affaires, desquelz ay eu ample devis avecque ledit mestre Roussel, lequel, je suis seur, vous advertira bien au long de toutes choses, qui sera cause que ne vous feray longue lettre, mais, Monseigneur, ne veulx oblier pour la fin de ceste me recommander très-humblement à vostre bonne grace et souvenance, à laquelle il vous plaira que je demeure, et croire que cest affaire requiert dilligence.

Monseigneur, je prie Nostre Seigneur vous donner très-bonne vie et longue.

Escript à Millan, le dixiesme jour de mars.

Vostre très-humble serviteur,

CHARLES.

Suscription : Au roy (d'Angleterre) mon très-redoubté seigneur.

Musée Britannique. Bibl. Cotton. MS. Vitellius B., VII, fol. 76^b.

XII.

CHARLES DE MONTPENSIER, DUC DE BOURBON, AU
CARDINAL WOLSEY.

Sa prochaine arrivée à Savone. — Il ne tardera pas à s'embarquer. — Il espère que le cardinal voudra bien lui continuer ses bons offices, et charge M. Russell de lui en dire davantage.

13 septembre (1523?)

. (1) devers Sa Majesté si comme
présentement m'achemyne, et seray demain à Savone, ou vandedy matin, auquel ne feray long séjour, que ne m'embarque dans les gualères de Sa Majesté pour y estre au plustost. Monsieur mon bon cousin et bon père, je ne vous saroy trop suffisamment remersyer de la bonne et cordialle amour qu'il vous a pleu avoyr envers moy, vous priant me fayre se bien à la vouloyr contynuer, et me tenir tousiours en la bonne grasse du roy et aussy en la vostre et que vouldés panser que je suis prest à vous fayre tout service, et au demourant M. de Rusel, auquel byen amplement je devyse de plusieurs propos, vous pourra informer de tout, comme celui qui a le tout veu et byen antandu qu'il me gardera vous en fayre long propos, me remectant sur luy et qu'il vous plaise prandre ceste peyne que souvent je puisse advoyr des nouvelles du roy et des vostres, qu'il sera la fin après vous présente ce qu'il est vostres.

Monsieur, mon bon cousin et bon père, je pry Dyeu vous donner bonne vye et longue. De Aigues, le xiii^e de septembre

(1) Ces premières lignes manquent, ce document ayant été brûlé en partie.

(192)

et de la main du plus que parfait vostre bon cousin et obeissant filz.

CHARLES.

Suscription : Monsieur mon bon cousin et bon père, Monsieur le Lesguat.

Musée Britannique. Bibl. Cotton. MS. Galba B. V, fol. 199.

XIII.

CHARLES DE MONTPENSIER, DUC DE BOURBON.

Instructions données par Charles de Montpensier, duc de Bourbon, à Pedro de Burgos, envoyé à l'archiduc Ferdinand.

Sans date (août 1526).

Lo que el Magistro Pedro de Burgos ha de desir al Senor Ynfante, por parte del illustre Duque de Borbon, es lo siguiente.

Como el Castillo de Mylan se rendió por acordio à los xxv (1) del passado, y como aquel dia el Duque Francisco Esforcia se fue al Campo del Papa y Venecianos, donde estimo dos dyar y dos noches, y despues visto que en siguancia de como no se le dava tan libramente como el persava averlo capitulado se fu el a estato en Lodi, donde al presente esta.

El sitio donde estan los ennemygos unde seguode detenerse loque mas pudieron, par afomar esta Cuibdad y Castillo y estratar nos de divisa.

Como se ha praticado con Grisones y con un su capitan que

(1) Le 25 juillet 1526.

se dize Thaguene y se ha concluydo quel dicho capitan traera al servitio de Sa Mayestad III^a infantes , a los quales se ha ya embiado dinero a Como y que assegurara el passo para los Alemanes que venian de Alemania que Su Alteza sea contento de mandar luego venyr al socorro deste exercito el mayor numero de Alemanes que pudiere haberse , por que podria ser que los Suyces se determinacen de venyr a servyr contra este dicho exercito , y que obligacen a lo mesmo los Grisones sus alligados , y que por esto los dichos Grisones revocassen los ynfantes del capitan Taguene y tenassen el dicho passo à los Alemanes.

Que quando los Alemanes venieron en gran numero , mas de quatro myll , que no tenyendo el passo de Grisones , podran venyr por el Mantuano , por que se tyene por cierto que el marques de Mantua , a quien se ha escripto sobre esto , y como buen Imperiall basallo , ne los negara el passo. Que el passar adonde esta el S^r Ynfante con esto despacho la , despues que el dicho Pedro de Burgos vyere concluydo y firmado el Comyesto y passo con los Grisones.

Todo lo de mas supplicara la prudencia del dicho Pedro de Burgos.

XIV.

CHARLES-QUINT A ÉDOUARD VI.

Il prie Sa Majesté Britannique de permettre à Philippe Greek , bourgeois d'Ulm , d'exporter une certaine quantité de pièces de draps anglais.

Ulm , 6 septembre 1552.

Carolus devina favente clementia romanorum imperator augustus ac germaniae , hispaniarum , utriusq. siciliae Hieru-

salem, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, etc. Rex archiduc Austriae, dux Burgundiae, etc., comes Habsburgi, Flandriae, Tyrolis, etc. Serenissimo principi Dño Eduardo, Angliae, Franciae et Hyberniae regi, fratri et consanguineo nostro charissimo, salutem et fraterni amoris continuum incrementum. Serenissime princeps, frater et consanguinee charissime : exposuit nobis noster et imperii delectus Philippus Greek civis Ulmense jam multis annis omne genus mercaturae praesertim viro emendis et vendendis pannis pluribus in locis et partibus, per his paniam, Galliam et haereditarias ditiones nostras inferiores exercuisse, hanc autem ne similiter in inclyto Ser^{mo} V. Regno exerceat se statutis et consuetudinibus publicis prohiberi, nobis propterea humiliter supplicando, ut ipsius nomine apud S^{mo} V. intercedere has ei ad S^{mo} V. gratiose impartiri et a S^{mo} V. impetrare dignaremur, ut sicuti quibusdam mercatoribus colonien. et aliarum civitatum orientalium maritimarum mercatura in regno Ser^{mo} V. libera est ita ipsi quoq. et haeredibus suis, singulis annis mille pannis omnis generis, et mille pannos quos Carisei vulgo vocant, ex regno Ser^{mo} V. exportare liceat, nos vero ob synceram dicti Philippi Jacobi Greek in nos et sacrum romanum imperium fident devotionem, studium et observantiam, nec non grata et fidelia obsequia, quae nobis et eidem Romano imperio, cum aliis in rebus multis, tum vero praecipue in novissima obsidione civitatis nostrae imperialis Ulmen. contra quosdam factionis Gallicae pernicien Germaniae confaederatos et conjuratos principes praesenti ac forti animo indefessoq. studio praestitit, supradictis ejus precibus benigniter annuentes, has ei ad S^{mo} V. libenter impertivimus et Ser^{mo} V. amanter etiam atq. etiam petentes, ut dicto Philippo Greek petatum privi legum extrahendi pannos benigniter concidere, ipsumque Greek nostro nomine et causa ita commendatum habere atque complecti velit, ut hanc nostram commendationem apud S^{mo} V. magno sibi usui fuisse re ipsa intelligat. In hoc, S^{mo} V. (de qua nobis optima quaeq. pollicemur) rem nobis

apprime gratam fecerit, et nos sibi ad mutua et paria studia et officia magisq. devinxerit, eandem S^m V. diu incolumem esse ac cum augmento rerum suarum recte faeliciterq. valere optamus. Datum in civitate nostra imperiali Ulma, die sexta mensis septembus anno Incarn. Christ. quinquagesimo secundo, imperii nostri trigesimo secundo.

CAROLUS.

Suscription. — Serenissimo principi Domino Eduardo Angliae Franciae et Hyberniae regi fratri et cousanguines charissimo.

State Paper Office. Papiers d'Allemagne.

XV.

CHARLES-QUINT A MARIE TUDOR, REINE D'ANGLETERRE.

Il félicite la reine au sujet de l'avènement de celle-ci à la couronne, et recevra volontiers l'évêque de Norwich en qualité d'ambassadeur de Sa Majesté.

Bruxelles, 25 août 1533.

Très haulte, très excellente et très puissante princesse, nostre très chière et très amée seur et cousine, oultre ce que jà vous aurez entendu, par noz ambassadeurs, le grand contentement qu'avons eu de ce qu'il a pleu à Dieu vous mettre en la possession du royaume d'Angleterre, selon que par tout droit elle vous estoit due, ce nous a esté très grand plaisir d'en avoir entendu la particularité par ce que de vostre part nous a dict le sieur de Cheyney, chevalier de l'ordre et trésorier de vostre maison, et du tesmoingnage qu'il nous a apporté

de vostre affection et bonne volenté en nostre endroict, à quoy selon que luy avons déclaré nous desirons jusques au bout vous correspondre, et nous esvertuer pour faire tousiours tout ce que pourrons et verrons convenir à vostre grandeur, bien et repos de vostre royaume, envers lequel l'affection très grande que lui avons tousiours porté nous est accreue, par veoir ce respect qu'ilz vous ont tenu, et qu'ilz n'aient voulu comporter le tort et grief que l'on vous vouloit faire, et signamment aussi pour satisfaire à la proximité de sang dont vous attenons. Et puisque vous estes résolue à délaissier icy pour vostre ambassadeur ordinaire l'evesque de Norwytz, selon que le contiennent voz lettres escriptes expresses sur ce point, nous le verrons et arrons très volentiers toutes les fois que le requerra, et sera traicté favorablement ès négociations dont vous luy donnerez charge. A tant, très hault, très excellente et très puissante princesse, nostre très chière et amée seur et cousine, nous prions le Créateur vous avoir en sa très sainte et digne garde.

De Bruxelles, le 25 d'aoust 1553:

Vostre bon frère et cousin,

CHARLES.

BAVE.

State Paper Office. Papiers d'Allemagne.

XVI.

CHARLES-QUINT A LA REINE D'ANGLETERRE.

Messire Morison, en prenant congé, lui ayant demandé des lettres de recommandation, il déclare que celui-ci s'est acquitté des devoirs qui lui incombent en qualité d'ambassadeur de sa Majesté Britannique.

Bruxelles, 25 mai 1553.

Très haulte, très excellente et très puissante princesse, nostre très chière et très amée bonne seur et cousine, nous aiant requis messire Morizene, l'un des ambassadeurs que rappelez présentement suivant les lettres que nous en avez escriptes, en se licenciant de nous vous vouloir escrire en sa recommandation, et certifier le debvoir qu'il a rendu en sa charge, ne l'avons voulu délaisser pour satisfaire à sa requeste, puisque, pendant qu'il a résidé en nostre court, il s'est acquité comme ambassadeur selon les charges et commissions que de temps à autre luy sont esté donnez.

A tant, très haulte, très excellente et très puissante princesse, nostre très chière et très amée bonne seur et cousine, nostre seigneur vous ait en sa très sainte et digne garde.

De Bruxelles, le xxv d'aoust 1553.

Vostre bon frère et cousin,

CHARLES.

BAVE.

State Paper Office. Papiers d'Allemagne.

XVII.

CHARLES-QUINT A LA REINE D'ANGLETERRE.

Il la prie de lui envoyer le capitaine Cabot, avec lequel il désire avoir une conférence au sujet de certaines affaires relatives à la navigation.

Sans date.

Très haulte, très excellente et très puissante princesse, nostre très chière et très amée bonne seur et cousine, pour ce que nous desirerions communiquer aucuns affaires concernant la sheureté de la navigatiou de noz royaumes et pays avec le capitaine Cabote, ci devant pilote de nos royaumes d'Espagne, et lequel de nostre gré et contentement s'est, puis aucunes années, passé en Angleterre, nous vous requerons bien affectueusement donner congé au dict Cabote, et luy permettre venir devers nous, pour avec luy communiquer sur ce que dessus, et vous nous ferez en ce très agréable plesir, selon qu'avous enchargé à noz ambassadeurs devers vous le vous déclarer plus particulièrement. A tant, très haulte, très excellente et puissante princesse, nostre très chière et très amée bonne seur et cousine, nous prions le Créateur vous avoir eu sa très saincte et digne garde.

Votre bon frère et cousin,

CHARLES.

BAVE.

State Paper Office. Papiers d'Allemagne.

XVIII.

CHARLES-QUINT A LA REINE D'ANGLETERRE.

Il a reçu les lettres de condoléance qui lui ont été adressées par Sa Majesté Britannique, au sujet de la mort de la reine d'Espagne, et lui en présente ses remerciements.

Bruxelles, 8 juin 1555.

Madame ma bonne fille, sœur et cousyne, je vous merciray par cestes de la visitation que m'a fait icy de vostre part messire George Howard, Ch^r, et des lettres que m'avez escriptes pour condoloir au trespas de madame et mère la Royne d'Espagne, dont Dieu ait l'âme, ausquelles ne vous feray aultre responce, sinon que vous povez mesmes conjecturer combien ledict trespas me poise; touteffois, pour le ferme espoir que j'ay qu'elle est partie de ce monde pour le royaume des cieulx, et qu'il nous fault tous passer le mesme pas quant il plaist à Dieu, je le remettery à sa divine providence, à laquelle je prieray, Madame ma bonne fille, sœur et cousine, vous vouer ce que mieuly desirez, me referant au surplus à ce que ledict Howard vous dira de ma part. De Bruxelles, le viii^{me} jour de juing 1555.

Vostre bon père, frère, cousin et
perpétuel alyé,

CHARLES.

State Paper Office. Papiers d'Allemagne.

XIX.

CHARLES-QUINT A LA REINE D'ANGLETERRE.

Il comptait lui envoyer sa réponse par M. de Maltravers, lorsque celui-ci a été atteint d'une grave maladie, dont il est mort. — L'Empereur ne veut plus différer le départ de la missive dont il est question plus haut, et la reine y trouvera des détails sur ce prochain voyage de l'Empereur et du roi Philippe.

Bruxelles, 31 juillet 1536.

Madame ma bonne fille et sœur, je pensoye que le sr de Maltravers par lequel j'avoie reçu vostre lettre fut esté porteur de ma responce à icelle, mais il a depuis pleu à Dieu en disposer autrement, et l'appeller à sa part, après avoir aucuns jours esté travaillé d'une grande fièvre, dont j'ay eu le desplaisir que povez considérer, tant pour les vertuz et qualitez que treuvoie en luy, que le service que en suyvant iceulx, il estoit apparent en eussies reçu, ayant jusques veoir ce que Dieu en disposeroit fait détenir ma dicte responce, ne l'ay voulu plus différer, et pour ce que par icelle entendrez tout ce que scauroye adjoûter à ceste quant à mon parlement et celluy du roy mon filz, vostre mary, feray fin avec mes très-affectueuses recommandations, priant Dieu Nostre Seigneur vous donner Madame ma bonne fille, et sœur, l'entier aecomplissement de voz desirs.

De Bruxelles, ce derrenier de juillet 1536.

Vostre bon père, frère et cousin,

CHARLES.

State Paper Office. Papiers d'Allemagne.

II.

Liste analytique des documents concernant l'histoire de la Belgique, qui sont conservés au STATE PAPER OFFICE (1).

(Par M. ERNEST VAN BRUYSEL, chef du Bureau paléographique.)

TROISIÈME PARTIE.

(Suite.)

PAPIERS DE FLANDRE.

(Du 3 août 1577 au 10 avril 1589.)

Le vicomte de Gand à la reine Élisabeth.

Rupture entre don Juan d'Autriche et les états. Ce prince, s'étant assuré l'appui de M. de Treslong, a tenté d'obtenir possession de la ville et de la citadelle d'Anvers, dont il avait corrompu une partie de la garnison. Les deux compagnies commandées par le vicomte de Gand sont restées fidèles à la cause des états et ont fait échouer cette entreprise. Le seigneur de Treslong est prisonnier, et les soldats allemands ont été expulsés.

(3 août 1577, de Bruxelles. Copie fr.)

M. Éd. Horsey au vicomte de Gand.

Il attend avec anxiété de ses nouvelles. M. Davison, que Sa

(1) Voy. tome II, 3^{me} série, page 329.

Majesté Britannique vient d'accréditer comme ambassadeur en remplacement de sir Th. Wilson, mérite toute confiance.

(3 août 1577, à la cour.)

M. Éd. Horsey à M. Davison.

Il lui fait part du contenu de la lettre précédente, qui a été écrite au vicomte de Gand par ordre de la reine.

(4 août 1577, à la cour.)

Le comte de Hornes à la reine Élisabeth.

Les ennemis des Pays-Bas ont dévoilé leurs sinistres desseins en s'emparant du château de Namur et en faisant des préparatifs de guerre, malgré les termes de la pacification. Il prie la reine de protéger les Pays-Bas.

(4 août 1577, de Bruxelles. Copie fr.)

Articles présentés aux états généraux de la part de don Juan, ayant pour objet de régler le gouvernement des Pays-Bas, et les mesures à prendre relativement aux troupes étrangères qui se trouvent encore dans la contrée.

(7 août 1577. Copie fr.)

Déclaration faite par M. de Grobbendoncq à l'assemblée des états à Bruxelles, au nom de don Juan d'Autriche.

(8 août 1577. Copie.)

Don Juan d'Autriche à Charles Fugger, colonel de l'infanterie allemande.

Il a éprouvé un vif regret en apprenant, par une lettre datée du 5 août, que les soldats allemands avaient quitté la ville d'Anvers. Il lui est impossible de leur envoyer de l'argent. Le colonel et ses hommes devront se maintenir dans les villages où ils se trouvent actuellement, jusqu'à ce qu'ils aient reçu de nouvelles instructions. Ordre a été donné à douze compagnies de marcher vers la ville. M. Fugger devra en prendre le commandement.

(8 août 1577. Copie fr.)

**Note relative aux subsides votés par les états généraux
assemblés à Bruxelles.**

(10 août 1577.)

**Réponse des états généraux aux propositions de don Juan
d'Autriche, présentées le 8 août 1577, par le sieur de Grob-
bendoncq.**

(12 août 1577. Copie.)

Don Juan d'Autriche aux états généraux.

**Il s'étonne de ne pas avoir reçu de leurs nouvelles, dix jours
s'étant écoulés depuis le départ des députés de l'Empereur,
qu'il avait chargés de leur faire certaines communications.**

(13 août 1577. Copie.)

**Réponse de don Juan d'Autriche aux observations qui lui
furent présentées par les députés des états, le 13 août 1577.**

(13 août 1577. Copie.)

W. Davison à Fr. Walsingham.

**Il a été forcé de séjourner à Anvers pendant plusieurs jours
sans pouvoir continuer son voyage, à cause du manque de che-
vaux de poste. Arrivé à Bruxelles, il s'est plaint aux états de
ce que l'emprunt accordé par la reine Élisabeth n'avait pas été
remboursé, et il a réclamé l'abolition des droits nouveaux levés
sur les marchandises anglaises. Il a donné avis aux états des
préparatifs de guerre faits par don Juan. Ce prince méditait
une attaque sur les villes de Saint-Omer, Gravelines et autres
cités de la frontière.**

(14 août 1577, de Bruxelles. Orig.)

W. Davison au comte de Leicester.

**Négociations de don Juan d'Autriche, en France et en Alle-
magne. Les Espagnols reçoivent des renforts. Don Juan d'Au-
triche a pris le parti de temporiser, en apprenant l'écheo
éprouvé par ses partisans à Anvers et la découverte préma-
turée de ses projets. Les états se tiendront sur la défensive, ne
voulant pas commencer les hostilités. Il a envoyé un messenger à**

don Juan, afin de l'informer de son arrivée, et faire remettre à ce prince la lettre qui lui est adressée par Sa Majesté Britannique.

(14 août 1577, de Bruxelles. Orig. angl.)

Don Juan à l'impératrice d'Allemagne.

Il profite du retour de Pierre Dure pour écrire à Sa Majesté. La situation des affaires dans les Pays-Bas est si désastreuse, qu'il a dû prendre des mesures pour sa sûreté personnelle. Les états sont entièrement soumis à l'influence du prince d'Orange, et n'accordent aucun respect au nom et à l'autorité de leur souverain légitime, le roi d'Espagne.

(14 août 1577. Trad. en fr. de l'esp.)

Réponse des états à la note qui leur a été remise, au nom de don Juan, par les évêques d'Ypres et d'Arras.

(14 août 1577. Copie.)

Les états généraux à don Juan d'Autriche.

Ils s'excusent de ne pas lui avoir communiqué plus tôt le résultat de leurs délibérations. Ils désiraient examiner d'abord les articles présentés par M. de Grobbendoncq. Protestations de fidélité au roi et à la religion catholique. Ils se plaignent de la présence prolongée des troupes étrangères qu'il avait été convenu de licencier.

(15 août 1577, de Bruxelles. Copie.)

Don Juan d'Autriche à M. Davison.

Il a reçu une lettre de la reine d'Angleterre, par laquelle Sa Majesté accrédite M. Davison auprès du gouvernement des Pays-Bas. Il en exprime toute sa satisfaction.

(16 août 1577, de Namur. Orig. fr.)

M..... au Dr Wilson.

Il s'excuse de ne pas lui avoir écrit plus tôt, relativement à la situation des affaires dans les Pays-Bas. Le clergé catholique, subissant l'influence du vicaire général Morillon, se montre favorable à la cause de don Juan.

(16 août 1577, de Bruxelles. Fr.)

W. Davison à Fr. Walsingham.

État des négociations avec don Juan d'Autriche. On prépare quelque entreprise contre l'Angleterre. Le bruit court que cinq mille Portugais ont débarqué en Irlande. Le duc de Savoie a fait offrir des troupes et de l'argent à don Juan d'Autriche. Prise de Gembloux. Révolte à Philippeville. On annonce que les Espagnols envoyés en Italie vont retourner dans les Pays-Bas. Les états ont prié le prince d'Orange de les remettre en possession de la ville de Nieupoort.

(19 août 1577, Bruxelles.)

W. Davison au comte de Leicester.

Même sujet.

(19 août 1577, de Bruxelles. Copie.)

Informations envoyées au D^r Wilson.

Les espérances de paix sont illusoires, et la guerre est inévitable. Les états agissent avec mollesse et irrésolution.

(19 août 1577, de Bruxelles.)

Déclaration de don Juan d'Autriche en réponse à une note présentée par les états.

(20 août 1577, de Namur. Copie.)

Don Juan d'Autriche aux états généraux.

Réception de leurs envoyés, les évêques d'Ypres et d'Arras. Il n'a eu d'autre objet, en se retirant à Namur, que de pourvoir à sa sûreté personnelle. Il n'a nullement l'intention d'agir au mépris de la pacification ou de les contraindre par la force à se soumettre à ses propositions.

(20 août 1577, de Namur.)

Ordonnance relative à la levée des aides dans le Hainaut.

(20 août 1577. Copie fr.)

Discours de M. de Grobbendonecq aux états généraux, au sujet de la mission des évêques d'Ypres et d'Arras, et du rétablissement des relations amicales entre les états et le gouverneur général.

(24 août 1577.)

Éd. Whitechurch à M. Davison.

Don Juan a augmenté la garnison de Namur de deux compagnies d'infanterie et deux escadrons de cavalerie. Mouvements du duc Casimir. Un émissaire a parcouru la ville de Namur, excitant les habitants à attaquer les Espagnols.

(24 août 1577. Orig. fr.)

Raymond de Fornari à M. Davison.

Détails sur la prise de Gembloux. Le gouverneur de Mariembourg s'est rendu à Bruxelles, afin de réclamer la paye due aux soldats qui servent sous ses ordres,

(24 août 1577. de Bruxelles. Orig. fr.)

W. Davison à Fr. Walsingham.

Les états ont reçu la nouvelle que le duc de Guise marchait vers la frontière avec huit mille fantassins et quatre mille cavaliers, afin d'opérer sa jonction avec don Juan. Dissensions au sein des états. On a donné l'ordre de raser les citadelles de Gand et d'Anvers.

(24 août 1577.)

Don Juan aux états généraux.

Il se plaint du sévère traitement auquel MM. de Treslong et Fugger sont soumis durant leur captivité.

(26 août 1577, de Namur. Copie.)

Don Juan aux états généraux.

Négociations des évêques d'Ypres et d'Arras. Il engage les états à ne pas recourir aux armes et à se contenter du maintien de leurs anciens privilèges. Le départ des troupes espagnoles devrait les rassurer sur les dispositions conciliantes du roi.

(28 août 1577, de Namur. Copie.)

Mémoire remis par don Juan d'Autriche aux évêques d'Ypres et d'Arras, en réponse aux demandes des états généraux.

(28 août 1577. Copie.)

Le Dr Wilson à M. Davison.

Les communications faites par ledit W. Davison au comte de Leicester et à Fr. Walsingham ont été reçues avec faveur. Les démarches du duc de Guise devront être suivies avec vigilance, etc.

(30 août 1577, de Oatlands.)

M. Davison au comte de Leicester.

Les préparatifs du duc de Guise, et l'arrivée prochaine des troupes allemandes, ont décidé les états à agir avec vigueur. Ordre a été donné d'établir un camp retranché entre Bruxelles et Namur. Le marquis d'Havré va être envoyé en Angleterre. Caractère du marquis. Ce personnage jouit d'une égale faveur auprès du prince d'Orange et des états.

(30 août 1577, de Bruxelles.)

W. Davison à sir Fr. Walsingham.

Le gentilhomme anglais qui accompagnera le marquis d'Havré en Angleterre informera le gouvernement de la situation politique des Pays-Bas. Remercements pour certains avis. Négociations entre le comte de Lalajng et le roi de Navarre.

(31 août 1577.)

Robert Beale à M. Davison.

Il avait été chargé par Sa Majesté Britannique d'une mission en Allemagne. Ses bagages ont été saisis par les habitants de Flessingue, et il se voit dans l'impossibilité de continuer son voyage.

(31 août 1577, de Bruges.)

Note sur l'état des garnisons réparties dans les différentes forteresses de la Hollande et du district d'Utrecht.

(Août 1577.)

W. Davison à Fr. Walsingham.

Le marquis d'Havré se rend en Angleterre afin de négocier un traité d'alliance entre Sa Majesté Britannique et les états des Pays-Bas. Projets de don Juan. Les états se préparent à

commencer les hostilités en mettant le siège devant la ville de Namur. Le duc de Brunswick s'est engagé à fournir un corps de huit mille hommes à don Juan qui attend également des secours de la France. Armée des états. Le prince d'Orange a entrepris le siège de Bois-le-Duc et de Bréda. Une somme de cent mille florins par semaine a été consacrée par les états au paiement des frais de guerre.

(1^{er} septembre 1577, de Bruxelles.)

W. Davison au comte de Leicester.

Départ du marquis d'Havré. La sûreté de l'Angleterre dépend du succès de la cause des états. Leur armée marche vers Namur, afin d'y surprendre don Juan avant que ce prince ait eu le temps de rassembler ses forces. Propositions faites par les états au duc Casimir. Négociations avec le comte de Mansfelt.

(1^{er} septembre 1577. Copie.)

M. de Champagny aux états.

Projet de concentrer des troupes devant la ville de Jodoigne. Exécution de Melchior, Portugais, arrêté quelque temps auparavant avec Garavello, l'un de ses compatriotes. Plaintes contre l'écouète d'Anvers. Mécontentement du peuple en cette ville.

(1^{er} septembre 1577.)

Le D^r Th. Wilson à M. Davison.

Il l'engage à écrire fréquemment au secrétaire d'État en Angleterre, et le prie de rappeler le D^r Wilson au souvenir de M. de Sainte-Aldegonde.

(3 septembre 1577, d'Oatlands.)

Les états à don Juan d'Autriche.

Inutilité de prolonger les négociations. Ils engagent le prince à ne plus leur écrire, à moins qu'il ne consente à accéder à leurs demandes, c'est-à-dire à remettre les villes de Namur, de Charlemont et de Mariembourg aux mains de ceux qui en avaient la garde à l'époque de la pacification.

(4 septembre 1577, de Bruxelles. Copie.)

M. de la Flute à M. Wellemans, greffier des états généraux.

Il espère que la paix ne sera pas troublée, Sa Majesté Catholique ayant expressément défendu de commencer les hostilités. Les Allemands et autres auxiliaires qui se disposaient à rejoindre don Juan ont été contremandés.

(5 septembre 1577. Copie.)

Don Juan aux états généraux.

Ceux qui attribuent son séjour à Namur à d'autres causes qu'au désir de garantir sa personne et sa liberté ont calomnié ses intentions. Des débats regrettables s'étant élevés entre lui et lesdits états, il a prié Sa Majesté Catholique de confier le gouvernement des Pays-Bas à quelque autre prince de la famille royale.

(5 septembre 1577, de Namur. Copie.)

Les états à don Juan d'Autriche.

Satisfaction qu'ils ont éprouvée en apprenant les bonnes dispositions du roi à leur égard, leur unique désir étant de vivre en paix. Ils prient le prince d'ordonner aux troupes allemandes d'évacuer les villes de Namur, de Charlemont et de Mariembourg, dont ils réclament la possession. La nomination d'un gouverneur général qui se conformerait aux lois et aux privilèges du pays, et respecterait les termes de la pacification, restaurerait la confiance générale.

(6 septembre 1577, de Bruxelles. Copie.)

Les états à la reine Elisabeth.

Ils se plaignent des déprédations commises par certains pirates anglais, au préjudice de quelques marins appartenant au port d'Ostende, et réclament réparation.

(7 septembre 1577, de Bruxelles.)

Gaspar Schetz aux états généraux.

Il a obtenu, à son arrivée à Namur, une audience de don Juan. Succès probable de ses négociations. Intentions pacifiques

du roi d'Espagne. Un nouveau gouverneur général ne tardera pas à être nommé.

(8 septembre 1577, de Namur. Copie.)

Les états généraux au roi d'Espagne.

Déplaisir qu'ils ont éprouvé en se voyant l'objet des méfiances de don Juan. Scandale causé par le départ de ce prince pour Namur. Ils sollicitent son rappel, et demandent la nomination d'un nouveau gouverneur général.

(8 septembre 1577. Copie.)

W. Davison à Fr. Walsingham.

Le marquis d'Havré se rendra auprès du prince d'Orange, à Gertrudenberg. Les états ont fait part de leurs résolutions finales à don Juan. La guerre ne tardera pas à éclater. Le prince d'Orange a reçu l'invitation de se rendre dans les Pays-Bas, où l'on se propose de lui confier la présidence du conseil d'État. L'armée des états est à Gembloux, à trois milles de Namur.

(8 septembre 1577, de Bruxelles. Copie.)

W. Davison à lord Burghley.

La guerre est imminente. Intelligences de don Juan en Allemagne, en France et en Savoie. Le duc de Brunswick doit lui amener des renforts. La France étant pacifiée, il est à présumer que le duc de Guise lui enverra également des troupes. Une révolte a éclaté dans le camp de l'armée des états, près de Namur.

(9 septembre 1577, de Bruxelles. Copie.)

W. Davison à Fr. Walsingham.

Départ du comte de Lalaing pour le camp, afin de calmer la sédition dont il est parlé dans la lettre précédente. On annonce la mort du roi d'Espagne. L'esprit public se préoccupe des dernières nouvelles reçues de France, et de la prochaine arrivée du duc de Guise dans les Pays-Bas.

(9 septembre 1577, de Bruxelles.)

W. Davison au comte de Leicester.

Même sujet.

(9 septembre 1577, de Bruxelles. Copie.)

W. Davison à M. Hatton.

Bruits de guerre. Mission de M. de Grobbendonecq auprès de don Juan. L'issue de cette négociation décidera de la situation.

(9 septembre 1577, de Bruxelles.)

Les états généraux au sieur de Grobbendonecq.

Ils ont appris avec plaisir, par sa lettre du 8 septembre, que don Juan avait l'intention de respecter les traités. Ils ne réclament, au nom du pays, que la paix et la liberté. Ils rouvriront les négociations si don Juan consent à leur livrer les villes de Namur, de Charlemont et de Marienbourg.

(9 septembre 1577, de Bruxelles. Copie.)

Gaspar Schetz aux états généraux.

Il espère arriver à Bruxelles vers le 12 septembre, porteur d'excellentes nouvelles. Il a donné l'assurance à don Juan que toute déférence lui serait témoignée tant que ce prince consacrerait le titre de gouverneur général, et que nulle innovation ne serait admise en matière de religion.

(10 septembre 1577, de Namur. Copie.)

W. Davison à Fr. Walsingham.

Les états laissent passer le moment d'agir en cherchant vainement à négocier avec l'ennemi. Don Juan n'a eu d'autre but en renvoyant M. de Grobbendonecq avec de nouvelles promesses, que de gagner du temps, et d'empêcher les états de faire appel au prince d'Orange, avant qu'il fût lui-même en mesure de leur résister. La paix est impossible. Une ligue a été conclue, dans le courant du mois de mai 1577, entre les délégués du pape, de l'Empereur, du roi d'Espagne, du roi de France et de divers autres princes, ayant pour objet l'extirpation de la religion protestante et le renversement du gouvernement anglais.

(15 septembre 1577, de Bruxelles, en partie chiffrée.)

W. Davison au comte de Leicester.

Même sujet.

(15 septembre 1577, de Bruxelles.)

Les états généraux à don Juan.

Ils se sont décidés, après avoir pris connaissance des propositions qui leur ont été remises par M. de Grobbendoncq, à prier le prince de reprendre les rênes du gouvernement. Ils lui envoient l'évêque de Bruges et autres députés, qu'ils ont chargés d'informer Son Altesse de leur résolution.

(15 septembre 1577, de Bruxelles. Copie.)

Instructions remises à M. l'évêque de Bruges et autres députés, envoyés par les états des Pays-Bas auprès de don Juan.

(15 septembre 1577. Copie en français.)

Gaspar Schetz aux états des Pays-Bas.

Don Juan a donné l'ordre de licencier les troupes qui se trouvent à Bois-le-Duc et à Bréda. On parviendra à s'entendre avec ce prince. Troubles dans le camp de l'armée des états.

(17 septembre 1577. Copie en français.)

W. Davison à lord Burghley.

Les états, méconnaissant leurs véritables intérêts, perdent un temps précieux en vaines négociations. Le prince d'Orange est arrivé à Anvers, et sera à Bruxelles le 21 septembre. Projets des catholiques à l'égard de l'Angleterre. Il est nécessaire d'aider le prince d'Orange à soutenir la lutte.

(19 septembre 1577. Original anglais.)

W. Davison à sir Fr. Walsingham.

Les états se sont décidés à reprendre leurs négociations avec don Juan. Opposition du prince d'Orange à ce projet. Brillante réception faite à ce prince, à Anvers. L'Angleterre doit l'appuyer de tout son pouvoir, pour assurer sa propre conservation.

(19 septembre 1577, d'Anvers.)

W. Davison au comte de Leicester.

Arrivée du prince d'Orange à Anvers. Entrevue de M. Davison avec ce prince.

(19 septembre 1577, d'Anvers.)

Ed. Cheke à W. Davison.

Il se propose de se rendre bientôt dans les Pays-Bas. Le comte de Leicester sera nommé généralissime des forces que la reine se propose d'y envoyer. Dans le cas où le duc de Guise viendrait au secours de don Juan, le gouvernement anglais enverrait dix mille hommes aux états.

(19 septembre 1577, à la Cour.)

Instructions données aux députés des états chargés d'aller recevoir le prince d'Orange.

(19 septembre 1577, de Bruxelles. Copie.)

Réponse du prince d'Orange aux mandataires des états.

(19 septembre 1577. Copie.)

Les états généraux au prince d'Orange.

A la nouvelle de son arrivée à Anvers, ils ont envoyé vers lui l'abbé de Villers et autres députés, afin de le prier de hâter son arrivée à Bruxelles. Ils réclament l'assistance de ses conseils.

(19 septembre 1577. Copie.)

A. Kessels, pensionnaire de la ville de Bois-le-Duc aux états généraux, relativement aux troupes allemandes qui se trouvent dans cette ville.

Termes proposés par M. de Champagny.

(19 septembre 1577. Copie français.)

Sir Th. Wilson à W. Davison.

La reine Elisabeth n'a pas encore accordé d'audience au marquis d'Havré. Elle désire obtenir l'extradition de certains rebelles anglais, réfugiés dans les Pays-Bas.

(20 septembre 1577, de Oatlands.)

W. Davison à Fr. Walsingham.

On ne sait rien de nouveau relativement aux négociations de paix. Le prince d'Orange est disposé à se rendre à Bruxelles. Conversation de W. Davison avec ce prince. La prise de Bois-le-Duc est confirmée, et on annonce que la garnison de Bréda se propose de capituler.

(21 septembre 1577, d'Anvers.)

Ed. Woodshawe à lord Burghley.

Il a fait part au Dr Wilson, de tous les renseignements qu'il lui a été possible de se procurer au camp, etc.

(21 septembre 1577, de Bruxelles.)

Conditions de paix soumises à l'examen des états par don Juan d'Autriche, afin de servir de bases aux négociations.

(21 septembre 1577. Copie.)

Fr. Killygrew à W. Davison.

Il témoigne sa satisfaction des bonnes nouvelles reçues de Bruxelles. Il n'accorde guère d'importance aux négociations de paix. M. Du Plessis se propose de partir prochainement pour les Pays-Bas. Don Juan cherche à temporiser jusqu'à ce qu'il ait reçu les renforts qui doivent lui arriver de France. Il n'a rien appris au sujet de la marine du roi de Portugal, etc.

(23 septembre 1577, de Londres.)

Les états généraux à don Juan d'Autriche.

Les conditions de paix proposées par Son Altesse leur ont été communiquées. Ils ont délibéré à ce sujet, et lui envoient de nouvelles explications. Ils désirent respecter et maintenir l'autorité royale et la religion catholique. Ils remercient Son Altesse du zèle qu'elle témoigne en faveur de la paix. L'évêque de Bruges et MM. de Villerval et de Grobbendoncq sont chargés de lui faire certaines communications.

(23 septembre 1577, de Bruxelles. Copie.)

W. Davison à Fr. Walsingham.

Le prince d'Orange l'a honoré d'une visite. Une nouvelle

ambassade a été envoyée par les états à don Juan. Une clause spéciale a été insérée dans le projet de traité, à la requête du prince d'Orange, ayant pour objet de comprendre l'Angleterre dans la paix. Le résultat de ces négociations n'est pas connu. Prétentions du comte de Mansfeld. Les états se proposent d'envoyer le baron d'Aubigny en France, afin d'empêcher don Juan de recevoir des renforts de ce côté.

(28 septembre 1577, de Bruxelles.)

Récit de l'entrée à Bruxelles du prince d'Orange.

(22 septembre 1577.)

W. Davison à lord Burghley.

Réception du prince d'Orange à Bruxelles. Les états, adoptant l'avis du prince, ont envoyé de nouveaux députés à don Juan d'Autriche. L'Angleterre sera comprise dans le traité de paix.

(28 septembre 1577.)

Les états généraux à leurs députés auprès de don Juan d'Autriche.

Il les chargent d'informer Son Altesse de l'arrivée du prince d'Orange. Ils ont cru indispensable, dans des circonstances aussi difficiles, de prendre l'avis de ce dernier, et espèrent que don Juan voudra bien excuser cette démarche de leur part.

(29 septembre 1577.)

Sir Th. Wilson à W. Davison.

Le comte de Leicester a parlé avec éloges des talents de M. Davison. Il est probable que le marquis d'Havré remplira sa mission avec succès. On tient particulièrement, en Angleterre, à obtenir l'extradition des rebelles anglais qui se sont réfugiés dans les Pays-Bas, etc.

(29 septembre 1577.)

Articles présentés aux états généraux par le seigneur de Sainte-Aldegonde, agissant au nom du prince d'Orange.

(Septembre 1577. Copie.)

Don Juan d'Autriche aux états généraux.

Il signale avec regret que, bien loin de défendre la religion catholique et les prérogatives royales, les états cherchent à renverser ce qui en est resté. Il se plaint de ce qu'ils aient invité le prince d'Orange à se rendre au milieu d'eux; de la démolition des forteresses, etc. Il se retire à Luxembourg afin d'y attendre des instructions.

(2 octobre 1577. Copie.)

J. Johnson à W. Davison.

Politique à suivre à l'égard du prince d'Orange et des états des Pays-Bas. L'Angleterre devrait s'emparer de la Hollande et de la Zélande, afin d'avoir des garanties de la bonne foi du roi d'Espagne. Il est probable que les vaisseaux anglais seront séquestrés dans les ports d'Espagne, comme il l'ont été en France.

(3 octobre 1577.)

W. Davison au comte de Leicester.

L'intention attribuée à don Juan de ne négocier que pour gagner du temps est aujourd'hui démontrée. Retour des députés des états. Don Juan s'est retiré à Luxembourg, laissant une nombreuse garnison espagnole à Namur. Le prince d'Orange témoigne un grand désir de voir arriver le comte de Leicester dans les Pays-Bas.

(3 octobre 1577.)

W. Davison à lord Burghley.

Retour des députés des états. Don Juan s'est retiré à Luxembourg, laissant quatre cents soldats espagnols dans la ville de Namur. L'arrivée du prince d'Orange et l'espoir d'obtenir des secours de l'Angleterre ont ranimé l'énergie des états. Le prince s'efforce de recueillir des renseignements sur les intentions du roi d'Espagne à l'égard de l'Angleterre.

(4 octobre 1577, de Bruxelles.)

N. à Fr. Walsingham.

Même sujet.

(4 octobre 1577, de Bruxelles.)

W. Davison à Fr. Walsingham.

Un corps de troupes a été envoyé par les états entre Luxembourg et Ruremonde. Escarmouches entre les deux partis. La ville de Bréda n'a pas encore capitulé. Le comte de Mansfeld est arrivé à Luxembourg avec douze cents cavaliers qu'il amène à don Juan. Ce prince a été rejoint par Escovedo, qui lui apporte des instructions nouvelles. Mission du baron d'Aubigny en France.

(4 octobre 1577, de Bruxelles.)

L'Empereur des Romains à don Juan d'Autriche.

Il lui annonce le départ subit de l'archiduc Matthias, qui a quitté Vienne durant la nuit, se rendant dans les Pays-Bas.

(4 octobre 1577. Copie.)

Ed. Woodshawe à lord Burghley.

Il s'excuse d'avoir pris la liberté de lui écrire, et adressera désormais ses communications à l'ambassadeur résident. Il a reçu la promesse d'une commission de capitaine d'une compagnie de cavalerie. Les réfugiés anglais seront surveillés avec soin, etc.

(6 octobre 1577, de Bruxelles.)

W. Davison à Fr. Walsingham.

Entrevue avec le prince d'Orange, relativement aux garanties réclamées par l'Angleterre, dans le cas où les navires de commerce appartenant à ce royaume seraient saisis en Espagne. Le prince s'est engagé à faire tous ses efforts afin décider les états à donner caution pour une somme équivalente aux pertes éventuelles prévues par le gouvernement britannique, mais il doute du succès de son intervention.

(8 octobre 1577, de Bruxelles.)

Le comte de Leicester à M. Davison, le chargeant de recevoir les révélations que M. W. Morehouse prétend avoir à faire au sujet des réfugiés anglais dans les Pays-Bas, etc.

(10 octobre 1577.)

W. Davison à Fr. Walsingham.

Le duc d'Arschot a informé les états de la prochaine arrivée de l'archiduc Matthias. Les nobles ne savent trop comment se conduire à l'égard de ce prince; s'il a été délégué par le roi d'Espagne, on peut craindre quelque ruse de guerre et, dans le cas contraire, on ne saurait le recevoir sans se déclarer en rébellion contre le souverain légitime. Les états cherchent à lever de l'argent à Anvers. Il est probable qu'ils refuseront de garantir le gouvernement anglais contre les risques d'une saisie des navires marchands de la Grande-Bretagne.

(10 octobre 1577.)

Informations secrètes reçues par le gouvernement anglais.

Entrevue entre don Juan d'Autriche et le duc de Guise. On équipe une flotte de cent vingt navires en Portugal. Les soldats qui avaient été fait prisonniers dans le dernier combat, ont été massacrés par les Espagnols. Le prince d'Orange désire retourner à Bréda. Le roi de France a permis à ses sujets de servir dans les Pays-Bas, dans l'un ou l'autre camp.

W. Davison à lord Burghley.

(Octobre 1577.)

W. Davison à lord Burghley.

L'archiduc Matthias a été invité à se rendre dans les Pays-Bas par quelques membres des états, agissant à l'insu de cette assemblée. Violent débat au sujet de la réception à faire à l'archiduc.

(10 octobre 1577, de Bruxelles.)

W. Davison au comte de Leicester.

Arrivée prochaine de l'archiduc Matthias. On ne s'est pas encore prononcé sur la proposition faite par M. de Famars. Entrevue entre don Juan et le duc de Guise, à Marche. Armements maritimes en Portugal. Les Espagnols ont massacré leurs prisonniers, etc.

(10 octobre 1577, de Bruxelles.)

W. Davison à Fr. Walsingham.

L'archiduc Matthias à Cologne. Débats au sujet de sa réception. Jalousie du duc d'Arschot en constatant les succès du prince d'Orange. Ce dernier se rend à Bréda. Le comte de Hollock a été chargé de mettre le siège devant Ruremonde. Reddition du château de Samson aux états. Le Brabant désire se soustraire aux charges résultant de l'entretien d'une nombreuse armée. Quinze mille Allemands s'attendent à être licenciés.

(12 octobre 1577, de Bruxelles.)

Nicolas Carnizem à Fr. Walsingham, en faveur de Silvius, ancien précepteur du fils du prince d'Orange, et dont l'érudition est justement appréciée à l'université de Louvain.

(12 octobre 1577, de Bruxelles.)

Th. Randolph à M. Davison.

Remerciements au sujet de certaines informations reçues par son entremise. Faveur de M. Davison à la cour. M. Randolph sera probablement envoyé en Écosse, avec la mission de chercher à resserrer l'alliance qui existe entre ce pays et l'Angleterre.

(13 octobre 1577.)

Don Juan d'Autriche aux états généraux.

Il leur rappelle leurs engagements antérieurs, et les accuse de violer les clauses de l'édit de pacification. Il leur a fait les offres les plus conciliantes, afin de rendre la tranquillité au pays, mais leurs exigences sont aussi déraisonnables qu'extravagantes.

(14 octobre 1577. Copie.)

Le comte de Leicester à W. Davison.

Il regrette qu'on ait jugé à propos de demander des garanties aux états, pour couvrir les pertes que le commerce anglais pourrait éprouver par la saisie des navires marchands qui se trouvent dans les ports d'Espagne. La reine a promis d'envoyer des secours aux états, si ceux-ci le jugeaient nécessaire, et de

lui confier le commandement de l'expédition. Il désire savoir à quelles armes il conviendrait de donner la préférence, infanterie, cavalerie ou artillerie. Il propose l'envoi de sept mille fantassins et de mille cavaliers. Les Écossais fourniront probablement des mousquetaires.

(14 octobre 1577. Orig. angl.)

Henry Killygrew à W. Davison.

Il a reçu des nouvelles de M. Davison, durant un voyage dans le Cornouailles. Prochaine expédition du comte de Leicester dans les Pays-Bas. Il désire obtenir une commission dans l'armée des états pour l'un de ses fils.

(15 octobre 1577.)

J. de Kessele au comte de Roeulx.

Plusieurs magistrats influents, habitant la ville de Gand, ont abandonné le parti des états. Ils espèrent remplir les intentions du roi aussitôt après l'installation du duc d'Arschot en qualité de gouverneur de la Flandre, et faire rude guerre au prince d'Orange et à ses adhérents. Il serait utile d'envoyer quelque personnage expérimenté en cette ville, le chargeant de conférer avec MM. d'Oignies, de Mouscron et de Zweveghem, qui sont favorables à la cause royale.

(16 octobre 1577. Copie en fr.)

W. Davison à Fr. Walsingham.

Difficulté d'en arriver à une décision relativement à l'accueil qui sera fait à l'archiduc Matthias. Le baron d'Aubigny se rend auprès du duc d'Alençon, alors à la Fère, pour le prier d'empêcher le duc de Guise d'envoyer des renforts à don Juan. Le prince d'Orange n'a pas encore quitté Bruxelles. On rassemble à Turin une armée de dix mille hommes, qui doivent rejoindre don Juan. Promesses de secours faites à ce dernier par le pape et divers princes italiens. Les états ont formé le projet d'écrire au roi d'Espagne, pour lui expliquer la cause des derniers troubles, et de leurs différends avec don Juan.

(17 octobre 1577, de Bruxelles.)

Informations reçues par le gouvernement anglais.

Les états reconnaîtront le prince d'Orange comme gouverneur général des Pays-Bas, et le prieront d'en exercer l'autorité. Entrevue du duc de Guise et de don Juan. Lettre de l'Empereur aux états des Pays-Bas.

(17 octobre 1577.)

Informations envoyées au gouvernement anglais.

Les états donneront le gouvernement du Brabant au prince d'Orange, et celui de la Flandre au duc d'Arshot. Le comte d'Egmont et le sénéchal du Hainaut ont été chargés d'aller au-devant de l'archiduc Matthias à Maestricht. Le duc de Guise a licencié une partie de ses troupes, de façon qu'elles puissent entrer au service de don Juan. On prétend le roi d'Espagne fort malade.

(17 octobre 1577, d'Anvers.)

Th. Wilson à W. Davison.

Approbation de la conduite de ce dernier, dans ses rapports avec les états. Il est à espérer que l'arrivée de l'archiduc Matthias rendra la paix aux Pays-Bas. Se méfier de Don Juan et suivre l'avis du prince d'Orange. Affaire des réfugiés anglais.

(18 octobre 1577, de Windsor.)

F. Walsingham à W. Davison.

Les divisions qui se sont manifestées entre les membres des états à l'occasion du voyage de l'archiduc Matthias, ont eu pour effet de changer les dispositions de Sa Majesté à leur égard, et d'ajourner tout envoi de troupes. Il désire connaître l'opinion du prince d'Orange sur certains articles. Désappointement du marquis d'Havré en apprenant que la reine n'approuvait point la nomination de l'archiduc Matthias. Entrevue du marquis avec la reine Élisabeth. Mauvais effets du refus des états de prendre à leur service des soldats anglais.

(20 octobre 1577, fr.)

Note envoyée par F. Walsingham à W. Davison, destinée à être mise sous les yeux du prince d'Orange, et ayant pour objet de connaître les sentiments de ce prince relativement aux projets de l'archiduc Matthias.

(20 octobre 1577, d'Anvers.)

W. Davison à lord Burghley.

La marche des événements annonce l'approche d'une guerre terrible. On recrute des troupes en Italie pour don Juan, et les Français viendront également en aide à ce dernier. Alliance des Vénitiens avec le roi d'Espagne.

(20 octobre 1577, d'Anvers.)

W. Davison à Fr. Walsingham.

Deux ambassadeurs impériaux sont arrivés dans les Pays-Bas. Ligne des Vénitiens avec le roi d'Espagne. Il est probable que les princes confédérés ont d'autres projets que celui de subjuguer les Pays-Bas. Prochaine intervention des Français en faveur de Don Juan.

(20 octobre 1577, d'Anvers.)

Requête adressée par les marchands aventuriers établis à Anvers à l'ambassadeur d'Angleterre, le priant de demander l'abolition de certains règlements de douane, préjudiciables à leurs intérêts et contraires à leurs anciens privilèges.

(22 octobre 1577.)

Don Juan d'Autriche aux états.

Il les engage à ne pas reconnaître l'archiduc Matthias en qualité de gouverneur des Pays-Bas sans autorisation royale.

(23 octobre 1577, de Luxembourg.)

Les états à don Juan.

Son départ pour Namur les force à prendre les mesures nécessaires au bien commun. Loin de vouloir rompre la paix, ils n'avaient pris aucune précaution pour leur sûreté, jusqu'à ce que don Juan eût fait lui-même un appel aux armes. Ils agissent d'ailleurs, en réclamant l'appui du prince d'Orange et

des états de Hollande et de Zélande, conformément aux traités.

(24 octobre 1577, de Bruxelles.)

Jean de Witthem aux états.

Il s'est rencontré avec l'archiduc Matthias entre Fauquemont et Maestricht. L'archiduc a été bien reçu à Fauquemont, d'où il est parti depuis en grande hâte.

(24 octobre 1577.)

Informations envoyées au gouvernement anglais.

Démarches du légat du pape, de l'évêque de Liège et du duc d'Arschot. On cherche à rassurer les états pour laisser au roi d'Espagne le temps d'achever ses préparatifs de guerre. Inactivité des états. Don Juan a écrit à M..... pour obtenir de l'argent, etc.

(26 octobre 1577.)

W. Davison à lord Burghley.

Réponse aux informations demandées par le lord trésorier relativement à l'archiduc Matthias. Opinion du prince d'Orange au sujet de la réception dudit archiduc en qualité de gouverneur. L'archiduc s'est rendu dans les Pays-Bas du consentement de l'Empereur, mais contre les vœux de sa mère.

(27 octobre 1577, d'Anvers.)

W. Davison à Fr. Walsingham.

Conversation avec le prince d'Orange, concernant l'archiduc Matthias. W. Davison a informé le prince du déplaisir causé en Angleterre par la réception de l'archiduc, et du changement de politique qui en serait la conséquence.

(27 octobre 1577, d'Anvers.)

W. Davison à lord Burghley.

Émeute à Gand. Arrestation du duc d'Arschot, de l'évêque de Bruges, de M. de Rassenghien et autres, accusés de trahison. Avantages remportés par les troupes des états sur les Espagnols, dans les environs de Namur. Mécontentement du

duc d'Alençon, en recevant la nouvelle de la réception de l'archiduc Matthias.

(30 octobre 1577.)

L'archiduc Matthias aux états des Pays-Bas.

Il leur annonce son arrivée à Lierre. Il désire se conformer à leurs instructions. Il a écrit au prince d'Orange.

(1^{er} novembre 1577.)

W. Davison à Fr. Walsingham.

Les Gantois élisent des magistrats et réforment l'organisation de leur ville, d'après leurs anciens privilèges. L'archiduc Matthias est entouré de peu d'hommes influents, à l'exception du comte d'Egmont et du sénéchal du Hainaut. Le comte Jean de Nassau est allé lui présenter les félicitations du prince d'Orange. Regrets exprimés par le duc d'Alençon.

(4 novembre 1577, d'Anvers.)

W. Davison à Fr. Walsingham.

Les états lui ont écrit pour se plaindre des mauvais services qu'il leur avait rendus auprès de Sa Majesté Britannique. On devrait mieux garder le secret sur l'objet de ses dépêches.

(4 novembre 1577, d'Anvers.)

Les états à W. Davison.

Ils ont pris connaissance du rapport qui leur a été présenté par M. le comte de Boussu, et ne doutent pas des bonnes intentions de M. W. Davison.

(7 novembre 1577, de Bruxelles.)

Éd. Horsey à W. Davison.

Observations relativement à l'arrestation du duc d'Arsehot. Il ne croit pas que le duc se soit rendu coupable de trahison, et reproche aux Gantois d'avoir agi avec trop de précipitation. Il recommande le capitaine Morgan, qui a servi sous les ordres du prince d'Orange.

(8 novembre 1577, à la cour.)

W. Davison à lord Burghley.

Démarches faites pour la mise en liberté du duc d'Arshot et de ses compagnons de captivité. L'archiduc est à Lierre, attendant la décision des états. Don Juan a envoyé un de ses confidents au duc d'Alençon, pour négocier un mariage entre ce prince et l'infante d'Espagne. Quinze cents soldats, licenciés par le duc de Guise, se rangent sous les drapeaux de don Juan. Les états désirent le retour du prince d'Orange à Bruxelles, et il a été reconnu en qualité de général en chef par l'armée. On attend prochainement les renforts écossais.

(10 novembre 1577, d'Anvers.)

M. Hargenlieu à W. Davison.

Il a reçu une lettre du secrétaire d'État Walsingham. Les députés envoyés à la cour de France par les états ont été favorablement reçus par le roi et le duc d'Alençon. M. Devaux y est arrivé avant eux, afin de solliciter l'appui de la France en faveur de don Juan.

(11 novembre 1577, de Bruxelles.)

Déclaration des états, par laquelle ils approuvent l'accord conclu entre les bourgeois de Gand et le duc d'Arshot, relativement à la mise en liberté dudit duc.

(11 novembre 1577. Copie.)

W. Davison à Fr. Walsingham.

Élection d'une nouvelle magistrature à Gand. Le duc d'Arshot a été relâché, mais il s'élève des charges sérieuses contre plusieurs des nobles qui avaient été arrêtés avec lui. Indécision relativement à la position qui sera faite à l'archiduc. Le roi de France et le duc d'Alençon ont promis d'embrasser la cause des états.

(15 novembre 1577, d'Anvers.)

Rapport présenté par John Dales, concernant l'état des troupes qui sont sous les ordres de don Juan d'Autriche. Il évalue leur nombre à vingt-trois mille hommes de toutes armes.

(16 novembre 1577.)

Henri III, roi de France, aux états des Pays-Bas.

Il les engage à ne pas avoir recours à la voie des armes.

(17 novembre 1577, de Paris. Copie fr.)

La reine douairière de France aux états des Pays-Bas.

Même sujet.

(17 novembre 1577, de Paris.)

W. Davison à lord Burghley.

Élections à Gand. Le duc d'Arschot a été mis en liberté à la sollicitation du prince d'Orange et des états. Ceux-ci approuvent la conduite du peuple gantois. Le duc d'Arschot est fatigué de son gouvernement. L'archiduc Matthias, d'après l'avis d'un grand nombre de gens influents, est trop jeune pour être déclaré chef d'un État. On négocie un mariage entre l'infante d'Espagne et le duc d'Alençon. Trêve conclue entre le roi d'Espagne et les Turcs. Préparatifs militaires en Allemagne.

(18 novembre 1577, d'Anvers.)

W. Davison au comte de Leicester.

Beaucoup de nobles sont jaloux des succès du prince d'Orange, et craignent une réformation religieuse, en cas où la direction des affaires serait placée entre ses mains. Secours attendus d'Angleterre. Le prince d'Orange mérite toute la confiance du gouvernement anglais.

(18 novembre 1577, d'Auvers.)

Les états généraux à M. Davison.

Ils le remercient des services qu'il leur a rendus, et regrettent de ne pouvoir accorder un brevet d'officier à Édouard Wodcshawe, leur intention n'étant pas d'augmenter leur armée.

(22 novembre 1577, de Bruxelles.)

Th. Wilson à lord Burghley.

Il envoie une copie des conventions conclues entre le prince d'Orange et les états des Pays-Bas. Sanction donnée par les états aux arrestations de Gand. Le roi de France a donné l'ordre de ne pas relâcher les navires anglais saisis dans le

Rhône et à Dieppe, aussi longtemps que les bâtiments français n'auront pas reçu l'autorisation de quitter le port de Plymouth.

(24 novembre 1577.)

W. Davison à lord Burghley.

Le colonel Heeling, gouverneur de Harlem, a tenté de s'emparer de la ville d'Amsterdam. Le comte de Hollock a été blessé devant Ruremonde. Les états ont annoncé au duc d'Alençon qu'ils admettraient l'archiduc Matthias en qualité de gouverneur. W. Davison a été invité à dîner, ainsi que le prince d'Orange, par l'archiduc Matthias.

(26 novembre 1577, d'Anvers.)

Déclaration des états, par laquelle ils font connaître leur intention de n'accorder aucune obéissance à don Juan d'Autriche, comme gouverneur général des Pays-Bas, ce prince s'étant montré l'ennemi desdits états, et ayant violé les termes de la pacification jurée de part et d'autre.

(7 décembre 1577, de Bruxelles. Copie.)

Les états généraux déclarent reconnaître l'archiduc Matthias en qualité de gouverneur général des Pays-Bas, à condition de respecter le traité de Gand et les conventions proposées par les états.

(8 décembre 1577, de Bruxelles. Copie.)

Philippe II, roi d'Espagne, aux états généraux des Pays-Bas.

Il est heureux d'apprendre, par leurs lettres, leur résolution de maintenir la religion catholique et de rester fidèles à leur roi. Il leur envoie le baron de Selles, qui est chargé de leur donner des instructions nouvelles, et de réclamer leur aide pour la réduction des provinces rebelles, etc.

(20 décembre 1577. Copie.)

Extrait d'une lettre, datée du mois de décembre 1577, et portant la note suivante : « Négociations du marquis d'Havré à Gand, après son retour d'Espagne. »

(Décembre 1577.)

Déclaration des états des Pays-Bas à l'arrivée du baron de Selles. Ils protestent de leur fidélité et de leur attachement au roi d'Espagne, tout en étant fermement résolus à résister de tout leur pouvoir aux violences de don Juan d'Autriche.

(5 février 1578. Copie.)

Jean de Noircarmes aux états.

Il s'excuse d'avoir tardé aussi longtemps à leur envoyer la réponse de don Juan. Ce prince a expédié un courrier en Espagne, et attend les ordres de Sa Majesté. Il désire vivement le rétablissement de la paix.

(14 février 1578. Copie.)

Le roi d'Espagne au baron de Selles.

Il lui envoie copie d'une lettre des états datée du 31 décembre. Il consent à maintenir le *statu quo* en toutes choses, pourvu que les états restent fidèles à la foi catholique et à leurs devoirs envers la couronne. Il ne peut lui dire, au sujet de l'archiduc Matthias, autre chose que ce qu'il lui a déjà communiqué verbalement.

(22 février 1578, de Madrid. Copie.)

W. Cotton à sir Th. Stewkely.

Félicitations. On lui a enlevé, durant sa captivité, le secret de sa correspondance chiffrée. Il engage sir Th. Stewkely à ne pas mettre le pied sur le territoire des états, car il est question de le livrer au gouvernement anglais.

(25 février 1578, d'Anvers.)

La reine Élisabeth à l'archiduc Matthias.

Elle accrédite auprès de lui Daniel Rogers, en qualité d'ambassadeur. Elle remercie l'archiduc des deux lettres qu'il lui a écrites. Politique suivie par son gouvernement à l'égard de la Hollande et des Pays-Bas.

(3 mars 1578, de Greenwich. Copie.)

Le roi d'Espagne au baron de Selles.

Il devra signifier aux états qu'il n'approuve pas le choix de

l'archiduc Matthias , comme gouverneur général. Il se plaint de ce qu'on n'a fait aucune allusion à la pacification de Gand. Il veut bien oublier tout ce qui s'est passé, et confirmer les privilèges donnés par ses prédécesseurs, mais il ne peut traiter avec les états que comme avec des vassaux et des sujets. Il témoigne sa satisfaction des mesures prises par les princes de Parme et d'Orange, afin de faire observer de part et d'autre les conditions stipulées.

(13 mars 1578. Copie.)

Réponse de l'archiduc Matthias et des états généraux des Pays-Bas aux remontrances présentées par Daniel Rogers, ambassadeur anglais. Ils regrettent beaucoup que Sa Majesté Britannique ait renoncé au projet de leur envoyer six mille soldats anglais.

(Mars 1578. Copie.)

Projet d'accord entre don Juan d'Autriche et les états des Pays-Bas.

(14 août 1578. Copie.)

Extrait d'une lettre datée de Nieuport, relative à une proposition faite aux députés de la Flandre occidentale, ayant pour objet de réclamer leur aide, afin de conquérir les Pays-Bas pour le duc d'Anjou, et d'en expulser le prince d'Orange, qui professe la religion réformée.

(15 août 1578, de Nieuport.)

Instructions destinées aux ambassadeurs de l'Empereur des Romains, du roi de France et de la reine d'Angleterre, relatives à la réponse qu'ils auront à faire aux objections faites par don Juan concernant les moyens de pacification proposés par les états.

(15 août 1578. Copie.)

Rapport des envoyés anglais relativement à leurs négociations avec don Juan d'Autriche.

(27 août 1578.)

Lord Cobham à lord Burghley.

Les états sont disposés à accepter les secours de quelque prince que ce soit, pourvu qu'ils puissent se débarrasser des Espagnols. Le message du gouvernement anglais a mis le camp des états en pleine confusion. L'armée a été forcée de quitter ses cantonnements, la peste ayant éclaté à deux lieues de Louvain. Désappointement du duc Casimir en apprenant que l'emprunt de cent mille thalers ne serait pas conclu.

(9 septembre 1578.)

Lord Cobham à lord Burghley.

Les commissaires anglais désirent être rappelés, leur présence dans les Pays-Bas étant parfaitement inutile. Propositions faites au duc Casimir par le duc d'Alençon. Il est probable qu'il les acceptera, n'ayant plus à espérer de subsides de la part de l'Angleterre. Les troupes des états se sont emparées de trois forteresses. Don Juan s'est retiré vers Namur, en attendant des renforts d'Allemagne.

(24 septembre 1578.)

Mémoire des négociations de lord Cobham et de sir Fr. Walsingham dans les Pays-Bas.

(1578.)

Projet de pacification des Pays-Bas, rédigé à Cologne, par les ambassadeurs impériaux, et communiqué aux parties intéressées le 18 juillet 1579.

(Copie.)

Instructions remises à M. Wilson, envoyé dans les Pays-Bas par le gouvernement anglais.

(18 octobre 1579. Copie.)

Informations reçues par le gouvernement anglais.

Voyage en Angleterre projeté par le duc d'Anjou. On parle de nouvelles négociations de paix, et de la réunion des états de toutes les provinces pour le mois suivant. Le duc d'Anjou espère que les états renonceront à leur serment d'allégeance

envers le roi d'Espagne, et le choisiront lui-même pour leur souverain. Union d'Utrecht.

(1579.)

Charles de Croy, marquis d'Havré, à sir Fr. Walsingham.

Protestations d'amitié et offres de services. Le porteur, qui est de la suite du vicomte de Gand, doit se rendre en Artois pour y régler certaine affaire qui lui est confiée par l'archiduc et par les états.

(17 mars 1580, d'Hesdin. Orig. fr.)

Accusation dressée contre Guillaume de Hornes, à Mons, avec la sentence qui a été prononcée à ce sujet.

(21 octobre 1580. Copie.)

Th. Morgan au prince d'Épinoy.

Affaires particulières. Il se propose d'amener un contingent de quatre cents soldats anglais dans les Pays-Bas.

(17 décembre 1580, de Londres.)

Étienne Le Sieur à Fr. Walsingham.

Il est arrivé à Tournay le 27 février, mais il n'a pu obtenir audience du prince de Parme avant le 6 mars. Le prince a demandé des détails sur la réception faite au duc d'Alençon en Angleterre, et sur la visite de ce dernier aux Pays-Bas. Le roi d'Espagne consent à faire rendre la liberté à M. Rogers.

(19 mars 1582, d'Anvers.)

Les magistrats de la ville d'Ypres au prince de Parme.

Ils ont reçu la lettre que Son Altesse leur a fait remettre. Ils s'étonnent de ce qu'il ne leur a pas fait l'honneur de la leur faire parvenir par un messenger occupant un rang plus distingué.

(26 mars 1582. Copie.)

Note sur la force respective des partis dans les Pays-Bas. Liste des villes occupées par les soldats du roi d'Espagne, avec le nom des commandants auxquels la garde en est confiée.

(1582.)

Articles de la capitulation accordée par le prince de Parme
au gouverneur et à la garnison d'Audenarde.

(3 juillet 1582.)

Le prince de Parme au baron d'Anholt, lui envoyant des
ordres pour la mise en liberté de M. Daniel Rogers.

(11 août 1582. Copie.)

Le prince de Parme au baron d'Anholt.

Même sujet.

(12 août 1582. Copie.)

M. de la Motte à lord Cobham.

Il a reçu l'attestation dudit lord relativement à certain na-
vire anglais capturé sur les côtes, et, ayant acquis la certitude
que ce bâtiment n'était pas au service du prince d'Orange ou
du gouvernement français, il s'est hâté de rendre la liberté aux
marins qui le montaient. Il ne peut relâcher le secrétaire du
duc d'Alençon, dont les papiers ont été saisis.

(25 juin 1583. Orig. fr.)

Informations envoyées au gouvernement anglais.

Le duc de Parme à Eecloo. Expédition dans le pays de Waes.
Huit navires de guerre sont stationnés dans l'Escaut. On attend
deux mille soldats qui doivent venir de la Hollande, et seront
envoyés à Flessingue et dans la Flandre. Contributions des
bourgeois d'Anvers pour la continuation de la guerre.

(10 novembre 1583, d'Anvers. Ital.)

Paul Yve à James Erer.

Il est probable que le Brabant et la Flandre appartiendront
bientôt entièrement au roi d'Espagne. Les villes de Bruges, de
Gand et d'Ypres ont envoyé des députés au prince. La religion
catholique sera rétablie partout. Il doute de la sincérité des
négociateurs.

(2 avril 1584, de Gravelines.)

Articles d'une convention entre les états et le prince de
Parme.

(13 avril 1584. Copie.)

Propositions faites aux états par le prince de Parme, dans le but d'aplanir les différends qui existent entre lesdits états et le roi d'Espagne.

(13 avril 1584. Copie.)

Don Bernardino de Mendoza au prince de Parme.

Son entrevue avec le roi de France et la reine mère, au sujet de la mission de quelques députés des états à cette cour. Droits de la reine mère à la succession de Portugal. La France est trop épuisée pour entreprendre une grande guerre. Les députés des états ont remis un mémoire au roi de France. La reine mère désire envoyer des troupes dans les Pays-Bas. Les députés désespèrent du succès de leurs négociations. Le duc de Bouillon a annoncé au roi que le duc de Guise faisait une levée de vingt mille hommes en Allemagne. Conversation entre le cardinal de Lorraine et la reine mère.

(17 février 1585.)

Copie d'un accord conclu entre le prince de Parme et les états des Pays-Bas rassemblés à Bruxelles.

(10 mars 1585.)

Un document intitulé : « Poincts et articles ayans esté respectivement conditionnés, promis, jurés et acceptés entre monseigneur le prince de Parme et le seigneur de la Noue. »

(Copie fr.)

Articles de la capitulation d'Anvers, relatif au départ de la garnison, etc.

(17 août 1585. Copie. fr.)

Ordre adressé par le prince de Parme à la cour de l'amirauté à Dunkerque, pour lui enjoindre de faire restituer les marchandises anglaises qui ont été saisies à bord de différents navires de commerce.

(20 août 1585.)

Instructions remises à M. John Smith, ambassadeur de Sa Majesté Britannique auprès du prince de Parme. Il est chargé

d'expliquer au prince les motifs qui ont engagé le gouvernement anglais à envoyer des troupes dans les Pays-Bas.

(22 août 1583. Minute.)

Paul Yve à Fr. Walsingham.

Réunion à Bruxelles, afin d'aviser aux moyens à employer pour lutter contre l'armée anglaise, qu'on suppose être peu nombreuse. Les vivres sont rares. Soulèvement parmi les troupes qui sont campées devant Ostende. Le prince n'a jamais eu moins de forces à opposer à ses ennemis, et les renforts envoyés par la reine arriveront fort à propos. Il serait bon d'envoyer des vivres à Ostende.

(13 décembre 1585.)

Th. Rogier à sir Fr. Walsingham.

Un anglais, Charles Arundel, a été chargé d'une mission en Espagne par le duc de Guise. Ligue entre les rois de France et d'Espagne, le pape, le duc de Savoie et les Vénitiens pour l'invasion de l'Angleterre. Le duc de Savoie doit se rendre dans les Pays-Bas avec dix mille fantassins et deux mille cavaliers, sous le prétexte d'aider le duc de Parme, mais en réalité pour attaquer les possessions de Sa Majesté Britannique.

(12 janvier 1586.)

André de Loo à lord Burghley.

Proposition d'envoyer un député à Anvers, afin de négocier la paix entre l'Angleterre et l'Espagne. Bonnes dispositions de M. de Champagny.

(7 février 1586, de Londres. Orig. ital.)

André de Loo à lord Burghley.

Correspondance avec Carlo Lanfranchi. A. de Loo offre de charger une personne de confiance de négocier avec le signor Carlo et M. de Champagny. Difficultés qui empêchent le roi d'Espagne de s'entendre avec la Hollande, parmi lesquelles la question religieuse est la plus importante.

(11 février 1586, de Londres. Orig. ital.)

André de Loo à lord Burghley.

Progrès des négociations dont il est parlé plus haut. Opinion de M. de Champagny.

(12 février 1586. Copie en italien.)

André de Loo à lord Burghley.

Le courrier d'Anvers lui a apporté une nouvelle lettre du signor Carlo Lanfranchi.

(13 février 1586. Orig. ital.)

André de Loo à lord Burghley.

Il craint que certaines lettres qui lui ont été adressées par Carlo Lanfranchi n'aient été interceptées. Il désirerait écrire à M. de Champagny.

(17 février 1586, de Londres. Orig. ital.)

André de Loo à lord Burghley.

Il prie ce ministre de vouloir bien lui envoyer des instructions sur la conduite qu'il aura à tenir à l'égard du duc de Parme, au sujet du traité en négociation.

(8 mars 1586, de Greenwich.)

André de Loo à lord Burghley.

Il s'efforce de lui démontrer qu'il est de l'intérêt de l'Angleterre de faire la paix avec l'Espagne. Il demande un permis de sortie pour un navire vénitien, alors à Margate.

(18 mars 1586, de Londres. Ital.)

André de Loo à lord Burghley.

Négociations de Carlo Lanfranchi avec M. de Champagny et autres, à la cour du prince de Parme, concernant la paix. Le roi d'Espagne l'accepterait volontiers, à d'honorables conditions. Mécontentement causé par l'intercession du gouvernement anglais dans les affaires de la Hollande.

(23 mars 1586, de Londres.)

André de Loo à lord Burghley.

Nouvelles instances pour engager le gouvernement anglais

à entamer des négociations de paix. Il demande une audience de la reine.

(31 mars 1586, de Londres.)

Note qui se rapporte sans doute à la correspondance d'André de Loo avec lord Burghley. Conditions de paix proposées par le duc de Parme, pour servir de bases aux négociations. La reine d'Angleterre retirera ses troupes de toutes les villes qu'elles occupent actuellement dans les Pays-Bas ; on ne fera nulle concession en matière de religion , etc.

Carlo Lanfranchi à André de Loo.

Il n'a pas vu le duc de Parme, mais bien M. de Champagny. La reine d'Angleterre ayant attaqué le roi d'Espagne, celui-ci ne paraît guère empressé à faire la paix. Comparaison entre les ressources de la France et celles de l'Espagne. Il serait bon que la reine fit connaître publiquement quelles étaient ses intentions en envoyant le comte de Leicester dans les Pays-Bas. Il ne peut entretenir le duc de Parme de cette affaire sans avoir des pouvoirs plus amples. Il vient de recevoir une lettre de M. de Champagny.

(20 avril 1586, d'Anvers. Ital.)

Éd. Morres à lord Burghley.

Son entrevue avec le duc de Parme. Ce prince paraît désirer vivement le renouvellement des relations amicales entre les deux couronnes. Prochaine arrivée de M. Bodenham.

(12 avril 1586, de Calais.)

André de Loo à lord Burghley.

Le duc de Parme désire sincèrement voir la paix se rétablir entre l'Espagne et l'Angleterre.

(15 avril 1586, de Londres. Ital.)

André de Loo à lord Burghley.

Il ne doute pas qu'il soit possible de conclure une paix honorable entre l'Angleterre et l'Espagne. Il demande l'autorisation d'en faire la tentative, et désire un passe-port, afin de se

rendre dans les Pays-Bas. Sa démarche est toute désintéressée.

(15 avril 1586, de Londres. Orig. ital.)

André de Loo à lord Burghley.

Il s'excuse d'avoir différé son départ. Il aura besoin d'un passe-port, valable pour un mois ou deux. Il prie lord Burghley de faire connaître certaines lettres, qu'il lui a adressées, à Sa Majesté Britannique.

(7 mai 1586, de Londres. Orig. ital.)

André de Loo à la reine Élisabeth.

Il désire être autorisé à se rendre dans les Pays-Bas, afin d'y entamer des négociations, dans le but de rétablir la paix entre l'Angleterre et l'Espagne, avec l'aide de Carlo Lanfranchi et M. de Champagny.

(8 mai 1586, de Londres. Orig. ital.)

W. Bodenharn à... (lord Burghley?).

Après avoir attendu longtemps que le prince (de Parme?) voulût prendre une résolution, il se préparait au départ, lorsqu'à la suite de certaines nouvelles parvenues à la cour, il lui fut demandé de se rendre à Dunkerque.

(20 mai 1586, de Dunkerque. Orig. angl.)

André de Loo à lord Burghley.

Sa visite à M. de Champagny, auquel il a communiqué le message de lord Burghley. Satisfaction exprimée par M. de Champagny, en apprenant les intentions pacifiques du gouvernement anglais. André de Loo doit se mettre en route pour le camp, le 6 juin, en compagnie du secrétaire Cosimo, et chargé de lettres de Carlo Lanfranchi et de M. de Champagny au président Richardot.

(5 juin 1586, d'Anvers. Orig. ital.)

André de Loo à lord Burghley.

Il a été forcé de remettre son voyage, à cause d'une indisposition subite. M. de Champagny lui a promis une escorte de vingt lanciers. Les fonctions de chef des finances ont été accordées à M. de Champagny. Le roi d'Espagne vient de défendre

toutes relations commerciales entre l'Espagne, le Portugal et l'Angleterre. Détails sur la prise de la ville de Grave. Il rejoindra le duc de Parme dès le lendemain.

(17 juin 1586, d'Anvers. Orig. ital.
partie en chiffres.)

Articles de la capitulation conclue entre les citoyens et la garnison de Venloo, d'une part, et le duc de Parme, d'autre part.

(28 juin 1586. Copie fr.)

André de Loo à lord Burghley.

Ses démarches afin d'obtenir une escorte. Le président Richardot désire vivement contribuer au départ des soldats étrangers, dont l'entretien ruine les Pays-Bas, et au rétablissement des relations commerciales.

(18 juin 1586, d'Anvers. Orig. ital. en
partie chiffré.)

M. de Champagny à lord Burghley.

Il profite d'une occasion, qui lui est offerte par André de Loo, pour assurer audit lord qu'il lui est tout dévoué.

(7 juillet 1586, d'Anvers. ital.)

Note présentée par André de Loo au duc de Parme, relativement à la conclusion d'un traité de paix entre l'Espagne et l'Angleterre, et aux propositions faites à ce sujet par M. de Champagny.

(27 juin 1586. Copie en ital.)

André de Loo à lord Burghley.

Il a obtenu une audience du duc de Parme, le 14 juin, par l'entremise du président Richardot. Conversation avec le duc, auquel il présente quelques observations par écrit. Il négocie afin d'obtenir le remboursement des sommes dues par les états au gouvernement anglais, et le rétablissement des relations commerciales avec l'Angleterre.

(25 et 27 juin 1586, du camp devant
Venloo, avec un post-scriptum daté
d'Anvers. Ital.)

Note adressée au gouvernement anglais par André de Loo.

Il pense qu'il serait convenable que la reine Élisabeth écrivit au duc de Parme, en termes généraux et courtois, afin de préparer les voies vers des relations plus amicales. La reine devrait écrire également à M. de Champagny, qui témoigne des meilleures dispositions à l'égard des Anglais.

(27 juin 1586. Ital.)

Lettre anonyme envoyée de Bruxelles à N..., à Paris.

État des affaires dans les Pays-Bas. Capitulation de la ville de Venloo. L'armée des états et celle du comte de Leicester sont mal payées et mal commandées, tandis que les troupes du duc de Parme sont dans les meilleures conditions. La politique anglaise n'obtient guère de succès, et ceux qui la dirigeaient sont retournés en Angleterre. Des députés sont arrivés au camp, de la part des habitants de la Gueldre.

(3 juillet 1586, de Bruxelles. En fr.)

La reine Élisabeth à Alexandre Farnèse, duc de Parme.

Elle exprime sa surprise de ce qu'il a fait allusion à certaines propositions qui lui auraient été communiquées par son gouvernement, propositions dont elle n'a pas connaissance, et qui ont été désavouées par les membres du conseil privé. Son gouvernement ne pourrait faire des ouvertures de paix au roi d'Espagne, qui a été le premier à attaquer l'Angleterre et ses alliés. Elle est disposée cependant à accepter tout arrangement qui pourrait conduire à une paix honorable, mais sans vouloir prendre l'initiative de ces négociations.

(8 juillet 1586. En ital.)

André de Loo à la reine Élisabeth.

Conférence avec le duc de Parme, à la suite du désaveu infligé par la reine Élisabeth à M. Graffini. Il a été reçu par le duc au camp de Venloo. Il déclare n'avoir entrepris la mission qu'il remplit qu'à la suite des sollicitations de Carlo Lanfranchi et de M. de Champagny.

(20 octobre 1586. En ital.)

M. Bodenham à N....

Affaires diverses. Il conclut par le passage suivant, qui est écrit en chiffres, et forme probablement l'objet principal de cette lettre :

« The poynt is this, that his honour (Leicester?) may make
» this foundation for sure, that the prince of Parma, for cer-
» taine, is not spanishe but hath a secreat pretention in great
» colour for Portugall. Somewhat Y have felt him (the words
» which were spoken betweene us wold greatly satisfye him,
» but time doth not permitt), about the offer which your ho-
» nour did present him in the name of her Majestie touching
» Holland and Zeeland for him. Y find him mervaylous well
» disposed, and Y have the best waye to have it uttered by
» waye of conscience.....

(Novembre 1586. Angl.)

André de Loo à lord Burghley.

Il l'engage à appuyer les négociations de paix de toute son influence, et à mettre sous les yeux de Sa Majesté certaine lettre qu'il lui envoie. Avantages qui résulteraient de la conclusion d'un traité. Il désire qu'un navire soit envoyé du port de Douvres dans les Pays-Bas, afin de transporter en Angleterre un délégué du duc de Parme.

(11 novembre 1586, de Londres, en ital.)

André de Loo à la reine Élisabeth.

Il la prie de vouloir bien donner l'assurance au duc de Parme que, dans le cas où celui-ci lui enverrait un ambassadeur, ce dernier serait favorablement reçu. Ledit ambassadeur serait chargé de négocier un traité ayant pour objet la pacification des Pays-Bas, et un projet de garantie réciproque pour la sûreté de leurs états respectifs entre le roi d'Espagne et Sa Majesté Britannique.

(12 novembre 1586, de Londres. Orig. ital.)

André de Loo à lord Burghley.

Même sujet.

(12 novembre 1586, de Londres. Orig.
ital.)

André de Loo au duc de Parme.

Il s'est déjà adressé à Son Altesse, au nom des marchands anglais, pour l'engager à favoriser la négociation d'un traité de paix avec l'Angleterre. A son retour en ce royaume, il a trouvé Sa Majesté Britannique très-favorablement disposée à cet égard, bien qu'elle eût formé la résolution de ne pas prendre l'initiative dans les pourparlers qui doivent avoir lieu. Il engage le duc à répondre à la lettre de Sa Majesté, et à envoyer un chargé d'affaires en Angleterre. La reine ne s'est décidée à accorder sa protection aux états, que pour empêcher les Pays-Bas de passer sous une autre domination. Sa Majesté conclurait volontiers la paix, si les soldats étrangers quittaient les Pays-Bas, et dans le cas où les sommes dues à l'Angleterre seraient remboursées. Il serait nécessaire de convenir également du montant de l'indemnité à allouer aux marchands dont les biens ont été saisis en Espagne et en Portugal.

(26 décembre 1586, de Bruxelles. Copie en ital.)

Rapport adressé au gouvernement anglais, relativement au nombre des troupes espagnoles employées dans les Pays-Bas. D'après cette note, l'infanterie se composait de vingt-huit mille quatre cents hommes.

(Décembre 1587.)

Paul Anraet à sir Fr. Walsingham.

Il le prie de décider Sa Majesté Britannique à répondre à certaine lettre qui lui a été adressée par la comtesse d'Arenberg.

(4 avril 1587, d'Anvers.)

M. de Champagny à..... (André de Loo ?)

Intentions pacifiques du duc de Parme. Assurances de sincérité. Il se plaint des réserves que lord Burghley a cru devoir

stipuler dans les instructions envoyées à André de Loo. Les négociations ne peuvent aboutir à d'heureux résultats qu'à la condition d'être menées avec ménagement. Il désire que la question religieuse soit bien posée et clairement définie.

(6 avril 1587, de Bruxelles. Orig. ital.)

André de Loo à lord Burghley.

Le duc de Parme n'est autorisé, sous aucun prétexte, à permettre l'exercice public de la religion réformée. Observations faites par les conseillers espagnols au sujet des secours accordés par l'Angleterre à la Hollande et à la Zélande.

(18 mai 1587. Orig. ital.)

André de Loo à lord Burghley.

Même sujet. Les affaires s'embrouillent chaque jour davantage. Prière de remettre à la reine Élisabeth, en mains propres, une lettre qu'il lui adresse.

(14 juin 1587, d'Anvers.)

Les membres du conseil anglais à André de Loo.

La reine a été vivement offensée en apprenant qu'une attaque était dirigée par le gouverneur général contre la ville de l'Écluse, Sa Majesté n'ayant laissé cette place dégarnie de troupes qu'à la suite des assurances qui lui avaient été données des intentions pacifiques dudit gouverneur général. Il faudra proposer au duc de Parme de suspendre le siège de l'Écluse, au moins jusqu'à ce que le résultat des négociations soit connu. La reine a fait rappeler l'escadre de sir Fr. Drake. Elle regrette que ce commandant ait tenté d'opérer un débarquement en Espagne. Le roi de Danemark a offert sa médiation entre l'Angleterre et l'Espagne. Proposition d'envoyer des commissaires à Berg-op-Zoom pour traiter de la paix.

(14 juin 1587. Minute de la main de lord Burghley.)

Jean Wychgeres à sir Fr. Walsingham.

Le territoire qui s'étend entre Bruges et Dixmude est com-

plètement dévasté. La garnison d'Ostende fait une sortie et s'empare, presque sans combat, d'un convoi considérable de vivres et de munitions de guerre. Positions occupées par l'armée espagnole devant l'Écluse. Le colonel de la Motte ayant été blessé, le marquis de Renty succède à son commandement. Autres détails sur le siège de l'Écluse.

(10 juillet 1587. Orig. flam.)

André de Loo à lord Burghley.

Il a reçu des lettres dudit lord et du contrôleur (1), ainsi qu'une liste contenant les noms des députés que la reine se propose d'envoyer dans les Pays-Bas, afin d'y négocier avec les commissaires espagnols. Colère du roi d'Espagne à la nouvelle des ravages exercés sur les côtes par Fr. Drake. Le duc de Parme attend des renforts qui se composent de neuf mille Espagnols, neuf mille Italiens et d'autres troupes, s'élevant en total à trente mille hommes. Dispositions pacifiques du duc.

(11 juillet 1587, de Bruges. Orig. ital.)

Valentin de Pardieu, seigneur de la Motte à M. Paul Yve, à Gravelines.

Il le prie de se rendre à Bruges, aussitôt qu'il pourra accomplir ce voyage en toute sûreté, ayant à lui faire certaines communications importantes.

(14 juillet 1587. Orig. fr.)

André de Loo à lord Burghley.

Le duc de Parme semble toujours fort désireux de voir la

(1) Il existait, en Angleterre, différents fonctionnaires de ce nom, tel que le contrôleur de la maison du roi « the controller of the king's house » ; celui de la marine « the controller of the king's navy » ; le vérificateur des douanes « the controller of the customs. » Ce titre était également donné à l'officier chargé de l'administration de la ville de Calais, ainsi qu'à l'un des employés supérieurs de la Monnaie, etc. Il s'agit probablement ici de sir James Croft, qui était à cette époque contrôleur de la Maison Royale.

paix se conclure. On parle d'une suspension d'armes. Avantages qui résulteraient, pour l'Angleterre, de la cessation des hostilités.

(15 juillet 1587, de Bruges. Orig. ital.)

Lord Burghley à André de Loo.

La reine enverra des commissaires pour traiter de la paix, si le duc de Parme consent à abandonner le siège de l'Écluse et à signer un armistice. Les commissaires anglais auront besoin d'un sauf-conduit. Le maintien de la liberté de conscience dans les Provinces-Unies sera une des conditions *sine qua non* de tout accord. Il regrette que l'expédition de l'amiral Drake ait eu des résultats aussi désastreux pour l'Espagne.

(18 juillet 1587. Minute.)

Articles de la capitulation conclue entre la garnison et les bourgeois de la ville de l'Écluse et le duc de Parme, pour la reddition de la ville.

(5 août 1587. Copie fr.)

Le contrôleur (1) à André de Loo.

La reine consent à envoyer des députés dans les Pays-Bas, à condition que le duc de Parme consente à signer un armistice de quinze jours. Les députés anglais seront, selon toute apparence : le comte de Derby, lord Cobham, sir James Croft, le Dr Dale et John Herbert.

(Juillet 1587. Copie.)

André de Loo à lord Burghley.

Sauf-conduit accordé par le duc de Parme aux commissaires anglais. Il a écrit à M. de Champagny pour lui en demander un duplicata, dans la prévision que l'original pourrait être égaré. La chrétienté tout entière est intéressée à la conclusion d'une paix honorable entre l'Espagne et l'Angleterre.

(14 août 1587. Orig. ital.)

(1) Voir la note précédente.

André de Loo à lord Burghley.

Nomination des députés chargés de négocier le traité de paix. Le duc de Parme attend l'arrivée des agents anglais. Propositions relatives à l'armistice. Il ne doute nullement des bonnes intentions du duc. Carlo Lanfranchi et lord Burckhurst.

(26 août 1587. Orig. ital.)

Jean Wychgeres à sir Fr. Walsingham.

Informations diverses, envoyées par Calais. Il a été indisposé, ainsi que M. Brydges pourra en témoigner. Mauvais traitements subis par ledit M. Brydges durant son emprisonnement à Nieuport. On a traité avec le commandant de la place au sujet de la rançon du prisonnier.

(29 août 1587. Orig. espagn.)

Lord Burghley à André de Loo.

Sa Majesté a appris avec plaisir que le duc de Parme désirait la prochaine arrivée des commissaires anglais. Un courrier a été expédié par ordre de la reine au comte de Leicester pour l'informer de la situation des affaires. Les états ont exprimé leur surprise que des négociations eussent été entamées sans leur assentiment. Le comte de Leicester n'a pas reçu ses dépêches en temps utile, et a été informé, par les états, de ce qui se passait. Affaire de sir Fr. Drake.

(31 août 1587.)

André de Loo à lord Burghley.

Progrès des négociations. On attend avec impatience les commissaires anglais. Entrevue avec le président Richardot et l'un des secrétaires du conseil. Discussion au sujet de l'armistice.

(31 août 1587, de Bruxelles. Orig. ital.)

Lord Burghley à André de Loo.

Prière d'informer le duc de Parme que la reine a accordé un sauf-conduit à l'ambassadeur danois, qui doit se rendre en

Angleterre. Le duc de Parme approuve-t-il l'intervention du Danemark ?

(1^{er} septembre 1587. Minute.)

André de Loo à lord Burghley.

Il sollicite la mise en liberté du père Martin de la Faille, l'un de ses amis.

(8 septembre 1587, de Bruxelles. Orig. ital.)

André de Loo à lord Burghley.

Pourparlers au sujet de la réunion des députés anglais et espagnols à Berg-op-Zoom, et la conclusion d'un armistice. Le duc de Parme a fait prendre les quartiers d'hiver à son armée.

(8 septembre 1587. Orig. ital.)

Jean Wychgeres à sir Fr. Walsingham.

Détails sur la situation des prisonniers anglais à Nieuport.

(9 septembre 1587. Orig.)

Alex. de la Torre à Antonio di Fonti.

Son zèle au service de Sa Majesté Britannique. Les affaires d'Écosse étant terminées, il y a quelque espoir de conclure la paix. Le D^r Allen n'obtiendra pas le chapeau de cardinal.

(10 septembre 1587, d'Anvers. Orig. partie en chiffres.)

André de Loo à lord Burgley.

Négociations relatives au projet de conférence, à Berg-op-Zoom, des députés anglais et espagnols. Les dispositions pacifiques n'ont pas changé. Lettre du comte de Leicester relativement au traité. Conduite de sir Fr. Drake. Pourparlers concernant l'armistice.

(13 septembre 1587, de Bruxelles. Orig. ital.)

André de Loo à lord Burghley.

Progrès des négociations de paix. Conférences avec le président Richardot et M. de Champagny. Lord Burckhurst envoyé

en Hollande. Observation faite par le comte de Leicester audit de Loo, sur la nécessité de hâter la conclusion du traité.

(16 septembre 1587, de Bruxelles. Orig. ital.)

André de Loo à lord Burghley.

Considérations sur l'arrivée des députés anglais, et l'envoi d'un nouveau sauf-conduit. Un duplicata, portant le sceau privé du roi d'Espagne, et contre-signé par le duc de Parme, est arrivé bon à port. Sa Majesté persévère dans ses bonnes intentions relativement à la paix. Opinion du duc de Parme au sujet des démêlés qui se sont élevés entre le comte de Leicester et les états de Hollande et de Zélande. La cessation des hostilités est vivement désirée en France. M. de Champagny souhaite que les négociations aient de bons résultats, et les affaires s'arrangeront promptement si le président Richardot partage les mêmes intentions.

(26 septembre 1587, de Bruxelles. Orig. ital.)

André de Loo à lord Burghley.

Nouveaux détails. Le secrétaire Cosimo lui a donné à entendre que le duc de Parme désire obtenir copie des deux dernières lettres de lord Burghley. Un bourgeois de Londres est arrivé à Anvers, porteur de dépêches datées du 18 septembre, relatives aux préparatifs de départ faits par les commissaires anglais.

(3 octobre 1587, de Bruxelles. Orig. ital.)

Lord Burghley à André de Loo.

Le comte de Leicester a envoyé M. Beale aux états de Hollande et de Zélande, afin d'obtenir leur adhésion au projet de traité. Les états s'y refusent, alléguant qu'un tel accord ne saurait être durable, et que les conditions qui en feraient la base ne seraient pas respectées. Assurance leur ayant été donnée que le gouvernement anglais défendrait, en toute occa-

sion, leur liberté, ils ont consenti à référer l'affaire aux conseils des villes. Sauf-conduit envoyé aux commissaires anglais par le duc de Parme.

(10 octobre 1587. Minute.)

Le lord trésorier, le contrôleur et le secrétaire d'État Walsingham à André de Loo.

Ils le chargent d'exposer au duc de Parme que, si l'on a tardé aussi longtemps à envoyer des commissaires anglais dans les Pays-Bas, ce délai a été occasionné par la répugnance avec laquelle les états ont reçu les propositions de paix. S'informer auprès du duc si le gouvernement espagnol est encore disposé à traiter de la suspension des hostilités, où si l'on a pris la résolution de poursuivre la guerre.

(15 octobre 1587. Minute.)

André de Loo à lord Burghley.

Il espère que les efforts qui ont été faits jusqu'alors aboutiront à la conclusion d'une paix solide et durable.

(21 octobre 1587. Orig. ital.)

Informations secrètes envoyées au gouvernement anglais.

On ne s'attend pas, dans les Pays-Bas, à la cessation de la guerre. Proclamation ayant pour objet de défendre la vente des draps anglais. Cette prohibition sera décrétée dans tous les États où la cour de Rome pourra exercer son influence. On parle du rappel du duc de Parme, qui doit être remplacé, dit-on, par le duc de Savoie. Le duc de Parme désirerait conclure la paix avec l'Angleterre, avant de céder la place à son successeur.

(2 novembre 1587, d'Anvers.)

Avis secrets adressés au gouvernement anglais.

Préparatifs de guerre. Quarante bâtiments de guerre sont en voie d'armement à Dunkerque, et il en existe un pareil nombre à Anvers. Proclamation relative à la vente des draps anglais.

(2 novembre 1587, d'Anvers.)

M. de la Torre à Antonio di Fonti.

Influence de la reine mère en France. Promotion du docteur Allen. Politique du duc de Parme.

(24 octobre 1587, d'Anvers. Orig. ital.
en partie chiffré.)

Lord Cobham, le contrôleur et le secrétaire d'État Walsingham à André de Loo.

Ils regrettent que leur dernière lettre (du 15 octobre 1587) ne lui soit point parvenue avant son départ pour Bruxelles, et le chargent d'informer le duc de Parme que la reine a reçu la missive de celui-ci avec plaisir. Sa Majesté a retardé le voyage des commissaires anglais, désirant être informée, avant de les envoyer dans les Pays-Bas, de l'objet des préparatifs de guerre qui se font depuis quelque temps en cette contrée.

(11 novembre 1587. Minute.)

André de Loo à lord Burghley.

Progrès des négociations. Il a eu un entretien avec le président Richardot, concernant la destination de la flotte espagnole. Il exprime le désir que M. Morris soit envoyé immédiatement auprès de lui, dans le cas où le voyage des commissaires anglais serait décidé.

(1^{er} décembre 1587, de Bruges. Orig. ital.)

André de Loo à lord Burghley.

Projet de réunion des députés anglais et espagnols à Berg-op-Zoom. Il est peu probable que le duc de Parme consente à un armistice.

(4 décembre 1587, de Bruges, Orig. ital.)

André de Loo à la reine Élisabeth.

Il espère que la réponse envoyée par le duc de Parme sera reçue avec satisfaction par Sa Majesté. Il la prie d'envoyer le plus tôt possible des commissaires dans les Pays-Bas, les affaires

qu'il s'agit de traiter étant d'un haut intérêt pour toute la chrétienté.

(19 décembre 1587. Orig. ital.)

André de Loo à lord Burghley.

Le retour de l'agent anglais Morris a été retardé à cause de l'absence du duc de Parme. Moyens employés par André de Loo afin d'engager le duc à répondre aux trois points proposés par le gouvernement anglais. Cette réponse a été enfin envoyée, ainsi qu'un sauf-conduit.

(19 décembre 1587, de Bruges. Orig. ital.)

Sauf-conduit envoyé par la reine Élisabeth à André de Loo, destiné aux députés espagnols qui sont chargés de négocier la paix entre l'Angleterre, l'Espagne et les Pays-Bas.

(25 décembre 1587. Minute.)

André de Loo à lord Burghley.

Lettre envoyée par le gouverneur d'Ostende. André de Loo espère que les commissaires anglais se sont mis en route, le duc de Parme ayant déjà donné des ordres afin qu'ils fussent honorablement reçus. Préoccupations générales au sujet de l'*Armada*. Excellentes dispositions du secrétaire Cosimo. Le duc de Parme est à Gand.

(30 décembre 1587, de Bruges. Orig. ital.)

Informations envoyées au gouvernement anglais, relativement aux préparatifs militaires faits dans les Pays-Bas par le duc de Parme.

(12 janvier 1588.)

Charles, archiduc d'Autriche, au duc de Parme.

L'inspection des troupes placées sous ses ordres se fera prochainement; une revue de l'infanterie aura lieu en Alsace, et celle de la cavalerie dans le duché de Luxembourg. L'empereur a écrit au roi d'Espagne, afin d'engager celui-ci à consentir à ce que ledit archiduc soit envoyé avec un corps d'armée en Pologne.

(Janvier 1588. Copie.)

André de Loo à lord Burghley.

Il se voit obligé de faire appel à la bienveillance de Sa Majesté Britannique, afin d'obtenir les moyens de faire face à certains paiements, qu'on lui réclame. Il sollicite les bons offices de lord Burghley à cet égard. Il a demandé un sauf-conduit, appuyé dans cette affaire par M. Pyne. Entrevue de ce dernier avec le duc de Parme. André de Loo se défend contre différentes accusations faites à sa charge et qu'il traite de calomnies.

(20 janvier 1588, de Gand. Orig. ital.)

Sir W. Stanley au capitaine Lippine.

Il a parlé à M. de Taxis en faveur dudit capitaine Lippine, et le duc paraît bien disposé pour ce dernier. Il sera nécessaire de faire quelques sacrifices, afin d'être admis au service du roi d'Espagne, mais M. Lippine en sera bien récompensé, et recevra une entière amnistie pour toutes les offenses passées.

(5 février 1588. Copie.)

Ch. Pagett à N.....

Il avait envoyé jusqu'alors ses lettres sous le couvert de l'ambassadeur français; mais celui-ci est devenu fort soupçonneux depuis quelque temps, ayant appris que Gilbert Gifford avait envoyé par la légation française des lettres de l'agent anglais Phillips. Il était question dans ces lettres de la mort de la reine d'Écosse et de différentes manœuvres dirigées contre les catholiques. Gifford est détenu dans la prison de l'évêché à Paris; mais l'ambassadeur anglais cherche à le faire remettre en liberté. Situation dangereuse des catholiques anglais. On parle de la conclusion d'un traité de paix entre l'Espagne et l'Angleterre. Abjuration du roi de Navare. Il désire être renseigné sur l'état des relations qui existent entre l'Angleterre et l'Écosse.

(10 février 1588, de Paris.)

André de Loo à lord Burghley.

Progrès des négociations de paix. Dispositions du duc de Parme et des commissaires espagnols.

(4 février 1588, de Gand. Orig. ital.)

André de Loo à lord Burghley.

Son entrevue avec le duc de Parme. Mécontentement témoigné par Son Altesse, à cause des délais apportés au départ des commissaires anglais. Il envoie copie d'une lettre écrite par lui-même, le 30 janvier, ainsi qu'un double d'une missive de M. de Champagny. Jean de Médicis habite la maison des Anglais à Anvers.

(7 février 1588, de Gand. Orig. ital.)

Ch. Pagett à M. Berden.

Il craint que ses lettres ne soient interceptées. Gilbert Gifford est toujours en prison. Les commissaires anglais ne sont pas encore arrivés dans les Pays-Bas.

(20 février 1588, de Paris.)

André de Loo à lord Burghley.

Les chances de paix augmentent chaque jour. Les commissaires espagnols doivent se rendre à Bruges, et le duc de Parme viendra à Gand.

(17 février 1588, d'Ostende. Orig. ital.)

André de Loo à lord Cobham et aux autres commissaires anglais.

Il leur annonce son arrivée à Ostende. Il espère qu'ils auront une bonne traversée. Les députés doivent se rendre à Bruges, où le duc de Parme ne tardera pas à arriver, venant de Gand.

(17 février 1588, d'Ostende. Orig. ital.)

Extrait d'une lettre écrite de Bruxelles aux magistrats de la ville d'Ypres.

On attend les commissaires anglais. Préparatifs de guerre en Allemagne. L'expédition de l'archiduc Maximilien en Pologne n'a pas été heureuse. L'infante d'Espagne est attendue à Dun-

kerque. On annonce que les Écossais se sont emparés de la ville de Berwick. Les causes de mésintelligence qui existent entre les Anglais et les Hollandais prennent une véritable importance.

(20 février 1588.)

Acte par lequel Alexandre, duc de Parme et gouverneur des Pays-Bas, charge le prince Charles, comte d'Arenberg, le sieur de Champagny, Jean Richardot, Jean Baptiste et Flaminio Garnier de traiter, avec les commissaires nommés par Sa Majesté Britannique, de la conclusion d'un traité de paix.

(4 mars 1588, de Bruxelles. Copie.)

Emmanuel Perrenot, sieur de Champagny à M. Augustin de Villanueva.

Il n'a pu, à cause d'une attaque de goutte, rendre visite à don Juan de Idiaquez. Le comte d'Arenberg a été chargé, par le duc de Parme, de recevoir les députés anglais qu'on prétend être arrivés. Le grand commandeur n'ayant pas réussi au siège de Leyden, a proposé de renvoyer les troupes espagnoles à Bréda; mais M. de Champagny n'a pas été consulté à ce sujet.

(9 mars 1588, d'Anvers.)

Mémoire dans lequel on fait l'histoire des négociations de paix qui ont eu lieu, du mois de décembre 1585 au mois de février 1588, entre les gouvernements anglais et espagnol.

(28 février 1588.)

Informations obtenues par Thomas de Barney.

État des forces espagnoles cantonnées dans les Pays-Bas. Intentions hostiles du gouvernement espagnol contre l'Angleterre. Sir W. Stanley et les réfugiés anglais.

(Février 1588.)

André de Loo à lord Burghley.

Dispositions pacifiques du duc de Parme. Opinion du comte d'Arenberg. Rapports d'André de Loo avec les commissaires. Il

désire vivement que lord Buckhurst ou M. Herbert assistent aux conférences, et recommande à Sa Majesté d'envoyer l'un d'eux dans les Pays-Bas.

(20 mars 1588, de Bruges.)

André de Loo aux commissaires anglais.

Projets du duc de Parme, et son vif désir de conclure la paix. Le roi d'Espagne a donné de pleins pouvoirs audit duc. Excellentes dispositions du comte d'Arenberg, de M. de Champagny et des autres députés, qui ne voudraient se prêter à aucune intrigue contre les agents anglais. On devra remercier M. de la Motte pour ses bons offices.

(30 mars 1588, de Bruges trad.)

André de Loo à (lord Burghley?).

Dispositions du président Richardot et de M. de Champagny, deux des députés choisis par le duc de Parme pour traiter avec les commissaires anglais. Mouvements du duc de Parme.

(31 mars 1588, de Bruges.)

André de Loo au comte de Derby, à lord Cobham et à Sir James Croft, à Ostende.

Il a écrit au duc de Parme, afin d'engager ce prince à envoyer les commissaires espagnols à Bruges. Il ne doute pas que le duc ne prenne une décision conforme à l'intérêt général. Projet de réunion dans les environs de Berg-op-Zoom ou d'Ostende. Le duc consent à envoyer les commissaires espagnols en un lieu quelconque situé entre Ostende et Nieuport ou entre la première de ces deux villes et Bruges, afin d'y conférer avec les agents anglais. Son Altesse expédierait le procès-verbal de la conférence en Espagne le plus tôt possible.

(1^{er} avril 1588. Orig. ital.)

Le duc de Parme aux officiers de l'amirauté, à Dunkerque.

Il leur ordonne de faire rendre justice aux commissaires anglais, dont l'un des navires a été indûment arrêté.

(Avril 1588, de Bruges. Copie.)

Note envoyée au gouvernement anglais, relative au nombre de navires de guerre réunis dans le port de Dunkerque.

(13 juin 1588.)

André de Loo à lord Burghley.

Négociations de M. de Champagny et de lord Cobham. Résolution adoptée par les députés, à Bruges. M. de Champagny désire savoir si Robert Cecill va retourner en Angleterre.

(21 juin 1588.)

De Granvelle Perrennot, seigneur de Champagny, à lord Burghley.

Il a fait certaines propositions aux commissaires anglais concernant les affaires qui sont actuellement en délibération. Expédients suggérés au duc de Parme, durant son séjour à Bruges, par sir James Croft. Pourparlers avec le Dr Rogers. Ils n'aboutissent à aucun résultat.

(29 juin 1588. Orig. fr.)

Avis secrets envoyés au gouvernement anglais.

Le duc de Parme, alors à Dunkerque, a donné l'ordre à tous les marins de rejoindre leurs navires, le 24 juin, sous peine de mort en cas de désobéissance. La flotte qui se trouve à Dunkerque est composée de trente bâtiments de guerre et de deux cent quarante barques. Grands approvisionnements de vivres et de bois de construction. Le duc désire prendre possession de trois forts situés dans les dunes, qui sont mal défendus. La flotte espagnole ne s'élève pas au delà de cent vingt navires de guerre.

(22 juin 1588.)

André de Loo à N.....

Les commissaires de la reine se plaignent de ce que les réponses qui ont été faites à leurs propositions par les agents espagnols, manquent de précision et de clarté, et ne font guère présager un arrangement. Difficultés au sujet du rembourse-

ment de l'emprunt accordé autrefois par le gouvernement anglais aux états généraux.

(26 juin 1588. Orig. ital.)

Richard Hodgson au conseil anglais.

Note sur les forces maritimes réunies dans le port de Dun-kerque.

(28 juin 1588.)

André de Loo à la reine Élisabeth.

Il a négligé ses propres affaires, à son grand dommage, pour s'appliquer exclusivement des moyens de rétablir la bonne harmonie entre l'Espagne et l'Angleterre. Il serait important d'envoyer aux Pays-Bas les personnes qu'il a désignées dans l'une de ses lettres à lord Burghley (1).

(29 juin 1588, de Bourbourg. Orig. ital.)

André de Loo à lord Burghley.

On a remis la discussion du traité. Des doutes se sont élevés de part et d'autre. Il engage lord Burghley à peser mûrement les ouvertures faites par M. de Champagny après la première conférence. Il envoie copie des articles présentés à Bruges par sir James Croft, ainsi que la réponse des commissaires espagnols auxdits articles. Il affirme de nouveau que le duc de Parme désire la paix. Le président Richardot et M. de Champagny lui ont fait certaines communications.

(29 juin 1588, de Bourbourg. Orig. ital.)

Léonard de Sasse à M. Damant, chancelier de Brabant et président de Flandre.

La flotte est attendue dans un bref délai. Les nouvelles apportées par le capitaine Morosyno ont produit un excellent effet. On ne sait quelles sont les intentions des commissaires anglais. Le duc de Parme se prépare à seconder les opérations

(1) Il s'agit sans doute de lord Burekhurst et de M. Herbert. (Voir la lettre du 20 mars 1588.)

de la flotte, et il a rassemblé dans ce but un certain nombre de navires, bien équipés. Il espère que Dieu n'abandonnera pas leur cause, qui est celle de sa gloire et de la liberté des habitants des Pays-Bas.

(3 juillet 1588, de Bruxelles.)

Avis secrets, envoyés avec la lettre précédente.

Le capitaine Morosyno est parti pour Dunkerque, afin d'aller de là au-devant de l'*Armada*. Le duc de Parme est fort surpris de ne pas encore avoir reçu de nouvelles de la flotte.

(26 juin, 1588, de Bruges.)

Sommaire des propositions présentées à l'examen des agents espagnols par les commissaires anglais, avec la réponse desdits agents espagnols.

(8 juillet 1588)

André de Loo à lord Burghley.

Il est heureux d'apprendre, par une lettre dudit lord à sir James Croft, que la reine Élisabeth est disposée à suivre l'avis dont il avait recommandé l'adoption. Il serait utile de s'occuper immédiatement de cette affaire, afin de conjurer le danger. André de Loo a accompagné le Dr Dale, à son départ de Bruges, et lui a procuré une audience du duc de Parme. Conversation entre André de Loo et ledit duc, l'ambassadeur anglais s'étant retiré.

(14 juillet 1588, de Bourbourg. Orig. ital.)

André de Loo à sir James Croft.

Le duc de Parme regrette beaucoup que les conférences, si bien commencées, aient été suspendues. Son Altesse n'ayant nullement l'intention de rappeler les agents espagnols. Le duc de Parme envoie ses compliments à sir James Croft, au comte d'Arenberg et au comte de Derby.

(22 août 1588, de Calais. Ital.)

André de Loo à lord Burghley.

Son entrevue avec le duc de Parme, à Bruges. Mécontente-

ment témoigné par le duc à la nouvelle de la rupture des négociations. On parle de reprendre les conférences. Maux causés par la guerre. Il prie lord Burghley de lui faire accorder quelque récompense, deux ans et demi s'étant écoulés depuis qu'il se trouve au service de Sa Majesté britannique.

(22 août 1588, de Calais. Orig. ital.)

André de Loo à lord Burghley.

Sa douleur en apprenant par ledit lord qu'on semblait peu disposé, en Angleterre, à reconnaître ses services. Il sera complètement ruiné si Sa Majesté lui refuse son aide. Il sollicite l'appui de lord Burghley. Conversation avec le duc de Parme, qui paraît fort opposé à la guerre. André de Loo désire se rendre à Douvres. Siège de Berg-op-Zoom.

(11 septembre 1588, de Calais.)

André de Loo à lord Burghley.

Il cherche à excuser la conduite du duc de Parme, relativement à l'*Armada*. Le duc n'approuvait point cette expédition ; mais, sachant que le roi d'Espagne s'y était décidé, le gouverneur général ne pouvait qu'obéir et se préparer à seconder l'entreprise. Le duc a exprimé, d'ailleurs, ses sentiments réels à son secrétaire Cosimo et à M. de Champagny. André de Loo demande une gratification au gouvernement anglais. Sa lettre à lord Cobham.

(12 septembre 1588, de Calais. Orig. ital.)

André de Loo à N..... (lord Cobham?)

Les négociations n'ont échoué qu'à cause des délais apportés au départ des députés anglais pour les Pays-Bas. Le duc de Parme a employé toute son influence pour détourner le roi d'envoyer l'*Armada* en Angleterre. La flotte de Dunkerque n'était pas entièrement équipée.

(13 septembre 1588. Ital.)

Instructions destinées à Richard Thomson, agent anglais, se

rendant auprès du duc de Parme, afin de s'entendre avec ce prince au sujet de la rançon des soldats et des marins espagnols qui ont été faits prisonniers par les Anglais.

(22 septembre 1588. Minute.)

Informations envoyées au gouvernement anglais.

M. Simple est de retour de son voyage en Écosse. On a reçu, à Dunkerque, cent vingt cassettes remplies d'argent, et on en attend deux cents autres, qu'on se propose de présenter au roi d'Écosse, à condition qu'il permette à ses sujets d'envahir l'Angleterre. Voyage de l'*Armada* autour des côtes d'Irlande. Débarquement du duc de Médina en Biscaye. Quelques vaisseaux se sont rendus vers Terceira, afin d'y attendre la flotte des Indes et de la convoyer à bon port. Les Espagnols estiment leurs pertes à trente mille hommes et trente vaisseaux. On annonce que le duc de Parme va quitter les Pays-Bas, où on va lui donner un successeur. On parle de la nomination du duc de Lorraine et de celle du duc de Guise. Les Espagnols répandent le bruit, à Dunkerque, que le duc de Médina a été fait prisonnier et que quarante des navires composant la flotte ont seuls réussi à échapper aux ennemis.

(Septembre 1588.)

Avis secrets envoyés au gouvernement anglais.

Une somme de deux cent cinquante mille couronnes, destinée au duc de Parme, a été envoyée à Dunkerque. Le duc de Médina a débarqué en Espagne, ramenant quarante grands vaisseaux, quelques pataches et une galère. Martinès de Ricalde est également de retour, avec une escadre de quarante ou cinquante voiles, après avoir été séparé du duc sur les côtes d'Écosse.

(Septembre 1588.)

Rapport adressé au gouvernement anglais, concernant les forces navales et les approvisionnements qui se trouvaient à Dunkerque, après la défaite de l'*Armada*.

(Septembre 1588.)

Extraits de deux lettres, dont l'une était adressée au duc de Parme par le colonel Rupert d'Eggenbergh, et l'autre par le mestre de camp Spinelli, relatives toutes deux à la condition actuelle des troupes espagnoles.

(6 et 8 octobre 1588.)

Le colonel Verdugo au comte Charles de Mansfeld.

Son arrivée à Venloo. Dangers auxquels il a été exposé durant le voyage. Il prie le comte de lui faire savoir s'il a reçu des nouvelles du marquis de Renty.

(11 octobre 1588, de Venloo. Copie.)

Extraits de différentes lettres interceptées, écrites au duc de Parme, par le comte P. de Mansfeld.

(10-12 octobre 1588.)

Le comte de Mansfeld à son fils, Charles de Mansfeld.

Il sera impossible de passer la rivière, à moins d'obtenir des renforts. Le duc de Parme lui ferait plaisir en lui envoyant quelqu'un pour le remplacer dans son commandement. Il est déraisonnable de rester là où l'on n'a rien à faire, sinon à perdre sa réputation. Il est décidé à tenter quelque coup de main. Les soldats se révolteront afin d'obtenir leur paye. Il a appris, par le colonel Verdugo, que le prince de Chimay a fait remise des 20,000 couronnes qui étaient restées entre ses mains.

(13 octobre 1588, de Venloo. Copie.)

Avis secrets envoyés au gouvernement anglais.

Mouvements des troupes. Le duc de Parme a mis le siège devant Berg-op-Zoom, etc.

(22 octobre 1588.)

Copie d'une lettre écrite par l'intendant du comte de Mansfeld à un habitant de Bruxelles.

Le comte est à Venloo depuis le 8 octobre, attendant des ordres pour marcher sur Wachtendonck.

M. Schenck est à Wachtendonck, avec deux cents chevaux.

La garnison de Wachtendonck a fait une sortie, et a emmené quelques prisonniers.

(13 octobre 1588, de Venloo.)

Extraits de quelques lettres interceptées, écrites par le colonel Verdugo au duc de Parme, et relatives au comte de Mansfeld et aux opérations militaires durant la campagne.

(octobre 1588.)

Cosimo Masi, secrétaire du duc de Parme à André de Loo.

Le duc désire avoir une entrevue avec André de Loo avant le départ de celui-ci.

(28 octobre 1588, Bruxelles.)

Richard Thomson à sir Fr. Walsingham.

Il n'a pu se rendre jusqu'à ce jour auprès du duc de Parme, qui assiège Berg-op-Zoom. Il a été retenu à Ordam pendant trente-quatre jours. Antoine Basselt est venu le trouver, le 30 octobre, afin de s'informer, de la part du duc, de l'objet de sa mission (1). Réponse du duc. Rich. Thomson craint d'être retenu en captivité.

(19 novembre 1588.)

Richard Thomson à sir Fr. Walsingham.

Même sujet. Il ne peut quitter Ordam, où il est étroitement surveillé. Il suppose que le duc attend des instructions de la cour d'Espagne. Demande de fonds.

(29 décembre 1588.)

Le duc de Parme au roi d'Espagne.

Il lui envoie une lettre du duc d'Aumale, l'informant de la mort du duc de Guise, et de l'emprisonnement des cardinaux de Bourbon et de Guise. Il a appris ces événements avec d'autant plus de regret, qu'ils sont de nature à amener la dissolution de la ligue.

Le roi de France va recueillir le fruit des dispositions faites

(1) Voir ses instructions, datées du 22 septembre 1588.

par Sa Majesté catholique, au prix de tant de sacrifices. Guerre avec l'Angleterre et les garnisons anglaises établies en Hollande. Les nouvelles précédentes ont été confirmées par don Bernardino de Mendoza, qui annonce en outre que le cardinal de Guise vient de mourir. Les 50,000 pistoles dues à Mucio n'ont pas été payées. Le duc d'Aumale réunit des forces afin de dégager Paris et différentes villes en Picardie. Avis reçus par le comte Charles de Mansfeld. Les Parisiens ont choisi pour gouverneur le duc de Mayenne et, en l'absence de celui-ci, le duc d'Aumale. Dans le cas où les troupes espagnoles entre-
raient en France, les catholiques leur ouvriraient immédiatement les portes de plusieurs villes fortes.

(4 janvier 1589, copie.)

Le comte de Huntley au duc de Parme.

Il a reçu, par sir John Chesholm, la lettre qu'il a plu au duc de lui écrire, et se réjouit de le voir aussi bien disposé en faveur de leur cause. Il lui donne l'assurance que les dix mille couronnes ne seront employées qu'en cas de nécessité absolue. Périls qu'il a eu à surmonter après le départ du colonel Simple. Des troupes anglaises ont été envoyées au roi d'Écosse. Désespoir dudit comte en apprenant le retour de l'armée navale en Espagne. Il espère que la prochaine arrivée du duc de Parme en France contribuera à dépouiller les hérétiques de toute influence. M. de Bruce est chargé de faire certaines communications au duc de Parme.

(Lilibourg, janvier 1589.)

François, comte d'Arrol au duc de Parme.

Sa conversion à la foi catholique. Il proteste auprès du duc de son dévouement envers la cause de l'Église, et il prie le dit duc de vouloir bien en informer le roi d'Espagne.

(janvier 1589.)

André de Loo à la reine Élisabeth.

Il regrette de n'avoir pas été plus heureux dans ses efforts

pour faire cesser la guerre entre l'Angleterre et l'Espagne. Mauvais état de ses affaires particulières. Il prie la reine de vouloir bien lui faire accorder quelque rémunération.

(16 janvier 1589, Londres.)

André de Loo à sir Fr. Walsingham.

Même sujet. M. de Champagny désirerait obtenir la mise en liberté d'un de ses neveux, prisonnier en Angleterre.

(16 janvier 1589, Londres.)

Alexandre de la Torre à Antonio di Fonti, à Londres.

Il n'a pu répondre plus tôt à la lettre qui lui a été adressée, car il est à peine de retour d'un voyage en Italie. Il fera volontiers tout ce qu'Antonio di Fonti pourrait désirer.

(février 1589, Anvers.)

Th. Morgan à l'évêque de Cassano, à Rome.

Les trois cents couronnes ont été distribuées entre « the Charterhouse and the poor nuns of Sion. » Il le remercie des bons sentiments qu'il témoigne en faveur des catholiques anglais. Affaires ecclésiastiques. Les intrigues des hérétiques anglais ont été cause de la ruine du cardinal de Bourbon et du duc de Guise.

(février 1589, Bruxelles.)

Th. Morgan au légat du pape en France.

Il a remis les lettres qui lui avaient été confiées par son Excellence aux personnes auxquelles elles étaient destinées. Le nonce du pape à Cologne lui a écrit, afin de connaître son avis relativement à certaines affaires. Th. Morgan est heureux d'apprendre que Sa Sainteté veut bien lui accorder quelque estime. Offres de service.

(février 1589, Bruxelles, partie en chiffres.)

Th. Morgan à don B. de Mendoza.

Il a fait tous ses efforts pour jeter les bases d'une bonne et solide amitié. Il le remercie de l'aide qu'il a bien voulu lui ac-

corder. Rapport favorable au sujet de certaines personnes mentionnées dans les lettres de Son Excellence.

(février 1589, Bruxelles; partie en chiffres.)

Rapport fait par M. Barne; agent anglais, à son retour d'un voyage à Rome, en France et dans les Pays-Bas.

On cherche à attirer le roi d'Écosse ou quelques-uns des grands seigneurs du pays dans le parti espagnol. Entrevues du dit Barne avec les réfugiés anglais, Pagett, Morgan, Holt et autres. Préparatifs faits par le duc de Parme dans le but de continuer la guerre. Nouvelles de la flotte anglaise. Un Anglais, nommé Middleton, est fréquemment reçu par le capitaine Morgan, et l'on croit qu'il négocie la remise de la ville de Berg-op-Zoom entre les mains du duc de Parme.

(17 mars 1589.)

Convention entre le duc de Parme et les habitants de Gertrudenberg, ceux-ci ayant déclaré se soumettre à l'autorité du roi d'Espagne.

(10 avril 1589, copie.)

APPENDICE A LA LISTE PRÉCÉDENTE.

I.

*Les bourgmestre et échevins de la ville de Bruges à
Élisabeth, reine d'Angleterre.*

10 novembre 1376.

Madame, ayans de M. Wylson, ambassadeur de Vostre Majesté, estant avant-hier passé par ceste ville, entendu ce faulx et mesogneulx raport que seroit esté faict à icelle des practyques qu'auroit icy voulu mener messire Julio Bargarucy, docteur et vostre médecyn, au préjudice du roy nostre sire et prince naturel ès ses pays, ensemble les promesses et vantyses sur ce faictes, nous en sommes esté maryz, et, pour cognoistre l'innocence d'icelluy messire Julio en celluy endroit, n'avons peu laisser luy en faire depescher noz lettres certificatoires à sa décharge et exonération, tant vers Vostre Majesté que tous aultres princes et potentatz, priant à Vostre Majesté les croire comme portans tesmoignaige de la vraie et pure vérité.

A tant, Madame, prions Dieu le créateur doner à Vostre Majesté sa très-saincte grâce.

De Bruges, ce x^{me} jour du mois de novembre xv^e septante-six.

De Vostre Majesté,

Très-humbles serviteurs, bourgmaistre, eschevins
et conseil de la ville de Bruges,

DE GROOTE.

Suscription : A Madame la Sérénissime royne d'Angleterre.

II.

Don Juan d'Autriche à la reine d'Angleterre.

7 mars 1577.

Très-haulte, très-excellente et très-puissante princesse, nous avons par vostre ambassadeur, le sieur de Wilson, receu la lettre que nous avez escript, et par icelle volontiers entendu que avez esté ayse de la pacification faicte et publiée par-deçà entre le roy mon seigneur et frère et les estatz, la louant pour le bien que en receveront ces pays, disant que comme elle est si bien encommenchée, que feray bien de continuer le train pour la faire durer, qui ne me pourra apporter que beaucoup d'honneur et louange. Pour à quoy vous respondre je ne scauroys assez mereyer de ce que vous conjouyssez de si bonne œuvre, laquelle aiant si bien encommencée, je suis tout prest et le seray tousiours pour la maintenir, et maintiendray en tous ses poincts et articles, dont vous povez bien vous asseurer que le principal qui m'a meü venir par-deçà a esté pour remectre ces dictz pays en leur ancien estre et fleur, que j'espère faire (à l'ayde de Dieu) avecq le temps, pour les gouverner selon que convient, et tenir avecq les princes voisins bonne correspondance et amitié, non comme ont faict autres gouverneurs précédens, mais comme prince du sang, et signament avecq vous, pour la consanguinité qu'il y a entre vous et le roy mon dit seigneur et frère, selon ce qu'il m'a enchargé de faire et je désire, ne me povant sinon ressentir grandement de ce que me mandez par vostre lettre que le faictes de moy, pour ce (comme vous dictes) que j'aurois chéry et favorisé voz rebelles, et mesmes depuis que le sieur de Horsey m'en auroit parlé estant vers moy, pour estre directement contre vérité,

car tant s'en fault que je l'ay faict, que au contraire. M'estans aucuns venuz trouver en la ville de Marche, je leur diz que ilz se retirassent et allassent en lieu où ilz pourriont vivre, et non auprès de moy, et ainsi se partirent le lendemain. Bien vous puisse dire que, pour estre de la religion catholique romaine, je ne puis laisser de leur vouloir bien, comme celui qui la maintiendra et deffendra, mais non en choses qui pourront tourner à vostre desservice. Et, pour faire bien, vous debvriez faire chastief telz rapporteurs, et n'adjouster foy à ceulx qui veulent semer inimitié entre les princes, comme je procureray de faire de mon costel de ceulx qui voudront me faire entendre bourdes, et s'il y a homme au monde qui désire plus que moy d'entretenir les concordatz d'entre la maison de Bourgogne et d'Angleterre, vous povez vous asseurer que je le feray, et que tous ceulx qui me viendront de vostre part me seront les bien venuz, comme sera ledit sieur de Wilson, vostre ambassadeur, vous priant de faire le semblable de ceulx que j'envoyeray vers vous.

A tant, très-haulte, très-excellente et très-puissante princesse, je pryé Dieu vous donner ce que plus désirez.

De Louvain, le vii^{me} de mars 1577.

Vostre bien affectionné serviteur,

DON JUAN.

LEVASSEUR.

III.

La reine Élisabeth à don Juan d'Autriche.

Mars 1577.

Nous avons reçu vos lettres du vii^{me} de ce mois, responsee aux nostres du xxiij^{me} de febvrier. Il nous est très-grand con-

tentement de vous ouyr asseurer (bien que n'en doubtons aucunement) que maintiendrez tous les pointz et articles de la pacification, et tenir avec les princes voisins bonne correspondance et amytié, non comme ont faict aultres gouverneurs précédantz, mais comme prince du sang, et signament avec nous, comme le roy catholique nostre bon frère vous a enchargé de faire et vous-mesme désirez. En ce faisant sincèrement et doucement, vous réparerez une grande playe, et par telle douceur acquerrez l'honneur que les aultres n'ont sceu obtenir par tant de violences et furieuses actions qu'ilz y ayent exercez au très-grant détriment du roy, ruïne de ses pays et peuples, et perte de tant de gens de qualité et crédit, oultre l'aliénacion des cœurs des personnes par telz départementz et innovations.

Entre aultres choses de voz dictes lettres, vous escrivez que ressentez grandement de ce que nous trouvions mauvaiz que auriez chéry et favorisé de noz rebelles et fugitifz depuis que le sieur de Horsey vous en avoit parlé, pour estre directement contre vérité. Nous n'en voulons beaucoup particulariser; bien vous dirons que n'en pouvez prétendre ignorer, ains croire qu'estant si près voisins nous n'ayons tant peu de soing de noz affaires, en esgard aux présens remuementz des choses par le monde plaine de mauvaise volonté, que ne sçachions cella, et bien d'aultres choses, de plus près.

Qu'estimez-vous du comte de Westmorland, duquel l'horrible rebellion résonne partout? Et, au regard de Stukeley, il n'est de besoing vous insynuer ses déportementz envers nous et noz Estatz, car ses longues sollicitations en Espagne les ont suffisamment tesmoigné, ayant esté veue oculairement (ensemble les desseings) d'un chascun. Nous n'ignorons point comment, à sa venue et service auprès de vous à la ville de Marche et ailleurs, quelques aultres de mesme farine congratulèrent sa venue si près pour leur bien. Quel bien peuvent-ilz espérer sans support par-delà? Nous vous laissons juger si nous nous

fondons sur des faulx rapportz de ceulx qui veullent semer inimitié entre les princes, comme escrivez. Or, pour amouvoir ces aiguillons et marcher de bon pied, nous expectons l'exécution de voz promesses, que ne maintiendrez ces gens en chose qui pourroit tourner à nostre desservice, ce que ne pourrez parfaire tant qu'ilz se trouvent illecques, et partant, pour racle tout scrupule, vous pryans adviser de ne vous en servir aulcunement, ny leur permectre à pas ung d'iceulx aulcun séjour es Pays-Bas, et que les œuvres de bonne amytié soyent mises en exécution par effect et non en cérémonies, comme nous avons délibéré faire de nostre costé, trouvant correspondance.

(D'après la minute, datée du mois de mars 1577.)

IV.

Don Juan d'Autriche à la reine Élisabeth.

5 juin 1577.

Très-haulte, très-excellente et très-puissante princesse, dernièrement après mon arrivée en ces pays, j'envoyay ung gentilhomme vers Vostre Majesté, pour luy faire entendre le commandement, que j'avois du roy mon seigneur, d'accepter ce gouvernement et tenir bonne correspondance au nom de Sa Majesté avec tous princes voisins, et nommément avec Vostredicte Majesté.

Maintenant que, par la grâce de Dieu, s'est ensuyvie une pacification et accord des difficultez et troubles que trouvoy à madicte arrivée, m'a samblé aussy convenir d'en donner part à Vostre Majesté, pour le contentement que ne doubte elle en

recepva, considéré l'estroicte amitié, alliance, confédération et voisinance qui est entre voz deux Majestez, leurs royaulmes, estatz et pays, chose qui redondra au commun bénéfice desdicts pays et subjectz.

Qui a esté cause que j'envoye présentement, vers Vostre Majesté, messire Robert de Meleun, chevalier, viscounte de Gand, gouverneur et capitaine général du pays et eonté d'Artois et de Hesdin, tant pour luy baiser les mains en mon nom et luy offrir tout service, en tout ce qui sera conjoinct avec celluy dudict seigneur Ryo, que pour luy déclarer ladicte pacification, et que en suyvant icelle j'ay avec grand contentement et allégresse du pays receu ledict gouvernement général; conséquamment puis asseurer Vostre Majesté que, selon ledict commandement et l'affection bonne que j'ay à son service, je tiendray tousiours la main à ce que la bonne et sincère amitié, prochaine voisinance et estroicte alliance qui est entre vos deux Majestez, royaulmes, estatz et subjectz se puist confirmer et maintenir, voires amplier comme entre roys et princes si puissants, perpétuelz conféderez, voisins et amis appartient, ainsy que j'ay enchargé ledict visconte exposer plus amplement à Vostre Majesté de ma part, et oultre lui dire quelques aultres choses particulièrement concernans le service commun de vosdictes deux Majestez et bénéfice de leurs estatz, royaulmes et pais, suppliant partant le vouloir croire comme moy-mesme, et que j'estimeray à grand heur pouvoir m'employer en chose qui luy tourne à service et contentement, que je feray de si bonne volonté que je voy luy baiser bien humblement les mains réginales, et prier le créateur lui octroyer, très-haute, très-excellente et très-puissante princesse, très-bonne, longue et contente vie.

De Bruxelles, le cinquiemes jour de juing 1577.

Vostre très-affectioné serviteur,

DON JUAN.

V.

La reine Élisabeth à don Juan d'Autriche.

Juin 1577.

Monsieur mon cousin. Le viscont de Gand, qui ne s'est moins honorablement porté en sa charge qu'il a receu de vous qu'il nous a esté le très-bien venu, nous a bien fort recomendé, de vostre part, l'entretienement de la bonne intelligence et amitié qu'a esté entre le roy catholique et nous, accompaignié de quelque bonne espérance de la paix et repos que ces anées passées a esté estrangère hors de ces pays-là, au grand intérêt dudict nostre bon frère et à nostre regret, ce que nous avons bailly de faire sentir et clairement entendre et apparroistre à tous princes et aultres nos voisins, par les bons offices que leur avons départis, en leur procurant et serchant par tous les moyens que Dieu nous avoit mis en main ledict repos tant soubhaité et désirable, en quoy comme nous nous persuadons d'avoir marché de bon pied, aussi vous asseurons qu'y tiendrons la main en tant que faire se peult, par tous nos moyens, et encores qu'il nous semble parce que ledict sieur viscont nous a déclairé de vostre part que les choses ne soient du tout acheminées jusques-là que seroit à subhaiter, et qu'il ne tient qu'au prince d'Orange que le bastement si bien encommencé ne se parface, si est-ce que ne doubtons aucunement que ledict sieur prince ne se rangera promptement à tout ce qui sera convenu et accordé, et faira en sorte que le pays, si pauvrement affligé, se jouisse de si grand bien que d'estre deschargé de ces grands travaux, ce qu'avons en partie remonstré audict sieur viscont, par la responce qu'a faist ledict sieur prince aux deputez envoyés vers luy de vostre part, que luy avons communiqué, ce que nous

faict espérer tout bien de sa part, vous requérant que, comme nous ne descroyons ledict sieur viscont en chose qu'il nous a déclaré de vostre part, aussi que soyons contraintz de nous précipiter jusques-là d'asseoir jugement contre ledict sieur prince sans l'avoir préallablement ouy et entendu en sa défense, auquel n'entendons porter ou monstrier quelque faveur en cas qu'il se monstrea peu souvenant du debvoir qu'il est obligé rendre à nostre bon frère, son seigneur et prince, l'honneur duquel est si recommandé comme le nostre propre.

A tant, etc.

(D'après la minute, avec corrections de la main de lord Burghley.)

VI.

Guillaume de Hornes, seigneur de Hèze, à la reine Élisabeth.

6 juillet 1577.

Madame, encoires que je doute que Vostre Majesté m'imputerat à une trop grande hardiesse que j'ay osé importuner icelle par ceste mienne, si est-ce que, considérant la bénignité dont elle est accoustumée d'user vers un chacun et tant renommée par tout l'univers, j'espère que Vostre Majesté ne le prendrat que de bonne part, ce que je la supplie en toute humilité, et vouloir croire que les bienfaictz que nostre pource patrie at receuz de Vostre Majesté m'ont poussé à ce faire, dont pour mon particulier n'ay peu laisser la remercier très-humblement, oultre l'obligation grande que toute la qualité de ces pays doit à icelle, avecques assurance que je ne désire autre bien que, avecques les effectz, m'employer au service de

Vostre Majesté, et y continuer tousiours pour son accroissement, comme j'ay prié M. Velson (1), son ambassadeur et maistre des requestes, vouloir de ma part asseurer Vostre Majesté, suppliant au reste que son bon plaisir soit tousiours continuer la sincère affection qu'elle at monstrée par le bon secours faict à nostredicte patrie; et, pour ne pas trop facer Vostre Majesté par longue prolixité, serat l'endroit où feray fin, suppliant nostre bon Dieu donner, madame, à Vostre Majesté en toute félicité et heureuse vie, accroissement de toute grandeur, saluant très-humblement.

De Bruxelles, le vi de juillet 1577.

De Vostre Majesté, très-humble et
très-obbeyssant serviteur.

GUILLAUME DE HORNES.

VII.

G. Sylvius à sir Fr. Walsingham.

13 octobre 1577.

S. P. Plurimum me debere fateor Vestrae Dom., claris. domine, qui nunquam visum Silvium unica amici commendatione, sic è vestigio beare constituisti; etsi nihil aequè decet viros primarios et in dignitate constitutos, quam omni beneficiorum genere multos mortales sibi promereri addictos, animosque illorum devinctos reddere, videmus tamen, quin imo re ipsa experimur, quam pauci hanc virtutem colant aut amplectantur; quoque id rarius contingit, hoc mihi magis amanda, laudanda

(1) Wilson.

et honoranda est Vestrae Dom. suav. humanitas, ac tantum benefaciendi studium, animique praeclarissimae dotes, ego pro fortunarum et ingenioli tenuitate, bonas litteras promoveré, ac ad veram Christi Domini facientes pietatem libros, in lucem dare non cessabo, praeterea in quo uno liberales ac munificesse possumus, non committam ut unquam ingrati notam incurrat Silvius; Erasmi in hoc consilium sequens, qui eleganti aut erudito munusculo gratificandum potius magnis viris quam pretioso censuit; habet hic Vestra D. Neubrigensis de rebus Anglicis haud indoctam historiam, Serenissimae Suae Majestati a me inscriptam; addidi nostrorum ordinum sive statuum justificationes sex. Haec uti hilari accipias animo (quandoquidem tali à me dantur) submitte totoque pectore oro ut primum aliis linguis in lucem prodibunt (prodibunt autem adhuc sex) faxo Vestrae Dom. de aliquot exemplaribus pro tantis in nos meritis prospiciatur, Dom. Christum precor, ut V. Amplis. in multos annos incolumem omnique bonorum genere ornatum servare dignetur.

Antverpiae xiii octobris 1577.

Vestrae Ampliss. addictiss. cliens

GULIEL. SILVIUS.

VIII.

Don Juan d'Autriche à la reine Élisabeth.

25 août 1578.

Madame, j'ay volontiers entendu ce que m'ont déclaré les ambassadeurs que le jour d hier me sont venuz veoir de vostre part, avec lettres en crédençe sur eulx du xii^{me} du mois de juin

passé, et d'autant que le contenu en icelles se rapporte entièrement à la bonne affection que vous devez aux affaires du roy monseigneur et frère, ne sçauois sinon vous remercier de sa part et de la myenne bien humblement pour la peine que dictes avoir prins à proposer quelques termes de bon accord entre Sa Majesté et ses subjectz, dont je me promettois quelque bonne yssue, si le mis en avant desdictz estatz fust tel que au bon contentement de Sa Majesté se pourroit concevoir quelque paix, telle que portent voz lettres; mais tant s'en fault que les articles naguières proposez par lesditz estatz en donnent quelque espérance, que plustost iceulx répugnent à toute honnêteté, mesmes si avant que vosdictz ambassadeurs m'ont rondement confessez qu'ilz sont trop durs pour estre admis et acceptez, outres plusieurs aultres indignitez et exorbitances que journellement se commectent, dont j'ay prié à vosdictz ambassadeurs vous faire récit et, au demeurant, vous assurer, madame, mon intention n'estre aultre que de remectre les pays en tout repos et leur procurer la pacification qu'eulx-mesmes pourroient souhaiter, bien que je voids que leurs actions en sont tant éloignées que ne me puis persuader que à bon escient ilz y veullent entendre, ainsi que plus amplement vous en pourront faire rapport vosdictz ambassadeurs, à la suffisance desquelz remectray vous dire le surplus qu'ilz ont veu depuis leur arrivement en ce pays. Et en cest endroit, après avoir prié le Créateur qu'il veuille longuement conserver Vostre Majesté en heureuse vie, je vous baisera, madame, bien humblement les mains.

Du camp lez Jausse, ce xxv^{me} d'aoust 1578.

Vostre très-affectionné serviteur.

DON JUAN.

DE LALOO.

IX.

LE PRINCE DE PARME À LA REINE ÉLISABETH.

13 avril 1581.

Très haulte, très excellente et très puissante princesse.

J'ay reçu, par le présent porteur, les lettres qu'il a pleu à vostre majesté m'escrire du XII^e de mars, afin que je voulusse mettre à délivrance Daniel Rogers, par vous envoyé vers l'Empereur et aucuns princes allemands, prins sur le chemin par quelques gens de guerre du roi mon seigneur.

Sur quoy, Madame, je respondray que j'ay tousiours désiré (comme je désire) en toutes choses justes et qui sont en mon pouvoir, luy complaire et rendre tout service; mais luy ayant par mes précédentes dict comme ledict Rogers estoit prins par lesdictz gens de guerre à la poursuite des ennemis, et trouvé par ses propres papiers escripts de sa main qu'il avoit practiqué et machiné contre la majesté du roy, et au contraire qu'il s'excusoit grandement, je n'ay peu faire de moins que dois, sçavoir plus à plain la vérité, ayant envoyé conseillers pour l'ouyr, et sçavoir comme le tout s'estoit passé. Et comme s'est recogneu qu'il y avoit chose qui touchoit non seulement les Pays-Bas de Sa Majesté mais aussi aultres ses estats et royaumes, je n'ay peu délaïsser d'en donner part à sa dicte Majesté, l'advertissant de plus comme j'estois requis de vostre part de luy renvoyer ledict prisonnier, comme son ministre envoyé par elle vers ledict seigneur empereur et aultres princes de l'Empire. Sur quoy j'attends d'entendre la réponse de sa dicte Majesté, que j'espère avoir en brief, ne doubtant que la dicte réponse sera telle que les traictez requièrent, et que vous sera donné tout juste et raisonnable contentement pour la bonne amytié, confédération, estroictes alligances, traicté de paix et

anciennes bonnes voisinances qui sont entre voz Majestés, à quoy de ma part je tiendray tousiours volontiers la bonne main pour le debvoir de mon office.

Et quant à ce que vous dictes, Madame, estre d'intention d'user de mesmes à l'endroit de don Bernardin de Mendoza, en cas que je ne mette ledict Rugers en liberté, ou ne le renvoye en Angleterre pour en faire chastoy s'il le mérite, je ne me puis persuader qu'une princesse tant juste et équitable et qui cognoist (comme elle m'escript) le droict des armes et ce qu'il convient à la grandeur des roys et à leur réputation, vueille venger une juste détention que mérite ledict Rugers, tant que son fait soit cogneu et la volonté du roy entendue, sur un tel personage que ledict don Bernardin, ambassadeur de Sa Majesté vers la vostre, estant partant en vostre protection, deffense et sauvegarde; auquel conséquemment ne peult estre touché sans violer le droict des gens et l'ordre des traictez où, au contraire, iceluy Rugers ne se trouve avoir les dictes qualitez, ni mesme estre envoyé vers Sa Majesté ou moy, comme son lieutenant-général; trop bien en Alemaigne comme dict est, cas bien inegalé et différent l'ung de l'autre, n'ayant aussi iceluy de Mendozze en riens offensé ny fait chose parquoy il doibve pâtir pour la faulte d'autrui.

Pour toutes ces causes, je ne doute, Madame, que cognoissant les raisons susdict, pour lesquelles je ne puis relaxer ledict Rugers sans le sceu de Sa Majesté Catholique, elle ne trouvera mauvais si j'attends sa résolution, qui ne peult tarder, voulant toutesfois bien asseurer qu'au dict Ministre cependant ne sera fait aucun tort; au contraire a esté usé en son endroit jusques à ores, comme se fera encoires, de tout bon traictement, pour le respect seul qu'il est Ministre de Vostre Majesté, etc.

A Valenciennes, ce XV^e d'april 1581.

ALESS^o FARNESE.

X.

Le prince de Parme à Fr. Walsingham.

29 octobre 1584.

Monsieur de Walsinguen, ce présent porteur est ung gentilhomme de ma suite que je despeche vers Madame la roine vostre maistresse pour les affaires que plus amplement vous entendrez par icelluy, auquel par tant je me remettray, m'estant assez de l'accompagner de ce mot de lettre, pour vous prier de l'avoir en bonne et singulière recommandation et de le favoriser de vostre crédit aux occasions qui se présenteront sur le faict de sa charge, selon la confidence que j'en ay de vostre personne, vous assurant que lors je seray requis de vostre part, je m'y employeray aultant volontairement que le pourriez désirer.

Sur quoy, pour achever cestes, je prieray le créateur, M. de Walsinguen, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

De Bevres, le XXIX^e de octobre 1584.

Vostre bien bon amy à vous complaire,

ALEXANDRE.

GARNIER.

XI.

Notes relatives au siège d'Anvers par le duc de Parme.

2 juin 1585.

The reporte of a Netherlander to me (1) from the prince of Parma's campe, the seconde of june 1585, touching the present of the said prince's forces :

That there weare slayne in the late conflict above fifteen or sixteen hundred of th'ennemyes side, and eight or nyne hundred of the states men, with the losse of 28 or 30 of ther smaule boates.

That the fight lastid fower howres, whirein the states men weare lykelye to go awaye with the victory, having defeatid sixe ensignes of Spaniards who had the first chardge, and the almaynes demaunding their paye, untill the Wallons, encouraged by the prince of Parma with a promise of three monethes present paye, gave a freshe chardge and turned the states men to flight.

That the souldiours have no paye theis three monethes, and are becom so poore and bare as they are constraynid to sell their weapons and necessaryest apparells to supplye other wants, dyvers of them deserting also the campe, in respect of the great scarcitey, both of vittalls and monnye that is there.

That the Wallons, fynding that promise is not kept which them for the three monethes paye, are readye to mutynye and protest they will serve no longer, standing uppon the stouter termes with the prince, for that they are nowe the cheefe strength of his camp.

(1) Cette note a été envoyée par un agent anglais à son gouvernement.

That vittalls are so deare in the enemyes campe as an english half penny loafe is there sould for three half pence; a quarte of beare for fowre pence; a shoulder of mutton for half a crowne; a pound of butter nyne pence, and all other things after the rate.

That their cheefe provisions come out of Artoys and Liège, Haynault being almost all wasted by the garrisons of Cambray, and th'other provinces ether poore of them selves or made bare with the continuance of the warres, except some little territoryes about the townes of cheefest strenght and importance.

That the prince hathe verye few garrisons in the townes, safe onely in some few in Brabant and Flaunders.

That there is good stoare of ordinance and municion in the campe.

That the supplyes of monnye and municion come cheefelye out of Artoys and the quarters of Lille, Douay and Orchyes.

That the contribucions cannot long continue, thos countryes being darlye chardged, and th'other countryes very bare and poore.

That the countries are of themselves disposed enough to shake of the yoke, but cannot undertake yt, for want of heads, and hope of foreign assistance.

That they all seeme to be verye desyrous her Maj. would take the protection uppon her, the protestaunts for religions sake, and the papists for the case of their purses, comending greatly the happye estate of her Maj. subjects, that hare free of those heavy taxes and impositions, that are dailye layd uppon them.

That the prince himself is reasonably well beloved of the people, but the Spaniardes generally hated.

XII.

Le duc de Parme à lord Burghley.

3 juillet 1586.

Illustr. signor, havendomi Andrea de Loo referto quanto da V. S. teneva ordine, e mostratomi l'instruttione che da lei e dal S^r contralor li era stata data, et espostomi quel di piu che gli è occorso farmi intendere intorno alla continuatione della buona volonta che mostra verso la quiete, non posso lassar di aggradar detta buona volonta, et essortarla e pregarla a non raffredarsi, ma piu tosto abbraciar causa tanto pia è christiana, molto sicuro che dal canto mio si corrispondera con la sincerita che conoscerà per gli effeti, tutte le volte che me ne sarà data occasione, et aperta la via di farlo, come piu particolarmente intendera V. S. dal detto de Loo, e perchè non posso allargarmi al altro fin chio non habbi risposta di quello che portavano Graffigna e Bodenam, finiro questa con pregar il S^r Dio che la conservi.

Dal campo a Veneloo, a 3 di luglio 1586.

Di Vostra Signoria,

Il servitor,

ALESS. FARNESE.

Suscription : Al molt' illustrissimo signor, il signor baron de Burghley.

XIII.

Note présentée par André de Loo au duc de Parme, ayant pour objet de faire connaître à ce prince les conditions auxquelles le gouvernement anglais consentirait à signer la paix avec l'Espagne.

Sans date (1587).

E prima, che sua M^a si contenta di non stare altrimenti sul punto della religione, che d'ottenere dal Re quella tanta tolleranza per Hollanda e Zellanda con le altre provincie, terre, al presente unite, che potrà concedere con sua salva conciensia e honore.

Di mettere a perpetua oblivione tutte le cose, d'una banda e altra parte, tanto nelli Paesi Bassi che in Spagna e Portogallo e le Indie, o altrove, nel dominio del Re, senza haverne fra li deputati a trattare o farne mentione.

Che la Ser^{ma} Regina sia rimborsata di quello che ha fornito alli stati per obviare che desperatamente non si dessero a qualche principe forestiero e, di questo, si desidera che sua M^a sia pagata o ben cautelata fra hogni altra cosa.

E per non dar piu occasione d'altra mala satisfacione al popolo, si come anche per levar la disfidanza che cauzano alla regina medesima per suo proprio stato, e chel traffico si potesse rimettere tanto piu presto fra l'Inghilterra e li Paesi Bassi, chel Re conceda alla regina di levar li Spagnuoli e altri soldati forestieri fora de Paesi Bassi, o, se parera a l'alteza del duca per piu assiguranza del Re di non mandarli anchora lontano per un tempo, sino che le cose siano meglio stabilite; che, in tal caso, si retirino fra tanto nelli forti sulle fronticri, servendosene il re come fece nel tempo della guerra fra Sua M^a e Francia; chel traffico e mutuo commercio sia da per tutto libero, tanto dalla banda di Spagna e Portogallo che di Paesi Bassi e

altri dominii del Re, con li paesi e sudditi della Ser^{ma} Regina, nel modo che fu accordato nelli ultimi trattati di cio passati al tempo del duca d'Alva.

E accio che questo, per beneficio publico delli sudditi d'ambidue principi, con tanto maggior quiete e satisfazione potesse durare continuamente, la Regina desidera che a sua requisizione il Re conceda (come li pare anche ragionevole e necessarissimo) che le fortezze, governi e commandanti publici delle provincie e terre si lassino (como al passato) alli naturati medesini de Paesi Bassi, come piu particolarmente e dichiarato nella mia lettera a Sua Alteza di 26^o decembre ultimo passato del 1586; che'l Re anche a requisizione della Serenissima Regina dia perdono, particolare e generale, d'ogni qualunque cosa mal pax^a per tutti li Paesi Bassi, con bona e ampla licensia di poter toruare ogniuno a ripatriare con pieno godimento di beni, sia con restar en essi paesi (volendosi reconciliare) o altrimenti, con lassare carico a lor amici catolici, per dargliene le continue amicitie, rendite e fruti, et poterli ad ogni tempo e lor bene placito, vendere, e alienarli senza esclusione a nessun tempo; di potersi loro e lor heredi e successori venir a reconciliare sempre che vorrano con godimento, fra tanto de beni, etc. nel suddetto modo nelli paesi o fuori.

E con questo e la predetta tolleranza, alle tare unite e fora della possessione del Re (non introduuendo in essi Paesi Bassi la inquisizione di Spagna) la Ser^{ma} Regina promettera, per lor debita, obediencia al Re senza dar piu causa d'alcuna innovazione.

Perli danni seguiti dalli arresti, d'una banda e altra, s'avera quella considerasione che meritara, sia per ricompensare il danno del uno con quel lo che ha patito un altro o altrimenti come alli deputati parera di convenire.

Nel resto, quanto al assignanza della Regina per aver firma e sincera pace fra Su M^a e il Re di Spagna, con lor popoli e

domini, la Ser^{ma} Regina si fidara della parola e giuramento del Re e del Alteza del duca di Parma, per mezo del quale sa da firmar detta pace, a l'observazione della quale li nobili e stati de Paesi Bassi saranno anche loro hobligati con le ceremonie e clausule a cio requisite et necessarie.

E per altre circostantie in tal caso propriamente requisite a una perfetta pace, fra li duo principi cosi per lor medesimi che per lor paesi, populi e confederati, si rimettero a l'uzo antico de trattati precedenti, fra li progenitori della Majesta della Regina e del Re di Spagna, come piu largamente lo dichiara el Ser^{mo} Thesoriero nella lettera a me scritta sotto 6 marzo ultimo, 1586; con che anche si conseda alla M^a della Regina la denominasione del luoco dove li deputati la prima volta si scontrarono

XIV.

André de Loo à lord Burghley.

16 mars 1586 (v. st.).

Illustrissimo Signor. Se ben non sono stato da sua S^{ria} illust. da qualche giorni..... materia, non ho pero lassato di tuttavia travagliare in scrivere..... mare, per ritrar da quella carte cosa di fondamento, per venir a qual..... suche havendo hieri ricevuto lettere a diece hore di notte, la suplico di potergliele quanto pri..... nicare, vedendo la dispositione del principe di Parma, tale chel si vuole ado..... in ogni conto lo piu possibile, et far che la Regina habbia in tutto et per tutto suo com..... desiderio, et pare che detto principe ben vorrebbe che Mons^{or} de Champagni fosse alquanto impiegato, per conoscer lo inimicissimo (si come è anche lui) de soldati Spagnoli, e zeloso

della libertà de Paesi Bassi. In altra poiche sa benissimo chel
 suo fratello (el qual puole molto col Re Catolico) fara cose
 grande per favorirlo; non si possendo esso principe mostrar
 così apertamente (come e ben suo cuore) di procurar che la
 militia Spagnola vadi via, ma con esserli una volta alcunamente
 mosso da qualche d'uno, di trattar d'accordio, per non mostra
 che sia da lui proposto, fara con il re che Sua Maj. haveva in
 ogni rispetto, tenero intento suo, et senza dubbio (sua illus-
 trissime S^{ria} mi creda) che trovera detto Sig^r Champagni per-
 fettissimo instrumento per questo negotio, et che con li effetti
 faro apparere tutto il contrario di quello che di lui e stato rap-
 portato. Hora, si come detto principe et li nobili da boni mi-
 nistri s'offeriscano da parte loro d'aiutare per extinguere il
 fuocho, che si va accendendo, supplicano che anche Sua Sig. illust.
 sia contenta di far qualche cosa, con che si possi dare la minima
 apertura del mondo per cominciare a scrivere l'uno l'altro, il
 che fatto piglierano subito occasione d'entrar ò trattar insieme
 delle cose principale; et come mi scrive il S^r Carlo sendo pri-
 gioniero a Dunckerca il secretario del Sig^r Fileppo Sidency,
 bastarebe, ò chel S^r Conte, ò sua Sig. illust., scrivesse tre parole
 al Sig. principe per sua liberatione, con che s'attacarebbe filo
 per trattar del negotio, el qual dependendo tutto da questo
 poco di principio, non sia sua S. illust. per sua gratia gravata
 di metterci la mano, per far in cio bon officio, con che fara
 palese sua ottima inclinatione al riposo et publico bene, et in
 oltre che havera gran merito apresso Iddio, et l'universo
 mondo, Sua Maj^a havera quanto desidera, promettendo dè farli
 restituere li denari prestati alli stati, d'assignarla di firma pace
 et amista col Re di Spagna, far mandar via la militia Spagnola,
 et rimetter li paesi nelli li privilegi per negotiar de novo, con
 li sudditi di questo regno come al passato, lassando a ogni uno
 il suo, et a Iddio tutto.

Perdonandomi se me spengo troppo avanti, trasportato dal desiderio di veder incamminar una volta questa santa faccenda

la divina bonta conservi sana et prosperiss. Sua Sig. illust.
Di Londra, alli 16 marzo 1586. (v. st.)

Di Sua Sig^{ta} Illustrissima servatore
obligatissimo,

ANDREAS DE LOO.

Suscription : Molto illust. Signor, il signor gran thesoriero
d'Inghilterra.

XV.

Instructions données par le gouvernement anglais à André de Loo,
chargé d'une mission dans les Pays-Bas.

1587.

M. Andreas de Loo employed at Bruxelles about the treaty of peace, proposed betwixt the duke of Parma and her Majesty, wherein the king of Denmarke was to be mediator, was ordered to declare these following matters :

1^o That the duke of Parma's proceeding in the beseeching of the towne of Sluse was found strange, both by her Majestye and such as stood affected to the intended treaty of peace, being an argument that the said duke had not any intend to proceed therein, but only used the overtures thereof as a meane to stay her Majesty from sending over the earle of Leicester with forces, as had been meet to have made head against the Spanish forces.

2^o That the chiefe stay of sending the sayd earle grew upon the hope her Majesty had that the said treaty should have been proceeded in with all sincerity, as was pretended, and all acts of hostility in the interim to have ceased:

3^o That her Majesty required the said duke to withdraw his

forces from the towne of Seluse, and that there might be a cessation of armes on all parts for these Low Countries, untill it should be seene what will be the yssue of the treaty, or else her Majesty must be forced to send the said earle of Leycester with some greater forces then she was otherwise determinated to have done, whereby twas to be doubted that the acts of hostility, like to be executed on both sides, may worke some alteration of the former good christian purpose.

4^o In case it should be objected that the employment of sir Francis Drake upon the coast of Spayne had moved the duke of Parma to proceed as he did, he was to answere that her Majesty, hearing sundry wayes, especially by intercepting of Spanish letters, that the king of Spayne had prepared a great navy, with full intent to have assayled her Majestie's Kingdome, could doe noe lesse but to use all means to impeach the same from joyninge together, for which purpose only the said Drake was set forth.

XVI.

Le duc de Parme à la reine Élisabeth.

9 novembre 1587.

S. M^{te}. La relatione che Andrea de Loo, al suo ritorno d'Inghilterra et mentre è soggiornato qua, m'ha fatto piu volte dell' inclinatione e volontà della M^{te} V^{ma}, e delle lettere che gli capitavano d'alcuni suoi ministri principali, m'hanno sempre assicurato che s'intrerebbe in communicatione, e che di essa risulterebbe il frutto che conviene in beneficio commune di tutta la christianità; e cosi dal canto mio havevo preparato gli affari di man^a, e messo il tutto in termine, che V. M^{te} haveria potuto conossere col zelo ch'io abbracciavo questa occa-

sione, et quanto io desideravo di veder rinverdire la buona e mutua intelligenza fra il Re, mio signore, e lei; ma vedendo che, non ostante le tante speranze che m'erano state date della venuta de' commissarii di V. M^a, la cosa si va tuttavia tirando al lungo, io non posso se non dubitare ch'ella habbia mutata d'opinione, e se ben io ero quasi risoluto di non ci pensar piu; tuttavia ritornandosene per di là il detto Andrea de Loo, m'è parso di scriver ancor questi pochi versi, tanto per non perder l'occasione di baciare humilmente le mani a V. M^a, quanto per assicurarla che non restara per me che la resolutione presa non passi avanti, e che succedendo altrimenti ne sarò scusato inanzi a Dio et al mondo, e haverò almeno soddisfatto a me medesimo d'haver fatto quello che l'obbligo christiano, e di persona desiderosa del bene e riposo publico, m'obligava. La M^a V^{ra} usera di questo mio offerto come per la sua prudenza giudicara convenire, e facendomi intender qualche cosa d'avantaggio, sarò sempre pronto di servirla et honorarla di così buon cuore, come prego il creatore che conservi la M^a V^{ra} come desidera, e di nuovo le bacio humilmente le mani.

Di Bruxelles, a 9 di novembre 1587.

De V^{ra} M^a, l'umilissimo servitore
che li baccia le mani,

AL. FARNESE.

COMPTE RENDU DES SÉANCES

DE LA

COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE,

OU

RECUEIL DE SES BULLETINS.

TROISIÈME SÉRIE.

TOME TROISIÈME. — III^{me} BULLETIN.

Séance du 1^{er} juillet 1861.

Présents : MM. le baron de GERLACHE, président; GACHARD, secrétaire, DE RAM, le chanoine DE SMET, BORMANS et BORGNET.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance du 14 mai, qui est adopté.

CORRESPONDANCE.

M. Ewald, directeur des collections scientifiques et artistiques ducales de Gotha, remercie de l'envoi qui a été fait à cet établissement des derniers Bulletins, ainsi que

TOME III^{me}, 3^{me} SÉRIE.

19

de la première partie de la Chronique des ducs de Brabant, d'Edmond de Dwynter, publiée par M. de Ram.

— La Société historique pour la Basse-Saxe, établie à Hanovre, envoie : 1° *Zeitschrift des historischen Vereins für Niedersachsen*, années 1856, 1857, 1858, 1859; 2° *Urkundenbuch des historischen Vereins für Niedersachsen*, t. IV et V, 1859 et 1860; 3° *Einundzwanzigste, zweiundzwanzigste, dreiundzwanzigste Nachrichten über den historischen Verein für Niedersachsen*, 1858, 1859, 1860; 4° *Die Entwicklung der Stadt Hannover bis zum Jahre 1839*, br. in-8°, 1860.

— M. le docteur F. L. Hoffmann, de Hambourg, transmet copie de trois lettres d'Adrien VI à Charles-Quint, qu'il a trouvées dans une liasse de documents manuscrits de la bibliothèque de cette ville, et qu'il croit inédites. Cette liasse contient les documents qui suivent :

1° *Exemplum litterarum divisionis inter Sacram Cæsaream ac Romanorum Regiam Majestates, 7 februarii Bruxellis erectarum, MDXXII.*

2° *Historia ab anno 23 supra 1500 ad annum 28; vingt feuillets, dont deux en blanc.*

Commencement : Mortuo rege catholico, qui nomen tale sibi adquisivit ob nimium fidei zelum, et quia ab Hispanis Sarracenos ultima manu abjecerat, restabat bellum ab ipso Ferdinando cum Gallis susceptum : in cujus locum successit Carolus V, filius filiae. Qui inveniens bellum jam commissum, etc.

Fol. 12 a. Sed omnia haec erant tendicula, quibus ad belli indictionem devenirent. Praecipue cum jam Angli dederant

mandata ad suos mercatores, ne merces in terris Imperii mitterent : ostendentes bellum certe imminere, et indicere velle. Statim post discessionem oratorum Galliarum, Angliae, Venetiae et Florentiae, venerunt palatium duo caduceatores, Galli unus, et alter Angli, petentes ut se audiret Imperator. Imperator voluit ut publice dicerent. Sciebat enim eos velle sibi indicare. Sedente igitur Carolo, magna praelatorum et dominorum corona, etc.

Fol. 14 a et b.....Erat autem Imperatori tam flagrans desiderium cum illo rege decertandi in duello, a quo tam inverecunde delusus fuerat, quod nil ei obstitit, quin faceret sic :
 « Magnifico embajador, yo he visto la carta que me aveys
 » escrito sobre las palabras que os dixen en Granada, y tambien he visto la copia de vuestra relacion verbal, etc. Madrid,
 » á 18 de mayo de 1528. CHARLES. »

Fol. 17 a. Habito ergo Carolus suorum consilio, decrevit regi responderi per schedam itidem duelli, non minus prudentiam, quam animositatem redolentem, talem : « Carlos, por la divina
 » clementia, emperador de Romanos, rey de Alemania y de las
 » Españas, hago saber á vos, Francisco, por la gracia de Dios
 » rey de Francia, que á 8 dias deste mes de junio, por Guiena,
 » vuestro rey d'armas, recibí vuestro cartel hecho á 23 de
 » marzo, etc. Monzon, 24 de junio de 1528. CHARLES. »

Fol. 19 a. En Vayona, después de 9 dias, el rey d'armas del rey con mucha importunidad ovo respuesta del governador que el salvoconducto era venido, etc.

Fol. 20 a..... El emperador ni le arrastró las armas, ni le juntó, como se suele hazer, sino con prudencia lo llevó, y el combate se quedó.

3º *Trattado de modo di far l'oglio medecinale et ponerlo in opera. Qual oglio fu ritrovato in Spagna per un gentiluomo biscaino, chiamato Appáritio : vingt-huit feuillets avec la table.*

4° *Epistolae aliquot Leonis X, Adriani VI, Clementis VII, Romanorum pontificum, ad Carolum V, Romanorum imperatorem.*

5° Inscription grecque trouvée, en 1570, en possession de Jules Ursinus, à Rome.

M. Hoffmann appelle particulièrement l'attention de la Commission sur les lettres de Clément VII à Charles-Quint, dont il indique les dates de la manière suivante :

Ann. 1524 : 20 febr. 21 febr. 23 febr. 10 mart. 9 apr. 15 maii. 25 maii. 20 jun. 21 aug. 31 aug. 13 sept. 27 sept. 4 oct. 30 oct. 15 dec. 26 dec.

Ann. 1525 : 5 jan. 30 jan. 9 mart. 3 apr. 2 maii. 3 maii. 7 maii. 14 maii. 7 jun. 13 jun. 15 jun. 19 jun. 22 jun. 8 sept. (bis). 10 sept. 13 nov. 3 dec.

Ann. 1526 : 20 jan. 28 jan. 18 febr. 10 mart. 8 apr. 25 apr. 17 maii. 23 jun. (7 pag.). 25 jun. 7 nov.

Ann. 1528 : 12 jan. 24 oct. 25 dec.

Ann. 1529 : 5 aug. 2 oct. 3 oct.

Il fait connaître les sommaires de quelques-unes de ces lettres, tels qu'ils sont consignés à la marge, savoir :

20 feb. 1524. Ad litteras Caesaris gratulatorias de pontificatu.

21 feb. 1524. Commendatitia pro episcopo Wigoriense ad ecclesiam Milevitanensem.

23 feb. 1524. De adventu Bernardi de la Barba a pontifice missi.

10 mart. 1524. Credentiales pro fratre Nicolao (de Scombergh), Arpi Capuano.

9 apr. 1524. Commendatio pro cardinali Salviate ad ecclesiam Tornacensem.

25 maii 1524. De re lutherana ob conventum factum Nureberghae.

20 jun. 1524. Excusatio quare non mittat Marinum Caracciolum.

23 jun. 1526. Expostulationes pontificis cum causis quare Caesari bellum indixerit.

Les lettres d'Adrien, contenues dans la liasse, sont celles dont M. Hoffmann envoie copie.

Les lettres de Léon X sont au nombre de deux.

La première, datée du 19 avril 1521, a pour sommaire : « Agit de componenda concordia inter regem Poloniae et magistrum Prussiae. »

La seconde est du 26 juillet 1521. Le sommaire en est : « Gratulatur de victoria apud Cantabriam parta de Gallis. »

Les catalogues de la bibliothèque de Hambourg indiquent ordinairement l'origine des manuscrits qui existent dans ce dépôt littéraire ; par exemple : *Uffenbachiana*, *Wolfiana*, etc. ; ils n'apprennent rien sur celle de la liasse dont M. Hoffmann signale le contenu. Ce savant pense qu'au moins les documents mentionnés sous les n^{os} II et IV viennent de l'Espagne, et qu'ils en ont été rapportés par le conseiller et maître de la chambre des comptes de Lille Lucas Van Torre, le même qui copia, à Madrid, la correspondance de Charles-Quint avec Adrien VI, publiée par M. Gachard, en 1859. Il entre dans quelques détails à l'appui de cette opinion.

La Commission charge son secrétaire de remercier M. le docteur Hoffmann de l'intéressante communication qu'il a bien voulu lui faire.

Elle décide que les trois lettres d'Adrien VI seront insérées au *Bulletin*.

— M. Ch. de Chênedollé, à qui a été confiée la rédaction de la table des douze volumes formant la deuxième

série du *Bulletin*, écrit que l'état de sa santé ne lui a pas permis encore d'achever ce travail, mais qu'il espère le présenter à la Commission dans sa séance d'octobre.

BUREAU PALÉOGRAPHIQUE.

MM. le baron de Gerlache et Gachard, qui ont été chargés, à la dernière séance, d'examiner le règlement du Bureau paléographique, en date du 9 août 1847, et de proposer les modifications qu'il serait convenable d'y apporter, présentent un projet qu'ils ont rédigé de concert, pour remplacer le règlement susdit.

Ce projet, après avoir été discuté article par article, reçoit l'adhésion unanime de la Commission.

Il sera transmis à M. le Ministre de l'intérieur.

ACTES DES ÉTATS GÉNÉRAUX DES PAYS-BAS, DE 1576 A 1585.

M. Gachard dépose sur le bureau le premier volume de la *Notice chronologique et analytique des actes des états généraux, de 1576 à 1585*.

Ce volume contient l'analyse de douze cent cinquante-huit pièces, dont la première porte la date du 6 septembre 1576, et la dernière est datée du 14 août 1578.

Elle est suivie de deux appendices : l'un, qui consiste en dix-neuf pièces concernant la convocation et la constitution des états généraux; l'autre, composé de onze pièces relatives à la pression que le parti démocratique à Bruxelles exerça sur cette assemblée.

Une préface de xxx pages, et la liste des livres et livrets

imprimés et des documents manuscrits qui ont été consultés pour la rédaction de la Notice, complètent le volume, dont la Commission décide la distribution immédiate aux établissements, sociétés et particuliers qui reçoivent son *Bulletin*.

COMMUNICATIONS.

M. le conseiller Defacqz, membre correspondant de l'Académie, transmet la note suivante :

« Le *Chronicon Diestense*, publié dans un des derniers Bulletins de la Commission royale d'histoire (t. II, p. 395), est attribué par M. Raymaekers à M. Van Gorrichem, dont le manuscrit se trouve aux archives de la ville de Diest. M. Raymaekers cite trois copies de ce manuscrit. La dernière est, dit-il, l'ouvrage de J.-B. Van Surpele, secrétaire de la ville vers le milieu du XVIII^{me} siècle.

» M. Christiaens, à Diest, mon ancien collègue au conseil provincial, possède et a bien voulu me permettre de consulter un fort beau manuscrit de G. Van Surpele, secrétaire et pensionnaire de la ville, contenant :

- » 1° La coutume de Diest en 613 articles;
- » 2° Une dissertation sur la cour féodale de Diest;
- » 3° Un rapprochement comparatif de la coutume de Diest et de celle de Louvain;
- » 4° Une notice sur la ville et le pays de Diest;
- » 5° Un mémoire historique sur les seigneurs de Diest, depuis Arnold I^{er}, mort en 1146, jusqu'à Guillaume III, prince d'Orange, roi d'Angleterre et vingt-troisième seigneur de Diest, mort en 1702.

» Si M. Raymaekers a voulu désigner ce mémoire de Van Surpele comme la copie de l'ouvrage de Van Gorri-

chem, la copie diffère de l'original : 1° en ce qu'elle est en flamand, tandis que l'autre est en latin; 2° en ce que le *Chronicon*, continué depuis 1530 par les secrétaires De Cock et Verwuest, s'arrête à l'année 1541, tandis que Van Surpele a poursuivi son histoire jusqu'en 1702.

- » Au surplus, le mémoire de Van Surpele ne fût-il, jusqu'en 1541, qu'une copie ou une traduction de l'ouvrage de Van Gorrichem et de ses continuateurs, il peut être intéressant de savoir qu'on y trouve le complément, jusqu'en 1702, du *Chronicon Diestense*, au moins en ce qui concerne la chronologie historique des seigneurs de Diest. »
-

COMMUNICATIONS.

I.

Trois lettres d'Adrien VI à Charles-Quint.

(Communiqué par M. le docteur F. L. HOFFMANN, de Hambourg.)

I.

Charissimo in Cristo filio nostro Carolo, Romanorum et Hispaniarum regi catholico, in imperatorem electo, Adrianus PP. VI.

Charissime in Christo fili noster, salutem et apostolicam benedictionem. Cum Majestatem Tuam non minus quam nostram vitam propriam diligamus et charam habeamus, dies noctesque cogitare non omittimus, quae ad animae tuae salutem et christianorum populorum nobis tibi que a Divina Majestate commissorum, quietem et tranquillitatem pertinere arbitramur. Igitur, cum maxime timendum et formidandum sit, ne bellum quod inter te et charissimum in Christo filium Franciscum, Francorum regem, tantis contentionibus cum ingenti totius christianitatis jactura et pernicie tamdiu geritur, alicujus magnae plagae et calamitatis in republica christiana (quod Deus avertat) caussa sit, vigilare cogimur, ne Sathan, divisionis sator et scandalorum auctor praevaleat et creditas nobis oves auferat et dissipet, praesertim hoc tempore, quum saevissimus Turcarum tyrannus, terra, innumerabili cum exercitu Hungariae regnum, christianitatis antemurale, tuis regnis propinquum, et mari, eam Italiae partem, quae tuae ditionis est,

horrenda cum classe invadere, occupare, et (nisi mature provideatur) funditus evertere paret. Nos itaque tantis commoti periculis, hujusmodi calamitatibus christiani populi, quantum cum Deo possumus, obviam ire cupientes, venerabilem fratrem Alvarum, episcopum Astoricensem, nobis valde dilectum (cujus singularis virtus et egregia erga te fides nobis sunt notissimae), ad Majestatem Tuam oratorem et nuntium nostrum, pro componenda inter te et ipsum Franciae regem, aliquibus honestis conditionibus, pace et concordia (si fieri possit), aut saltem pro impetrandis ad aliquod tempus induciis, mittimus. Ergo eam omni, qua possumus, charitate hortamur et rogamus, ut animum suum flectat et bona mente concordiam complectatur, etiamsi aliquid de jure suo pro publico totius christianitatis commodo ei relinquendum ac Deo et nobis condonandum esset. Ipse enim omnipotens, cujus caussa pacem accipies, et in cujus manu sunt omnes fines terrae, longe majora retribuet. Sit aliquando, fili charissime, finis civilibus bellis et intestinae inter christianos discordiae, ut tandem tu, qui ille unus es in quem oculi omnium sunt conversi, et in quo omnes sperant et qui advocatus ecclesiae et christianitatis defensor existis et esse debes, justa arma et felicia signa tua a christianis adversus impiam Turcarum gentem vertas. Omnipotens Deus, cui militabis et servies, egregiam victoriam et praeclaros triumphos de suis inimicis tibi dabit, omnesque reges et principes, tuo moti exemplo, te sequentur et tibi nominique tuo totus christianus benedicet orbis. Nos vero, pro ea singulari pietate et pro nostra charitate, qua Majestatem Tuam prosequimur, semper omnia tibi praestabimus quae ab aequissimo pontifice et piissimo patre optimus et obedientissimus filius expectare possit, prout id episcopus nuntius et orator noster, nomine nostro, Majestati Tuae plenius referet, quam rogamus ut ei plenam fidem adhibere velit. Datum Caesar-Augustae sub annulo piscatoris, die 20 maii 1522, suscepti a nobis officii apostolatus anno primo. T. Hessius.

II.

Carolo V, etc., Adrianus PP. VI.

Litteras Majestatis Tuæ, nona junii Londini ad nos datas (1), magno cum gaudio accepimus, quod jam experientia teste videremus jam in hæc tua regna properare. Vidimus et ea omnia quæ dilectus filius Jo. Glapion, confessor tuus, vir sane integerrimus, tuo mandato nobis explicavit, tam quoad justificationem belli contra charissimum in Christo filium nostrum Franciscum, Francorum regem christianissimum, ab a te suscepti, quam de aliis scitu dignis, de quibus Majestas Tua, tum literis nostris, cum viva voce per alios, admonita fuit. Caeterum ne scribendo prolixiores simus, de his quæ per venerabilem fratrem Gabrielem, archiepiscopum Barensensem (quem nuper ad dominum Franciscum regem nostrum et apostolicæ sedis nuntium misimus), usque ad hunc diem acta sunt, venerabilis frater Alvarus, episcopus Astoricensis, noster etiam et dictæ sedis in curia tua nuntius, cum collega suo Carraciolo latius exponet. Hortamur Majestatem Tuam et in Domino requirimus, ut, sicuti est domino Francisco rege dignitate celsior, ita etiam sit ad pacem vel treugas componendas promptior, ne si in arctissima hac religionis christianæ necessitate media, quibus ipsi religioni atque ecclesiæ succurri adhuc potuit, recusaverit, ipsa (quod absit) easdem religionem atque ecclesiam destruere videatur. Tempus est jam ut, omissis et neglectis privatis commodis atque affectibus, publica totius christianissimi negotia unanimiter tueamur, ne interim, dum de parte digladiamur, totum irrecuperabiliter amittamus. Datum Dertusæ, sub annulo piscatoris, 4^a julii 1522, suscepti a nobis officii apostolatus anno primo T. Hassius.

(1) Cette lettre de l'Empereur, du 9 juin, est dans la *Correspondance de Charles-Quint et d'Adrien VI*, p. 89.

III.

Carolo V, etc., Adrianus PP. VI.

Quia Majestati Tuae corporaliter praesentes esse non vale-
mus, veluti si fieri potuisset summe desiderassemus, et dilectus
filius Marinus Carraciolus, noster apud Majestatem Tuam nun-
tius, res Hispanicas, quas posthac tractaturus est (in Hispania
non versatus), non satis callere potuit, decrevimus illi in so-
cium adjungere dilectissimum filium Bernardinum Pimentel,
nobili procerum Castellae gente ortum et prudentia omnique
probitatis genere conspicuum, qui temporibus Castellae turba-
tionum, et post illas, nobis semper familiariter adhaesit. A quo
de gestis omnibus et secretioribus actis, nec non de iis quae
nos pro commodo honoreque tuis gessimus atque tulimus,
informari plene poteris. Insuper ut penuria Hispaniae ejusque
divisiones exteris non propalentur, visum nobis fuit per illum
potius hujusmodi negotia agi posse. Denique per eundem
tutius atque secretius communicare inter nos poterimus quae
publicam reipublicae christianae salutem nostrique et sedis
apostolicae status conservationem concernunt. Est quidem ipse
de magnatum, ut diximus, gente procreatus, sed cum experti
sumus in ipso rectitudinis amorem et veritatis zelum, nec non
erga Majestatem Tuam ejusque res devotionem, ut de vitio
partialitatis, quod in plerisque magnatibus Hispaniae invenire
solet (nostro judicio), Majestati Tuae nequaquam suspectus esse
debeat. Accipiat igitur Majestas Tua hominem benigne, eumque
nostri contemplatione et suarum virtutum nobilitatisque in-
tuitu habere velit peculiariter commendatum, et iis quae nos-
tro nomine super praemissis dicturus est, eandem, quam nobis
ipsis coram positus habitura esset, fidem adhibeat. Datum Ter-
raconae, sub annulo piscatoris, die 15^a julii 1522, suscepti a
nobis apostolatus officii anno primo T. HESSIUS.

COMPTE RENDU DES SÉANCES

DE LA

COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE,

OU

RECUEIL DE SES BULLETINS.

TROISIÈME SÉRIE.

TOME TROISIÈME. — IV^m BULLETIN.

Séance du 4 novembre 1881.

Présents : MM. le baron DE GERLACHE, président; GACHARD, secrétaire; DE RAM, BORMANS et BORNET.

M. le chanoine de Smet écrit qu'une indisposition l'empêche d'assister à la séance.

— Le procès-verbal de la séance du 1^{er} juillet est lu et approuvé.

CORRESPONDANCE.

M. Jules Devaux, secrétaire du Roi, remercie, au nom de Sa Majesté, de l'envoi qui lui a été fait du premier volume de la *Notice chronologique et analytique des actes des états généraux des Pays-Bas, de 1576 à 1585*.

— M. le major Goffinet, aide de camp, secrétaire de monseigneur le duc de Brabant, adresse les mêmes remerciements au nom de Son Altesse Royale.

— M. le Ministre de l'intérieur transmet un recueil supplémentaire de documents sur l'insurrection des Gantois, en 1539, qui a été délivré à la légation belge, à Vienne, par le département des affaires étrangères d'Autriche.

Ce recueil comprend :

a) La minute autographe d'une lettre de la reine Marie à l'Empereur, du 14 septembre 1537 ;

b) Une copie, faite aux archives de Bruxelles, dans le siècle dernier, d'une lettre de la reine à l'Empereur, du 27 mars 1538 ;

c) Une copie d'une lettre de la reine à l'Empereur, écrite de Valenciennes, le 15 janvier 1540 ;

d) Une ordonnance originale de l'Empereur, du 14 avril 1540, touchant le transport des matériaux destinés à la construction du château de Gand ;

e) Et des extraits de dix lettres de la reine à l'Empereur et de l'Empereur à la reine, des années 1537 et 1538.

L'examen de ces pièces donne lieu à des observations qui seront mises sous les yeux de M. le Ministre de l'intérieur.

— Le même Ministre fait parvenir les ouvrages suivants, que la direction générale des archives du grand-duché de Bade a envoyés en échange des publications de la Commission :

Quellensammlung der Badischen Landesgeschichte. Im Auftrage der Regierung herausgegeben von F. J. Mone. Karlsruhe, 1845-1860, tomes I, II et le premier cahier du tome III. In-4°.

Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins, herausgegeben von dem Landesarchive zu Karlsruhe, durch den Direktor desselben F. J. Mone. Karlsruhe, 1850-1861, tomes I-XI, et le premier cahier du tome XII.

— Deux circulaires du même Ministre, concernant : l'une le mobilier de l'État, l'autre les marchés faits de gré à gré pendant l'exercice de 1860, et dépassant le chiffre de 4,000 francs, sont communiquées à la Commission, avec les projets des réponses à y faire, auxquels elle donne son approbation.

— Le secrétaire communique une lettre qu'il a reçue, de Florence, de M. Albèri, et dans laquelle ce savant professeur lui annonce la publication prochaine du 13^e volume des *Relazioni degli ambasciatori veneti al Senato*. Ce volume comprendra les relations suivantes sur Philippe II :

Paolo Tiepolo,	de l'année 1563.
Giovanni Soranzo,	— 1565.
Antonio Tiepolo,	— 1567.
Sigismondo Cavalli,	— 1570.
Lorenzo Priuli,	— 1576.
Alberto Badoero,	— 1578.
Gioan-Francesco Morosini,	— 1581.

Matteo Zane,	de l'année 1584.
Vincenzo Gradenigo,	— 1586.
Tommaso Contarini,	— 1593.
Francesco Vendramino,	— 1595.
Agostino Nani,	— 1598.

La série des relations *ordinaires* d'Espagne, jusqu'à la fin du xvi^e siècle, sera ainsi presque complète dans la collection de M. Albèri; il n'y manquera que les deux relations de Leonardo Donato et de Girolamo Lippomano : la première, de l'année 1573; l'autre, de 1589 ou 1590. La relation de Donato, qui est d'une étendue considérable, figurera dans le tome XIV; quant à celle de Lippomano, l'éditeur des *Relazioni* n'a pu jusqu'ici en trouver aucune trace, ni aux archives de Venise, ni ailleurs.

Le 13^e volume contiendra encore la relation *extraordinaire* d'Espagne et de Portugal, faite par Antonio Tiepolo, en 1572, et la seule relation *ordinaire* de Portugal que l'on connaisse, celle de Matteo Zane, de 1579.

M. Albèri ajoute qu'on est occupé, en ce moment, à transcrire différentes relations d'Allemagne et d'autres pays, lesquelles, avec les appendices et les index, compléteront la matière du 14^e et dernier volume des *Relazioni*. Il espère pouvoir terminer cette grande publication en 1862.

— M. Paul Meyer, archiviste-paléographe à Paris, envoie le compte rendu qu'il a fait, dans la *Revue Germanique* (livraison du 15 octobre 1861), du Glossaire rédigé par feu M. Émile Gachet, complété par M. le professeur Liebrecht, et qui a été publié à la suite du *Chevalier au Cygne* et *Godefroid de Bouillon*.

— M. Ch. de Chênedollé écrit que l'état de sa santé a

encore retardé l'achèvement de la table de la deuxième série des *Bulletins*, mais qu'il espère pouvoir en présenter le manuscrit à la Commission avant la fin de l'année.

BUREAU PALÉOGRAPHIQUE.

M. le Ministre de l'intérieur transmet expédition de son arrêté en date du 23 juillet, portant règlement pour le Bureau paléographique. Cet arrêté est ainsi conçu :

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 1860, qui rétablit et réorganise le Bureau paléographique ;

Revu l'arrêté ministériel du 9 août 1847, portant règlement pour ledit Bureau ;

Vu les propositions de la Commission royale d'histoire ;

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Le Bureau paléographique est ouvert tous les jours non fériés, de dix à trois heures.

ART. 2. Le chef du Bureau paléographique est spécialement chargé : 1^o de la confection des tables analytiques des matières contenues dans le *Bulletin* ou compte rendu des séances ; 2^o de celle des tables qu'il sera jugé utile de joindre aux volumes de la collection des *Chroniques* ; 3^o de la révision des épreuves, tant des volumes des *Chroniques* que du *Bulletin*.

Les attachés le secondent dans les recherches, les vérifica-

tions, les transcriptions, les extraits et analyses de textes qui lui sont demandés.

ART. 5. Une fois par semaine au moins, le chef du Bureau entretient les attachés, de la paléographie et de tous les détails historiques qui s'y rapportent.

Il s'occupe principalement, dans ses démonstrations, des principes de la paléographie nationale.

ART. 4. Le Bureau paléographique a pour mission principale de seconder la Commission royale d'histoire dans ses travaux.

ART. 5. Toute demande que des départements ministériels, des administrations publiques, des sociétés scientifiques ou littéraires et des particuliers ont à adresser au Bureau, doit être faite par écrit.

ART. 6. Les travaux que le Bureau exécute pour les administrations, les institutions littéraires ou scientifiques et les particuliers, sont rétribués, savoir :

Les transcriptions, à raison de soixante centimes la page de trente lignes, et les lignes de trente lettres au moins, lorsque les pièces sont en langue française ou flamande, et de quatre-vingts centimes, lorsque les pièces sont dans une autre langue;

Les recherches, vérifications, analyses, traductions, extraits et renseignements de tout genre, à raison d'un franc cinquante centimes par heure de vacation.

ART. 7. Le chef du Bureau collationne et certifie conformes les traductions.

Il certifie de même tous les renseignements qu'il fournit.

Il signe les comptes et reçus délivrés aux intéressés.

ART. 8. Il tient registre de toutes les demandes qui lui sont adressées et de la suite qui leur a été donnée.

Il tient un second registre dans lequel il renseigne les sommes qu'il reçoit, avec indication des administrations, des

corps ou des particuliers qui les ont payées, et des motifs de chaque payement.

ART. 9. A la fin du mois de mars, de juin, de septembre et de décembre de chaque année, le chef du Bureau adresse à la Commission un rapport détaillé sur les travaux qui ont été exécutés pendant le trimestre, ainsi que sur la part qu'y a prise chacun des attachés.

Il joint à ce rapport l'état des sommes qu'il a reçues.

Dans les rapports de juin et de décembre, il en propose la répartition entre les attachés, selon le zèle et les services de chacun d'eux.

La Commission prononce sur cette répartition.

ART. 10. La Commission peut, pour les publications qui lui sont confiées, charger le chef et les attachés du Bureau de recherches et de transcriptions dans des villes étrangères.

ART. 11. Le chef et les attachés du Bureau ne peuvent s'absenter sans l'autorisation de la Commission.

ART. 12. L'arrêté ministériel du 9 août 1847 est rapporté.

ART. 15. La Commission royale d'histoire est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 juillet 1861.

CH. ROGIER.

Une ampliation de cet arrêté sera envoyée à M. Ernest Van Bruyssel, chef du Bureau paléographique.

— La Commission avait demandé à M. le Ministre de l'intérieur qu'un local fût assigné au Bureau paléographique à proximité de la Bibliothèque royale, attendu que ce sera le plus souvent dans les manuscrits de la Bibliothèque qu'auront lieu les travaux et les recherches des employés de ce Bureau.

M. le Ministre répond que le Bureau paléographique peut être considéré, en quelque sorte, comme une annexe des Archives générales du royaume, et que, dans l'intérêt du public aussi bien que de ses travaux propres, il semble désirable qu'il soit installé dans le voisinage immédiat des locaux affectés aux Archives. Il invite donc la Commission à se concerter, à cet effet, avec l'administration des Archives générales du royaume.

— M. Ernest Van Bruyssel adresse à la Commission le rapport suivant :

« MESSIEURS,

» J'ai l'honneur de vous adresser, conformément aux instructions que j'ai reçues, un rapport sur les travaux du Bureau paléographique durant le trimestre qui vient de s'écouler.

» Je me suis occupé, en premier lieu, ainsi que vous avez bien voulu m'en charger, de la confection d'une table générale de tous les articles relatifs à l'histoire nationale, publiés dans des revues belges, à partir de 1830 jusqu'à nos jours. Quarante et un recueils périodiques ont été analysés, au moins en partie, car il m'a été impossible jusqu'à présent de me procurer la collection complète de quelques-unes de ces publications. J'espère néanmoins, en faisant de nouvelles recherches dans certaines bibliothèques particulières, achever prochainement ce travail.

» Voici la liste succincte des recueils déjà analysés :

1. Archives (Nouvelles) historiques et littéraires. Revue trimestrielle. Gand, 1837, etc.; in-8°.

2. Belgisch Museum voor de nederduitsche tael en letterkunde en de geschiedenis des vaderlands; uitgegeven door J.-F. Willems. Gent, 1837, etc.; in-8°.

3. Belgique littéraire et industrielle, 1837. Bruxelles; in-4°.

4. Broederhand (De), tydschrift voor hoogduitsche letterkunde. Bruxelles, 1846; in-8°.

5. Bulletin du Bibliophile belge, publié par le baron de Reifsenberg, 1844. Bruxelles; in-8°.

6. Compileur (Le) scientifique et littéraire, etc. Bruxelles, 1833; in-8°.

7. Flandre (La) libérale, revue politique, littéraire et scientifique. Gand, 1847; in-8°.

8. Journal de l'architecture. Bruxelles, 1849; in-4°.

9. Journal historique et littéraire, publié par M. Kersten. Liège, 1834; in-8°.

10. Kunst en letterblad. Gent, 1840; in-4°.

11. Kunst-Bibliotheek (Nederduitsche), uitgegeven door Buschman. Antwerpen; in-12.

12. Letterbode (De vlaemsche). Antwerpen, 1844; in-8°.

13. Moederken (Het groot). Gand.

14. Messenger des sciences et des arts de la Belgique, ou nouvelles archives historiques, etc. Gand; in-8°.

15. Middelaer (De), of hydragen. Louvain, 1840; in-8°.

16. Nouvelle revue de Bruxelles. Bruxelles; in-8°.

17. Polygraphe (Le) belge. Anvers, 1833; in-8°.

18. Recherche (La libre). Bruxelles; in-8°.

19. Rederyker (De vlaemsche), tydschrift. Antwerpen, 1844; in-8°.

20. Renaissance (La), chronique des arts et de la littérature. Bruxelles, 1844; in-fol.

21. Revue belge, publiée par l'Association nationale pour l'encouragement et le développement de la littérature en Belgique. Liège, Jeunehomme, 1833; in-8°.

22. Revue belge des beaux-arts, publiée par Wolfers. Bruxelles, 1842; in-8°.
23. Revue de Belgique. Bruxelles, 1846; in-8°.
24. Revue de Bruxelles. 1837, in-8°.
25. Revue commerciale d'Anvers. 1834; in-fol.
26. Revue de la Flandre. Gand, 1846; in-8°.
27. Revue de Liège. 1844; in-8°.
28. Revue militaire belge. Liège, 1841; in-8°.
29. Revue nouvelle. Bruxelles; in-4°.
30. Revue nouvelle. Bruxelles, 1845; in-8°.
31. Revue de Paris, édition belge, augmentée de divers articles empruntés à d'autres recueils. Bruxelles, 1850; in-12.
32. Revue des deux mondes, édition belge. Bruxelles, 1857 et années suivantes; in-8°.
33. Revue nationale de Belgique. Bruxelles, 1839; in-8°.
34. Revue trimestrielle. Bruxelles, 1854; in-8°.
35. Revue britannique, édition belge. Bruxelles, 1830; in-8°.
36. Revue de la numismatique belge. Bruxelles, 1842; in-8°.
37. Revue universelle. Bruxelles, 1832; in-8°.
38. School en letterbode (De), of bydragen ter bevordering van onderwys, letterkunde en geschiedenis. Sint-Truyen, 1844; in-8°.
39. Taelverbond (Het), letterkundig tydschrift. Antwerpen, 1845; in-8°.
40. Trésor national (Le). Bruxelles; in-8°.
41. Vaderlandslievenden belge letter en geschiedkundig tydschrift. Brussel, 1844; in-8°.

» Cette liste, qui ne comprend, comme on l'a vu plus haut, que les revues proprement dites, publiées en Belgique depuis 1830, laisse probablement encore à désirer. Je recevrai avec reconnaissance, messieurs, les indications nouvelles que vous voudrez bien me communiquer.

» Dans l'intervalle des travaux dont il vient d'être question, j'ai mis en ordre quelques notes concernant les changements opérés dans l'emménagement des archives d'Angleterre, depuis la publication du rapport que j'eus l'honneur de vous adresser à ce sujet.

» Le gouvernement britannique, ayant senti la nécessité de réunir, autant que possible, tous les documents officiels dans un dépôt central, afin de les préserver de la destruction, a fait transporter depuis peu une foule d'archives, autrefois conservées en diverses localités, au *Record Office*.

» C'est ainsi que le *Master of the rolls* a été mis successivement en possession des archives des tribunaux, de la chancellerie et du parlement. Les papiers relatifs au pays de Galles, c'est-à-dire aux districts de Chester, de Denbigh, de Montgomery, de Caernarvon, de Cardigan, de Brecknock, de Rednor et de Glamorgan, se trouvent actuellement au dépôt central, où l'on a placé également les actes émanant de l'ancienne cour, dite *Peveril court*, abolie par l'acte 12 et 13 Vict., c. 101.

» Un grand nombre de lettres patentes ou warrants, émanant de Henri VIII, Marie, Élisabeth et Charles II, y ont aussi été transférées, ainsi que beaucoup de documents relatifs à la construction et à l'entretien des palais et résidences royales, parmi lesquels on trouverait probablement, si l'on prenait la peine de les parcourir, des détails précieux sur une foule d'artistes belges qui émigrèrent en Angleterre à diverses époques.

» D'importantes collections, provenant de la trésorerie, et conservées autrefois dans le *Rolls House*, font partie aujourd'hui du *Record Office*. Elles contiennent des lettres,

des mémoires et des rapports reçus aux secrétariats de la guerre, des colonies et de l'intérieur, de 1696 à 1831. Plus de six mille registres et trente-quatre mille quatre-vingt-dix-sept fardes ont été transportés du département de la guerre dans le vaste local récemment construit dans Chancery-Lane.

» Comme ces détails complètent, en quelque sorte, ma première notice, j'ai pensé qu'ils pourraient offrir quelque intérêt. J'y joindrai, dans le même but, le catalogue suivant, formant la liste des principaux ouvrages consacrés à la publication des papiers d'État anglais, si utiles à consulter par tous ceux qui s'occupent de l'histoire de notre pays :

Yorke (P.). Earl of Hardwicke. *Miscellaneous State papers from 1501 to 1726.* London, 1778; 1 vol in-4°.

State papers, published under the authority of her Majesty's Commission. King Henry the Eighth; en cinq parties, complètes en 11 vol. Londres, 1830 à 1832; in-4°.

State papers. Domestic series. Calendar of State papers; reigns of Edward VI, Mary, Elizabeth, 1547 à 1580, édités par R. Lemon. Londres, 1836; in-8°.

State papers. Domestic series. Calendar of State papers; reign of James I, 1603 à 1610, édité par M. A.-E. Green. Londres, 1837; in-8°.

State papers. Domestic series, 1611 à 1618, édité par M. A.-E. Green. Londres, 1838; in-8°.

State papers. Domestic series, 1619 à 1625, édité par M. A.-E. Green. Londres, 1838; in-8°.

State papers. Reign of Charles I, 1625, 1626, édité par J. Bruce. Londres, 1838; in-8°.

State papers. Scottish series. Calendar of State papers rela-

ting to Scotland, 1509 à 1603; par M. J. Thorpe. Londres, 1858; 2 vol. in-8°.

Cecil (W.), baron Burleigh. A collection of papers relating to affairs in the reigns of Henri VIII, Edward VI, Mary and Elizabeth, 1542 à 1570; par S. Haynes. Londres, 1740; in-fol.

Collection of State papers, 1571 à 1596, édité par W. Murrin. Londres, 1759; in-fol.

Cole (C.). Memoirs of affairs of State, de 1697 à 1708. Londres, 1733; in-fol.

Hyde (E.), comte de Clarendon. State papers, commencing from the year 1621, containing the materials from which the history of the rebellion was composed. — Le comte de Clarendon publia, comme on le sait, une histoire de la rébellion et des guerres civiles en Angleterre.

Kemble (J.-M.). Codex diplomaticus aevi saxonici. Londres, 1839 à 1848; 6 vol. in-8°, publiés par la Société historique anglaise.

Kemble (J.-M.). State papers and correspondence, illustrative of the social and political state of Europe, from the revolution to the accession of the house of Hanover. Londres, 1857; in-8°.

Thurloe (J.). Collection of State papers..., de 1638 à la restauration, par T. Birch. Londres, 1742; 7 vol. in-fol.

Cotton (sir R.). An exact abridgement of the records in the tower of London, d'Édouard II à Richard III, revu par W. Prynn. Londres, 1637; in-fol.

» Le Bureau paléographique a eu à s'occuper de la transcription de divers manuscrits dont il lui a été demandé copie, entre autres de celle d'une chronique de Chastelain, conservée à la Bibliothèque de Bourgogne, ainsi que d'une partie du manuscrit 14839, appartenant au même fonds. Un savant anglais, M. Gartner, s'est égale-

ment adressé à nous, pour nous demander copie de quelques lettres faisant partie de la collection dite des *Négociations d'Angleterre*, aux Archives générales du royaume.

» Veuillez agréer, messieurs, l'expression de mes sentiments respectueux.

» *Le chef du Bureau paléographique,*

» ERNEST VAN BRUYSEL. »

DISTRIBUTION DES CHRONIQUES ET DES BULLETINS.

La Commission statue sur plusieurs demandes tendantes à obtenir, soit par voie d'échange, soit à titre gratuit, le recueil de ses Bulletins.

TABLE CHRONOLOGIQUE DES CHARTES ET DIPLÔMES IMPRIMÉS CONCERNANT L'HISTOIRE DE LA BELGIQUE.

M. Alph. Wauters écrit que l'impression de la Table chronologique marche avec célérité; que trente et une feuilles en sont imprimées, et que plusieurs autres sont composées ou aux mains des compositeurs.

M. de Ram, à qui la Commission a confié spécialement le soin de surveiller l'impression de la Table, confirme le contenu de la lettre de M. Wauters. Il ajoute que, de son côté, il prend à tâche de ne garder les épreuves, qui lui sont soumises, de ce travail, que pendant le temps strictement nécessaire pour en faire la lecture.

COMMUNICATIONS.

M. Gachard annonce que le quatrième volume de la *Correspondance de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas* paraîtra avant la fin de l'année; quatre-vingt-dix feuilles en sont imprimées.

— Le même membre signale à ses collègues une publication qui vient d'être faite par M. Vandenbroeck, conservateur des archives de l'État et archiviste de la ville, à Tournay, sous le titre de *Extraits analytiques des anciens registres des consaux de la ville de Tournay, 1385-1423, suivis d'une analyse des documents concernant le magistrat, de 1211 à 1400.*

Les documents que M. Vandenbroeck fait connaître éclairent d'un jour tout nouveau le gouvernement quasi républicain de Tournay, et les rapports de cette ville, tant avec la couronne de France qu'avec la maison de Bourgogne. Ils expliquent aussi la situation difficile où elle se trouva plus d'une fois sous le règne de Charles VI. Parmi les faits qu'on y remarque, les moins curieux ne sont pas ceux qui ont rapport à l'assassinat du duc Jean sans peur, à Montereau.

Il serait à souhaiter que l'exemple donné par M. l'archiviste de Tournay fût suivi dans celles de nos villes où il existe, de même, d'anciens registres aux délibérations du corps municipal, ou des collèges qui constituaient la représentation du peuple. Des *extraits*, faits avec discernement, des registres du conseil de ville de Mons, dont la série

remonte à l'année 1404, seraient, par exemple, d'un grand intérêt, non-seulement pour l'histoire de la ville et de la province, mais encore pour l'histoire générale de notre pays; et l'on tirerait des fruits analogues du dépouillement des registres du xv^e siècle de la grande commune, à Ypres.

— Le même membre présente une nouvelle série d'*Analectes historiques*.

Insertion au *Bulletin*.

COMMUNICATIONS.

I.

Liste analytique des documents concernant l'histoire de la Belgique, qui sont conservés au STATE PAPER OFFICE (1).

(Par M. ERNEST VAN BRUYSEL, chef du Bureau paléographique.)

QUATRIÈME PARTIE.

(Suite.)

PAPIERS DE HOLLANDE.

Les états des Pays-Bas, réunis à Bruxelles, à Elisabeth, reine d'Angleterre.

Ils lui recommandent le marquis d'Havré, qu'ils ont chargé d'une mission spéciale auprès de Sa Majesté.

(3 septembre 1577, de Bruxelles. Orig.).

Les états des Pays-Bas au secrétaire d'État Walsingham.
Même sujet.

(5 septembre 1577. Original.)

Le secrétaire d'État Walsingham à M. Thomas Randolphe.

Il lui donne l'ordre d'aller à Cantorbéry au-devant du marquis d'Havré, et d'engager ce dernier à ne pas quitter la ville

(1) Voy. tome II, 3^{me} série, page 320; tome III, 3^{me} série, page 201.

avant que la reine n'ait été avertie de son arrivée. Sir H. Cobham et quelques autres sont également chargés de recevoir le marquis, auquel le doyen de Cantorbéry offrira quelques pièces de vin.

(18 septembre 1577. Orig. en anglais.)

Notes concernant certaine délibération du conseil anglais, relativement à la mission du marquis d'Havré.

La reine consent à faire un prêt d'argent aux états des Pays-Bas, à condition de recevoir des lettres obligatoires de cette assemblée, ainsi que des différentes villes qui seront désignées par les députés anglais. Le remboursement des sommes dues se fera en deux paiements, dans un délai de huit mois, en cas où la paix ne serait point rétablie; il sera immédiatement exigible dans le cas où les états concluraient un arrangement avec don Juan.

(28 septembre 1577.)

Ch.-Ph. de Croy à Walsingham.

Il lui envoie quelques détails sur la situation des affaires dans les Pays-Bas. Il ne doute pas que la présence du prince d'Orange à Bruxelles ne produise d'excellents effets. Nécessité de se tenir sur ses gardes. L'affaire de Mariembourg cache quelque stratagème, et l'intervention du comte de Mansfelt rend cette supposition d'autant plus probable.

(4 octobre 1577. Original en français.)

Liste des « bons patriotes » qui sont en l'assemblée des états à Bruxelles.

On cite parmi les nobles : « le comte d'Egmont, les seigneurs de Heze, de Bersele, le sénéchal de Hainaut, le comte de La-laing, M. de Montigny, le vicomte de Gand, le seigneur de Cappres, le seigneur de Fresin, le seigneur de Noyelles, le seigneur Van der Meere, les pensionnaires et députés des états de Hollande et de Zélande, le pensionnaire de Lille, le pensionnaire de Louvain, le conseiller député de Namur, le pensionnaire du Franc de Bruges. »

Parmi les ecclésiastiques : « l'abbé de Sainte-Gertrude, de Louvain; l'abbé de Maroilles, du pays de Hainaut. »

Parmi les bourgeois et habitants de Bruxelles : « l'avocat Liesfelt, homme fort docte; l'avocat Corneille Vander Straete; l'avocat Vander Haghe; Jean Vander Haghe; Jehan Hovart, bourgeois principal; Fr. de Massom, gentilhomme bourguignon; Joseph Sarouls, concierge du logis de Berghes; le sieur Henri de Bloeyere; le sieur Barliquin; Rouck, receveur général; maître Jean Gilles, greffier des finances. »

Parmi les habitants d'Anvers : « le greffier Martini; le trésorier Schuermans; le bourgmestre Rouckocke; Lantmetre, capitaine des jeunes gens; le wyckmaître Joseph Michaëli, docteur en médecine. »

Parmi les habitants de Gand : « le sieur d'Ymbise; l'avocat Michel de Backere; M^r Jean Le Clerc, greffier du Vieux-Bourg. »

(1577.)

Les états des Pays-Bas au marquis d'Havré.

Ils ont appris avec satisfaction qu'il a été bien reçu par la reine d'Angleterre, et que cette princesse manifeste son bon vouloir à leur égard. Ils espèrent qu'elle leur accordera une somme de cent mille livres sterling, remboursable en huit mois. L'arrivée du comte de Leicester, avec mille chevaux et cinq mille fantassins anglais, devrait être ajournée jusqu'au départ des Allemands. Il faudra s'entendre avec le comte à ce sujet. Les états ne concluront aucun accord avec don Juan sans y comprendre Sa Majesté Britannique. Ils ont envoyé des renforts au camp et ont engagé don Juan à rester dans le Luxembourg jusqu'à l'arrivée de son successeur. Prochaine arrivée de l'archiduc Matthias.

(11 octobre 1577. Copie.)

Les mêmes à la reine Elisabeth.

Ils la remercient de l'accueil qu'elle a bien voulu faire au marquis d'Havré et de la résolution qu'elle a prise de leur avancer cent mille livres sterling, en reculant, en outre, le

payement des vingt mille livres prêtées précédemment. On préparera les obligations exigées. Prière de retarder le départ des troupes anglaises.

(11 octobre 1577. Copie.)

Les mêmes au comte de Leicester.

Ils le remercient de l'intérêt qu'il prend à leur cause.

(11 octobre 1577. Copie.)

Ch.-Ph. de Croy et Adolphe de Meetkerke aux états à Bruxelles.

Ils se plaignent de la négligence qu'on met à leur écrire. Le gouvernement anglais, voyant ses avances rejetées, témoigne de son mécontentement. On devra leur faire connaître, le plus tôt possible, le résultat des négociations de Carenzoni, à Anvers. Dans le cas où il leur serait permis, ce dont ils doutent, d'emporter de l'argent comptant de Londres, il serait utile de demander au prince d'Orange une escorte de deux navires de guerre. Le conseil d'État devrait être augmenté. Ils sont charmés d'apprendre l'arrivée de l'archiduc Matthias à Cologne. Il faudra traiter avec lui avant de le recevoir.

(Windsor, 17 octobre 1577. Copie.)

Note adressé par Walsingham à M. de Meetkerke.

Il s'étonne de ce que les états n'aient pas consulté Sa Majesté Britannique au sujet de la prochaine arrivée de l'archiduc Matthias. Leur décision à cet égard est importante, et peut contribuer à semer la division dans le pays. Les observations qui précèdent ne sont pas inspirées néanmoins par une pensée de méfiance à l'égard de l'archiduc, qui est allié à la famille royale d'Angleterre.

(18 octobre 1577. En anglais.)

Ch.-Philippe de Croy et Adolphe de Meetkerke aux états.

Le désaccord qui règne entre les membres des états et la nouvelle du départ du prince d'Orange pour Breda ont altéré les bonnes dispositions du gouvernement anglais. Conversation à ce sujet entre Walsingham et Meetkerke. M. d'Havré

ne peut croire au départ du prince d'Orange. Dangers de l'indécision. Don Juan agit pendant que les états discutent, et il les accablera par une brusque attaque. Nécessité de témoigner de la confiance au gouvernement anglais et d'accepter le concours d'un contingent britannique.

(19 octobre 1577. Copie fr.)

Adresse du prince d'Orange aux états, dans laquelle il exprime son avis au sujet de la réception de l'archiduc Matthias.

(24 octobre 1577. Copie fr.)

Le duc d'Alençon aux états.

Il a reçu certaines lettres qui lui ont été envoyées par le sieur Nepveu et par le baron d'Aubigny, par lesquelles les états lui demandent aide et faveur, « sans toutesfois dire aultrement quelle est leur intention. » Il a écrit au duc de Guise de quitter la frontière et de ne donner aucun secours aux ennemis des états. Ses bonnes intentions. Il ne peut accepter les tapisseries qui lui ont été présentées.

(25 octobre 1577. Copie fr.)

N. . . . (Davison?) au comte de Leicester.

Les états ont résolu de recevoir l'archiduc, qui est à Maesricht. Le comte d'Egmont et le sénéchal de Hainaut envoyés en députation auprès de Son Altesse. Le prince d'Orange, dont l'influence excite des jalousies, devient chaque jour plus populaire. On s'est décidé cependant à le proclamer ruward du Brabant, à la satisfaction générale. Le duc d'Arschot a obtenu le gouvernement de la Flandre.

(Sans date, 1577.)

Accord entre les états et le prince d'Orange, à l'occasion de la nomination de ce dernier en qualité de ruward du Brabant.

(Octobre 1577. Copie.)

Les états aux membres du conseil anglais.

Ils expriment leur satisfaction de ce que le gouvernement anglais consent à leur avancer une somme de cent mille livres

sterling, remboursable en huit mois. Ils n'ont pu la lever à Anvers, et ils prient Sa Majesté Britannique de la leur envoyer en argent comptant. Ils acceptent l'appui d'un contingent de cinq mille fantassins et de mille cavaliers anglais. Les états enverront un agent à la cour, chargé de traiter de diverses affaires et du renouvellement des anciens traités. Ils ne prendront aucune résolution sans avoir sollicité l'avis de Sa Majesté Britannique. Les rebelles anglais seront expulsés. Les privilèges des marchands seront respectés.

(19 novembre 1577. Copie.)

Note présentée par MM. d'Havré et de Meetkerke, en réponse à quelques observations faites par le gouvernement anglais.

L'établissement du conseil d'État doit rassurer Sa Majesté, l'archiduc Matthias fût-il reçu, car toutes les questions importantes doivent être examinées par ledit conseil, et décidées à la pluralité des voix. Les états sont unis, refuseront d'admettre les étrangers au gouvernement, et repousseront la tyrannie espagnole. Les dernières arrestations, faites pour le bien public, ne seront la cause d'aucune dissension. Le prince d'Orange n'a quitté Bruxelles que pour mettre à exécution certaines résolutions prises par les états, qui s'en réfèrent sans cesse à ses avis. Ils espèrent que la présence de quelques Écossais à l'armée ne portera aucun ombrage, des capitaines anglais étant admis au conseil de guerre. État satisfaisant de l'armée des états. Don Juan ne fait aucun progrès. Demande de secours.

(Sans date. Copie.)

Fr. Walsingham à lord Burghley.

Il lui adresse un agent confidentiel qui lui donnera des détails sur l'état des négociations confiées à M. Davison.

(22 novembre 1577. Orig. angl.)

W. Davison au lord.

Les états se décident à demander des troupes anglaises. Le prince d'Orange désire que cette affaire se conclue à quelque

prix que ce soit. » On blâme la conduite faible et indécise des états. Don Juan a reçu, de France, cinq mille fantassins et deux mille cavaliers. Les états prennent à leur service cinq mille reîtres, sous la conduite du marquis d'Havré, de Schenck et d'autres, et négocient pour obtenir un nouveau renfort de trois mille hommes. Leur cavalerie montera à douze mille chevaux. Ils recevront l'archiduc Matthias, malgré l'opposition du duc d'Arschot. L'archiduc n'est pas à craindre « being a » young prince in whom there is litle, and they themselves » determyning to kepe the weapon in their own hands, » and therby to provyde that he shall not be able to hurt. » Mécontentement de d'Alençon. Le comte de Lalaing, dont il a tenu l'enfant sur les fonts baptismaux, est son partisan. Habileté du comte de Bossu. Expédition contre Amsterdam. Les pertes de l'ennemi ne sont pas aussi considérables qu'on le supposait.

(2 décembre 1577. Orig. angl.)

Le marquis d'Havré et M. de Meetkerke au conseil anglais.

Les états approuvent leurs négociations. Prière d'envoyer incontinent des troupes anglaises. Le chef de ce contingent aura crédit et autorité au conseil. Les états désirent recevoir le plus tôt possible les cent mille livres sterling dont il est convenu de leur faire l'avance. Ils souhaitent conclure une bonne ligue avec l'Angleterre.

(2 décembre 1577.)

Apostille du gouvernement anglais aux requêtes présentées par le marquis d'Havré et M. de Meetkerke.

Sa Majesté Britannique enverra un contingent anglais dans les Pays-Bas, et accordera un prêt d'argent aux états de cette contrée, pourvu qu'une personne désignée par elle surveille l'emploi des sommes remises. Les états devront ratifier le projet présenté par son gouvernement, ayant pour objet le remboursement desdites sommes.

(Décembre 1577.)

M. Fremyn à M. Davison.

Les inquisiteurs excitent le roi d'Espagne à continuer la guerre contre les Pays-Bas. L'indécision des états est universellement blâmée. Politique ambiguë de l'Empereur. Le roi de France est hostile aux états, car il craint que son parlement ne s'arroge le droit, à leur exemple, de diriger les affaires. Le roi d'Espagne redoute une révolte en Italie, et cherche à terrifier les Italiens par le spectacle des châtimens infligés aux Flamands.

(3 décembre 1577. Orig. fr.)

Considérations présentées par le marquis d'Havré et M. de Meetkerke au sujet de certaines lettres interceptées le 4 décembre 1577. Ils cherchent à établir que don Juan d'Autriche n'est pas de bonne foi, et s'offrent à fournir des explications à ce sujet au conseil anglais.

(Décembre 1577.)

Résolution des états de ne plus reconnaître don Juan d'Autriche en qualité de lieutenant gouverneur ou capitaine général des Pays-Bas. Tous ceux qui lui prêteront leur aide seront considérés comme rebelles.

(Bruxelles, 7 décembre 1577. Copie fr.)

Note présentée au gouvernement anglais par le marquis d'Havré et par M. de Meetkerke, ayant pour objet de justifier les mesures prises par les états contre don Juan d'Autriche.

(Décembre 1577. Copie fr.)

Les états des Pays-Bas déclarent recevoir l'archiduc Matthias en qualité de gouverneur général, à condition qu'il accepte certain projet d'accord ayant pour objet de régler l'exercice de son autorité, et de soumettre celle-ci à certaines conditions.

(8 décembre 1577.)

P. de F. à M. Davison.

Il lui communique certaines lettres émanées du roi de France et de la reine mère qui lui sont tombées entre les mains.

(Bruxelles, 8 décembre 1577. Copie fr.)

Les états déclarent leur ferme résolution d'adhérer aux articles de la pacification de Gand, et leur intention de recevoir l'archiduc Matthias en qualité de gouverneur.

(10 décembre 1577. Copie.)

M. Davison au comte de Leicester.

Le duc d'Arschot et quelques autres gentilshommes se sont rendus au-devant de l'archiduc Matthias, emportant un projet d'accord qui devra être agréé par ce dernier. On fait des préparatifs pour la réception de l'archiduc à Bruxelles. Les députés seraient partis plus tôt, si de nouvelles discussions ne s'étaient élevées au sein des états, relativement à l'adjonction de certains articles au projet d'accord, concernant le maintien de la religion catholique. On attend les députés, le 15 novembre, à Anvers. L'archiduc ne sera entouré que de conseillers appartenant à la religion catholique. Mécontentement exprimé à ce sujet par quelques membres des états. M. de Mondoucet est chargé, par le duc d'Alençon, de faire des remontrances aux états sur leur manière d'agir à son égard. Mission secrète attribuée à M. de Mondoucet. M. Davison envoie la copie de certaines lettres du roi de France et de la reine mère dans lesquelles le mécontentement que leur cause l'état des affaires dans les Pays-Bas est vivement exprimé. Le roi d'Espagne traite avec le sultan, dans le but de susciter des embarras à l'Empereur. Renfort de deux mille fantassins espagnols et de huit ou neuf cents cavaliers, envoyés par la voie d'Italie à don Juan. Ce prince a traversé la Meuse près de Namur. On lui attribue le projet de surprendre Tirlemont ou quelque autre ville. Dangers dont les états sont menacés à cause de leur conduite indécise. Élection de l'archevêque de Cologne.

(12 décembre 1577. Orig. angl.)

Réponse du gouvernement anglais à certaines requêtes présentées par les députés des états, MM. d'Havré et de Meetkerke.

Désir de Sa Majesté Britannique de contribuer à la pacification des Pays-Bas. Un gentilhomme anglais a été envoyé

auprès de Philippe II, afin d'engager celui-ci à permettre aux habitants desdits Pays-Bas de jouir de leurs privilèges et à leur accorder un gouverneur plus populaire. On a l'espoir de réussir ; dans le cas contraire, le gouvernement anglais interviendra. Sa Majesté a envoyé un mandataire aux états et à don Juan, les priant de conclure un armistice jusqu'à ce que la résolution du roi catholique soit connue. Sa Majesté Britannique envoie, en attendant, des troupes et de l'argent aux états. Conditions de cette intervention.

(14 décembre 1577. Deux copies en fr. et en angl.)

M. Davison à lord Burghley.

Arrivée des députés des états auprès de l'archiduc Matthias. Ils lui font connaître les conditions auxquelles son autorité sera reconnue. L'archiduc les remercie de leurs bonnes dispositions à son égard « with a smiling and childishe grace. » Il doit prêter serment le 15 décembre. Il paraît qu'un nouvel accord a été signé entre le prince d'Orange et les états. Les troupes de don Juan, après avoir passé la Meuse, se sont retirées, et leurs positions ont été occupées par l'armée des états, dont les soldats sont à une portée de canon de Namur. On prétend que don Juan envoie des détachements vers Ruremonde. Les états sont mal informés. Prise du château de Celles par les troupes nationales. Don Juan eût pu forcer le camp de l'armée des états, s'il avait marché en avant. Les troupes d'Allemagne ne sont pas encore arrivées, car on n'a pu leur envoyer de l'argent. Les états n'ont guère plus de dix à douze mille hommes et douze à treize cents chevaux. L'armée ennemie, d'autre part, s'augmente chaque jour. Les Hollandais vont commencer le siège d'Amsterdam. Le prince d'Orange a renouvelé le magistrat d'Anvers et se rend prochainement à Gand. L'archiduc attend des lettres de l'Empereur.

(15 décembre 1577, d'Anvers. Orig. angl.)

L'archiduc Matthias aux états.

Il déclare souscrire aux conditions qui ont été mises à sa réception en qualité de gouverneur général, et remercie les états de leurs bonnes dispositions à son égard.

(17 décembre 1577, d'Anvers. Copie.)

L'archiduc Matthias déclare ratifier les conditions qui lui ont été faites. Il est convenu que ledit archiduc jouira d'une liste civile de cent vingt mille livres, sur laquelle il aura à payer sa garde et les frais de sa chapelle.

(17 décembre 1577. Copie en fr.)

Édouard Horsey à W. Davison.

Prochaine arrivée du comte de Leicester dans les Pays-Bas. M. Wilkes est parti pour l'Espagne, afin de présenter un ultimatum au roi, et on n'attend que le retour de cet envoyé pour prendre une décision.

(18 décembre 1577. Orig. angl.)

M. Davison à Fr. Walsingham.

Les états s'occupent de la nomination des conseillers de l'archiduc Matthias, qui se rendra bientôt à Bruxelles. Un envoyé de l'Empereur est arrivé à Cologne, chargé d'une mission auprès de l'archiduc Matthias, et ce dernier lui a expédié un courrier. M. de Mondoucet continue ses négociations en faveur du duc d'Alençon, avec l'appui du comte de Lalaing et d'autres. Les renforts envoyés à don Juan s'élèvent en total à quatre mille fantassins et à dix-sept ou dix-huit cornettes de cavalerie. L'armée des états est toujours dans ses mêmes positions. Le siège de Ruremonde sera bientôt terminé, si cette ville n'est point secourue. On a renouvelé le magistrat d'Anvers. Le prince part pour Gand, à la requête des états, afin de rétablir l'ordre en cette ville. Négociations entre le prince et un agent portugais pour le transport de quatre mille Allemands qui vont faire la guerre aux Maures d'Afrique. Siège d'Oran par les Turcs. Le pape, le duc de Florence et d'autres princes italiens

ont promis des secours à don Juan. On annonce la mort de la duchesse de Parme.

(21 décembre 1577, d'Anvers. Orig. angl.)

Le même au même.

On espérait, dans les Pays-Bas, que Sa Majesté Britannique enverrait immédiatement de l'argent comptant, et le retour du marquis d'Havré, qui n'a pu obtenir cette concession, excitera du mécontentement. Le prince s'est informé souvent de l'état des négociations. Il s'est montré plus empressé depuis qu'il a appris que le marquis quittait l'Angleterre. Il est question d'envoyer un nouvel ambassadeur à la cour de Sa Majesté Britannique.

(21 décembre 1577, d'Anvers. Orig. angl.)

Instructions remises à M. Leighton, envoyé dans les Pays-Bas par le gouvernement anglais, afin d'y négocier un armistice entre don Juan et les états.

(21 décembre 1577. Minute.)

M. Davison à Fr. Walsingham.

Le prince apprend avec plaisir que le marquis d'Havré songe à se faire protestant; mais il pense que ledit marquis n'aura plus le même désir, après avoir quitté l'Angleterre. On annonce que le marquis se rendra à Bruges, puis à Gand et enfin à Bruxelles. Indécision témoignée par les états, à la suite de certaines offres de médiation faites par l'Empereur. On suppose que ce n'est qu'un stratagème, employé pour permettre à don Juan de gagner du temps. Le conseil d'État n'est pas encore constitué, car on n'a pu s'entendre sur la nomination de ses membres. On en veut spécialement à Champagny, considéré comme « mauvais patriote. » Celui-ci a dû quitter Bruxelles. Il est accusé d'avoir engagé le duc d'Arshot, et ensuite le comte d'Egmont, à se mettre à la tête du parti catholique. Intrigues de Mondoucet. Vingt-deux compagnies de troupes françaises, sous les ordres de Bussy d'Amboise, se dirigent vers la frontière. M. Davison se rend à Bruxelles, auprès du

marquis, afin de travailler avec celui-ci à décider les états à prendre une résolution.

(28 décembre 1577, d'Anvers. Orig. angl.)

M. Davison à Fr. Walsingham et à Th. Wilson.

La nouvelle de l'approche des troupes commandées par Bussy d'Amboise se confirme. On dit que ces soldats sont envoyés aux états par le duc d'Alençon, si cette assemblée veut accepter leurs services. Il s'agit sans doute de quelques autres projets. La cause des états en danger. Il paraît que six à sept mille hommes, réunis en Champagne et en Bourgogne, se préparent à rejoindre don Juan. Prochaine arrivée de l'archiduc à Anvers. M. Davison se rend à Bruxelles, d'où il écrira plus longuement.

(29 décembre 1577, d'Anvers. Orig. angl.)

Avis secrets envoyés aux états des Pays-Bas.

Le roi d'Espagne a contracté à Gênes un emprunt de cinq millions d'or, laquelle somme est destinée à don Juan. Le royaume de Naples contribuera également à payer les frais de la guerre. Quinze cents soldats espagnols sont près de s'embarquer pour Gênes, se rendant en Flandre. Quatre galères venant d'Espagne apportent sept cent mille écus à don Juan. Le prince de Parme doit bientôt arriver dans les Pays-Bas, accompagné de la duchesse. La paix ou la guerre dépendra de l'accueil qu'on fera à cette princesse, qui arrive avec des pouvoirs étendus. Incendie du palais Saint-Marc à Venise : les dégâts sont évalués à un million d'or. Don Juan a écrit à l'Empereur au sujet de l'archiduc Matthias, le priant d'empêcher celui-ci d'accepter les fonctions de gouverneur général. On annonce que le roi d'Espagne consent à reconnaître l'archiduc comme son mandataire, pourvu qu'il adjoigne à son conseil deux ou trois conseillers espagnols, désignés par Sa Majesté Catholique.

(31 décembre 1577. Copie en fr.)

M. de Famars à M. Davison.

Il lui recommande certaine personne, qui n'est pas nommée dans la lettre, et dont l'intention est de se rendre en Angleterre.

(Décembre 1577. Orig. en fr.)

L'abbé de Maroiles au prince d'Orange.

Détails sur la situation politique des villes de Landrecies et du Quesnoy, qui préféreraient se donner à don Juan que de passer sous l'autorité des Français. On devrait rassurer l'opinion publique dans ces villes, et offrir quelque compensation au duc d'Anjou. L'abbé de Maroiles restera dans ce pays, pour y empêcher les dissensions civiles de dégénérer en désordres.

(Sans date.)

Note de la main de lord Burghley sur la force respective des armées qui se trouvent en présence dans les Pays-Bas.

(Fragment, 1577.)

APPENDICE A LA LISTE PRÉCÉDENTE.

I.

Le comte de Leicester à monsieur Davison.

M. Davison est prié d'engager les états, et particulièrement le prince d'Orange, à solliciter de la reine l'envoi de quelques troupes anglaises dans les Pays-Bas. Le comte de Leicester prendrait volontiers une part active dans ces négociations.

29 septembre 1577.

I wrote lately to you by monsieur Famar, yet wold I not lett this messenger pass without revisiting you ageyn, having no new matter to wryte of, but styll requyring you to use your best meanes, so yt may be donne, to make them there know yt ys altogether donne for their owen most good, that hir Maj. may be persuaded from them, and specially the prince, how necessary hit ys to have some of our nation forthwith to be sent, and not to tarry the coming fyrst of any other strangers, french or other, to invade them with don John, and this must be sett down gravely and substancyally to her Maj. by them, which as many persuasions as may be, and thus wyshing good prosperity to the cause, which, I trust, wyll bring to us all bothe peace and long greatness, and myself most reddey and wylling to be an executor to the furtherance thereof, doo bid you farewell, with my harty salutations.

In some haste, this 29 of septembre.

Your assured freind,

R. LEYCESTER.

P. S. I assure you the marquis (1) dot use himself here very dyscretly and modestly.

(1) D'Havré.

II.

Le comte de Leicester à monsieur Davison.

L'arrivée de l'archiduc Matthias ne peut que nuire à la cause des états. Son intervention amènera des divisions qui seront habilement exploitées par don Juan. Si le prince d'Orange n'use pas de toute son influence, le gouvernement anglais pourrait bien changer de dispositions à l'égard des états.

18 octobre 1577.

This sodden coming of the archduke Matthias makyth great doubts of good quyet or success of those causes we wishe most prosperytie unto, for beytt as ys best reported that he ys come, ether with consent or without consent of the king of Spayne, hit can no way be good in my opinion. The fyrst ys to manyfest, but the secound as full of all mistrust is all good reason, and seing uppon this coming of his alredy no full agrement ys yet for his placynge, and that questions or perhapps devyssions maye groe therbye, donne John so nere with an armye dayly increasing, the others lulling themselves with these fonde new devyces that maketh them careles of ther strength, I fear they wil be sodenly supprest, and ther.... to judge more ripely of this accident. I suppose the prince to be the man that ys best qualified to hitt nerest, and the chife hope that may be had of redress upon..... yf he may bear a chife stroke in these actions, otherwise our counsell here must change the late consent geven to adventure more for these good fellowes than will be good, or favor ageyn a good will, and yf they shew themselves thus irresolute, for my owne parte I rather attend with others to abyde the worst at home, than to hasard lyfe and hand with such unstable men abrode, and this wylbe a certeyn grand that, unless the prince

bear stroke and be ther, I wold be loth that ether men or money shuld be cast away uppon the rest. Her Maj., as you shall fynd, doth repose most uppon the prince, and wyll most be advysed by him. Thus fare you well; in hast, this xviii of october.

Your very assured,
R. LEYCESTER.

P. S. The marquis here thinketh that no man doth lyke better of the archiduke coming than the prince, and so affirmeth himself to the said marquis.

III.

Note présentée au gouvernement anglais par le marquis d'Havré, avec la réponse faite, au nom de Sa Majesté Britannique, aux communications dudit marquis d'Havré (1).

1577.

Premièrement, qu'il plaise à Sa Majesté de ratifier le traicté dernièrement fait avec ledict sieur marquis, au nom desdicts estatz et, suyvant icelluy, d'envoyer le secours tant de gens de pied que de cheval.

« Sa Majesté a desjà déclaré son intention en cest endroit ;
» et quant au secours de gens de pied et de cheval, elle a esté
» induite, pour quelques respectz et considérations desjà allé-
» guées, de se servir d'ung autre expédient pour leur assistancce,
» que lesdicts estatz ont accepté. »

(1) Nous avons mis entre guillemets les notes marginales émanant des membres du conseil anglais, et accompagnant la requête du marquis.

2^o Item, de donner les obligations de Sadiete Majesté et celles de la ville de Londres jusques à la somme de cent mille livres sterling.

« Les obligations sont desjà envoyées, suivant la requeste » des estatx, avec les cautions de la ville de Londres. »

3^o Et comme depuis on a entendu que Sadiete Majesté auroit envoyé lesdictes obligations, dont les estatx ne sont encoires apperceuz, qu'il plaise à Sa Majesté faire donner duplicata d'icelles.

« Il n'est besoing de double desdictes obligations, puisqu'elles » sont desjà arrivées en Flandres en sauvté. »

4^o Item, d'autant que la négociation desdictes obligations samble de longue menée, à cause que les deniers ne se pourront si facilement trouver comme du passé, et que aussi, au lieu de secours des cinq mil hommes de pied et des mille chevaux, est par les estatx accordé qu'icelluy sera converti par la recharge que on a donné, à la requeste de Sadiete Majesté, au duc Casimirus de ^{iiij}m chevaux et ^{iiij}m Suysses, outre sa première charge de ^{iiij}m chevaux et de ^{iiij}m piétons, dont le pays se trouvera grandement foulé, et qu'il faict à craindre que, pour les grandes charges èsquelles les estatx se trouvent, ilz ne pourront si facilement et promptement satisfaire à la première monstre des gens dudict duc Casimirus, par où lesquelz estatx se trouveront grandement frustrez du prompt service des susdicts gens dudict duc, et que par ainsi le bénéfice de Sadiete Majesté retourneroit à l'intérêt desdicts estatx, qu'il plaise à Sadiete Majesté, pour les raisons alléguées, fournir aultres vingt mille livres sterling pour satisfaire à la première monstre desdicts gens de guerre, outre semblables ^{xx}m livres assignez par Sadiete Majesté en la ville de Hamburch pour la descente dudict duc.

« Quant à la charge qu'on a donné audict duc Casimirus de » deux mille chevaux et trois mille Suisses, outre la charge » de trois mille chevaux et de trois mille piétons que les estatx

» luy avoyent, premier, accordé, ledict nombre estant augmenté, au lieu de cinq mille piétons et deux mille chevaulx anglois qu'on debvoit envoyer d'icy, le pays n'en vient à estre davantage foulé qu'il n'eust esté par lesdictes forces angloises. »

Et que, pour plus grande assurance desdicts estatz et aultres bons respectz, à eulx soit pardonné la maniance desdicts deniers, et pour le moingz que ledict duc donnera ses acquitz aux susdicts estatz des sommes par Sadicte Majesté avanchez ou à avancher, comme procédans de leur main.

« Sa Majesté donnera ordre que ledict duc Casimir donnera ses acquitz aux estatz et recevra ladicte somme, venant de Hambourgh, comme de leurs mains, moyennant que lesdicts estatz donnent caution à l'agent de Sa Majesté pour le remboursement de ladicte somme. »

Item, que Sadicte Majesté, en tant moins des xx^m livres promptement requis, veuille furnir ou avancer, pour cinq mille semblables livres, munitions de guerre, comme pouldres, salpêtre et bouletz.

« Sa Majesté a donné ordre de fournir ladicte somme pour acheter lesdictes munitions. »

Et où Sadicte Majesté ne seroit délibérée d'avancer lesdictes xx^m livres susdéclarées, que le bon plaisir d'icelle soit de les vouloir avancer à rembourser des cent mille livres sterling qui procéderont de ses obligations de semblable somme.

« Sa Majesté prie ledict sieur marquis se contenter avec la response que les seigneurs de son conseil luy ont faict en cest endroit. »

Item, que les estatz et les députez des provinces unies avec eulx pourront, pour les fortifications de leurs villes, achapter audit réaülme telles provisions et munitions de guerre, soient poudres, salpêtres, pièces d'artillerie de fer ou de bronze, franchement, sans payer aucune coustume.

« Quant à la licence de pouvoir transporter les munitions,

» il en faudroit savoir la quantité, pour donner ordre aux officiers des portz de les laisser passer. »

Item, qu'il sera permis aux députez des estatx, pour le faict de la présente guerre, achapter et convoyer hors ce réaulme toutes sortes de victuailles, et spécialement des avoisnes, sans aussi payer aucune coustume.

« Quant aux victuailles, il en faudroit semblablement savoir la quantité et proportion, pour s'enquérir en quelles parties de ce royaume on en pourra plus commodément faire provision sans fouler le pays. »

Item, comme aucuns marchans de ce réaulme, ayant livré et bien chièrement vendu aux susdicts estatx leurs marchandises, ont, pour les debtes desdicts estatx, faict arrester personnellement, sur la bourse de Londres, à la veue de tout le monde, aucuns des marchans du Pays-Bas résidens et ayans résidé quelques années en la ville de Londres, qu'il plaise à Sadicte Majesté surceoir lesdicts arrestz, et ordonner que lesdicts marchands du Pays-Bas ne soient plus molestez ou arreztez pour les debtes desdicts estatx : par où la traficque et intercouers qu'il y a entre ce réaulme et lesdicts Pays-Bas viendront grandement à faillir, non sans grand intérêt de la povre commune.

« Les noms desdicts marchantz estant exhibés, Sa Majesté leur fera commander de s'en déporter, et à aultres d'attenter cy-après le semblable, pourveu que les estatx satisfacent auxdicts marchands en députant quelques personnes pour traicter avec eux à cest effect. »

Et finalement, qu'il plaise à Sadicte Majesté faire expédier lettres de licence au député de la ville de Gand, pour emmener et tirer hors ce royaume pouldres à canon, jusques à la somme de mille cinq cens livres sterling, sans payer aucune coustume ou licence.

« Sa Majesté accorde ladicte licence. »

IV.

M. Davison à sir Fr. Walsingham.

Il a appris que Sa Majesté Britannique s'étonne de la réserve témoignée par le prince d'Orange, dans ses rapports avec le gouvernement anglais. Des explications ont déjà été données à ce sujet. Le prince cherche à ménager les états, qui avaient donné l'ordre au marquis d'Havré de surveiller ses mouvements. Son Altesse craint qu'en agissant ouvertement les négociations entre Sa Majesté et les états n'en souffrissent, ce qui ne manquerait d'être attribué à son intervention. Ses bons rapports avec M. Davison et son dévouement à Sa Majesté Britannique. Le prince a été injustement accusé de favoriser la politique française, n'ayant aucune raison pour l'approuver, et il est resté étranger aux démarches faites auprès du duc d'Alençon. Il s'y est plutôt opposé, ayant toujours préféré l'appui de l'Angleterre. Détails sur les négociations entamées à ce sujet.

Sir, yesternight, even as I had newly closed upp my letter directed to your honour and M. secretary Wilson, I receyved yours of the viith of this present, by the which I perceave how much the prince his silence is noted of her Maj. and my. LL. there, and how apt and ready some of his hard affected frends are to make their proffit therof, censuring his actions and disposition after their owne humours; and, albeyt I have heretofore touched some cause of his silence, and in sondry former letters sufficiently assured your honour with those particuler reasons in which in sondry conferences his Exc. hath alleagid to me in excuse of his forbearing to communicate by letters with her Maj., as occasion from tyme to tyme might have required, and her Maj. perhapps expectid, which in substance was : that he knew the jealousy of the states to be such of his intelgence with her Maj. as it was a special charge given to the marquis to observe what he should from tyme to tyme treat, by letters or otherwise, with her Highness or others in the courte; that considering their cause is comon with his, he should be thought ill inclined to the comon quiet and union,

suspected to affect his particuler and charged to exceede with councells a parte from th' others, if they should discover such a matter; that he is driven for the comon quiet sake to accomodate himself unto them in the meanest things, much more in matters of importance to avoyde all occasions that might breede a disunion between them.

That he did assure himself if he should deale so openly, as he willingly would, with her Maj., in the matters presently in hand, it should be rather an occasion of overthrowing then advauncing of the same, so jealous are they of his proceedings.

That, if her Maj. should in any respect be wried (as their dealing here had given cause enough) to withdrawe any part of her favor from them, the cause should wholly be imputed to him having understanding of his secret intelligence with her Majesty.

That the proceeding here was so strange and incertain as he neither could tell what to think nor what to write unto her Majesty.

That he had notwithstanding from tyme to tyme dealt openly, faithfully and honorably with me in all occasions who being here minister for her Maj. might much better and with much less suspicion advertise her Maj. of the truth of things, though not without suspicion for my labour.

Finally, that his care to shonne that monster of civill division, which of all others he most dreaded, and not any decrease in faithfull devotion to her Maj., on whom, of all the princes in the world he most dependeth, on whome he protested to honour moste, hath bene the cheif reason why he hath forborne to do that office which otherwise he would not have omytted, referring himself here to my testimony and report with assurance that her Maj. being duely informed of his affection and proceedings, she should find no cause to doubt but that he was and would remayne most humbly and faithfully at her devocion, and so he hoped she did accompt of him.

As for the doubt of his inclinacion to France, he thinks her Maj. is so well informed of the litle cause he hath to leave that way as of all other things it is less suspicious, and this much I can assure unto your honour, that in all the practises with the duc of Alençon, though he could have wished that things had ben in better termes for ther proffitt sake, yet had no man bene further of from lyking and approving his accepting then he, where on the contrary, he hatte so earnestly perswaded them to depend uppon her Maj. and to increase and establish and assure their amytie and inteligence with her matters, as, if his advice had ben followed, they had not ben now in the termes they are, and albeyt he do not by his owne private letters or messengers, for the respects before said, solicit her Maj. for her succour of men and money, yet hath he often entreated men to comend it in his names unto her Maj., as a thing singularly importing them, and therfore I hope it will speede better ther, by your honours last letters, it stand inclyned to, since I assure you myself that, as the coming over of our forces should specially assure his estate and be a good meane to enterteigne th'accord between the states and him, so do I know no man here that doth so much affect it, nor more long to heare her Maj. good resolucion in that behaulf, which if after so long tyme consumed there by the marquis, perceave not answerable to their hope, contentement and necessitie. It may perhappes be cause of some such effects as we would be loth to see.

The states do beare the prince in hand that they have now given full charge to their ambassadors to conclude in this negociacion, so as he cannot guess where the difficulty resteth, if not in th'assurances, which he thinks will be none at all if her Maj. first demands will satisfie; for his particuler, he hath perswaded (as your honour might see by the copie which I sent you of his advice uppon the points referred to him by the states, though sent since to the marquis with some alteration

from them) that the matter should go forward at what pryce soever, and therefore you may be out of doubt of his contrary affection : howbeit as I have before advertised your honour, so is he still of opinion that, for the money, her Maj. should governe herself somewhat according to th'advise he hath geven, and see to what pointe the doubtfull proceeding here would grow unto, er she waded to farre, which is as much as I can say presently touching these matters..... (1).

Your honours most humbly bound,

W. DAVISON.

V.

Avis secrets envoyés au gouvernement anglais.

Détails sur les mouvements de l'armée de don Juan d'Autriche et de celle des états.

15 décembre 1577.

Monsieur, selon ma promesse, je ne veulx manquer de vous advertir de ce que passe en nostre camp et là à l'entour. Premièrement, quant aux nouvelles qu'on a dictes en Anvers des François qui auroyent esté tuez et aucuns capitaines prins, ce n'est tout rien, mais bien est vray que journellement les soudatz de don Jehan se viennent rendre en nostre camp, et, de plus, Monseigneur de là s'est transporté delà la Meuse avecq huit mille hommes à pied et six cents chevaux, mais aussy est retourné sans riens faire.

Mardy dernier, le matin, sont sortiz du camp le conte de Lallaing, le viconte de Gand, monsieur de Heze et monsieur la Motte avecq deux bendes d'ordonnance, deux cents reytres

(1) Nous avons cru inutile de transcrire la fin de la lettre, qui ne se rapporte qu'aux affaires particulières du signataire.

et trois cents chevaux légers et dix-huit enseignes d'infanterie, avecq quatre pièces d'arteglerie, pour sommer la mayson de monsieur de Warezon, nommé Selle, situé sur la Meuse à l'encontre de Sampson, où don Jehan avoit quelque garnison de vingt soldats valons, lesquels jeudy dernier se sont renduz ès mains des estatz, desquelz aulcuns on a emmené prisonniers et aulcuns s'en sont fuys. On a garny le chasteau avecq cinquante de noz soldatz de la compaignie de monsieur de Champagny, et on espère par ce moyen empescher à don Jehan les vivres que luy viennent du pays de Liège, et le mesme s'est desia faictes, et le reste du camp est retourné ce jour. Nostre camp est fort bien posé, et les gens de cheval y sont logez tout à l'entour et bien voisin, et est fort environ cinquante enseignes de gens à pied et mille cinq cents chevaux.

A Bouvignes sont quatre enseignes de monsieur de Cappre; on faict une pallissade en la Meuse, affin que par là ne puisse plus venir provision. Noz gens sont à Fleurus, Floreffe, Simay, Philippeville et Mabuse. Quant à don Jehan, il est à Luxembourg et a receu de Italie et de France argent, bien douze cent mille florins. Le conte de Mansfelt ne se travaille guères, mais le conte Charles, son filz, a sus les frontières environ quinze compaignies et quelques chevaux, lesquelz tous sont mutinez et ne se veulent partir du pays françois.

Le vi^e de ce mois a le conte Charles faict sortir de Paris six mille musquettes et mille corseletz, pour en armer les gens de don Jehan; on diet icy pour certain que viennent Italiens et Espaignolz, mais on ne sçait le nombre. Mondragon est à la Marche avecq deux bendes des ordonnances là à l'entour, comme de Mansfelt et Barlemont, lesquelz se y sont fortifiez avecq six cents Espaignolz. A Namur, la plupart des bourgeois sont sortiz la ville, et le conte de Reulx y est gouverneur, y ayant le régiment du baron de Chevreau, et au chasteau est le colonel Verdugo avec Valons et Allemans, et au monastère de Salsynne sont Allemans et Lorreyns, et quantte fois qu'on va

visiter ceulx de Namur et encores qu'on les approche bien près, il n'y a personne qui sorte ni qui se laisse veoir. Le sieur de Asenbourg a cent chevaulx du pays de Luxembourg; le conte de Manderscheit (Joachim) a ung régiment de ceulx de Luxembourg; son lieutenant est Claude Bernard. Monsieur de Samballemont a ung régiment sy de Lorreyns que de François; monsieur de Floyon en a ung aultre; monsieur de Hierge a ung régiment à ses propres despens; messieurs de Barlemont et Megen sont à Beuraing; le conte d'Arenberge est en Allemagne : à l'environ y sont quelques François. Mariembourg est bien pourveu; à Fumay n'est personne; à Charlemont sont environ six cents soudatz, lesquelz sont sans argent et se meurent quasi de faim, et sont à demy mutinez, car encores aujourd'huy neuf d'eulx se sont venuz rendre, car ilz n'ont ny argent ny vivres, et ce advient tout le jour qu'ilz se viennent rendre. Monsieur Samballemont s'en va avecq son régiment à Durbui et à l'environ, et tout maintenant avons certaines nouvelles que à l'environ Marche sont trois cents Espaignolz. J'espère que Dieu nous aydera; nous avons sy braves gens à pied que jamais j'ay veu. Ilz ne font aultre chose que crier et voudroyent qu'on allégeast le camp bien près de Namur, et pour cest effect monsieur de Heeze est allé à Bruxelles pour obtenir le mesme, et pour avoir de l'argent. Tout ce qui est nécessaire aux soldatz est fort bon marché, et icy n'y fault rien, fors que de l'argent à aucuns : le pain, cervoise, vin, chair est meilleur marché icy que en Anvers. Il y a aussi bonne rayson et justice, de manière qu'il n'y fault aultre que de solliciter de l'ennemy plus de ce qu'on faict. Demain je iray à Bouvignes avecq deux cents arquebusiers, pour visiter la Meuse et ordonner ce que y fault, et ce que je y trouveray digne d'escire le vous advertiray. J'ay désigné nostre camp avecq ses circumstanees, lequel je manderay à Son Excellence.

Aujourd'huy avons eu nouvelles de nos gens que sont à Selle que l'ennemy veult faire une forteresse à Andennes, et

ceulx qui sont à Sampson sortent journellement. Nous y avons envoyé des soldatz pour estre asseurez. Icy est venu un tambourin de Namur de la part du conte de Reulx, pour avoir response d'une lettre escripte au conte de Lallaing en faveur de monsieur de Terlon, disant en cas qu'on traicte mal monsieur de Terlon, qu'on fera le semblable à monsieur de Buren en Espagne.

Faict au camp, à Gemblours, le xv^e de décembre 1577.

VI.

Le comte de Leicester à W. Davison.

Il s'étonne de ne pas avoir reçu de nouvelles de M. Davison. Le marquis d'Havré a quitté la Cour, après avoir obtenu satisfaction. Il espère que l'état de l'opinion n'a pas changé dans les Pays-Bas, ce qui serait d'ailleurs sans raison d'être. Sa Majesté Britannique consent, sur la demande des états, à leur envoyer six mille hommes. Le comte de Leicester voudrait que le contingent se composât de deux mille soldats de plus. Observations relatives au silence observé par le prince d'Orange. Éloge du marquis d'Havré. M. Davison chargé de le recommander au prince.

21 décembre 1577.

We have greatly marvelled here that we have not hard from you these XIII days. The marquis de Haverey ys dyspatched to his contentacion, and we doubt not to all the rest of the estates. I have looked long to have had answer from you touching II or III letters I wrote to you, but have had none. I hope ther ys no alteracion of ther opinions there, and how I have delt in ther cause here I referre both to the effect and to the marquys report. Ther resteth nothing now touching on preparacion, but the certeyn knowlege when and what numbers they will require of us. Her Maj. consent, as you may perceave, with the nombre they do demand, which was VI^m men. For my owne parte, I wishe they wold desier an increase of II^m more, and yf you find uppe the resolucion made

by the marquys that they persyst in desier of our men, than, I pray you, hast their desier, specially the prince, to her Maj., to name both the nombre and the time they wold have them there. It is hath hindered some pece of the marquys owen and more franke dyspach that ther hath ben no advyce sent from the prince; and that he dyd not somtimes vysett more often her Maj. with his letters and advyce, reposing in him great confidence as she hath done, well we look owerly for to hear, from end yt may be some satisfaction may come with all, for yf we have imported thus much to you heretofore.

The marquis hath very wysely, honorably and modestly behaved himself here, and as trustely, I beleave as any other that could have ben sent, and I am heryby persuaded ther is not a more affectyonatt patriott then he ys, and he shewed himself well quallyfied in matters of religion, and seurlly a good frend to the prince, and I think assuredly loves him with all his hart. I pray ye, lett the prince so understand of him, for sure you will fynd him a pleyn gentleman, and wyse, and wholly decided to follow this cause of his countrey, and seing his mynd ys so good, I wold wysh he wore well used at the prince's hands. I durst ley a great wager he wylbe sone brought to the relygion; himself wold goe to our servyce and Mons^r Medekerke very often goe to the sermons in London, here in court. So dyd lykewyse dyvers of the marquis gentlemen, shewing great lyking of the forme of our church servyce. The marquis had a prest here, but I doubt that ever he did lett him say mass, and I dare answer mytself that he did not. Well, after we hear ageyn from you, ye shall hear from me; in the meane time, I bid you farewell.

In some hast, this XXI of december.

Your very frend.

R. LEYCESTER.

P. S. Y have willed Whitechurch to say somewhat to you, from me, touching the marquis. .

II.

Analectes historiques.

Neuvième Série (1).

(Par M. GACHARD, membre de la Commission.)

CCLXI.

Lettre du duc Charles le Hardi à l'archidiacre de Brabant, à Liège, afin qu'il établisse son siège à Louvain, conformément au traité conclu avec les Liégeois : 22 novembre 1469.

DE PAR LE DUC.

Très-chier et bien-amié, nous avons entendu, par l'advertissement que nous ont fait noz subjectz de nostre pays de Brabant demourans soubz l'éveschié de Liège, que, jà soit ce que par la dernière paix dudict Liège il ayt, entre aultres choses, esté ordonné et déclairé que le siège épiscopal de la justice espirituelle dudict Liège seroit tenu en nous villes de Louvain, Tricht et Namur (2), et que, en ensiévant et entretenant ladicté paix, révérend père en Dieu nostre très-chier

(1) Voy., dans la 2^{me} série des *Bulletins*, le tome V, pp. 197-228, 299-380; le tome VII, pp. 25-220; le tome VIII, pp. 67-268; le tome IX, pp. 103-256; le tome XI, pp. 167-418; le tome XII, pp. 359-816, et dans la 3^{me} série, le tome I, pp. 314-496.

(2) Voy. la sentence prononcée par le duc contre le pays de Liège, le

et très-amé frère et cousin l'évesque de Liège ait commis et ordonné en nostre ville de Louvain un official, pour illecq gouverner ladicte justice et faire droit à ung chacun de nous subjectz qui le requirent, toutesvoyaes, sans ad ce avoir regard, vous vous efforciez de tenir ou faire tenir vostre siège en la cité de Liège et ailleurs que ès lieux ad ce ordonnez par ladicte paix, et journellement vexer et travailler nosdicts subjectz par citations et aultrement hors de nosdicts pays, jà soit ce qu'ilz ne y soyent tenuz de sortir jurisdiction, qui est à la grande foudre, intérêt et dommaige de nosdicts subjectz, et plus pouldroit estre, si pourveu n'y estoit. Pour quoy, très-chier et bien-amé, et que ne voullons nosdicts subjectz estre ainsy travelliez hors desdicts sièges ordonnez par ladicte paix, nous escripvons par-devers vous, adfin que d'ores en avant vous teniez vostre siège et judicature, à cause de vostre bénéfice et archidiacone, en nostre ville de Louvain, là où le siège principaul dudict éveschié se tient, selon le contenu dudict traictié de paix, sans attraire nosdicts subjectz hors de nosdicts pays; ou aultrement nous y pourverrons pour la présentation (*sic*) de nostredict droit, et pour préserver nous subjectz de dommaige et travail, ainsi que y verrons la matière disposée et que faire se debvra par raison. Très-chier et bien-amé, Nostre-Seigneur soit garde de vous. Escript en nostre ville de Bruxelles, le xxii^{me} jour de novembre anno LXIX.

Ainsi signé : HAUTAIN, et au doz : A nostre bien-amé l'archidiacre de Brabant, ou à son vicaire en l'egglise de Liège.

(Copie du xvi^{me} siècle, aux archives de l'abbaye de Parc : reg. *Varia*, fol. 86.)

18 novembre 1467, et acceptée par l'évêque, les gens d'Eglise et le peuple de la cité, dans notre *Collection de documents inédits concernant l'histoire de la Belgique*, tome II, p. 437.

CCLXII.

Lettre de Philippe le Beau aux échevins d'Arras, pour leur annoncer que la reine, sa femme, est accouchée d'un fils (1) : 24 février 1499 (1500, n. st.).

—

Très-chiers et bien-amez, nous vous signifions, pour vostre esjoyssment, que ce jourd'huy nostre très-chière et très-amée compaigne la royne est acouchié et délivré d'ung fils (2), parfaict de tous membres, affin que en rendez grâces à Dieu, nostre Créateur, et luy prier que icelle nostre compaigne puist relever à joye et santé. Très-chiers et bien-amez, Nostre-Seigneur soit garde de vous. Escript en nostre ville de Gand, le xxiiii^{me} de febvrier, l'an IIII^{me} XIX.

PHLE.

HANETON.

Suscription : A nous chiers et bien-amez les eschevyns de nostre ville d'Arras.

(Cople du xvi^{me} siècle, aux archives de l'abbaye de Parc : reg. *Varia*, fol. 223.)

(1) La même lettre dut être adressée aux autres villes principales des Pays-Bas.

(2) C'est ce prince qui fut depuis Charles-Quint.

—

CCLXIII.

Relation des états généraux tenus à Malines au mois de février 1512.

A l'assemblée des estas au lieu de Malines, le xxiii^{me} jour de février, en présence de Monseigneur et de madame la régente et gouvernante (1), a esté faite, de la part de l'Empereur et mondict seigneur, déclaration de deux pointz principaulx (2). Le premier contient la commémoration des choses passées touchant la guerre de Gheldres; le second contient la déclaration de la qualité de l'affaire de Gheldres pour le temps présent.

Quant au premier, il est vray que Madame, saichant que ung pays qui a paix et justice doit prospérer, procura et conclud la paix de Cambray (3), laquelle fust jurée par messire Charles de Gheldres; et ensuyvant icelluytraicté, il rendit Wesp et Muyde en Hollande: mais ce ne fust pas sans difficulté, comme tesmoingneroit bien le conte de Carpy (4).

Et tantost après ladicte paix par luy jurée, il a volu à luy le plat pays et territoire des villes que l'Empereur et Monseigneur tenoient en Gheldres, et n'a aucunement par luy esté acomplie ladicte paix, quant à la restitution des biens appar-

(1) L'archiduc Charles et l'archiduchesse Marguerite, sa tante.

(2) Ce fut M^r Gérard de Pleine, seigneur de la Roche, qui porta la parole au nom de la régente, suivant le *Rootboeck* des états de Brabant, conservé aux Archives du royaume.

(3) Du 10 décembre 1508.

(4) Alberto Pio, comte de Carpy, avait été l'un des négociateurs envoyés par Louis XII à Cambrai. Voy. les *Lettres du roi Louis XII et du cardinal George d'Amboise*, etc., tome I, p. 150.

tenans à ceulx qui ont tenu le party de l'Empereur et mondict seigneur.

Pour ces contraventions et aultres infractions au traicté de Cambray, madicte dame a envoyé ambassadeurs, à grans despens, à pluisieurs journées, espérant que par quelque bon moyen la paix s'entretiendroit : mais, à la parfin, de la part dudict messire Charles, les communications et journées sont tumbées en rompture. Si a Madame le tout dissimulé et enduré au myeulx qu'elle a peu, pour éviter guerre; et cognoissant qu'il y avoit peu d'espoir d'entretenir et ensuyr ladicte paix de Cambray, fut contente entrer en communication avec les depputez dudict messire Charles, pour faire et dresser une paix finale, par le moyen du mariage dont l'on a sceu à parler par tous les pays de par dechà et autres voisins (1); et après longues communications sur ce tenues, à la conclusion d'icelle paix finale, se sont trouvées d'une part et d'autre pluisieurs difficultez.

Madicte dame, désirant entretenir paix, donna charge, entre aultres choses, à messeigneurs de Nassau, Chierves, Berges et de Thamise, lesquelz estoient mandez de l'Empereur venir devers luy, pour faire à l'Empereur toutes remonstrances servans pour avoir paix en Gheldres.

Dépescha aussi madicte dame son maistre d'hostel Hesdin qu'elle envoya devers ledict messire Charles, afin de l'enhorter à tenir paix, du moins jusques l'on eust eu responce desdicts seigneurs, l'advertissant de la charge que de ce ilz avoient.

Mais, lesdicts seigneurs estans encores en chemin, et avant

(1) Voy. la lettre de l'Empereur à l'archiduchesse, du 16 mars 1510, dans la *Correspondance de Maximilien I^{er} et de Marguerite d'Autriche*, publiée par M. Le Glay, tome I, p. 243.

Le mariage dont il est question ici était celui du duc de Gueldre avec Isabelle d'Autriche, sœur de Charles-Quint, qui épousa, le 12 août 1515, Christiern II, roi de Danemark.

que ledict maistre d'hostel fust arrivé devers messire Charles de Gheldres, Hardewick a esté prinse.

Ledict Hesdin arrivé et avoir eu audience, ledict messire Charles luy respondit, touchant la paix, que ce que l'on parloit de paix n'estoit que pour l'entretenir et luy faire guerre au commencement de l'esté. A ce Madame ne pensa oncques, et ne avoit fait aucunes apprestes pour la guerre.

Et en divises parlant de Hardewick, dit que ses gens l'avoient prins sans son sceu, mais que, se il eust sceu l'emprinse, il se fust trouvé en personne.

Madame, combien que par les responces faictes à son maistre d'hostel cogneust bien le vouloir dudict messire Charles, toutesvoves elle en advertit l'Empereur à diligence par les seigneurs estans lors devers luy; et fist madicte dame, et aussi l'Empereur, tout devoir de poursuyr devers le roy de France la restitution de ladicte ville de Hardewick; et, soubz espoir que madicte dame avoit de réduire toutes choses à paix, defendit à monsieur d'Ilsestain de non faire la guerre.

Après la prinse de Hardewik, furent destroussez les marchans d'Anvers, Malines et autres, auprès de Couloingne, par les gens dudict messire Charles, et après plusieurs poursuytes, l'on n'en a peu avoir restitution, non plus que de la ville d'Hardewik.

Vray est que le roy de France, cognoissant le tort dudict messire Charles, déclara qu'il ne luy feroit plus d'ayde ne d'assistance.

Depuis, ledict messire Charles en personne vint mettre le siège, avec ceulx de Utrecht, devant la ville d'Ilsestain, ville de frontière et d'importance pour le pays de Hollande.

Que lors Madame, par l'advis de messieurs les principaulx nobles des pays, de ceulx de l'ordre et autres du conseil, en grand nombre, assemblez à Bruges, fust conclu que le siège d'Ilsestain seroit levé par la force, si par amitié ceulx qui tenoient le siège ne le vouloient lever.

Vray est que le siège fut levé; mais au mesme temps les

gens dudict messire Charles surprindrent Bommel, qui est la porte et entrée pour faire des maulx et dommaiges innumérables en Brabant et Hollande, ainsi que l'expérience le démontre; et depuis a prins Hattem.

Quant madicte dame considéra qu'il n'y avoit plus remède de pouvoir plus vivre en paix, elle advertit de ces choses l'Empereur, les roys d'Arragon et d'Angleterre, et, par leur sceu et advis et aussi de ceulx du conseil privé assemblez à Bruxelles, se délibéra de faire résister, par force d'armes, aux emprinses dudict messire Charles, actendu son obstinacion et vouloir envers l'Empereur et monseigneur et leurs pays, et fut fait ung estat de la gendarmerie et artillerie, et ordonnez les capitaines.

Et quant la gendarmerie et artillerie fut preste, et les Anglois envoyez par le roy d'Angleterre arrivez aussi tost ou plus tost que l'on les actendoit, fut advisé de mettre les gendarmes en euvre et d'employer la despence, et les conducteurs les menèrent en Gheldres pour, en offendant les ennemys rebelles de Gheldres, que l'on tâchoit à réduire, garder et préserver les pays de Hollande et de Brabant, la garde desquelz pays, sans exploicter la guerre en Gheldres, eust beaucoup cousté, considéré qu'ilz sont de grant estendue.

Si l'effect de la guerre n'est ensuy tel que l'on désiroit, il fault considérer que telles aventures l'on impute à fortune, et, si la fortune a quelque poioir (1) en aucunes choses, en la guerre elle peult le tout, et elle est variable.

Tant y a que, par ce que a esté dit, l'on a peu entendre que Madame a entretenu la paix si longement qu'elle a peu; la guerre a esté justement emprinse par bon et meur advis, et a-l'on esté contraint de l'emprendre, ou habandonner les villes et le plat pays des frontières de Brabant et Hollande entièrement.

(1) *Poioir*, pouvoir.

Pour entendre la qualité du temps présent, est vray que Monseigneur, ou fait de ses finances, est grandement à l'arrière, tant à cause des deniers employez au payement des debtes de la précédente guerre de Gheldres que du voiage d'Espagne du feu Roy, et aussi à cause des grans deniers qu'il a convenu furnir, oultre l'accord fait par les pays, durant le siège de Venlo, et à cause que, depuis le siège levé, l'on a fait grosses finances sur les aydes de mondict seigneur, lesquelles, au moyen des grâces et rabatz, ne sont pas si grosses que aucuns pensent; desquelles finances l'on a furny, le plus que on a peu, le payement des gens de guerre, ou nombre de dix mille payes et plus, qu'il a convenu mettre en garnison ès villes de Gheldres et sur les pays et frontières de Hollande, Faultquemont et pays de Brabant, et à l'encontre de ceulx qui sont dedans Worken.

Et néanmoins il apparoitra que l'on debvra aux gens de guerre, qui sont les trois pars estrangiers, ...bien vi^{xx} mil livres. A quoy il n'est possible des deniers de Monseigneur de y plus avant furnir sans l'assistance de tous les pays, sans laquelle les villes où sont les piétons sont en dangier : car journellement messire Charles de Gheldres fait emprinses, et en fait plusieurs pour en mener une à effect. Le plat pays est et sera à la miséricorde des ennemys, lesquelz journellement le pillent et branskatent, et sont et seront les loyaulx subgectz mengez de ceulx qui sont à la souldée de Monseigneur.

Et pour ce que l'on pourroit dire que par paix ou trêve l'on pouroit pourveoir à ces inconveniens, fust dit, quant à la paix, qu'elle a esté tousjours désirée par Madame et aussi par l'Empereur, car ilz ont fait tout ce qu'ilz ont peu pour l'entretenir. Et se ledict messire Charles de Gheldres, cognoissant quelle est sa puissance à la longue, et quelle est la puissance des pays de par deçà, quant ilz voudroient prendre à cueur cest affaire, d'un commun accord, par ses gens ou par moyen interposite, eust fait mettre en avant aucun moyen de paix raisonnable,

sans le dommage des pays, l'Empereur et Madame eussent bien démontré par effect que ilz aiment le bien, la paix et tranquillité des subgetz et des pays, plus que personne vivant.

Mais, combien que Monseigneur et ses bons et loyaulx subgetz aient eu et supporté grandes pertes, dommaiges et despens, si n'a-il point semblé à Madame qu'elle deust requérir messire Charles de Gheldres d'avoir paix à luy, pour ce qu'elle n'a point eu ordonnance de l'Empereur de ce faire, et que, quant on demande paix à l'ennemy, on luy donne occasion de vouloir donner loy à la paix, et de donner conditions et moyens deshonestes et desraisonnables.

Quant à trêves, est ung moyen pour parvenir à paix ; mais la paix ne la trêve ne se peullent faire sans le vouloir de l'ennemy ; et jusques à ce que l'on ait paix, il se fault deffendre.

A esté dit, quant à paix et trêve, l'on n'en sçauroit, pour la vérité, riens dire plus avant.

Quant à la guerre, a esté dit que Monseigneur et ses pays estoient en guerre.

Et sur ces choses, de la part de l'Empereur et Monseigneur, lesdis des estas ont esté requis vouloir donner conseil et advis, ensemble aide et assistance, et mesmement pour wyder honestement de cest affaire de Gheldres, en remonstrant à ceulx desdicts estas que le prouffit du prince estoit le leur, mais son dommage ne pouvoit estre leur prouffit.

Messeigneurs des estas, après avoir le tout ouy et entendu, ont prié de pouvoir communiquer par ensemble à la manière acoustumée : ce que leur a esté accordé, et le xxvi^{me} de février, ont requis jour pour, en dedans icelluy, faire léal rapport en chascun pays, et audiet jour apporter leurs délibérations.

Sur quoy Madame a esté contente de leur donner journée au xx^{me} de mars prouchain ; et néanmoins leur a esté dit que madiete dame eust bien euydé que, pour l'importance de la matière, laquelle requiert très-grande célérité, que l'on eust entré en communications, èsquelles elle eust faicte plus ample

déclaration : néantmoins, pour non les détenir plus longement, elle leur feroit bailler par escript le surplus de son intention, outre ce que leur estoit déclaré, leur requérant et ordonnant de rapporter charge sur tout audict xx^{me} de mars.

Monseigneur, de sa bouche, pria ceulx des estas, ses bons subjectz, que ilz voullissent tant faire que, durant sa minorité, il ne perdit riens de ses pays.

L'ADVIS ET INTENCION DE MADAME.

Que, quant de paix ou de trêve luy sera faicte quelque ouverture apparente, elle est délibérée de la communiquer aux estas et en avoir leur advis.

Et pour ce que la souldée des neuf mille piétons et mille chevaux court tous les jours sur mondiet seigneur, ausquelz l'on doit vi^{xx} mille livres, comme dit est, semble à Madame qu'il est comme nécessaire que, pour la garde du pays et patrimoine de mondiet seigneur, que l'on liève promptement sur tous les pays ii^e m. livres de xl gros; et sans l'accord d'icelle somme, les villes des frontières sont en dangier d'estre perdues, et le plat pays sera pillé, perdu et bruslé.

Si, en dedans le premier de may prouchain venant, la paix n'est conclute par l'advis des estas, et que l'Empereur et Monseigneur soient contrains de se deffendre et faire la guerre, afin de faire provision en temps et que l'on ne soit surprins, semble à madicte dame que, en ce cas et non autrement, l'on ne doit point perdre ne laisser fouler plus avant les pays de mondiet seigneur, et que, pour ce pouvoir faire, est besoing que les pays par ensemble entretiennent, à leurs despens, six mille piétons et mille et quatre cens chevaux, et ce à commencer depuis le premier jour de may jusques au darnier jour d'octobre, ou cas toutesvoyes que payx ou trêve marchande ne fust plustost conclute, ouquel cas cessera l'entretienement des gens de guerre desseurdicts dez le jour de ladicte paix.

Pluisieurs dient que l'argent a esté mal employé, que les pays de Monseigneur se destruisent, que le nombre des gens d'armes n'y est point qui y debvroit estre, que les ennemys font branskatz et la guerre ne s'exploite comme elle debvroit, et qu'il y a trop de payes.

Ceulx qui voudront sçavoir comme les deniers sont employez du passé, le pourront sçavoir devers le trésorier des guerres. Et quant aux autres pointz, l'impossibilité d'avoir peu finer l'argent en temps en est cause en la plus grand' partie. L'on doit craindre pour l'advenir le désordre présent, non pas pour laisser perdre les pays par désespoir, mais pour y pourveoir; et pour ce faire, madicte dame sera contente que ceulx des estas commectent gens de bien pour lever les deniers, faire les monstres et payer les gens d'armes; sera contente de commectre les conducteurs et cappitaines et faire l'estat de la gendarmerie, par l'advis des depputez de l'Empe-
 reur et Madame et des depputez des estas par ensemble, et de mettre ordre et réformer la gendarmerie, et dresser toutes aultres choses èsquelles, pour le présent, a quelque discorde.

Moyennant les provisions desscurdictes, semble à Madame que, si paix doit estre, elle sera de tant plus tost et meilleure, et si l'on est contraint à la guerre, le pays du prince sera gardé; si toutesvoyes l'on met avant meilleurs moyens pour garder au prince le syen, Madame les oïra volontiers.

Il semble aussi à madicte dame que ceulx de Brabant, Hollande et Zeelande debvroient requérir d'ensuyr l'advis desseurdiet, car c'est pour leur propre deffence, à quoy sont tenuz, et ne doit nulluy estre exempt. Et quant aux aultres pays, pluisieurs raisons les doibvent induyre et mouvoir à suy-
 r l'advis desseurdiet, assavoir : l'obstination et injuste cause du-
 dict messire Charles envers Monseigneur, en l'eage ouquel il est; et puisqu'il ne peult deffendre la chose publique de ses biens, ne sctt à cuy recourre, synon à ses bons et loyaux subjectz de ses pays. Que, une aultre foyz, s'ilz ont affaire sur

leurs frontières, les pays de Brabant, Hollande, Zeelande et d'Oultre-Meuse leur pourront bien rendre le plésir et bienfait qu'ilz leur font en leur présent affaire et nécessité.

Que si les pays se sceivent bien deffendre, et par leur moyen l'ysue de ceste guerre puist estre honneste, possible que l'on en pourroit par ce éviter une plus grande guerre : car tel pourroit avoir cueur de courir sus aux pays, que, quant il cognostroit leur unyon pour garder les biens et provinces du prince, seroit joyeux de les laisser en paix. Et surtout semble que à ce les doibvent induire les fais d'eulx et de leurs prédécesseurs, lesquelz, cognoissans que le bien et dommaige du prince estoit le leur, leur ont tousjours fait secours et assistance en leurs nécessitez et jamais ne les ont habandonnez : que a esté cause que, plus de vii^e ans continuelz, les pays sont demourez à leurs princes, et honteusement à la parfin ont esté déchassez les empereurs et roys que les ont voulu subjuguer.

Signé dessous : MARGRIETE et J. DE COCK.

(Copie du temps, aux archives de l'abbaye de Parc : reg. *Varia*, fol 34-40.)

CCLXIV.

Lettre de l'archiduchesse Marguerite au conseil de Brabant, touchant l'élection du Roi, son neveu, comme roi des Romains : 30 juin 1549.

MARGUERITE, ARCHIDUCESSE D'AUSTRICE, DUCESSE ET CONTESSE DE BOURGOIGNE, DOUAGIÈRE DE SAVOYE, ETC.

Très-chiers et bien-amez, nous avons à ceste heure receu lettres des ambassadeurs du Roy, monseigneur et nepveu, estans présentement ès Allemaignes, par lesquelles ilz nous ad-

vertissent comment, mardy dernier passé (1), environ unze heures du matin, messeigneurs les électeurs du saint-empire ont unanimement, par l'inspiration du Saint-Esperit, et sans aucune variation, contredit ou discrèpance, esleu mondiet seigneur et nepveu en roy des Romains. Si vous requérons bien acertes de par nous, et néantmoins ordonnons de par icelluy seigneur Roy, que, incontinent cestes veues, vous en advertissez ses bons subjectz de Brabant partout, pour leur esjoïssement, leur ordonnant en louer et rendre grâces à Dieu, nostre Créateur, par processions, sermons, dévotes prières et oraisons; luy priant que, par sa grâce et bonté infinie, il veuille donner grâce à mondiet seigneur et nepveu de pouvoir dresser et conduyre ses affaires à sa louenge et au bien, salut, prospérité, repos et tranquillité de luy et de toute la chrestiennté, et que au surplus ilz facent feuz de joye, esbattemens et aultres actes en tel cas requis et acoustumés. Si n'y veuillez faire faulte. Et à tant, très-chiers et bien-amez, Nostre-Seigneur soit garde de vous. Escript à Bruxelles, le dernier jour de juing anno XV^eXIX.

MARGUERITE.

VERDERUE.

Suscription : A noz très-chiers et bien-amez les chancellier et gens du conseil en Brabant.

(Copie du temps, aux archives de l'abbaye de Parc : reg. *Varia*, fol 237.)

(1) 28 juin.

CCLXV.

Relation de l'émeute arrivée à Bruxelles sous le gouvernement de la reine Marie de Hongrie, suivie de la correspondance de la reine avec Charles-Quint sur cet événement : 5 août 1552-28 janvier 1555 (1).

I. Relation envoyée à l'Empereur.

Discours et recueil en briefs du démené de la turbation du peuple de Bruxelles advenu en ladite ville, pour en advertir l'Empereur.

Premiers, le v^{me} jour d'aoust XV^eXXXII, environ les douze heures de midi, jour de marché de bled en icelle ville, ledict peuple, trouvant que aucuns marchans forains et inhabitans feirent renchérir le bled estant en la halle aux bledz (2), et clorc

(1) MM. HENNE et WALTERS, *Histoire de Bruxelles*, tome I, p. 347 et suiv., et M. HENNE, *Histoire du règne de Charles-Quint en Belgique*, tome VI, p. 25 et suiv., entrent dans beaucoup de détails sur cet événement. Avant eux, DEWEZ, *Histoire générale de la Belgique*, tome V, l'avait raconté d'après les lettres de rémission du mois de décembre 1552, que nous donnons sous le n^o CCLXVI. Aucun de ces écrivains ne paraît avoir eu connaissance de la correspondance à laquelle il donna lieu entre la reine régente et l'Empereur, correspondance qui manque entièrement, du reste, dans le recueil publié par M. LANZ (*Correspondenz des Kaisers Karl V*, etc.).

C'est à l'un des manuscrits du chef et président de Pape, conservés aux Archives du royaume (MS. X, fol. 368 et suiv.) que nous empruntons la relation insérée ici. Nous publions les lettres de la reine et de l'Empereur d'après une copie prise, vers la fin du siècle dernier, sur les originaux, qui étaient alors conservés à Bruxelles, et le sont aujourd'hui à Vienne, aux Archives impériales.

(2) Cette phrase paraît incomplète; nous la donnons telle qu'elle est dans le MS. cité.

les sacs de bledz y amenez pour les vendre, dont entre autres ilz chargèrent ung Malinois (1), qu'ilz prindrent et donnèrent plusieurs cops de poing et de pietz, de manière qu'il fut pour ce, ainsi battu, ou cloistre des Cordeliers.

Et après ce fait, sont allez ès maisons et demeures d'aucuns marchands de bledz, bourgeois de ladicte ville, où ilz ont pillé, prins et emporté non-seulement le bled y estant, mais tout ce qu'ilz y ont trouvé, en rompant les huys, fenestres et verrières (2), entre lesquelles ont saccadé et pillé la maison de maistre Berthoult, boulengier de la royne, lui imposant que luy et les autres marchans de grains estoient cause de ladicte chierté de bled.

Cependant ceulx de la loy avec les receveurs se assemblèrent en la maison de ladicte ville avec le lieutenant de l'amman, et ont envoyé devers la commune ainsi assemblée, leur faisant toutes les remonstrances qu'ilz pouvoient adviser, pour les induire et persuader d'eulx deporter desdictes foules et insolences : mais rien n'y a prouffité, ains, en persévérant en leur malice, ont continué en leurs pilleries.

Quoy voiant, lesdicts de la loy et receveurs ont mandé ceulx des confraries sermentez sur la maison de ladicte ville, et ordonné que toutes portes fussent closes, pour empescher que les paysans ne se joindassent avec lesdicts malfacteurs.

La royne, de ce que dessus advertie, envoya vers lesdicts de la loy et autres y assemblez, leur remonstrer que lesdictes insolences et forces faictes par ladicte commune estoient grandement contre l'honneur et haulteur de l'Empereur et d'elle et contre le bien de ladicte ville, leur requérant et ordonnant de bien peser et pondérer les choses dessusdictes et d'y remédier, afin que l'inconvénient cessast, et que l'esclandre ne se extendit

(1) Il s'appelait Jean Morre.

(2) Verrières, vitres.

plus avant, offrant de leur fère toute adresse, confort et assistance.

Et a ledict peuple ainsy continué sa fureur et pillerie toute la nuyt dudict v^{me} jour; et la royne, désirant estre advertie desdictes occurrences, envoya en ladicte ville aucuns qui trouvèrent en leur chemin ung desdicts malfacteurs, chargé de trois sacqs, pour aller au butin avec les aultres, lequel ils ont prins et emmené prisonnier en la court.

Le lendemain, vi^{me} jour dudict mois, la royne a mandé auxdicts de la loy de faire assembler, tant ceulx qui autrefois ont esté en loy, comme ceulx desdictes confraries sermentez, avec les mestiers, pour tant plus convenablement remédier auxdicts inconvénients; lesquelz tous assemblez se délibérèrent de résister et pourveoir auxdictes foules et oppressions.

Suivant ce, l'amman, bien accompagné des dessusdicts, s'est trouvé par ladicte ville, et a prins et appréhendé xiii ou xv desdicts malfacteurs, et mené iceulx prisonniers en la maison de ladicte ville.

Ce fait, lesdicts mestiers se sont retirez en leurs chambres, demourant les confrères sermentez en ladicte maison de la ville avecq ceulx de la loy. La royne, advertie de la prinse desdicts malfacteurs, envoya vers lesdicts de la loy le sieur des Chavanes, maistre des requestes, avecq ung maistre d'hostel de sa maison, pour luy estre délivrez lesdicts prisonniers, considéré que c'estoit sédition et crime de lèze-majesté dont la cognoissance luy en appartenoit: ce que lesdicts de la loy lui accordèrent unanimement, et se offrirent meisme de les conduire, suppliant à ladicte royne d'y envoyer quelqu'un de sa part pour les assister, pourveu qu'il se feisse endedans deux heures après midy.

Ensuivant ce, la royne a derechef renvoyé les deux dessus-nommez avecq les capitaines et archiers de sa maison pour le recouvrement desdicts prisonniers, lesquelz rencontrèrent quelqu'un de par l'amman, qui leur dist qu'ilz ne marchassent

plus avant, et que ledict peuple avec les mestiers vouloient meisme avoir lesdicts prisonniers, et en prendre la cognoissance comme de leurs bourgeois : en quoy lesdicts mestiers se sont monstrez adhérens auxdicts malfacteurs.

Et continuant de mal en pis, sont allez sur le soir en la maison de la ville, où, en ouvrant la porte d'icelle par force et violence, ilz ont prins et emmené tous lesdicts prisonniers : ce que lesdicts amman et gens de la loy n'ont sceu empescher, mais, que plus est, eurent bien à faire d'eulx sauver.

La royne, de ce advertie et de la continuation du tumulte cy-dessus, envoya messieurs de Sempy et de Berges sur le grand Marchié, où ledict peuple estoit assemblé en grand nombre, leur remonstrer de sa part qu'elle se donnoit merveilles de leur manière de faire et de ainsy procéder par œuvre de fait, sans luy premiers avoir remonstré leurs doléances : les admonestant d'eulx vouloir séparer et de partir chascun en sa chascune (1), et que sur leurs griefs et doléances, s'aucunes en avoient, elle y pourvoyroit à leur contentement. Sur quoy la commune, que se assembloit allentour desdicts seigneurs de Sempy et de Berges, lors respondit qu'ilz vonloient avoir leurdict bourgeois détenu en la court.

Et à ceste fin, a ledict peuple depputé trois desdicts confraries sermentez qui se trouvèrent, ledict vi^{me} jour, environ les neuf heures du soir, devers la royne; et en remonstrant qu'il leur desplaisoit fort du tumulte cy-dessus, et qu'ilz estoient commis et contraints de se trouver devers Sa Majesté, lui supplièrent, pour l'appaisement dudict tumulte, leur estre délivré leurdict bourgeois prisonnier, et que avec ce il pleust à Sa Majesté leur accorder aucuns autres points et articles.

La royne, après les avoir reprins de leurs fautes et mésuz et fait plusieurs bonnes remonstrances, pour garder l'autorité et

(1) *Chascun en sa chascune*, chacun chez soi.

haulteur de l'Empereur, et considérant que la nuyt approchoit, et craignant plus grand inconvenient et dommage que en pourroit advenir à plusieurs gens de bien qui eussent peu estre pilléz comme les autres cy-dessus, fut conseillée de faire rendre promptement, à leur requeste, ledict prisonnier, leur bourgeois, cy-dessus mentionné; et, quant au surplus, fust dict auxdicts depputez qu'ilz baillassent par escrit leurs griefs et doléances, pour y pourveoir. Que fust cause que ledict peuple lors se départit, sans durant ladicte nuit riens faire ou attenter de nouveau.

Le viii^{me} ensuivant, environ les sept heures du matin, se assemblèrent les receveurs avecq les depputez desdicts mestiers, pour dresser leur supplication; et environ les onze heures devant midy, se trouvèrent vers la royne avec icelle supplication, qu'ilz luy présentèrent, dont elle envoya à l'Empereur la copie (1); et icelle veue par la royne et ceulx du conseil et aultres qui estoient à l'entour d'elle, véant que le peuple estoit derechef assemblé comme le jour précédent, et ne se vouloit desjoindre ne départir, elle de sa bouche fist response auxdicts députez que l'Empereur avoit faict les ordonnances sur le gouvernement de ladicte ville dont ilz se plaindoient, par bonne et meure délibération de conseil et pour le bien publicque de ladicte ville, par quoy elle ne pouoit bonnement touchier auxdictes ordonnances, et si elle le faisoit, qu'il seroit de nulle valeur, mais se ilz voulussent envoyer vers S. M., elle en escripveroit volontiers en leur faveur, leur conseillant ainsy le faire et enhorter le peuple de ce en estre content; que néantmoins, se ledict peuple ne se voulsist de ce contenter et se départir, leur accordoit le contenu de leurdictes requeste, soubz le bon plaisir de l'Empereur. Et depuis, voyant qu'il n'y avoit moyen pour faire cesser ledict tumulte, craindant

(1) Le contenu de cette requête se déduit suffisamment des termes de l'acte de la reine, du 7 août, que nous donnons plus loin.

aussy que plus grand inconvénient n'en advenist, que pourroit donner mauvais exemple aux aultres villes, leur fist dépescher, à leur requeste, ung acte du consentement par elle fait des points et articles déclarez en ladicte supplication, soubz toutes-fois le bon plaisir dudict seigneur Empereur : dont aussy elle envoie ung double à S. M. (1).

Avant la publication duquel acte, par la fureur que dessus, se sont lesdicts malfacteurs trouvez en la maison dudict lieutenant de l'amman, et ont prins, pillé et saccagé icelle comme ilz avoient faict des autres; et incontinent après la publication dudict acte, le tout selon leur volonté, lesdicts sermentez et ceulx des mestiers se sont mis en dehvoir de repousser lesdicts malfacteurs faisant le desroy (2) en ladicte maison du lieutenant, et ont donné si bon ordre toute la nuit, que lesdictes pilleries sont cessez et les malfacteurs fuiz et retirez.

Le viii^{me} jour dudict mois, environ les neuf heures devant midy, l'amman et ceulx de la loy envoièrent vers la royne le

(1) Cet acte était ainsi conçu :

« Sur la requeste présentée à la royne par les neuf nations de la ville de Bruxelles, affin que le premier bourgmestre et eschevins fussent tenus de administrer la justice, moyennant ung habillement par an, sans prendre autre salaire pour leurs resamblées, commissions, rappors ou autres choses; aussi que le gouvernement de la ville ordonné en l'an IX et continué jusques l'an XXIII fût renouvelé, pourveu que les six receveurs par le dernier estat instituez auroient semblable pouvoir à celui de l'an IX, et que les ban et paines mises sus en l'an XXVII ou XXVIII fussent cassées et révoquées, et que incontinent le soubz-bourgmestre et six conseillers de ladicte ville fussent destituez, la royne a consenti auxdictes neuf nations lesdicts points et articles, et par cest acte le consent et accorde, soubz toutesfois le bon plaisir de Sa Majesté.

» Faict à Bruxelles, le viii^{me} d'aoust.

» Aussi ordonné à tous officiers que les placars et ordonnances auparavant faictes par Sa Majesté, touchant les bleds et grains, fussent entretenuz et observez. »

(2) Desroy, dégât.

pensionnaire de ladicte ville, l'advertissant de la bonne intelligence que lesdicts de la loy avoient concene avec lesdicts mestiers et confrères sermentez pour remédier et faire cesser lesdictes foules et oppressions, et que chascun en son endroit estoit délibéré de s'employer à l'appréhension desdicts malfacteurs, et assister ledict amman et la justice à ce que l'exécution en puist estre faicte, pourveu que, s'il advenoit que, en faisant ladicte appréhension, iceulx malfacteurs se meissent à deffence, et qu'il fust besoing d'y aller par la main forte, dont blessures et navrures pourroient ensuivre, qu'il pleust à ladicte royne remectre et pardonner à ladicte commune lesdictes blessures et navrures, posé ores que lesdicts malfacteurs en meurent incontinent ou après : ce que ladicte royne leur a accordé, et sur ce fait expédier certain acte dont copie est aussy icy joincte (1).

Depuis, ledict amman, assisté desdicts mestiers et confrères sermentez, s'est mis en tout debvoir de chercher, prendre et appréhender lesdicts malfacteurs; et avant le soir dudict viii^{me} jour, en furent prins le nombre de xxxviii à xl malfacteurs, desquels les trois ont, ledict jour, par lesdicts de la loy, à la semonce dudict amman, esté condampnez d'estre exécutez. Et au mesme instant, fust ordonné par lesdicts de la loy bon guet et garde, tant sur iceulx malfacteurs condampnez et les autres prisonniers, comme par toutes les rues de ladicte ville.

Le ix^{me} jour dudict mois, lesdicts amman et gens de la loy,

(1) Ce second acte était de la teneur suivante :

« Pour pourveoir à l'inconvénient estant en la ville de Bruxelles par l'assemblée d'aucuns inhabitants, la royne a ordonné que lesdicts inhabitants seroient séparez, et, en cas de refus, les contraindre par appréhension de leurs personnes ou autrement; et, en cas de résistance et que besoing fust y aller à la main forte, et aucuns y fussent navrez ou occiz, la royne a dès lors remis et quieté lesdictes affolures et occisions, fust que icelles occisions avenissent au conflit ou après par intervalle.

» Faict à Bruxelles, le viii^{me} d'aoust. »

pour éviter tous inconvéniens et esclandres, ont tenu les portes closes, tant et jusques à ce que l'exécution desdicts trois malfacteurs condampnez estoit faicte, que fut environ les viii heures dudict ix^{me} jour, ès présences de messieurs le duc de Sorre, seigneurs de Bèvres, de Sempy et de Molembays, que la royne, à la requeste desdicts de la loy, y avoit envoyez; lesquels seigneurs de Sorre et Bèvres estoient, le jour précédent, retournez de l'obsèque de feu monsieur le comte de Gavre.

Et quant aux aultres prisonniers et de ceulx que l'on pourra appréhender, lesdicts amman et gens de la loy sont délibérez d'y procéder sommairement, ainsy qu'il est requis en tel cas.

**II. Extrait d'une lettre autographe de la Reine à l'Empereur,
du 13 août 1533.**

Monseigneur, ensuivant ce que vous ay escript, ne vous saurois gaires escripvre davantage, veu que ne say apersevoir quelle fin prendra ceste mutinacion, laquelle combien qu'elle est feinie, mais n'est hors de doubte de aucuns recomensemens. Je supose que c'est ung viel brassin, veu se qu'ilz ont commensé en vostre présence. Depuis, n'ont rien fait que désirer avoir mort ung marchant de blé, lequel ilz avoient prins, et pas voulu quiter que jusques à ce que son procès se face.....

**III. Extrait d'une lettre autographe de l'Empereur à la Reine,
du 21 août 1533.**

J'ai veu ce que m'avez escript par vostre première lettre touchant l'émotion de Bruxelles. Depuis, en escripvant ceste, j'ay veu ce que m'escripvez par la vostre dernière, du xiv^{me} de ce mois. Je m'esbaïs que je n'ay encores nul avis sur ce de ce que se debvra faire; il ne peut estre que ce ne soit la coulpe de la longeur de M. de Palerme (1) ou du président (2). Ceulx

(1) Jean de Carondelet, archevêque de Palerme, chef du conseil privé.

(2) Pierre Tayspil, président du conseil privé.

de la ville ont eu dès longtemps mauvaise volonté, et de ce méritent bien d'estre chastiés. Je vous envoie un avis et réponse de ce que il se doit faire, à quoy me remets; mais, pour ce qu'il est ung peu difficile, contrariant et confus, vous déclaireray mon intention et avis en deux mots, qui est que, par tous moyens, cherchés et travaillés de bien chastier ces vilains mutins, et de sorte que autres prennent exemple. Bien me semble-t-il que il ne le faut faire que l'on ne sache bien comment, et ne le commenser que ce ne soit pour l'achever; et pour ce faire, devez faire venir deux ou trois compaignies à l'entour ou dans la ville, et outre ce, faire lever incontinent xv^e ou ii^m piétons, partie à Namur ou vers Coloigne, et à toute diligence vous assurer lors de la porte de Cauberg, et, lors d'une belle nuit, mettre les gens dedans et chastier très-bien ces villains; leur révoquez non-seulement ce qu'ilz vous ont forcé d'accorder, mais encore d'autres privilèges mauvais, s'ilz les ont; et ferez demourer à leurs despens quelque tems, selon que verrez convenir, le nombre de gens que sera nécessaire. Il ne conviendrait autre composition, ni leur faire autre despense que celle-là, pour ce qu'elle est nécessaire, et que tout le reste du chastoy fust de sang et amandes réparables et honorables; et aussi sera bon de faire exécuter ce que j'avois ordonné, moi estant là, j'entends ce que sera trouvé convenable pour le bien et bon gouvernement de la ville : pour les premiers frais, sur quoi que ce soit trouvant ce qu'il faut, et puis ils payeront bien le tout. J'escripray par le premier à tous ceulx lesquels vous accompagnent et servent en ceste affaire; et le plustot les chastier sera le meilleur, afin que les inconveniens contenus en vostre dernière lettre n'adviennent, ni autrement aient tems de penser comment ilz se régleront en cest affaire. Vous avez très-bien fait de retenir à cest effect les seigneurs de Molembais et autres, et en suis très-content, et me semble bon que retenez tous ceulx que verrez convenir pour le bien de cest affaire.

IV. Avis mentionné dans la lettre précédente.

L'Empereur, aiant fait veoir en son conseil le mémoire ou verbal envoyé à Sa Majesté touchant les violences, assemblées, monopoles, tumultes, séditions, saccagemens de maisons, insolences et autres voies de fait commises par les habitans de Bruxelles, et outre ce les termes usez en l'endroit de la royne régente et gouvernante, etc., tant à l'occasion des prisonniers que pour la révocation des choses cy-devant ordonnées par Sadicte Majesté touchant le gouvernement de ladicte ville, eust bien désiré que jointement fût esté envoyé à Sadicte Majesté l'avis et conseil des bons personnaiges estant devers la royne, affin que mieulx et plus expressément et particulièrement Sadicte Majesté eust peu mander, sur si grands excès comme sont ceux mentionnez audict verbal, ce que convient et est besoing pour le chastiment et réparation convenable desdicts cas, et pour y garder l'autorité de S. M., son haulteur et justice, le bien de la chose publique, et affin d'obvier aux inconveniens que peuvent advenir en tous endrois, pour non chastier, réparer et remédier telz si grands et exorbitans excès. Et pour ce que desdicts cas en soy résulte assez la cognoissance et extimacion de la pugnicion qu'ilz méritent, Sadicte Majesté au surplus ne peut de si loing bailler plus exprès avis, sinon que la royne, par conseil desdicts personnaiges, advise, par tous moyens convenables, de faire sévère pugnicion de ceulx que se trouveront coupables des délictz avantdicts, tant contre le corps de ladicte ville et ceulx ayans charge d'icelle, en ce qu'il se pourra trouver qu'elle aye en iceulx entrevenu et tacitement ou expressément consentu, ou que la chose soit ainsi passée et advenue par la faute, culpe ou négligence d'icelle ville; semblablement à l'encontre des chiez, jurez et gens ayans charge des mestiers de la ville, bourgeois et habitans, et que réparation soit faicte, selon

l'exigence d'iceulx cas, honorable envers Sadictc Majesté et la royne régente, etc., et aussi à la justice de Sadictc Majesté, avec expresse déclaration que ce que ladiete royne a accordé, à la violente importunité desdicts de Bruxelles, soubz le bon plaisir de Sadictc Majesté, demeure, ensemble ce que s'en est ensuy, nul et de nul effect, comme Sadictc Majesté l'entend, et que expressément lesdicts de Bruxelles y renoncent; et davantage, que provision expresse soit mise, ordre baillé et schurté telle que sera advisé, aux despens desdicts de Bruxelles, sy avant que besoing sera, pour garder et éviter que semblables esmotions n'adviennent plus cy-aprez en ladiete ville : le tout, le plus à la réputation de Sadictc Majesté, réparacion de si grande offence envers ladiete royne et schurté en ladiete ville que faire se pourra, et de manière que ce soit bon exemple aux autres villes de par delà de non actempler telles violences, et qu'ilz craignent l'haulteur et justice de Sadictc Majesté, et que la chose se face par meur conseil et bon advis, et de manière que ce soit sans esmouvoir plus d'inconvénient, ayant regard au temps et aux affaires; pesant, d'un coustel, les inconveniens que pourroyent advenir de procéder trop sévèrement en ce que dessus, et d'autre part, que, en dissimulant ou passant la chose trop ligièrement, et non faisant les chastoy et réparacion requise, ilz n'adviennent plus grans : advertissant Sadictc Majesté de ce que sera succédé et succèdera cy-après, et de ce que l'on verra en ce que dessus estre besoing luy consulter et requérant provision de Sadictc Majesté, en quoy elle satisfera; remectant aussy à ladiete royne de, sy bon luy semble et treuve par le conseil desdicts bons personnages, de prendre gens pour la force, selon et en tel nombre qu'elle verra estre besoing, et aussy de laisser de soy tenir en ladiete ville, sinon avec entière, bonne et asschurée obéissance de toute ladiete ville; et si la chose le requiert, pourra ladiete royne faire venir les compagnies de feu monsieur de Fyennes, et celle de monsieur le marquis d'Arshot, à l'entour de ladiete ville, sans

charge toutesfois du peuple et plat pays d'alenviron ny autres lieux par où lesdictes compagnies passeront, en ayant aussy regard de riens entreprendre, sans estre comme assehurée de l'exécution, et que le tout se face et conduise avec la prudence et secret que l'affaire requiert.

**V. Extrait d'une lettre de la Reine à l'Empereur,
du 22 août 1533.**

..... Monseigneur, quant à l'esmotion de la commune de ceste ville, par le recueil que j'en ay envoyé à Vostre Majesté, avez peu veoir tout le démené de ladicte esmotion. Depuis, vostre amman, assisté des confrères sermentés et des mestiers, a diligemment procédé à la pugnicion des malfaiteurs prisonniers, desquelz en furent hier trois pendus et ung exécuté par l'espee sur le grand Marchié de ladicte ville, et sont délibéréz de continuer sur les autres prisonniers; laquelle a esté retardée au moyen de la détencion d'un marchand de bled chargé et accusé par ladicte commune d'avoir mésusé au fait des bledz. De ce que s'en fera en oultre advertiray Vostre Majesté.

**VI. Extrait d'une lettre de l'Empereur à la Reine,
du 1^{er} septembre 1533.**

Je loue très-fort la pugnicion et chastoye que se fait de la violence commise en l'esmotion de Bruxelles, et vostre bon devoir en ce, et pryé d'y continuer soigneusement, selon l'exigence et importance de l'affaire et que vous ay amplement escript, tant de ma main que celle de secrétaire, vous aydant en ce des bons personnaiges estans lez vous et autres ausquelz j'ai dernièrement escript, comme aurez veu par mes lettres, et qu'il y soit fait de manière que ce soit exemple ausdicts de Bruxelles et autres mes villes de par delà, pour cy-après vivre paisiblement et en droicte obéissance.

**VII. Extrait d'une lettre de la Reine à l'Empereur,
du 3 septembre 1532.**

Au surplus, monseigneur, quant à l'affaire de Bruxelles, dont par voz lettres du xxiii^e dudict mois d'aoust il vous a pleu m'escripre, j'ay jusques ores différé vous en escripre mon advis, non sachant, comme encoires ne say, de quelle sorte il se doibt faire, pour ce que ledict affaire n'estoit, comme encoires n'est, bien enfoncé; mais je y fais besoingner journellement. Et suivant vosdictes lettres, ay mandé vers moy plusieurs bons personnaiges de par deçà, par l'advis desquelz et de ceulx qui cy sont me conduiray oudict affaire, et me ayderay des autres lettres que m'avez envoyées sans superscription, selon qu'il sera besoing; et advertiray Vostre Majesté bien au long de ce que s'en fera et de ce que plus surviendra.

**VIII. Extrait d'une lettre de la Reine à l'Empereur,
du 30 septembre 1532.**

Au surplus, monseigneur, quant à l'affaire de Bruxelles, je l'ay mis en délibération de conseil, où a esté dressé et mis par escript ung mémorial, par forme d'advis, tel que j'envoye à Vostre Majesté, avec l'acte y mentionné (1), pour après en estre fait selon vostre bon plaisir.

**IX. Extrait d'une lettre de l'Empereur à la Reine,
du 7 octobre 1532.**

Quant aux affaires de Bruxelles, ayant entendu la consulte qu'en avez fait par delà avec les seigneurs et gens de mes privé conseil et finances, et les considérations eues sur lesdicts affaires, en ensuivant ce que cy-devant vous en ay escript, et ce que depuis est succédé de la part de ceulx de la loy dudict Bruxelles, de la justice qu'ilz ont fait faire des délinquens, l'acte qu'ilz ont rendu et requeste par eulx présentée, suis

(1) Nous n'avons ni l'une ni l'autre de ces deux pièces.

de mesme advis à celluy de par delà, que, quoy qu'il en soit, et ores qu'il desplaie ausdicts de Bruxelles du cas advenu, et qu'ilz ayent fait ladiete pugnicion, que pourtant ilz ne sont excusables de n'avoir préveu et remédié, dès le commencement, l'esmotion, et que ledict cas est si grief qu'il ne souffit de la repentence, sans en faire réparation convenable, avec démonstrance de chastoy que soit exemple aux autres; et me semble convenir d'en user comme contient ledict advis. Et ensuivant icelluy, ay fait despêcher ces lettres conformes entièrement à la minute que m'en avez envoyé, lesquelles le receveur Thionville, allant par delà, leur présentera, et rendra leurs acte et requeste, et dira ce que luy commanderez; en oultre, me semble très-bien et convenable que vous partiez dudict Bruxelles, et qu'ilz entendent que c'est pour ceste cause, et, si pour cela ilz ne se recognoissent point avec l'humilité que ledict cas mérite bien, se submeçant de l'amender, que, déans brefz jours après, vous faictes sortir dudict Bruxelles mes chancellerie de Brabant et chambre des comptes. Et j'ay fait parler par le seigneur de Granvelle à nostre cousin le duc et évesque de Cambray, pour, oudict cas, tirer sa court spirituelle hors dudict Bruxelles et la transporter en autre lieu, lequel évesque, vu qu'il est enclin à me complaire, le accorde, et escript à nostre cousin le duc de Sorre, son frère, de ainsy le faire faire toutes et quantes fois que l'en requerrez. Et si, avec les moyens susdicts, lesdicts de Bruxelles se rangent et submeçtent d'amender ledict cas, comme dessus, semblablement trouve bon le contenu oudict advis de députer gens pour adviser sur la réparation honorable qu'ilz devront faire, laquelle me semble bien comme elle est déclarée oudict advis, de restitution particulière de ceux qui sont esté pillez et endommagés. Et quant à réparation à mon profit, vray est que mon intention a tousjours esté plus que le chastiement se fait par sévérité de justice et réparation honorable que d'en profiter, et seroye encoires plus enclin que le chastiement se fait par privation et cassation de leurs privilèges, révocation d'es-

tatz et ouctroy dessusdicts et autres moyens rigoureux et exemplaires , que d'en prendre amende profitable : toutesfois je vous remectz d'en faire comme adviserez et cognoistrez expédient , selon l'humilité et devoirs où se remectront envers vous lesdicts de Bruxelles. Et si, par aventure, ilz demeurent obstinez , vous prie bien affectueusement de regarder au surplus ce que se devra faire plus rigoureusement pour les ranger à la raison , et faire recognoistre la faulte et offence qu'ilz ont commise et faicte envers moy et vous , tenant mon lieu , si grande que ne le dois ne puis compourter.

**X. Extrait d'une lettre de la Reine à l'Empereur ,
du 7 octobre 1522.**

Monseigneur, je vous ay au long escript la disposicion des affaires de Bruxelles et d'ailleurs , avec mon advis et de ceulx de voz consaulx estans lez moy, et n'y a depuis riens survenu. Je pourteray soing, de tout mon povoir, à obvier à nouvelles esmocions, et vous assure que'elles ne sont tant procédées par la chierté du blé que on a voulu dire, mais ce n'a esté que la couleur et le fondement qu'ilz ont prins sur ladicte chierté de blez , qui n'est à la moitié si grande que l'année passée. La principale cause, comme j'entens, est que le négoce de la marchandise se diminue fort par deçà, et y a tant de povres gens hoyseux (1) et vagabondes, par faulte de gaignaige, qu'il n'est à croire : qui procède parce que la marchandise n'a son cours comme par le passé, à cause des guerres d'Italie et des Allemagnes.

**XI. Extrait d'une lettre de la Reine à l'Empereur, écrite
de Blinche, le 22 novembre 1522.**

Au regard de l'affaire de Bruxelles, iceulx de Bruxelles, aiant receu les lectres de Vostre Majesté, ont envoyé leurs deputez vers moy, pour entendre l'intention et bon plaisir de Vostre Majesté en ceste partie. Sur quoy, après avoir commu-

(1) *Hoyseux*, oisifs.

niqué cest affaire, en ma présence, à ceulx de voz privé conseil, d'Estat et de voz finances, y appelez aucuns chevaliers de l'ordre, et que le tout y ait esté bien et meurement consulté et débatu, ay fait, et par l'archevesque de Pallerme fait faire, responce ausdicts de Bruxelles selon la copie d'icelle cy-enclose. Dont, à ce que j'entends, ilz se sont trouvez bien estonnez.

**XII. Extrait d'une lettre de l'Empereur à la Reine,
du 28 janvier 1533 (1533, n. st.).**

Premiers, quant audict affaire de Bruxelles, à la vérité vous y avez bien prudemment et discrètement et par bon conseil procédé, et loue très-fort le besoigné en ce des archevesque de Palerme, marquis d'Arschot, comte d'Oghstraten, seigneur de Berghes, chancelier de Brabant et seigneur de Neufville, et tiens à très-aggréable service le bon devoir et diligence qu'ilz y ont fait, selon que j'ai veu par les articles advisez et accordez entre eulx et les députez des trois membres dudict Bruxelles(1), et treuve très-bon que vous et lesdicts commissaires de ma part avez eu en cest endroit plus de regard à la réparation honorable et à mon auctorité et vostre, que non au profit, comme aussi c'estoit mon intencion et selon que le vous avoye escript, et ay ledict besoigné bien agréable, vous priant le faire entièrement effectuer et entretenir, à la conservacion de mon auctorité et de la vostre, crainte et obéissance de justice, administracion d'icelle et bonne police en ladicte ville, comme bien entendez qu'il convient et que tiens y saurez bien pourveoir. Et quant aux quatre mille livres accordées pour récompenser les endomagez à cause de la commocion, fault avoir bon regard que, si aucuns d'iceulx avoient esté cause ou eussent favorisé à ladicte commocion ou dissimulé en icelle, qu'ilz ne soient récompensez : ce que je remectz à vostre discrétion.

(1) Ces articles sont insérés dans les lettres de rémission de l'Empereur qui suivent.

CCLXVI.

Lettres patentes de la rémission, quittance, pardon et abolition accordés par l'Empereur à ceux de la ville de Bruxelles : décembre 1552.

CHARLÈS, par la divine clémence, empereur des Romains, tousjours auguste, roy de Germanie, de Castille, de Léon, de Grenade, d'Aragon, de Navarre, de Naples, de Cecille, de Mailorque, de Sardenne, des ysles, Indes et terre ferme de la mer Occéane, archiduc d'Austrice, duc de Bourgoigne, de Lothric, de Brabant, de Lembourg, de Luxembourg, conte de Flandres, d'Artois, de Bourgoigne, palatin, et de Haynnau, de Hollande, de Zeelande, de Ferrette, de Haguenault, de Namur, prince de Zwave, marquis du saint-empire, seigneur de Frizè, de Salins, de Malines, et dominateur en Asie et en Affrique.

Savoir faisons à tous présens et à venir que nous ayons esté deument advertiz et informez que, le cinquième jour du mois d'aoust en cest an quinze ceus trente et deux, dernier passé, environ les douze heures de midy, certain nombre d'hommes et de femmes povres et de petite extime et condicion, manans et inhabitans de nostre ville de Bruxelles, assemblez en la halle où se vendent les blez et autres grains de marchié, en nostredicte ville, soubz umbre que lesdicts bletz estoient renchériz, se sont ingérez et avancez de courre sus et envahir ung bourgeois, marchand de bled, de nostre ville de Malines, luy donnant plusieurs copz de pointz et des piedz, en fureur de chaulde colle. Et tost après, persistans et continuans en ladicte fureur, sont allez ès maisons d'aucuns des marchans de bletz de nostredicte ville de Bruxelles, où ilz ont prins, pillié et emporté non-seulement les grains y estans, sur quoy ilz se fondoient, mais tous

et quelzconques des autres biens meubles y reposans, en rompant huis, fenestres et verrières, comme si ce fust en plaine guerre ou prinse de ville, imposant scullement ausdicts marchans qu'ilz estoient cause de ladicte chièreté de bled, et ce au veu et secu des voisins desdictes maisons et de tous les autres de ladicte ville, qui bien facilement l'eussent peu empeschier, sans ce que, au commencement, personne ait faict ne démontré semblant de résistance, jusques ledict jour; à l'après-disner, vers le soir, que nostre bien-amé Jehan de Waelhem, nostre soubz-amman de ladicte ville, en l'absence de nostre bien-amé le seigneur de Berssele, amman d'icelle nostre ville, avec ses sergans et officiers, feist debvoir de se trouver en l'une desdictes maisons où lesdicts personnaiges desvoyez faisoient leurs exploix et pilleries, pour à son povoir l'empeschier et y remédier, en les exhortant, par voye de justice et honnestes parrolles, eulx retirer et cesser leursdicts extraordinaires exploix. Toutesvoyes, à cause que les malfacteurs estoient tellement accruz, multipliez et plus fors que luy, il ne luy fut possible d'y mettre ordre, ains continuèrent toute la nuyt iceulx malfacteurs en iceulx leurs exploix.

Et ce venu à la congnoissance de nostre très-chière et très-amée seur la royne douagière de Hongrie, de Bohême, etc., par nous commise, en nostre absence, régente et gouvernante en noz pays d'embas, ledict cinquième jour d'aoust, vers le soir, à son retour de la chasse, fist, le lendemain, vi^e dudit mois, par ledict seigneur de Berssele, nostredict amman, accompaignié des confrères sermentez d'icelle nostre ville, prendre et appréhender quatorze ou quinze desdicts malfacteurs et conspirateurs, les faisant mettre tous prisonniers à la maison de nostredict ville; et si fut aussi prins par ung serviteur de court ung desdicts malfacteurs, qui avoit trois sacqz pour aller audict pillage, qui le mist ès prisons de nostre hostel, audict Bruxelles, à intencion d'en faire la justice, comme elle désiroit aussi de faire de ceulx qui estoient constituez prisonniers en

ladiete maison de la ville, à cause que la cognoissance de telz délictz, qui sont crimes de lèse-majesté, luy compétoit et à ceulx de son conseil, et, à ceste fin, eust par pluseurs fois envoyé devers les bourgmaistres, eschevins et conseil de nostre ville, pour luy baillier et délivrer lesdicts prisonniers : ce que ceulx de la commune, assemblez, armez et embastonnez, ont de faict empeschié, et, au lieu d'avanchier la justice, ont par force et violence ouvert la porte de ladiete maison de nostredite ville, et, contre le gré de nosdicts amman et loy d'icelle, mis au délivre lesdicts prisonniers y estans, en demeurant ladiete commune en armes sur le Marchié d'icelle nostre ville et là entour.

Quoy voyant nostredite seur, et pour éviter plus grant inconvéniént, furent par elle députez noz très-chiers et féaulx les seigneurs de Sampy et de Berghes, chevaliers de nostre ordre, pour eulx trouver sur ledict Marchié, leur remonstrer leurs abuz et requérir se départir, séparer et retourner paisiblement chascun en leurs domicilles, et que, s'ilz avoient aucuns griefz ou doléances qui feussent raisonnables, ilz le luy pourroyent remonstrer, et elle les pourverroit comme il appar-tiendrait. Sur quoy ilz respondirent haultainement qu'ilz vouloient ravoit ledict prisonnier, leur bourgeois, détenu en nostredict hostel de Bruxelles; et ce faict, ils se départirent. Et à ceste fin, après que lesdicts seigneurs de Sampy et de Berghes furent départis d'eulx, la commune prya et requist à trois des sermentez vouloir prendre la charge d'aller devers nostredite seur la royne, pour la requérir qu'elle vouldist entendre à la délivrance dudict prisonnier, lesquelz trois sermentez, accompagniez de certain nombre de gens de la commune, y allèrent armez et embastonnez, jusques aux bailles de nostredict hostel et la porte d'icelluy qui estoit gardée par les archiers de nostredite seur, où entrèrent trois députez de ladiete commune seulement, lesquelz firent la requeste de restitution dudict prisonnier, et encoires leur vouloir accorder aucuns pointz et

articles, et que, ce moyennant, ilz se départiroient et sépareroient. A quoy nostredicte seur leur remonstra derechief leursdictes fautes et mésuz, et, véant qu'ilz persistoient en leurdicté requeste, et pour ung mieulx, leur feist rendre ledict prisonnier, déclarant que sur les autres pointz et articles ilz luy pourroient présenter leur requeste, et elle les pourverroit.

Et ledict prisonnier ainsi eslargy, et rapport faict ausdicts de la commune, ledict vi^e jour d'aoust, ilz se départirent de leurdicté assemblée jusques au lendemain, vii^e dudict mois, que derechief ilz se assemblèrent sur ledict Marchié et concluerent, de la part des neuf nacions dicelle nostre ville, envoyer leurs députez devers nostredicte seur, pour luy présenter certaine leur requeste pour recouvrer leur couronne et autres pointz et articles de certaines usances qui ont par nous esté trouvées contre le bien publicque de nostredicte ville et noz haulteur et seignourie, et partant par nous meurement aboliz et mis jus par certaines noz ordonnances, ausquelles nostredicte seur s'excusoit de contrevenir ne y pouvoir touchier sans nostre seu, et qu'ilz se pourroient pour ce trouver ou envoyer vers nous, car tout ce que elle leur pourroit sur ce accorder ne seroit de valeur, les exhortant et induisant de ce contenter ladicte commune : ce que lesdicts députez dirent qu'ilz ne sauroient faire, et que ladicte responce ne souffiroit. Par où nostredicte seur leur a fait dépeschier et signer certain acte pour retourner à ladicte couronne, et autres pointz et articles que leur avoient esté ostez.

Et durant ces poursuytes, lesdicts malfacteurs, en continuant de mal en pis, se sont trouvez en l'hostel de nostredict soubz-amman, où ilz ont pillié et emporté tout ce que estoit en sa maison, comme ilz avoient faict ès maisons desdicts marchans de bledz ; et après, à la requeste desdictes nacions, ont publié ledict acte à la bretesque de l'hostel de nostredicte ville, et incontinent eulx retirez dudict Marchié, et reboutez lesdicts pillardz de la maison dudict soubz-amman. Et, le jour ensuyvant,

huitième dudiet mois d'aoust, lesdictes naciones, ayans prins possession de ladiete couronne, ont prins intelligence avec nostrediet amman et gens de loy pour prendre et appréhender lesdicts délinquans et en faire la justice, laquelle a esté accomplye par l'espée, la corde et bannissement de tous ceulx que l'on a peu appréhender, jusque au nombre de (1) personnes.

Et depuis, les bourgmaistres, eschevins et conseil de nostredite ville de Bruxelles, tant en leurs noms comme au nom desdictes neuf naciones, corps et communauté de nostredite ville de Bruxelles, ont délégué et envoyé devers nostredite seur certains leurs députez, lesquelz luy ont présenté certaine leur requeste contenant aucunes excuses de l'advenue des offences et mesfaiz que dessus, dont ilz disoient estre fort dolens et repentans, en requérant à icelle nostre seur estre leur moyen vers nous pour venir à impétrer et obtenir de nous nostre grâce et pardon desdictes offences, et de sa part y tenir la main, et aussi leur quitter et remettre icelles offences faictes en sa présence et à sa personne, selon que dict est, en lui présentant ledict acte qu'ilz avoient extorqué d'elle assez par force et violence, dont ilz n'entendoient de user, sinon au bon plaisir de nous et d'icelle nostre seur. Sur quoy icelle nostre seur leur eust respondu que lesdictes offences touchoient grandement à noz droiz, haulteur et seignourie, et qu'elle nous advertiroit de tout le démené de ceste esmocion, pour par nous en ordonner à nostre plaisir, et si nous envoyeroit lesdictes requeste et acte, comme elle a faict.

Et le tout par nous veu et visité en nostre conseil, ne nous avons assez sceu esmerveiller qui pouvoit mouvoir nosdicts subjectz de nostredite ville de ainsi, sans nulle cause, raison ne occasion, eulx eslever contre nous, noz haulteur et sei-

(1) Ce blanc est dans le registre.

gnourie, en nostre absence, et au temps que nostre personne estoit aux champs, en armes, pour la deffence de toute la chrestiennté, que lors ilz debvoient entendre à nostre service, secours et assistance de nostre corps, comme ont faict pluseurs nos subjectz de noz royaumes, pays et seignouries, et, en ce lieu, se sont rendus en esmocion, non-seulement en dangier de la perdicion de noz bons et léaulx subjectz qui estoient en icelle nostre ville, mais pour baillier exemple à autres noz villes de faire le semblable, et mesmement que lesdicts de nostre ville de Bruxelles ont receu plus de biens, honneurs et proffyts de nous, que nulz autres de nosdicts pays d'embas; et partant eussions escript et envoyé ausdicts de Bruxelles certaines noz lettres, et par icelles leur signifié que nous n'estions contens d'eulx, et que entendions estre réparez de leursdictes offences, comme ilz l'entendroient plus au long par nostredicte seur la royne. Lesquelles lettres par eulx veues et visitées, ilz ont envoyé leurs députez, en bon nombre, devers nostredicte seur, en nostre ville de Byns, où elle s'estoit retirée, attendant nostre plaisir, pour entendre d'elle nostre bon vouloir et plaisir sur lesdictes offences : offrans d'eulx mettre en tous debvoirs; faisans derechief aucunes excuses. Et eulx oyz, leur fut par nostredicte seur faict déclairer qu'ilz ne povoient ignorer que ilz n'eussent grandement mésusé en commettant les actes et exploix cy-devant expressez, et que, quant ilz se mectroyent en telz debvoirs que bons subjectz doibvent et sont tenez de faire, et qu'ilz auroient pouvoir de traitter, elle entendroit à tenir main devers nous à les recevoir en grâce, et préférer miséricorde à rigueur de justice.

Et sur ce lesdicts de Bruxelles ont derechief envoyé leursdicts députez en bon nombre devers nostredicte seur, en nostre ville de Mons, muniz de pouvoir et procuracion espéciale cy-après insérée, pour traitter et accorder des réparacions honorables et prouffitables desdictes offences. Et leurdict pouvoir veu, nostredicte seur a commis et ordonné plusieurs

notables et bons personnages de nostre conseil ordonné lez elle, pour oyr et entendre les offres desdicts de Bruxelles, lesquels ont requiz à iceulx nos députez les aydier et assister à retourner à nostredicte grâce et abolition desdicts mésuz. Et après que lesdicts de Bruxelles ont derechief présenté certaine requeste, contenant pluseurs pointz et articles qu'ilz disoyent servir pour eulx aucunement excuser ou adouchier leursdictes offences, eulx remettant néanmoins à l'ordonnance et bon plaisir de nostredicte seur, et que pluseurs ouvertures ont esté faictes d'ung costé et d'autre, comunicacions sur ce prinses, et retraitte desdicts députez de Bruxelles devers le corps et communauté de ladicte ville, et rapport fait à icelle nostre seur en conseil, nosdicts députez avec ceulx de nostredicte ville ont de tous lesdicts abus, mésuz et offences commises par ceulx de nostredicte ville de Bruxelles, paciffié, traittié et accordé, soubz nostre plaisir, en la forme et manière cy-après déclaré.

S'ensuyt le pouvoir et procuration desdicts députez de Bruxelles.

Allen den ghenen die dese letteren sullen zien oft hooren leesen, burgemeesteren, scepenen, rentmeesteren ende raedt mitten goeden mannen van den wyden raede ende oick van den negen naciën, representerende die drye leden der stadt van Bruessel, in den name ende van wegen der zelve stadt, saluyt, met kennissen der waerheyt. Doen condit eenen yegelicken voor de gerechte waerheyt dat wy, tsamen den heeren ende goede mannen nae bescreven, als te wetene : heeren Philipsen Hinckaert, riddere, heere van Lille, jonckeren Engelbert van Bernaige, heere van Crainhem, ende Joosen vanden Hecke, scepenen, jonckeren Henricken de Stradio, heere van Maleve, ende Jannen Walens, geheeten *de Casselere*, rentmeesteren, van den wethouderen ende rentmeesteren wegen, als voor d'eerste let; Janne van Walchelghem ende Janne

van Jetterbeke, van den wyden raedt wegen, als voor tweede let, ende Janne der Weduwen, goudtsmet, Clase van Couwenberghe, Joose Sneps, Willeme van Connixloo, Diriecke de Herde, Wencelen de Greve, Danckaerde van Overstraten, Willeme de Slachmoldre ende Rachen Stockaert, van wegen der goeder mannen van den negen nacien, als voore 't derde let der voirschreve stadt van Bruessele, hebben gegeven ende geven mits desen volcommende macht, autoriteyt, generael ende speciael bevel ende onwederroepelicke procuratie, om in hueren ende der voirschreve stadt name by der Coninginnelicker Majesteyt ende elders, alomme daer 't behooren zal, neder te leggene ende tappaiseren 't stuk van der commotien onlanx gebuert, ende dairaf mit alle goede middelen der Keyserlicke ende Heure Majesteyten te contentere, ten alderbesten dat men sal kunnen oft mogen, mitsgaders om te exhiberene die supplicatie by den voirschreven constituenten gemaect ende gesloeten, ende, achtervolgende dien, te supplierne, mitsgaders allen dinghen ende zaken daeraen ende vuute deppenderende te doene, in alder bester foirmen ende manieren dat moegelijk zal zyn ende gelick oft zy, constituenten, alomme zelve present ende jegewoirdich waeren, ende tzelve al daden : gelovende in goeder trouwen de voirschreven constituenten ende op hen mans waerheyt te houdene voor goet, vast, gestadich van weerden ende onverbrekelicke tot ewigen daegen, ende oick te volbringhene alle tghene des by den voirschreve Coninginnelicker Majesteyt sal geordineert ende by den voirschreve heeren gedeputeerden sal gedaen ende gebesoignert wordden, sonder eenich wederseggen oft wederroepen, ende die zelve gedeputeerden van als te ontheffen ende geheelick ende al te ontslaene, onder die verbintenissen van alle huere ende der voirschreve stadt goeden, beruerlicke ende omberuerlicke, jegewoirdich ende toecommende : al sonder fraude oft argelist. Ende des toirconden hebben wy den zegel ter saken der voirschreve stadt van Bruessel desen letteren doen aen-

hanghen, int jair Ons Heeren duysent vyf hondert ende tweendertich, op ten vyffsten dach der maent van decembri. *Geteeckent WALCHELGEM, ende gesegelt mitten zegel ten saken der voirschreve stadt in groenen wasse, mit eenen dobbelen vuuthangende steerte. Geschreven op ten rugge* : Op heden, tweentwintich daegen in decembri, anno vyfthien hondert tweendertich, inde vergaderinge van de goede mannen van den negen nacies, representerende 't derde let der stadt van Bruselle, hebben die goede mannen van Sinte-Claes nacie, mits der sieckten van Claesen van Couwenberge, gesurrogcert ende gedeputeert, inde plaitse van den zelven Claesen van Couwenberghc, Janne van der Hoest, om, mitten anderen gedeputeerden van wegen der dric leden deser stat gedeputert, 't stuck van den commosien, onlancx gebuert, te helpen appaiseren ende te neder te leggen, al nae inhoud deser procuracie ende laste den selven gedeputeerden. Gegeven op ten vyfsten dach in deser jegewoirdige maent van decembri anno XV tweendertich voirschreven. *Daer by synde geteeckent* : WALCHELGEM.

S'ensuyvent les pointz et articles conceuz et accordez par nosdicts commissaires et lesdicts députez de Bruxelles, et par eulx signez.

Articles conceuz, advisez et accordez entre très-révérend père en Dieu l'archevesque de Pallerme, chief du privé conseil, le duc de Sorre, marquis d'Arschot, etc., premier chief, le conte de Hoochstrate, aussi chief des finances, le seigneur de Berghes, chevalier de l'ordre, le chancelier de Brabant et le seigneur de Neufville, chevalier, trésorier général desdictes finances, commissaires de la part de l'Empereur ordonnez par la royne régente, d'une part, et messire Philippe Hinckaert, chevalier, Engelbert de Bernaige, Josse de le Heck, eschevins, Henry Stradiò et Jehan Walens, dit *Casselere*, receveur; Jehan de Walchelgem et Jehan d'Etterbeke, du large conseil; Jehan der Weduwen, orfèvre, Jehan vander Hoest, surrogé ou lieu de Nico-

las de Couwenberghe, Josse Sneps, Guillaume de Connixloo, Dirick de Herde, Wencelen de Grave, Danckaert de Overstraten, Guillaume de Slachmolders et Joose Stokaert, de par les neuf nacions, tous députez des trois membres de la ville de Bruxelles, d'autre, sur la réparation honorable et prouffitable que lesdicts de Bruxelles auront à faire audict seigneur Empereur et à ladicte royne, à cause des mésuz et offences par lesdicts de Bruxelles à Leurs Majestez, ou mois d'aoust dernier et depuis, faiz et perpétrez : le tout soubz le bon plaisir desdictes Majestez.

Premiers, que lesdicts députez de Bruxelles, en vertu de leurdict povoir, se trouveront tous conjointement devers la Majesté de la royne, en la grand' salle de sa court, en la ville de Mons, à huys ouvert, en la présence des chevaliers de l'ordre, ceulx des consaulx estans lez elle, conseilliers dudict Mons et les gentilzhommes et bons personnaiges de sa court, au dernier jour de ce présent mois de décembre, à dix heures devant midi, et illec, estans tous à genoulx et testes nues, diront, ou par leur pencionnaire feront dire, que ilz, pour et ou nom et comme représentans le corps et communaulté de ladicte ville de Bruxelles, sont amèrement desplaisans desdictes offences commises en ladicte ville de Bruxelles contre les haulteur, auctorité et prééminence desdictes Majestez Impérialle et Royale, tant en ce qu'ilz n'ont empeschié et résisté lesdictes pilleryes, fouldes et oppressions, comme aussi d'avoir délivrez et voulu avoir les prisonniers, et aussi d'avoir extorqué et usé de l'acte et autrement. Prieront mercy à Dieu et ausdictes Majestez Impérialle et Royale, requérant d'estre receuz en grâce et leur vouloir pardonner tous mésuz et offences. Rendront en toute humilité et révérence ledict acte qu'ilz ont extorqué de ladicte royne, pour, en leurs présences, estre cassée et annullée : déclairant en oultre qu'il leur déplaist de l'avoir faiet et encoires plus d'en avoir usé; que jamais ilz ne s'en ayderont en manière quelconque, mais que d'ores en avant ilz se rigleront selon les

précédentes ordonnances ou celles que cy-après se feront par ladicté Majesté Impérialle, et se conduiront en toute obéissance, prenant soing, à leur povoir, de prévenir à telz et semblables inconveniens, et exposeront corps et biens pour le service desdictes Majestez, comme bons et loyaulx subjectz sont tenuz de faire. Et quant il plaira à ladicté royne venir audiet Bruxelles, et qu'elle sera approché ladicté ville, viendront et se trouveront au devant d'elle, assavoir : l'ung des bourgmaistres, deux eschevins, deux conseilliers et deux receveurs, pour le premier membre; dix-huit personnes de ceulx qui autresfois ont esté de la loy, du conseil ou receveurs de ladicté ville, pour le second membre, et de chascune des neuf nacions douze personnes, pour le troizième membre, représentans tout le corps et communauté de ladicté ville, qui sont ensemble cent trente-trois personnes, lesquelz ilz prendront et choisiront des plus gens de bien, jurez ou autres honnestes personnes des mestiers et nacions qu'ilz pourront trouver, en robes noires longues et deschaines, jusques à l'église parroichiale de Saint-Gilles, hors la porte de Haulx, appellée en thiois *die Obbruesselsche poorte*, ou plus avant, ou dehoirs quelque aultre poirte de la ville, au choiz et bon plaisir de ladicté royne, ayant chascun une torche ardente en leurs mains, pesant chascune torche deux livres, et se mettront à genoulx et à testes nues pour bienviengnier, recevoir et recueillir ladicté royne, et la remerchiër en toute humilité de ce que si bénignement elle les a, pour ladicté Majesté Impérialle, prins en grâce, la mener et conduire jusques en sa court audiet Bruxelles, et porter lesdictes torches en la chappelle d'icelle court et les y laisser, pour par l'aulmosnier de ladicté royne estre distribuées aux églises de ladicté ville, selon qu'elles seront brullées et vaudra la paine. Et combien que ceulx de ladicté ville de Bruxelles, attendu leur offence, qui n'est moindre que crime de lèse-majesté, ayent fourfaict tous les privilèges, statuz et ordonnances estans en leur faveur, et que la Majesté Impérialle, à juste cause, les pourroit

révoquer et rappeler, toutesfois lesdicts commissaires de l'Empereur, soubz le bon plaisir que dessus, ont accordé avec lesdicts députez de Bruxelles que ladicte ville joyroit desdicts privilèges, statuz et ordonnances, soubz les changemens, modérations, condicions et réservations cy-après déclairez.

Et premiers, touchant les homicides advenuz et que pourront advenir en ladicte ville ou en la personne d'ung bourgeois d'icelle, quelque part qu'ilz soient commis, ausquelz, en leur accordant rémission, lesdicts de Bruxelles ont soustenu que Sa Majesté ne pouvoit rendre ladicte ville, est accordé que l'Empereur, nostre sire, et ses successeurs, ducz et ducesses de Brabant, et ladicte royne régente, etc., et autres leurs régens et gouverneurs ou licutenans, bailleront d'ores en avant, toutes et quantesfois que le cas adviendra et bon leur semblera, rémission plainière. Et la grâce ainsi faicte aura lieu aussi bien dedens la ville et pour avoir la joyssance d'icelle, que dehors, nonobstant aucuns privilèges au contraire, lesquelz sont et demeurent aboliz et estaintz.

Item, que de ci en avant, quant une personne sera prinse et appréhendée en ladicte ville pour homicide en cas que dessus, lequel après sa confession et condempnacion debvoit, selon les anciens privilèges, estre exécuté endedens vingt-quatre heures, Sadicte Majesté et ses successeurs, ducz et ducesses de Brabant, et ladicte royne régente et autres leurs régens et gouverneurs ou lieutenans, pourront faire grâce à iceulx condempnez, quant le cas sera à ce disposé, et tousjours quant il leur plaira, nonobstant aussi lesdicts privilèges, lesquelz sont et demeurent aboliz.

Item, que, quant ung bourgeois habitant en ladicte ville de Bruxelles avoit commis quelque crime ou délict, et combien qu'il en apparust à souffissance par deux, quatre, six ou plusieurs tesmoings, toutesfois l'on ne pouvoit, selon les privilèges ou droiz de ladicte ville, procéder à la condempnacion ou exécution corporelle contre lui, se n'estoit que tel délict fust.

par lui confessé et recogneu, lesquelz privilèges ou droiz seront et demeureront aussi cassez et révoquez. Et néantmoins est accordé, entre lesdicts commissaires et députez que dessus, que, pour povoir procéder à la condempnacion ou exécution criminelle ou corporelle d'ung bourgeois habitant en ladicte ville, lequel ne voudroit confesser ne cognoistre son délict, souffrira, pour procéder à sa condempnacion, que icellui son délict soit contre lui prouvé par trois tesmoings, telz que, selon droit, peuvent en matière criminèlè tesmoingner et faire foy, ou que avec deux tesmoings, telz que dessus, il y ait fame et indices urgentes contre ledict délinquant.

Item, que ladicte Majesté Impérialle et sesdicts successeurs, ducz et ducesses de Brabant, et ceulx de leur conseil, et les officiers d'icellui conseil en Brabant, auront et prendront d'ores en avant l'apprehension, cognoissance et judicature des bourgeois ou inhabitans dudict Bruxelles ayant commis crimes de lèze-majesté ou d'aultres délictz appartenant de droit et raison à leur cognoissance, nonobstant aucuns privilèges, statuz, ordonnances ou usances au contraire, lesquelz sont et demeurent aussi cassez et estaintz.

Item, que ledict seigneur Empereur et sesdicts successeurs, ducz et ducesses de Brabant, et ladicte royne régente, etc., et leurs régens et gouverneurs ou lieutenans, pourront, toutes les fois que bon leur semblera et le cas adviendra, rappeler les banniz de ladicte ville, et les y remectre, et pardonner les crimes et délictz pour lesquelz ilz auront esté bannis, nonobstant aussi aucuns privilèges ou droiz au contraire, lesquelz sont et demeurent aussi cassez et révoquez. Et suyvant ce, la royne, comme régente, à sa prouchaine venue à Bruxelles, baillera rémissions et introduira les banniz, et de là en avant continuellement : le tout en la manière, et selon qu'il est cy-dessus déclairé.

Et quant aux autres privilèges, droiz, statuz, ordonnances et usances de ladicte ville qui pourroient estre au préjudice

de la haulteur de Sa Majesté et ses successeurs, ducz et ducesses de Brabant, et le bien de la chose publique ou de la justice et police, ensemble aussi quant aux prérogatives des autres officiers de ladicte Majesté Impériale, comme le gruyer, woudtmaistre et autres ausquelz lesdicts de Bruxelles ne veulent p̄mettre de prendre et appréhender en ladicte ville aucuns bourgeois d'icelle ville et les mettre et tenir prisonniers, pour cas appartenans à la congnoissance de leurs offices, est advisé et accordé que l'on s'informerà, endedens six mois prochainement venant, pour, icelle informacion prinse et lesdicts de Bruxelles sur tout préalablement oys, iceulx privilèges, droiz, statuz, ordonnances et usances estre changiez, altérez, modérez et réduiz à la raison, et mectre ordre à la justice et pollice de ladicte ville, et ordonner, quant ausdicts autres officiers, comme l'on trouvera, pour conservacion de la haulteur dudict seigneur Empereur et le bien de ladicte ville, appartenir : demeurans, comme dessus, les autres privilèges, statuz, ordonnances et usances de ladicte ville, non répugnans à la haulteur de Sadicte Majesté ne le bien de la chose publique, en leur force et vigueur.

Item, que lesdicts de la ville de Bruxelles payeront la somme de quatre mil carolus d'or pour une fois, ou la valeur d'iceulx, moittié au premier jour de mars, et l'autre moittié au premier jour de juing prochain venant, pour d'iceulx estre récompensé le lieutenant de l'amman et autres, et entre eulx estre distribuez, selon que ladicte royne le ordonnera et bon lui semblera.

Item, que, pour amende et réparation prouffitabile, lesdicts de Bruxelles tiendront d'ores en avant ladicte Majesté Impériale quitte et deschargée, ensemble sesdicts successeurs, ducz et ducesses de Brabant, d'une rente héritable, de six cens escuz d'or par an, que iceulx de Bruxelles ont par ci-devant, à la requeste de feu de très-digne mémoire le duc Charles de Bourgogne, ayeul de Sa Majesté, vendu sur son demaine dudict

Bruxelles, et dont par ci-devant entre les officiers dudict seigneur Empereur et ceulx de ladicte ville question s'est meue et suscitée à cause du pris desdicts escuz, pour le payement annuel d'iceulx; laquelle rente de six cens escuz d'or, tant du principal que du cours, pour l'advenir sera et demourra, au moyen de cestes, au prouffit de Sadicte Majesté et de sèdicts successeurs, ducz et ducesses de Brabant, estainte, à la descharge de son demaine, et demourera à la charge de ladicte ville, comme aussi est et demeure, au prouffit desdicts de Bruxelles, achopie (1) ladicte question du pris desdicts escuz, du cours annuel d'iceulx et ce qu'en dépend, pour et à cause du temps passé. Et seront lesdicts de Bruxelles tenuz de rendre et restituer, ès mains du receveur dudict seigneur Empereur ou quartier de Bruxelles, les lettres de seureté et indempnité qu'ilz en ont dudict feu seigneur le duc Charles, données en la ville d'Arras, le troizième jour de juing, l'an mil quatre cens soixante-douze, pour par ledict receveur les délivrer aux gens de la chambre des comptes audict Bruxelles, et illec estre cassées, comme acquittées et deschargées.

Fait en la ville de Mons en Haynnau par lesdicts commissaires et députez, soubz leurs seingz manuelz cy mis, le vingt-septième jour de décembre, l'an quinze cens trente-deux.

Ainsi signé JEHAN, archevesque de Pallerme; PHILIPPE DE CROY; A. DE LALAING; A. DE BERGHES; ADOLF VANDER NOOT; RUF-FAULT; P. HINCEAERT; ENGELBERT DE BERNAIGE; J. VANDEN HECKE; H. DE STRADIO; JAN DE CASSELERE; J. WALCHELGEM; JAN ETTERBEKE; JAN DER WEDUWEN, orfévre; JAN VANDER HOEST; JOOS SNEPS; WENCELLEN DE GREVE; WILLEM VAN CONNICKLOO; DIRICK DE HERDE; DANCKAERT VAN OVERSTRATEN; WILLEM DE SLACHMOLDERE *ende* JOOS STOCKERT.

(1) *Achopie*, assoupie.

Nous supplians en toute humilité lesdicts de Bruxelles que, ayant regard au desplaisir et repentance qu'ilz ont de leurs fautes et mésuz, le devoir auquel ilz se sont miz et mettent pour parvenir à nostre grâce, et au bon, ferme et entier vouloir qu'ilz ont de à leur pouvoir d'ores en avant prévenir à telz et semblables inconveniens, et de nous obéyr et servir de corps et de biens, comme bons et loyaux subjectz sont tenuz de faire, nostre plaisir soit, en aggréant et acceptant les pointz et articles que dessus, leur remectre, quitter et pardonner, de grâce spéciale, leurdicts mésuz, et leur en faire despeschier noz lettres patentes en tel cas pertinentes.

Pour ce est-il que, ces choses considérées, et aprez que desdicts pointz et articles a par nosdicts commissaires esté fait rapport à nostredicte très-chière et très-amée seur la roynne régente, etc., ès présences des chevaliers de nostre ordre et des chiefz et gens de nos consaulx d'Estat, privé et des finances estans lez elle, et que le tout y a esté bien et meurement consulté, pesé et considéré, meismement eu regard au grant desplaisir que lesdicts de Bruxelles ont démontré avoir des offenses dessusdictes, et l'entière affection et voulunté de se humilier envers nous et nostredicte seur et pour avoir nostre grâce et pardon, et le bon devoir ouquel par bonne diligence ilz se sont mis et entendent d'y continuer, comme bons et loyaux subjectz sont tenuz et doibvent faire, Nous, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, inclinans favorablement à leurdictie supplication et requeste, et leur veullans en ceste partie préférer grâce et miséricorde à rigueur de justice, avons, par meur advis et délibération de nostredicte seur la royne, desdicts chevaliers de nostre ordre et desdicts de nos consaulx d'Estat, privé et des finances, et de nostredict chancelier de Brabant, aggréé et approuvé, et par ces présentes aggréons et approuvons, tous lesdicts pointz et articles par nosdicts commissaires avec lesdicts de Bruxelles conceuz et accordez, ci-dessus au long insérez : veullans iceulx pointz et articles et chacun

d'iceulx estre inviolablement entretenuz, observez et gardez selon leur forme et teneur; déclairans nostre vouloir et intention estre telz. Et, en oultre, avons-nous, de nostre vraye science, auctorité et plaine puissance, ausdicts de nostre ville de Bruxelles, corps et communauté d'icelle et à chascun d'eulx, remis, quitté, pardonné et aboly, remettons, quittons, pardonnons et abolissons, de grâce espéciale, par cesdictes présentes, tous les délits, mésuz et offences que, par leur négligence, la délivrance desdicts prisonniers, l'extorcion et joyssance dudict acte et ce que en dépend, ilz ont en commun ou particulier faiz et perpétrez contre nous et nosdictes haulteur, droiz, auctoritez, prééminences et seignourie, ladicte royne nostre seur et la justice, ensemble toute paine et amende corporelle, criminelle et civile en laquelle ilz, à l'occasion dessusdicte, pourroient estre encouruz, par quelque manière que ce soit; et les avons, quant à ce, restitué et restituons, par cesdictes présentes, à leurs bonne fame et renommée et biens, imposant sur ce sillence perpétuel à nostre procureur général de Brabant et à tous noz autres justiciers et officiers quelzconques, pourveu et moyennant l'entier accomplissement et furnissement de tous les pointz et articles cy-dessus au long déclairez, tant pour l'amende honorable envers nous et nostredicte seur que prouffitable; selon lesquels articles lesdicts de Bruxelles seront tenuz eulx rigler, et d'en baillier et délivrer leurs lettres obligatoires soubz le grand sceau aux contractz de nostredicte ville, en bonne et ample forme, èsquelles ces présentes seront insérez; pourveu aussi que en ceste nostre abolition et pardon ne seront compris ceulx qui estoient prisonniers et sont esté recours (1) par ladicte commune, comme dessus, ne aussi les autres qui ont fait lesdictes pilleries.

Si donnons en mandement ausdicts chancelier et gens de

(1) Sic : pour *recours*, délivrés.

nostre conseil en Brabant, amman de Bruxelles, et à tous autres noz justiciers, officiers et subgetz cui ce regardera, que de nostre présente grâce, rémission, pardon et abolition et de tout le contenu en cestes, selon et par la manière que dict est, ilz souffrent, faicent et laissent lesdicts de Bruxelles plainement, paisiblement et perpétuellement joyr et user, sans ores ne en temps à venir leur faire ne souffrir estre fait, mis ou donné aucun destourbier ou empeschement au contraire : car ainsi nous plaist-il. Et affin que ce soit chose ferme et estable à tous-jours, nous avons faict mettre nostre seel à ces présentes, saulf en autres choses nostre droit, et l'autrui en toutes.

Donné en nostre ville de Mons en Haynnau ou mois de décembre, l'an de grâce mil cinq cens et trente-deux, de nostre empire le troizième, et de noz règnes de Castille et autres le dix-septième.

Aldus gescreven op te ploye : Par l'Empereur, la royne régente, très-révérend l'archevesque de Pallerme, chief du privé conseil, le duc de Sorra, etc., premier chief, le conte de Hoogstrate, aussi chief des finances, et le seigneur de Berghes, chevalier de l'ordre, messire Adolf Vander Noot, chancelier de Brabant, messire Jehan Ruffault, chevalier, seigneur de Neufville, trésorier général desdictes finances, et autres présens, *ende geteekent* G. PENSART.

(Archives du royaume : reg. n° 138 de la chambre des comptes, fol. 129-134.)

CCLXVII.

Trois lettres concernant l'offre d'une somme de trois millions de florins faite par les réformés des Pays-Bas, pour avoir le libre exercice de leur religion : 28 octobre, 7 et 10 novembre 1566 (1).

I. Lettre du comte de Hooghstraeten et du magistrat d'Anvers à la duchesse de Parme.

Madame, nous ayant esté par diverses fois enjoinet et commandé, de par Vostre Altèze, de ne passer nulle occasion d'avertir à icelle toutes les occurrences qui se offrent en ceste ville, a semblé estre de nostre office et devoir de faire tenir à Vostrediete Altèze une requeste que nous ont hier présentée les députez des deux religions conjointement admises icy par provision, qui-estoit annexée avecq une aultre pour Sa Majesté, nous requérant de vous envoyer le tout : ce que n'avons sceu laisser, en obéissant à voz commandemens; remectant néanmoins à la très-prudente discrétion de Vostre Altèze et de son conseil qu'elle a lez elle, à en user comme trouveront convenir pour le service de Dieu, de Sa Majesté, repos et tranquillité de ces pays. A tant, madame, après avoir baisé les mains de

(1) Voy., sous le n° CC de ces *Analectes*, la requête des réformés d'Anvers, ainsi que les extraits, que nous y avons donnés en note, de deux lettres écrites à ce sujet au Roi par la duchesse de Parme, le 15 novembre et le 18 décembre.

Vostre Altèze en toute humilité, supplions à Dieu donner à icelle bonne vie et longue. D'Anvers, ce xxviii^{me} jour d'octobre 1566.

Soubz escript : De Vostre Altèze très-humble et obéissant serviteur à jamès, ANTHOINE DE LALAING, *et plus bas* : De Vostre Altèze les très-humbles et obéissans serviteurs, MARC-GRAVE, AMMAN, BOURGMESTRES, ESCHEVINS ET CONSEIL DE LA VILLE D'ANVERS.

II. Lettre du magistrat de Tournay au magistrat d'Anvers.

Honorables et prudens seigneurs, à la bonne grâce de Voz Seigneuries nous prions estre recommandez.

Messeigneurs, ce jourd'huy, date de ces présentes, de la part de ceulx qui se dient de la religion réformée en ceste ville, nous a esté présentée requeste tendante afin que voulussions envoyer à Son Altèze certaine remonstrance adressée à Sa Majesté, faicte soubz les noms en général de tous ceulx de ladicte religion réformée de ce Pays-Bas, par laquelle est donné à cognoistre des inconvéniens qui polroyent advenir, en cas qu'empeschement fût donné à l'exercice de ladicte religion; et sont en icelle comprinses aucunes offres, tant d'argent qu'aultres moyens, pour parvenir à quelque bonne pacification. Et comme nous a esté donné à entendre, pour estre induits à ce que dessus, que la mesme remonstrance auroit esté représentée à la seigneurie du comte de Hoochstrate et aux vostres, et que mesme auriés envoyez voz députez en la court, pour mettre le tout ès mains de Son Altèze, et faire poursuyte pertinente pour parvenir à quelque bon succès de ladicte remonstrance, vous avons bien volu rescrire ce mot, afin de requérir Voz Seigneuries de nous advertir comme y auriés procédé : en quoy nous ferez plaisir, lequel serons prests de recognoistre à la première occasion. Ce que

cognoit Dieu, nostre créateur, lequel vous ait en sa sainte garde. De Tournay, ce vii^{me} en novembre 1566.

Ainsy soubz escript : LES PRÉVOSTS, JUREZ, MAYEURS ET ESCHEVINS DE LA VILLE ET CITÉ DE TOURNAY, BIEN VOSTRES.

Et sur le doz : A noz chiers et espéciaux messieurs les bourgmestres et eschevins de la ville d'Anvers.

III. Réponse du magistrat d'Anvers au magistrat de Tournay.

Messieurs, nous avons receu hier soir vostre lettre datée du vii^{me} de ce mois, et entendu par icelle comme vous seroit esté fait rapport que aurions envoyé noz députez pour mettre ès mains de Son Altèze une requeste présentée au conte de Hoochstraten et à nous par ceulx qui se disent de la religion réformée, et que auryons chargé de faire poursuyte pertinente pour avoir quelque bon succès. Sur quoy ne voullons laisser vous remerchier que vous adressez à nous pour sçavoir la vérité du passé, sans donner crédit ne fiance aux rapportz que l'on vous en at fait : estant bien vray qu'avons par ensemble envoyé requeste, tendante au meisme butte dont faictes mention en voz lettres, à noz députez qu'avons auparavant envoyé à Bruxelles pour aultre effect, et ce seulement pour nous avoir esté ordonné par Sadicte Altèze que ne fauldrions advertir icelle de toutes les occurrences qui s'offriroient; ayant remis à sa très-prudente discrétion et ceulx de son conseil qu'elle a lez elle, d'en user comme elle trouvera convenir pour le service de Dieu, du Roy, repos et tranquillité de ces païs; remectant aussi à vostre discrétion d'en user comme le trouverez bon par voz conseilz; ne désirant que ce qu'en avons fait ne soit tiré en conséquence, l'ayant fait seulement sur le tiltre que dessus. A tant, etc. D'Anvers, le x^{me} de novembre 1566.

(Archives du royaume : *Registre de la correspondance d'Antoine de Lalaing, comte de Hooghstraeten*, pp. 118, 142, 143.)

CCLXVIII.

Instruction et rapport du secrétaire d'État BERTY, envoyé par la duchesse de Parme et le duc d'Albe vers l'évêque de Liège : 24-29 septembre 1567 (1).

I. Instruction de Berty.

Mémoire de ce que Baptiste de Berty, secrétaire du Roy, aura à dire et remonstrer à monsieur de Liège, de la part de madame la duchesse de Parme, etc., et monseigneur le duc d'Alve.

Premièrement, après avoir présenté les lettres de crédeuce de Leurs Altèze et Excellence audict seigneur évesque (2), ledict Berty luy fera leurs recommandations.

En après, luy réduysra en mémoire tant d'advys que, pendant les troubles passez en ces pays, Son Altèze a eu et luy communiqué, du desseing que l'on avoit sur le pays de Liège;

Que l'on entend que ces desseingz ne cessent encoires, et aussy qu'il y a advertence de quelque mouvement d'Allemagne et France.

(1) Berty était porteur d'une lettre du duc d'Albe pour l'évêque, ainsi conçue :

« Monsieur, les choses que vous entenderez par le porteur de ceste, Baptiste Berty, secrétaire du Roy, mon maistre, important, à mon avis, grandement pour vostre repos et de vostre pays, et conséquamment de ceulx de par deçà que vous sont si voisins, ont meu à madame la duchesse de Parme, régente, etc., et à moy de l'envoyer par-devers vous. Je vous prie doncques de le vouloir escouter et luy donner bénigne audience, luy adjoustant foy en ce qu'il vous en dira de ma part, comme à ma personne propre. A tant, monsieur, je prie à Dieu qu'il vous ait en sa garde. De Bruxelles, le xxiv^{me} de septembre 1567. »

(2) Gérard de Groesbeck.

Luy représentera combien facilement se pourroit esmouvoir en son pays de Liège trouble, avec inconvéniement de très-grand danger et conséquence, tant en son endroiet que pour les pays de Sa Majesté, d'autant que audict pays de Liège il y a beaucoup de gentilzhommes, vassaulx dudict seigneur évesque, s'estans joinctz à ceulx de par deçà et ayans soubzsigné la confédération, nonobstant qu'ilz n'ayent raison ny occasion de s'en mesler, comme n'ayans grande partie d'eulx biens par deçà, et que l'on est fort bien adverti qu'il y a plusieurs principaulx des siens lesquelz (oires que l'on ne sçache que ouvertement ilz ayent soubzsigné) ont toutesfois eu grand'part aux troubles, émotions et rébellion passées, comme ayans servi et servans encoires d'advis, conseil et refuge à aultres leurs parens et amis estans de ladicte confédération, et qu'il a facilement peu cognoistre quel a esté le nombre de telz, par le peu de gentilzhommes qui l'ont assisté à l'emprinse contre la ville de Hasselt (1), laquelle n'est encoires du tout asseurée, selon que s'est veu, depuis peu de jours en çà, qu'il a fallu qu'il y ait envoyé de ses gens, et que aussy en la ville de Maeseyck les choses n'y sont pas encoires en repos;

Que à Liège, Huy et Saint-Tron, passé longtemps, le peuple a esté fort enclin et addonné à novellité endroiet la religion, et est-l'on adverti que, au moindre chef, ledict peuple eust descouvert cestuy son humeur, et faict le mesme que s'est faict par deçà;

Que sondict peuple, mesmes en ladicte cité de Liège, n'a encoires de rien changé cestuy humeur, ains qu'il y est entre-tenu par espritz irrequietz (2), et que jusques oires il se soit contenu en office, avoir esté plus par les bons debvoirs des gens d'Eglise, bons bourgeois et gens de bien estans d'autorité et crédit parmy eulx, que aultrement;

(1) Voy. nos *Analectes Beligiques*, 1830, in-8°, pag. 277 et suiv.

(2) *Irrequietz*, inquiets, turbulents, de *irrequietus*.

Que la présence du sieur de Lumey en la cité de Liège et par là audict pays n'est sans souspeçon et danger, estant ung des principaulx confédérez, considéré les insolences qu'il a commis en ladicte cité, notoirement en contemnement de l'autorité dudict évesque, faisant menées et actes pour attirer le peuple à soy et l'esmouvoir; mesmes que se sçait que, quelque temps passé, il s'est employé pour enroller gens, et qu'il a faict passer monstre à ses villaiges.

Dira en oultre que ledict évesque peult se souvenir comme, passé longtemps, Son Altèze luy a faict représenter le danger des fortz de son pays : lequel ne cessant encoires, et pour estre de l'importance dont il est, Leurs Altèze et Excellence ne peuvent délaïsser de encoires luy en réitérer remonstrance, pour estre adverties que le sieur del Vault, capitaine de Buillon, n'a seulement soubzsigné, ains ausy instigué plusieurs de le faire pareillement, entre aultres le sieur de Ochem ;

Et combien que l'on ne sçache que le sieur de Monfrin, capitaine de Huy, ait soubzsigné, que toutesfois l'on est bien adverti qu'il a donné advis et conseil en plusieurs assamblées où se sont trouvé ses parens et amis, comme les sieurs de Betau, Deu, Rograve, del Vault, Bureil et plusieurs aultres ;

Que l'on est bien adverti que la dame d'Onstein ; femme présentement dudict sieur de Betau, a assisté et introduict le prédicant à Maestricht, et que néantmoins elle se tient avec sondict mary à Liège ;

Que ledict seigneur évesque n'ignore pas les mauvais offices que la dame de Voghelsanck a faict en Hasselt, par loger et entretenir le prédicant, assister, favoriser et secourir les rebelles de ladicte ville, tant devant que après la réduction d'icelle, et qu'elle ne cesse de continuer encoires ces mesmes offices envers ceulx qui se monstrent de la nouvelle religion et de recueillir les fugitifz et aultres leurs pareilz.

Et si d'aventure ledict seigneur évesque venoit à dire que ledict sieur de Betau et quelques aultres se fussent déclairez

de la confession d'Auguste, et qu'ilz eussent prins terme pour vendre leurs biens et se retirer, se pourra respondre là-dessus que ledict terme est pièça passé, et quand bien il ne le fust, qu'ilz ne doivent entretant dogmatiser et exercer leur religion, comme ilz font, à scandale et séduction d'autres, laquelle leur religion l'on est adverti estre calvinistique, combien que, pour se couvrir, se disent estre de ladict confession, pour s'ayder des mandemens de l'Empire.

Que, ces choses estans ainsy, il les veuille bien considérer et peser comme il convient, mesmes le danger auquel il et sondict pays sont constituez, et la facilité d'exécution qu'il y a allencontre icelluy, si les ennemis du repos publicq, tant du costé d'Allemagne que France, s'entendans par ensemble, se déterminassent de faire emprinse, comme l'on est adverti qu'ilz desseignent et pourjectent, y joinet le grand nombre des réfugiez du pays de par deçà en celluy de Liège, et veuille aussy perpendre (1) les maulx qui pourriont conséquamment provenir à ces pays de par deçà, si quelque feu s'alluma aux siens; et le requérir partant que de bonne heure il y veuille pourveoir et remédier, et aller fort avisément en ces affaires, et porter et faire porter par ses officiers fort grand soing que nulles assamblées ny conventicules se puissent tenir en sondict pays; et avoir singulier esgard sur ces fortz, comme chose si importante et dont si grand danger pourroit succéder par mesgarde : pressant sur ce point autant que possible sera.

Et retiendra ledict Berty bien par le menu ce que sur ce que dessus ledict évesque se laissera entendre, pour en faire rapport à son retour.

Faict à Bruxelles, soubz le nom de Son Altèze cy mis, le xxiiii^{me} jour de septembre 1567.

MARGARITA.

(1) *Perpendre*, peser, examiner avec soin, *perpendere*.

II. Rapport de Berty.

Ensuyvant le commandement faict par madame la duchesse de Parme, etc., régente, et monseigneur le duc de Alva, capitaine général pour le Roy par deçà, à moy Baptiste de Berty, je me suys trouvé, le xxvii^{me} de ce présent mois d'apvril 1567, après le midy, en Liège, où ayant faict entendre à monseigneur l'évesque de Liège ma venue illecq, par ordonnance comme dessus, pour de par Leurs Altèze et Excellence luy exposer aucunes choses que me estiont enchargées, je eus le lendemain, devant midy, audience, en laquelle, après luy avoir présenté mes lettres de crédence, luy déclairay par ordre le contenu en mon instruction, ampliant icelle où me sembla convenir.

Sur quoy il entama propos par remercier très-affectueusement Son Altèze de la bonne intelligence que pendant les troubles luy avoit pleu tenir avecques luy, luy faisant part des advertences et occurrences, et singulièrement des desseingz que l'on avoit peu entendre se pourjectoyent contre ses pays et Estatz, dont il disoit fort bien se souvenir, et remerciant de mesmes Leurs Altèze et Excellence de l'office de bon voisinage que présentement elles faisoient faire par moy : chose qu'il disoit luy accroistre l'affection qu'il avoit tousjours eu envers Sa Majesté et son service, auquel il disoit que tousjours il employeroit son corps et biens, et rendroit tout extrême debvoir pour conduire et entretenir ses subjectz et peuple en ceste mesme dévotion, chose qu'il disoit luy seroit tant plus facile, si de ce costé luy fust correspondu, ce qu'il disoit vouloir tousjours espérer, et mesmes, au cas de besoing, d'estre aydé, assisté et secourru.

Détestant grandement le faict d'aulcuns de ses vassaulx de s'avoir jointz avec plusieurs de par deçà endroict la signature de la confédération, et avoir esté présens à la présentation de

la première requeste, et démontrant en avoir grand regret et desplaisir : me disant qu'il n'avoit délaissé de faire entendre à quelques-ungz d'entre eulx, que l'on disoit estre du nombre, le mescontentement qu'il en avoit, et combien il ressentoit qu'ilz se eussent oubliez si avant. Et y adjoustoit que ce que jusques oires il n'en avoit faict aultre démonstration, estoit advenu, partie pour la durée des troubles, au plus fort desquelles ne sambloit convenir remuer davantage les humeurs, et aultre partie pour respect que grand'part, oires qu'ilz eussent biens soubz luy et en ses pays, toutesfois avoient leurs résidences ordinaires en ceulx de Sadiete Majesté et rière sa jurisdiction : luy ayant partant samblé que de sa part plus convenablement s'en devoit et pavoit faire ladiete démonstration, laquelle, comm'il véoit que ne se faisoit contre nulz, l'a aussy aulcunement retenu de procéder plus avant; et davantage, qu'il n'a oncques eu, comme encoires il n'avoit, aulcune particulière information à leur charge, et moings proeue bastanté, selon les droictz et coustumes de ce pays, pour faire aulcune appréhension, laquelle, selon lesdictes loix et coustumes, doit précéder jugement et sentence convenable, permectant icelle appréhension, et que, quand luy serient administrées les informations et proeues contre les siens, qu'il regarderoit de tellement procéder contre eulx et en faire telle démonstration, que l'on apperceveroit combien luy desplaisroit que à aulcun des siens qui eust machiné chose contre Sa Majesté et à son des-service, il monstrast bon visage : il se taisoit qu'il voulssit permectre qu'il y fust tolléré. Offrant, en ce cas, d'estre content que à telles procédures fust adjoinct quelque advocat ou aultre de par icelle Sa Majesté, pour assister les siens à l'instruction desdictes procédures; requérant que l'on n'estimast autrement de luy.

Quant à ceulx qui, encoires que l'on ne sceût qu'eussent soubzsigné, auroient toutesfois eu part aux troubles, émotions et rébellions de par deçà, et assisté aultres confédérez, leurs

parens et amis, d'advis, conseil et refuge, il disoit n'en estre adverty, et que, quand il le seroit, l'on pouvoit s'asseurer qu'il en useroit comme dessus : confessant bien qu'il avoit eu peu d'assistance de sa noblesse à l'entreprinse contre Hasselt, et cela estre advenu par auleuns mauvais espritz qui, dois son advenement au régime, aviong travaillé de aliéner de luy l'affection de la noblesse et aussy du peuple, mesmes en la cité de Liège, mais que maintenant cela s'estoit passé, et que la chose se portoit beaucoup mieulx.

Il passa oultre à me discourrir la grande difficulté que avoyent augmenté en ses affaires, par-dessus ce que dessus, les troubles y survenuz incontinent après, de façon que ses villes de Hasselt et Maeseyck s'estiong rebellées, comme l'on a veu, et la peine qu'il a eu à les réduysre : confessant estre vray que les choses n'estiong encoires en parfaiete quiétude en ladiete ville de Hasselt; toutesfois, qu'il y avoit faict faire quelque appréhension et exécution, et y donné tel ordre, et porteroit si bon oeyl et soing, qu'il vouloit espérer que le tout iroit s'assurant, comme pareillement en la ville de Maeseyck, où aussy il disoit le mal n'estre encores du tout remédié; regrettant que, pour son indisposition, il ne pouvoit personnellement entendre à beaucoup de choses, le remède desquelles requéroit sa présence : à quoy il espéroit que de brief il pourroit vacquer, si Dieu estoit servi de donner progrès à l'amendement que maintenant prenoit sa playe.

Disoit dadvantaige qu'il alloit faisant tout ce que se pouvoit pour le redressement des affaires, tant endroict la religion que autrement, en sondict pays, par publication de mandemens et bonnes ordonnances contre les estrangers venans en son pays, afin de déclairer la cause de leur venue, et exhiber certification du lieu duquel ilz sont partiz : ayant commandé très-expressément à ses officiers, par lettres à part, que nulz hérétiques ny ayans part à ces troubles, émotions et rébellions, soyent tollérez.

Par-dessus ce, il disoit estre intentionné, sitost que par commodité il pourroit, de faire faire une monstre générale par tout son pays, et de faire partir ceulx qui se trouverient ne vouloir maintenir la saincte foy et religion catholique, suyvnt ce qu'en estoit disposé et ordonné par la *religion* frid. Et, pour conclusion, en tant que touchoit la généralité, il promettoit si bonne vigilance et soing partout, qu'il vouloit espérer que inconvenient n'advierdroit facilement, et qu'en oultre, suyvnt ce que le poulssoit son affection susdicte envers Sa Majesté, il mettroit tout son estude pour faire tout ce qu'en premier lieu il pouvoit adviser estre agréable à Dieu, et que luy viendroit signifié pouvoir venir au bien, repos et bénéfice de Sa Majesté et des pays d'ung chacun d'eulx.

Quant à ses cité et villes de Liège, Sainct-Tron et aultres, il disoit estre ainsy que le peuple y avoit esté ung petit altéré, mais que, depuys la réduction des villes de Hasselt et Maeseyck, ledict peuple s'estoit beaucoup quiété et remis à l'ancienne religion, comme pareillement avoit faict le peuple en la cité de Liège, mesmes depuys l'appréhension de certain homme, d'esprit très-maling, qui troubloit toute la cité, et lequel se détient présentement prisonnier au chasteau de Huy, de façon que partout les choses estiont à reccoy (1), et espéroit qu'elles y iroyent y continuant, mesmes par les bons offices et debvoirs des bons prédicans qu'il avoit mis, à ses propres despens, en plusieurs lieux de sondict pays.

Venant après à la particularité de la remonstrance que luy feis, et premièrement concernant le sieur de Lumey (2), me dict que certainement icelluy seigneur avoit faict grandes insolences et aussy plusieurs violences en ses cité et pays de

(1) *A reccoy*, en paix, tranquilles.

(2) Il s'agit ici du fameux Guillaume de la Marck, qui surprit la Brielle en 1572.

Liège, et que ledict seigneur évesque n'en avoit encores fait aucune démonstration manifeste, avoit procédé des privilèges et droictz du pays, que l'on ne peult appréhender personne que premier il n'y ait enqueste préparatoire, confirmée de trois tesmoins conformes, et prise de corps décernée là-dessus, comme dict est, et quelque diligence que ledict seigneur évesque avoit fait faire contre ledict sieur de Lumey, que s'estoit rencontré grande difficulté au recouvrement desdicts trois tesmoins, pour ce que ausdictes insolences et violences n'avoient esté présens que les gens dudict sieur de Lumey, et guères d'autres, le tesmoignage desquels eust esté vaillable; toutesfois, qu'en parfin l'on avoit tant fait que d'avoir recouvert tesmoins souffissans, et procède-l'on pour obtenir ladicte prinse de corps. Ce que ayant apperceu ledict sieur de Lumey, s'est secrètement retiré du pays, la volte (1) de Metz, comme ledict évesque est adverty, lequel ne cessera de faire continuer les procédures requises contre ledict de Lumey.

Au regard des fortz de Buillon et Huy, il disoit n'avoir oncques entendu, que par bruit, que le sieur del Val, capitaine dudict Buillon, eust soubzsigné ladicte confédération, et qu'il n'avoit, oncques que maintenant, ouy qu'il eust induit le sieur de Ochem à aussy soubzsigner : disant que, sur le premier bruit, il avoit reprins bien aigrement ledict del Val, qui s'estoit excusé, sur ce qu'il n'avoit soubzsigné que pour la présentation de la première requeste, sans que oncques il ait passé ny se meslé plus avant, ny oncques se trouvé en aucunes assemblées. Et n'en avoit ledict seigneur évesque fait aultre démonstration jusques à présent, pour les causes susdictes et aultres, et mesmes par faulte d'estoffe et proeuve, attendu singulièrement que ledict del Val estoit assez bien recommandé et en faveur vers le chapitre et les estatz, desquelz il estoit

(1) *La volte*, le chemin.

salarié, et que partant il falloit procéder en cest endroit de sorte que ce fust au goust desdicts du chapitre et estatz, et qu'il y adviseroit, comme cognoissant et jugeant luy-mesmes ne convenir que place de telle importance fust entre les mains de personne suspecte, dont, horsmis ladicte soubz signature, il n'avoit oncques jusques oires donné occasion, ains très-bien et fidèlement servi.

Quant au sieur de Monfrin, capitaine de Huy, il disoit pareillement n'avoir pas entendu qu'il eust soubzsigné, et moins assisté ses parens et amis soubzsignés de conseil, advis et refuge, requérant luy en estre administré quelque enseignement, lequel ayant, il asseuroit que l'on verroit par effect combien il estime ce meffait des siens; et néantmoins, comme passé longtemps il a désiré, pour aultres considérations, se deffaire dudict de Monfrin, et luy avoit diminué ses gaiges de xv^e à viii^e florins par an, estimant que, à ceste cause, ledict capitaine prendroit congé de soy-mesmes, ce que toutesfois il n'a pas fait, ains continué son service sur ceste diminution de traictement, ledict seigneur évesque disoit qu'il adviseroit de se servir de la présente occasion pour adviser, par bon moyen, le déport dudict sieur de Monfrin.

Touchant le sieur de Betau et sa femme, dame d'Onstein, il me diet qu'il leur avoit commandé de vuyder le pays, selon les ordonnances de l'Empire, et leur assigné terme à cest effect, qui estoit expiré : sur quoy ilz luy avoyent demandé terme compétent, selon la qualité de leurs biens qu'ilz avoyent audict Liège, qui estiont seigneuriaux, et jusques avoir trouvé marchand pour en tirer la valeur, et non qu'ilz fussent forcez, par estre pressez, s'en deffaire à vil pris, et que là-dessus ledict seigneur évesque avoit persisté sur leur partement, et de brief, ou qu'il regarderoit de faire procéder contre eulx comm' il appartiendroit, et que sur cela ilz s'estiont retirez vers Allemaigne, à intention, comm' il estoit adverty, pour le travailler par quelque mandement impérial, dont toutesfois

il disoit ne faire compte, et que desjà il s'estoit muny allencontre.

Et touchant la dame de Voghelsanck, il disoit estre vray qu'elle avoit faict tout plain de follies, et qu'il l'en avoit fort bien reprins, mais que plusieurs choses n'avoient pas encores esté avérées, saulf que d'une charrette chargée de farine, venant de sa terre, pour entrer en Hasselt sur le siège, et fust prinse par le maistre d'hostel dudict seigneur évesque, qui avoit charge devant ladiete ville, lequel faict, encores comme plusieurs aultres, elle mettoit sur ses subjectz, desquels elle disoit n'avoir sceu estre maistresse durant ces troubles, et qu'elle avoit faict faire quelque démonstration allencontre aucuns de sesdicts subjectz qui s'estiont absentez : doubtant toutesfois ledict seigneur évesque que le tout n'estoit que faintise et simulation; néantmoins, qu'il n'abandonnoit pas ce cas de ladiete dame, mais que en temps et lieu il adviseroit d'en user comm' il appartiendrait.

Concluant derechef, comme dessus, qu'en son pays ne se souffriroyent gens qui eussent faict la moindre chose contre Sa Majesté, et par son affection envers icelle.

Ayant ouy tout ce que dessus, je luy répliquay que ce que Son Altéze avoit faict avoit esté pour, cognoissant la recommandation en laquelle Sa Majesté tenoit le pays de Liége, pour la bonne voisinance, alliance et amitié que dès si longtemps il y avoit esté et estoit avec celluy de par deçà, seconder en cest endroit l'intention de Sadicte Majesté, laquelle je luy disoy longuement avoir esté advertie de l'affection que ledict évesque portoit envers icelle, et que, pour luy démonstrer le réciproque de sa part, c'estoit que l'on avoit le soing du bien de son pays et affaires, par-dessus l'intérêt qu'il y alloit pour les pays de Sa Majesté, si celluy de Liége fust affligé, et que partant il y avoit pour quoy espérer qu'il seroit correspondu et secourru en ses nécessitez et besoing de ce que se pourroit faire et les affaires de Sa Majesté pourriont comporter, selon

qu'il avoit peu veoir que, au plus fort des troubles de par deçà, l'on l'avoit assisté contre la ville de Hasselt, et que on l'eust faict dadvantaige sans la conjuncture de alors, que l'on avoit besoing de pourveoir tout à ung coup en tant de costez par deçà, tant contre ceulx de Vallenchiennes que pour faire l'entreprinse contre les rebelles à Ousterweel, soubz la conduite du sieur de Thoulouze. Dont ledict seigneur évesque remercia grandement Son Altèze.

Je luy dis en oultre que, s'il avoit bien entendu ce que luy avoy exposé, et ce que j'avoy requis par ma charge, ce n'avoit esté, ny qu'il procédast contre les siens, ny fait l'une chose ou l'autre contre ceulx de par deçà estans réfugiez par delà, ny aucune aultre chose particulière, comme ne m'en estant rien esté enjoinct, ains seulement, luy représentant, comme j'avoy faict, les termes dangereulx èsquelz estiont constituez les affaires en son pays, et la facilité qu'il y auroit d'exécuter aucune dangereuse imagination et entreprinse, quand les malveuillans d'Allemagne et France s'entendissent par ensemble et avec les siens qui n'estoyent entiers et les réfugiez nostres, le requérir seulement qu'il voulssit regarder de y pourveoir d'heure, à ce que ne s'allumast feu en son pays, lequel conséquemment embrasast celluy de par deçà, et le meit en plus grand trouble et danger qu'il n'avoit esté.

Le xxix^{me} dudict mois, après midy, ledict seigneur évesque me fait appeller, et me déclaira comme ledict sieur del Val estoit venu là pour recepvoir ses gaiges de quelque terme escheu, et que de soy-mesme il estoit venu luy remonstrer d'avoir entendu qu'en la court icy l'on parloit estrangement de luy, et que l'on le tenoit suspect à cause de la soubzsignature avec les confédérez : asseurant que ce n'avoit esté que pour la présentation de la requeste, et nullement à aultre fin ny intention; estant content que on luy couppast la teste, si depuys il s'en estoit meslé, ou qu'il fust esté en quelque assemblée ou consulte avec les aultres, ny à Saint-Tron, ny aultre part, et

qu'il avoit tousjours vescu et se conduict en gentilhomme et homme de bien, comme il entendoit faire encoires à l'advenir, et partant regarder de faire faire poursuytes convenables par deçà à sa justification et descharge, et ne trouvant convenable au service dudict seigneur évesque ny de son pays qu'estant en telle opinion et bruit il servit en la charge qu'il tient, la remectant partant entre les mains dudict seigneur évesque jusques à tant qu'il auroit donné satisfaction de son faict; et que là-dessus icelluy évesque, pour responce, avoit dict audict capitaine qu'il ne s'estoit oncques plainct de son service, comme encoires ne faisoit-il, mais, quant à la soubzsignature, qu'il s'y estoit grandement oublié d'y estre entré, estant en son service, sans jamais l'en préadvertir ou toucher, selon que aultrefois il luy avoit bien amplement dict, et quant à ce qu'il remectoît sa charge susdicte entre ses mains, qu'il adviseroit ce qu'il en auroit à faire.

Et comme ledict seigneur évesque me demanda comment me sembloit qu'il en debvoit user, je luy respondis que c'estoit ung cas non pensé, et que n'en estoy aulcunement chargé, et que ne luy sçavoy que dire, fors m'asseurer que, par sa prudence, il sçauroit bien en user comm' il trouveroit convenir pour son propre bien et celluy de son pays, et secundairement pour ceulx de Sa Majesté; trop bien, de moy-mesme et comme particulier, luy vouloy-je bien dire, s'il luy plaisoit, que puy-que l'offre dudict del Val venoit à luy retrancher la peine où il se fust trouvé pour le déporter par dextérité et sans altération ou du moins desgoust, qu'il me sembloit que c'estoit une occasion si à propos qu'il ne la debvoit laisser échapper.

Et quelque temps après, il me rappella et me dict que, ayant communiqué ce poinct en son conseil, il estoit résolu accepter l'offre dudict del Val, et commectre, par provision, à sa charge audict Buillon, le maistre de son hostel, lequel au plus brief tireroit celle part.

Et disant que de tout ce que j'avoy entendu de luy je feroiy

fidel rapport à Leurs Altèze et Excellence, je prins congé pour mon retour.

(Original et minute, aux Archives du Royaume : collect. des papiers d'État et de l'audience.)

CCLXIX.

Cinq lettres concernant la demande, faite par l'archiduc Ferdinand, pour son fils, le prince Charles, de la main de Marguerite de Mérode, fille de Jean, baron de Mérode et de Petersheim : 18 avril - 10 juin 1577 (1).

I. Lettre autographe du baron de Pollviller (2) à don Juan d'Autriche.

Monseigneur, je ne puis délaissier d'avertir Vostre Altesse comme monseigneur et maistre l'Altesse de l'archiduc Ferdi-

(1) Les deux lettres du baron de Pollviller sont conservées en original, et les réponses de don Juan, en minute, aux Archives du royaume, collection des papiers d'État et de l'audience. La lettre de don Juan au Roi a été tirée des Archives royales de Simancas, *papeles de Estado*, leg. 569.

(2) Nicolas, baron de Pollviller et de Florimont, grand bailli de Haguenau, était né à Masevaux, en haute Alsace, d'une ancienne et noble famille, distinguée surtout par ses qualités guerrières. Ce fut lui qui s'empara de Constance, jusqu'alors ville impériale, au profit de la maison d'Autriche, dans le mois d'octobre 1548; il était alors gouverneur de Bregentz..... Pollviller, dont la femme était de l'illustre maison de Ribeaupierre, vivait encore en 1583. A cette époque, il accompagna à Cologne le cardinal André d'Autriche, nommé légat du pape pour les affaires de cet archevêché. (*Papiers d'État du cardinal de Granvelle*, tome V, page 73, note 2.)

En 1572, le duc d'Albe chargea le baron de Pollviller de lever 4,000 gens de pied, hauts-allemands, pour venir servir le Roi aux Pays-Bas. (*Corres-*

nant d'Autriche m'at escript une lettre du 22 du mars, toute escripte de sa propre main (1), laquelle j'ay receu seulement icy au 13^{me} de ce présent mois, par laquelle Son Altesse me donne entendre qu'ycelle ne trouveroit point mal de faire ung mariaige entre le fils de Son Altesse, monseigneur don Charles (2), et mademoiselle Margaritha de Mérode, fille aînée du seigneur de Mérode et Pettershem (3) : toutesfois n'escript

pondance de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas, tome II, page 268.) A partir de cette époque, et jusqu'en 1577, il ne quitta point ces provinces. Dans les circonstances orageuses qui suivirent la mutinerie des Espagnols, après la prise de Zierikzée, il se montra fermement attaché à la cause royale.

Le baron de Pollviller était en correspondance avec beaucoup de person-nages politiques, et en particulier avec le cardinal de Granvelle. Il était, dit Moréri, « hardi, entreprenant et intrigant autant qu'homme de son » temps. » Dom Prosper Lévêque, à son tour, dans ses *Mémoires pour servir à l'histoire du cardinal de Granvelle*, s'exprime ainsi sur le compte du bailli de Haguenau : « Aucune entreprise ne lui sembloit au-dessus de » ses forces; aussi intrigant que brave, il avoit dans le cœur et dans l'es- » prit tout ce qu'il falloit pour réussir. »

(1) Ferdinand, comte de Tyrol et marquis de Brîsgaw, était fils de l'empereur Ferdinand I^{er} et d'Anne, fille de Ladislas, roi de Hongrie. Il avait épousé Philippine, fille de François Welser, d'Augsbourg.

(2) Ce prince était né en 1560.

(3) Jean, baron de Mérode, de Petersheim, Perweys, Duffel, Leefdaele, seigneur de Westerloo, Gheel, etc. Il épousa, en premières noces, en 1558, Marie, fille d'Antoine, marquis de Berghes, et en secondes noces, en 1563, Marguerite de Pallant, sœur de Floris, comte de Culenbourg.

Marguerite de Mérode était du premier lit. Son oncle, Jean, marquis de Berghes, étant mort en Espagne, le 22 mai 1567, sans laisser d'enfants, c'était à elle que tous les biens de la maison de Berghes devaient passer.

Il est à remarquer que, dès l'année 1570, l'archiduc Ferdinand avait, par l'intermédiaire du baron de Pollviller, fait des démarches auprès du duc d'Albe, afin que le marquisat de Berghes et la baronnie de Breda, tous deux confisqués, lui fussent cédés. Une correspondance très-curieuse, à ce sujet, existe aux Archives du royaume, dans un des recueils de la collec-

Son Altesse si résolument qu'on pourroit conclure quelque chose entièrement. Sur quoy j'aye envoyé ung gentilhomme vers ledict seigneur de Pettershem, pour entendre sa volonté, s'il fust content qu'on traictoit sur ledict mariaige, en cas que mondiet seigneur et maistre désiroit résolument de poursuyvre ledict traicté du mariaige. A quoy ledict seigneur de Pettershem m'at fort remercié, disant qu'il estoit contrainct de communiquer le tout avec les parens de sadicte fille, et que aprez me donneroit response; et disoit madame la compaigne dudict seigneur que les seigneurs duc d'Areschot et marquis de Havrech estiont parentz de ladicte damoiselle, et qu'ilz estiont aultres princes aussi lesquelz recherchieient le mesme mariaige.

D'aulture part, je suis informé que ledict duc d'Arescot, pour son fils unique, et le prince d'Aurenge pour son fils aîné, et le comte d'Egmont et le seigneur de Bersel, sont aussi aprez ledict mariaige. Quant à moy, je tiens qu'il n'y est seigneur au monde qu'il puisse faire plus de service à Sa Majesté et du bien à ces Pais-Bas que mondiet seigneur et maistre; et ne doubtant aussi que Vostre Altesse aye intention de tousjours avancer plustost ceulx de son propre sang que aultres quelconques, je la supplie d'y tenir la bonne main, et de m'escripre par ce présent porteur, et donner bénignement son advis de ce que semble à ycelle, selon la qualité dudict affaire, et me

tion des papiers d'État, intitulé : *Correspondances avec divers* : « J'ay » congneu, — dit, entre autres, le baron au duc, dans une lettre du 7 juillet 1570 — j'ay congneu que ledict seigneur archiduc désireroit grandement avoir quelques biens es peïs d'embas, et mesmes de ceulx y nouvellement confisquez, comme seroient ceulx du marquis de Berghes, et » les payer raisonnablement, argent contant, et comme entre parens et de » biens confisquez, comme il est de coustume. Et cela désire-il, comme je » tiens, pour ses enfans, qu'il voudroit plus tost entretenir esdicts Peïs-Bas, et leur y acquérir quelque chose, que non pas en ces peïs d'Allemagne. » Le duc d'Albe ne prêta pas l'oreille à ces ouvertures.

commander aussi où j'auroye moyen de vous rendre très-humble service. Ce sera de si bon cueur comme je prie le Créateur, aprez mes recommandations, qu'il, monseigneur, vous doint l'acomplissement de ses très-haulz et très-vertueulx désirs. De Ruremonde, ce 18 de avril 1577.

Vostre très-humble serviteur,

NICOLA, baron DU POLLVILLER.

Suscription : A monseigneur monseigneur don Jehan d'Autriche, gouverneur et capitaine général des Païs-Bas, es mains propres de Son Altesse.

II. Réponse de don Juan d'Autriche.

Monsieur le baron, j'ay, par ce porteur, receu vostre lettre, et veu ce que me représentez pour le faict du mariaige du filz de l'archiduc Fernande d'Autriche à la fille du seigneur de Mérode et de Petersem, selon ce que vous en avoit estript ledict seigneur archiduc. Et puisque dites en avoir faict parler au père, pour en entendre sa volonté, et qu'il vous auroit faict respondre qu'il en communicqueroit aux parens de sa fille, j'attendray la responce qu'il vous donnera, pour lors, icelle entendue, promouvoir ce faict autant qu'il me sera possible : en quoy je ne manqueray d'interposer mon crédit, si avant que j'entends que la chose soit faisable. Sur quoy, attendant de voz nouvelles, je prie Dieu vous avoir, monsieur le baron, en sa garde. De Louvain, le xxi^{me} jour d'apvril 1577.

III. Deuxième lettre du baron de Pollviller à don Juan d'Autriche.

Serenissimo señor, ... yo scrivi, los días pasados, de mi mano propia, à Vuestra Alteza, en francés, à lo qual Vuestra Alteza me hizo merced de mandarme responder de Lovayna, à xxi de avril, sobre un negocio secreto del serenissimo archi-

duque de Austria Ferdinando, mi señor. Y como las personas principales á quien toca este negocio están cerca la serenissima persona de Vuestra Alteza agora (ninguna dellas me ha dado respuesta), á mí me pareceria, siendo Vuestra Alteza dello servido, que seria bien que Vuestra Alteza hiziese merced al archiduqué mi señor y á mí de hablar con las dichas personas, y entender dellas su voluntad, y hazer todo buen officio en este particular, como co^{sa} propia de Vuestra Alteza, como confio lo hará, y Vuestra Alteza me hará merced de avisarme luego. Nuestro Señor guarde la serenissima persona de Vuestra Alteza, y en mayores gobiernos de reynos y Estados acreciente, como Vuestra Alteza desca y este su menor servidor ha menester. De Roremont, á XXI de mayo MDLXXVII.

Serenissimo señor,

Bessa humilmente las serenissimas manos de Vuestra Alteza
Su menor servidor,

NICOLAS, baron DE POLLVILLER.

TRADUCTION.

Sérénissime seigneur, ... j'écrivis dernièrement, de main propre, et en français, à Votre Altesse, qui me fit la grâce de me répondre de Louvain, le 21 avril, touchant une affaire secrète du sérénissime archiduc d'Autriche, Ferdinand, mon maître. Comme les personnes principales que cette affaire touche se trouvent en ce moment auprès de Votre Altesse (je n'ai reçu réponse d'aucune d'elles), il me paraîtrait bien, si Votre Altesse en jugeait ainsi, et ce serait une faveur pour l'archiduc et pour moi, qu'elle parlât auxdites personnes, afin de savoir d'elles leurs intentions, et qu'elle fit tout bon office en cela, comme pour une chose qui lui serait propre. Je me confie qu'elle le fera, et je tiendrai à faveur qu'elle m'en donne avis bientôt. Notre-Seigneur garde la sérénissime personne de Votre Altesse, etc. Ruremonde, 21 mai 1577.

IV. Réponse de don Juan d'Autriche.

Monsieur le baron, entre aultres lettres vostres en langue espagnolle, y en avoit une où me ramenteviez l'affaire secret pour lequel m'aviez escript à Louvain, me requérant de vouloir parler aux personnes à qui il touchoit, puisqu'elles estiont par icy, pour ne l'avoir vous secu faire. Et oires que l'envye que j'ay, non-seulement en ce faict, mais en tous aultres, de complaire et gratifier à l'archiduc, vostre maistre, soit tel qu'il n'est pas à dire, si ne puis-je laisser de vous escrire que il n'est en ma puissance d'en ce m'employer, pour m'avoir le Roy, mon seigneur et frère, serré la main, et mandé expressément d'en parler pour quelque aultre (1), qui sçait jà ladite

•(1) La comtesse d'Arenberg ; douairière de Jean de Ligne, tué à la bataille de Heyligerlee, désirait vivement, au moins elle l'avait désiré d'abord, le mariage de son fils avec Marguerite de Mérode, et, à sa demande, Philippe II avait chargé le grand commandeur de Castille, don Luis de Requesens, d'agir auprès du baron de Mérode et de Petersheim, afin qu'il y donnât son consentement.

Le 15 février 1576, Requesens eut, à Malines, une conférence avec ce seigneur, qui s'était fait accompagner du docteur Elbertus Leoninus, professeur de droit à l'université de Louvain. Il lui déclara que, eu égard aux bons services rendus par lui, à Bois-le-Duc, au commencement des troubles, et à ceux du feu comte d'Arenberg, le Roi voulait favoriser leurs deux maisons ; que, dans ce but, il verrait volontiers le mariage de sa fille unique du premier lit avec le comte d'Arenberg ; qu'en avancement de ce mariage, il ferait donation aux époux des biens confisqués du feu marquis de Berghes. Le baron de Mérode, après avoir consulté à part le docteur Leoninus, fit répondre, par celui-ci, au gouverneur général qu'il remerciait le Roi, ainsi que Son Excellence, mais que, sa fille étant encore jeune, et la raison voulant qu'il communiquât là-dessus avec ses parents et amis, il demandait un délai pour se résoudre : ce qui lui fut accordé. (*Correspondance de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas*, tome III, page 445.)

Philippe II, lorsqu'il envoya don Juan d'Autriche aux Pays-Bas, lui recommanda, comme il l'avait fait à Requesens, le mariage du comte d'Arenberg avec mademoiselle de Mérode.

charge, pour en avoir esté adverty : par où ne m'en puis excuser. Dont il me desplaist, comme je ne faiz doubte il fera à Sa Majesté, à laquelle l'on se debvoit avoir adressé, avant qu'elle fût esté prévenue. Ce que pourrez faire entendre audit seigneur archiduc, et que, ne fût esté ce commandement, je luy eusse montré de combien je désire m'employer pour choses que luy touchent, comme vous luy pourrez assurer que je feray en celles qui dépendront de moy. A tant, monsieur le baron, etc.

V. Lettre de don Juan d'Autriche à Philippe II.

Sire, el varon de Polviller, estando yo en Lovayna, me escribió una carta para la cual me advertia como el archiduque Fernando de Austria, su amo, le habia escripto, de su propia mano, que él deseaba que procurase el casamiento de su hijo don Carlos con la hija del señor de Merode y de Petersin, y que por obedescer al mandato de su amo, él habia embiado un gentilhombre al señor de Merode para saber su intencion, el cual le habia agradecido, diciendo que lo queria comunicar á los parientes de su hija, y que después daria su respuesta; y demás desto, decia el dicho varon que, aunque habia muchos que procuraban el dicho casamiento, me pedia que quisiese yo ayudar á los de mi propia sangre mas que á otros ningunos : á lo cual yo di por respuesta al dicho varon que él esperase lo que el dicho señor de Merode le responderia, para después ver lo que yo podria hacer. Mas después, no se contentando con esto, me ha de nuevo escripto que, como yo estoy en esta villa, y que los parientes de la dicha dama vendrán luego á mí, yo quisiese tener la mano á la efectucion del dicho casamiento. Y habiendo considerado y pesado este negocio, y tambien que Y. M. me ha escripto que lo procurase para el conde de Aramberghe, el cual y su madre no gustaban, par las grandes cargas que hay sobre los bienes del de-

funto marqués de Verghes (de donde la dicha hija del señor de Merode es heredera), y habiéndome informado de lo que en esto podría hacer, se me han puesto delante los ojos los males que han causado á estos países las alianzas de príncipes extranjeros, señaladamente del señor de Rabesteyn y del príncipe de Oranges al presente, por haber venido á heredar por parte de sus mugeres, grandes bienes en estos Estados, y á tener autoridad entre los estados. Yo me he hallado aconsejado que no se debe entender, ántes por algun buen medio y espediente se debía d'escluir, y siguiendo esto, responder al dicho de Pollviller que V. M. me habia atado las manos y escríto me por algun otro, sobre que ya se habia hablado, y que por esto me desplacia de no me poder emplear en lo que su amo deseaba. De lo cual me ha parecido advertir á V. M., para que, si acudiesen allá sobre ello, sepa lo que ha pasado, y responder en la misma conformidad: remitiéndome todabía á la buena voluntad de V. M. Nuestro Señor, etc.

De Bruselas, á 10 de junio 1577.

TRADUCTION.

Sire, le baron de Pollviller, lorsque j'étais à Louvain, m'écrivit une lettre par laquelle il m'avertissait que l'archiduc Ferdinand, son maître, lui avait écrit, de sa propre main, qu'il désirait que lui, de Pollviller, négociât le mariage de son fils Charles avec la fille du seigneur de Mérode et de Petersheim, et que, pour obéir au commandement de son maître, il avait envoyé un gentilhomme au seigneur de Mérode, afin de savoir son intention; que ledit seigneur l'en avait remercié, disant qu'il en communiquerait avec les parents de sa fille, et qu'ensuite il donnerait réponse. Ledit baron ajoutait que, quoi qu'il y en eût beaucoup qui sollicitassent la main de mademoiselle de Mérode, il me priait de favoriser ceux de mon propre sang, préférablement à tous autres. Je lui répondis qu'il atten-

dit la réponse du seigneur de Mérode; qu'ensuite je verrais ce que je pourrais faire. Non content de cela, ledit baron m'a écrit de nouveau que, comme je suis en cette ville, et que les parents de ladite dame ne tarderont pas à venir me voir, il me priait de vouloir tenir la main à la conclusion du mariage avec le fils de son maître. Ayant considéré et pesé cette affaire; ayant réfléchi aussi que V. M. m'a prescrit de favoriser le mariage de ladite demoiselle avec le comte d'Arenberg, lequel ni sa mère ne le goûtent beaucoup, à cause des grandes charges qu'il y a sur les biens du défunt marquis de Berghes, dont ladite fille du seigneur de Mérode est héritière, et m'étant informé de ce qui se pourrait faire à cet égard, on m'a mis devant les yeux les maux qu'ont causés à ces pays les alliances avec des princes étrangers, et particulièrement celles du seigneur de Ravenstein et du prince d'Orange actuel, pour être venus à hériter, du chef de leurs femmes, de grands biens dans ces provinces, et à avoir autorité dans les états. J'ai été conseillé, par ce motif, de ne pas favoriser les vues de l'archiduc, et de m'en excuser par quelque bon moyen (1). J'ai répondu, en conséquence, audit de Pollviller que V. M. m'a lié les mains, en m'écrivant pour un autre dont il avait été question auparavant, et qu'il me déplait de ne pouvoir, par cette raison, m'employer selon les désirs de son maître. De quoi il m'a paru convenable de donner avis à V. M., afin que, si l'on s'adresse à elle, elle sache ce qui s'est passé et réponde

(1) Marguerite de Mérode épousa, le 1^{er} janvier 1578, Jean de Withem, seigneur de Beersel, colonel d'un régiment d'infanterie au service des états généraux et grand vateur de Brabant, auquel elle apporta en dot le marquisat de Berghes, restitué à l'héritière légitime en vertu du traité de Marche en Famène. Jean de Withem était fils de Maximilien et de Gillette de Halewin, dame de Boesingen.

Le prince Georges d'Autriche ne se maria qu'en 1603; il épousa la princesse Sybille, fille du duc de Clèves.

en cette conformité : me remettant toutefois au bon vouloir de V. M. Notre-Seigneur, etc.

De Bruxelles, le 10 juin 1577.

CCLXX.

Lettre du prince de Parme aux gouverneurs et conseils de justice des Pays-Bas, touchant la victoire remportée, aux îles Açores, par l'armée navale espagnole, sous les ordres du marquis de Santa Cruz, sur celle du prince don Antonio, prétendant au trône de Portugal : 26 septembre 1582 (1).

ALEXANDRE, PRINCE DE PARME, LIEUTENANT, CAPITAINE GÉNÉRAL
ET GOUVERNEUR DES PAYS-BAS.

..... Nous ayant le Roy monseigneur fait entendre la victoire qu'il a pleu à Dieu luy donner contre l'armée de don Anthonio ès ysles des Açores, soubz la charge et conduyte du marquez de S^{te}-Croix, lequel, estant parti de Lisbonne, le x^{me} de juillet dernier, avec une grande et puissante armée que Sa Majesté y avoit fait apprestier pour le secours desdictes ysles, arriva le xxii^{me} à la veue de celle dudit don Anthonio, contre laquelle dèz lors se commençarent plusieurs escarmouches, toutesfoiz de peu d'importance, jusques au mardi xxvi^{me} ensuyvant, que lors, se rencontrant lesdictes deux armées, fort bien en ordre et délibérées des deux costelz (dont le conflict

(1) Voy. De Thou, *Histoire universelle*, liv. LXXV.

- dura cinq heures), Dieu a voulu que celle de l'ennemy soit esté du tout mise en route, grand nombre de leurs batteaulx, partie jectez au fond, partie bruslez, et la reste perduz que deçà que delà, si que finalement la victoire est demeurée à Sa Majesté, avec bien petite perte des siens, n'excédant en tout deux cens vingt-cinq hommes, là où, au contraire, du costel de l'ennemy, la deffaite a esté fort grande et sanglante, y estans demeurez morts le sieur de Beaumont, maistre général du camp, avec plusieurs aultres seigneurs, chiefz et capitaines; mais don Anthonio s'estoit jà retiré le soir devant avec deux batteaulx. Entre les prisonniers furent ammenez Philippe Strossi, général de l'armée ennemie, et ung conte, dit Vimioso, qui moururent bientost après des grandes blessures qu'ilz avoient receu à la bataille : par-dessus lesquelz, sont aussi esté prins quelques vingt-cinq gentilzhommes de tiltre et renom, avec cinquante-deux aultres, tous aussi gentilzhommes, et trois cens treize, que soldatz que mariniers; ausquelz tous ayant ledict marcquiz de S^e-Croix fait faire leur procès par l'auditeur général du camp, et trouvant que, contre la bonne paix et amitié qu'il y avoit entre Sa Majesté et le roy très-chrestien, ilz estoient sortis de la France comme pirates, en faveur dudict don Anthonio, pour infester et escumer la mer et se faire seigneurs et maistres des ysles de Sa Majesté, comme ilz avoyent desjà commencé faire en l'ysle Saint-Michiel, les a tous déclairé perturbateurs du bien et repoz publicq, ennemyz des deux coronnes et faulseurs des rebelles, et, come telz, les a condempné d'estre exécutez, assavoir : les gentilzhommes par l'espée, et les aultres par la corde, à l'exemple et terreur des aultres.

Et pour ce que d'une si grande et importante victoire il est plus que juste et raisonnable, comme de toutes aultres choses, rendre grâces et louanges à Dieu, avec dévotes pryères et supplications que pour l'advenir il plaise à sa divine bonté prospérer de plus en plus les affaires de Sa Majesté, nous vous

avons bien voulu succinctement faire le discours cy-dessus, et jointement vous requérir et néanmoins, au nom et de la part de Sa Majesté, ordonner que, à tel brief jour qu'aviserez, ayez à faire faire processions solempnelles et générales, portant le saint sacrement de l'autel par toutes les villes et lieux du pays de..... que trouverez convenir, pour rendre grâces à Dieu de ce que dessus, et le prier qu'en prospérant de plus en plus les affaires de Sadicte Majesté, il luy plaise avoir pitié de son peuple, et le préserver comme pour son saint service et celui de Sadicte Majesté il convient et est nécessaire. A tant, etc.

Du camp à Messines, le 26^{me} de septembre 1582.

(Minute, aux Archives du royaume.)

CCLXXI.

Acte du duc de Parme portant approbation d'une résolution des bourgmestres et échevins de la ville de Bruges par laquelle il était enjoint aux réformés de revenir au giron de l'Eglise catholique dans le délai d'un mois, à peine d'avoir à sortir de la ville : 26 janvier 1587.

Sur ce que les bourgmestres, eschevins et conseil de la ville de Bruges ont remonstré à monseigneur le duc de Parme et de Plaisance, chevalier de l'ordre de la Toison d'or, lieutenant, gouverneur et capitaine général pour le Roy, nostre sire, es pays de par deçà, que combien que, par le traicté de réconciliation faict et arresté de nostre part avecq ceulx de ladicte ville, soit esté, entre aultres, dit et accordé que tous les bourgeois et manans dudict Bruges qui voudront demeurer en

icelle ville, ne seront recercez ou inquiétez ny constrainctz à nouveau serment pour le fait de la religion, ains tollérez, pourveu qu'ilz vivent sans désordre ou schandal, ce néantmoins lesdicts de Bruges, recognoissant par expérience que, pour l'obstination et malice de telles gens, ce seroit chose trop dommageable les souffrir plus longuement en une ville là où, de temps immémorial, a esté si saintement et inviolablement maintenue et observée la sainte religion catholique, apostolique et romaine, soit esté ouverte la porte à aulcunes sectes et hérésies, auroient, de leur propre mouvement, en acquit de leur devoir, et pour le zèle et affection qu'ilz ont au service de Dieu, de Sa Majesté et au bien publicq, mesme pour l'assurance de ladicte ville, faict publier certain acte dont la teneur s'ensuyt de mot à aultre :

« Les bourgmestres, eschevins et conseil de la ville de Bruges, ayans considéré que ceulx qui se sont escgarez et distraictz de la religion ancienne apostolique romaine, persévèrent en pertinacité, avecq démonstration extérieure de nul apparent amendement, mesmes que, nonobstant la tollérance à eulx gracieusement consentie par le vii^{me} article du traicté de ladicte ville (1), aulcuns ne se sont contenuz de tramer et

(1) L'article 7 du traité conclu, à Tournay, le 20 mai 1584, entre le prince de Parme et les députés de la ville et du Franc de Bruges, portait :

« Que tous lesdicts bourgeois et manans qui voudront demeurer èsdictes villes ne seront recherchez ou inquiétez ny constraincts au nouveau serment pour le fait de la religion, ains tolérez, pourveu qu'ilz vivent sans schandale; et ceulx qui voudront exercice d'aultre religion que de l'ancienne catholique, appostolique et romaine, soubz laquelle les Pays-Bas ont esté sy florissans, et que Sa Majesté a solempnellement juré, lorsqu'il fust accepté et receu pour prince desdicts pays, pourront librement se retirer et revenir toutes et quantes fois que bon leur semblera, la part qu'ilz voudront, moyennant qu'ilz n'ayent esté en pays des ennemys, et que le magistrat les veult recevoir : auquel cas, leur sera permis la libre jouys-

conspirer contre le service de Dieu, Sa Majesté, bien et repos de ladicte ville, et proposer en eulx exécuter leurs malheureux desseingz, avec assistance de ceulx qu'ilz cognoissoient contraires à ladicte religion ancienne : à raison de quoy, et que l'on a cognu (*sic*) Pierre Bronesault et Josse Van Peene, naguaires exécutez en ladicte ville, que les desvoyez ne se contiennent, ains aspirent en temps et lieu avancer encoires leur mauvaise cause, ont résolu, à la descharge de leur obligation qu'ilz doivent à l'honneur de Dieu, service de Sa Majesté, bien et repos de ladicte ville, proposer ausdicts obstinez en leurs erreurs qu'ilz ayent à se resjoindre et remettre au gyron de nostre mère la saincte Eglise apostolique romaine, vivre et faire les actes requiz selon l'institution d'icelle, et au demourant se rengier et conformer en tout aux catholicques, et ce en dedans ung mois du jour de la signification que leur sera faicte, et en apporter certificat pertinent, à paine de sortir ladicte ville : leur laissant la libre disposition de leur bien, suyvnt ledict traicté. Faict le xv^{me} de juillet XV^e huytante-six. *Ainsi signé : P. ADRIANI.* »

Supplians lesdicts de Bruges que, pour meilleure authorisation et entretènement dudict acte, il pleuist à Son Altèze, au nom de Sa Majesté, l'émologuer, ratifier et approuver, et au surplus tenir la main et intercéder que Sa Majesté face la mesme ratification de son costel, S^{ADICTE} ALTÈZE, ayant pour agréable la saincte et bonne intention desdicts de Bruges, et désirant avancer, tant qu'en elle est, ce que puist et pourra servir pour l'effect d'icelle et le maintènement de nostre saincte

sance de tous leurs biens meubles, immeubles et actions estans soubz l'obéissance de Sa Majesté, pour les transporter, vendre, disposer ou aliéner ainsy qu'il leur semblera, ou bien les faire régir, administrer et recevoir par telz qu'ilz voudront députer. » (Reg. n^o 110 de la chambre des comptes, fol. 664.)

religion catholique apostolique romaine, soubz laquelle ces pays de par deçà en général, et ladicte ville de Bruges en particulier, ont tousjours esté si florissans, ensemble pour le bien, repos, tranquillité et assurance de ladicte ville, a, au nom et de la part de Sa Majesté, loué, approuvé et ratifié, loue, approuve et ratifie par ceste, ce que, par l'acte susdict, lesdicts de Bruges ont si saintement et pieusement ordonné, veuillant que iceluy acte sorte son plain et entier effect pour tousjours et à jamais; et à ceste mesme fin, tiendra la main vers Sa Majesté que icelle interpose son auctorité, et le ratifie semblablement de son costel, selon que lesdicts de Bruges requièrent cy-dessus.

Faict à Bruxelles, soubz le nom de Sadiete Altèze, le xxvi^{me} de janvier 1587.

(Minute, aux Archives du royaume : papiers d'État et de l'audience.)

CCLXXII.

Acte du duc de Parme portant approbation d'une résolution des bourgmestres et échevins du Franc de Bruges tendante à obliger les réformés à revenir au giron de l'Église, ou à quitter le pays : 4 mai 1587.

Comme les bourgmestres et eschevins du pays et terroir du Francq ont remonstré à monseigneur le duc de Parme et de Plaisance, chevalier de l'ordre de la Toison d'or, lieutenant, gouverneur et capitaine général pour le Roy, nostre sire, ès pays de par deçà, que, considérans combien est dangeureuse et pestilenticuse en une république la trop libre conversation,

hantise et demeure des hérétiques et obstinez en leurs erreurs, pour la révolte, sédition et rébellion à laquelle ordinairement ilz aspirent en toutes occurences, oultre le dangier du pernicieux venin de leurs hérésies et erreurs qu'ilz sèment à chasque fois parmy les simples gens, et le scandal publicq qu'ilz commettent, à la veue de chascun, par leurdictes opinias-treté et mauvaise conduite, au grand intérêt et préjudice de l'honneur de Dieu et des ordonnances de nostre mère sainte Église, ensamble du service de Sa Majesté, bien et repos dudict pays, et que lesdicts du Francq craignent qu'advenant quelque-fois l'ouverture du plat pays, plusieurs desdicts hérétiques voudroient venir prendre leur retraicte ou résidence audict pays du Francq, en intention de s'y tenir en vertu et soubz la faveur qu'à cest effect leur semble donffer le contenu du viii^{me} article de la réconciliation dudict pays (1), par où icelluy pays viendrait à estre et servir d'ung vray réceptacle de toute sorte des sectaires et hérétiques, ce que lesdicts du Francq ne pensent estre l'intention de Sa Majesté ny de Son Altèze, ny aultrement aussy compatible avecq le service que, suyvant leur serment, ilz doibvent à Dieu, Sa Majesté et ledict pays, tellement qu'ilz auroient résolu, à leur descharge et en acquit de leur devoir, de pourveoir et obvier en temps aux apparens inconveniens et dangereuse yssue qui en polroit ensuivre : mais comme, en mettant en exécution leurdictes résolution, aucuns se pourroient opposer à icelle, en tirant à leur advantaige le disposityf dudict viii^{me} article, à ceste cause, lesdicts du Francq ont très-humblement supplié et requiz qu'il pleuist à Sadicte Altèze, au nom de Sa Majesté, en approuvant et ratiffiant leurdictes résolution, les autoriser en cas de besoing à cest effect, soit en proposant par eulx auxdicts hérétiques et desvoiez de se rejoindre et conduire en tout selon les ordonnances de nostre

(1) Voy. la note à la pièce CCLXXI.

mère sainte Église apostolique romaine, en dedans tel temps que leur sera préfigé, à paine de sortir ledict pays du Francq, leur laissant néantmoins la libre disposition de leurs biens, suivant ledict viii^{me} article, ou aultrement, comme selon la qualité et exigence du cas ilz trouveront convenir, et au surplus qu'il pleuist à Sadicte Altèze, pour plus grande corroboration de ladicte autorisation, tenir la main vers Sadicte Majesté qu'icelle la veuille ratifier semblablement de son costel, SADICTE ALTÈZE, ayant pour agréable la sainte et bonne intention desdicts du Francq, et désirant avancer, tant qu'en elle est, ce que puist et pourra servir pour l'effect d'icelle et le maintenant de nostre sainte religion catholique apostolique romaine, soubz laquelle ces pays de par deçà en général, et celuy du Francq en particulier, ont tousjours esté si florissans, ensemble pour le bien, repos, tranquillité et assurance dudict pays, a, au nom et de la part de Sa Majesté, loué, approuvé et ratifié, loue, approuve et ratifie par ceste, ce que, en cest endroit et par le contenu cy-dessus, lesdicts du Francq ont si saintement et pieusement résolu, les autorisant, au nom de Sa Majesté, de mettre et faire mettre le tout en exécution selon et en la forme et manière qu'ilz proposent, et ce pour tousjours et à jamais; et à ceste mesme fin, Sadicte Altèze tiendra la main vers Sa Majesté que icelle interpose son autorité, et ratifie semblablement, de son costel, ceste leur bonne résolution, selon qu'ilz désirent.

Faict à Bruxelles, soubz le nom de Sadicte Altèze, le iii^{me} jour de may 1587.

(Minute, aux Archives du royaume : papiers d'État et de l'audience.)

CCLXXIII.

Consulte du conseil privé touchant les prétentions que formait sur le comté de Hornes RENÉ DE CERCLERS, gentilhomme français: 4 décembre 1621.

Madame (1), messire René de Cerclers, gentilhomme françois, qui se dit conte de Hornes, a, par sa requeste présentée à Vostre Altèze Sérénissime, remonstré que, par la cession à luy faicte, par feue dame Sabine d'Egmont, vefve du feu conte de Solms, il auroit à juste tiltre acquis le droit du conté de Hornes, et que, par ordre exprès du feu prince électeur de Couloigne Ernest, seigneur direct d'iceluy conté, comme évesque et prince de Liège, il en auroit esté miz en possession réele : se plaignant d'en estre depuis dépossédé, par voye de faict et main armée, par feu le conte Herman vanden Berghe, en son vivant gouverneur de Gueldres, par commandement de feu monseigneur l'archiduc (que Dieu ait en gloire), pendant que, par ordre de feue Son Altèze Sérénissime, il estoit empesché à traitter quelques affaires en Hollande avec le conte Maurice, aiant, pour à ce vaquer avec tant plus d'assurance, obtenu de Sadiete Altèze (comme il dit) sauvegarde pour sa personne et ses biens. Et d'aultan que, par la prinse du chasteau de Hornes, faicte par lediet conte Herman vanden Berghe, il soustient y avoir contravention à ladiete sauvegarde, il requiert en conséquence d'estre remiz, par l'autorité de Vostre Altèze Sérénissime, en la possession dudiet chasteau.

A quoy ceux du chapitre de Saint-Lambert à Liège, estans présentement en possession dudiet chasteau, comme en aians

(1) L'infante Isabelle.

acquis auparavant le droit du sieur de Blienbeque, qui estoit seigneur gagier d'iceluy chasteau et conté, à cause d'une rente de trois mille florins constituée sur ledict conté, disent et maintiennent que, tout ainsi que ledict René Cerciers a dépossédé ledict sieur de Blienbeque dudict chasteau par le moyen d'un pétard, à l'assistance de quelques soldats hollandois, que par la mesme force et voie de faict ledict sieur de Blienbeque en a peu recouvrer ladicte possession, à l'assistance des soldats de mondict seigneur l'archiduc, parce que, de nature, il est permis de repoulsier la force par force : y adjoustant lesdicts du chapitre de Liège que, tant ledict Cerciers qu'eux, conjointement avec ledict sieur de Blienbeque, se sont formellement plainctz, en la chambre impériale, à Spiers, de ladicte force usée d'une part et d'autre, et que, pour ce respect, ilz ne sont aultre part justiciables qu'en ladicte chambre, à Spiers, parce que ledict conté est tenu en fief de l'évêque de Liège comme conte de Loz, et comme tel subject à l'Empire ; offrant d'y maintenir leur droit et respondre à ce que leur peult estre demandé, de tant plus qu'il y a aussi procès pendant entre autres qui prétendent pareillement droit et tiltre audict conté.

Quoy considéré, et que lesdicts procès pendans en ladicte chambre, à Spiers, sont tant au possessoire qu'au pétitoire, il semble à ceux du conseil privé, sous très-humble correction de Vostre Altèze Sérénissime, que, pour ne préjudicier au droit ni de l'une ni de l'autre desdictes parties litigantes, elle doibt estre conseillée de faire donner, pour apostille, sur la requeste dudict Cerciers, « qu'il poursuive son droit, du moins » au possessoire, en ladicte chambre, à Spiers, et, en cas qu'il » vienne à y obtenir sentence à son advantage, que Vostre Altèze Sérénissime l'assistera afin qu'il soit remiz en la possession dudict chasteau : » car de le faire auparavant, il ne se pourroit bonnement effectuer, sinon par main armée et par force, laquelle offenseroit facilement le prince de Liège, qui

apparamment voudra maintenir le droit de son chapitre : laissant au prudent jugement de Vostre Altèze Sérénissime de considérer si, en ceste conjuncture de temps et sur tel subject, il convient se mettre en dispute avec un prince si voisin, attendu mesmes que lesdicts du chapitre allèguent que ledict René de Cerclers a ci-devant cédé son droit audict conté aux estats de Hollande, moiennant une grosse somme de deniers, comme luy-mesme le confesse assez, s'excusant néanmoins de l'avoir fait par force, lorsqu'il estoit prisonnier audict Hollande, et que partant on ne doit tenir [compte] d'une telle cession forcée. Toutesfois, considéré que, si ledict chasteau retourne au pouvoir dudict Cerclers, lesdicts estats d'Hollande y voudront prétendre droit et action, et tascheront sans faulte par tous moyens de s'en faire maistres, et à leur advis à juste tiltre, là où, au contraire, tandis que ledict chasteau demeure entre les mains desdicts du chapitre de Saint-Lambert, la prétention desdicts estats n'aura si bonne couleur, il semble ausdicts du conseil privé, soubz très-humble correction de Vostre Altèze Sérénissime, estre pour le présent le plus expédient, pour se défaire dudict suppliant, de le renvoyer par le moyen de l'apostille cy-dessus touchée.

Ainsi advisé audict conseil privé, tenu à Bruxelles, le 4 de décembre 1621. MA. v^e.

DE GROOTE.

Apostille autographe de l'Infante : Paréceme muy bien lo que resuelve el consejo; y asy se le puede poner la apostylla á su requesta como aquy se dyce (Je trouve très-bien ce que propose le conseil, et ainsi on peut mettre sur sa requête l'apostille qui est ici mentionnée).

(Original, aux Archives du royaume.)

CCLXXIV.

Consulte du conseil privé sur un différend, en matière d'étiquette, qui s'était élevé entre le conseil de Flandre et le magistrat de Gand : 4 mars 1623.

Madame (1), nous avons examiné le différent meu par-devant nous entre les président et gens du conseil de Sa Majesté ordonné en Flandres, d'une part, et ceux du magistrat de la ville de Gand, en adjonction des ecclésiastiques et quatre membres dudict pays, d'autre, sur le fait de la qualification desdictes parties, respectivement, et trouvons, par plusieurs pièces authentiques exhibées par ledict conseil, qu'icelui est en possession paisible et immémoriale, voires de cent et soixante ans et plus, d'estre traicté du tiltre de *hauts et puissans seigneurs*, particulièrement par ceulx du magistrat de ladicte ville, et que, par la subscription de leurs lettres adressées audict conseil, ilz se sont qualifiez *humbles* ou *obéissans serviteurs*, au lieu qu'ilz entendent maintenant passer du tiltre de *nobles et dignes seigneurs* et de la qualification de *très-affectionnez serviteurs*, respectivement. En quoy il nous semble (à correction) lesdicts du magistrat n'avoir eu raison de changer l'ancien style, sans déroguer à l'autorité de la justice administrée par ledict conseil, au nom de Sa Majesté, comme conte de Flandres, d'autant mesme que le placcart de l'an 1593 porte, en termes exprès, que les conseilz seront traictez, comme du passé, en toutes les requestes, lettres et autres escrits qui leur seront adressez, aians lesdicts du conseil en Flandres, en ceste conformité, reprins ceulx dudict magistrat, lorsqu'ilz se sont advancez d'y apporter quelque

(1) L'infante Isabelle.

changement; mesmes ceste dernière fois, pour avoir, de leur autorité privée (comme l'on entend), défendu à leurs secrétaires de plus traicter ledict conseil desdicts tiltres anciens et accoustumez. Néantmoins, comme ilz n'ont encores eu ouverture juridique des documens exhibez par ledict conseil, au cas que Vostre Altèze Sérénissime s'inclineroit à les leur faire communiquer, nous estimerions bien nécessaire d'ordonner ausdicts du magistrat de traicter lesdicts du conseil, par provision, dudict tiltre de *haults et puissans seigneurs*, et de se souscrire, comme du passé, *humbles ou obéissans serviteurs* : remectans néanmoins le tout à la très-pourveue discrétion de Vostre Altèze Sérénissime.

Ainsi advisé au conseil privé, le 4^e de mars 1625. MA. v^e.

DE GROOTE.

Apostille autographe de l'Infante : Paréceme que se podrá acer esto como parece al consejo (Il me parait que cela se pourra faire ainsi que le propose le conseil).

(Original, aux Archives du royaume.)

CCLXXV.

Consulte du conseil privé touchant trois soldats qui avaient mangé des œufs et du fromage, pendant le carême, en Bourgogne, et avaient par là encouru la peine de mort : 11 septembre 1625.

Madame (1), Abraham Olivier, dit la France, Marc Vinsonneau, dit Verger, et Nicolas de Signas, tous trois soldats es-

(1) L'infante Isabelle.

trangers, l'un français et les autres deux lorrains, ont fait exposer, par requeste, qu'estaîs venuz pour se faire enrôler au régiment du baron de Beauvoir, lorsque dernièrement l'on en faisoit la racreue au pays de Bourgoigne, ilz y auroient mangé des œufs et du fromage en caresme, chose qui est prohibée et défendue par les édicts de Sa Majesté, à paine de la vie; et comme ilz sont prisonniers, ilz ont prins leur recours à la clémence de Son Altèze Sérénissime. Et ores que les officiers du siège de Montmorot, consultez sur ladicte requeste, n'inclinent à la grâce, toutefois, considérant que les suppliants sont estrangers, ignorans les édicts de Bourgoigne, dont il ne conste qu'ilz soient esté suffisamment advertiz, il nous est advis que Vostre Altèze Sérénissime leur peult faire grâce de la vie, ordonnant qu'ilz soient puniz en dessoubz la mort : remectans néantmoins le tout au bon plaisir de Vostre Altèze Sérénissime, selon lequel nous nous règlerons.

Ainsi advisé au conseil privé tenu à Bruxelles, le xi^e de septembre 1623. MA v^t.

DE GROOTE.

Apostille autographe de l'Infante : Pudedeselés acer la gracia en la forma que parece al consejo (On leur peut faire grâce en la forme qu'il paraît au conseil).

(Original, aux Archives du royaume.)

CCLXXVI.

Lettre de Philippe IV aux archevêques de Malines et de Cambrai, touchant la prohibition des livres et livrets qui se publiaient sur la mendicité des religieux : 12 décembre 1634 (1).

PAR LE ROY.

Très-révérènd père, très-cher et féal, nous sommes informé qu'en ces pays se publient journèlement divers livretz et traittez sur la mendicité des religieux en faisant profession, avec beaucoup d'aigreur, injures et termes messéans dont les auteurs usent les uns contre les autres : de sorte que, pour remédier au scandale qui en résulte, et prévenir le mespris qui en peut estre causé aux ordres religieux, avec l'intérèst du repos publicq, nous avons jugé à propos que tous semblables traittez, non approuvez par les censeurs ordinaires de par deçà, et publiez sans nostre permission, soyent défenduz, vous dépeschans la présente, afin qu'y puissiez pourveoir ainsy que trouverez convenir (2); et entendons que soubz ceste défense seront comprins les livretz spécifiez au billet cy-joint. A tant, très-révérènd père, très-cher et féal, nostre seigneur Dieu vous ait en sa sainte garde. De Bruxelles, le 12^e de décembre 1634.

(1) La même lettre fut adressée aux recteurs des universités de Louvain et de Douai.

(2) Dans la lettre aux recteurs des deux universités, cette phrase était remplacée par la suivante : « Vous dépeschans la présente, afin que fa- » ciezin insinuer icelle défense à tous les libraires et imprimeurs de vostre » district, et en procuriez l'exécution. »

DÉCLARATION DES LIVRETS MENTIONNEZ EN LA LETTRE.

Les suivans sont jà publiez :

Traité de la pauvreté évangélique, par P. C. R. de Bellay.
A Besançon, 1654.

Le rabat-joye du triomphe monacal, par R. O. P. D. S. Hilaire. A Lille, 1655.

Traité de la désappropriation claustrale, par J. P. Camus, évêque de Belley. A Besançon, 1654.

Magistri Guillelmi de S. Amore opera omnia. Constantiae, anno 1652.

Advis et remède à l'auteur du directeur désintéressé, 1651.

Ceux qui pourroyent encore estre publiez sont soubz les tiltres suivans :

L'horoscope de Jean-Pierre, parisien, d'évesque munier.

Les rabalaires des évêques de France, ou le Jean Camus de Paris.

L'anatomie de tous les Romains, et autres livres de messire Jean-Pierre Camus, parisien, jadis évêque de Bellay.

L'impie Lucian de Samosate ressuscité en la personne de Jean-Pierre Camus, parisien, ou les parallèles et justes..... des escrutz de l'ancien Lucian et du nouveau.

(Minute, aux Archives du royaume : collection du conseil privé.)

CCLXXVII.

Relation particulière que fait à S. Exc. monseigneur le comte de Monterey, etc., lieutenant, gouverneur et capitaine général des provinces des Pays-Bas et de Bourgogne, etc., le conseiller DE LA NEUVEFORGE, député du Roy, pour le cercle de Bourgogne, à la diète impériale de Ratisbonne (1) :
11 novembre 1674.

Monseigneur, quoyque, depuis mon séjour en cette ville et diète impériale de Ratisbonne, j'aye tâché de m'acquitter, de plus prez que j'ay peu, à donner à Vostre Excellence, de courrier à autre, les advis sur ce qui s'y passoit, et surtout sur ce qui pouvoit en particulier toucher les intérestz du Roy, nostre sire, et du cercle de Bourgogne, comme le principal but de mon instruction du 17 décembre 1672 et commission dépeschée le 3 de febvrier 1673, néantmoins, d'autant que le plus important que j'ay eu à négotier concerne la guarantie dudit cercle, j'ay creu que Vostre Excellence aura pour agréable qu'outre le contenu de mes lettres successivement escrites sur cette matière, je luy présente le recueil ou déduction particulière de l'issue favorable qu'at eu cette poursuite, réussie par la conduite de Vostre Excellence, et du temps de son gouvernement général.

J'arrivai en cette ville le 21 d'avril 1675; et après m'avoir acquitté des visites et civilités ordinaires, je m'appliquai le plus à sonder les génies des uns et d'autres, sans pouvoir re-

(1) Titre textuel.

Cette relation sera lue avec d'autant plus d'intérêt, que ni les historiens belges ni les historiens allemands ne mentionnent les faits importants qu'elle contient.

marquer beaucoup d'inclinations pour les intérêts de nostre cercle de Bourgogne, ou de la garantie d'iceluy en cas de nécessité, à laquelle il m'estoit particulièrement enchargé de travailler par l'article 18 de mon instruction. Et au lieu de pouvoir user de quelque confiance avec les sieurs députés de l'électeur de Brandebourg (1), sur le pied de l'art. 11 de madite instruction, je trouvois qu'il y avoit plustost matière de s'en deffier, à cause de la séparation qui venoit d'estre faite de l'armée de Sa Majesté Impériale et de celle dudit électeur, la première se retirant dans les pays héréditaires, et ledit électeur entrant peu après en accommodement avec la France.

Cependant le sieur de Gravelle, ministre de France, cherchant d'excuser de toute façon le séjour des troupes françoises sur les terres de l'Empire, avoit présenté un mémorial, le premier de may 1673, à la diète, par lequel exagérant le désir de son roy pour le maintien de la paix de Westphalie, il demandoit une response cathégorique de la part de tous les électeurs, princes et estats de l'Empire, s'ils vouloient deffendre le quartier et passage aux troupes de Sa Majesté Impériale, ou non; et ne cessat pas d'intimider les uns, alléguant le détachement de l'électeur de Brandebourg, l'esloignement et l'incertitude du séjour des troupes impériales, et d'amuser les autres par des protestations de sincérité et religieuse observation des traités.

Le roy très-chrestien par après ayant emporté la ville de Mastricht en juin 1673, et fait marcher quelques troupes, en diverses brigades, vers le Bas-Rhin et la Meuselle, et le maréchal de Turaine occupant toute la Wettéravie, et s'avancant vers le Maine (2), on ouït des plaintes, en discours particuliers, que ces procédez estoient des contraventions manifestes au

(1) Frédéric-Guillaume, dit le grand électeur.

(2) Le Mein.

traité de Munster; mais personne les qualifiait encore tels par quelque plainte ouverte.

Je n'obmis aucune occasion pour faire comprendre aux uns et aux autres des députés, où je commençois à remarquer quelque desgout de ces invasions françoises, combien ces tolérances alloient attirer de mauvaises conséquences, au préjudice du bien et liberté commune; et leur remonstrois que, la garantie réciproque estant introduite et promise par le traité de Munster, comme un moyen le plus solide à secourir mutuellement les Estats et voisins oppressez, il y alloit des derniers malheurs de l'Empire, si on ne prestoit la main, sur le pied dudit traité, à ceux qui succomboient sous la charge des armes de France et sous le masque du maintien de la paix; que l'invasion du roy très-chrestien dans le cercle de Bourgogne en l'an 1667 debvoit servir d'exemple; que la tolérance d'une force si manifeste, et contre les traités des Pyrénées et le droict des gens mesme, avoit donné l'assurance aux armes françoises de violer si impunément le traité de Westphalie, en ravageant présentement les terres de l'Empire; qu'une résolution favorable de l'Empire à nous garantir en l'an 1667 auroit peu mettre obstacle et oster la suite des troubles où l'on se voyoit plongé sans ressource dans l'Empire, sous des protestations de paix et de sincérité dont les effets ne correspondoient pas aux paroles, et je n'obmis rien de ce qui pouvoit servir à satisfaire à l'art. 15^{me} de mon instruction.

Mais l'accommodement de l'électeur de Brandembourg, le retour des armées impériales dans les pays héréditaires, et la retenue qu'on remarquoit parmi ceux qui auroient deu se plaindre les premiers contre la France, estoit cause qu'on souffroit toutes ces oppressions; et tout estoit tellement partagé, qu'on remarquoit plustost du penchant pour les impressions que donnoient le ministre de France et les députez de ses allicz, qu'à prendre une résolution vigoureuse d'une garantie mutuelle, en conformité des traités de Munster; et tous ceux

dont les maistres estoient alliez avec la France ou ne se vouloient encore déclarer pour l'un ou l'autre parti, déclamoient hautement que, si Turaine avançoit dans l'Empire, et mesme dans la Wettéravie, ce n'estoit que pour chercher les ennemis de son roy où il les pouvoit trouver, comme les comtes de Waldeck, de Solms, de Nassau, qui y ont leurs terres, et qu'ils disoient estre au service des Hollandois. De sorte que les députez desdits comtes de Nassau et autres, qui me confièrent d'avoir ordre de se plaindre contre la France, et demander les effets de la guarantie leur due par le traité de Munster (quoyque je leur eusse dit de vouloir seconder leur demande), n'eurent l'assurance de passer outre : de tant plus que le ministre de France, le sieur Gravelle, exagéroit que ces plaintes estoient mal fondées, à cause que leurs troupes vivoient en bonne discipline et en payant, et ne buttoient qu'à rendre son roy odieux mal à propos, comme il disoit, ou traiteroit en ennemis ceux qui feroient du bruit à la diète.

Le premier qui ouvrit la porte aux plaintes et implorat la guarantie de l'Empire, fut le prince électeur de Trèves (1), par son mémorial du 30 de juillet 1673 et autres suivans, sur ce que les troupes françoises sous le commandement de Fourille traitoient son pays en ennemi, y ajoustant copie des ordres et preuves de sa plainte. Le ministre de France présenta un mémorial au contraire, taschant tousjours de persuader, à son ordinaire et contre l'évidence de fait, que les troupes de son roy exerçoient rien moins que des actes d'hostilité. Et quoyque le sieur député de l'électeur de Trèves et les avis généralement de tous costez assuroient le contraire, on ne vit pour cela aucun zèle à embrasser la guarantie d'un prince et Estat si considérable de l'Empire : car, lesdits mémoriaux estant mis un jour en délibération, l'on fut bien surprins de ce que

(1) Charles-Gaspar de Leyen ou de la Pierre.

le sieur directeur de Mayence fit entendre à ceux du collège des princes qu'ayant ce jour-là eu occasion de parler au ministre de France pour autres affaires, il luy avoit dit d'avoir envoyé un courier à son roy, pour estre informé au vray si la matière de plaintes de l'électeur de Trèves estoit effectivement telle qu'il proposoit à la diète; qu'il attendoit son retour d'heure en heure, et qu'ainsy on pourroit juger du tort qu'on faisoit à la réputation de son roy : laissant ainsy ledit directeur à considérer si on voudroit encore surceoir quelque peu à délibérer sur lesdits mémoriaux, ou non.

Et quoyque cecy fut contredit ouvertement par les sieurs députez d'Austriche; qu'il ne falloit pas doubter de la vérité desdites plaintes, que les preuves en estoient notoires, et que c'estoit chose indigne, que sur une telle excuse l'on surceeroit les délibérations dans une diète qui représentoit tout l'Empire (ce qui fut secondé par moy et quelque peu d'autres), il se trouvat néanmoins que les uns ouvertement, les autres par silence, déférèrent à telle demande de surcéance, et lesdits mémoriaux furent mis sur le tapis le 9 de juillet, 9, 16, 24 et 26 d'aoust, sans aucun fruit, rien n'ayant esté résould, sinon que la plupart des députez s'excusèrent sur le manquement d'instructions, et qu'à la fin il fut, pour toute assistance, arrêté que lettres seroient escrites au roy très-chrestien affin de se déporter de tels actes d'hostilités, ou qu'en cas de refus, la garantie de l'Empire seroit accordée audit prince électeur : à quoy néanmoins l'Empereur ne voulut pas entendre, comme de raison, pour ne pas donner à cognoistre la foiblesse des résolutions de tout l'Empire.

Je ne fais mention de tout cecy, sinon pour faire veoir combien peu nous pouvions espérer qu'on nous accorderoit une garantie positive de la part de l'Empire, si nous nous trouvions forcez à la guerre contre la France par une défense nécessaire, puisque, le feu de guerre estant desjà allumé au cœur de l'Empire, qui consommoit des Estats et membres si impor-

tans, on estoit encore insensible. Je secondois tousjours les demandes dudit prince électeur, non-seulement ensuite de l'art. 12 de mon instruction, mais encore de commandement exprès, par l'honneur de ses lettres, lorsqu'il s'agissoit d'y délibérer, comme appert par les copies des vœux prononcés.

Mais je m'émancipai encore de proposer à Vostre Excellence quelques poincts à considérer, et que je luy envoyois avec ma lettre du 7 de septembre 1673 : si, pour confirmation des offres faits que nous concourrerions tousjours à la garantie des Estats oppressez, il ne seroit pas convenable que nous aurions encore déclaré positivement que nous estions prests de l'exécuter pour ledit électeur, comme nous y sentans obligez, en tant que cercle le plus voisin, suivant la constitution de l'Empire et ordonnance d'exécution, moyennant que les autres se metteroient en estat pour le mesme secours?

Je fondois cette proposition sur huit poincts principaux, affin que, en donnant des preuves si manifestes que nos offres faits, tant par mes prédécesseurs, par ordre de la Reyne (1), et par moy réitérés, de vouloir tousjours seconder effectivement la garantie réciproque, nous engagerions tant plus l'Empire, et particulièrement un prince et Estats si contigus, à se lier estroitement avec nous, et de tesmoigner que, nostre cercle estant membre de l'Empire et compris dans la garantie par le § *Et ut eo sincerior*, qui estoit la pierre d'achoppement de toute nostre garantie demandée, nous ne tesmoignerions pas moins d'amitié envers ledit Empire, que le ministre de France, Gravelle, qui ne faisoit qu'esclater, et de bouche et par escrit, l'offre des forces de son roy, pour garantir la paix de Munster contre tous ceux qui la voudroient enfreindre, en se joignant au party de l'Empereur, ou donnant le passage à

(1) Marie-Anne d'Autriche, femme de Philippe IV, qui exerça la régence de la monarchie espagnole, depuis la mort de son mari, arrivée en 1665, jusqu'à la majorité de son fils, Charles II, en 1675.

ses troupes. Je supposais néanmoins que tout cela se pourroit faire en cas que nous entrions en guerre ouverte, comme il estoit à présumer, puisque Sa Majesté Impériale, par la notification, faite à la diète le 28 d'aoust 1673, des raisons qui l'avoient esmeu à faire assembler un puissant corps d'armée dans la Bohême et le faire marcher au secours des oppressez, faisoit mention expresse des desgasts faits par les troupes de France dans les provinces des Pays-Bas, et qu'elle les vouloit faire réparer. Mais la résolution de Vostre Excellence fut prévenue par la reddition de la ville de Trèves (1).

Je dois dire, à propos desdits desgasts, qu'ayant osé demander à Vostre Excellence si elle ne seroit servie de me commander que j'aurois à représenter à la diète ceux que l'armée de France avoit causé, en rôdant presque par toutes les provinces, avant de s'attacher au siège de Maastricht, elle me déclara, par la sienne du 24 juin 1673, qu'elle ne trouvoit pas encore à propos de le faire par escript, pour ne pas nous engager comme si nous voulions reconnoître l'Empire pour juge, et nous intriguer à des longueurs peut-estre sans remèdes, mais que je les pouvois exagérer de bouche auprès des uns et des autres. Je n'obmis rien, en ce regard, à dire et produire les avis que j'en avois, et de seconder ceux que quelques députés mesmes avoient de leurs correspondans, adjoustant tousjours que, sy l'Empire ne prennoit une résolution prompte et efficace pour la garantie des oppressez, que la France, agissant tousjours impunément, n'en exempteroit personne, et passeroit sa violence plus outre.

Sur quoy la plupart des députez, et mesme ceux de Braunschweig, Zell, Wolffenbeutel et autres, m'objectèrent qu'il ne tenoit qu'à nous seuls de ne le pas souffrir; que nous n'avions qu'un maistre, qui avoit le pouvoir des armes en sa

(1) Le 8 septembre 1673.

main, lequel estoit trop partagé dans l'Empire, parmy tant de princes et intérêts différens. Il est superflu de déduire les discours particuliers que je fus contraint d'ouïr sur ces matières, jusques à nous imputer que nous nous avions laissé préoccupper par la France presque partout; qu'elle n'espargnoit pas ses envoyez, ses émissaires, ses résidens, presque à toutes les cours et villes de l'Empire, pour captiver les génies par des amorces de quelques régaulx, quoyque de peu de considération; proposant, entre autres, pour exemple, le sieur de Gravelle, qui de résident, sous je ne sçay quel prétexte, dans une ville impériale, avoit formé tant d'intrigues pour disposer la ligue du Rhin, si fatale à nostre cercle de Bourgogne. Enfin on m'en disoit bien sur ceste matière, sur laquelle je ne m'arreste pas, come n'estant pas de mon fait ny de l'objet de la présente relation, et j'escoutois ces propos, comme de personnes plus propres à controller les affaires que d'y apporter du remède.

Cependant, la ville de Trèves estante emportée, comme at esté dit, par les armes de France, et l'armée de l'Empereur avancée jusques dans la Franconnie, où le maréchal de Turaine faisoit teste à maintenir le mieux qu'il pût le passage du Maine, divers Estats de l'Empire commencèrent à s'animer. Ledit électeur de Trèves réitérat ses plaintes, implorant tousjours la garantie de l'Empire : ce que je secundois à l'ordinaire, et particulièrement le 30 de septembre 1673. Et comme le ministre de la France, le sieur Gravelle, n'ignorat rien de ce qui se passoit dans les colléges, où il avoit ses partisans et ses pensionnaires, j'appriens qu'il ne manquoit pas, dans toutes les visites qu'il faisoit à quelques députés, et dans les entreveues et rencontres, d'exagérer tousjours le péril inévitable qu'il y avoit d'une ruine absolue pour l'Empire, si on s'engageoit à vouloir embrasser la garantie et protection de ceux auxquels le roy, son maistre, se prenoit par les armes; que le député de Bourgogne parloit beaucoup de garantie, mais qu'il n'en suiveroit

rien moins, comme ne cherchant que d'engager l'Empire dans les armes; et pour ne rien obmettre à nous rendre odieux, et faire toutes les dispositions imaginables à estre abandonnez par l'Empire, en cas que nous ferions la guerre, il prit occasion de blâmer le Roy, nostre sire, et le rendre coupable des mouvemens de l'Empire, en représentant à la diète, par un mémorial du 16 de septembre 1673, que le roy, son maistre, n'avoit peu obmettre de se précautionner par la prinse de la ville de Trèves, pour prévenir l'Espagne, puisque nous y voulions mettre guarnison, et nous servir de ce passage et poste si avantageux à couper le chemin à ses armes contre la Hollande, et pour l'empescher de couvrir ses alliez.

Il usat de ces mots : *Certior facta ulterius est Sua Majestas quod Hispani, hac rerum facie, copiarum suarum aliquot legiones in Luxemburgum ducatum, cum mandatis occupandi civitatem Trevirensensem, immiserunt, quodque ad ipsum iis, nisi viginti horarum intervallo praeventi fuissent, prosperè satis forsitan successissent.*

Et comme il importoit d'oster toute matière d'ombrages et ne laisser passer ces objections, de crainte que le silence ne pourroit estre prins pour un adveu tacite, je dressay une réfutation qui fut présentée à la diète et communiquée par la dictature le 10 de novembre 1673, y ayant allégué principalement que, quand mesme nous aurions eu mis guarnison dans ladite ville de Trèves, nous aurions eu raison de le faire, de plusieurs chefs (entre lesquels je comprennois le droict de protection compétent au Roy, come duc de Luxembourg, sans le nommer néantmoins), particulièrement de celuy du traité de Munster et constitutions de l'Empire, qui nous appelloient à la garantie des Estats voisins, et qu'ainsy, n'ayans fait en ce cas que ce que nous devons, et la France advouant de nous y avoir prévenu par précaution (come elle l'appelloit), il en falloit inférer, de bonne conséquence, que le roy très-chrestien avoit enfrainé la paix de Munster, qu'il protestoît tant de

vouloir maintenir, en nous empeschant d'accomplir, pour le bien d'un Estat de l'Empire, ce à quoy nous confessions d'estre obligez par ladite paix.

Je feis aussy veoir que cette saisye de la ville de Trèves avoit esté préméditée depuis longtemps, puisque, quelques sepmaines auparavant, les troupes françoises en avoient occupé tous les avenues : me remettant au contenu dudit escript.

Vostre Excellence fut servie de l'approuver par lettre du 27 de l'an 1674. Et ayant esté servie de me mander, auparavant, la déclaration de la guerre faite par rétorsion contre la France, le 15 d'octobre, j'eus l'asseurance de parler plus ouvertement, et faire veoir en discours, lorsque l'occasion se présentoit, qu'il n'y avoit que la considération de la liberté de l'Empire et maintien de ses Estats et membres dans une parfaite union, qui nous avoit engagé dans les armes, pour opposer les forces des Pays-Bas (comme partie la plus considérable du cercle de Bourgogne) à faire teste à un ennemy qui en vouloit manifestement à tout l'Empire, quoyque sous des prétextes couverts. Et comme nos troupes furent jointes aux impériales et celles des Provinces-Unies à la prinse de Bonne, je maintenois tousjours que c'estoit un commencement des effects de la guarantie offerte de nostre costé; que la preuve en estoit toute certaine, en ce que nous postposions nos propres intérêts aux Pays-Bas, pour joindre nos forces à faire sortir les auteurs du trouble du repos commun du costé du Rhin, où ils avoient prins pied à establir les désordres et désunions de l'Empire.

Le seigneur prince électeur de Cölogne (1) ne tarda pas longtemps à se plaindre des exploits de ces armées confédérées, et présenta sur ce un mémorial à la diète, le 29 décembre 1675, dont Vostre Excellence fut servie de copie, par lequel il vouloit

(1) Maximilien-Henri de Bavière.

justifier les raisons qui l'avoient porté de prendre les armes et faire alliance contre les estats des Provinces-Unies, posant en termes exprès que, n'ayant en aucune chose attenté contre le roy d'Espagne et ses Estats, il se trouvoit néanmoins traité hostilement par ses troupes, bien qu'il avoit creu que le Roy, comme membre de l'Empire, auroit plustost le deu garantir contre ses ennemis, et luy donner assistance contre les estats des Provinces-Unies, etc. Ces termes me semblèrent choquans, et ne servir qu'à vouloir traverser et débattre sinistrement le fait de garantie; et ayant projecté un escrit pour réfuter et sapper par le fondement cette interprétation désavantageuse à mon but pour prétendre en son temps la garantie, je le communicquois aux sieurs députez d'Austriche, et crus de pouvoir parler plus librement, puisque nous estions engagez dans la guerre. Ils en approuvèrent le contenu, et furent d'avis de le présenter à la diète, de tant plus qu'un escrit que Sa Majesté Impériale leur avoit envoyé pour réfuter pareillement la remonstrance dudit prince électeur de Cologne, en tant qu'il choquoit ladite Majesté, correspondoit pour la plupart aux raisons que j'avois allégué, et que Vostre Excellence avoit esté servie de me mander, le 28 d'octobre 1673, qu'ayant donné compte à la Reyne, nostre maistresse, des mémoriaux que je luy avois successivement envoyé, présentés à la diète, et des remonstrances frivoles que le ministre de France y avoit opposé, que Sa Majesté avoit tesmoigné d'estre satisfaite de mon bon zèle, et m'ordonnoit expressément de veiller soigneusement que semblables escrits de la France, et par conséquent de ses adhérens, ne passassent sans estre vertement réfutez, etc.

Il contenoit, en substance, qu'en nous joindant à nos alliez, nous n'avions rien fait contre le traité de paix, mais l'accomply exactement, pour suivre le sens dudit traité et volontés de Sa Majesté Impériale, qui avoit notifié l'importance de se prester la main à faire sortir une puissance estrangère, appelée dans

l'Empire par ledit électeur, lequel avoit si puissamment appuyé les desseins du roi très-chrestien, qui avoient eu pour but la conquête de nos Pays-Bas, membre du cercle de Bourgogne et de l'Empire, et donné occasion, par son alliance, à tous passages, repassages, séjours et desgasts des troupes françoises par et dans lesdits Pays-Bas et autres contigus audit électeur, sous prétexte d'en vouloir à la Hollandé, et que, ledit électeur estant allié à la France ennemie, il ne pouvoit estre beaucoup esloigné de la mesme condition, avec offre néantmoins de le rendre participant de nostre guarantie, comme tous autres de l'Empire, lorsqu'il se régleroit au sens du traité de Munster, autant pour l'Empire, que ledit traité le convainquoit manifestement d'y avoir contrevenu, et que, bien loing de chercher de troubler le repos, nous ne perdriens aucune occasion pour restablir la paix, dont celle qui venoit estre traitée entre le roy d'Angleterre et les estats généraux des Provinces-Unies par la médiation du Roy, nostre sire (1), servoit de preuve certaine.

Voilà la substance dudit escrit. Je ne voulus néantmoins le présenter à la diète sans l'adveu de Vostre Excellence, à laquelle je l'avois communiqué, et qui avoit desjà esté servie de me dire, par la sienne du 27 de l'an 1674, sur ladite plainte, que je me pourrois régler selon les sieurs députez d'Austrie, réfutant en particulier tous les poinets qui s'alléguoient contre nous, en la meilleure forme que je jugerois à propos, avec communications préalables des ministres de Sa Majesté Impériale (sont les propres termes de ladite lettre) : ce qui fut aussy conforme à l'intention de Sa Majesté Impériale, qui avoit ordonné à ses députez de dire à celui de Bourgogne qu'il pourroit se régler sur ce pied, dont Vostre Excellence at esté aussy servie d'extrait dudit mandement. Et comme je voulus sçavoir l'intention de Vostre Excellence, cest escrit ne peut estre pré-

(1) Le 9 février 1674.

senté que le 16 de mars 1674, avec approbation de tous les bien-intentionnez.

Il arriva que le prince électeur palatin (1), aigri par les desgasts causez par les troupes du maréchal de Turaine au Palatinat, à l'occasion des passages et repassages vers Philipsbourg, et sa retraite vers la Lorraine par le Bas-Palatinat, lorsque l'armée impériale avoit esté vers Mayence, en fait les plaintes à la diète, représentant comme quoy la France avoit manifestement enfreint le traité de Munster, qui luy permettoit bien ledit passage, pourveu que ce fusse sans causer aucun dommage. Et quoyque le sieur député de l'électeur de Saxe avoit cette commission dudit électeur palatin, il envoya expressément en cette ville de Ratisbonne le sieur baron de Borgue, qui ne tardat pas de demander la guarantie de l'Empire, non-seulement par son mémorial, mais encore me fait entendre de bouche que Son Altesse Électorale son maistre avoit une entière confiance que, de la part du Roy, nostre sire, comme membre de l'Empire, nous embrasserions ses intérêts pour le maintien de la paix. Je ne pus que luy répondre conformément à tous nos offres faits de vouloir concourir à la guarantie des Estats oppressez, et à l'article 12 de mon instruction, et que nous espérons réciproquement le mesme, puisqu'il estoit desjà connu que le roi très-chrestien estoit effectivement attaquant la Franche-Comté, laquelle venant à se perdre, ledit prince électeur son maistre en particulier, aussy bien que tout l'Empire, seroit à la mercy de la France. Et ayant donné part de tout cecy à Vostre Excellence, elle fut servie de non-seulement agréer mon procédé, mais encore m'ordonner, par lettres du 9 de juin 1674, que j'aurois à cultiver toute correspondance et bonne amitié avec ledit baron de Borgue; et je n'obmis rien pour satisfaire à ce commandement,

(1) Charles-Louis, qui avait succédé à son père, Frédéric V, en 1652.

affin de disposer, autant que les conjunctures pourroient souffrir, une inclination favorable pour la guarantie que je pourrois prétendre, lorsque je veirois de l'apparence d'y réussir.

Enfin l'on donna escoutes aux plaintes, qui venoient de tous costés, de la violence avec laquelle la France insultoit à tout l'Empire. Le comte de Nassau-Sarbrucken, ayant aussy esté enlevé par des troupes françoises et mis dans une prison à Metz, contribuat fort à aigrir les esprits des protestans, et l'on voyoit manifestement qu'ils commençoient à tesmoigner autant de chaleur pour la guarantie du prince électeur palatin et dudit comte de Nassau-Sarbrucken, qu'ils avoient fait paroistre de froidure pour l'assistance du prince électeur de Trèves : lesdits protestans ne pouvans mesme celer auparavant qu'ils n'avoient pas de déplaisir de veoir ces électeurs ecclésiastiques et l'évesque de Munster mal traitez, et les accusant comme les autheurs des troubles.

Comme on avoit fait venir icy les généraux de l'armée de l'Empire à former, pour prester les serments, je fus enquis, par divers députés, si le cercle de Bourgogne joindroit effectivement la quote de trois mille hommes offerts par mes prédécesseurs : ce qui me fit supplier Vostre Excellence de me commander ce que je pourrois déclarer positivement en ce regard, et luy dire que j'avois répondu, par provision, que je me remettois aux déclarations en faites ; que l'occupation de la ville de Trèves nous donneroit bien de l'empeschement, et que, sy on venoit à une guarantie effective de l'électeur de Trèves, nous serions tousjours à la main, pour l'assister comme un cercle plus voisin, et aurions ainsy le chemin ouvert pour recevoir et donner du secours réciproquement, ce que j'insinuois aussy par mon vœu prononcé le 2 d'avril 1674, en ces mots : *Nihil haesitandum esse, quinimo diligenti auxilio laborandum esse, ut illud ab altera Rheni parte circulo Burgundico contiguum antemurale, archiepiscopatus scilicet Trevirensis, fida constatuum ope et guarantia reintegratur ; ita fiet*

ut, sublato quod ob occupatas aut eversas ab altera Rheni parte Imperii regiones et oppida dari posset impedimento regi meo clementissimo Burgundiae duci, liberior pateat aditus illud erga omnes et singulos Imperii Status, secundum instrumentum pacis ac constitutionum Imperii regulas, praestandi promptius, quod quisque sibi ad suam contra vim exterarum copiarum exoptaret, idemque circulus Burgundicus, qui ad se ipsum, tanquam Imperii membrum, pro Imperii bono, vicinosque Status tuendum jam armis incumbit, vicissim, et facilius a constatibus opem quoque adipisci possit, quod non tantum e re, verum etiam summa necessitate Imperii esse certum est, ne deinceps ex propriis Imperii circulis impugnetur Imperium.

Je donnois par après à connoître que nous entendions aussy d'estre participans de la guarantie sur le pied du traité de Munster, pour tousjours encheminer ma prétention de guarantie. Vostre Excellence fut servie d'agréer ce mien procédé et desseins par l'honneur de ses lettres du 28 d'avril 1674, comme aussy ce que je luy avois osé proposer, et à monseigneur le marquis de los Balbaces, ambassadeur du Roy à Vienne, que la diète ayant trouvé à propos de supplier Sa Majesté Impériale d'escire aux cercles affin de tenir leur quote de troupes prestes pour le bien et repos commun, qu'il seroit convenable de faire le debvoir envers Sa Majesté Impériale affin d'escire pareillement lettres à nostre cercle, pour avoir par là une preuve et act positif que nous estions cercle et membre de l'Empire et recognus pour tels, et par conséquent comprins dans la guarantie commune et réciproque, conformément aux traités de paix et constitutions de l'Empire, et cela tousjours à intention de nous acheminer à la guarantie, lorsque nous y pourrions disposer les esprits. -

Ayant enfin esté résould, le 31 mars 1674, que la guarantie seroit accordée à l'électeur palatin, le mesme à l'électeur de Trèves le 7 d'avril, et le 11 dudit mois déclaré que l'Empire

emprenroit pour le comte de Nassau-Sarbruken et les ostages de la ville de Trèves détenus à Metz, et, le 25 dudit avril, que la garantie seroit effectivement prestée, non-seulement aux princes électeurs de Trèves et palatin, mais encore aux autres Estats de l'Empire oppressez par la France, et, le mesme 25 d'avril, le sieur de Gravelle se retiré de la ville de Ratisbonne par ordre de l'Empereur, je veis qu'il y avoit maintenant ouverture que la garantie pourroit enfin estre accordée à nostre cercle de Bourgogne.

Et affin d'engager l'Empire à nous y comprendre sous des termes généraux, lorsque les trois colléges, assemblez ledit 25 d'avril, ont fait reveue dudit conclus, je suggérai qu'aux mots, *comme aux autres Estats*, on auroit à joindre *et cercles de l'Empire*, comme il fut aussy fait : de quoy je donnai advis à Vostre Excellence le 26 dudit avril 1674.

Ayant donc une résolution si générale, je dressay incontinent le mémorial du 5 de may dont copie est jointe.

Et après l'avoir communiqué aux sieurs députez d'Austriche et ledit électeur de Trèves, qui le trouvèrent à propos, je crus qu'il n'y avoit pas de temps à perdre, et le mis, le 5 de may, ez mains du sieur directeur de Mayence, pour en donner part à la diète par la dictature ; et Vostre Excellence en fut servie de copie avec ma lettre du 7 du mesme mois, qu'elle approuva : n'ayant peu présenter ledit mémorial plus tost, ainsy qu'elle avoit tesmoigné de désirer, aussy bien que Son Excellence monseigneur l'ambassadeur du Roy à Vienne, pour des raisons que j'adverty à Vostre Excellence, les sieurs députez d'Austriche ne l'ayant non plus trouvé à propos, tant que nous n'avions pas encore le chemin frayé par d'autres.

Le sieur directeur de Mayence me fit espérer de vouloir mettre ledit mémorial en délibération incontinent après les festes de Pentecouste ; mais il l'envoya à Son Altesse Électorale son maistre, pour en avoir ordre, et cependant feit passer devant un mémorial du prince électeur palatin. Je fus à l'au-

dience du seigneur prince évêque d'Aischstat, commissaire impérial, luy donnant parte de la présentation dudit mémorial, et le priant d'en vouloir moyenner les effets par les voyes qu'il trouveroit à propos, et avec le zèle duquel je le sçavois porté aux intérêts du Roy, nostre sire. Ce prince me respondit d'avoir desjà veu le mémorial; qu'il l'avoit trouvé bien prins; qu'il aimoit trop le service du Roy, pour ne pas négliger de recommander ma poursuite aux uns et aux autres, et y contribuer de tout son pouvoir, comme d'une chose juste, et qui ne pouvoit estre contredite, sinon par ceux qui se voudroient déclarer ennemis. Et j'ay eu des certitudes que ce prince n'at rien obmis en ce regard, pour preuves de son zèle qu'il m'at toujours contesté d'avoir pour Sa Majesté. Je n'obmis entretemps rien pour sonder les desseins des députez dans les trois collèges. Je sçavois bien qu'au collège électoral, je ne pouvois rien espérer de celui de Bavière et de Cologne; celuy de Trèves me déclarat et feit veoir l'ordre positif de Son Altesse Électorale à nostre avantage; celuy de Saxe me dit qu'il n'avoit pas de difficulté de seconder nostre demande. Le sieur baron de Marnholtz, député de l'électeur de Brandebourg, me respondit qu'ayant demandé la volonté de Son Altesse Électorale son maistre, il se trouvoit engagé de l'attendre, mais que, sy néantmoins je pressois la résolution, qu'il n'y seroit pas contraire. Celuy de Mayence parlait ambiguëment; mais celuy de l'électeur palatin me monstra lettres portantes ordres de me dire que Son Altesse Électorale son maistre, ayant veu mon mémorial, l'avoit trouvé juste, raisonnable et fondé en traités de paix et constitutions de l'Empire, et que partant il n'auroit pas seulement à le seconder, mais encore à s'employer vers d'autres pour faire réussir ma demande, espérant que réciproquement nous embrasserions ses intérêts.

Quant au collège des princes, ayant sondé l'un et l'autre, je n'y trouvois pas les dispositions telles comme je souhaitois. Les protocoles m'avoient fait veoir de combien peu de voix mes

prédécesseurs y avoient obtenu la résolution, le 14 septembre 1667, qui avoit bien porté que l'Empire se mesleroit du cercle de Bourgogne, comme *membre de l'Empire*, mais avec la clause de tenter auparavant la voye amiable à laquelle il estoit en vain de penser présentement. Il s'agissoit de disposer ceux qui n'avoient pas esté autres fois pour nous : à quoy je feis tout l'effort que je pus, sans perdre aucune occasion pour m'insinuer et pénétrer dans les desseins.

Et pendant que j'estois en debvoir de m'asseurer, le sieur Strauch, député de l'électeur de Saxe, vint à mourir, de sorte que mon espérance pour la pluralité des voix au collège électoral eut encore un eschec. Ayant en outre escrit au sieur baron de Metternich, frère du prince électeur de Mayence, et le prié de moyenner dudit prince un ordre à son député à la diète pour seconder favorablement nostre garantie, ne doutant pas qu'il s'y employeroit de cœur, comme estant vassal du Roy et chef des nobles en la province de Luxembourg, et ainsy intéressé en ladite garantie, il me respondit, le 11 may 1674, que Son Altesse Électorale son frère avoit donné ordre à son député de faire la pluralité de voix au collège électoral ; et cestuy-ci ne se vouloit déclarer ouvertement à mon instance jusques à ce que, l'ayant pressé, il me fit veoir lettres dudit électeur portant, en termes exprès et fort crus, seulement, qu'il auroit à mettre le mémorial de Bourgogne en délibération et entendre les opinions : ledit député m'ayant confessé qu'il recevoit bien souvent des commandemens ambigus et contraires. Cela me fit rebander vers ledit sieur baron de Metternich, en luy alléguant tout ce que je croyois pouvoir servir à persuader l'électeur, son frère, de donner des ordres positifs. Je feis aussy en sorte que les sieurs députez d'Autriche feirent instance vers le sieur baron de Landtsel, résident de l'Empereur à la cour de Mayence, pour s'employer à mesme fin, comme aussy vers le sieur baron de Goes à la cour de Brandebourg, afin que l'électeur donneroit ordre précis à ses

députés à nostre avantage. J'escrivis de mesme à M. le baron de l'Isola, pour lors à Bonne, comme le prince électeur de Cologne estoit autant qu'accommodé avec l'Empereur, s'il ne pourroit le disposer d'ordonner à son député d'opiner pour la garantie : à quoy il me donna bon espoir par sa responce. Et Vostre Excellence agréa ces miens devoirs par lettres du.....

Le sieur baron de Metternich, grand escolâtre de Mayence, estant venu à passer par cette ville, pour aller recevoir l'investiture des régaux de l'Empereur, je le fus veoir, comme estant cogneu de luy depuis longtemps, et le priois de contribuer de son pouvoir affin que le vœu de Son Altesse Électorale de Mayence nous seroit favorable; et comme il me tesmoigna qu'il souhaitoit d'avoir l'entrée auprès de Son Excellence monseigneur l'ambassadeur du Roy à Vienne, je luy en escravis, suggérant de presser ledit sieur grand escolâtre, pour estre asseuré du vœu de Mayence. Il promit à monseigneur l'ambassadeur qu'il n'y avoit rien à doubter : sur quoy il me manda, par diverses lettres, qu'ayant ainsy la pluralité des voix au collège électoral, sçavoir : de Mayence, Trèves, Brandembourg et palatin, je pouvois presser la résolution pour la garantie, si nécessaire dans les conjunctures du temps. Mais, parmy tout cela, je ne voyois pas encore mon fait bien asseuré de ce costé, d'autant que le susdit baron de Landtsel communiqua mesme, par lettres de Mayence du 4 de juin 1674, à un des sieurs députés d'Austrie, copie de l'ordre de la cour de Mayence à son député à Ratisbonne, du premier de juin, qui parla tous-jours ambiguëment, et estoit relatif aux autres antérieurs, qui devoient estre ceux dont j'ay parlé cy-dessus, et manda ledit sieur baron de Landtsel qu'après toutes contestations, il n'en avoit peu avoir d'autres, et qu'on avoit dit que le sieur Hettinger, député dudit électeur, ne se devoit déclarer, sinon qu'en général, avec ceux qui seroient pour la garantie, et non pas encore entendre à quelques particularitez au regard du paragraphe *Et ut eo sincerior* du traité de Munster, qui

devoit estre interprété par l'espée. Je donnois part de la copie dudit ordre et copie de ladite lettre dudit résident de Landtsel à Vostre Excellence avec ma lettre du 14 juin 1674, et quelques réflexions au marge sur le contenu, auxquelles je me remets. Et comme on avoit aussy déclaré audit sieur baron de Landtsel que le sieur député de Mayence ne pouvoit bonnement s'eslargir, d'autant que Brandebourg hésitoit encore au regard de ladite garantie, je recogneus que ce que le feu sieur baron de Marnholtz, député dudit électeur de Brandebourg, m'avoit dit qu'il croyoit devoir attendre les volontés de son maistre dans cette affaire, puisqu'il les luy avoit demandé, estoit interprété à la cour de Mayence comme sy ledit électeur de Brandebourg ne seroit porté et hésitoit pour ladite garantie.

Cependant les sieurs députez de Braunschweig, Zell et Wolfenbutel me monstrèrent les ordres qu'ils avoient de seconder positivement les fins de mon mémorial, et estoient d'avis qu'il ne seroit que mieux de n'en pas différer la délibération, de crainte que quelque changement dans les conjunctures du temps n'y apporteroit de la froidure. Plusieurs autres députés, comme de l'évesque d'Augsbourg, Trente, Passau, comtes de Schwabe, prélats de Suabe, duc de Mechlenbourg-Schwérin et autres, m'assurèrent d'avoir receu des commandemens favorables; mais d'ailleurs je me trouvois derechef reculé par le partement du sieur Jena, député aux collèges des princes, pour les voix que l'électeur de Brandebourg y at à raison de Halberstat, Minden, Poméranie et autres, que l'électeur avoit appelé à sa cour pour quelque temps. Ainsy, parmi toutes ces incertitudes, et les sentimens des députez d'Austriche et de Trèves de ne rien faire sans estre assuré de Brandebourg, et les commandemens de Son Excellence monseigneur le marquis de los Balbaces, ambassadeur du Roy à Vienne, qui souhaitoit de veoir cette poursuite mise en exécution, je craignois bien que le dilay pourroit altérer des bonnes intentions. Et, d'ailleurs, faisant réflexion aux ordres précis de Vostre Excel-

lence sur les advertences que je luy donnois, de courier à autre, de l'estat de ma poursuite, de ne pas risquer sans estre bien assuré, de crainte de mettre les affaires dans un estat plus difficile, je n'osois pas sortir de ce qu'elle me commandoit par l'honneur de ses lettres, tant avant la présentation du mémorial, le 25 mars, que par après du 12 de mai, 9 de juin, 16 juillet et autres.

Je fus dans ces inquiétudes jusques au 22 d'aoust 1674, que le susdit baron de Marnholtz m'approchat à la maison de ville, et, avec des tesmoignages de joye, me communiqua les lettres de l'électeur de Brandebourg, son maistre, luy commandant de ne pas seulement seconder les fins de nostre mémorial, comme ne buttant qu'à ce qui nous estoit deu par le traité de paix et constitutions de l'Empire, mais encore représenter combien il estoit nécessaire de secourir le cercle de Bourgogne pour le bien et conservation de l'Empire, et les inconveniens qu'il en avoit receu de ce qu'on avoit négligé de le secourir en l'an 1667. Je donnois part de cette bonne nouvelle à Vostre Excellence par lettre du 23 d'aoust dernier; j'en parlois aux amis, et pressois le sieur directeur de Mayence pour sçavoir positivement son intention. Il me dit qu'il seconderoit de la bonne manière ma demande, et m'at advoué par après, en confidence, d'avoir en quelque façon surpassé ses ordres, parce qu'il en avoit des différens : d'où je puis présumer qu'il doit avoir risqué quelque chose de plus que selon le sentiment du sieur chancelier de l'électeur, son maistre, et, selon les indices que j'en ay, par advis dudit sieur grand escolâtre, qui estoit encore à la cour de Vienne et se trouvoit pressé par Son Excellence monseigneur l'ambassadeur, sur les lettres que je luy en escravis : de sorte que le mémorial fut mis en délibération le 29 d'aoust 1674. Je consultois le sieur député d'Austrie et ecluy de l'électeur de Trèves sur quelques propos que j'avois projecté à prononcer au collège, avant qu'on commenceroit à délibérer, et approuvèrent mon concept, et de ne pas m'eslargir,

sans aucune preuve ou discours, que nostre cercle estoit et devoit estre réputé membre de l'Empire, pour en inférer que par conséquent on luy devoit la garantie, puisque tant le feu sieur conseiller Stockmans que les sieurs abbé de Belvaux et conseiller Philippe, mes prédécesseurs (1), en avoient assez escript et discouru, dont les escripts de part et d'autre sont esté imprimés dans un volume soubz le tiltre de *Guarantia circulo Burgundico asserta*, mais qu'il falloit tenir ce poinct comme hors de controverse: de sorte que je demeuroid dans les simples termes de recommander l'affaire, suivant le project communiqué à Vostre Excellence par mes lettres du 30 d'aoust dernier.

Enfin ledit mémorial fut mis sur le tapis dans les trois collèges, le 29 d'aoust 1674, et le sieur directeur de Salzbourg, ayant fait receuille des voix, en publia le résultat en ces termes, traduits de la langue allemande :

Conclus au collège des princes par Salzbourg, le 29 d'aoust 1674.

« Le mémorial de Bourgogne du 5^e de may dernier, pour
 » prestation de la garantie, communiqué par la dictature,
 » ayant esté mis en proposition et délibération, at esté bien
 » trouvé que plusieurs n'estoient encore instruits, mais tous
 » les autres ont tenu pour raisonnable et de suite conclus que,
 » selon les conclus antérieurs de l'Empire et instrument de
 » paix, sera prestée la garantie et assistance effectifve au
 » cercle de Bourgogne, comme à membre de l'Empire. »

Et ayant fait receuille des voix hors des protocoles, je trouvois que, sur le banc des princes ecclésiastiques, nous avions eu vingt-quatre voix positives pour nous;

(1) Pierre Stockmans avait été envoyé par le gouvernement des Pays-Bas à la diète de Ratisbonne, dès l'année 1663. Humbert de Praecipiano, abbé de Bellevaux, reçut la même charge en 1668, 1669 et 1672, et le conseiller Philippe, en 1668 et 1669. (Comptes de la recette générale des finances.)

Et sur le banc des princes séculiers, vingt-six voix : ainsi en tout cinquante voix.

Vingt-huit déclarèrent de ne pas avoir instructions, dont les voix, sur le banc des ecclésiastiques, estoient de l'évesque de Strasbourg, come évesque dudit lieu, abbé de Stavelot et de Mombach et Luders; les autres du prince électeur de Cologne, come évesque de Hildesheim, Liège et prévost de Bergtols-gaden, et deux autres de l'évesque de Munster, comme tel et abbé de Corvey.

Sur le banc des princes séculiers s'excusèrent d'opiner, faute d'instructions, qui n'étoit qu'un dilay affecté, Bavière, Neubourg, Leuchtemberg, qui est le duc Maximilien, frère de l'électeur de Bavière; Suède, pour Bremen, en fait de mesme; Saxe-Gotha, Altenbourg, Coburg, Weimar, Eisenach, tous de la maison de Saxe : mais le député qui portoit tous ces vœux se remit néanmoins avec cela au conclus du 14 septembre 1667; Braunschweig, Caleberg et Greubenhagen, qui est le prince de Hanovre; Osnabrug, Werden, Hessen, Cassel et Darmstat; Poméranie antérieure (qui est la Suède); Savoye, Hennenberg, Hirschfelt et Furstemberg en feirent de mesme.

Mais, comme M. le baron de l'Isola vient à passer en cette ville de Ratisbonne vers Vienne, je luy proposois qu'il seroit expédient de faire redresser ce deffault d'instructions allégué par le député de Cologne, Munster et Neubourg, et j'en escrivis aussey à Son Excellence monseigneur l'ambassadeur, après en avoir parlé de mesme à M. le comte de Schellart, s'en allant à Vienne par cette ville, de la part du seigneur duc de Neubourg, affin de redresser ce deffault et ne pas se monstrier aliéné pour un cercle si contigu, de la conservation duquel dépendoit celle de ses Estats. Ce qui réussit en sorte que, la ratification de Sa Majesté Impériale sur les résolutions de la diète estant veue aux collèges, le sieur député de l'électeur de Cologne, pour les voix que Son Altesse Électorale avoit audit conseil des princes et pour le seigneur prince évesque de Munster,

s'accordat auxdites résolutions pour la garantie, et le sieur député de Bavière, pour le seigneur duc de Neubourg, en absence de son député, déclara d'avoir ordre de faire de mesme, selon que j'ay reservie Vostre Excellence par l'envoye du protocole de la séance de ce jour-là, avec mes lettres du 22 d'octobre dernier. Il se trouvat qu'il y avoit lors dix voix vacantes au collège des princes, sçavoir : Magdenbourg, palatin Deux-Ponts, palatin Veldenz, Brandembourg, Onoltzbach, Wirtemberg, Mechlenbourg-Gustrau, Salm, comtes de Wétéravie et comtes de Franconnie, auxquels on ne prend néantmoins aucun esgard, selon le stil de la diète.

Voilà ce qui se passoit au conseil des princes; et le sieur directeur en ayant communiqué, comme de coustume, au sieur directeur du collège électoral, il déclara ce qui y avoit esté résould le mesme jour, comme s'ensuit :

« Le mémorial de la parte du cercle de Bourgogne présenté
 » le 5 de may de l'an courant *pro prestatione guarantee*,
 » ayant esté proposé et mis en délibération au collège électoral,
 » l'on y a concluds que, comme la conservation dudit cercle im-
 » portoit notablement au saint-empire, et qu'il y avoit desjà
 » esté diverses fois concluds, que la main seroit prestée, par
 » assistance effective, aux Estats et cercles attaqués par la cou-
 » ronne de France; qu'ainsy la garantie demandée sera aussi
 » donnée avec effect audit cercle, de la parte de l'Empire, selon
 » le contenu du traité de paix, constitutions de l'Empire et
 » concluds antérieurs. »

Ces deux collèges s'estans assemblés le 31 d'aoust en la grande salle, pour conférer les résolutions et en former une commune, comme il s'observe dans les affaires de tèle importance, et trouvens qu'ils convenoient, mais que le concluds des électoraux étoit un peu plus circonstantié, on fut d'accord que le concluds sous le nom des électeurs et princes seroit couché dans les mesmes termes que celuy desdits électeurs; et fut ainsy publié et communiqué par la dictature le premier de septembre 1674.

L'on ouït aussy, ledit 31 d'aoust, ce qu'avoit conclu le collège des villes impériales, comme il s'observe lorsque les deux premiers collèges sont d'accord, et ils publièrent en ladite salle, par leur directeur, la résolution suivante :

« Le mémorial de Bourgogne communiqué par la dictature » publique le 5 de may dernier, touchant la guarantie demandée pour le cercle de Bourgogne, ayant esté proposé au collège des villes impériales, la résolution a esté qu'audit cercle, comme à un membre principal de l'Empire, sera prestée la guarantie en toute façon, selon les constitutions de l'Empire, et, comme à tous autres Estats de l'Empire opprésés, » sera presté la main par une assistance ressemblée. »

Comme on n'y trouva pas de discrèpançe, on demeura au conclus commun, desjà arresté, que dessus ; et de suite le sieur directeur de Mayence en coucha l'acte de résolution ou *Gutachten*, qu'ils appellent, à Sa Majesté Impériale, qui fut aussy dictée ledit premier de septembre 1674.

Laquelle, comme on l'alloit proposer aux collèges, pour sçavoir s'il y auroit quelque chose à adjouster, et ledit sieur directeur me l'ayant aussy communiqué auparavant, je le trouvois conforme aux résolutions : mais, comme il y estoit parlé de prester la guarantie, je le priois d'adjouster les mots de *membro Imperii*, comme il feit ; et le tout, ayant esté approuvé, fut de suite remis à la commission impériale par ledit directeur, pour estre envoyé à Sa Majesté Impériale.

Cette résolution estante partie, et discourant avec les amis s'il n'y avoit plus rien à adjouster pour tousjours la rendre plus avantageuse, ils me respondirent qu'il ne tenoit maintenant qu'à Sa Majesté Impériale de l'extendre, et y adjouster telles circonstances qu'il luy plairoit, puisque tout seroit ainsi passé et accepté par la diète. Cela me feit proposer à S. E. monseigneur l'ambassadeur du Roy à Vienne, par lettre du 19 septembre 1674, de veoir sy Sa Majesté Impériale, dans sa ratification, ne voudroit faire mention que par telles résolutions nostre transaction d'Augsbourg, par laquelle nous sommes re-

cognus pour cercle de l'Empire (1), estoit renouvelée, comme aussy d'insinuer que le § *Et ut eo sincerior* du traité de Munster estoit par telles résolutions interprété selon son sens véritable, nous comprenans dans l'obligation de la guarantie réciproque : de tant plus que, de la part de nostre cercle, nous avions, en conformité de ladite transaction, offert de concourir aux fraix et armemens pour le repos de l'Empire et affermissement du traité de Munster; que cela serviroit aussy pour justifier de plus les armes de Sa Majesté Impériale en campagne pour le maintien dudit cercle, etc.

Je donnois part de ce projet à Vostre Excellence par lettre du 24 septembre; et comme je craignois que ladite ratification pourroit arriver avec cette mienne advertence à S. E. monseigneur l'ambassadeur, je priois ledit sieur directeur de Mayence de en ce cas me la laisser veoir, avant de la rendre publique par la dictature.

Mondit seigneur ambassadeur me respondit, le 27 dudit septembre, que la mienne du 19 luy estoit parvenue en temps, et avant que Sa Majesté Impériale eust fait dépescher la ratification des résolutions prises pour notre guarantie, si bien qu'elle avoit eu le loisir de se servir de mes remarques et du surplus qu'elle avoit trouvé convenable: de quoy j'advertis aussy Vostre Excellence, le 2 d'octobre ensuivant, y adjoustant extrait de ladite lettre.

Le 8 dudit octobre, mondit seigneur ambassadeur fut servy de m'escrize que la ratification estoit enfin dépeschée, et m'en envoya copie, adjoustant qu'il n'avoit pas trouvé à propos qu'on y insérasse tout clair la décision du § *Et ut eo sincerior* du traité de paix, puisque nous avions tousjours soutenu que la guarantie de l'Empire nous estoit due en vertu de toutes transactions, loix et constitutions de l'Empire, et par le traité de Munster mesme; que les résolutions le donnoient assez à cognoistre, puisqu'elles déclaroient que la guarantie nous seroit

(1) Celle du 26 juin 1548.

prestée comme à membre et cercle dont la conservation importoit à celle de l'Empire, et que pour tout il n'avoit rien trouvé de plus à propos que d'y faire coucher que nous concourrions à ce que serions obligés pour le maintien de l'Empire, de tant plus que j'avois ordre de déclarer que nous contribuerions au reste des frais communs. Vostre Excellence fut aussy servie de cette lettre avec la miène du 11 d'octobre dernier.

Et de fait il n'y avoit rien de plus à propos que de déclarer de vouloir concourir auxdits frais et armement commun, pour fermer la bouche aux calomniateurs et partisans de la France, qui avoient publié que nous n'estions jamais venus aux effects de la transaction d'Augsbourg, sy avant qu'on m'asseurat qu'aux universités mesmes où l'on faisoit des disputes sur le droit publicq de l'Empire, et mesme par des traités, on avoit fait, passé quelques années, mettre en question si l'Empire estoit obligé à la guarantie du cercle de Bourgogne, et respondu que non, d'autant que la transaction d'Augsbourg important une obligation réciproque, l'Empire n'estoit pas obligé d'accomplir de son chef, tandis que nous demeurions en faute pour le cercle de Bourgogne. Et je dis cecy en passant, pour faire veoir que Vostre Excellence, pour couper broche à tous ces inconveniens, y a préveu fort à propos, par ses commandemens, que j'aurois à faire offre de contribuer à l'armement et frais communs, par ses lettres du 13 may 1673 et 10 septembre 1674.

Ladite ratification ne fut néantmoins remise à la reveue des collégés, sinon le 19 d'octobre, et y fut non-seulement agréée sans aucune contradiction, mais encore les résolutions advouées, de la part du seigneur prince électeur de Cologne, au collège électoral, et à celuy des princes, du prince évesque de Munster et du seigneur duc de Neuburg, comme j'ay déclaré ci-dessus, et donné part à Vostre Excellence le 22^{me} d'octobre.

Il est vray que Vostre Excellence, aussy bien que mondit seigneur ambassadeur, furent d'avis, affin de ne rien obmettre pour affermir et conclure cette affaire, que j'aurois à tenir la main que le tout fusse bien enregistreé aux protocolles. Mais

je leur ai répondu qu'il n'y avoit pas eu besoin de réquisition pour cela, puisque tout estoit passé par les formalités requises, d'autant que mon mémorial avoit esté l'object de la proposition pour la guarantie, des délibérations y ensuivies; les résolutions en avoient esté prinses, les ré- et corrélations, qu'ils appellent, en faites, et puis la déclaration de la conclusion dressée et envoyée au seigneur prince et commissaire impérial : de tout quoy les directeurs, sans parler des autres députez, en tenoient nottes et en composoient les protocoles, où l'on en pouvoit tousjours avoir des extraits, sous la signature des directeurs, quand on voudroit.

Enfin la ratification de l'Empereur, non contredite, comme at esté dit cy-dessus, at mis la dernière main et imprimé comme le caractère de constitutions et ordonnance de l'Empire et de l'interprétation du traité de Munster sur le § *Et ut eo sincerior*, etc., tant débattu par la France, de bouche; par escript, par corruptions, par toute sorte de sophismes et par la force des armes, et tant maintenu de nostre costé par les voyes, moyens et fraix cognus à Vostre Excellence, pour arriver à une résolution tant souhaitée, et à laquelle Vostre Excellence, par sa haulte prudence et conduite toute particulière pour tout ce qui regarde le service du Roy et conservation du cercle de Bourgogne, at eu la gloire d'avoir mis la dernière main, et moy celle de luy avoir obéy avec la promptitude et respect que debvois en qualité de,

Monseigneur,

De Vostre Excellence très-humble et très-obéissant serviteur,

L. DE LA NEUVEFORGE.

Ratishonne, le 11 de novembre 1674.

(Original, aux Archives du royaume.)

CCLXXVIII.

Consulte du conseil d'État sur l'érection d'un évêché dans la province de Luxembourg : 7 novembre 1701.

Monseigneur (1), avec notre consulte du 24 octobre dernier, nous avons remis à Votre Excellence la représentation faite par ceux du conseil de Luxembourg, à l'occasion de la vacance de l'abbaye de Notre-Dame de Munster, ordre de Saint-Benoît, pour l'érection d'un évêché dans cette province, avertissant Votre Excellence que nous leur avions ordonné de nous remettre les papiers et documents y réclamés.

Depuis, ils ont ici envoyé le conseiller Geisen, qui de leur

(1) Le marquis de Bedmar, don Ysidro de la Cueba et Benavides, commandant général des Pays-Bas, et qui avait été chargé du gouvernement de ces provinces, après le départ de l'électeur Maximilien - Emmanuel de Bavière pour l'Allemagne, au mois de mars précédent.

Ce ministre, ayant pris connaissance de la consulte du conseil d'État, lui fit connaître, le 29 novembre, qu'il allait l'envoyer au Roi, et qu'en attendant la résolution de S. M., l'abbé d'Echternach aurait l'administration des biens de l'abbaye de Munster. La commission suivante fut adressée à ce prélat, ainsi qu'au président du conseil de Luxembourg :

« LE ROI.

« Comme, pendant que nous délibérons sur la provision à faire au regard de l'abbaye de Notre-Dame de Munster, à Luxembourg, ordre de Saint-Benoît, vacante par la mort de l'abbé dernièrement décédé, il convient de pourvoir à la conservation et administration des effets, biens et revenus dudit monastère, nous avons résolu, à la délibération, etc, d'ordonner, comme nous ordonnons par cette, au président de notre conseil provincial de Luxembourg et à l'abbé d'Echternach, du même ordre de Saint-Benoît, de se transporter ensemble, le plus tôt que faire se pourra,

part a exhibé une longue déduction , avec quelques lettres dont il y est fait mention.

Ils y représentent les désordres et inconvénients qui résultent de ce que les pasteurs et les paroissiens de la province de Luxembourg sont abandonnés à sept évêques étrangers, savoir : de Trèves, Cologne, Reims, Liège, Namur, Verdun et Metz.

Ces inconvénients et ces désordres , qui y sont amplement déduits, se peuvent réduire en ces points principaux :

1° Que le conseil doit être continuellement aux prises avec ces juges ecclésiastiques étrangers pour la conservation des droits et hauteurs de Sa Majesté : car ces évêques, dont quelques-uns sont aussi souverains de leurs États, ont toujours formé des prétentions sur la province, signamment celui de Trèves, qui s'y étend le plus, et tâchent de se prévaloir de leur juridiction spirituelle pour acquérir des titres à pouvoir

à ladite abbaye de Munster, et de saisir, en notre nom et de notre part, et mettre sous notre royale main, lesdits biens et revenus, meubles et immeubles, et de faire incessamment dresser un inventaire desdits biens et de l'argent comptant et des principaux effets mobiliers dudit monastère. Et nous avons commis et commettons, par cette, ledit abbé d'Echternach pour administrateur des biens et revenus de ladite abbaye, lui donnant tout pouvoir et autorité nécessaire pour les administrer et régir, et pourvoir à la subsistance et nécessité des religieux qui y sont, jusques à ce que nous ayons pris résolution sur la future provision de ladite abbaye. Ordonnant à tous ceux qu'il appartient, de se conformer et régler selon ce. Fait à Bruxelles, sous notre cachet secret, le 29 de novembre 1701. •

Les circonstances politiques n'étaient guère favorables à l'érection d'un évêché dans le Luxembourg. Le 7 septembre 1701, l'Empereur, l'Angleterre et la Hollande avaient signé au Loo le traité de la triple alliance contre la France et l'Espagne, et les hostilités qui devaient bientôt mettre toute l'Europe en feu, n'allaient pas tarder à commencer.

Le projet présenté par le conseil d'État fut abandonné. Sous les règnes de Charles VI et de Marie-Thérèse, on le reprit ; mais, à ces deux époques encore, l'exécution en rencontra des obstacles qui le firent avorter.

à la suite s'attribuer le temporel ; et d'ailleurs ces juges ecclésiastiques prétendent souvent de régler le temporel et les obligations des paroissiens, et si ceux-ci ne satisfont à leurs réglemens, ils interdisent aux curés de leur dire la messe, d'enterrer les morts, et choses semblables ; et quand le conseil fait défense aux paroissiens d'y déférer, il est menacé de censures, en sorte que la crainte de ces pauvres gens, et l'autorité dont le conseil pourroit user, seroient capables de porter les choses à des gros inconvénients.

2° Que les désordres et scandales sont continuels, tant es paroisses que monastères et cloîtres d'hommes et filles ; qu'on trouve des curés partout, en foires et marchés, faire commerce de bêtes comme des bouchers, s'enivrer et se quereller, dont suit l'incontinence qui, depuis plus d'un siècle, a fait grand bruit dans la province, et pour le crime et pour son impunité : car ces juges ecclésiastiques, particulièrement ceux de Trèves, ne veulent demander la permission ou placet requis par les ordonnances pour faire leurs visites, exposer aucuns frais pour informer à charge des curés, ni reconnoître les informations tenues par le conseil, qui leur ont été envoyées, et se contentent de les citer par-devant eux et de les amender pécuniairement, ce que les délinquants considèrent comme une taxe de leur crime, et en ont souvent moins de retenue qu' auparavant, et qu'enfin on ne peut douter qu'il n'y ait bien du désordre dans une si vaste province, puisque naturellement un si grand troupeau sans pasteur ne peut être sans s'égarer.

3° Qu'en l'admission des curés on n'observe pas l'examen par concours ordonné par le concile de Trente, et que la plupart des cures se donnent à des gens sans éducation ni doctrine, et les juges étrangers, en donnant les institutions, se contentent d'en tirer des droits souvent exorbitants, sans se donner aucune peine à les bien examiner : ainsi, les pasteurs vivant dans l'ignorance et corruption des mœurs, il ne se peut que les paroissiens ne fassent de même.

4° Qu'il n'y vient point d'évêque dans le pays pour administrer le sacrement de confirmation, sauf que celui de Trèves y est venu quelquefois en passant et en faisant sa visite, en laquelle il a fait tant de frais que l'on n'a pas beaucoup souhaité son retour.

5° Que l'État souffre beaucoup à l'occasion de ces juridictions spirituelles étrangères, puisque les gens sont obligés de sortir de la province pour poursuivre ou défendre leurs intérêts, et que par-là l'argent se transporte hors de la province, par les grands frais de ces poursuites, ceux des ordres sacrés, investitures et institutions des bénéfices, par les amendes, dispenses des bans et droits pareils, et qu'en ce regard les évêques ou leurs archidiares sont devenus si exorbitants, qu'il y a des bénéfices, particuliers au diocèse de Liège, dont ils font payer, pour investitures ou institutions, cent écus et au-delà : ce qui vat à des grosses sommes, à cause du grand nombre des paroisses et bénéfices de la province, dont une grande partie devenant litigieuse, ces étrangers en reçoivent double profit, en ce que chaque partie prend les mêmes institutions, pour avoir un titre à soutenir ses droits.

Le conseil de Luxembourg montre ensuite que Philippe II, de glorieuse mémoire, avoit bien reconnu ces désordres et inconvenients, et sérieusement proposé d'y remédier, lorsqu'il fit ériger des nouveaux évêchés en ces pays, ayant aussi proposé d'en établir un à Luxembourg, et qu'à cet effet, après la mort de l'abbé d'Orval, dom Dominique de Sathanay, décédé en l'an 1570, cette abbaye demeura vacante l'espace de sept ans, défenses ayant été faites aux religieux d'en choisir d'autre, puisque le Roi en avoit destiné les rentes à la dot de cet évêque, ainsi qu'il est exprimé dans l'histoire de Bertels, abbé d'Echternach et de Munster.

La lettre de l'archiduc Albert du 8 mai 1598 dit, en termes, qu'étant averti que le Roi, ému d'un zèle chrétien, et pour l'honneur de Dieu et meilleure institution du peuple de son

pays de Luxembourg, réparti sous sept diocèses et sièges spirituels des archevêchés et évêchés étrangers, avoit délibéré de réduire tout ledit peuple sous un évêché à établir en la ville de Luxembourg, et que pour ce auroient été faits plusieurs devoirs et offices, tant vers le saint-siège apostolique qu'autrement, mais que la chose n'auroit sorti son effet, ou par faute de bonne et diligente poursuite, ou autrement; et ensuite Son Altesse ordonne au président du conseil de faire devoirs pour reprendre en mains un œuvre si pieux et si chrétien.

Ledit conseil produit, de plus, plusieurs preuves du dessein qu'on a eu en même temps pour l'érection d'une église et séminaire qui pourroient servir à l'évêché.

Par lettre du 10 de novembre 1560, la duchesse de Parme, gouvernante générale de ces pays, approuve que ceux du conseil de Luxembourg avoient fait inventoirier et séquestrer sous le greffier l'argent, bagues et autres meubles de l'abbé de Notre-Dame de Munster, qui étoit venu à mourir, ensemble la proposition qu'ils firent, ce monastère étant lors sans prélat ni religieux, pour employer plus salutairement les rentes et revenus y appartenants et les biens délaissés par ledit abbé, à l'érection d'une église collégiale et d'une école publique, demeurant en son entier la bonne intention des fondateurs, prédécesseurs de Sa Majesté, et ensuite ordonne au conseil d'aviser par ensemble sur les moyens comme cela se pourroit le plus convenablement mettre à fin.

Par autre lettre, du 26 octobre 1600, que le même seigneur archiduc écrit au comte de Mansfelt, gouverneur de Luxembourg, l'on reconnoît que le roi Philippe II avoit été d'intention de commuer et transférer le monastère de Notre-Dame de Munster en celui des Cordeliers, et successivement en celui des Cordeliers transférer le collège des chanoines d'Ivoix; et Son Altesse requiert que ladite bonne intention puisse au plus tôt sortir effet.

Mais l'éloignement de ces chanoines et la modicité de leurs

biens, qui étoient même en partie situés en France, ayant fait connoître que cet établissement ne seroit pas solide, la chose demeura en ces termes jusques au décès de l'abbé de Munster, arrivé deux ans après.

Lors les archiducs, ayant pourvu l'abbaye d'un nouveau prélat, écrivirent au gouverneur et conseil de Luxembourg que leur intention étoit que ledit nouveau abbé avec ses religieux eussent à se transporter au cloître des Cordeliers, pour y résider et faire le service divin, et que lesdits Cordeliers fussent changés et mis audit couvent de Munster : leur ordonnant de procurer sans remise ces translations.

Le conseil de Luxembourg dit que les continuelles guerres, mortalités et autres accidents survenus ont sursis l'effet de tant de bonnes résolutions, et est d'avis qu'on pourroit les exécuter dans les circonstances d'à présent, suggérant quelques moyens dont on pourroit se servir pour ériger, tant un nouvel évêché qu'un collège de chanoines et un séminaire.

Pour l'entretien d'un évêque, l'on propose la table de l'abbé d'Echternach, que ledit conseil estime, sur pied du tiers des revenus, à trois mille écus par an, et qu'on le fasse abbé perpétuel dudit Echternach, comme l'archevêque de Malines est abbé d'Aflighem, et le refuge de la même abbaye, qui est fort ample et tenante à l'église des pères Récollets, seroit propre à sa demeure.

Ceux dudit conseil tiennent que l'établissement d'un collège de chanoines, ensemble d'un séminaire ecclésiastique, seroit facile, en faisant, selon les intentions du roi Philippe II et des archiducs, de glorieuse mémoire, passer les religieux de Notre-Dame de Munster au cloître des Cordeliers, et ceux-ci en l'abbaye de Munster.

Sur quoi ils font remarquer 1° que cette abbaye, située en la ville basse de Luxembourg, fut réduite en cendres pendant le siège de ladite ville, en 1684, et les religieux obligés à se retirer en leur refuge en la ville haute, et d'y demeurer jus-

ques à passé environ trois mois qu'ils sont retournés dans le nouveau monastère qu'ils ont bâti, pendant lequel temps plusieurs étant décédés, il n'en reste que cinq, lesquels, en dix-sept ans qu'ils ont été hors du monastère, n'ont tenu chœur ni communauté, vivant une vie particulière, et sont à présent incapables de redresser cette abbaye; et quand ils recevraient des novices, il n'y auroit personne pour les instruire; et le relâchement de ces vieux moines, qui ne sont plus en âge à se remettre sous la discipline; leur seroit de mauvais exemple, qu'on est toujours incliné de suivre. Ainsi il semble audit conseil qu'il convient de supprimer cette abbaye, pour en appliquer les revenus à un meilleur usage, pour le plus grand bien de l'Eglise, comme il a été différentes fois arrêté par les prédécesseurs de Sa Majesté, et qu'on pourroit accommoder ailleurs le peu de religieux qui restent.

A l'égard de la commutation des Récollets en ladite abbaye, le conseil de Luxembourg dit qu'il n'y peut avoir grande difficulté, et pose que ces religieux mendiants, qui font leurs quêtes partout, n'auroient aucun droit de rester dans ce couvent plutôt que dans un autre; qu'ils ne pourroient pas faire voir qu'ils y auroient été admis par autorité souveraine; qu'on trouve que les anciens qui y ont demeuré avant eux étoient des conventuels ou cordeliers *de laxiore regula*, que ceux-ci ont expulsés du temps du duc d'Alve sans aucun droit : ce qui semble se confirmer par la susdite lettre de l'archiduc Albert, du 26 octobre 1600, où est dit que, les frères de Saint-François, résidant au cloître des Cordeliers, ayant demandé permission pour vendre les biens immeubles d'icelui, afin d'employer les deniers en procédants ès réparations nécessaires, Son Altesse leur avoit fait déclarer qu'elle ne vouloit empêcher ladite vente, « les » avisant néanmoins que l'emploi desdits deniers ès réfections ne leur viendroit à propos pour la permutation pré- » touchée, qu'il entendoit se devoir faire. »

Le susdit conseil fait remarquer encore que l'abbaye où ces

religieux seroient transposés est un fort beau bâtiment tout neuf et parfait, sauf la nef de l'église qui n'est pas encore couverte, pour à quoi pourvoir ils trouveront facilement des assistants partout. Ils ont leurs ouvriers chez eux, il y a des matériaux prêts, et le bois pourra être fourni des bois voisins de l'abbaye;

De plus, que ce seroit fort convenable que ces Récollets fussent audit Munster, pour servir les deux basses villes présentement sans secours spirituel; qu'ils rendroient le service nécessaire aux deux hôpitaux, celui du Roi, qui est dans la basse ville du Passendal, et celui des bourgeois, qui est dans la basse ville du Gronde, lesquels ces religieux pourroient au besoin servir de nuit, pendant que les portes de la ville haute sont fermées;

Qu'ils sont les directeurs spirituels des religieuses du Saint-Esprit qui demeurent entre les deux basses villes, et desquelles ils ne devroient pas être si éloignés, pour être peu décent de les voir en tout temps parmi les chemins, allants et venants de leur cloître vers ces religieuses.

Pour ce qui est du séminaire ecclésiastique à établir en la nouvelle église, ceux dudit conseil disent que ce seroit le moyen le plus utile pour faire un bon clergé dans la province, et que ç'a aussi été un des premiers soins qu'on a eus ci-devant, comme se voit par la lettre de la duchesse de Parme, du 10 novembre 1560, ci-dessus citée; et il paroît, par autre lettre écrite par le prince de Parme au comte de Mansfelt, en 1591, ainsi que d'une résolution donnée sur la représentation des états du pays, du dernier août 1589, que certains pricurés ont été donnés aux pères Jésuites, à charge d'un séminaire ecclésiastique, lequel toutefois n'y est pas.

Pour l'entretien de ces établissemens, l'on suggère un fonds de trois mille cinq cent soixante-dix écus, qui, dans ce commencement, semble pouvoir suffire pour un doyen, huit ou neuf chanoines et douze chapelains, selon le détail qui en est

fait dans la déduction dudit conseil, et ce fonds se prendroit :

1° Sur les revenus de l'abbaye de Munster, qui, étant donnés en ferme, rapporteroient par an deux mille cinq cents écus. 2,500

2° Il y a une chapelle de Notre-Dame, devant la ville, établie par la dévotion du peuple, dont les pères Jésuites ont la direction, la faisant desservir par un prêtre séculier : sur quoi le conseil de Luxembourg dit que ces pères n'auroient aucun droit à cette chapelle, et qu'on pourroit l'unir à la nouvelle église et séminaire. On estime le revenu de cette chapelle pour le moins à quatre cents écus. 400

3° Des personnes zélées pour l'éducation des enfants de leur famille ont fondé diverses bourses, dont les pères Jésuites, par-dessus les susdits prieurés, ont eu la direction, sans y avoir voulu être astreints par obligation, ni à aucun compte; au contraire, dans certain procès auquel les fondateurs d'une de ces bourses avoient prétendu les obliger à l'accepter, en l'an 1687, ces pères exhibèrent un état des biens de toutes ces bourses, et déclarèrent judiciairement qu'ils s'en déportoient, et que, par ordre de leur provincial, ils les remettoient à la disposition du conseil; lequel déport semble donner lieu à mettre ces bourses au collège et séminaire du clergé, en convertissant l'usage de l'éducation des écoliers en celle de clercs. L'on estime que ces bourses peuvent porter à trois cents écus par an. 500

4° Qu'on pourroit encore joindre au collège des chanoines et chapelains les revenus de quelques altaristes, une fondation qu'il y a pour la première messe, et quelques autres fondations qui sont aux Récollets, qu'on dit monter ensemble au moins à trois cent septante écus. 570

Le conseil de Luxembourg dit qu'en l'exécution de tout ce que dessus ne se peut rencontrer grandes difficultés, et que le refuge de Munster, qui est en la ville haute et fort ample, pourroit servir de demeure au doyen et au couvent des Récollets;

par-dessus une vaste église, il y auroit logement de reste pour tous les chanoines et chapelains, et qu'il conviendrait même qu'ils y demeurassent : car, par ce moyen, le clergé ne seroit à la charge de la ville, ni par l'occupation des maisons bourgeoises, ni par les exemptions prétendues par les gens d'Eglise.

Monseigneur, ayant considéré toute la matière de cette représentation, nous tenons que ce seroit un œuvre fort pieux, et qui contribueroit au salut de plusieurs milliers d'âmes de la province de Luxembourg, si on leur procuroit une meilleure institution chrétienne et éducation spirituelle, dont certainement ils ont grand besoin.

Ce seroit aussi du plus grand service de Sa Majesté et avantage temporel de la province, de faire que ses inhabitants ne soient obligés de recourir à tant de juges ecclésiastiques étrangers : ce qui leur est fort à charge, et sans doute fait sortir beaucoup d'argent hors du pays.

Il semble que maintenant se rencontrent plusieurs circonstances favorables pour cela.

L'abbé moderne d'Echternach (1) est digne et capable pour être le premier évêque de Luxembourg, et cela pourroit faciliter beaucoup l'union à perpétuité de sa table et dignité abbatiale, comme l'abbaye d'Aflighem est à perpétuité unie à l'archevêché de Malines.

En la constitution où l'abbaye de Munster se trouve réduite à cinq religieux, désaccoutumés d'observer la discipline et incapables de la redresser, il convient davantage de la supprimer maintenant, pour en faire une meilleure application pour fonder un collège de chanoines, chapelains et séminaristes, suivant les intentions du roi Philippe II et de l'archiduc Albert.

Nous sommes aussi d'avis que, selon les mêmes intentions,

(1) Benoît Zenderus ou Zender; il avait été nommé à cette abbaye en 1694. Il mourut en 1717.

la translation des Cordeliers au monastère de Munster se pourroit maintenant exécuter, comme aussi, selon les apparences, faire les unions des autres bénéfices, biens et bourses suggérées par le conseil de Luxembourg : sur quoi on pourroit se faire informer plus particulièrement, et prendre des apaisements ultérieurs en son temps.

Il nous semble que Votre Excellence pourroit être servie de remettre la matière à la délibération de Sa Majesté, qui, si elle incline à ces établissements, pourroit, selon son bon plaisir, ordonner à ses ministres à Rome de faire les offices nécessaires vers notre saint père le pape, comme Sa Majesté pourroit aussi faire faire des offices vers le roi très-chrétien, afin qu'à Rome il ne se rencontre opposition, de son côté, pour les diocèses de Reims, Metz et Verdun, mais qu'au contraire, Sa Majesté Très-Chrétienne y fasse appuyer, par ses ministres, tout ce qui concernera l'érection d'un nouvel évêché à Luxembourg, avec son église, comme un œuvre qui ne tend qu'à la plus grande gloire de Dieu et au salut d'un grand nombre d'âmes.

Cependant, comme il convient que, durant ces délibérations et poursuites, qui pourront durer longtemps, il soit pourvu à la conservation des biens et revenus de l'abbaye de Munster, d'autant plus qu'au dire du peuple, le défunt abbé auroit laissé plus de vingt mille écus d'argent comptant, mais ceux du conseil croient qu'il peut en avoir laissé au moins dix mille écus, il nous semble qu'il est du tout nécessaire de commettre un administrateur pour la conservation des biens de ladite abbaye, ce que Votre Excellence pourroit confier à l'abbé d'Echternach, qui est du même ordre de Saint-Benoît, et lui ordonner de dresser incessamment état et inventaire pertinent des revenus, argent comptant et principaux effets mobiliers de ladite abbaye, à l'intervention du président du conseil de Luxembourg.

Avisé le 7 novembre 1701.

(Minute, aux Archives du conseil d'État.)

CCLXXIX.

Deux consultes du conseil privé sur les requêtes de la noblesse de Flandre tendantes à être réintégrée dans le droit de composer le deuxième ordre de cette province : 22 janvier et 22 juin 1726.

Madame (1), les comtes de Beaussart et de Weldene, députés de la noblesse de Flandre, prétendant d'être rétablis en leurs prérogatives de second ordre ou second état de ladite province, se sont adressés, au mois de mai dernier, au comte de Daun (2), pour avoir une ordonnance à la charge des échevins de la keure de la ville de Gand, afin qu'ils donnassent inspection de leurs registres, comme aussi de l'index ou de la table des pièces y contenues, et de leur faire délivrer les extraits authentiques des actes qu'ils jugeront leur être utiles, à leurs frais.

Ledit velt-maréchal comte de Daun, ayant envoyé cette requête au conseil d'État, pour le consulter sur le sujet de ladite représentation, il a été de sentiment que l'on auroit déclaré que lesdits députés pourroient s'adresser au grand conseil de Sa Majesté, à l'effet y repris. Le comte de Daun s'étant conformé à la consulte du conseil d'État, lesdits députés ont pris leur recours au grand conseil à Malines, par requête du 50 de juillet 1725, et y ont donné à connoître qu'ils y avoient autrefois été renvoyés par décret de la sérénissime infante Isabelle, du 21 octobre 1632, pour y être procédé sur pareille demande qu'ils font aujourd'hui, et ont demandé surrogation d'un autre commissaire. Le grand conseil, au lieu de disposer sur ladite

(1) L'archiduchesse Marie-Élisabeth, sœur de l'empereur Charles VI, gouvernante générale des Pays-Bas.

(2) Alors lieutenant, gouverneur et capitaine général des Pays-Bas.

surrogation, a déclaré que, cette affaire étant d'une connoissance supérieure, les suppliants pourroient s'adresser à Sa Majesté, pour savoir son intention sur la résumption du procès y mentionné.

Lesdits députés, mécontents dudit appointment, ont eu autre fois recours au maréchal comte de Daun, pour s'en plaindre, et ont demandé qu'il fût servi d'agréer la poursuite et résumption de ladite cause au grand conseil, pour y être décidée sur le pied dudit décret de S. A. S. l'infante Isabelle, à moins qu'il n'aimât mieux d'évoquer ladite cause au conseil d'État, pour y être fait droit.

Cette requête ayant autre fois été envoyée au conseil d'État par décret du 28 août dernier, afin de le consulter sur cette nouvelle demande desdits députés, le conseil d'État l'a envoyée au grand conseil, afin d'être informé des raisons qui l'avoient mu de rendre l'appointment y mentionné.

A quoi ceux du grand conseil ont répondu que, ladite cause y ayant été envoyée en justice par ladite sérénissime infante, elle y étoit restée sans poursuite depuis le 18 de mars 1637;

Que le grand intervalle de quatre-vingt-onze années avoit fait douter si ledit décret n'avoit été staté ou innové par un décret contraire, et que d'ailleurs, ayant considéré l'importance de ladite cause, ils avoient cru d'être de leur devoir de renvoyer lesdits députés vers Sa Majesté, pour savoir ses royales intentions sur la résumption de ladite cause.

De quoi rapport nous ayant été fait, nous avons trouvé convenir d'écrire, le 24 d'octobre dernier, autre fois à ceux dudit grand conseil, pour l'encharger de nous remettre copie de la requête et pièces jointes présentée à la sérénissime infante par les nobles de la province de Flandre, leur envoyée par décret du 21 octobre 1632, et de nous informer qui avoit été pris à partie audit différend, et en même temps des rétroactes de ladite cause, et comment elle est restée sans poursuite depuis l'année 1637; s'il y est intervenu quelque état ou sur-

séance, innovation ou décret contraire à celui de Sadite Altesse, avec ordre de nous informer aussi quel a été le différend qu'il y a eu, audit conseil, entre les ecclésiastiques et les quatre membres de ladite province, y décidé, dont il étoit fait mention dans ladite lettre du 21 d'octobre 1632.

A quoi ayant été satisfait par ledit grand conseil, rapport du tout en a été fait en ce conseil privé, en présence du grand maitre de la cour de Votre Altesse Sérénissime.

Il nous a paru, madame, que cette affaire est très-importante pour le service de Sa Majesté, puisqu'il s'agit d'y admettre dans la direction de la province le corps de la noblesse, dont nous ne voyons jusqu'à présent aucun titre, et beaucoup moins une possession qui établiroit la prétention desdits députés; et partant, il nous a semblé qu'il conviendrait d'évoquer en ce conseil la cause ci-devant envoyée au grand conseil par décret de la sérénissime infante Isabelle du 21 octobre 1632, puisqu'il ne convient nullement au service de Sa Majesté Impériale et Catholique de remettre une affaire de cette importance, qui est d'une connoissance supérieure, à la judicature d'un tribunal de justice ordinaire; d'ordonner, tant auxdits députés de la noblesse qu'aux ecclésiastiques et membres, d'exhiber céans, chacun, les pièces et documents qu'ils trouveront convenir et qu'ils croiront pouvoir servir à leur intention, pour, icelles veues et ouïs ceux qu'il appartient, consulter Votre Altesse Sérénissime ultérieurement sur la matière, d'autant que lesdits députés ont eux-mêmes conclu, par leur requête du 28 du mois d'août dernier, à ce que Sa Majesté auroit agréé la poursuite et résumption de cette cause au grand conseil, à moins qu'elle n'aimât mieux de l'évoquer en son conseil d'État.

Ainsi avisé au conseil privé de Sa Majesté Impériale et Catholique tenu à Bruxelles, le 22 janvier 1726. DE BAILL. v^e.

J. J. LE ROY.

Apostille de la main de l'Archiduchesse : Je me conforme.

Madame (1), la noblesse de Flandre, ayant été convoquée dans la ville de Gand pour la publication de la sanction pragmatique, au mois de mai 1723, a résolu, le 4 dudit mois, de résumer et poursuivre le procès pendant au grand conseil de Sa Majesté entre le corps des nobles de ladite province et les députés des ecclésiastiques et membres, pour se faire réintégrer en leur ancienne autorité et prérogative d'intervenir aux assemblées et résolutions des états de ladite province, ayant à cet effet donné, le 4 dudit mois, un mandement et procuration spéciale et irrévocable aux comtes de Beaussart, marquis de Deynze et comte de Weldene, lesquels s'étant adressés, le même mois, par requête, au velt-maréchal comte de Daun, pour avoir ordonnance à la charge des échevins de la keure de la ville de Gand, afin qu'ils leur donnassent inspection de leurs registres, de même que de l'index ou de la table des pièces y contenues, et de leur délivrer les extraits authentiques, à leurs frais, des actes qu'ils jugeroient leur être utiles, ledit velt-maréchal ayant envoyé cette requête au conseil d'État, pour le consulter sur la matière, il a été de sentiment que l'on auroit déclaré auxdits députés de la noblesse qu'ils pouvoient s'adresser au grand conseil à l'effet y requis.

A quoi ledit velt-maréchal s'étant conformé, lesdits députés s'y sont adressés par requête du 30 de juillet, en y donnant à connoître qu'ils y avoient été autrefois renvoyés par Son Altesse Sérénissime l'infante Isabelle, de glorieuse mémoire, par

(1) Il n'y a pas de résolution de l'archiduchesse gouvernante sur cette seconde consulte, et j'ai fait vainement des recherches dans les archives de la chancellerie des Pays-Bas à Vienne, afin de savoir si elle l'avait envoyée à l'Empereur, son frère. On peut inférer du silence des archives que Marie-Élisabeth ne jugea pas à propos de donner suite à la réclamation de la noblesse de Flandre, si fondée que fût cette réclamation, et quoiqu'elle eût l'appui des deux autres ordres de la province.

décret du 21 d'octobre 1632, pour y être procédé sur pareille demande qu'ils font aujourd'hui; et ayant demandé surrogation d'un commissaire, ledit grand conseil, au lieu de disposer sur ladite surrogation, a déclaré que, cette affaire étant d'une connoissance supérieure, lesdits députés pouvoient s'adresser à Sa Majesté, pour savoir son intention sur la résumption du procès y mentionné.

Lesdits députés, mécontents dudit appointement, ont eu recours, par autre requête, audit comte de Daun, pour s'en plaindre et demander autre fois son agréation sur la poursuite et résumption de ladite cause au grand conseil, pour y être décidé ensuite dudit décret de la sérénissime infante, à moins qu'il n'aimât mieux d'évoquer ladite cause au conseil d'État, pour y être fait droit.

Cette requête ayant autre fois été envoyée au conseil d'État par décret du 28 d'août dernier, afin de le consulter sur cette nouvelle demande, lequel l'a envoyée au grand conseil pour l'informer des raisons qu'il avoit eues de rendre l'appointement y mentionné, à quoi il a répondu que, ladite cause y ayant été envoyée par ladite sérénissime infante, elle y étoit restée sans poursuite depuis le 18 de mars 1637; que le grand intervalle de quatre-vingt et onze ans avoit fait douter si ledit décret n'avoit pas été staté ou innové par un décret postérieur, et que d'ailleurs, ayant considéré l'importance de ladite cause, ils avoient cru d'être de leur devoir de renvoyer lesdits députés vers Sa Majesté, pour savoir ses royales intentions sur la résumption de ladite cause.

De quoi rapport ayant été fait en ce conseil, nous avons trouvé convenir d'écrire, le 24 d'octobre dernier, autre fois à ceux dudit grand conseil, pour l'encharger de nous remettre copie de la requête et pièces jointes présentée à ladite sérénissime infante par lesdits nobles, et leur envoyée par décret du 21 d'octobre 1632, ci-dessus mentionné, et de nous dire qui

avoit été pris à partie audit différend, et en même temps de nous remettre les rétroactes de ladite cause, et comment elle étoit restée sans poursuite depuis l'année 1637 ; s'il y étoit intervenu quelque état ou surséance, innovation ou décret contraire à celui de Sadite Altesse, avec ordre de nous informer aussi quel a été le différend qu'il y a eu audit conseil entre les ecclésiastiques et les quatre membres de ladite province, y décidé, dont étoit fait mention dans le décret du 21 d'octobre 1632.

En vertu de ladite lettre, le grand conseil nous a remis copie de la requête présentée à la sérénissime infante par les nobles de ladite province, envoyée avec les pièces jointes par ledit décret, et dit qu'il paroisoit que ladite requête n'avoit été remise audit conseil qu'au mois de mars de l'année 1636, lorsque le baron de Rassenghien, en qualité de commis de la noblesse, y a demandé commissaire, pour procéder par-devant lui à la parinstruction dudit différend, par-devant lequel, après quelques verbaux, ledit baron y avoit pris des conclusions tendantes à ce que lesdits quatre membres fussent condamnés de convoquer et admettre les nobles ou leurs députés, en tel nombre que ledit conseil trouveroit convenir, pour entretenir en toutes les assemblées des états d'icelle province pour les affaires concernantes ledit pays, et de déclarer que leur voix auroit effet de décisive des affaires qui s'y proposeroient ;

Qu'il paroisoit aussi, par les copies des verbaux, que lesdits membres avoient servi trois écrits qui ne se trouvoient pas entre les pièces reposantes au greffe, de sorte que cette cause y étoit demeurée sans poursuite depuis le 18 de mars 1637, sans savoir la raison, ni s'il y auroit été donné quelque état ou surséance, innovation ni décret contraire à celui de l'année 1632, puisque, ayant examiné les registres et liasses aux lettres depuis ladite année 1637 jusques à l'année 1642, on n'avoit trouvé aucun pareil acte ou décret ;

Et pour ce qui concernoit le différend qu'il y avoit eu entre

les ecclésiastiques et les quatre membres de Flandre, décidé audit grand conseil, dont étoit fait mention dans ledit décret de Son Altesse la sérénissime infante, qu'icelui avoit été intenté par lesdits ecclésiastiques sur le même sujet que celui en question, et renfermoit à peu près les mêmes raisons et moyens que les nobles avoient représentés à Sadite Altesse pour être admis au corps de l'état de la Flandre, puisque, par la requête présentée par lesdits ecclésiastiques au comte de Mansfelt, pour lors gouverneur et capitaine général de ces pays, le 2 du mois d'avril 1593, ils le requéroient qu'il fût servi d'ordonner aux quatre membres de ne plus entendre ni vaquer sur le fait des aides et subventions à accorder à Sa Majesté, sans les y appeler, pour sur ce y aviser, conjointement des moyens les plus convenables et moins intéressants les pauvres, tant ecclésiastiques et séculiers, et qu'ès assemblées sur ce à faire, ils auroient voix décisive, de sorte que lesdits quatre membres ne pourroient rien conclure, arrêter et moins exécuter à leur charge, sans leur préalable consentement, appelant en outre leurs députés aux comptes, tant pour l'avenir que pour le passé, afin que, sachant la recette et l'emploi, ils en auroient et pourroient donner satisfaction à la commune.

Ladite requête avoit été envoyée par le comte de Mansfelt par-devant commissaires du conseil privé, où, le procès ayant été pleinement parinstruit, le cardinal Albert d'Autriche, succédé au gouvernement des Pays-Bas, l'a envoyé, par lettres du 12 d'octobre 1596, audit grand conseil, pour y être fait droit, auquel, par arrêt du 5 du mois de novembre de ladite année, a été dit et déclaré que, dans les assemblées de l'état, les ecclésiastiques auroient voix décisive, tant au regard des accords et sommes d'iceux, que de la forme des collectations et ce qu'en dépendoit, déclarant de plus qu'à l'audition et clôture des comptes qui se rendroient desdites aides, auxquelles ils auroient contribué, ils pourroient être présents par leurs députés, au nombre de deux ou trois au plus, et d'y avoir

aussi voix décisive ès difficultés qui se présenteroient (1);

Que cet arrêt n'étoit pas seulement passé en force de chose jugée, mais qu'il se trouvoit encore confirmé par ledit cardinal et archiduc Albert, par décret rendu au conseil d'État, le 20 de mars de l'année 1597 (2), par lequel Sadite Altesse déclare qu'ayant entendu ce que les quatre membres de ladite province lui avoient remontré touchant ladite sentence du grand conseil, donnée au profit des ecclésiastiques, par laquelle ils disoient être changée et altérée la forme des accords d'icelui pays, à l'occasion de quoi les aides de Sa Majesté pourroient être beaucoup retardées et empêchées, au grand desservice d'icelle et au préjudice dudit pays, pour à quoi remédier Sadite Altesse avoit député des commissaires, au nom de Sa Majesté, pour appeler les députés des parties, qui étoient alors en cour, afin d'ouïr leurs différends, raisons et allégations, pour les accorder et ramener à une union et accord mutuel, en s'éloignant, le moins qu'il fût possible, de la forme ancienne observée ès accords des aides de la province, par laquelle Sa Majesté avoit été bien servie par les états dudit pays, en laissant toutefois jouir lesdits ecclésiastiques de ce que, par la sentence du grand conseil, leur avoit été accordé : en quoi, la chose bien entendue, il n'y avoit grand changement, puisqu'après avoir conféré diverses fois par ensemble, et mis par écrit par l'une et l'autre partie la forme gardée èsdits accords jusques lors, ne s'étoit trouvé chose à changer ou innover contre l'usage passé, et que partant s'observeroit à l'avenir l'ordre et la forme, qui étoit d'appeler les états de Flandre pour comparoir et conclure sur la proposition de la demande faite par les commissaires de Sa Majesté, où iceux ecclésiastiques tiendroient le premier rang, pour, par eux et

(1) Cet arrêt est dans ZAMAN, *Exposition des trois états du pays et comté de Flandres*, p. 158.

(2) Ce décret a également été publié par ZAMAN, p. 160.

les quatre membres, après avoir eu préalablement communication de ce que fait auroit été par les nobles, villes et châtellenies subalternes, faire leur retraite chacun vers les siens, et y convoquer et assembler leurs notables, communes et sup pôts des quartiers, respectivement, pour y prendre chacun une finale résolution, et, ce fait, étant lesdits ecclésiastiques et quatre membres rejoints, et leurs avis et résolutions vus et arrêtés, être dressé, à la pluralité des voix, l'acte d'accord, et ensuite présenté en cour, pour être accepté : en quoi la voix desdits ecclésiastiques seroit comptée pour une cinquième; et au regard de l'audition des comptes, qu'iceux ecclésiastiques y auroient leurs députés, selon ladite sentence, et y assisteroient comme ceux des quatre membres, en présence des commissaires de Sa Majesté, qui y ordonneroient, parties ouïes, ce que de raison, et qui ès matières plus grandes pourroient consulter la cour ou autres supérieurs, pour y ordonner selon équité, raison et justice, prenant égard aux allégations et soutenues des parties, respectivement. Moyennant quel règlement, tous les débats et les différends entre lesdites parties cesseroient, pour, par icelles, de commun accord, servir et assister Sa Majesté de leurs moyens, en cas de nécessité.

Sur tout ce que dessus ayant été délibéré dans ce conseil, en présence du grand maître de la cour de Votre Altesse Sérénissime, il nous a paru que cette affaire étoit d'une connoissance supérieure, et trop importante pour la laisser à la judicature d'un tribunal de justice ordinaire, et que partant Votre Altesse Sérénissime pourroit être servie d'évoquer céans ladite cause, et d'ordonner, tant auxdits députés de la noblesse qu'aux ecclésiastiques et membres, d'exhiber les pièces et documents qu'ils trouveroient convenir et croiroient pouvoir servir à leur intention, pour, icelles vues et ouïs ceux qu'il appartient, nous eussions eu l'honneur de la consulter ultérieurement sur la matière.

A quoi Votre Altesse Sérénissime s'étant bien voulu confor-

mer par son décret du 15 de février passé, les députés des nobles ont employé les pièces nous remises par le grand conseil, pour vérifier qu'en qualité de ou représentant le second état de ladite province, ils avoient été convoqués et assemblés avec les ecclésiastiques et les gens de loi des trois villes capitales, des années 1407, 1457 et autres successivement, dans les affaires d'importance.

Ils ont allégué que, les guerres intestines survenues vers l'année 1560 ayant porté un désordre général dans la province, et autorisé les violences publiques, les chefs-collèges s'étoient arrogé l'administration et direction publique, à l'exclusion du premier et second ordre, quoique lesdits magistrats n'étoient que membres du tiers et dernier état, mais que, la force et violence populaire étant venue à cesser, la noblesse s'étoit adressée, par requête, tant au conseil en Flandre qu'à la personne de Son Altesse Sérénissime l'infante Isabelle, pour être rétablie dans leur prérogative et fonction en qualité de second état de Flandre. Cette requête et pièces jointes ont été envoyées par cette princesse au grand conseil, pour connoître de ladite prétention, comme il avoit été jugé du différend entre les ecclésiastiques, d'une part, et les quatre membres, d'autre, laquelle instance y est demeurée impoursuivie depuis le 18 de mars 1637 jusques au 4 de mai 1725, comme dit est, qu'elle a été évoquée céans.

Le décret d'évocation émané par Votre Altesse Sérénissime ayant été insinué, tant aux trois chefs-collèges qu'aux députés des ecclésiastiques et membres de la province, le magistrat de Gand n'a pas réservé de son avis particulier.

Celui de Bruges a dit qu'ayant fait faire une exacte recherche, il n'avoit pu trouver aucune pièce qui concerneroit ladite cause, demandant cependant communication de celles nous envoyées par le grand conseil, pour ensuite y dire leur sentiment.

Ceux du Franc de Bruges disent de même de n'avoir trouvé

dans leurs archives aucun document qui regarderoit cette affaire, sauf la copie d'une requête sans date adressant à Leurs Altesses Sérénissimes les archiducs Albert et Isabelle, de glorieuse mémoire, pour être reçus et maintenus en la réelle et ancienne possession de leur prééminence et prérogative entre les états dudit pays et comté de Flandre : étant ce collège d'avis, pour autant que la chose le touche, que, loin de s'opposer aux conclusions prises par ladite noblesse, il croit que le bien de la province et le service de Sa Majesté requièrent qu'elles lui soient adjugées.

Les députés des ecclésiastiques et membres disent de même, par leur avis, qu'ayant fait faire une exacte recherche, ils n'avoient pu trouver aucune pièce ou document qui concernât cette affaire, et qu'ayant envoyé à leurs principaux copie de l'insinuation de la requête de la noblesse, ils avoient pareillement avisé de n'avoir rien trouvé, et qu'au surplus leur résolution portoit, par pluralité de voix, qu'ils ne vouloient se former partie contre la noblesse, ni s'opposer aux conclusions par elle prises, mais, au contraire, qu'ils sont de sentiment que le service de notre très-auguste maître et le bien de la province requéroient que leur demande seroit accordée.

A quoi est conforme la résolution prise, tant par le clergé de Gand et de Bruges assemblé à la réquisition des comtes de Beaussart et de Weldene, déclarant de révoquer la procuration qu'il pourroit avoir donnée ci-devant avec les quatre membres pour s'opposer à la demande de la noblesse, au cas aucune auroit été expédiée, et au contraire de se joindre avec elle, afin d'être rétablie dans les états, pour composer le second ordre, s'il en étoit requis.

La châtellenie du Vieux-Bourg de Gand, la ville et châtellenie d'Audenarde et celle de Courtray déclarent qu'après avoir mûrement réfléchi sur les grands avantages qui viendroient à résulter par la demande desdits nobles, ils estiment, de voix unanime, qu'il n'est pas seulement important, pour le service

de Sa Majesté, mais d'une nécessité indispensable, que l'état de la Flandre soit composé de trois membres, savoir : des ecclésiastiques, nobles et du tiers-état, représenté par les députés des villes.

Toutes ces pièces et avis ayant été vus en ce conseil, il nous a paru que le dérangement des affaires de ladite province requiert un prompt remède de la part de Votre Altesse Sérénissime, afin de la mettre en état de pouvoir continuer le service de notre très-auguste maître et de l'État, et empêcher que cette belle province ne succombe par le poids des charges sous lequel elle gémit aujourd'hui, et que la noblesse, étant admise, comme second état, ès convocations et assemblées de la province, pourroit remédier à la mauvaise administration des revenus publics, laquelle y a régné depuis longtemps, comme étant particulièrement intéressée par rapport aux grands biens qu'elle y possède, qui lui sont presque inutiles à présent.

Nous avons aussi remarqué que la sentence du grand conseil qui a admis les ecclésiastiques, comme représentant le premier état, dans les assemblées de ladite province, a été portée en grande partie sur les mêmes raisons que la noblesse allègue aujourd'hui.

Il nous a semblé que cet exemple et l'acte solennel du cardinal archiduc Albert, de glorieuse mémoire, du 20 de mars 1597, pourroit déterminer pareillement Votre Altesse Sérénissime à admettre ladite noblesse, pour entrevenir, par leurs députés, en toutes les convocations et assemblées qui se tiendront par les députés des ecclésiastiques et membres, et qu'ils y auront voix délibérative et décisive en toutes les affaires dudit pays et province, comme il a été ordonné par ledit décret de Son Altesse l'archiduc, après que les ecclésiastiques avoient été admis audit état par ladite sentence du grand conseil, ou bien en considérant les ecclésiastiques, comme premier membre, pour une voix à l'état; lesdits nobles, comme le second, pour une autre, et les villes entre elles comme troisième membre,

comme sont composés les états des pays de par deçà : laissant à la haute prudence de Votre Altesse Sérénissime et de Sa Majesté, en cas d'admission, de déterminer l'un ou l'autre pied sur lequel lesdits nobles y devroient être admis.

Ainsi avisé au conseil privé de Sa Majesté Impériale et Catholique tenu à Bruxelles, le 22 juin 1726. DE BAILL. v^e.

J. J. LE ROY.

(Originaux, aux Archives du royaume : *Consultes du conseil privé, de 1725 à 1794, t. 1^{er}.*)

CCLXXX.

Consulte du conseil privé sur les privilèges et exemptions de l'ordre de Malte aux Pays-Bas, et particulièrement en Flandre : 18 mai 1726.

Madame (1), Jean Boscheron, agent de l'ordre de Malte en ces Pays-Bas autrichiens, a remontré, par requête, en mars 1725, au velt-maréchal comte de Daun, que Sa Majesté Impériale et Catholique auroit ratifié, par ses lettres patentes royales données en sa résidence impériale de Vienne, le 29 octobre 1721, tous les privilèges et exemptions dont ledit ordre auroit été en possession et jouissance jusqu'au trépas de feu Charles II, roi d'Espagne, de glorieuse mémoire.

Il supplia pour que lesdites dépêches royales fussent enregistrées dans tous les conseils de ces provinces.

Cette requête ayant été remise au conseil d'État, le 8 dudit mois de mars 1725; il y fut résolu d'écrire des lettres circu-

(1) L'archiduchesse Marie-Élisabeth.

lares aux conseils des respectives provinces, pour leur dire qu'ils pourroient faire ledit enregistrement, à moins qu'ils n'eussent des raisons au contraire, pour en informer au plus tôt le gouvernement : ce qui a été exécuté ledit jour, et les lettres ont été remises audit agent de l'ordre de Malte, pour être envoyées aux conseils à l'effet que dessus.

Ceux du conseil en Flandre, ayant reçu celle qui leur fut adressée le 29 juin ensuivant, firent, le lendemain 30, leur représentation au comte de Daun, par laquelle ils exposèrent que, quoiqu'il semble que ces privilèges ne regardent particulièrement que la province de Brabant, dans laquelle est située la commanderie de Chanteraine dudit ordre, à laquelle les ducs de Brabant ont accordé quelques privilèges qui depuis ont été confirmés par les empereurs et les rois d'Espagne, qui étoient en même temps souverains de tout le Pays-Bas, et que ceux dudit ordre avoient donné à connoître, quoique narrativement, dans leur requête présentée à Leurs Altesses le 27 du mois d'août 1611, qu'en vertu desdits privilèges ils auroient toujours été exempts de toutes tailles, aides et impositions quelconques, tant dans la commanderie dudit Chanteraine en Brabant, que dans celles de Slypc et Castre en Flandre et dans les autres provinces (1).

Ceux dudit conseil en Flandre donnèrent en même temps à connoître que, dans ladite province, aucun corps ecclésiastique, régulier, séculier ou militaire, comme sont celui de Malte, Teutonique ou autres, n'étoit exempt du paiement des tailles et impositions mises à raison des aides et subsides, tant ordinaires qu'extraordinaires, et autres charges qui s'accordent au souverain pour le besoin de l'État, esquels tous les inhabitants de ladite province, privilégiés et point privi-

(1) Cette phrase n'est pas complète malgré sa longueur; mais nous la donnons exactement d'après l'original.

légiés, devoient porter leur quote sans aucune exception ; et comme, par l'enregistrement que ceux dudit ordre demandoient, ils pourroient à l'avenir former des prétentions touchant la franchise de semblables charges, ce qui seroit une nouveauté et causeroit une surcharge et préjudice très-notable tant à Sa Majesté qu'à ladite province, il a semblé audit conseil de Flandre que ledit enregistrement se devoit faire avec la clause salulaire de non-préjudice aux hauteurs et prééminences de Sa Majesté Impériale et Catholique et aux droits, usages, coutumes et privilèges de ladite province.

Ledit comte de Daun a remis cette représentation dudit conseil en Flandre, par son décret du 5 juillet de ladite année, au conseil d'État, pour y être examiné, lequel, après l'avoir considéré, a résolu, le 7 ensuivant, de leur écrire qu'ils pouvoient faire l'enregistrature desdits privilèges avec les clauses reprises dans leur dite représentation, laquelle lettre fut effectivement dépêchée au nom dudit comte de Daun.

Mais le remontrant, mécontent de ce que ceux du conseil en Flandre, ensuite desdites lettres du 7 juillet 1725, avoient permis, par leur appointment du 11 ensuivant, l'enregistrature des privilèges et exemptions accordés par les princes souverains à l'ordre de Malte, sans préjudice aux hauteurs et prééminences de Sa Majesté Impériale et Catholique et aux droits, usages, coutumes et privilèges de ladite province, présenta audit comte de Daun une nouvelle requête, qui fut de même renvoyée au conseil d'État par son décret du 31 dudit mois, par laquelle il remontra qu'en conséquence des ordres ci-dessus, du 8 mars de ladite année, le conseil d'État, ceux de la chambre des comptes, comme aussi le grand conseil à Malines, avoient respectivement enregistré lesdits privilèges sans la moindre restriction et selon leur forme et teneur, ainsi qu'il a fait conster par la pièce jointe à sadite requête ; que cet exemple supérieur devoit servir de règle aux autres conseils, pour accomplir également la volonté de Sa Majesté : mais, nonobstant

ce, ceux dudit conseil en Flandre, au lieu de déférer auxdits ordres et à l'exemple précité, auroient pris le parti de faire la susdite représentation, fondée apparemment sur des raisons peu favorables; qu'il seroit constant que le conseil de Flandre, ayant permis ladite enregistrement avec les clauses reprises par le susdit appointement du 11 juillet 1725, réduiroit par là l'ordre de Malte à ne pouvoir jouir de la grâce que Sa Majesté lui avoit accordé, à raison qu'il seroit assujetti aux coutumes et usages de ladite province, et le rendroit de même et d'égale condition avec tous les habitants de la Flandre; et partant il supplia qu'il fût ordonné à ceux dudit conseil en Flandre de procéder de nouveau à l'enregistrement desdits privilèges, selon leur simple forme et teneur, ainsi que les autres conseils y avoient procédé, et qu'en conséquence qu'il fût tenu notice, en ladite nouvelle enregistrement, que ceux dudit conseil de Flandre, dans la précédente, n'avoient préjudicié ni pu préjudicier par ladite clause, ni porter aucune atteinte, à la grâce que Sa Majesté a été servie d'accorder à ceux dudit ordre.

Sur quoi ledit conseil d'État a trouvé convenir d'ordonner, par son appointement du 4 août 1725, que les suppliants déclareroient en quoi l'on auroit préjudicié aux privilèges de l'ordre de Malte depuis le trépas de Sa Majesté Charles II, de glorieuse mémoire, dans la province de Flandre.

Pour satisfaire au décret dudit 4 août, Louis de Menou de Charhisay, chevalier profès de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, commandeur de Castre, comme député dudit ordre, joint à lui ledit Boscheron, exhibèrent un ample mémoire imprimé, contenant en détail plusieurs titres, décrets et sentences, pour vérifier les droits et privilèges qui avoient successivement été accordés à l'ordre de Malte par les augustes prédécesseurs de Sa Majesté, suppliant très-respectueusement d'être servie d'y prendre une bonne et prompte résolution.

Ce mémoire détaillé, n'ayant pu être vu au conseil d'État, à cause du changement de ce gouvernement arrivé en septembre

dernier (1), fut examiné, avec toutes les pièces qui concernent la matière, par ce conseil privé. Mais, avant que d'y disposer, nous trouvâmes convenir d'envoyer, par lettres du 20 décembre 1725, à l'avis des députés des ecclésiastiques et membres de Flandre la susdite requête plaintive de ce que ledit conseil en Flandre avoit fait l'enregistrement dudit diplôme aux clauses ci-dessus, avec ordre d'ouïr ceux de la keure de la ville de Gand à l'égard de l'affranchissement des vingtièmes.

Ceux-ci, satisfaisant auxdites lettres dudit 20 décembre par leur rescription du 15 mars de cette année 1726, nous informèrent qu'ils ont communiqué cette même requête auxdits échevins de la keure, pour qu'entre autres choses ils leur communiquassent leur sentiment à l'égard dudit affranchissement des vingtièmes dits *huysgelden*; et comme ces prétendus privilèges, franchises et exemptions dudit ordre de Malte intéressoient ladite province en général, lesdits députés des membres de Flandre ont envoyé ladite requête aux ecclésiastiques et chefs-collèges de ladite province, pour prendre leurs résolutions sur une matière de cette importance.

Ces résolutions étant parvenues auxdits députés des membres de Flandre, ils trouvent que tous les principaux savent bon gré au conseil en Flandre d'avoir fait une représentation audit comte de Daun, avant d'avoir fait l'enregistrement dudit diplôme et privilèges, et trouvent qu'il ne pourroit s'enregistrer audit conseil sans la clause de non-préjudice aux hauteurs et prééminences de Sa Majesté Impériale et Catholique et aux droits et usages, coutumes et privilèges de la province de Flandre;

(1) Charles VI, en 1718, avait institué, pour le gouvernement des Pays-Bas, un seul conseil, sous le nom de conseil d'État, au lieu des trois conseils collatéraux d'État, privé et des finances qu'il y avait eu depuis Charles-Quint. Par un diplôme du 19 septembre 1723, il rétablit les trois conseils.

Qu'il n'étoit point à présumer que Sa Majesté ait voulu renverser les lois fondamentales de ladite province, qu'elle a solennellement juré, à son inauguration, de maintenir, de même que les autres lois, usages et privilèges de la province, pour gratifier l'ordre de Malte de quelques privilèges, franchises et exemptions, et par conséquent le chevalier de Menou de Charnisay, commandeur de Castre, ne peut être en droit d'établir en Flandre ces privilèges, franchises et exemptions, et encore beaucoup moins de les étendre jusques aux terres et biens que l'ordre de Malte possède en Flandre, ni à ceux auxquels ils sont afferméés et qui les occupent;

Qu'il n'y a point de charges réelles en Flandre; qu'elles sont toutes personnelles, et s'imposent par rapport à la propriété des terres, biens et maisons, ou par rapport à l'occupation que l'on en fait, sans aucune distinction des personnes auxquelles elles appartiennent, ou par qui elles sont occupées; et ces impositions, que l'on nomme à la campagne *pointynghen* et *settyngghen*, de même que les vingtièmes dits *huysgelden* dans les villes closes, sont des charges dont personne ne peut prétendre la franchise ni exemption, de quel état, condition ou caractère elle (*sic*) puisse être, ecclésiastique ou séculière, parce qu'elles sont de la nature des charges patrimoniales, et qu'elles s'imposent à cause de l'occupation des terres, fonds et maisons, auxquelles tout le monde doit être sujet, conformément aux lois fondamentales de la province; que les princes souverains ont toujours suivi et ordonné que, pour trouver les aides et subsides de la province, on taxeroit et cotiseroit toutes les terres et biens, sans exemption ni distinction, comme il paraitroit par l'instruction que Sa Majesté a donnée aux commissaires et députés qui ont été employés à faire le transport général de Flandre, l'année 1517, qui a eu son effet, puisque dans ledit transport ont été compris tous les pays, villes, châtellenies, métiers et districts de la province sans exception;

Que la même chose a été ordonnée par les édits, placards et règlements suivans, ainsi qu'il se veroit par celui du 30 juillet 1672, qui défend, article 15, d'affranchir personne en tout ou en partie, ni seigneur, ni dame, ni aucuns officiers de la paroisse, ni abbaye, couvent, curé, chapelain, ni autres, mais, au contraire, ordonne expressément de taxer et cotiser toutes sortes de terres, couvent, maisons, dîmes et moulins, sans distinction ni exception ;

Que le placard du 23 d'août 1550 y seroit conforme, et principalement l'instruction portée par l'article sixième : d'où il résulteroit évidemment que les terres, fonds, dîmes et autres biens de l'ordre de Malte sont aussi bien sujets, à la campagne, aux impositions et cotisations, que les maisons dans les villes closes et les occupants d'icelles, lesquels, à cause desdits biens et maisons, sont taxés et cotisés comme les autres ; et, si l'on souffroit quelques exemptions ou franchises de ces charges, il en résulteroit un très-grand inconvénient, en ce que la quote des biens appartenans à personnes exemptes devroit être portée par les non-exempts, et ainsi, contre les actes d'accord et d'acceptation des subsides, les non-exempts payeroient pour les exempts, c'est-à-dire les solvants pour les insolvents, ou la quote desdits exempts devroit valider pour paiement à ladite province, de sorte qu'il en résulteroit une surcharge aux contribuables, ou une diminution du subsidie à l'égard du prince ;

Que, pour ces raisons et inconvénients, outre les autres plus amplement mentionnés par la résolution des échevins de la keure de ladite ville de Gand, dont ils ont joint copie, les députés des ecclésiastiques et membres de Flandre supplioient très-humblement Sa Majesté d'approuver l'enregistrement que le conseil en Flandre a fait des privilèges, franchises et exemptions de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, avec la clause de non-préjudice aux hauteurs et prééminences de Sa Majesté Impériale et Catholique et aux droits,

usages, coutumes et privilèges de la province de Flandre, et d'éconduire le chevalier de Menou de Charnisay, commandeur de Castre, et l'agent dudit ordre de Saint-Jean de Jérusalem, de la demande et conclusions prises par leur dite requête, et de laisser les commandeurs dudit ordre dans l'obligation de payer les tailles, impositions, vingtièmes dits *huysgelden*, à cause des terres, fonds, dîmes, maisons et autres biens qu'ils possèdent en Flandre, comme les autres sujets ecclésiastiques et séculiers contribuables à Sa Majesté, d'autant plus qu'on ne voit point qu'ils aient été en possession ni jouissance de ces affranchissements ni exemptions en ladite province, jusques à la mort du roi Charles II, de glorieuse mémoire.

Ensuite les remontrants nous ont présenté un autre ample mémoire imprimé, par forme d'addition au premier, suppliant par icelui afin qu'il soit ordonné audit conseil de Flandre de procéder de nouveau à l'enregistrement desdits privilèges, selon leur simple forme et teneur, avec ordonnance qu'ils spécifieront, dans leur dit enregistrement, qu'ils entendent se conformer sans réserve à la grâce que Sa Majesté a eu la bonté de conférer audit ordre.

Tout ce que ci-dessus par nous ayant été de nouveau examiné et mûrement considéré, nous sommes de sentiment qu'il ne s'agit pas, quant à présent, de décider des affranchissements et droits qui peuvent compéter à l'ordre de Malte, mais seulement sur les clauses de l'enregistrement du diplôme de Sa Majesté, et que partant Votre Altesse Sérénissime pourroit être servie d'ordonner à ceux du conseil en Flandre d'ajouter aux clauses de l'enregistrement qu'ils ont fait le 11 juillet 1725, les mêmes clauses et termes repris au diplôme de Sa Majesté Impériale et Catholique, du 29 octobre 1721, à savoir : à l'effet d'être maintenu dans la jouissance des prérogatives, privilèges et exemptions repris audit diplôme, et de toutes les autres franchises et immunités dont l'ordre de Malte

auroit été en possession et en jouissance jusques au trépas de Charles II, de glorieuse mémoire.

Ainsi avisé au conseil privé de Sa Majesté Impériale et Catholique tenu à Bruxelles, le 18 mai 1726. DE BAILL. v^e.

BOLLAERT.

Apostille de l'Archiduchesse: Je me conforme.

(Original, aux Archives du royaume : *Consultes du conseil privé, de 1725 à 1794, t. I^{er}.*)

CCLXXXI.

Consulte du conseil privé sur l'organisation des états du Tournaisis : 16 juillet 1791 (4).

Madame et monseigneur (2), pour présenter à Vos Altesses Royales l'objet de cette consulte d'une manière qui le leur fasse saisir d'abord dans tout son jour, nous commencerons par mettre sous leurs yeux l'état actuel de l'organisation des états du Tournaisis, qui n'ont rien de commun avec ce qu'on appelle les consaux et états de la ville de Tournay.

Elle consiste dans trois ordres : le clergé, la noblesse et le tiers.

Le clergé y est représenté :

1^o Par l'évêque de Tournay, qui peut commettre à sa place,

(4) Cette consulte fut rédigée par le conseiller de Kulberg. Né à Tournay, et y ayant rempli, pendant plusieurs années, les fonctions de conseiller pensionnaire du magistrat, Kulberg connaissait parfaitement et la constitution de la ville et celle des états du Tournaisis.

(2) L'archiduchesse Marie-Christine et le duc Albert de Saxe-Teschen, gouverneurs généraux des Pays-Bas.

comme il le fait toujours, un dignitaire du chapitre de sa cathédrale, ou un vicaire général de son diocèse ;

2° Par le doyen de la cathédrale en personne ;

5° Par un député de la part du chapitre ;

4° Par l'abbé de l'abbaye de Saint-Martin ;

5° Par l'abbé de Saint-Médard.

La noblesse y est représentée par les quatre barons hauts justiciers du Tournaisis, savoir :

De Rumes, le duc de Croy ;

De Warcoing, le comte de Nassau-Corroy ;

D'Espierres, le baron de ce nom ;

Et de Pecq, le prince de Salm-Kirbourg.

Ces barons peuvent commettre à leur place leurs baillis.

Le tiers est représenté par les députés que choisissent les gens de loi des septante-quatre communautés qui composent le Tournaisis.

Ainsi est composée l'assemblée générale des états de cinq membres du clergé, de quatre membres de la noblesse et de septante-quatre du tiers, dans les occasions des pétitions de subsides et de toutes autres affaires majeures qui demandent une assemblée générale, comme celle de l'inauguration par exemple.

Mais toutes les affaires ordinaires et courantes de l'administration générale se traitent par une députation.

Cette députation est composée des cinq membres du clergé et des quatre membres de la noblesse : mais ce qu'il y a d'extraordinaire, personne n'y intervient de la part du tiers.

C'est cet état de nullité du tiers dans l'administration ordinaire, qui fait l'objet de sa réclamation et de ses représentations, aujourd'hui que Sa Majesté a annoncé, dans sa déclaration du 14 octobre, § 5, qu'elle accorderoit volontiers une extension dans la représentation, de concert avec les états, sur le pied de la constitution (1), et qu'il s'agit moins ici d'une ex-

(1) Kulberg veut parler de la déclaration que l'empereur Léopold donna

tension en ce genre que de la jouissance d'un droit qui tient à la constitution même de ce corps d'états.

La demande que fait le tiers état du Tournaisis consiste donc à avoir des représentants dans la députation ordinaire.

Les deux premiers ordres, bien loin de s'y opposer, y donnent les mains, en convenant que cette demande ne porte aucune atteinte à la constitution, qu'au contraire elle en dérive.

On peut partir de là comme d'un point à l'égard duquel on est d'un parfait accord entre les trois ordres.

Tout se réduit donc à l'examen et à la discussion sur le mode de la représentation. La question porte sur les points suivants :

Combien le tiers, dans le Tournaisis, représenté par septante-quatre députés dans les assemblées générales, aura-t-il de représentants dans la députation ordinaire administrante ?

Comment se fera le choix de ce nombre de représentants ?

Pour quel terme durera la commission de ces députés ?

Quel sera leur état quant aux honoraires ?

Ces questions ont été discutées devant le conseiller rapporteur par les députés de l'ordre du clergé, de la noblesse, et par deux députés des septante-quatre communautés, et elles ont été ramenées de concert à la détermination qui suit :

Le tiers auroit désiré six députés, les deux autres ordres n'en désiraient que quatre, et c'est à ce dernier nombre que l'on s'est réduit, d'après le fondement que le nombre de six dans le tiers excéderait d'un le nombre des députés du clergé, et de deux celui de la noblesse ; qu'en portant ce nombre à cinq, il seroit, à la vérité, égal à celui du clergé, mais excéderoit d'un celui de la noblesse, et qu'en le portant à quatre, il seroit égal à celui de la noblesse, en laissant subsister le nombre en sus du clergé, qui de tout temps a surpassé celui des députés de la noblesse.

à Francfort, le 14 octobre 1790, pour faire connaître ses intentions à l'égard des provinces belgiques.

Le choix des députés pour les assemblées générales, qui ont lieu principalement pour la pétition des subsides, se fait par les gens de loi de chaque communauté, c'est-à-dire que les gens de loi de chaque communauté sont par leur état les électeurs qui choisissent un député parmi eux; ce sont ces septante-quatre députés réunis qui composent le tiers état dans les assemblées générales; on doit donc partir de ce mode constitutionnel pour le choix à faire des quatre députés qui représenteront ce tiers dans les assemblées ordinaires d'administration.

D'après cette base, la marche se présente d'elle-même à cet égard. Ainsi les gens de loi de chaque communauté feroient, comme d'ordinaire, le choix d'un député parmi eux.

Les septante-quatre députés ainsi choisis se rendroient au jour indiqué en la salle des états, et feroient choix, par scrutin, de quatre d'entre eux.

Et ces quatre ainsi choisis seroient les représentants du tiers dans les assemblées ordinaires de l'administration.

La durée de leur service seroit de trois années, et, après ce terme, il seroit procédé en la même manière à un nouveau choix d quatre représentants.

L'état de ces quatre représentants du tiers dans les assemblées ordinaires seroit le même, quant aux prérogatives, aux émoluments et honoraires, et quant à la qualité de juges aux impôts, que celui des représentants du clergé et de la noblesse.

Tel est le plan concerté. Il évite toute nouveauté qui pourroit avoir la moindre relation avec le système populaire; il prend sa source dans la constitution même; il en dérive, et remplit l'objet des réclamations et représentations des communautés du Tournaisis, qui, au vrai, sont justes et fondées, et sont trouvées telles par les deux premiers ordres, qui y accèdent.

L'exécution de ce plan devient aujourd'hui nécessaire dans un canton aussi limitrophe de la France, dans lequel des esprits pervers s'efforcent à porter la corruption du système françois, et il est nécessaire de faire tomber par-là le murmure

général qu'on fomenté du chef de ce que le tiers n'a point de représentants dans l'administration ordinaire.

Si ce n'étoit que l'inauguration n'est point encore célébrée pour le Tournaisis ; qu'il s'écoulera quelque temps avant qu'elle puisse l'être ; que, d'après les principes posés et annoncés à tous les états, l'inauguration doit se faire partout sur le même pied que l'ont été les précédentes ; que ce ne sera qu'après leur célébration (*sic*) que les concessions qu'il sera trouvé pouvoir échoir de faire aux provinces, pourront être manifestées, il pourroit être avantageux d'accorder d'abord au Tournaisis celle dont il s'agit ici, et de donner ainsi aux communautés qui composent cette province la satisfaction qu'elles désirent et sollicitent. Il en résulteroit cet avantage, en le faisant d'abord, que cette concession atténuerait et dissiperoit même les impressions que les esprits novateurs, partisans de la démocratie, ne cessent de faire naître et d'exciter dans toute cette partie limitrophe de la France. Mais, si cette concession est à différer par les raisons susdites, il pourroit néanmoins convenir de ne point laisser les états du Tournaisis dans l'incertitude sur les intentions favorables de Vos Altesses Royales à l'égard de l'objet dont il s'agit dans cette consulte, et sur l'attente où ils peuvent être de recevoir une disposition qui réponde au vœu des communautés du Tournaisis sur cet objet, dès que l'inauguration qui doit préaller à toute concession sera célébrée.

Si, d'après ces considérations susdites, Vos Altesses Royales, prenant leur résolution sur notre proposition qui fait l'objet de cette consulte, jugent que l'exécution doit en être différée jusqu'après l'inauguration, en ce cas il pourroit leur plaire d'annoncer, comme il est dit ci-dessus, leurs intentions favorables par la dépêche ci-jointe aux états du Tournaisis, à moins qu'elles ne préfèrent (ce qui seroit plus convenable) de charger le rapporteur de l'annoncer, comme autorisé à cet effet, au pensionnaire par une lettre ostensible qu'il lui écriroit, et

qui exprimeroit ce que renferme cette dépêche à cet égard.

Nous nous en remettons néanmoins à ce qu'il plaira à Vos Altesses Royales d'y disposer.

Ainsi avisé au conseil privé de Sa Majesté l'Empereur tenu à Bruxelles, le 16 juillet 1794. Ca. v^t.

Résolution des gouverneurs généraux.

Nous avons résolu de ne rien statuer avant l'inauguration, et nous chargeons le comité de présenter à notre signature une dépêche qui remette la chose à cette époque, en termes de disposition de notre part à accorder ce que nous reconnaitrions être le plus avantageux à la province, d'après le vœu du tiers état.

Paraphé MARIE et ALBERT.

(Original, aux Archives du royaume : *Consultes du conseil privé, de 1725 à 1794, t. CXXXIV.*)

CCLXXXII.

Consulte du conseil privé sur les requêtes présentées par les députés des états de Hainaut, afin que les parties du Hainaut français conquises par les armes de l'Empereur fussent réincorporées au Hainaut autrichien : 9 octobre 1793 (1).

Monseigneur (2), nous avons examiné deux requêtes présentées de la part des députés des états de Hainaut, qui tendent à prouver que, fait à fait que les armées victorieuses de

(1) Cette consulte fut rédigée par le conseiller de Levielleuse.

(2) L'archiduc Charles-Louis, gouverneur général des Pays-Bas.

Sa Majesté étendent leurs conquêtes dans le Hainaut françois , qui autrefois étoit sous la domination de la maison d'Autriche , ces parties doivent être unies , de fait et de droit , à la province de Hainaut.

Pour appuyer leur prétention , ils exposent , dans la première requête , que , dès la plus haute antiquité , ce pays , par ses représentants , a eu constamment un soin particulier de convenir avec ses souverains de l'indivisibilité de la province ; qu'il a même été stipulé que la Hollande et la Zélande , non plus que le Hainaut , ne seroient *deseurés ni départis l'un de l'autre* ;

Qu'il est connu que le pays de Hainaut , après cette antique convention entre les Hennuyers et leurs souverains , qui les ont toujours renouvelé (*sic*) à chaque inauguration , comprenoit dans son clergé les abbayes d'Hasnon , Vicogne , Liessies , Maroilles , Crespin , Hautmont , Saint-Jean en Valenciennes , Saint-Saulve et la prévôté d'Haspres , les chapitres d'hommes de la Salle en Valenciennes , de Maubeuge , de Condé et d'Avesnes ; que le clergé avoit encore pour doyens ruraux celui de Maubeuge , de Valenciennes , d'Ostrevant , d'Haspres et celui d'Avesnes ;

Qu'il est encore connu , disent-ils , que le tiers état avoit pour membres , entre autres villes , celles de Valenciennes , Maubeuge , Condé , Quesnoy , Avesnes , Bouchain , Landrecies , Bavay , Pecquencourt , qui intervenoient , ainsi que le clergé susrappelé , aux états de la province , et ne faisoient avec l'ordre de la noblesse qu'un seul et même corps , représentant les trois états du pays et comté de Hainaut ;

Que , l'indivisibilité du Hainaut faisant partie de la convention , ils sont convaincus que cette convention a toujours dû opérer tant et si longtemps qu'une force supérieure n'a pas mis obstacle à son exécution , et que , du moment que cette force majeure a cessé , la convention a dû reprendre son activité entre ceux qui l'avoient faite.

En effet , observent-ils , la force et la violence excluent toute idée de convention : quand elles se rencontrent , celle-ci ne

peut avoir lieu ; si elle les a précédées , elle demeure assoupie pendant leur empire ; elle renaît et reparoit du moment que leur fléau cesse.

Appliquant ces principes , les remontrants observent que les guerres que les souverains du Hainaut ont essuyées contre la France , les ont obligés à céder une partie de ce pays à la domination françoise ; qu'il est indubitable que , si l'on n'eût pas été forcé à faire ces cessions , on ne les eût pas faites , et qu'elles ont eu lieu dans des circonstances qui n'ont pas permis que les états de cette province eussent aucune part dans le démembrement que l'on a fait , tant par le traité de Nimègue que par les postérieurs ;

Que , cet état de force et de violence , qui exclut toute idée de convention et même de prescription , ayant cessé pour une partie , par la présence des armées victorieuses de Sa Majesté , qui occupent déjà les villes de Bavay et de Condé (1) et une quantité de villages séparés de ce pays , et qui bientôt récupéreront le surplus des villes prérappelées , Sa Majesté ramène le temps précieux de cette antique convention ; et en le ramenant , elle laisse à ceux avec qui elle a contracté le précieux et juste gage d'entretenir le contrat ; elle laisse donc , ajoutent-ils , ou plutôt elle dit aux états de Hainaut , avec cette équité qui lui est propre : « Voilà la convention que nous avons faite pour » notre bonheur commun ; nous en allons jouir l'un et l'autre » dans toute son étendue ; je suis aise d'avoir fait cesser » l'obstacle qui nous empêchoit d'en profiter en totalité. »

« C'est d'après ce langage , » poursuivent-ils , qu'ils croient être celui de Sa Majesté , « c'est d'après les lumières de la plus » simple raison , que nous voyons avec évidence que les villes » de Bavay et de Condé , avec les villages déjà occupés , et tout » le terrain que les armées reprendront dans l'étendue que la

(1) Les troupes autrichiennes avalsnt pris possession de Condé le 15 juillet , en vertu d'une capitulation signée le 10.

» France avoit détachée par la force du pays de Hainaut, y
 » sont à l'instant réunis et réincorporés de fait et de droit ; »
 et à ce moyen, ils sentent, continuent-ils, le devoir qui leur
 crie impérieusement d'y rétablir toute espèce de droits dus au
 corps entier de la province; de pourvoir à ce que la justice y
 soit exercée par la cour de Mons, qui doit être ouverte pour ces
 Hennuyers, heureusement délivrés de la servitude sous la-
 quelle ils avoient gémi depuis si longtemps, et que les autres
 corps de justice qui exerçoient des droits avant la séparation
 forcée, les reprennent comme si elle n'avoit jamais eu lieu.

Quant à ce qui regarde la perception des droits dus à la pro-
 vince, les remontrants informent Sa Majesté que ce même de-
 voir les oblige d'y envoyer les officiers comptoiristes et commis
 nécessaires à ces fins : mais, comme il se pourroit, disent-ils,
 que, dans le principe, ils ne soient pas respectés, qu'ils éprou-
 vent des difficultés à remplir leur commission, et qu'ils pour-
 roient avoir besoin du bras militaire, dans les premiers mo-
 ments, soit pour l'exercice de leurs fonctions, soit pour faire
 exécuter les sentences du juge, ils s'adressent à Sa Majesté,
 pour qu'elle daigne ordonner au militaire et à ceux qu'il appar-
 tiendra de concourir et de se prêter au libre et tranquille
 exercice des fonctions des employés des états, dans les villes
 de Bavay, Condé et autres endroits déjà récupérés et à récu-
 pérer du Hainaut ci-devant séparé par la force, de les protéger
 et de leur donner main forte, quand ils en seront requis, ainsi
 que pour l'exécution des sentences de la cour de Mons, et de
 tous autres juges dont la connoissance s'étendoit ci-devant sur
 les parties déjà récupérées et à récupérer.

Dans une seconde requête, plus longue que la précédente,
 les députés de Hainaut se répètent; ils entrent dans un détail
 pour prouver qu'anciennement la province de Hainaut com-
 prenoit plusieurs villes et territoires dans lesquels les armées
 de Sa Majesté sont entrées ou sont prêtes à entrer, et persistent
 à soutenir que, d'après l'acte inaugural, ces parties doivent

être réunies de droit à la province, et rentrer sous l'administration des états et sous la juridiction du conseil de Hainaut, et qu'enfin ces parties conquises doivent être régies et gouvernées suivant les chartes, lois et privilèges de la province de Hainaut. Et partant de ce système, et après avoir cité assez mal à propos le traité d'Arras de 1579, qui, en ce temps de troubles, a été la base de la réconciliation entre le roi Philippe II et les provinces de Hainaut et d'Artois, ils osent dire que, d'après ces titres et le contenu du serment inaugural que ces députés ont soin de répéter à tous propos, ils devoient croire que la réunion des parties susdites, opérée de droit, n'eût point souffert de difficulté dans le fait, et qu'ils ne devoient point s'attendre de voir s'établir, sans leur participation, la jointe administrative du pays conquis (1), jointe qui, disent-ils, met dans ses opérations une autorité illégale et arbitraire, qui fait craindre à tous ceux qui savent calculer les événements du monde, d'apercevoir encore des restes de ces maximes opposées à leurs lois fondamentales, tant pour le civil que pour le clergé;

Que cette jointe, par une affiche (2) dont ils joignent un exemplaire, déclare, de par Sa Majesté : art. 1^{er}, que les autorités constituées depuis 1789 sont abolies, qu'elle nommera des magistrats provisoires, etc.; art. 2, que les lois relatives à la police sont rétablies comme avant 1789; art. 3, qu'elle règle

(1) Cette jointe avait été établie au mois de juillet précédent. Elle était composée du président du grand conseil de Malines, Le Clerc, qui en avait la présidence, « homme doux, conciliant et excellent ouvrier », disait le comte de Metternich au comte de Trauttmansdorff dans une dépêche du 12 juillet; du conseiller des finances Mandoz, et des membres de la chambre des comptes Coutume et Périn. Elle tint sa première séance à Condé le 19 juillet.

(2) Déclaration donnée par la jointe, à Condé, le 20 juillet 1793, sous le nom de « La Jointe établie pour l'administration provisoire du pays conquis. »

les jugements, les appels, en un mot, l'ordre des juridictions ;

Que la disposition de ces articles est contraire aux lois du pays de Hainaut, qui, comme ils l'ont prouvé, disent-ils, doit être indivis, gouverné, selon des règles prescrites, par des autorités constituées, seules fondées en chartes et seules reconnues, et enfin selon les lois convenues et qui, sans pouvoir être changées, attribuent à la cour de Mons la connoissance des objets mentionnés à ces articles. Le pacte inaugural, ajoutent les suppliants, en contient encore le serment d'observance, comme aussi de ne changer ni la loi ni la cour, et de la tenir ouverte, pour chacun y avoir raison et justice, sans pouvoir être mis à autre loi ou condition. Tel est, disent-ils encore, le droit des habitants, que Sa Majesté a juré de garder et maintenir.

Passant ensuite aux articles suivants de cette déclaration, ils observent que, par les articles 4 et 5, elle règle la régie économique de cette partie qui, revenue à son tout, trouve les dispositions qui la concernent dans la régie générale du pays, et, entre autres, dans ledit traité d'Arras, art. 20, et la capitulation de 1710, articles 13 et 15 ;

Que, par l'art. 8, on voit, et non sans étonnement, qu'elle se réserve de disposer au fait des corps religieux ecclésiastiques et politiques, des fondations et de tous établissements publics supprimés : ils soutiennent que la disposition de cet article est contraire aux lois fondamentales, chartes, traités, usages et privilèges et autorités de ce pays ;

Que la connoissance des objets repris dans les articles 9 et 10 n'appartient pas plus à la jointe que celle des articles ci-devant rappelés ;

Qu'enfin, par cette affiche, la jointe donne, au nom de Sa Majesté, de qui, disent-ils, la religion sans doute a été surprise, une déclaration dont presque tous les articles sont contraires aux lois fondamentales du pays, et qui règlent des dispositions contre la teneur du pacte inaugural que Sa Majesté

a juré, et dont elle a depuis réitéré les assurances qu'il seroit observé.

Si, d'après toutes ces preuves puisées et fondées dans le droit public pour démontrer, disent les suppliants, comme on l'a fait, l'indivisibilité du Hainaut, on doit en chercher encore d'autres, on les trouve dans le droit écrit, et on voit qu'en justice les habitants du pays ont droit à sa réunion intégrale, parce que la partie récupérée rentre dans l'hypothèque des crédientiers, à cause que les levées faites par les états avant le démembrement de la province étoient hypothéquées sur ces moyens quelconques, et ainsi sur les droits qu'on percevoit à Condé, Maubeuge et ailleurs.

Lorsque, poursuivent-ils, après les traités de Nimègue et de Ryswick, on fit celui de Lille en 1699, les rentes dues à des milliers de crédientiers en ce pays étoient arriérées de trente-quatre canons; après la séparation violente du Hainaut, elles le sont demeurées, sans que l'hypothèque ait pu être diminuée; et aujourd'hui que la force a cessé, elle revient en vigueur, et chaque crédientier y est d'autant plus intéressé, que, depuis plusieurs années, la France n'a plus fourni son contingent, et que les rentes n'ont pu être acquittées que du revenu des impositions mises sur les habitants de la partie conservée, revenu qui ne devoit pas contourner à ce paiement; qu'ainsi la partie récupérée n'est pas aujourd'hui hypothéquée aux crédientiers seulement, mais, pour ainsi parler, à tous les habitants de cette partie conservée.

Les suppliants finissent enfin par dire qu'il seroit inutile d'ajouter que le crédit public souffriroit infiniment, si la partie séparée ne rentroit point dans son état naturel, et que ce défaut de crédit, dans tous les temps, et notamment dans celui actuel, doit nuire à l'intérêt général.

Et, d'après ce long étalage, ils demandent que Sa Majesté daigne déclarer que la réunion des parties du Hainaut a dû et doit s'opérer; qu'en conséquence, la partie nouvellement récu-

pérée, ou toute autre à récupérer, sera [soumise] au même régime que l'ancienne, et gouvernée sous les mêmes lois et autorités, tant pour le civil que le clergé et les finances, et par suite, que la prédite jointe administrative ou commission cesse, et qu'à l'avenir il n'en sera plus établi de semblable.

Consultant Votre Altesse Royale, nous ne nous permettrons pas de faire des réflexions sur le ton peu mesuré que prennent les députés des états du Hainaut dans ces représentations très-incohérentes. Nous ne nous attacherons pas non plus à les suivre dans les discussions des moyens qu'ils emploient pour prouver que, d'après la conquête que Sa Majesté a faite du Hainaut françois, il doit être réuni au Hainaut autrichien, et qu'il doit être régi et gouverné d'après les anciennes lois constitutionnelles de cette province. Nous nous bornerons à convenir d'abord que ce que nous nommons à présent le Hainaut françois, lorsqu'avant le traité de Nimègue de 1678 il étoit sous l'heureuse domination de la maison d'Autriche, il ne faisoit qu'une même province avec le Hainaut autrichien; qu'il étoit régi par les mêmes lois, soumis aux mêmes tribunaux supérieurs; qu'il jouissoit des mêmes privilèges, de la même constitution, et qu'enfin ils ne formoient ensemble qu'un même corps d'état, sauf cependant qu'à l'égard (*sic*) de Valenciennes et ses-suites, qui prétendoient former un corps séparé.

D'après cet ancien état des choses, qui avoit lieu avant que Louis XIV ne se fût emparé du Hainaut françois, les habitants de cette contrée, que Sa Majesté vient de soumettre par la force de ses armées victorieuses, ont sans doute lieu d'espérer de sa justice, et plus encore de sa magnanimité et de sa bienfaisance, que si, pour leur bonheur, les suites de la guerre permettent qu'elle joigne irrévocablement à ses vastes domaines ces conquêtes, et que les traités qui termineront la guerre lui en assurent la possession paisible et tranquille, qu'alors regardant ce pays comme l'ancien domaine de son auguste

maison, elle réintégrera lesdits habitants dans les anciens privilèges qui ont fait le bonheur de leurs ancêtres; qu'elle rétablira leur ancienne constitution, et qu'elle consentira volontiers à les réunir avec le Hainaut autrichien, pour ne plus faire qu'une province, qu'un état et qu'un peuple.

Mais ce moment heureux, qui donnera à l'Empereur la possession tranquille de cet ancien patrimoine de ses augustes ancêtres, n'est pas encore arrivé; les armées de Sa Majesté sont entrées, à la vérité, par une suite de leurs victoires, dans une partie du Hainaut françois; elles l'occupent dans le moment actuel par le droit de conquête: mais cette possession, ou plutôt cette détention à force armée, ne peut point encore être regardée comme une réintégration paisible dans ses anciens droits. Non-seulement elle n'est encore appuyée d'aucun traité, d'aucune rétrocession de la part de la France; au contraire, des troupes innombrables de la part de cette puissance font les plus grands efforts pour y rentrer, et ce n'est que par la valeur invincible des armées de Sa Majesté qu'on peut parvenir à conserver et à augmenter ces conquêtes.

D'un autre côté, les habitants mêmes ne sont soumis que par la force; Sa Majesté ne leur a point encore demandé de serment de fidélité: de façon qu'à tous égards, ils doivent être regardés et traités comme ennemis vaincus et conquis, plutôt que comme sujets de Sa Majesté.

Si les députés des états de Hainaut avoient réfléchi un moment sur ces circonstances, ils auroient sans doute senti combien il étoit prématuré et déplacé de demander que cette partie du Hainaut soit dès à présent réunie à leur province, et que ses habitants jouissent des avantages d'une constitution que leur réunion à la France leur a fait perdre depuis tant d'années.

L'acte inaugural sur lequel lesdits députés fondent principalement leur demande et leur prétention, est d'abord une pièce tout à fait étrangère au Hainaut françois; jamais

Sa Majesté n'a promis aux habitants de cette partie de la province ni privilège ni constitution ; elle la détient à titre de conquête, et sa promesse à leur égard se borne à la proclamation, qu'a faite le prince de Cobourg, de les traiter avec justice et bonté ; et à cet égard, il tiendra sa promesse, et c'est tout ce qu'ils ont droit d'exiger.

Si dans cet acte inaugural Sa Majesté promet aux états de Hainaut de ne pas séparer les seigneuries de Hainaut, de Hollande et de Zélande, on peut douter que cette promesse contienne l'obligation, de la part de Sa Majesté, de réunir au Hainaut les seigneuries ou territoires qui, anciennement démembrés de cette province, ne faisoient point partie du Hainaut, lorsqu'il a prêté le serment inaugural ; et en tout cas, si cette clause de l'acte inaugural impose quelque obligation à cet égard, nous pensons au moins, comme nous venons de le dire, que ce ne sera que lorsque Sa Majesté sera reconnue par les puissances intéressées pour légitime et paisible possesseur de ces parties conquises, et qu'elle les aura réunies publiquement et irrévocablement à ses domaines, que les états de Hainaut pourront faire valoir cette clause, et qu'il pourra être question de l'examiner.

Dans l'entre-temps, non-seulement nous ne croyons pas les états de Hainaut fondés dans cette réunion, ni de droit ni de fait, mais en outre nous ne pouvons dissimuler qu'elle entraîneroit les plus grands inconvénients. De cette réunion, qui accorderoit à ce pays nouvellement conquis les droits et prérogatives d'un pays d'état, il en résulteroit qu'on ne pourroit y lever des contributions ; qu'on ne pourroit plus même y percevoir les droits qui se payoient au roi de France avant l'année 1789, parce que ces droits n'auroient pas été consentis par les états ; qu'au lieu de ces droits qui, à ce que l'on assure, rapportoient au roi de France deux millions et demi de livres, on devroit se contenter de ce que les états de Hainaut réunis voudroient bien accorder pour subside : ce qui, proportionnel-

lement à ce que le Hainaut autrichien paye actuellement, ne monteroit peut-être pas au quart de cette somme.

Entre mille autres inconvénients qui résulteroient encore de cette réunion, c'est qu'il faudroit, ou faire cesser, comme les états osent déjà le demander, la jointe administrative établie pour le pays conquis, ou que, dans le fait, elle devint inutile, puisque ses opérations ou ses dispositions seroient toujours entravées et embarrassées, tantôt par les états, tantôt par les tribunaux de justice de la province.

Enfin le plus essentiel et le plus respectable des obstacles qui se présente encore contre cette réunion du Hainaut françois au Hainaut autrichien, c'est la volonté de S. M. l'Empereur très-expressément manifestée dans sa résolution prise sur les observations faites par une jointe tenue le 23 avril de cette année, relative aux affaires du pays conquis (1).

(1) La jointe dont il est question ici avait été tenue, le 24 et le 25 avril, chez le ministre plénipotentiaire comte de Metternich-Winnebourg; elle se composait du ministre, du chef et président du conseil privé de Fierlant, du trésorier général des finances vicomte de Sandrouin, du baron de Bartenstein, conseiller des finances et commissaire général civil, du major de Froissart, aide de camp du feld-maréchal prince de Saxe-Cobourg, et du secrétaire d'État et de guerre. Seize questions lui avaient été soumises, et avaient été résolues par elle.

Le protocole de cette jointe, avec différentes pièces à l'appui; les rapports que le comte de Trauttmansdorff, chancelier des Pays-Bas, présenta à ce sujet à l'Empereur, le mémoire d'observations qu'il lui soumit et que Sa Majesté Impériale approuva; la dépêche qu'il adressa en conséquence, le 23 mai, au comte de Metternich, sont dans la collection de la chancellerie des Pays-Bas, aux Archives du royaume, *Restauration autrichienne*, t. XXX. Ces différentes pièces sont trop volumineuses pour que nous les insérions ou même pour que nous les analysions ici; nous nous bornerons à dire que, dans la dépêche du 23 mai, le chancelier mande au ministre, *pour sa direction particulière*, « que l'intention de l'Empereur est :

« 1° Qu'on publie le moins de proclamations que faire se pourra;

Cette résolution porte : « L'on prendra possession des places
 » dont on s'emparera , au nom de Sa Majesté , mais sans rien
 » annoncer qui puisse faire croire que l'intention est de con-
 » server ces conquêtes , ni de les posséder autrement que
 » par une suite du droit de la guerre. »

Or il est certain que réunir les parties conquises du Hainaut françois au Hainaut autrichien , ce seroit manifester ouvertement l'intention de conserver cette conquête , puisqu'étant réunie à un ancien domaine de Sa Majesté , elle seroit censée être destinée à en suivre le sort ; et d'un autre côté , cette réunion feroit présumer avec raison que Sa Majesté a l'intention de posséder cette conquête à titre d'ancien patrimoine de sa maison , et non à titre de conquête.

D'après toutes ces considérations réunies , nous n'hésiterions pas de proposer à Votre Altesse Royale d'éconduire les députés des états de Hainaut de toutes leurs demandes , indiscrètes , déplacées et prématurées : cependant , prenant égard aux circonstances du temps , nous pensons qu'il seroit préférable de laisser ces représentations sans réponse , et qu'il pourroit plaire à Votre Altesse Royale de faire connoître verbalement aux députés des états de Hainaut , lorsqu'ils se rendront en cette ville , que la réunion qu'ils demandent ne peut absolument avoir lieu actuellement et aussi longtemps que Sa Majesté n'est en possession de ces conquêtes que par une suite du droit de la guerre , en leur annonçant , en même temps , que , si Sa Ma-

qu'elles soient simples , et qu'on n'y parle que le langage qui convient à un souverain juste et bon , mais victorieux et conquérant ;

« 2^e Que , dans les actes à publier , on s'abstienne de toutes expressions d'où l'on pourroit induire qu'il seroit déjà résolu de rendre les places conquises aux provinces dont elles ont été détachées par les guerres précédentes , et de les posséder autrement que par droit de conquête , afin de ne pas paroître anticiper sur les arrangements dont on conviendra à la paix , et qui tiennent à la politique majeure , etc. »

jesté parvient à conserver à la paix ces conquêtes, comme l'ancien patrimoine de son auguste maison, il sera pris alors égard à leur demande.

Nous nous en remettons néanmoins à tout ce qu'il plaira à Votre Altesse Royale d'y disposer.

Ainsi délibéré au conseil privé de Sa Majesté tenu à Bruxelles, le 9 octobre 1795. FIER. v^e.

Il est écrit en marge : Je me conforme, avec le paraphe de l'archiduc Charles-Louis.

(Original, aux Archives du royaume.)

CCLXXXIII.

Consulte du conseil privé sur un mémoire tendant à ce qu'on admit dans les bannières, à Tournay, tous les habitants qui voudraient s'y faire inscrire; qu'il fût ordonné aux bannières de voter, par affirmative ou négative, sans discussion, sur les affaires qui leur étaient soumises; que les bannières pussent intervenir, par sept députés à leur choix, dans les assemblées des consaux et états de cette ville : 25 janvier 1794 (1).

Monseigneur (2), il a plu à Votre Altesse Royale de nous faire remettre, pour que nous nous expliquions, un mémoire de l'ancien magistrat de Tournay concernant principalement

(1) Le conseiller de Levielleuse fut aussi le rédacteur de cette consulte.

(2) L'archiduc Charles-Louis.

la représentation de la commune de ladite ville, et la manière d'y voter les subsides et impôts (1).

Nous avons examiné ce mémoire; et entre les différents objets dont il traite, il n'y en a que deux qui soient du ressort de ce conseil, et qui concernent, comme l'observe le décret (2), la représentation de la commune.

Le premier est relatif à la composition des corporations bourgeoises qui se nomment *bannières* ou *métiers*.

A cet égard on observe, dans ce mémoire, que la commune de Tournay est divisée en trente-six portions appelées *bannières*; que chaque bannière porte le nom d'un métier, et a pour président le doyen du métier;

Que cependant le métier est différent de sa bannière; que les artisans seuls forment le métier, mais que chaque habitant peut être sous une bannière; qu'il le doit même en quelque sorte, jusqu'à là que la nouvelle coutume homologuée édicte que, si quelqu'un veut être fait manant de Tournay, il doit se mettre sous l'une des trente-six bannières (3);

(1) Le 29 janvier 1791, en vertu des ordres du comte de Mercy-Argenteau, ministre plénipotentiaire pour le gouvernement des Pays-Bas, les membres de la magistrature communale qui étaient en fonctions avant la révolution de 1789 avaient été rétablis dans leurs charges.

Le 16 octobre 1793, l'archiduc Charles-Louis nomma un nouveau magistrat, qui naturellement exerçait ses fonctions à la date du 25 janvier 1794.

Par *ancien magistrat*, le conseil privé entend évidemment celui que le gouvernement avait fait réintégrer en 1791.

(2) On donnait le nom de *décrets* aux billets que le gouverneur général adressait aux conseils collatéraux, pour leur communiquer les affaires à examiner par eux.

(3) Les coutumes de Tournay, homologuées par Charles-Quint, à Bruxelles, le 2 août 1532, contenaient, dans un chapitre intitulé : *De ceux qui sont tenus pour manants de la ville de Tournay*, les deux articles suivants :

« 1^o Par la coutume de Tournay, toutes personnes venant demeurer,

Qu'en outre, le métier peut s'assembler seul pour ses propres affaires, et sur la convocation du doyen, tandis que les bannières ne peuvent opérer seules ; qu'elles doivent être toutes assemblées par les états et consaux, et qu'elles doivent voter sur le régime majeur de cette petite province.

On convient cependant, dans ce mémoire, que, dans le fait, depuis longtemps jusqu'en 1789, les bannières étoient réduites aux gens du métier dont elles avoient emprunté le nom, mais qu'en 1789 et en 1790, ces bannières se recomposèrent sur l'ancien pied : cela veut dire qu'ils admirent dans leur bannière tous ceux qui voulurent s'y faire inscrire ;

Qu'après le retour de la domination de Sa Majesté, certains doyens des métiers, ignorant que l'action de s'inscrire sous une bannière étoit une faculté que le non-usage seul étoit hors d'état de prescrire, s'imaginant qu'il y avoit eu une novation de droit en 1789 et en 1790, d'autres doyens confondant la bannière avec le métier, et craignant que, sous le prétexte d'être sous la bannière, on ne voulût empiéter sur le métier, omirent de convoquer les membres de la bannière qui n'étoient pas du métier ; que d'autres cependant furent plus justes et plus sensés, et appelèrent dans les assemblées des bannières tous ceux qui, en 1789 et en 1790, s'y étoient fait inscrire.

C'est pour faire cesser ces abus, que ceux de cet ancien magistrat de Tournay insinuent, dans leur mémoire, que le gouvernement devroit porter une disposition qui enjoindroit aux bannières de recevoir dans leur corps tous ceux qui voudroient s'y faire inscrire, avec ordre de les convoquer dans les assemblées, et d'enjoindre en outre à ces bannières de voter par affirmative et négative sur les propositions qui leur seront

tenant ménage et résidence, en ladite ville ou pouvoir et banlieue d'icelle, sont réputées et faits manans d'icelle, comme autres anciens inhabitants.

» 2° En manière que tels nouveaux manans sont tenus d'eux mettre en guet sous l'une des bannières des stils de cette ville, etc. »

faites, sauf à donner des mémoires d'éclaircissements distincts et séparés.

Un autre objet qui fait partie de ce mémoire, et qui est du ressort du conseil privé, c'est la demande que font ceux dudit ancien magistrat de Tournay, que Sa Majesté daigne accéder à la demande, déjà plusieurs fois, disent-ils, réitérée par la chambre des doyens et métiers, pour qu'ils interviennent, par sept députés, dans les assemblées des états et consaux de Tournay.

Quant à ce point, qui, dit cet ancien magistrat, tient à des considérations sur le régime ancien et constitutionnel de cette ville, ainsi que sur la représentation qui appartenait à ses habitants, et qui, pour être propre à leur bonheur et ainsi à leur amour et au service dus à leur prince (1), le mémoire assure que cette demande spéciale est une branche qui tient intimement aux doléances et observations qui maintes et maintes fois ont été remises au comte Mercy d'Argenteau par les représentants de la ville de Tournay et de ses districts, tant à la Haye en 1790 qu'à Bruxelles en 1791, sur la réintégration juste, saine et politique des droits et constitutions et juridictions du peuple de Tournay et de sa banlieue; et il supplie en conséquence Sa Majesté de vouloir peser ces diverses observations et doléances, et de disposer ainsi sur la demande des bannières relativement à l'intervention demandée.

Tels sont les objets contenus dans ce mémoire, qui concernent la représentation de la commune de Tournay et la manière de voter, sur lesquels nous sommes chargés de consulter Votre Altesse Royale.

Ils présentent trois questions à examiner.

La première est de savoir s'il convient d'admettre, dans les corporations qu'on nomme bannières, qui ont voix délibérative dans les matières majeures qui concernent la commune

(1) Cette phrase est incomplète; mais elle est ainsi dans l'original.

de la ville de Tournay, tous les habitants, indistinctement, qui voudront s'y faire inscrire, ou si, conformément à l'usage établi avant 1789, on ne peut admettre dans ces corporations dites bannières que ceux du métier dont la bannière porte le nom.

La seconde est de voir s'il convient de porter une disposition de la part du gouvernement, pour ordonner aux bannières, lorsqu'elles délibèrent sur les objets de leur ressort, de voter par affirmative et négative, sans se permettre de discussion.

Enfin la troisième question se réduit à savoir si l'on doit accorder ou refuser la demande, que font les doyens des bannières, d'intervenir dans les états et consaux par sept députés élus par eux.

Consultant Votre Altesse Royale sur la première de ces questions, il pourroit suffire d'observer qu'avant la révolution de 1789, l'usage reçu de toute ancienneté avoit établi que, pour être membre d'une bannière à Tournay, et pour être convoqué en cette qualité dans les délibérations des objets qui concernoient la commune, il falloit être admis maître du métier dont la bannière portoit le nom : ainsi, pour être membre de la bannière des bouchers, il falloit être admis maître boucher.

Les ordres précis que Sa Majesté a donnés au gouvernement de conserver et de rétablir la composition des corps d'états sur le même pied qu'ils étoient pendant le règne de l'impératrice Marie-Thérèse, sans y admettre aucun changement, imposent au gouvernement la loi de s'en tenir à cet ancien usage, et de rejeter, comme inadmissible, la nouveauté, que propose l'ancien magistrat de Tournay, de recevoir dans les bannières, à l'effet de délibérer dans les assemblées, tout habitant de Tournay qui voudroit se faire inscrire dans ces bannières.

Mais d'ailleurs, quand même les dispositions précises de Sa Majesté ne seroient pas un obstacle à ce changement, les

suites pernicieuses qu'il pourroit entraîner seroient plus que suffisantes pour s'y refuser, surtout dans les circonstances actuelles.

Car, indépendamment que l'expérience ne prouve que trop que, plus ces sortes de corporations sont nombreuses, plus elles sont tumultueuses et difficiles à conduire et à diriger par la raison, l'ancien magistrat de Tournay pouvoit-il se dissimuler que d'admettre, dans ces corporations, qui à Tournay font partie des états, tous manants et habitants de cette ville, et cela sans aucune précaution ni examen de conduite, c'étoit s'exposer à faire de ces corporations de vrais clubs de jacobins, qui, en donnant l'entrée de leurs sociétés à tout le monde, en ont fait des repaires de scélérats et de brigands?

D'ailleurs, si le système du magistrat étoit suivi et sa demande accueillie, tout jacobin qui voudroit venir habiter Tournay pourroit, au moment qu'il y a pris son habitation, se faire inscrire dans une bannière, et dès lors il interviendrait dans leurs assemblées et dans leurs délibérations, où se discutent les objets les plus intéressants de l'administration; c'est là qu'il pourroit, à son aise, séduire et pervertir ces corporations, et leur inculquer les principes abominables qui ont détruit la France.

Que si on objecte que, dans l'état actuel de ces corporations, elles ne sont pas aussi bien composées qu'on pourroit le désirer; que, réduites à de simples artisans, on n'y trouve peut-être point toutes les connoissances nécessaires qu'on pourroit désirer dans un corps qui a voix dans les états, on peut au moins répondre que, ces corporations étant restreintes aux maîtres des métiers, et ceux-ci n'étant admis à la maîtrise qu'après avoir fait des apprentissages et avoir donné des témoignages de bonne conduite, on est assuré au moins que des étrangers et de nouveaux venus, toujours très-dangereux, en seront rejetés, et c'est beaucoup dans les circonstances actuelles.

Quant à l'article de la coutume de Tournay que cet ancien magistrat cite pour appuyer sa demande, il suffiroit d'observer que, cet article étant, selon leur propre aveu, tombé en dé-

suétude, ce n'est pas assurément le moment à présent de le remettre en vigueur.

D'ailleurs, en lisant cet article, on voit que, si chaque habitant de Tournay doit choisir une bannière et s'y faire inscrire, il n'y est pas dit, pour cela, que cette inscription suffit pour être membre de la bannière et intervenir dans ses délibérations : mais il paroît, au contraire, que cette inscription n'a d'autre effet que d'agréger au corps la personne inscrite, uniquement pour la soumettre et l'obliger à faire à son tour la garde dans la ville, pour veiller à la sûreté commune et à la police de l'endroit.

Ainsi il n'y a aucun motif qui puisse engager le gouvernement à se prêter à ce changement que cet ancien magistrat propose.

Nous proposerions donc à Votre Altesse Royale de faire connoître à ce magistrat, s'il existoit encore, que sa demande ne peut lui être accordée; mais, comme il est changé, et que les membres qui composent le magistrat actuel ne paroissent point avoir adopté le même système, et qu'ils paroissent, au contraire, portés à laisser les choses sur l'ancien pied, nous pensons que cet objet de la représentation peut rester sans disposition.

DEUXIÈME QUESTION. « Convient-il de porter une disposition, »
 » de la part du gouvernement, pour ordonner aux bannières,
 » lorsqu'elles délibèrent sur les objets de leur ressort, de
 » voter par affirmative et négative, sans discussion? »

La seconde question ne devrait pas être examinée, si cet ancien magistrat s'étoit occupé de son principal devoir, qui est de faire observer les lois et règlements que les souverains ont portés.

Cet ancien magistrat convient que les règlements émanés de l'autorité souveraine prescrivent aux bannières de voter par affirmative et négative : c'est le magistrat qui a la surveillance sur ces bannières; pourquoi donc a-t-il toléré que ces corporations s'écartent de cette règle?

Il est donc évident que, s'il y a eu quelque abus sur ce point, c'est à la négligence de ce magistrat qu'il doit être attribué, et qu'une nouvelle disposition à cet égard, de la part du gouvernement, ne remédieroit point au mal, si le magistrat ne la faisoit pas mieux exécuter qu'il n'a fait l'ancienne.

Tout ce que le gouvernement pourroit donc faire, pour remédier à cet abus dénoncé par cet ancien magistrat, seroit de lui adresser une dépêche, pour lui reprocher de l'avoir toléré, et lui enjoindre de faire exécuter, sur ce point, comme sur tout autre, les réglemens qui concernent les bannières.

Mais, comme encore un coup ce magistrat est changé, et qu'il paroît que le magistrat actuel doit avoir rétabli l'ordre dans ces corporations, il est inutile que le gouvernement y interpose son autorité, vu surtout que, dans ce moment, il est prudent de ne point porter de dispositions, surtout à l'égard de corporations, sans une nécessité au moins apparente.

Nous estimons, en conséquence, que cet objet pourroit également rester sans disposition.

TROISIÈME QUESTION. « Doit-on accorder ou refuser la demande, que font les doyens des bannières, d'intervenir dans les états et consaux par des députés élus par eux? »

Enfin la troisième question est du genre de la première; c'est une nouveauté dans l'organisation des états de Tournay, que l'ancien magistrat propose au gouvernement d'accéder à la demande des bannières(1).

Pour apprécier cette demande, il suffit de savoir que la constitution, ou plutôt le régime actuel de l'administration de Tournay, date du règne de l'empereur Charles-Quint;

Qu'avant cette époque, Tournay étoit une espèce de république, sous la protection de la France, et elle étoit régie par quatre consistoires, dont le premier étoit composé d'un prévôt et six jurés; le second, d'un mayeur et six échevins; le troi-

(1) Sic dans l'original.

sième, des bannières, et enfin le quatrième, des notables nommés *eswardeurs*, et ces quatre corporations, dont les membres étoient élus par le peuple, concouroient également dans l'administration de la ville (1).

Charles-Quint, ayant conquis Tournay, changea cet ordre des choses; il supprima tous ces consistoires, et, à leur place, il établit un corps de jurés présidé par un prévôt, et un corps d'échevins présidé par un mayeur (2), et il confia à ces deux corps réunis, dont il se réserva la nomination des membres, toute l'administration de la ville de Tournay, sauf cependant que, pour les aides et subsides et pour la levée des impôts, on doit demander aussi le consentement des bannières, qui, réunies, s'appellent la chambre des arts et métiers (3).

Cette dernière question se réduit donc à savoir s'il convient de laisser aux corps des prévôt et jurés et des mayeur et échevins réunis l'administration de cette ville, comme ils l'ont eue

(1) On doit s'étonner qu'un conseiller au conseil privé, un personnage principal dans le gouvernement, qu'il avait été question même de faire grand bailli et président du conseil de Tournay-Tournaisis, connaisse si mal la constitution dont il fait ici le tableau. En vertu d'une charte donnée aux Tournaisiens par Philippe de Valois, au mois d'août 1340, le gouvernement de leur ville étoit exercé par trois consistoires : le premier, composé de deux prévôts et vingt-huit jurés; le deuxième, de trois mayeurs et dix-huit échevins; le troisième, des maire et eswardeurs. Par une charte du 16 mars 1424 (n. st.), Charles VII à ces trois consistoires en ajouta un quatrième, formé des doyens et sous-doyens des métiers. Telle étoit la composition du magistrat de Tournay, lorsque Charles-Quint s'empara de cette ville. (Voy. notre *Collection de documents inédits concernant l'histoire de la Belgique*, t. I, pp. 9 et 17.)

(2) Charles-Quint, par sa charte du 14 février 1522 (n. st.), conserva deux prévôts et douze jurés, deux mayeurs et douze échevins.

(3) C'est encore ici une erreur. La chambre des arts et métiers étoit tout à fait distincte des bannières; composée des doyens et sous-doyens, elle connoissoit des infractions aux réglemens des métiers et des menus délits commis par ses suppôts.

depuis le règne de Charles-Quint, ou si l'on doit accorder aux bannières ou métiers la prérogative très-importante de nommer sept députés pour, conjointement avec les jurés et échevins, régir et administrer les affaires journalières de la ville ; et cette question n'est pas difficile à résoudre.

Pour adopter ce changement, il devoit présenter un objet d'utilité publique et un avantage pour l'administration de la ville, et c'est ce que l'on n'y trouve pas.

Les quatorze personnes qui composent les jurés et échevins, aidés de leurs pensionnaires, suffisent sans doute pour gérer les affaires d'une ville telle que Tournay ; un plus grand nombre ne feroit qu'embrouiller les affaires, surtout que ces nouveaux administrateurs seroient tirés de la classe des marchands et artisans, qui ont rarement les connoissances nécessaires pour régir les intérêts d'une ville.

En second lieu, cette augmentation d'administrateurs, qui devoient être salariés, augmenteroit aussi les charges de cette ville, qui déjà n'est que trop obérée.

En troisième, le choix de ces députés des bannières devoit se faire par une espèce d'élection populaire : ce qu'il est intéressant d'éviter, autant que possible, dans les circonstances actuelles.

En quatrième lieu, cette concession faite aux bannières ou métiers de Tournay tireroit à conséquence pour les autres provinces, où les métiers cherchent aussi à augmenter leur influence dans les états, et nommément à avoir de leurs membres dans les députations des états.

Enfin, outre ces considérations qui s'opposent à cette demande des bannières de Tournay, quoique appuyée par l'ancien magistrat, le plus grand obstacle se trouve encore dans les ordres précis de Sa Majesté, qui veut, comme nous l'avons déjà observé, que les corps d'états de ces provinces soient maintenus tels qu'ils existoient pendant le règne de l'impératrice Marie-Thérèse, sans y faire le moindre changement.

D'après ces ordres et d'après ces observations, nous estimons que cette demande ne peut être accueillie.

Cependant, comme une disposition définitive sur cet objet feroit impression sur les bannières de Tournay, qui dans le moment pourroit nuire au service, nous pensons qu'au lieu de les éconduire de leur demande, on pourroit la laisser sans disposition.

Quant aux autres objets qui se trouvent traités dans ce mémoire, comme ils concernent la perception des subsides, ce qui est du ressort du conseil des finances, nous ne pouvons que proposer à Votre Altesse Royale d'y renvoyer ce mémoire, pour qu'il s'explique sur les points qui sont de son ressort.

Nous nous en remettons néanmoins à ce qu'il plaira à Votre Altesse Royale d'y disposer.

Ainsi délibéré au conseil privé de Sa Majesté tenu à Bruxelles le 23 janvier 1794. FIER. v^e.

BEAUMONT.

Résolution de l'Archiduc.

Je me conforme à tous égards, et j'ai envoyé le mémoire au conseil des finances, à l'effet suggéré par le présent rapport.

Paraphé CHARLES-LOUIS.

(Original, aux Archives du royaume.)

CCLXXXIV.

Lettres et représentations adressées par les députés des états de Hainaut à l'empereur François II, à l'archiduc Charles et au comte de Metternich-Winnebourg, après l'occupation de la Belgique par les Français : 21 août 1794-17 janvier 1795 (1).

I. A l'empereur François II.

Sire, les députés des états de votre pays et comté de Hainaut, qui se trouvent actuellement à Cologne, croient pouvoir prendre la liberté de représenter à Votre Majesté, avec le

(1) Ces pièces sont tirées d'un manuscrit dont les Archives du royaume ont fait l'acquisition à la vente de la bibliothèque de feu M. Th. de Jonghe.

Le père de M. de Jonghe était conseiller pensionnaire des états de Brabant; il émigra, en 1794, avec beaucoup de membres de ces états. On s'explique ainsi comment il eut communication des lettres que les députés des états de Hainaut, réfugiés d'abord à Cologne, et ensuite à Wetzlar, écrivirent à l'Empereur, à l'archiduc Charles et au comte de Metternich.

Ces lettres sont dignes d'attention à plusieurs égards : elles montrent, en premier lieu, qu'à la fin de 1794, quoique l'Empereur eût dissous le gouvernement des Pays-Bas et rappelé à Vienne le comte de Metternich, on ne regardait pas encore comme définitive l'occupation de la Belgique par les Français; en second lieu, que, malgré les dissidences des dernières années, les états étaient restés attachés à la maison d'Autriche.

Sous ce double point de vue, il n'est pas sans intérêt de rapprocher les démarches des députés du Hainaut du rapport que le comte de Trauttmansdorff, chancelier des Pays-Bas, présenta à François II, le 2 juin 1795, sur la question de savoir s'il convenait à la grandeur et aux intérêts de la monarchie qu'elle rentrât en la possession de ces provinces; rapport qui a été publié dans ces *Analectes*, sous le n° CCXLII.

M. LACROIX, conservateur des archives de l'État, à Mons, a pris la peine, à ma demande, de faire des recherches pour savoir quels étaient, en 1794,

respect et la soumission les plus profonds, les artifices et les calomnies qu'on a employés et que l'on continue d'employer contre les habitants et surtout contre les états des provinces belgiques en général, et de votre province de Hainaut en particulier.

Après la rentrée victorieuse des armées de Votre Majesté, en mars 1793, les troupes se sont montrées d'abord les amis et les protecteurs des habitants, témoignant généralement et ouvertement la bonne opinion qu'elles avoient de leur conduite et de leurs principes, ainsi que de leur attachement à la personne sacrée de Votre Majesté.

Ces bonnes dispositions ont été travaillées et altérées successivement. Ces braves troupes, les meilleures qui soient connues dans l'histoire, les libérateurs des Belges, ont été induites en erreur au point qu'on est parvenu à détruire leur opinion

les membres de la députation des états de Hainaut ; voici la liste qu'il m'a fournie, et qu'il a tirée des registres mêmes des états :

CLERGÉ : l'abbé de Saint-Denis (dom Lavoine) et le doyen Carpentier ;

NOBLESSE : M. de Bousies, vicomte de Rouveroy, et le comte d'Auxy de Fouleng ;

TIERS-ÉTAT : MM. Bureau de la Wastinne, Jacquier de Virelles, échevins ; Edmond du Pré, de Haussy, membres du conseil ; Auquier, Vigneron, conseillers pensionnaires (députés alternativement) de la ville de Mons ; d'Assonleville, conseiller pensionnaire et greffier du chef-lieu.

CONSEILLER PENSIONNAIRE DES ÉTATS : M. Gendebien.

Il a été impossible de constater quels furent ceux de ces députés qui émigrèrent.

Les membres des états de Brabant et de Flandre qui avaient quitté la Belgique, ne s'étaient pas retirés en Allemagne, comme les membres des états de Hainaut ; ils avaient préféré établir leur résidence en Hollande. Je trouve, au sujet des uns et des autres, quelques particularités dans une lettre que le dernier secrétaire d'État des Pays-Bas, le baron de Müller, écrivit de Dillenbourg, le 7 novembre 1794, au comte de Trauttmansdorff : « Monseigneur, — dit Müller — M. Pelsler, chargé d'affaires de S. M. à la Haye, venant de m'écrire....., m'a communiqué, à cette occasion l'extrait ci-joint (*il manque*) qu'il vient d'adresser à S. E. M. le

avantageuse, et à les indisposer contre les habitants des Pays-Bas, et notamment contre les états.

Quant aux habitants, il y a longtemps qu'on a cherché à leur inspirer de la défiance et de l'éloignement pour leurs représentants : tous les genres de calomnie ont été employés ; les mœurs et la religion ont été méprisées ou ridiculisées ; des imprimés exhortatoires tendant à provoquer l'abolition des états et une nouvelle représentation ont été répandus publiquement ; les démocrates connus sous le nom de *vonckistes*, parce qu'ils étoient leurs ennemis, ont été soutenus.

On avoit suspendu ces menées pendant un temps, à cause de l'attachement inviolable à la sainte religion et à ses lois fondamentales que le peuple belge en général avoit montré durant l'invasion des François ; mais ensuite les manœuvres sourdes et les calomnies ont recommencé. On a renouvelé l'insinuation que l'administration des états est abusive et trop coûteuse ; que toutes les dilapidations y sont tolérées et pratiquées ; que les dons pour les frais de la guerre étoient détournés en partie au profit des membres des états, ou pour

» baron de Thugut sur les menées de plusieurs membres des états de
 » Brabant et de Flandre en Hollande. Quoique je pense que ce rapport
 » aura été communiqué à Votre Excellence, je crois néanmoins plus sûr
 » de lui en présenter à tout événement la copie, en observant que ce que
 » M. Pelsers annonce, que les émigrés belges s'en retournent, n'est point
 » aussi général encore qu'il semble le croire, attendu que la plupart des
 » villes de l'Allemagne, nommément Munster, Wetzlaer, Wurtzbourg et
 » même Ratisbonne, en renferment, de ma connoissance, un grand nombre,
 » parmi lesquels plusieurs membres des états et beaucoup de personnes
 » de leur bord, et qui ne se proposent point, que je sache, de regagner
 » les Pays-Bas. De ce nombre sont le comte de Mérode, qui est à Bruns-
 » wick avec sa famille, le marquis du Chasteler Moulbais, qui est à
 » Wurtzbourg, et quelques députés du Hainaut, qui doivent être, partie
 » à Wetzlaer, partie à Munster..... » (Archives de la secrétairerie d'État :
*reg. Correspondance du secrétaire d'État et de guerre avec le chancelier
 de cour et d'État, du 22 juin 1794 au 8 janvier 1795.*)

l'acquittement des dettes de la révolution; que les impôts extraordinaires à cause de la guerre étoient une suite de cette même révolution; que la surcharge des charois et des pionnages provenoit des états, et notamment de l'inégalité de leurs répartitions; qu'ils retenoient ou détournoient les fonds destinés à les payer.

Pour rendre les calomnies plus efficaces, et afin de perdre les états dans l'esprit public, on disoit à chacun qu'ils étoient odieux à tous; que le vœu général étoit de les voir abolis : on se flattoit de persuader ainsi, même à ceux qu'on n'espéroit pas de corrompre, que le peuple en général étoit indisposé contre les états, et désiroit leur abolition.

Le cri public et les représentations des états, qui sollicitoient des mesures de justice et de précaution contre les vonckistes, qui avoient embrassé ouvertement le système destructeur de nos lois, n'ont pas été écoutés; ils ont joui d'une parfaite sécurité.

Pendant la retraite des armées, on a dit hautement partout que les états en étoient la cause; on a publié, dans les Pays-Bas et dans les pays voisins, que tous les malheurs de l'invasion des François et les suites qu'on devoit en craindre étoient à imputer aux états des provinces, et à leur aveugle opiniâtreté à en soutenir la constitution, comme si la constitution du pays pouvoit jamais nuire à sa défense, quand on veut en suivre l'esprit, pour susciter les habitants en état de porter les armes.

Depuis cette retraite inattendue, ces propos et ces imputations se répandent avec un acharnement inconcevable; ils sont l'objet de toutes les conversations, et les papiers publics en sont remplis.

Si nous ne considérons que nous, nous ajouterions ce sacrifice à tant d'autres, en supportant dans le silence et dans la résignation le poids de ces calomnies : mais nous devons aux états, nos principaux, nous devons aux habitants de la province, nous devons à Votre Majesté surtout, à ces témoignages précieux de sa satisfaction et de sa protection

royale qu'elle a daigné nous donner aux Pays-Bas, de mettre à ses pieds, avec autant de confiance que de respect, l'exposition succinète de la conduite des états et des habitants (1).

Les états ne pouvant être assemblés, nous avons cru même, quoique nous soyons ici en petit nombre, ne pas sortir des bornes de notre devoir et de la profonde soumission que nous portons respectueusement à Votre Majesté, en lui adressant cette très-humble représentation et ladite exposition succinète, en même temps que nous mettons au pied de son trône l'expression des sentiments les plus purs de notre dévouement et de notre fidélité inviolable.

Les calomnies et les préventions défavorables que nous devons tâcher de détruire sont de nature à entraîner les suites les plus funestes, sans que nous sachions si ceux qui en sont secrètement les auteurs les ont prévues, ou les ont eues en vue.

L'amortissement du zèle et de l'esprit public en est un effet certain; tout ce qui chagrine ou inquiète le peuple produit la défiance et l'égoïsme. Rien n'est plus contraire au développement des vertus sociales, que les incertitudes sur la stabilité des lois et du gouvernement; dès qu'il s'élève des nuages sur l'horizon politique d'un peuple, chaque habitant ferme son cœur à l'amour de la patrie et restreint ses spéculations; il ne s'occupe plus que de rassembler et de cacher sa fortune. Durant la guerre de sept ans, les habitants des Pays-Bas ont signalé leur amour pour leur auguste souveraine et leur zèle pour son royal service par tous les genres de subventions et de sacrifices. Heureux à l'ombre de leurs lois et sous leur régime constitutionnel, ils n'étoient pas inquiétés par la perspective ou l'appréhension d'aucun changement; ils ne pouvoient pas même en avoir la pensée.

Ces calomnies et ces préventions peuvent ralentir l'ardeur

(1) Voir la pièce qui suit.

du soldat, lorsque Votre Majesté fera marcher ses armées pour délivrer les provinces belgiques; elles peuvent indisposer la troupe contre les habitants, après que les armées y seront rentrées; elles peuvent altérer l'attachement et la confiance des habitants pour leurs constitutions et pour leurs représentants, tandis que les lois fondamentales, surtout dans la Belgique, sont véritablement une arche d'alliance qui unit tous les ordres du peuple, et les attache inviolablement à leur souverain; elles peuvent enfin introduire cet esprit de nouveauté pernicieuse dans tous les temps et excessivement dangereuse dans les circonstances actuelles, tandis que Votre Majesté a exprimé, d'une manière si positive, dans plusieurs dispositions et déclarations qu'elle a données pour les Pays-Bas, que c'est sa volonté qu'il ne soit donné aucune ouverture à l'esprit de nouveauté, mais qu'au contraire, tous les accès par où il pourroit s'introduire soient exactement fermés.

Votre Majesté a honoré ses provinces belgiques de sa royale présence; elle a vu par elle-même les dispositions et les sentiments des habitants; elle a été informée des preuves de zèle et de dévouement pour son service et pour la chose publique que les états ont données. Nous osons lui rappeler ces moments précieux où elle a reçu dans la ville de Mons les hommages de son peuple; la vérité, la vivacité, l'enthousiasme des sentiments des habitants ont touché sa grande âme; elle s'est émue de sensibilité, et les larmes d'affection et d'attendrissement ont coulé de ses yeux; nous avons recueilli dans nos actes les paroles mémorables qu'elle a proférées, et nous les transmettrons aux générations comme un gage de son amour pour son peuple et de la satisfaction qu'elle a éprouvée.

Si, comme on l'annonce publiquement, le but des auteurs secrets des calomnies et des manœuvres étoit de parvenir à l'anéantissement de la constitution et de la représentation du pays, ils diront, et ils le publient déjà, que les habitants de ces provinces sont autant affectionnés à la personne sacrée de

Votre Majesté et à son royal service, qu'ils sont indisposés contre les états; que les habitants étoient prêts à faire tous les sacrifices pour le bien du service et la défense du pays, mais que les états ont ralenti ou empêché le développement de leur zèle. Dans le cas que l'on ose ainsi tenter de surprendre la religion de Votre Majesté, nous la supplions de se rappeler si ce même peuple, qu'elle a daigné visiter, lui a témoigné, dans quelle occasion que ce soit, de la défiance ou de l'éloignement pour ses représentants; nous la supplions d'apprécier la conduite des états consignée dans l'exposition que nous en avons faite, et de juger si, loin de ralentir le zèle public, elle n'a pas dû au contraire l'exciter et l'encourager.

Les auteurs de ces calomnies sont les plus dangereux ennemis de Votre Majesté et de sa monarchie, puisqu'ils cherchent à désunir les peuples, et à indisposer le souverain contre eux ou contre leurs représentants, tandis que la confiance, l'union, l'affection réciproque des sujets et du prince, sont les plus fermes appuis des trônes et les plus sûrs garants de la durée des empires. Ils cherchent à briser le livre d'une loi aussi respectable qu'ancienne, qui a fait depuis tant de siècles le bonheur et la prospérité du pays, et le gage sacré de la fidélité et de l'amour du peuple pour ses princes souverains, tandis que cette tentative, dangereuse dans tous les temps, l'est plus encore dans les circonstances actuelles. Enfin ils altèrent les mœurs du peuple et les sentiments religieux, tandis qu'en dernière analyse, toutes les conventions, toutes les institutions, toutes les autorités même reçoivent leur sanction et leur garantie de la religion et des mœurs.

Les provinces belgiques avoient le bonheur de posséder Votre Majesté trois semaines encore avant la retraite de ses armées; toutes ont reçu encore des preuves certaines de sa satisfaction, de sa confiance, de sa protection, de sa bienveillance. Le Brabant a eu le bonheur d'entendre prononcer de sa bouche royale le serment de son inauguration : les états de

cette province, dans l'audience où ils l'ont remerciée d'avoir solennisé en personne ce pacte auguste et sacré, ont reçu des assurances et des expressions inspirées par les sentiments, et non moins expresse et moins précieuses que la teneur du serment inaugural.

La province du Hainaut a reçu des témoignages également flatteurs et rassurants; Votre Majesté a témoigné aux états et à leurs députés, par diverses fois, qu'elle étoit satisfaite des habitants et des états; et dans la dernière audience, à Bruxelles, où leurs députés ont mis à ses pieds, avant son départ, l'hommage de la province, elle a daigné leur dire : « On a cherché » à me séparer de mes états, mais on ne réussira pas; je suis » convaincu que leur conservation intéresse autant le bien de » mon service que le bien du pays. »

C'est au moment de son départ des Pays-Bas, que Votre Majesté donnait aux états de Hainaut et des autres provinces ces assurances et ces témoignages de satisfaction : ils ne peuvent avoir démerité depuis lors, et les sentiments de Votre Majesté n'ont point changé. Par quelle intrigue, par quelle témérité s'est-il donc fait que, peu de temps après son départ, tous les bruits les plus faux et les plus calomnieux se sont répandus? Comment et dans quelle vue des malintentionnés, traîtres aux intérêts du souverain autant que contraires au bien du pays, sont-ils parvenus à dénaturer l'esprit de l'armée et à empoisonner l'esprit public? Pourquoi font-ils répandre que les états sont la cause de tous les malheurs des provinces belgiques et des pays voisins? Nous ne devons pas le soupçonner, nous qui connoissons les sentiments et les dispositions de Votre Majesté, et qui avons eu le bonheur d'entendre et de recueillir ses témoignages de satisfaction et ses assurances; nous qui avons souvent reçu les approbations de Son Altesse Royale le sérénissime gouverneur général et de Son Excellence le ministre plénipotentiaire, ainsi que les expressions de reconnaissance des généraux et des commissaires civils, nommément de

M. le baron de Bartenstein, pour le zèle et l'empressement avec lesquels nous secondions, pour la partie qui concernoit les états, les opérations de l'armée. Mais le public, qui ne peut pas être aussi instruit, et qui tire, des calomnies qui circulent, les conséquences qui en découlent naturellement, conjecture que le but de ces menées est de changer la constitution et de supprimer les états : aussi le bruit est général que les états sont et resteront supprimés.

Si, comme tout l'annonce, le but de ces menées et calomnies étoit de parvenir à faire changer la constitution et la représentation, il étoit conséquent que ceux qui les ont suscitées et dirigées, empêchassent par tout moyen le développement du zèle des habitants et le succès des efforts et de l'influence des états : aussi a-t-on pratiqué toutes sortes d'intrigues et de manœuvres pour ralentir le zèle des dons pour la guerre, et pour entraver les bonnes intentions et les desseins des états.

Il est difficile d'opérer le bien, quand des influences qui devroient le promouvoir, l'exciter et le diriger, l'entravent et l'empêchent sourdement. Nous supplions Votre Majesté de daigner s'arrêter un moment à cette réflexion.

Votre Majesté, en quittant les Pays-Bas, a assuré, et des députés des états de Hainaut l'ont entendu de sa bouche royale, qu'elle partoît pour travailler plus efficacement à la défense et au bonheur de ses provinces belgiques. Ces paroles nourrissent les espérances de son peuple, même dans l'oppression où il gémit : nous nous les rappelons dans notre malheur ; elles fondent nos consolations. Tranquillisés par ces assurances, nous osons espérer que Votre Majesté fera agir incessamment les forces que la providence lui a confiées, pour repousser les François de la Belgique ; nous l'en supplions avec respect et les instances les plus vives ; nous l'en supplions au nom de ce bon peuple, dont elle a vu elle-même les sentiments et le caractère ; nous l'en supplions au nom de la religion et de

la justice, dont elle est le plus zélé défenseur et le plus ferme appui.

Délivré de l'oppression, pour la seconde fois, par la protection et les efforts généreux de Votre Majesté, le peuple des Pays-Bas fera éclater de nouveau sa reconnaissance et son amour. Quand il s'agit du salut de la patrie, tous les hommes en état de porter les armes sont obligés de combattre pour sa défense : c'est en conséquence de ce principe, d'une vérité certaine, que les états ont sollicité, par plusieurs représentations, des mois de novembre, décembre et janvier, afin qu'il plût à Votre Majesté de faire armer les habitants du pays : ils réitéreront ces représentations avec les plus vives instances, dès que les troupes de Votre Majesté seront rentrées dans la Belgique. Qu'elle daigne alors, disposant favorablement, sanctionner un mode d'organisation pour former et diriger cette force publique, et les Belges prouveront qu'ils n'ont pas encore dégénéré de leurs ancêtres; qu'ils savent combattre pour la gloire de leur souverain, la défense de la religion et de la patrie.

Mais en même temps nous supplions Votre Majesté de faire résumer d'abord le régime des lois et de son gouvernement civil, et l'administration ordinaire des états. Nous la supplions, avec le plus profond respect, de maintenir l'autorité et le gouvernement de Son Altesse Royale : ce prince, dans l'âge de la jeunesse, a déjà rempli une grande carrière; il défend les Belges en héros; il les gouverne en père; leur amour égale leur reconnaissance. Le ministre de Votre Majesté (1) partage avec lui la confiance générale des provinces; ils l'ont acquise en cherchant à concilier constamment l'intérêt et la dignité du souverain avec le bien du peuple : cette confiance universelle

(1) Le comte de Metternich.

est un avantage précieux pour la chose publique et pour le royal service de Votre Majesté.

Les ennemis des Pays-Bas répandent qu'à la rentrée des troupes, le régime militaire sera mis en vigueur; ils sont en même temps les ennemis de Votre Majesté: après avoir calomnié les états, et avoir répandu qu'ils n'ont rien voulu faire pour le royal service, qu'ils ont empêché le développement du zèle des habitants; après avoir assuré que la généralité du peuple déteste les états, autant qu'elle chérit Votre Majesté, ils osent annoncer de meilleurs effets d'un régime nouveau.

Si ce régime militaire étoit établi à la rentrée des troupes de Votre Majesté, les calomnies répandues contre les états se trouveroient accréditées: la généralité des habitants en seroit consternée, le zèle public se ralentiroit, et ce seroit, en combattant les nouveautés de la France, introduire en même temps des nouveautés dans les Pays-Bas.

Votre Majesté, avant que de s'éloigner des provinces belgiques, a fait espérer qu'elle reviendrait pour achever notre bonheur. Daignez, sire, réaliser ces espérances flatteuses. Votre retour aux Pays-Bas dissiperait toutes les inquiétudes, et consoliderait notre félicité. Le premier séjour de Votre Majesté ayant été employé principalement à la tête de ses armées et pour les objets importants de la guerre, et son départ ayant eu lieu plus tôt qu'on ne s'y attendoit, ses états et ses sujets en général, qu'elle a toujours accueillis avec bonté, n'ont pu s'expliquer entièrement sur les objets de son service et du bien public. Ces explications, si elles pouvoient avoir lieu, produiroient les effets les plus favorables.

Nous nous joignons aux habitants des Pays-Bas pour implorer le puissant appui de Votre Majesté et la délivrance de la Belgique. L'attachement à son obéissance et à notre devoir sont les causes de l'émigration qui nous est commune avec bon nombre d'autres habitants de la province. Nous implorons

très-humblement pour eux et pour nous la bienveillance et la protection royale de Votre Majesté.

Nous sommes, avec le plus profond respect,.

De Votre Majesté les très-humbles et
obéissants serviteurs et sujets.

LES DÉPUTÉS DES ÉTATS DU PAYS ET COMTÉ DE HAINAUT.

Cologne, le 21 août 1794.

II. Exposition succincte de la conduite que les états et habitants de la province du Hainaut autrichien ont tenue pendant la guerre.

La province de Hainaut contribue, pour un seizième, dans les subsides des provinces belgiques et dans l'entretien de la cour du sérénissime gouverneur général; elle accorde ordinairement deux cent trente à deux cent quarante mille florins pour les subsides, et trente-cinq mille florins pour l'entretien de la cour.

Cette province avoit été le théâtre de la guerre pendant la campagne de 1792, et avoit fait la plus grande partie des prestations et fournissements pour les armées de Sa Majesté : elle fut envahie au mois de novembre, après la bataille de Jemappes; elle a été délivrée à la fin du mois de mars suivant : cependant elle a acquitté entièrement les subsides, les rentes et toutes ses charges ordinaires, comme si l'invasion n'avoit pas eu lieu.

Après la rentrée victorieuse des armées de Sa Majesté, la province de Hainaut est devenue une seconde fois le théâtre de la guerre et le centre des opérations; elle a dû faire des dépenses considérables pour rétablir les chaussées, qui avoient été coupées ou détruites par les armées : cet objet et la perte causée par la diminution du produit des barrières se montent au moins à cinquante mille florins. Cette province a supporté une perte plus considérable encore par la cessation absolue,

depuis 1789, du paiement annuel de la somme de cinquante-deux mille livres, monnaie de France, que la partie du Hainaut conquise par Louis XIV fournissoit auparavant, en exécution du traité de Lille (1), pour son contingent dans les rentes anciennes, que les états ont néanmoins continué d'acquitter en entier.

Les habitants de la ville de Mons ont distribué au premier corps des troupes impériales qui y est entré après la défaite des François, à la fin de mars 1793, une somme de trois mille florins et plus, et lui ont fourni un nombre assez considérable de marmites.

La province de Hainaut, étant le théâtre principal de la guerre, a fourni constamment tout ce qui lui a été demandé pour le service des armées, notamment la paille pour les camps, les camions, les brouettes, échelles, madriers, pelles, pioches et autres objets semblables; elle a fait aussi des prestations très-considérables en chariots, chevaux et pionniers; elle a tout payé comptant, à l'exception des chariots et chevaux, à cause que ce dernier objet excédoit absolument ses moyens : c'est une dette qu'elle acquittera successivement, ainsi qu'il a été fait dans les guerres précédentes. Elle a payé, du chef des pionniers et des objets qu'elle a fournis depuis la rentrée des troupes jusqu'au dernier décembre 1793, deux cent dix mille florins et plus; les prestations en chevaux et chariots pendant le même espace de temps se montent à plus de six cent mille florins. Les états ont fourni, pour l'approvisionnement des places conquises, en farines et fourrages, quatre-vingt-seize mille florins qu'ils ont payés comptant.

Ces deux sommes de deux cent dix mille florins et quatre-vingt-seize mille florins absorbent, comme on voit, le subsidé pour 1793, qui avoit été accordé à raison de deux cent qua-

(1) La convention du 3 décembre 1699. Voy. NÉNY, *Mémoires historiques et politiques*, ch. 1^{er}, art. XX.

rante mille florins, et l'excédant porte soixante-six mille florins. Ainsi les états ont payé cette somme au-delà de ce qui avoit été [accordé], indépendamment des prestations en chevaux et charriots qui sont dues aux habitants, et se montent à six cent mille florins, comme on vient de le dire, et qui sont toujours à déduire sur les subsides.

Il est d'usage, dans les Pays-Bas, que les logements des troupes, pendant l'hiver, se paient à raison de deux sols par homme et un sol par cheval chaque jour; la plus grande partie des armées ayant été cantonnée dans le Hainaut, on peut juger quelle somme est due aux habitants de ce chef. Les états se sont trouvés dans l'impossibilité d'en faire l'avance; néanmoins, afin que la troupe fût bien chauffée et couchée, et pour venir au secours des pauvres habitants, les états ont fourni la houille et la paille aux communautés qui en ont fait la demande : ce qui se monte à vingt-cinq ou trente mille florins environ.

Les états avoient accordé, pour l'année 1793, un don gratuit de deux cent quatre-vingt-huit mille florins; ils l'ont fourni entièrement au trésor royal; ils y ont fourni aussi cent vingt-neuf mille sept cent cinquante florins pour le quart, échu en 1793, d'un don extraordinaire de cinq cent dix-neuf mille florins consenti en 1791, et ils ont acquitté trente mille florins à compte du quart pour 1794.

Outre la somme de trente-cinq mille florins pour l'entretien de la cour, les états avoient offert à Son Altesse Royale un don gratuit de la même somme, à cause de la première année de son gouvernement; ces deux sommes ont été acquittées presque entièrement. Les terres de Chimay et Beaumont ayant été dévastées par les incursions de l'ennemi, non-seulement les états n'en ont pas perçu les impôts, mais ils ont dû fournir des secours en grains pour dix mille florins environ.

Une maladie épidémique s'étant manifestée à Boussu et dans d'autres villages, les états n'ont rien négligé pour en arrêter les progrès; les dépenses qu'ils ont faites pour cet objet mon-

tent entre trois et quatre mille florins. Son Altesse Royale ayant adressé, pendant le mois de novembre, une dépêche aux états de Hainaut, pour leur proposer d'exciter les dons volontaires pour les frais de la guerre, ainsi que les placements d'or et d'argent dans les emprunts de Sa Majesté, ils ont fait publier les exhortations les plus pressantes, et ont établi des comités tant à Mons que dans les autres villes et dans des villages de la province; ces comités ont eu le plus grand succès, puisque, malgré toutes les intrigues, ils ont reçu et versé au trésor royal au-delà de cinq cent mille florins. Dans cette somme ne sont pas compris les dons que plusieurs habitants et possessionnés de la province ont faits directement dans les caisses de Sa Majesté; on peut citer, entre autres, M. le comte de Mérode, membre de l'ordre de la noblesse des états de Hainaut, qui a versé au trésor royal quarante mille florins de change en don absolu.

Les comités pour les dons volontaires devoient continuer leurs fonctions pendant toute la durée de la guerre, et ils auroient continué à [en] recevoir, non-seulement parce que l'émulation des dons se seroit soutenue, mais parce qu'il y avoit grand nombre d'engagements de fournir certaines sommes par termes pendant un temps plus ou moins long, et même pendant la durée de la guerre.

Les exhortations des états pour les placements en matières d'or et d'argent dans les emprunts de Sa Majesté n'ont pas eu moins de succès; les capitaux qui sont entrés de ce chef au trésor royal sont très-considérables.

Le vénérable clergé de Hainaut, qui en 1791 avoit accordé aux états, en don gratuit, un secours de quatre cent cinquante mille florins, a concouru encore généreusement dans les dons volontaires susrappelés pour les frais de la guerre, puisqu'il en a fourni les deux tiers au moins : on sait combien les curés ont donné l'exemple à leurs paroissiens, grand nombre d'entre eux ayant fourni plus que la moitié de leur revenu.

Après les batailles devant Maubeuge, vers la fin d'octobre, la ville de Mons fut remplie de soldats blessés ou malades; les habitants se sont empressés à leur fournir tous les genres de secours en bouillon, vin, linge, etc.

Les magistrats, conseil et soixante hommes de la ville de Mons, étant assemblés à l'occasion de l'entrée prochaine de Sa Majesté, ont résolu de lui offrir un don pour les frais de la guerre: pour ne pas charger les administrations, tous les membres présents ont fait à l'instant, et par acclamation, leur souscription; les habitants se sont joints à eux, en sorte que, dans le court intervalle de deux fois vingt-quatre heures, la somme a été portée au-delà de trente-cinq mille florins. (Ce don a été présenté à Sa Majesté lors de son entrée solennelle.) M. l'abbé de Bonne-Espérance y a joint dix mille florins; les villages de Boussu et Jemmapes et la ville de Braine-le-Comte ont offert, le même jour, à Sa Majesté, pendant son passage, des dons se montant ensemble à près de huit mille florins. Sa Majesté, en acceptant ce don de la ville de Mons, a daigné marquer sa sensibilité par les expressions les plus gracieuses et les plus touchantes, et, quelque temps après, Son Altesse Royale a adressé une dépêche aux magistrats de Mons, pour témoigner une seconde fois la satisfaction que Sa Majesté avoit éprouvée, en recevant cette preuve de zèle et de dévouement. (Cette dépêche est précieuse, surtout par les expressions qu'elle renferme.)

Sa Majesté, en recevant les hommages de la ville de Mons, avoit recommandé aux magistrats les soldats malades et blessés par ces paroles mémorables : « Je vous recommande les soldats malades ou blessés; je regarderai les secours que vous leur donnerez comme si vous me les rendiez à moi-même. » Les magistrats ont nommé une commission qui, en peu de temps, a créé un hôpital de trois cents lits, bien propres et fournis de tout le nécessaire; la dépense a été faite par des souscriptions, et il avoit été pourvu de la même manière pour

le traitement des blessés et malades qui y seroient placés. Les états avoient abandonné, au profit de cet établissement, les sommes qu'ils sont autorisés de dépenser pour les repas du corps lors de l'assemblée générale, et ils y avoient ajouté une somme à fournir chaque mois.

Les états, outre les subsides de deux cent quarante mille florins pour l'année 1794, ont accordé un don gratuit de cinq cent mille florins : ce don auroit été plus haut, si toute la partie de la province qui est au-delà de la Sambre, n'avoit pas été occupée et dévastée par l'ennemi, ainsi qu'une grande partie de la prévôté de Binche, en deçà de la Sambre; les termes de paiement avoient été fixés, conformément à la proposition faite de la part de Sa Majesté, au mois d'août. Les états ont payé, pour les pionniers, les pailles et autres objets qui leur ont été demandés, depuis le 1^{er} janvier 1794 jusqu'à la retraite, cent soixante mille florins et plus.

Les prestations en chariots, chevaux et guides, pendant le même espace de temps, se montent au moins à quatre cent mille florins; il n'a pas été possible d'en faire l'avance.

Pendant les mois de mai et juin, les états ont envoyé à l'armée de la Sambre de la bière et de l'eau-de-vie pour trois mille cinq cents florins; les villes d'Ath et de Soignies ont imité cet exemple de générosité, pour encourager les soldats.

A la fin du mois d'octobre 1793, après la levée du siège de Maubeuge, le collège de la députation des états a envoyé des députés vers Son Altesse Royale, pour lui remettre une représentation portant, en substance, que les habitants du Hainaut donneroient de nouvelles preuves de leur zèle et de leur dévouement pour la défense du pays, si Sa Majesté daignoit leur confier des armes, et leur donner un mode d'organisation pour rendre leurs services plus utiles et efficaces; ils ajoutèrent verbalement les motifs qui résultoient de la nature et des circonstances de la guerre, et des malheurs qui seroient la suite d'une nouvelle invasion de la Belgique, si elle venoit à avoir lieu.

Son Altesse Royale les écouta, et accueillit leur représentation avec cette attention et cette bonté qui lui sont naturelles, témoigna qu'il entroit dans ces vues, et qu'il alloit s'en occuper.

Les députés communiquèrent cette représentation à S. Exc. le ministre plénipotentiaire, qui l'approuva, ainsi qu'avoit fait Son Altesse Royale, et qui dit qu'il pensoit qu'on tireroit un grand parti de l'armement général des Pays-Bas, si on y procédoit à temps, et si on employoit une bonne organisation. En conséquence de cette représentation, les états furent convoqués pendant le mois de novembre : le commissaire de Sa Majesté étoit chargé, par ses instructions, de proposer l'armement des habitants de la frontière.

Les états témoignèrent, par une représentation, que l'armement des habitants de la frontière seulement ne pouvoit contribuer à la défense du pays, et ne feroit qu'exposer les villages armés à l'incendie et au massacre, et, en conséquence, ils sollicitèrent avec la plus vive instance l'armement général, comme une mesure de sûreté publique à opposer à la masse des forces françoises qui pouvoient s'accroître au-delà de toute prévoyance.

Sur cette représentation, le gouverneur général adressa une dépêche aux états, portant que l'intention de Sa Majesté étoit que l'armement fût restreint aux villages de l'extrême frontière; qu'il y seroit fait des dépôts d'armes, pour être distribués au besoin.

Avant que de se séparer, les états firent, de propre mouvement, une proclamation pour engager les habitants de la province à s'enrôler dans les régiments wallons, et accordèrent la prime d'un ducat à tous ceux qui y prendroient parti; cette prime fut accordée également, un an après, à l'égard du corps des chasseurs de Leloup.

Peu de temps après, le général en chef des armées adressa une note aux états, leur proposant de concourir dans les mesures à prendre pour armer les paysans de la frontière, sui-

avant que Sa Majesté l'avoit approuvé; M. le marquis de Chasteler fit publier un avertissement, de par Sa Majesté, pour inviter les habitants de bonne volonté à se déclarer; les députés des états l'adressèrent aux communautés par une lettre exhortatoire.

Au commencement de janvier 1794, les députés ordinaires des états remirent à S. Exc. le ministre une représentation adressée à Sa Majesté, concernant l'armement général des habitants des Pays-Bas; cette représentation obtint l'approbation de Son Altesse Royale et celle de S. Exc. le ministre. Il y étoit dit que les états, par soumission et par respect, n'avoient plus insisté sur l'armement général des habitants; que néanmoins ils avoient vu avec peine que cette mesure n'avoit pas été approuvée; qu'ils craignoient qu'on ne reconnût, par les événements, qu'elle seroit nécessaire, et qu'alors l'armement ne pourroit plus se faire avec succès, et seroit même impossible dans le moment de la crise.

Dans le courant du mois de février, le gouvernement général demanda aux états de Hainaut sept cent soixante-dix recrues environ, pour concourir à compléter les régiments wallons.

Les états n'étant pas assemblés, leurs députés prirent à eux d'adresser à toutes les communautés une exhortation afin d'exciter la recrue, offrant, sous la ratification de leurs principaux, des primes et encouragements considérables; ils envoyèrent des commissaires partout, pour inspirer le zèle et le dévouement; un capitaine du régiment de Clerfayt les accompagna au su et avec l'agrément de ses supérieurs. Le comité pour les dons volontaires joignit ses commissaires à ceux des états, qui répandirent en même temps une exhortation nouvelle, afin d'exciter l'émulation des contributions volontaires pour les frais de la guerre.

A la fin du même mois, les députés des états des provinces belgiques assemblés à Bruxelles pour résumer le travail de la liquidation générale, ont approuvé des idées rédigées en deux

notes : l'une renfermoit les moyens de défense à tirer des bonnes dispositions des habitants, et l'autre les moyens de finance.

Ces deux notes furent approuvées par les commissaires de Sa Majesté nommés pour cette liquidation ; ils les adressèrent au gouvernement par un rapport qui est resté sans réponse.

La note concernant les moyens de défense peignoit, d'une part, les malheurs extrêmes qui résulteroient d'une invasion de la Belgique, et, d'autre part, les grands avantages qu'on devoit attendre, si les François étoient repoussés et contraints à rentrer dans l'ordre.

On y proposoit de se concerter sur les moyens de compléter les régiments wallons, et de disposer une force publique momentanée pour opposer aux masses armées des François, prenant pour base que l'organisation, la formation, la direction et le commandement de cette force devoient rester entièrement réservés à Sa Majesté, et que les états, après qu'ils seroient apaisés sur les mesures pour éviter les abus et inconvénients, prêteroient leur influence et médiation pour inspirer la confiance et la plus grande énergie : expressions qui détruisoient l'allégation, répandue dans le public, que les états ne sollicitoient l'armement des habitants que pour nommer des officiers et employés, et placer leurs créatures.

Le 29 de mai, Sa Majesté adressa une dépêche circulaire aux états des provinces, demandant des secours en hommes, et que les secours en argent fussent payables au mois d'août.

La demande en hommes étoit du centième de la population, ou du vingtième de ceux en état de porter les armes.

Cette dépêche fut remise aux états le 3 juin ; ils envoyèrent d'abord des députés vers Sa Majesté, à Bruxelles, qui témoigna que les voies de persuasion étoient à préférer à celles de contrainte ; que les hommes qui s'engagent volontairement étoient d'excellents soldats.

Au retour de ces députés, les états firent rédiger une exhortation très-pressante pour déterminer les communautés de la

province à remplir les intentions de Sa Majesté, proposant des primes et des récompenses considérables à ceux qui s'engageroient pour la défense commune : cette représentation fut imprimée, mais ne fut pas envoyée aux communautés, parce que des députés revenant de Bruxelles informèrent les états que Sa Majesté venoit de consentir à la levée d'une légion, sous la dénomination de S. A. R. monseigneur l'archiduc Charles.

Le plan et les conditions de cette levée furent remis aux états de Hainaut le 15 de juin; ils les acceptèrent avec empressement et reconnaissance, et accordèrent, entre autres avantages, une prime de quatre pistoles aux deux cents premiers habitants du pays qui s'y engageroient, une prime de trois pistoles aux deux cents suivants, et une de deux pistoles à tous les autres.

Grand nombre de jeunes gens de la province ont fait connoître, dans le même temps, qu'ils se monteroient et s'équiperont à leurs frais, et s'entretiendroient au moyen d'un escalin par jour, qu'ils justifieroient avoir de leur chef ou par leurs parents, si Son Altesse Royale vouloit lever une légion de cavalerie; les états en ont fait de suite rapport au gouvernement; ils ont établi à Mons un bureau de recrutement, autorisé d'employer des personnes zélées et de confiance dans les autres villes et dans le plat pays, pour exciter la recrue de cette légion de Son Altesse Royale que Sa Majesté venoit d'accorder, et ils ont fait répandre dans le plat pays des exhortations pour engager les jeunes gens à y prendre parti.

Dès le 18, plus de deux cents s'étoient présentés au bureau; les états ont demandé au gouvernement général qu'il fût nommé un commissaire pour les assentir (1); le 21, M. de Seiller, commissaire de guerre à Mons, a reçu une autorisation de les assentir pour les régiments wallons; les états ont fait aussitôt une représentation afin que l'autorisation fût pour la légion de Son Altesse Royale; M. de Seiller, l'ayant reçue le 25, s'est em-

(1) *Assentir, assenter*, enregistrer, inscrire: vieille expression empruntée à l'espagnol *asentar*.

pressé, par un effet de son zèle ordinaire, d'en informer les états et de la leur communiquer.

Le 26, jour de la dernière bataille vers Charleroi, le bureau de recrutement lui présenta les jeunes gens dans l'ordre de leur inscription; deux cents environ ont été assentis, et les députés ont fourni de ce chef 8,000 florins et plus.

Le nombre de jeunes gens qui s'étoit annoncé au bureau de recrutement, étoit beaucoup plus considérable, et se montoit, dans les villes et plat pays, à cinq à six cents; mais les embarras survenus au commissaire pour son départ ont interrompu l'assentement, et cette levée a été annulée par la retraite.

Vers la fin de juin, les états ont reçu une dépêche du gouvernement qui autorisoit l'armement général, laissant aux magistrats le règlement de son organisation; les états ont fait imprimer aussitôt cette dépêche : mais les circonstances malheureuses et inattendues n'ont plus permis d'en tirer le moindre parti, la retraite se faisant déjà alors, et les François étant entrés à Mons le 1^{er} de juillet.

Ce précis historique de la conduite des états et des habitants de la province de Hainaut pendant cette guerre prouve qu'ils n'ont rien négligé pour le service de Sa Majesté et pour le bien de la chose publique: aussi ils ont eu la satisfaction d'entendre, à différentes reprises, de la bouche même de leur auguste souverain, les témoignages les plus flatteurs de sa royale approbation et de son contentement. Son Altesse Royale a daigné leur rendre plusieurs fois les mêmes témoignages.

Il n'est pas hors de place de rappeler ici, avant que de finir, que les états de Hainaut, nonobstant la diminution considérable de toutes les branches des produits de leur administration, notamment par la cessation de l'entrée des vins de France et par la défraudation des impôts, inévitable au milieu des embarras et des mouvements des armées, n'ont pas suspendu les paiements des rentes, lesquelles ils ont continué d'acquitter exactement, pour conserver le crédit et la confiance des habitants.

III. A l'archiduc Charles-Louis.

Monseigneur, nous avons lieu de croire que la Belgique sera bientôt délivrée, soit par la force des armes, soit par la voie des négociations; nous espérons, et nous avons une ferme confiance, que Votre Altesse Royale reprendra aussitôt le cours de son gouvernement. C'est pourquoi nous prenons très-respectueusement la liberté de lui adresser cette représentation : sa bonté naturelle, son affection pour les Belges, nous y autorisent, et leurs malheurs extrêmes nous en inspirent la hardiesse.

Tandis que ces provinces éprouvoient tous les maux et les vicissitudes de la guerre, un système de calomnie les accabloit des imputations les plus odieuses, en vue de leur nuire dans l'esprit de Sa Majesté et de Votre Altesse Royale.

La justice et le profond discernement dont la Providence a doué cet auguste monarque, l'équité et les connoissances particulières de Votre Altesse Royale nous rassurent. Cependant il est une vérité importante qui, nous n'en doutons point, n'a pas échappé à la sagacité et à la surveillance continuelle de Votre Altesse Royale, et que nous nous permettons de retracer avec autant de franchise que de respect : dans un temps dont nous avons du regret de rappeler le souvenir, des hommes qui n'ignoroient pas la constitution, qui savoient combien elle est précieuse et chère aux Belges, qui avoient juré de lui être fidèles, non-seulement par le serment que les états, au nom du peuple, renouvellent à chaque inauguration, mais encore la plupart par des serments particuliers et formels, prêtés individuellement, avoient transgressé et violé cette même constitution.

A la suite des troubles survenus, un oubli général a été publié.

Il étoit naturel alors que chacun, rentrant dans l'ordre

ancien et constitutionnel, reprit l'émulation de la vertu et des devoirs, et attendit du temps, du mérite et des vrais services les avancements et les titres d'honneur.

Néanmoins, sans égard à la loi de l'oubli, presque tous ces mêmes hommes qui avoient transgressé les serments prêtés à la constitution, furent élevés subitement, et d'une manière saillante, aux places et aux honneurs, au point qu'ils se persuadèrent que les emplois et les distinctions leur seroient désormais réservés.

Cet abus fit à la confiance publique une plaie profonde. A cette époque, Sa Majesté donna Votre Altesse Royale aux Belges en qualité de leur gouverneur général; vos vertus, monseigneur, les instructions de Sa Majesté, les dispositions que votre sagesse statua, arrêterent le progrès du mal et rétablirent la confiance.

La petite portion d'hommes dont les rapides promotions se trouvoient par-là ralenties, en conçut du chagrin; et entrevoyant au loin quelque espoir de succès, elle forma le projet de ramener l'abus dont Sa Majesté et Votre Altesse Royale avoient arrêté le cours.

Pour y parvenir, elle ourdit des intrigues et noua des correspondances; elle répandit des libelles et sema des propos afin d'impliquer et contrarier le cours des affaires, et de leur donner, s'il étoit possible, une tournure défavorable.

Elle excita des inquiétudes, provoqua des mécontentements, fomenta des discordes, et propagea des défiances, dans le dessein d'amortir le zèle et de neutraliser l'esprit public.

Elle empêcha le bien de tout son pouvoir, et ne négligea rien pour opérer le mal : la calomnie, qui exagère, qui altère, qui dénature tout, fut mise en œuvre d'une manière inouïe.

Elle espéroit, par tous ces moyens, de faire prendre à Votre Altesse Royale et à Sa Majesté une fausse idée du caractère des Belges, de leurs principes et de leurs sentiments; de [leur] persuader que ce peuple étoit indigne des règles de con-

liance statuées dans le principe de votre gouvernement, et de faire revivre le système qui avoit favorisé leur avancement et leur fortune.

Elle se flattoit sans doute d'avoir réussi ou de réussir, lorsque, durant la retraite des armées, elle publioit, dans les gazettes, dans les lieux publics, que Sa Majesté avoit reconnu enfin que ses provinces belgiques étoient indignes de sa confiance et d'un gouvernement modéré, et que désormais elle les feroit régir militairement, et lorsque plus récemment elle faisoit publier, dans une gazette françoise, que les garanties des puissances maritimes avoient rendu les habitants des Pays-Bas plus portés à discuter sur leurs lois qu'à servir leur souverain.

Nous nous faisons un devoir, monseigneur, de représenter ces vérités et ces faits, parce que nous envisageons qu'ils sont de nature à justifier que Sa Majesté n'a pas de peuple plus fidèle, plus dévoué à son service, plus digne de sa confiance et de son affection, que ses sujets des provinces belgiques.

Oui, monseigneur, que Sa Majesté et Votre Altesse Royale daignent confirmer d'abord, d'une manière absolue et qui ne laisse aucune ouverture à l'intrigue, que les constitutions seront maintenues et observées invariablement, selon leur sens littéral et leur esprit, et que les emplois et les avancements ne seront distribués qu'en raison du mérite et des services effectifs, fondés sur le respect des lois et l'obéissance à l'autorité souveraine, nous sommes les garants de l'harmonie parfaite et de la reconnaissance profonde de ces provinces.

Dès lors tout esprit d'intrigue disparaîtra ; tous les habitants capables de vertu (il en est peu qui ne le soient pas) rentreront au sein de l'union ; le maintien des lois, le respect et la soumission à l'autorité souveraine seront le point commun de ralliement ; il n'y aura plus d'autre émulation que celle des devoirs et du mérite ; l'oubli du passé sera parfait, parce qu'il sera réciproque et religieusement observé : toutes les parties

de l'ordre public et de l'administration, dégagées des frottements qui en ont empêché ou ralenti les mouvements, reprendront une marche plus facile et plus prompte; le génie simple, franc et actif du peuple se vivifiera; les vertus publiques reprendront leur énergie; la prospérité progressive du pays reprendra son cours; le long gouvernement de Votre Altesse Royale sera comblé de bénédictions; vous jouirez, monseigneur, de la satisfaction de gouverner et rendre heureux un peuple naturellement bon et sensible, et d'être environné de sa confiance, de son amour, de sa reconnaissance.

Nous savons qu'on a souvent opposé que le peuple n'oublie pas toujours, et ne rend pas sa confiance aux personnes qui l'ont perdue. Sur quoi nous devons observer que cet oubli, que ce retour de confiance n'est pas possible, tandis qu'il reste de l'inquiétude sur le maintien des lois et la durée d'un gouvernement fondé sur la modération et l'amour paternel; que cet oubli d'ailleurs seroit imprudent et immoral, tandis que les personnes qui le réclament, au lieu d'avoir donné des preuves d'un oubli réciproque, d'un retour sincère à la constitution et à la modération, continuent de manifester des sentiments et des désirs contraires, et intriguent pour ramener les temps et les choses qui leur ont fait perdre la confiance publique. Enfin, monseigneur, le peuple a été si souvent trompé par la faute de ceux qui prétendent qu'il leur rende sa confiance, qu'on ne doit pas lui imputer s'il est à cet égard circonspect et difficile.

Nous espérons, monseigneur, et nous supplions que, par l'influence de Votre Altesse Royale, le ministre intègre et éclairé que Sa Majesté a placé auprès de Votre Altesse Royale (1), qui a secondé ses desseins par des travaux toujours dirigés vers le but indivisible du service de Sa Majesté et du bien des pro-

(1) Le comte de Metternich.

vinces, continuera son ministère. Dès son établissement aux Pays-Bas, il a reconnu et apprécié le véritable esprit public; il a bien jugé la nation et lui a rendu constamment justice; il a remarqué également cette intrigue qu'un petit nombre d'égoïstes ont formée dès le principe du gouvernement de Votre Altesse Royale, pour ramener, s'il étoit possible, l'abus qui les avoit tant favorisés, et dont ils avoient espéré des faveurs ultérieures; et parce que cette intrigue étoit contraire au service et aux intentions de Sa Majesté et de Votre Altesse Royale et au bien du pays, il a fait tout ce qui étoit en son pouvoir pour la déjouer et l'écarter.

C'est la raison, et la seule raison, pour quoi les agents et auteurs de cette intrigue ont cherché à lui nuire, et ont dirigé contre lui, dans cette vue, une partie des traits de méchanceté et de calomnie dont ils ont couvert, surtout depuis environ six mois, les états et les habitants des provinces belgiques.

Nous terminerons cette représentation, en formant des vœux afin que la providence rende bientôt aux Belges l'exercice de l'autorité de Sa Majesté et le gouvernement de V. A. R.

Les malheurs, les pertes et les maux extrêmes dont ces belles provinces ont été accablées se répareront bientôt, et d'une manière qui ne laissera rien à désirer, dès que Votre Altesse Royale, secondée par la loyauté et les soins de S. Exc. le ministre comte de Metternich, répandra sur ces provinces les effets précieux des intentions et des dispositions qu'elle recevra immédiatement de Sa Majesté. Nous implorons la haute protection de Votre Altesse Royale, et nous sommes, avec un très-profond respect, monseigneur,

De Votre Altesse Royale les très-humbles et très-obéissants serviteurs.

LES DÉPUTÉS DES ÉTATS DU HAINAUT.

Wetzlar, le 16 décembre 1794.

IV. Au comte de Metternich-Winnebourg (1).

Monseigneur, l'on annonce de toute part que la Belgique sera sous peu de temps délivrée des maux qui la désolent; nous faisons des vœux pour que ce cri général se réalise bientôt.

Dans cet état des choses, nous croyons, monseigneur, que nous ferons bien d'adresser la représentation incluse à Son Altesse Royale. Cependant nous ne jugeons point convenable de la faire parvenir à ce prince, que nous pensons à Vienne, sans en avoir l'aveu de Votre Excellence sur son contenu. Nous la supplions donc de vouloir bien en prendre lecture; et par une suite de la confiance que sa sagesse nous a si souvent inspirée, nous osons soumettre à son profond discernement si les circonstances actuelles permettent que cette représentation, qui est le fruit de notre dévouement au bien du royal service et à la félicité publique, parvienne en ce moment à Son Altesse Royale; et en cas que Votre Excellence y donne son agrément, elle mettra le comble à ses bontés, si elle daigne procurer qu'elle lui soit remise.

Si nous prenons trop de liberté, monseigneur, le motif qui nous y détermine nous donne du moins l'espoir qu'elle ne nous en aura pas de mauvais gré.

Nos vues et nos démarches tendent toujours à la même fin, c'est-à-dire à procurer à notre malheureux pays un bonheur parfait et constant, dont il jouira sans doute, dès que Son Altesse Royale et Votre Excellence lui seront rendus, avec la confiance entière de Sa Majesté; alors la religion, l'autorité souveraine et les constitutions ne fixeront pas seulement le respect et la soumission des Belges qui sont restés fidèles à leurs lois et à l'autorité légitime, mais encore, avec un peu de

(1) Le comte de Metternich répondit à cette lettre, de Vienne, le 16 janvier 1793, que l'archiduc n'était pas encore à Vienne, et que, dès qu'il y arriverait, il remettrait à Son Altesse Royale la représentation des députés des états.

temps, elles ramèneront au devoir les personnes qui ont eu le malheur de se laisser aller, par désespoir et de longue main, au système d'une liberté chimérique.

Nous sommes, etc.

LES DÉPUTÉS DES ÉTATS DU HAINAUT.

Wetzlar, le 16 décembre 1794.

V. Au comte de Metternich-Winnebourg.

Monseigneur, depuis que nous avons prié Votre Excellence de faire parvenir, par le canal de Son Altesse Royale, nos très-humbles représentations aux pieds de Sa Majesté, le sort de la Belgique a empiré, et nos inquiétudes ont augmenté par la retraite des armées au-delà du Rhin. Nous sommes venus à Wetzlar, où nous avons déposé les caisses et les archives dont nous sommes dépositaires, et que nous avons emportées d'après une résolution des états, et conformément aux intentions de Sa Majesté que Votre Excellence nous a communiquées par ses ordres, lorsque nous étions à Bruxelles.

Plusieurs fugitifs du Hainaut se sont retirés aussi à Wetzlar : inquiets sur leur sort, ils s'adressent à nous pour puiser des espérances et des consolations. Incertains nous-mêmes sur la destinée de notre malheureuse patrie et sur les événements dans lesquels nous sommes enveloppés, nous ne pouvons leur rien dire pour les tranquilliser.

Notre province ayant été envahie la première et inopinément, la plupart ont fui sans disposition et sans précaution; maintenant ils voient leurs ressources diminuer chaque jour, et n'entrevoyant pas encore le terme de nos malheurs, ils sont en butte à de cruelles perplexités. Plusieurs fugitifs d'autres provinces, dont les ressources s'épuisent et [qui] appréhendent que leurs biens aux Pays-Bas ne deviennent la proie de l'ennemi, ont pris la résolution d'y retourner. Les fugitifs du Hainaut, constamment attachés aux motifs qui les ont déterminés, ne prendroient ce parti qu'autant que le conseil leur

en seroit donné, ou qu'ils se trouveroient réduits à l'extrémité. Ce seroit pour nous une tâche satisfaisante et qui rendroit notre qualité et nos devoirs bien précieux, si nous pouvions les rassurer par des espérances, ou leur donner des conseils, sans compromettre le royal service de Sa Majesté ni leur fortune.

S. A. R. notre sérénissime gouverneur général a daigné répondre à la représentation par laquelle nous l'avons suppliée de faire parvenir nos remontrances à Sa Majesté, et de les appuyer de son témoignage et de son crédit : le baron de Müller, secrétaire d'État, a eu la bonté de nous en faire prévenir à Cologne par M. Coutume (1); mais, par un de ces événements qui ont contrarié si souvent les intentions bienfaisantes et les dispositions favorables de ce prince chéri, sa dépêche ne nous est pas parvenue, quoique nous l'ayons demandée plusieurs fois au bureau de la poste à Cologne.

Des personnes de marque et très-dignes de foi nous ont assuré que S. M. notre auguste souverain avoit daigné accueillir nos remontrances. Si nous pouvions en avoir la certitude, nos peines se dissiperoient, et nos âmes s'ouvriraient aux plus douces espérances : car, monseigneur, depuis le départ de Sa Majesté des Pays-Bas, le sort malheureux de ces provinces nous est sans cesse présent à l'esprit et nous accable; nous avons devant les yeux tout ce qu'elles ont fait pour le service de Sa Majesté, et nous nous représentons surtout ce qu'elles étoient disposées de faire, et qu'elles auroient fait avec tant d'empressement et de satisfaction, si l'esprit jaloux et ulcéré qui a si constamment et si évidemment contrarié les intentions de Son Altesse Royale et vos opérations, n'avoit suscité dans toutes les provinces ses agents secrets, ses coopérateurs artificieux, ennemis du souverain autant que de leur pays, pour empêcher, par toutes sortes d'artifices, le développement et l'action du zèle public; nous voyons les maux et la

(1) Auditeur à la chambre des comptes.

dévastation auxquels ces provinces, jadis si heureuses et si florissantes, sont en proie, et, au lieu des justes regrets et de la compassion qui devraient être le sentiment universel, nous sommes partout les témoins de l'indifférence et de l'aversion pour cet infortuné pays, qu'ont excitées les calomnies répandues et publiées par l'abus le plus odieux, comme le plus répréhensible, du crédit et des pouvoirs.

Les imputations dictées dans la fameuse proclamation publiée en deux langues, le 30 juillet, nous font surtout l'impression la plus profonde et la plus douloureuse ; nous ne pouvons les relire sans une nouvelle peine : « L'inaction, y est-il dit, d'un » peuple aveuglé, qui méconnut l'imminence du danger et » la voix paternelle de son bon souverain, les menées sourdes » de ses séducteurs, dans lesquels ce même peuple recon- » noît et abhorre, mais trop tard, les auteurs de sa misère » sans bornes » « Si, à l'exemple des habitants des Pays- » Bas, qui, privés de leurs propriétés, de leurs libertés et de » leurs autels, gémissent maintenant dans la misère, vous vous » laissez aveugler par des séducteurs secrets, etc. (1). »

(1) Les députés de Hainaut veulent parler de la proclamation que le feld-maréchal prince de Saxe-Cobourg adressa, de son quartier général de Fouron-le-Comte, le 30 juillet 1794, aux peuples de l'Allemagne. Il y disait en effet :

« Les moyens inépuisables d'une nation en fureur, pour laquelle la vie et le bien-être des hommes, la religion, les devoirs, les liens de la société civile, sont devenus un jeu ; ses cohortes innombrables, qui sont conduites par leurs tyrans à la boucherie, et qui achètent, en répandant leur sang à grands flots, l'ombre trompeuse d'une liberté imaginaire ; l'inactivité d'un peuple aveuglé, qui a méconnu les approches du danger, non moins que la voix paternelle de son bon prince ; les menées, auxquelles l'on ne sauroit presque point donner de nom, de plusieurs de ses ambitieux représentants, — hommes dans lesquels ce même peuple voit aujourd'hui trop tard et abhorre les auteurs de sa misère sans fin et sans bornes — toutes ces causes ont forcé nos armées à se replier jusqu'à vos frontières. »

Le prince faisait un appel chaleureux au courage des habitants des contrées du Rhin et de la Moselle ; il leur donnait l'assurance que, s'ils secon-

Dans ces circonstances et dans cette situation, vous concevez, monseigneur, combien il nous seroit précieux de recevoir l'assurance que les menées de la calomnie n'ont pas atteint la religion de Sa Majesté; que ce souverain bienfaisant conserve pour les Belges, ses fidèles sujets, l'affection paternelle et les sentiments de bienveillance et de protection dont ils ont recueilli les expressions et les preuves pendant qu'il honoroit les Pays-Bas de sa présence.

A la vérité, monseigneur, nous avons eu lieu de croire, pendant certain temps, que l'ancre des calomnies dirigées contre la Belgique étoit fermé, et les gazettes avoient cessé de publier ces traits malicieux dont elles étoient remplies auparavant. Néanmoins, depuis peu, une de ces gazettes, à prétexte de donner les motifs du refus du cabinet de Vienne d'accéder aux propositions de la cour de Londres, a publié faussement que M. le baron de Thugut avoit insinué aux ambassadeurs de Sa Majesté Britannique que les puissances maritimes devoient s'imputer l'invasion de la Belgique, puisque, par la garantie de la constitution, elles avoient rendu les habitants de ces provinces plus portés à discuter sur leurs lois qu'à servir leur souverain.

Quoique le secret le plus parfait enveloppe la grande affaire politique que Sa Majesté dirige pour le triomphe de la religion, le soulagement de l'humanité et l'honneur des trônes, nous

daient les efforts de son armée, elle observerait une discipline rigoureuse, et il terminait ainsi :

• Que si, au contraire, vous étiez assez malheureux, *comme ces habitants des provinces belgiques qui gémissent aujourd'hui au sein du malheur, privés de leurs propriétés, de leur liberté, de leurs autels, pour vous laisser séduire par des séducteurs secrets*, nous nous verrions obligés de passer le Rhin, de vous laisser en proie à vos ennemis, et de vous soustraire, sans ménagement, tout ce que l'ennemi pourroit trouver chez vous pour son entretien. »

Nous avons suivi le texte inséré dans les *Nouvelles extraordinaires de divers endroits* (Gazette de Leyde), supplément au n° LXIII, du 8 août 1794.

avons lieu de penser qu'elle approche de son dénouement. C'est pourquoi, l'état des choses devenant de plus en plus intéressant et critique pour le sort futur de la Belgique, nous prions instamment Votre Excellence de lui continuer son affection et ses bons offices, tant auprès de Son Altesse Royale qu'envers Sa Majesté, afin que ce malheureux pays soit apprécié et traité d'après le véritable esprit public, qui est et sera toujours un amour et une fidélité pour ses souverains, égal à son attachement inné pour sa religion et pour ses lois.

Dans ces derniers temps, monseigneur, l'intention et la résolution de Sa Majesté de gouverner ses provinces belgiques conformément à ce bon esprit public, étoient bien prouvées; les vues de Son Altesse Royale et les travaux de Votre Excellence tendoient en tout au même but : mais un petit nombre de personnes antérieurement souillées (*sic*) de fait et d'intention contraires, ne sont pas rentrées dans la voie de l'harmonie et des devoirs, parce qu'une ouverture entretenoit encore leurs espérances. De là cette intrigue sourde qui a mis tout en œuvre pour empêcher le bien et provoquer le mal, afin de donner à Sa Majesté, s'il étoit possible, une fausse idée des sentiments de son peuple, et afin de la porter à changer ses dispositions bienfaisantes à son égard.

Certain changement opéré contre l'attente et le vœu général, avant le départ de Sa Majesté, a fait naître des inquiétudes à ce sujet, qui auroient consterné le pays, s'il n'avoit été alors aussi fortement occupé de sa situation critique, et s'il n'avoit senti que, les grands intérêts de la monarchie fixant toute l'attention de Sa Majesté, cet auguste monarque ne pouvoit s'occuper de détails de l'intérieur.

Le retour temporaire de notre sérénissime gouverneur général au sein de la famille royale, la présence de Votre Excellence à Vienne, calment nos inquiétudes : nous sommes persuadés que, quand Sa Majesté pourra se rendre à ses peuples, Son Altesse Royale et Votre Excellence la confirmeront dans ses sentiments d'affection et de bienveillance envers les

Belges ; par les rapports qu'elles lui feront, elles feront connoître de plus en plus à Sa Majesté l'esprit inaltérable qui anime ce bon peuple, combien il est aisé de le gouverner, et de le diriger vers la prospérité et le bonheur par la confiance et par ses lois. Que Sa Majesté règne immédiatement sur les Belges par Son Altesse Royale, aidée des travaux et des conseils de Votre Excellence, et elle reconnoitra, de plus en plus, qu'elle n'a pas sous sa domination de meilleur peuple, plus digne de son affection et de ses soins paternels.

La confiance et la faveur que Votre Excellence conserve à tant de titres auprès de notre auguste souverain nous tranquilisent, et entretiennent nos consolations et nos espérances sous tous les rapports, et principalement en ce qu'elles nous sont une preuve que les traits lancés contre elle n'ont pas produit l'effet que les calomnieurs en espéroient : car, monseigneur, vous n'avez été en butte à la calomnie qu'à cause de votre attachement au bien du pays, toujours lié intimement avec le bien du service de Sa Majesté ; et les ennemis de ce même bien n'ont cherché à vous nuire, que parce qu'ils sont convaincus que, tandis que vous jouirez de la confiance de Sa Majesté et de Son Altesse Royale, vous saurez toujours prévenir ou écarter les coups que leur malignité médite sans cesse de porter à la Belgique.

Nous avons prié M. Ghiselain, conseiller pensionnaire du clergé de Hainaut, d'avoir l'honneur de remettre notre dépêche à Votre Excellence : cet homme, qui jouit pleinement de l'estime publique et de la confiance du corps respectable auquel il est attaché, mérite les bontés et la bienveillance de Votre Excellence, et peut nous transmettre ses pensées, ainsi que les conseils ou les ordres dont elle voudroit nous honorer. Nous vous prions, monseigneur, de nous conserver votre confiance et votre estime, et d'agréer les sentiments de profond respect et de reconnaissance avec lesquels nous sommes, etc.

LES DÉPUTÉS DES ÉTATS DU PAYS ET COMTÉ DE HAINAUT.

Wetzlar, le 17 décembre 1794.

VI. Réponse du comte de Metternich à la lettre précédente.

Messieurs, j'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 16 du mois dernier, et j'ai été sensiblement touché des nouvelles preuves de la confiance que vous me portez, et que je suis vraiment jaloux de conserver. Il n'est point facile de saisir encore l'ordre de choses que l'avenir prépare aux provinces belgiques; il est subordonné aux événements que doit amener la quatrième campagne qui paroît résolue : vous pouvez être persuadés, messieurs, que tout tient à ses résultats, malgré toutes les conjectures que l'on pourroit hasarder de vos côtés. Quoi qu'il en puisse être, soyez convaincus que, par un principe d'attachement pour votre province, autant que par justice, je me ferai, dans toutes les circonstances, un mérite de relever, aux yeux de la cour, votre entier dévouement au service royal et à la chose publique; j'ai déjà trouvé quelques occasions de le faire valoir, et je saurai les faire naître, si elles ne se présentent point. Comptez, messieurs, sur cette invariable disposition de ma part, et recevez les nouvelles assurances de la bien véritable considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Messieurs,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

METTERNICH-WINNEBOURG.

Vienne, 17 janvier 1795.

TABLE

DES MATIÈRES DU TOME TROISIÈME.

Séance du 7 janvier 1861.

	Pages.
CORRESPONDANCE. — Dépêches ministérielles concernant des matières de comptabilité et des affaires intérieures	1
Envoi, par M. le marquis de Rodés, de cartes d'entrée à la tribune réservée du Sénat	2
Lettre de M. Teulet concernant la publication du Trésor des chartes des rois de France.	<i>ib.</i>
Lettre de M. Enschedé sur divers manuscrits historiques existants dans la bibliothèque de sa famille	3
SITUATION DU FONDS DES CHRONIQUES. — Présentation, approbation et envoi à M. le Ministre de l'intérieur de l'état de cette situation au 31 décembre 1860.	6
EXPLORATION DES ARCHIVES ET DES BIBLIOTHÈQUES D'ANGLETERRE. —	
Envoi, par M. Van Bruyssel, d'une suite à son rapport sur la bibliothèque de sir Thomas Phillipps, et d'une quarantaine de copies de pièces tirées du Musée Britannique	<i>ib.</i>
M. Gachard chargé de l'examen de ces dernières pièces.	<i>ib.</i>
RAPPORTS. — Rapport de M. de Smet concernant l'Étude bibliographique sur les chroniqueurs anglais, écossais et irlandais présentée par M. Van Bruyssel.	<i>ib.</i>
Adoption des conclusions du rapporteur.	7
COLLECTION DES CHRONIQUES. — Dépôt, par M. de Ram, et distribution de la première partie du tome premier de la Chronique des ducs de Brabant, d'Edmond de Dwynter, complétant la publication, en quatre volumes, de cette chronique	<i>ib.</i>

	Pages.
COMMUNICATIONS. — I. Notice sur la collection dite <i>des Archives de Simancas</i> , qui est conservée aux Archives de l'Empire, à Paris. (Par M. Gachard, membre de la Commission.)	9
II. Étude bibliographique sur les chroniqueurs anglais, écossais et irlandais, depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'invention de l'imprimerie. (Par M. Ernest Van Bruyssel.)	79
III. La bibliothèque de sir Thomas Phillipps, baronet. (Par le même.)	119

Séance du 14 mai 1861.

CORRESPONDANCE. — Dépêche de M. le Ministre de l'intérieur envoyant trois séries de pièces remises par le gouvernement autrichien, concernant l'insurrection des Gantois sous Charles-Quint.	162
Remerciements à M. le Ministre et observations.	ib.
Autres dépêches ministérielles concernant les publications de la Commission	163
Envoi de la Société historique pour la Franconie inférieure et Aschaffenburg.	ib.
Envoi de la Société historique du grand-duché de Luxembourg.	ib.
BUREAU PALÉOGRAPHIQUE. — Arrêté royal du 28 décembre 1860, portant rétablissement de ce bureau.	ib.
Arrêté royal de la même date qui en nomme chef M. Van Bruyssel.	165
MM. de Gerlache et Gachard chargés de faire rapport sur les modifications à apporter au règlement de ce bureau	166
Lettre de M. Van Bruyssel sur les travaux dont il s'est occupé depuis son retour de Londres	ib.
Renvoi à l'examen de M. Gachard des nouveaux documents communiqués par M. Van Bruyssel	167
TABLE CHRONOLOGIQUE DES CHARTES ET DIPLÔMES IMPRIMÉS CONCERNANT L'HISTOIRE DE LA BELGIQUE. — Rapport de M. Alph. Wauters.	ib.
RAPPORTS. — Rapport de M. Gachard sur les pièces envoyées à la Commission par M. Van Bruyssel.	171
ACTES DES ÉTATS GÉNÉRAUX DES PAYS-BAS DE 1576 A 1585. — Annonce, par M. Gachard, de la prochaine publication du 1 ^{er} volume de la notice chronologique et analytique de ces actes; renseignements donnés par lui sur les résultats des nouvelles recherches auxquelles il s'est livré.	172
COLLECTION DES CHRONIQUES. — État de l'impression de la Chronique	

	Pages.
de Jean de Stavelot et de la Chronique de Jean d'Outremeuse, dont l'édition a lieu par les soins de M. Borgnet.	173
Communication de MM. de Ram et Borgnet touchant l'impression des tomes II et III des <i>Monuments pour servir à l'histoire des provinces de Namur, de Hainaut et de Luxembourg</i>	ib.
COMMUNICATIONS. — I. Documents tirés des archives et des bibliothèques d'Angleterre. (Par M. Van Bruyssel, chef du Bureau paléographique.)	174
II. Liste analytique des documents concernant l'histoire de la Belgique qui sont conservés au <i>State Paper Office</i> : troisième partie; papiers de Flandre, du 3 août 1577 au 10 avril 1589. (Par le même.)	201

Séance du 1^{er} juillet 1861.

CORRESPONDANCE. — Lettre de M. Ewald, remerciant des envois faits à la bibliothèque de Gotha.	280
Lettre de la Société historique pour la Basse-Saxe servant d'envoi à ses publications	290
Lettre de M. le docteur Hoffmann sur une liasse de documents manuscrits existante à la bibliothèque de Hambourg, et contenant, entre autres, des lettres de Léon X, d'Adrien VI et de Clément VII à Charles-Quint	ib.
Lettre de M. Ch. de Chénedollé touchant la table de la deuxième série des <i>Bulletins</i> qu'il a été chargé de rédiger	293
BUREAU PALÉOGRAPHIQUE. — Projet de règlement présenté par MM. de Gerlache et Gachard, et adopté	294
ACTES DES ÉTATS GÉNÉRAUX DES PAYS-BAS, DE 1576 A 1785. — Dépôt, par M. Gachard, du premier volume; indication sommaire de son contenu.	ib.
COMMUNICATIONS. — Note de M. le conseiller Defacqz sur le <i>Chronicon Diestense</i>	295
Trois lettres d'Adrien VI à Charles-Quint. (Communiqué par M. Hoffmann.)	297

Séance du 4 novembre 1861.

CORRESPONDANCE. — Lettre de M. Jules de Vaux transmettant les remerciements de Sa Majesté pour l'envoi de la <i>Notice des Actes des états généraux</i>	302
---	-----

Lettre de M. le major Goffinet transmettant les remerciements de Son Altesse Royale le duc de Brabant pour l'envoi du même volume .	302
Envoi, par M. le Ministre de l'intérieur, d'un recueil supplémentaire de documents sur l'insurrection des Gantois en 1539.	ib.
Envoi, par le même Ministre, d'ouvrages offerts en échange par les archives du grand-duché de Bade	303
Circulaires du même Ministre sur des matières de comptabilité . .	ib
Lettre de M. Albéri sur la publication prochaine du treizième volume des <i>Relazioni degli ambasciatori veneti al Senato</i>	ib.
Lettre de M. Paul Meyer sur le Glossaire de MM. Gachet et Liebrecht.	304
BUREAU PALÉOGRAPHIQUE. — Arrêté ministériel portant règlement pour ce bureau	305
Lettre de M. le Ministre de l'intérieur sur le local à lui assigner . .	307
Rapport trimestriel de M. Van Bruyssel : Table des articles relatifs à l'histoire nationale publiés dans les revues belges, depuis 1830; nouveaux détails sur les archives d'Angleterre	308
DISTRIBUTION DES CHRONIQUES ET DES BULLETINS. — Demandes tendantes à obtenir le recueil des <i>Bulletins</i>	314
TABLE CHRONOLOGIQUE DES CHARTES ET DIPLÔMES IMPRIMÉS CONCERNANT L'HISTOIRE DE LA BELGIQUE. — État de l'impression de cet ouvrage	ib.
COMMUNICATIONS. — Annonce de M. Gachard relative au t. IV de la <i>Correspondance de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas</i> . .	315
Observations du même membre à propos d'une publication de M. Vandembroeck, archiviste de la ville de Tournay	ib.
COMMUNICATIONS. — I. Liste analytique des documents concernant l'histoire de la Belgique, qui sont conservés au <i>State Paper Office</i> . (Par M. VAN BRUYSEL, chef du Bureau paléographique.) . . .	317
II. Analectes historiques, neuvième série, nos CCLXI-CCLXXXIV. (Par M. GACHARD, membre de la Commission.)	345

FIN DE LA TABLE.

UNIV. OF MICHIGAN,

JAN 25 1912

